REVUE
DE
SCIENCE CRIMINELLE
ET DE
DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ

avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de **L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ**
de l'Université de Paris

et avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LIBRAIRIE SIREY
— 22, rue Soufflot — PARIS (V^e) —

Le nouveau Code de Procédure pénale

La promulgation du nouveau Code de procédure pénale de décembre 1958 a soulevé un intérêt considérable. Personne n'avait songé, en cette même année, à célébrer le cent-cinquantième du Code d'instruction criminelle qui, avec le Code de procédure de 1806, était certainement le plus vieilli des codes napoléoniens. La réforme ne constitue pas seulement un événement législatif de première importance; elle consacre en même temps un certain nombre de réformes réclamées vainement depuis de longues années par tous les criminalistes soucieux de voir donner enfin à notre système pénal une orientation moderne. Le Code nouveau pose évidemment de nombreux problèmes d'application et c'est pourquoi la Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé a pensé qu'il était nécessaire d'en éclairer les dispositions essentielles par une série d'études systématiques. Nous avons donc décidé de réserver les deux premières parties des numéros II et III de l'année 1959 à une série d'études portant sur les aspects principaux de la réforme. Sans se présenter comme un commentaire continu du Code qui ne rentrerait pas dans l'objet de notre Revue, ces études constituent néanmoins un ensemble dont nous ne doutons pas qu'il soit du plus grand secours pour tous ceux qui auront à expliquer ou à appliquer les textes nouveaux. La qualité des auteurs qui ont bien voulu accepter de nous réserver ces études nous dispense d'une plus ample présentation. Nous voulons seulement leur exprimer ici toute notre sincère reconnaissance.

L'origine, l'esprit et la portée du Code de Procédure pénale¹

par Antonin BESSON

*Procureur général près la Cour de cassation,
Président de la Commission d'Etudes pénales législatives.*

Le 18 décembre 1953, j'avais eu l'honneur de faire une conférence² à l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris pour y exposer les desseins de la Commission d'études pénales législatives qui procédait alors à l'élaboration des dispositions qui sont devenues, après des modifications plus ou moins importantes, le Code de procédure pénale.

Moins de deux ans après cette conférence, notre Commission publiait les résultats de ses travaux. Nous étions dans le courant de l'année 1955.

C'est à peine si l'opinion publique y prêta attention, depuis si longtemps qu'elle était habituée à des tournois judiciaires dont l'issue était connue et qui se traduisait par un échange de balles sans résultat.

Par contre, dès que le Parlement en fut saisi, la campagne de dénigrement commença qui ne fit que s'amplifier. Et la promulgation du nouveau Code ne l'a pas arrêtée, tant s'en faut... à tel

1. M. le Procureur général Besson a bien voulu accepter de donner, le 19 juin 1958, à la Section de droit pénal et de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, une conférence sur le Code de procédure pénale dont le Livre I^{er} venait d'être promulgué par la loi du 31 décembre 1957. C'est le texte de cette conférence que nous avons le plaisir de publier ci-après. Nous n'avons pas cru devoir y apporter de retouches afin d'en sauvegarder l'unité et d'en préserver la valeur de témoignage particulièrement autorisé. Mais nous sommes reconnaissants à M. le Procureur général Besson d'avoir approuvé les observations que nos lecteurs pourront trouver dans les notes suivantes et qui ont pour objet de leur rappeler les modifications qui ont été faites à la loi du 31 décembre 1957 par l'ordonnance du 23 décembre 1958 et d'attirer leur attention sur les nouvelles et importantes perspectives dégagées par les Livres II et V du Code de procédure pénale.

2. V. cette *Revue*, 1954, p. 1.

point qu'il me vient parfois à l'esprit de dire à ces distillateurs de scepticisme, me référant à la pensée célèbre de Rivarol, que c'est un terrible avantage de n'avoir rien fait mais qu'il ne faut pas en abuser.

Personnellement animé d'une foi constructive, je ne m'y attarderai pas davantage et vais aussitôt répondre au vœu de M. le Conseiller Marc Ancel en vous parlant de l'origine, de l'esprit et de la portée de la Réforme.

C'est là, en effet, le thème qui m'a été proposé et dont j'ai très volontiers accepté de vous entretenir.

* * *

L'origine ? On peut l'envisager soit en fonction du temps soit en fonction des circonstances. C'est ce dernier aspect de la question que je soumettrai à vos réflexions. En effet, il ne servirait pas à grand chose de vous faire un tableau chronologique des travaux accomplis par notre Commission ou par celles qui l'ont précédée. Tout a été dit à ce sujet en son temps. Par contre, j'ai l'impression que tout n'a pas été dit des raisons profondes qui ont poussé les hommes à rechercher de nouvelles formules et qu'il n'est pas trop tard d'en tenter l'exposé.

Elles furent l'aboutissement d'un long cheminement d'efforts sous la poussée plus ou moins sourde d'événements judiciaires dont le déroulement avait révélé que des incidents regrettables ou des erreurs judiciaires pénibles à plus d'un titre étaient le résultat de défaillances humaines. D'où la conviction qui s'était fait jour de la nécessité d'une rénovation des règles qui avaient pu permettre de telles choses.

Nous pourrions à loisir puiser des exemples décisifs dans les affaires qui s'offrent à notre examen de conscience depuis 150 ans. Nous n'en citerons cependant aucune par crainte pour les plus anciennes de se reporter à des précédents dépassés par l'état actuel de la technique et pour les plus récentes de remettre à vif des plaies encore toutes saignantes.

Nous nous bornerons à faire état des causes les plus fréquentes des déviations suivies par les enquêtes et qui ont contribué à faire condamner des innocents ou à assurer l'impunité des coupables.

Les mouvements qu'on y discerne proviennent tantôt d'excès, tantôt d'insuffisances résultant d'actes accomplis parfois à contre-temps.

Des insuffisances ? Vous en trouvez lorsqu'on accorde un crédit en blanc à des témoins auxquels on ne devrait ajouter foi que sous bénéfice d'inventaire, sans préjudice des difficultés qu'on éprouve à saisir puis à reproduire la pensée des intéressés, tant ils sont divers par leur tempérament et par leur éducation.

Des insuffisances ? Vous en trouvez encore lorsque, dans la reconstitution des faits, un maillon de la chaîne vient à faire défaut par suite d'omissions qui en faussent la dignification.

Quant aux excès, ce sont tous ceux qui sont commis lorsque l'enquêteur agit par voie de suggestions ou par des violences physiques ou morales, procédés qui se situent au niveau de ceux pratiqués jadis au Châtelet.

Voilà, saisies sur le fait, des fautes professionnelles caractérisées et dont l'influence pernicieuse sur les procédures aurait pu être évitée si des contrôles efficaces avaient eu lieu en temps utile.

Ajoutez-y les disputes des experts dont on a parfois peine à s'imaginer la passion qui peut emporter certains d'entre eux et qui leur interdit tout retour éventuel sur eux-mêmes comme si le mot définitif avait été dit par leur prise initiale de position.

Mais l'évocation de cette influence du *dixit* des techniciens va tout naturellement nous conduire à aborder le deuxième point de l'exposé qui m'a été demandé.

Quel est l'esprit de la Réforme ?

Les uns le trouvent trop libéral parce qu'il a accru les droits de la défense, les autres l'accusent d'être trop rigoureux parce qu'il a réglementé l'exercice de la garde à vue.

Nous ne nous laisserons pas enfermer dans un cercle hérissé de catégories inspirées d'autres disciplines que celle dont nous dépendons.

Nous allons seulement vous donner les exemples les plus caractéristiques des innovations que nous avons apportées.

* * *

Les plus larges pouvoirs ont été accordés à la police judiciaire en cas de flagrant délit.

Le temps de flagrance est, à quelque nuance près, resté ce qu'il était sous le Code d'instruction criminelle.

Et pourvu que l'enquête soit déclenchée dans ce trait de temps, les officiers de police judiciaire peuvent procéder à leurs investigations sans hâte particulière à la seule condition que celles-ci soient conduites sans solution de continuité.

Quoi qu'on en ait dit parfois, il en était déjà ainsi sous le Code d'instruction criminelle. Il n'y a donc rien de changé à cet égard.

Rien par conséquent qui puisse motiver la moindre alarme chez les policiers.

Ils pourront comme par le passé se transporter sur les lieux et prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer la conservation des indices (art. 54 et 55), faire procéder à toutes constatations techniques utiles (art. 60) en dehors des règles étroites régissant l'expertise.

En matière de perquisitions, ils disposeront même de moyens accrus par rapport à ceux qu'ils avaient antérieurement.

En effet, alors que l'article 36 du Code d'instruction criminelle n'autorisait les perquisitions qu'au domicile du prévenu, l'article 56 du Code de procédure pénale étend au domicile des tiers leurs pouvoirs en la matière dans les conditions qu'il précise.

* * *

Il est vrai qu'on omet de tenir compte de ces considérations pour ne retenir que les mesures qui peuvent être représentées comme étant de nature à gêner l'action de la police judiciaire.

Tel est le cas de la garde à vue, encore que celle-ci soit évoquée, pour s'en plaindre, à la fois par les policiers et par ceux qui se situent de l'autre côté de la barricade.

Sur la nécessité de cette réglementation, on peut gloser à perdre haleine.

Mais les arguments en dernière analyse se réduisent de la manière suivante :

— ou bien il fallait continuer à jeter pudiquement le manteau de Noë sur les abus auxquels conduisait l'absence de toute règle à ce sujet ;

— ou bien il fallait soulever les étiquettes et traduire la réalité dans les nouvelles règles.

C'est cet état d'âme qui nous a conduit à dire que la police judiciaire pourra garder à vue certaines personnes visées à l'article 63 du Code de procédure pénale.

Délai maximum : 2 fois 24 heures.

Certes les exécutés autorisés de l'activité de la police judiciaire prétendaient qu'en fait ce délai n'était jamais dépassé.

Mais s'il en était ainsi, quel est donc le procès de tendance qui est fait aux auteurs du projet ?

* * *

On va aussi répétant à grand renfort de publicité que les criminels auront désormais toute licence et seront assurés de l'impunité.

Où est donc le mal nouveau qui frapperait la police judiciaire de léthargie en présence d'une recrudescence criminelle dont on enfle par avance arbitrairement l'étendue ?

En tout cas, rien dans le flagrant délit, applicable dans les cas les plus graves d'atteintes à l'ordre public, rien ne justifie une telle alarme.

Et si les policiers veulent bien ne procéder aux appréhensions des suspects qu'après avoir accumulé contre eux les indices accusateurs — ce qui est dans la pure logique des choses — alors, les délais qui leur sont accordés par l'article 64 du Code de procédure pénale pour procéder à l'interrogatoire des suspects seront en tout état de cause largement suffisants pour leur permettre d'accomplir leur mission.

En définitive, personne ne marchandait à la police judiciaire les plus larges pouvoirs en matière de crime ou de délit flagrant. Chacun comprend, en effet, que c'est une question de sauvegarde de la tranquillité publique.

* * *

La situation est un peu différente en cas d'enquête préliminaire, connue jusqu'à maintenant sous le nom d'enquête officieuse et qui était fille de la nécessité.

Ces sortes d'enquêtes portent généralement sur des faits d'une gravité relative. Les personnes visées par ces enquêtes doivent donc être plus spécialement protégées contre des abus éventuels.

C'est pourquoi dans ce cas les perquisitions ne peuvent être effectuées sans l'assentiment exprès — par écrit — de l'intéressé.

D'autre part, si la garde à vue est organisée par l'article 77 du Code de procédure pénale, l'intéressé doit être en principe conduit avant l'expiration d'un délai de 24 heures devant le procureur de la République.

Celui-ci devra l'entendre et pourra donner l'autorisation écrite de prolonger la garde à vue d'un nouveau délai de 24 heures.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel que l'autorisation pourra être accordée sans que la personne ait été conduite au Parquet.

Sa décision devra être motivée, c'est-à-dire énoncer les faits

précis qui justifient l'application de cette disposition exceptionnelle.

Est-il besoin de dire que cela devra rester très exceptionnel, car le législateur s'est proposé de donner au Parquet le moyen de contrôler l'état de l'intéressé — ce qui n'est possible que si la présentation de ce dernier est effective à la manière de la tradition anglaise de l'*habeas corpus*.

* * *

Abordons maintenant les juridictions d'instruction.

L'instruction préparatoire est obligatoire en matière de crime. Elle est facultative en matière de délit, sauf dispositions spéciales telles que celles relatives à l'enfance délinquante.

L'instruction préparatoire est également facultative en matière de contravention et sur la seule initiative du procureur de la République.

Il y aurait tellement à dire sur l'instruction préparatoire que nos explications ne pourront être que sommaires.

Nous allons tenter d'en extraire les dispositions les plus caractéristiques en notant si elles sont de nature à gêner ou à faciliter l'exercice de l'action répressive.

L'épine est à chercher dans les articles 104 et 105 du Code de procédure pénale; le premier prévoit que toute personne visée par une plainte peut refuser d'être entendue comme témoin et qu'elle en est avertie par le juge d'instruction.

Le second précise que le juge d'instruction ne peut à peine de nullité, entendre comme témoins les personnes contre lesquelles il existe des indices sérieux de culpabilité lorsque cette audition aurait pour effet d'éluider les garanties de la défense.

L'article 104 est issu d'une réaction naturelle contre des abus manifestes de constitutions de partie civile, abus que nous avons souvent nous-mêmes constatés pour les déplorer. Il constitue une nouveauté et répond à l'idée selon laquelle l'inculpation est, en un certain sens, une mesure protectrice des droits de l'intéressé.

A la différence du texte élaboré par la Commission d'études pénales législatives, qui exigeait que les personnes fussent nommément visées dans la plainte, le texte qui figure à l'article 104 a supprimé cette restriction. Il suffit qu'elle soit visée par la plainte.

Quant à l'article 105, constitue-t-il une innovation ? Par rapport aux règles légales, assurément oui.

Mais il en est tout autrement par rapport aux règles jurispru-

dentielles dans leur dernier état, telles qu'elles apparaissent depuis un arrêt de la Chambre criminelle du 16 juin 1955 intervenu dans l'affaire *Fesch*.

Nous n'avons pas le temps d'entrer ici dans la discussion approfondie de ce texte, et, partant, de comparer les indices sérieux dont il est question, en cas de flagrant délit, à l'article 63, alinéa 2, du Code de procédure pénale.

Tout ce qu'on peut souligner, c'est que la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation se trouve consacrée à l'article 105 du Code de procédure pénale.

Et cette constatation suffit pour dire que les pouvoirs des officiers de police judiciaire exécutant des commissions rogatoires, restent ce qu'ils étaient devenus sous l'influence de la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

La préoccupation de laisser à la justice les moyens d'action nécessaires transparaît à l'article 115 du Code de procédure pénale qui, reprenant les dispositions de l'article 7 de la loi du 8 décembre 1897, permet de procéder à un interrogatoire immédiat et à des confrontations en cas d'urgence résultant soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître ou encore, en cas de transport du procureur de la République et du juge d'instruction en matière de flagrant délit, encore que dans cette dernière hypothèse l'avantage résultant d'un interrogatoire immédiat se trouve compensé par l'inconvénient d'abandonner les pouvoirs exceptionnels de flagrant délit.

Ainsi nous n'avons rien trouvé qui puisse justifier les craintes des officiers de police judiciaire ?

Peut-on dire que les articles consacrés à la détention préventive sont par contre de nature à gêner l'action répressive et qu'ainsi le Code de procédure pénale se trouve hérissé de dispositions manquant d'unité ?

Si l'on trouve des textes qui manquent d'harmonie, par suite de l'entre-choc de courants de pensée existant entre la Commission d'études pénales législatives et le Parlement, en passant par le Palais Royal et la place Vendôme, ce n'est pas le cas de ceux qui touchent la détention.

Les articles 137 et suivants du Code de procédure pénale qui régissent la matière ne sauraient du reste porter atteinte aux pouvoirs de la police ou de la justice. Il faut en effet bien s'entendre.

Jamais il n'a été aussi utile de reposer le problème à la manière des jurisconsultes romains.

De quoi s'agit-il ?

Uniquement d'obliger les juges à rendre compte des conditions dans lesquelles ils détiennent les inculpés. D'où un certain nombre de mesures qui tendent à obtenir d'eux qu'ils veuillent bien « repenser », tous les deux mois, le problème de la détention préventive (art. 139).

La détention est en effet une mesure exceptionnelle nous dit l'article 137.

Elle ne se conçoit donc que dans des cas exceptionnels.

Certes, ces cas n'ont pas été précisés par la loi. Et ils ne pouvaient pas l'être sans tomber dans le travers des réglementations qui se veulent exhaustives et qui laissent toujours quelque fissure par laquelle s'échappe la sève législative.

Si les cas dans lesquels on peut avoir recours à la détention préventive n'ont pas été fixés par la loi, on peut cependant en jalonner le domaine. Il résulte, en effet, de la pensée du législateur que cette mesure ne peut être justifiée que par les nécessités de l'ordre public.

Afin de dissiper la brume qui enveloppe trop souvent les généralités, nous aurons recours à quelques exemples pour que notre pensée apparaisse en toute clarté.

Nous estimons que la détention préventive ne doit pas être utilisée en vue d'obtenir des aveux, car elle devient alors une forme de torture morale et qu'elle ne doit pas être non plus destinée à l'exécution anticipée d'une peine d'emprisonnement.

Elle n'est pas faite pour tout cela.

Par contre, elle se justifie chaque fois qu'on est en présence d'un individu dangereux et dont la mise en liberté risquerait de troubler l'ordre, ou d'un individu dont tout permet de penser qu'il prendrait éventuellement la fuite.

Elle se justifie aussi lorsqu'elle est indispensable à la manifestation de la vérité.

Et cette formule ne doit pas être une vaine expression. Il y a lieu, en effet, d'empêcher l'inculpé, dans l'hypothèse où il aurait conservé ou recouvré sa liberté, d'utiliser ses moyens d'action à contrecarrer ceux de la justice, soit en faisant disparaître des indices, soit en circonvenant des témoins.

En posant le principe selon lequel la détention préventive ne peut excéder deux mois, sauf à la renouveler pour une durée égale par des décisions motivées, susceptibles d'appel tant de la part du

Parquet (art. 185) que de la part de l'inculpé (art. 186), nous savions que nous devions éviter le piège qui avait eu raison d'une expérience antérieure où ce système avait été institué dans ses grandes lignes.

Une telle expérience avait, en effet, été faite par la loi du 7 février 1933 ; malgré une variante introduite par la loi du 25 mars 1935, elle avait pris fin par un décret-loi du 18 novembre 1939.

Cette expérience avait échoué parce que son mécanisme était trop lourd, mais aussi et surtout parce que celui-ci s'était transformé en une machine à débiter les retards. On usait et on abusait des dispositions de la loi pour empêcher le juge de mener son instruction ; après quoi, on se servait des lenteurs de l'instruction pour motiver une demande de mise en liberté de l'inculpé.

Si l'opération pouvait nécessiter plusieurs étapes, elle était, à échéance plus ou moins lointaine, très souvent efficace.

Résolument attachés à la défense de la liberté individuelle et par voie de conséquence au contrôle de la détention préventive, nous n'avons pas voulu nous prêter à de telles opérations de diversion.

D'où l'article 187 du Code de procédure pénale qui prévoit qu'en cas d'appel d'une ordonnance, évidemment autre que celle réglant la procédure, le juge d'instruction poursuit son information sauf décision contraire de la Chambre d'accusation.

Dès lors, il ne dépendra que de cette juridiction de faire échouer les manœuvres annoncées qui tendraient à bloquer les rouages de l'instruction.

Aussi bien, pour permettre au juge de persévérer dans ses recherches sans empêcher le contrôle de la Chambre d'accusation, a-t-il été décidé que le dossier de l'information serait établi en double exemplaire.

C'est pourquoi, dès l'article 19, le Code de procédure pénale prévoit que les officiers de police judiciaire doivent faire parvenir à l'autorité judiciaire non seulement l'original de leurs procès-verbaux mais aussi une copie certifiée conforme de ces documents. La même obligation pèse sur les juges d'instruction dont tous les actes doivent être aussi établis en copie (art. 81).

* * *

Si nous continuons notre promenade à travers les textes du Code de procédure pénale, nous noterons que le juge d'instruction

peut requérir par Commission rogatoire l'exécution de tous actes d'information qu'il estime nécessaires et qu'il peut à cet effet s'adresser non seulement à un juge d'instruction ou à un officier de police judiciaire, mais encore à tout juge de son tribunal et tout juge de paix du ressort de ce tribunal (art. 151).

Une double observation nous paraît devoir être faite à ce sujet.

L'article 151, qui consacre les principes élaborés par la Jurisprudence, interdit les délégations générales de pouvoirs visant toute une catégorie d'infractions sans indiquer les faits relevés. Mais dans la mesure où ces faits sont déterminés, le juge d'instruction peut délivrer une commission rogatoire donnant tous pouvoirs à son mandataire.

C'est, en effet, seulement l'indétermination de l'infraction qui constitue la commission rogatoire générale interdite.

La seconde observation se propose de souligner que les magistrats ou officiers de police judiciaire n'exercent les pouvoirs du juge d'instruction que dans les limites de la commission rogatoire qu'il leur aura délivrée (art. 152, al. 1^{er}), prohibant ainsi l'accomplissement de tous les actes de police judiciaire qui, accomplis par les juges d'instruction, seraient de nature à porter atteinte à leur dignité de magistrat.

Si une restriction supplémentaire est prévue en ce qui concerne les commissions rogatoires exécutées par les officiers de police judiciaire, en ce qu'ils ne peuvent procéder aux interrogatoires et aux confrontations de l'inculpé, il n'y a là aucune innovation. C'était déjà ce qui se passait, seuls les magistrats de l'ordre judiciaire disposant du droit d'interroger et de confronter l'inculpé (art. 90 du C.I.C.).

Il est enfin un dernier point à signaler ; c'est que si pour les nécessités de l'exécution d'une commission rogatoire, un officier de police judiciaire est amené à retenir une personne à sa disposition, la garde à vue de cette personne est organisée dans les mêmes conditions que celles qui ont été exposées à propos de l'enquête préliminaire à l'article 77 du Code de procédure pénale, garde à vue qui comporte le principe de l'obligation de présenter l'individu en personne au magistrat instructeur.

* * *

Bien que j'éprouve quelque gêne à abuser de votre patience en prolongeant mon exposé, il ne me paraît pas possible cependant de passer sous silence la question de l'expertise. Je vais donc vous

en entretenir ; mais il est à peine besoin d'ajouter que je ne puis guère qu'en effleurer l'étude.

Nous ne saurions nous prononcer utilement ici sur le système de l'expertise contradictoire facultative ordonnée à la requête de l'inculpé par le juge d'instruction, système qui a été substitué à celui proposé par la Commission et qui avait organisé l'expertise sur la base de la dualité d'experts.

A nous en tenir à la mission qui nous a été donnée de dégager l'esprit du Code de procédure pénale, nous dirons que celui-ci tend :

1^o à éliminer les risques d'incompréhension entre experts au stade de l'instruction (art. 159 et 166).

2^o à associer étroitement le juge d'instruction à leurs travaux (art. 161) ;

3^o à obliger les experts à prendre personnellement position (art. 166) sur les problèmes techniques, et qui sont les seuls qui puissent être traités par eux (art. 156 et 158) ;

4^o à clarifier les débats en évitant les querelles d'experts à l'audience (art. 168 et 169).

Il convient d'observer que le problème de l'expertise est un de ceux qui ont donné lieu aux échanges de vues les plus opposés et que le projet élaboré par la Commission d'études a été profondément remanié par le Parlement. Que faut-il en penser ? Il est difficile de se prononcer à l'heure actuelle.

L'expérience se chargera de décanter les prévisions du législateur et de dire si elles correspondent aux nécessités de la vie judiciaire¹.

Nous aurions achevé les extraits que nous avons cru utile de faire parmi les dispositions relatives à la juridiction d'instruction du 1^{er} degré si nous n'estimions pas nécessaire de dire quelques mots d'un sujet qui rentre par sa nature même dans le cadre des études qui relèvent du Centre de Droit comparé où nous avons l'honneur de prendre la parole.

1. Les réflexions qui ont été suggérées par M. le Procureur général Besson sur le problème de l'expertise demeurent entièrement valables dans le cadre du système de l'expertise simultanée que l'ordonnance du 23 décembre 1958 a substitué à celui de l'expertise contradictoire. La complexité des difficultés soulevées par l'expertise est mise en lumière par les hésitations et les contradictions des travaux préparatoires. En préférant au système de l'expertise contradictoire organisé par la loi du 31 décembre 1957, le régime de la dualité d'expertise prévu par la Commission d'études pénales législatives, les rédacteurs de l'ordonnance du 23 décembre 1958 ont voulu procéder à une réforme des errements anciens qui n'entraîne pas une rupture trop brutale dans les coutumes judiciaires. La conclusion demeure inchangée. L'expérience seule permettra d'apprécier si la voie empruntée contribuera à normaliser la vie judiciaire.

Il n'est pas en effet indifférent à ceux qui s'intéressent aux questions de Défense sociale qu'une idée qui leur est chère ait été introduite à l'article 81 du Code de procédure pénale, article qui prévoit que le juge d'instruction procède ou fait procéder à une enquête sur la personnalité de l'inculpé et qu'il peut confier à un médecin le soin de procéder à un examen médico-psychologique.

Sans doute certaines critiques se sont-elles fait jour du fait que ce soit un médecin qui en soit chargé. Mais en l'état des disciplines en vigueur, c'est là une garantie qui n'est pas négligeable.

* * *

Il reste à parler de la Chambre d'accusation. C'est la poutre maîtresse du nouveau régime¹. Elle l'est, moins en raison des pouvoirs qui lui sont accordés que par le climat nouveau qui va régner devant cette juridiction.

Il aura suffi pour cela d'y introduire la règle de la contradiction (art. 198 et 199). Désormais, les justiciables sont assurés d'y faire entendre leurs voix.

Nous sommes de ceux qui pensent que l'absence de débat devant les Chambres d'accusation fut à l'origine de plus d'une erreur judiciaire.

Ceci étant dit, nous verrons que la Chambre d'accusation est appelée à prendre désormais une importance considérable, son activité devant dépasser celle du cadre classique des juridictions.

Sur cette observation finale consacrée à l'esprit du Code de procédure pénale, nous amorcerons l'étude de la portée du nouveau Code.

En vérité, M. le Conseiller Ancel m'a fort embarrassé en me demandant de vous parler non seulement de l'origine mais encore et à la fois de l'esprit et de la portée des nouvelles règles de procédure pénale.

Encore que cela ne paraisse pas facile, nous allons nous efforcer de discerner l'esprit de la portée.

1. Si M. le Procureur général Besson a pu, à juste titre, exposer que la réforme de la procédure suivie devant la Chambre d'accusation constituait la plus importante des innovations apportées au régime de l'instruction préalable par la loi du 31 décembre 1957, il convient de rappeler qu'il a émis cette opinion avant que l'ordonnance du 23 décembre 1958 n'institue, par le Livre V du Code de procédure pénale et ses règlements d'application, un régime d'exécution des peines dont il n'est pas inexact d'avancer qu'il donne une orientation nouvelle à l'ensemble de la justice répressive française (v. ci-après, p. 288, note 1).

L'esprit ? Cela m'apparaît comme une sorte de condensé des intentions nourries par les auteurs du nouveau Code.

Quant à sa portée, c'est sa résonance ; en d'autres termes, c'est le retentissement qu'il est appelé à avoir sur les rapports des hommes qui, à des titres divers, sont appelés à concourir à la dispensation de la justice.

* * *

Il s'agit notamment des relations qui vont désormais exister entre le ministère public et les juges d'instruction.

Si depuis la Constitution du 27 octobre 1946, une cloison existait entre le siège et le Parquet, celle-ci n'était pas étanche puisque, par le fait de l'appartenance du juge d'instruction à la catégorie des officiers de police judiciaire, ce magistrat se trouvait dans une certaine mesure assujéti au contrôle du Parquet général.

Certes, ce contrôle était devenu quasiment symbolique et ne justifiait pas l'âpreté des reproches qui nous étaient faits d'avoir la haute main sur les cabinets d'instruction.

Mais si ténu qu'il eût été, ce lien ne pouvait être maintenu puisqu'il donnait prise à la suspicion.

Désormais, le prototype du juge d'instruction tel que le voyait Balzac, appartient à un passé révolu.

Il n'y a plus rien qui puisse dorénavant autoriser un juge d'instruction à s'abriter derrière le point de vue du Parquet. Il a la pleine responsabilité de ses décisions. Il lui appartient seulement de hausser son caractère au niveau de son indépendance.

Mais voilà que soudain certains prennent conscience des risques qu'une telle situation peut comporter. Et l'on parle de l'isolement dans lequel les juges d'instruction vont se trouver placés comme si le problème venait d'apparaître par enchantement.

Lors de ma conférence du 18 décembre 1953, j'avais noté que le juge d'instruction souffre souvent d'un complexe d'isolement en face d'un Parquet indivisible et hiérarchisé.

C'est sans doute la rançon de l'indépendance, laquelle ne peut ni se doser, ni se graduer même lorsqu'elle est mise à l'épreuve par le jeu des simples relations entre juges d'instruction.

Nous avons pensé que la Chambre d'accusation, dotée de pouvoirs propres, pourrait apporter au juge d'instruction le réconfort moral dont il peut avoir besoin.

Il ne faut pas se dissimuler que notre solution risque de se heurter

à un certain nombre d'obstacles. Il faut y comprendre en premier lieu l'esprit de routine qui sollicitera les présidents de Chambres d'accusation, s'ils croient y trouver le doux *farniente* que la malveillance représente trop souvent comme étant le symbole de leurs fonctions.

Le danger peut aussi venir des juges eux-mêmes qui, bien qu'assoiffés de conseils se priveraient cependant des secours que leurs nouveaux mentors devraient leur apporter — et ce, sous le prétexte que le président de la Chambre d'accusation serait trop loin des magistrats par la distance et par le grade.

La distance, au temps de la vitesse supersonique, est une pure dérision. Quant à la crainte révérentielle que le président de la Chambre d'accusation pourrait inspirer, cela ne paraît guère sérieux, depuis qu'on voit tant de jeunes magistrats rompre des lances avec leurs aînés non pas seulement sur le plan corporatif mais encore sur le plan professionnel. Certaines notes juridiques l'attestent avec éloquence.

Dégagés de tout sentiment d'infériorité et dotés des mêmes pouvoirs d'appréciation que ceux de leurs collègues, « plus hauts en grade », les juges pourront frapper à la porte de la Chambre d'accusation sans craindre d'y laisser accrochés quelques lambeaux de leur personnalité.

Est-ce à dire que le juge d'instruction — ainsi épaulé — pourra redevenir l'homme puissant que certaine littérature aime à rappeler qu'il fut jadis ?

Il faut se garder de confondre l'indépendance de carrière et l'indépendance d'esprit.

Chacun en effet doit, là ou ailleurs, répondre de ses actes.

Comme le Parquet est par définition présumé représenter la vindicte publique, il est normal que le juge d'instruction soit appelé non pas à lui rendre des comptes, mais à expliciter sa pensée par des ordonnances motivées.

Toujours dans le domaine des relations devant exister entre les magistrats du Parquet et les magistrats de l'instruction, le Code de procédure pénale contient des dispositions nouvelles caractéristiques :

C'est ainsi que le procureur de la République peut désormais assister à l'instruction, tout comme un défenseur, et ce dans les conditions fixées aux articles 119 et 120.

C'est ainsi, enfin, qu'il est placé sur le même plan que la défense en ce qui concerne la distribution des dossiers.

Parlons-en nettement, c'est le type même de la question abusive, abusive en ce qu'elle occupe une place que ne justifie pas l'importance qu'elle présente dans la réalité des faits. Mais je n'ignore pas la force que confère à certaines idées la position qu'elles occupent dans l'esprit des hommes, même lorsque cette position ne correspond pas à la nature des choses.

Est-il besoin de rappeler l'accusation dont le ministère public était l'objet ? Il était représenté comme se servant de la distribution des dossiers pour favoriser ceux des juges qui acceptaient leur asservissement au Parquet. Je ne cesse pas de dire hautement que c'était une calomnie. Pour en finir avec un problème aussi irritant je me suis rallié à la solution qui a consisté à en confier le soin au président. Je n'en dirai pas davantage, j'observerai seulement que rien n'interdit au président, en vertu des pouvoirs généraux qui lui sont dévolus, de charger un vice-président d'assurer cette distribution.

En dehors de cette question de répartition initiale des dossiers dans les tribunaux comptant plusieurs juges d'instruction, question traitée à l'article 83, il est un autre problème visé à l'article 84 et qui règle le cas où un juge d'instruction pourra être dessaisi d'une information.

Ce dessaisissement est, dit-on, une atteinte à l'indépendance des juges d'instruction et ferait double emploi avec la récusation.

Atteinte à l'indépendance du juge ?

Cela supposerait d'abord que le juge eût une exclusivité sur le dossier à partir de sa saisine.

Cela impliquerait aussi que la décision n'appartiendrait plus à un juge. Or ce n'est pas le cas, puisqu'en toute hypothèse ce sont les magistrats du siège et eux seuls qui décident de la suite à donner aux requêtes aux fins de dessaisissement.

Ainsi tombe cette critique.

Mais cette procédure fait-elle double emploi avec la récusation, comme on l'a soutenu ?

On sait que la récusation emprunte ses règles au Code de procédure civile. Sans entrer dans le détail des multiples causes énoncées à l'article 378 du Code de procédure civile, il faut noter d'une part que la récusation d'un juge d'instruction, qui est en soi une juridiction, entraîne celle du tribunal tout entier, et d'autre part que ces causes, et spécialement celles énumérées à l'alinéa 9 dudit article, correspondent à une attitude particulièrement grave et

suggestive du juge. Aussi bien existe-t-il de nombreuses autres circonstances qui peuvent donner à penser que tel juge d'instruction est inapte à conduire une procédure pour les raisons les plus diverses et dont rien ne permet de dire qu'elles soient nécessairement péjoratives.

Enfin, on oublie que ce dessaisissement a pour corollaire la saisine d'un autre juge tout aussi indépendant que celui qui a été saisi et que l'opération doit se faire sous la haute autorité du président ou de son représentant et de la Chambre d'accusation, en cas d'appel.

Sur l'institution même d'un recours, nous avons quelques observations à présenter :

1° Pouvait-on laisser s'opérer les mutations de dossiers sans que le Parquet ait son mot à dire ?

2° Et si un droit de regard était accordé au ministère public, pouvait-on priver les parties de la faculté ainsi concédée au Parquet ?

3° Enfin il n'est peut-être pas sans intérêt de souligner que la Commission d'études pénales législatives, tout en conférant au ministère public et aux parties le droit d'exprimer leur sentiment sur le dessaisissement, avait estimé que les contestations devaient avoir un caractère purement administratif, les pièces relatives à ces incidents ne devant même pas figurer au dossier de l'information.

Le Parlement en a décidé autrement. Nous lui en laissons la responsabilité¹.

Ce n'est pas seulement dans les rapports entre procureur de la République et juge d'instruction que des modifications importantes ont été apportées au régime actuel. Il en est également ainsi entre magistrats et officiers de police judiciaire.

Les magistrats seront désormais associés étroitement aux opérations effectuées par les policiers.

Tenus scrupuleusement informés des affaires et de leurs développements par la police judiciaire, les magistrats pourront suivre

1. Les observations présentées par M. le Procureur général Besson à propos de la procédure de dessaisissement du juge d'instruction ont retenu l'attention des rédacteurs de l'ordonnance du 23 décembre 1958 puisque, dans son texte définitif l'article 84 du Code de procédure pénale dispose que les ordonnances rendues par le président du tribunal ne sont pas susceptibles des voies de recours. A cet égard comme à celui de l'expertise, l'opinion des techniciens exprimée dans le projet de la Commission d'études pénales législatives, a prévalu sur celle des parlementaires, formulée par la loi du 31 décembre 1957. Peut-être, peut-on, une fois encore emprunter les expressions de M. le Procureur général Besson et laisser la responsabilité et le bénéfice de cette option aux rédacteurs de l'ordonnance du 23 décembre 1958.

pas à pas le cheminement des enquêtes et intervenir à temps pour faire respecter la légalité notamment en cas de garde à vue.

Cette nouvelle conception des rapports de l'autorité judiciaire avec la police judiciaire favorisera-t-elle l'éclosion d'un climat de confiance réciproque ou déclenchera-t-elle cette politique du pire qui nous a été annoncée ?

Que chacun sache rester à la place qui lui a été assignée par le Code de procédure pénale et tout ira déjà mieux.

En tout cas, l'esprit agressif reste banni de nos préoccupations car nous ne voulons pas douter que la sagesse finisse par l'emporter.

Il est vrai qu'il est de bon ton d'insinuer que l'autorité conférée à la justice sera de pure façade.

Mais le corrosif qu'on fait couler à pleins bords ne saurait altérer un certain nombre de mesures dont il nous paraît difficile de contester l'efficacité.

Ces mesures ont consisté à séparer la fonction de police judiciaire de la fonction de police administrative et à donner à la Chambre d'accusation la possibilité de prononcer des sanctions disciplinaires contre des officiers de police judiciaire coupables de fautes professionnelles, sanctions pouvant aller jusqu'à l'interdiction provisoire ou définitive d'exercer des fonctions d'officier de police judiciaire.

Si avec cela on persiste à dire qu'on s'est borné à revêtir d'un manteau neuf l'ordre ancien des choses, c'est que vraiment il n'y a plus d'échange d'idées possible. Il est en effet des sortes d'arguments qui épuisent les controverses...

Tel est le tableau très général des dispositions essentielles du Code de procédure pénale.

Vais-je me porter garant que, grâce à ce Code, tout sera pour le mieux demain dans le meilleur des mondes judiciaires ?

Si je me laissais bercer par un tel vent d'optimisme il me faudrait être d'une naïveté que dément ma longue expérience.

Que la machine doive continuer à grincer, voilà qui est probable lorsqu'il s'agit d'une œuvre dont les impuretés sont celles de toute œuvre humaine.

Mais qui devra en être tenu pour responsable, de l'homme qui la conduit ou du mécanisme de l'engin ?

Si c'est la première branche qui l'emporte, je ne puis qu'avouer mon impuissance à valoriser les hommes.

Mais si c'est dans la seconde branche que git le mal, est-ce une

raison pour briser la machine, comme certains nous invitent à le faire ? Il est des contre-réformes qui sont des désastres parce qu'elles constituent un remède pire que le mal qu'elles prétendent guérir.

Il va de soi que si l'évidence d'une mise au point s'impose, il n'est aucune raison valable de laisser au hasard des procès le soin d'apporter les aménagements nécessaires. La loi doit y pourvoir en se fondant sur les enseignements de la vie. Mais cela suppose une application loyale et préalable du Code de procédure pénale.

Comme il s'agit de choses sérieuses parce qu'elles se confondent avec les règles protectrices de la liberté individuelle, je lance un appel non seulement aux magistrats chargés de l'application de la loi mais encore aux professeurs, aux avocats, aux juristes de toute obédience pour qu'ils s'associent à nos efforts.

Négligeant les imperfections d'ordre mineur qui seront mises au point par la pratique, je leur demande de prendre une vue humaine de l'ensemble du Code de procédure pénale. Je suis convaincu qu'ils rendront alors justice à tous ceux qui, soit à la Commission d'études pénales législatives, soit au Conseil d'Etat, soit à la Chancellerie, soit au Parlement, ont mis le meilleur d'eux-mêmes pour réaliser les transactions nécessaires entre des intérêts qui souvent se heurtent de front.

Le climat de défiance une fois dissipé, nous pourrons alors ensemble tracer la voie des nouvelles étapes à franchir.

Il reste tant à faire pour assurer une meilleure justice humaine...

Saint Louis y pensait déjà sous son chêne, lorsqu'il voulait faire droit à chacun sans exceptions de personnes.

Mais sans doute la route est-elle longue qui mène à la justice... et à la sagesse¹.

1. La promulgation par l'ordonnance du 23 décembre 1958 de l'ensemble du Code de procédure pénale a considérablement élargi la portée de la réforme qu'avait ébauchée la loi du 31 décembre 1957, en accentuant l'esprit de réalisme et de libéralisme dans lequel elle a été entreprise.

Les textes sur la Cour d'assises méritent à cet égard de retenir particulièrement l'attention. Bien que le nouveau Code de procédure pénale ait augmenté le nombre des jurés afin d'assurer dans tous les cas leur suprématie dans les décisions portant sur la culpabilité et les circonstances atténuantes et bien qu'il ait, en faveur des accusés, institué le régime dit de la minorité de faveur, il n'a pas renoncé au système de l'association des magistrats et des jurés, dont les critiques affirment qu'il permet aux uns d'exercer une influence décisive sur les autres. M. le Procureur général Besson a d'ailleurs émis les plus expresses réserves sur ces affirmations démenties par les statistiques aux termes desquelles la présence de magistrats au sein du jury n'a pas tari la source des acquittements en Cour d'assises !

Ce sont toutefois les dispositions relatives au régime d'exécution des peines qui sont

peut-être les plus caractéristiques. L'esprit général de la réforme est ici formulé par l'article 728 du Code de procédure pénale en ce qu'il dispose que « le régime intérieur des prisons établies pour peines doit être institué en vue de favoriser l'amendement des condamnés et de préparer leur reclassement social ». En légalisant ainsi les expériences prémoniales de la Direction de l'Administration pénitentiaire et en donnant une base légale aux régimes de classification des délinquants et d'individualisation scientifique des traitements pénitentiaires, le Code de procédure pénale n'a pas seulement consolidé les réformes entreprises. Il permet qu'elles se poursuivent et se perfectionnent dans la recherche des meilleures solutions. La création des juges de l'application des peines est, à cet égard, une manifestation particulièrement heureuse de la volonté d'associer le magistrat à l'action sociale vers laquelle tend la justice pénale.

En instituant, dans le cadre de la procédure traditionnelle du sursis à l'exécution des peines, un sursis avec mise à l'épreuve qui doit permettre, en évitant à certains condamnés l'avilissement de la détention, de leur accorder l'assistance sans laquelle il leur est malaisé de se réinsérer dans le circuit social, le Code de procédure pénale a témoigné de la même volonté de réalisme et d'humanisme scientifique.

On peut donc estimer que le Code de procédure pénale donne à la justice répressive française une orientation nouvelle et le fait que cette orientation soit celle que le mouvement de défense sociale n'a cessé de préconiser procure une satisfaction particulière aux criminalistes qui se sont réunis autour de M. le Procureur général Besson et de M. le Conseiller Marc Ancel, pour former le Centre d'Etudes de Défense sociale de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris.

L'individualisation de la répression dans le Code de Procédure pénale

par Robert VOUIN

Professeur à la Faculté de droit et des Sciences Economiques de Bordeaux.

Le mouvement qui tend vers une individualisation toujours plus poussée de la répression pénale est si fort, aussi bien que si justifié, qu'aucun progrès de cette individualisation ne peut surprendre. Notre nouveau Code de procédure pénale a cependant le double intérêt d'introduire dans les formes du procès de répression une enquête sans laquelle aucune individualisation véritable n'est possible et d'y joindre dans son Livre V, « des procédures d'exécution », quelques dispositions de fond conçues selon l'esprit du droit pénal moderne.

* * *

L'examen médico-psychologique et social était jusqu'ici connu en droit pénal français par l'ordonnance du 2 février 1945, qui, relative à l'enfance délinquante et au procès des mineurs, décide dans son article 8 : 1° que le juge des enfants « recueillera, par une enquête sociale, des renseignements sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents du mineur, sur sa fréquentation scolaire, son attitude à l'école, sur les conditions dans lesquelles il a vécu ou a été élevé » ; 2° que ce juge « ordonnera un examen médical et, s'il y a lieu, un examen médico-psychologique (et) décidera, le cas échéant, le placement du mineur dans un centre d'accueil ou dans un centre d'observation » ; 3° mais qu'aussi, « il pourra, dans l'intérêt du mineur, n'ordonner aucune de ces mesures ou ne prescrire que l'une d'entre elles (et), dans ce cas, il rendra une ordonnance motivée ».

Ces dispositions qui n'intéressent que la justice des mineurs demeurent en application et gardent toute leur valeur en ce qui concerne cette justice. Mais le Code de procédure pénale introduit aujourd'hui l'examen médico-psychologique et social dans le procès des adultes par deux alinéas de son article 81.

D'une part, il est dit que « le juge d'instruction procède ou fait procéder, soit par des officiers de police judiciaire..., soit par toute personne habilitée par le ministre de la Justice, à une enquête sur la personnalité des inculpés, ainsi que sur leur situation matérielle, familiale ou sociale ; toutefois, en matière de délit, cette enquête est facultative » (al. 5).

D'autre part, « le juge d'instruction peut prescrire un examen médical, confier à un médecin le soin de procéder à un examen médico-psychologique ou ordonner toutes autres mesures utiles ; si ces examens sont demandés par l'inculpé ou son conseil, il ne peut les refuser que par ordonnance motivée » (al. 6).

Il saute aux yeux que ces textes ont été conçus avec la plus grande prudence. Mais ils n'en ont pas moins une portée considérable.

En premier lieu, l'enquête sociale n'est obligatoire qu'en matière criminelle. Elle reste facultative dans le jugement des délits correctionnels et n'est même pas prévue dans le jugement des contraventions de police. Peu importe la valeur toute relative de la distinction tripartite des infractions. Les affaires pénales n'ont pas toujours la même gravité et l'enquête sociale ne s'impose pas également dans toutes. En particulier, il est bon que cette enquête reste facultative en matière correctionnelle, car elle ne s'impose pas dans le cas d'un délit de chasse ou d'une hausse illicite des prix, par exemple, au même titre que dans certains cas de vol ou d'attentat aux mœurs. On peut concevoir une généralisation future de l'enquête sociale, dans le cadre d'une justice répressive plus évoluée et à la faveur d'une science criminologique plus sûre d'elle-même. Mais nous n'en sommes pas encore là. Mieux vaut, pour l'instant, ne pas compromettre l'avenir de cette enquête en la prescrivant hors de propos.

L'enquête sociale, en second lieu, peut être confiée par le juge soit à un officier de police judiciaire, agissant sur commission rogatoire et en la forme ordinaire, soit à une personne spécialement habilitée à effectuer ce genre d'enquête. Les deux solutions, en théorie, sont également concevables et il faudrait y joindre un moyen terme : la méthode qui consisterait à confier l'enquête sociale à un officier de police judiciaire, mais à un officier de police judiciaire autre que celui qui, par délégation du juge, est appelé à effectuer les actes d'instructions tendant à révéler une culpabilité éventuelle. Le nouveau Code offre donc à nos juges d'instruction trois possibilités, entre lesquelles il sera sans doute facile de choisir, plus tard, à la lumière de l'expérience acquise.

Enfin, ce n'est pas par goût pervers du pléonasmisme que le Code de procédure pénale prescrit de ne confier qu'à un médecin le soin de procéder à l'examen médico-psychologique des inculpés. S'il s'exprime ainsi, c'est parce que ses auteurs n'ont pas accordé au psychologue non médecin la même confiance qu'aux membres du corps médical. Mais le texte n'interdit pas au médecin chargé de l'examen de se faire assister d'un psychologue et, en prévoyant « toutes autres mesures utiles », permet sans doute au juge de s'adresser directement à ce technicien.

La troisième partie du Code de procédure pénale (décrets d'application) précise quelles personnes peuvent obtenir l'habilitation prévue par la partie législative de ce Code, sur proposition conjointe du procureur général et du président de la Chambre d'accusation (art. D. 20 à D. 22). Elle confirme que « le juge d'instruction peut désigner, pour procéder aux examens qu'il estime utiles, des techniciens de qualifications différentes et notamment un psychologue et un observateur (et) peut prescrire que ces derniers exécuteront leur mission en liaison avec le médecin chargé de l'examen médical ou

médico-psychologique » (art. D. 26), tout comme elle assure que ce médecin, dans cet examen, peut se faire assister d'autres personnes, à la condition de mentionner leurs noms et qualités dans son rapport (art. D. 25). Mais cette troisième partie contient encore d'autres dispositions, de portée plus générale.

D'une part, elle indique que l'examen médico-psychologique et social a pour but la constitution d'un « dossier de personnalité » dont l'objet est de fournir à l'autorité judiciaire, sous une forme objective et sans en tirer de conclusion touchant à l'affaire en cours, des éléments d'appréciation sur le mode de vie passé et présent de l'inculpé, étant bien entendu que ce dossier « ne saurait avoir pour but la recherche des preuves de la culpabilité » (art. D. 16). Ces dispositions confirment tout d'abord la portée de l'examen médico-psychologique et social, enquête de personnalité tendant à l'établissement d'un dossier de personnalité, en vue d'une meilleure individualisation de la justice répressive. Elles manifestent en outre qu'il ne faut pas confondre cette enquête avec l'instruction de l'affaire pénale, ni utiliser la première au profit de la seconde, le dossier de personnalité pouvant tout au plus être communiqué à l'expert psychiatre (art. D. 19), et c'est là une règle qu'il sera bon de ne pas oublier lorsque l'enquête sociale sera confiée à un officier de police judiciaire.

Ainsi conçue, l'enquête de personnalité doit servir le développement des recherches criminologiques, par les facilités qu'elle offre à une observation scientifique des inculpés. Mais cet intérêt d'ordre très général ne doit pas faire négliger les avantages que cette enquête doit apporter à l'œuvre de la justice répressive dans chaque cas particulier, et ceci conduit à considérer de plus près dans quelles hypothèses les juges devront ordonner, s'il n'est pas de droit, l'examen médico-psychologique et social.

Quant à cette appréciation d'une opportunité de l'examen en question, les textes d'application invitent les autorités judiciaires à tenir le plus grand compte, notamment, du jeune âge de l'inculpé (moins de vingt-cinq ans), de sa qualité de récidiviste (éventualité d'une relégation), de la nature du délit (coups et blessures volontaires, délits sexuels, incendie), de la possibilité d'une déchéance de la puissance paternelle ou de l'éventualité d'une décision de sursis avec mise à l'épreuve (art. D. 17).

Il ne s'agit là que d'exemples et d'autres considérations encore, suivant les cas, pourront retenir utilement l'attention des juges. Il n'y a pas lieu de relever ici toutes les possibilités que la loi française ouvre à l'individualisation des sentences répressives et qui peuvent désormais être mises à profit sur la base nouvelle et sûre d'un examen-psychologique et social méthodiquement conduit. Mais il convient, du moins, de noter dans notre nouveau Code de procédure pénale les principales dispositions qui manifestent de nouvelles victoires de la tendance moderne favorable à cette individualisation.

* * *

Sous le titre « des procédures d'exécution », le Livre V du Code de procédure pénale ne revient ni sur la question de la relégation, qu'une loi récente a rendue facultative, ni sur l'interdiction de séjour, aménagée il y a peu, comme on l'a dit, de façon à découvrir enfin son vrai visage. Mais ce Livre V,

par exemple, traite de l'exécution des peines privatives de liberté et contient à cet égard bien des dispositions intéressantes, comme celles qui ont trait à la répartition des condamnés entre les prisons compte tenu de leur catégorie pénale, de leur âge, de leur état de santé et de leur personnalité (art. 718), ou font de l'épreuve initiale d'emprisonnement cellulaire une période d'observation en cellule, et non plus simplement une « épreuve » (art. 719).

Le même Code institue enfin le juge chargé de l'application des peines, qu'il appelle à déterminer pour chaque condamné les principales modalités de son traitement pénitentiaire et à prononcer l'admission aux différentes phases du régime progressif (art. 721 et 722).

Le placement à l'extérieur, le régime de semi-liberté, les permissions de sortie obtiennent la consécration légale (art. 723). D'autres institutions déjà bien connues se retrouvent dans ce Livre V du nouveau Code, mais non sans quelques innovations dignes d'être remarquées. Il n'est pas indifférent que la contrainte par corps paraisse aujourd'hui réservée à la garantie des condamnations pécuniaires prononcées au profit du Trésor public (art. 749), ni qu'une nouvelle numérotation des bulletins du casier judiciaire permette désormais de distinguer entre celui qui est réservé à l'autorité judiciaire et celui dont la communication peut être donnée aux administrations publiques (art. 768 et s.). Deux réformes, cependant, sont particulièrement à noter en ce qui concerne l'individualisation de la répression pénale selon le nouveau Code.

En ce qui concerne la libération conditionnelle, tout d'abord, il est prévu que les mesures d'assistance et de contrôle peuvent dépasser d'une année le temps fixé pour l'expiration normale de la peine (art. 732, al. 2). Il y a là une dérogation au principe connu d'après lequel le condamné en libération conditionnelle est censé exécuter réellement sa peine et une limitation notable apportée à l'effet de la libération définitive. Mais cette solution nouvelle s'imposait, en considération de ce fait que la libération conditionnelle n'est efficace qu'à la condition d'être assortie de mesures prolongées pendant un minimum de temps. Elle sert en outre les intérêts des condamnés, que l'administration pénitentiaire pourrait avoir la tentation de ne pas mettre en liberté conditionnelle dans les derniers temps de l'exécution de leur peine. Il y a là une réforme d'apparence modeste, mais d'une très grande portée, en réalité, par l'entorse qu'elle apporte à un principe traditionnel dans l'intérêt d'une meilleure individualisation de la répression pénale.

C'est peut-être un jugement inverse qu'il faudrait formuler quant à l'introduction dans notre législation répressive de la mise à l'épreuve. Peu d'innovations auront été demandées, ces derniers temps, avec autant d'enthousiasme ! Certains éprouveront quelque déception à voir la mesure se glisser pour ainsi dire furtivement dans notre Code sous le couvert de l'institution déjà bien classique du sursis, maintenant dédoublé en sursis avec mise à l'épreuve et sursis simple. L'essentiel est cependant que la mise à l'épreuve ait acquis droit de cité en France et, si le Code de procédure pénale paraît complexe dans celles de ses dispositions qui fixent le régime du sursis avec mise à l'épreuve, c'est sans doute parce que ses auteurs, toujours en vue d'une meilleure individualisation de notre justice répressive, n'ont

pas hésité à admettre au bénéfice de la mesure, éventuellement, même les personnes déjà condamnées antérieurement avec application du sursis simple.

On voit, par ces quelques remarques, que notre Code de procédure pénale a subi l'influence des idées nouvelles, mais d'une façon mesurée. L'avenir nous dira s'il a su concilier de façon satisfaisante l'admission de ces idées avec le maintien des principes traditionnels de notre répression pénale.

Vers une procédure d'instruction contradictoire

par Georges LEVASSEUR

Professeur à la Faculté de droit et des Sciences Economiques de Paris.

1. Depuis fort longtemps c'est devenu un lieu commun de souligner que le Code d'instruction criminelle, placé entre la procédure strictement inquisitoire de l'ancien régime, et la procédure presque entièrement accusatoire de l'époque révolutionnaire, avait résolu le délicat conflit qui se présentait à ses auteurs par une subtile division entre la procédure de l'instruction préparatoire et celle suivie devant les juridictions de jugement. Il organisa la première sur le modèle inquisitoire, rappelant assez l'Ancien régime (à la torture près), et s'inspirant largement de l'ordonnance de 1670 ; au contraire il adopta pour la seconde les principes fondamentaux de la procédure accusatoire¹.

Aussi la procédure de l'instruction préparatoire, procédure obligatoire en matière de crimes, procédure normale en matière de délit, présentait-elle en 1808 tous les caractères fondamentaux d'une procédure inquisitoire. Elle était conduite par le juge d'instruction, magistrat doté d'une large initiative et d'une grande liberté pour la recherche et la réunion des preuves (ne pouvant se saisir cependant lui-même qu'en cas d'infraction flagrante) ; elle était écrite ; elle était étroitement secrète (jusqu'à la veille des débats le défenseur n'était pas admis à consulter le dossier ni à communiquer avec son client) ; elle était enfin non-contradictoire, la partie demanderesse (ministère public) étant investie de nombreux droits et prérogatives que l'inculpé ne partageait nullement. C'est seulement devant la juridiction de jugement que le prévenu ou l'accusé se trouvait placé sur un pied de relative égalité avec son adversaire le représentant de la société.

2. Les auteurs ont pareillement noté que l'évolution qui s'est poursuivie depuis 150 ans, sans dépouiller entièrement la procédure d'instruction de son aspect inquisitoire, a cependant modifié sensiblement certains de ses traits. Son caractère écrit s'est maintenu sans défaillance ; le juge d'instruction

1. FAUSTIN-HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, I, § 95, p. 694 et s. ; R. GARRAUD, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle*, III, nos 766 et s., p. 8 ; R. et P. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, 15^e éd., p. 15 ; DONNEDIEU DE VABRES, *Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée*, 3^e éd., n° 1055 ; P. GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *Exposé méthodique de droit pénal*, 4^e éd., n° 546, p. 329 ; VIDAL et MAGNOL, *Cours de droit criminel*, 9^e éd., II, n° 614 ; BOUZAT, *Traité théorique et pratique de droit pénal*, n° 847, p. 577 ; VOUIN, *Manuel de droit criminel*, n° 377 ; VITU, *Procédure pénale*, p. 18-19 ; FRÉJAVILLE, *Manuel de droit criminel*, 8^e éd., n° 265 ; STÉFANI et LEVASSEUR, *Procédure pénale*, n° 80.

conserve toujours des pouvoirs aussi étendus (il s'est même trouvé investi, depuis la loi du 17 juillet 1856, d'un pouvoir de juridiction qui lui permet de trancher lui-même en première instance certains incidents contentieux confiés jusque là à la Chambre du Conseil du tribunal correctionnel, dont il était d'ailleurs le rapporteur); par contre le caractère secret s'est quelque peu altéré à mesure que des personnes plus nombreuses avaient accès au dossier, et que le développement de la presse amenait celle-ci à entretenir l'opinion publique du développement judiciaire des affaires qui avaient suscité son émotion (émotion d'autre part amplifiée et attisée par la même presse). Mais c'est peut-être le caractère non-contradictoire de l'instruction préparatoire organisée en 1808, qui a subi, non seulement en fait mais en droit, le changement le plus important.

Il était d'usage de faire observer à ce propos, que si la procédure d'instruction n'était certes pas contradictoire, les réformes intervenues depuis la fin du XIX^e siècle avaient cependant permis aux parties d'exercer sur elle un très sérieux contrôle. Le contrôle de l'inculpé était dû à la loi du 8 décembre 1897; en permettant à l'inculpé d'être assisté, dès son premier interrogatoire sur le fond, d'un défenseur convoqué à chaque interrogatoire ou confrontation, à qui le dossier complet serait communiqué la veille de ceux-ci, à qui seraient notifiées les ordonnances rendues, cette loi permettait à la personne poursuivie de jouer un rôle important dans la marche de l'instruction et de disputer au ministère public le soin de guider le juge dans la conduite de son information. Autorisé légalement à communiquer avec son client sans aucune entrave (art. 8 de la loi), à poser des questions lors des confrontations (art. 9, al. 3), autorisé en fait à suggérer au juge d'instruction, verbalement ou par écrit, telle mesure d'instruction qui lui semblerait opportune (expertise, perquisition, audition de témoins, etc.) ou à solliciter telle vérification ainsi qu'à développer dans une note écrite une argumentation précise sur une question juridique, habilité à conseiller son client sur le dépôt d'une demande de mise en liberté provisoire ou sur l'exercice d'une voie de recours, l'avocat pouvait défendre avec efficacité les intérêts de son client, exposer son point de vue et ses prétentions, combattre les réquisitions du ministère public. Les mêmes prérogatives furent conférées par la loi du 22 mars 1921 au conseil de la partie civile.

Certes, une telle organisation était encore fort loin d'une procédure d'instruction contradictoire, comme celle qui se développe en Angleterre devant les *Justices of Peace* ou les *magistrates* (après que la police a d'ailleurs réuni un sérieux faisceau de preuves)¹, mais elle constituait cependant un pas dans cette direction.

3. Le Code de procédure pénale a entendu accentuer cette tendance, et donner désormais à l'instruction un aspect quasi-contradictoire (le juge conservant cependant la direction du procès). On n'a pas manqué d'attirer déjà l'attention sur ce point². « Il résulte clairement de l'ensemble

1. HAMSON, *Les grands contrastes du droit français et du droit anglais*, Cours enseigné à la Faculté de droit de Paris (fév.-mars 1959); G. WILLIAMS, dans *Introduction au droit privé de l'Angleterre* (par ANCEL et RADZINOWICZ), p. 189.

2. STÉPANI et LEVASSEUR, *op. cit.*, n° 633.

des dispositions du Code de procédure pénale, que ses auteurs», a dit l'un de ceux-ci¹, « sans prétendre transformer la procédure d'information française en une procédure de type accusatoire, ont eu l'intention de lui donner un caractère nettement contradictoire, d'y associer les parties et de les placer sur un pied d'égalité avec le ministère public ».

Ceci résulte déjà de la façon dont le Code de procédure pénale a présenté cette phase du procès. C'est en effet sous la dénomination « des juridictions d'instruction » que le titre III du livre I traite, en deux chapitres successifs, d'une part « du juge d'instruction, juridiction d'instruction du premier degré », d'autre part « de la Chambre d'accusation, juridiction d'instruction du second degré ». Dès l'instant où l'accent est mis sur le caractère juridictionnel de ces organismes, il était naturel que leur fonctionnement soit organisé sur un type à peu près contradictoire.

Aucun indice d'une procédure de ce genre n'apparaît au contraire à la phase précédente, celle « des enquêtes » réglée par le titre II, pas plus lors de l'enquête préliminaire que dans le cas des crimes et délits flagrants quoique le juge d'instruction soit déjà amené à y jouer un rôle (art. 72). Le Code de procédure pénale s'est certes préoccupé d'assurer, à cette phase du procès pénal, des garanties sommaires en faveur de la liberté individuelle (art. 56 et s., 63 et s., 76 et s.), mais il ne l'a pas fait en donnant un caractère contradictoire à la procédure suivie.

4. Devant les juridictions d'instruction, le nouveau Code s'est efforcé au contraire d'organiser un certain parallélisme entre les droits des différentes parties en cause, le ministère public conservant néanmoins une situation prépondérante. Cette discrimination se marque en particulier par le fait que de nombreux textes se réfèrent distinctement aux « parties » d'une part (entendant par là l'inculpé et la partie civile ou les différents inculpés ou parties civiles) et au « ministère public » ou au « procureur de la République » (ou procureur général) d'autre part. Le ministère public doit cependant être compris dans les « parties » au procès pénal, entendues au sens large; il n'est du reste pas indispensable que, dans une procédure contradictoire, toutes les parties aient exactement les mêmes droits, et on comprendra facilement que les droits de la partie civile ne soient pas exactement calqués sur ceux de l'inculpé.

5. Les commentateurs n'ont pas manqué d'observer qu'un des moyens employés par les auteurs du Code de procédure pénale pour remédier à la crise fâcheuse dont souffrait depuis un certain temps notre justice répressive, a été d'opérer une réorganisation, et presque une résurrection, de la juridiction d'instruction du second degré, désormais dénommée abrégativement « Chambre d'accusation »². Devant cette juridiction du second

1. J. BROUCHOT, « La Chambre d'accusation », *J.C.P.*, 1959.I.1485, n° 9.

2. VOUIN, « Prière pour la Chambre des mises en accusation », *J.C.P.*, 1955.I.1221; P. MEMIN, « Pitié pour la Chambre d'accusation », *J.C.P.*, 1956.I.1324; VOUIN, « Justice pour la Chambre d'accusation », *J.C.P.*, 1956.I.1327; J. BROUCHOT, J. GAZIER et F. BROUCHOT, *Analyse et commentaire du Code de procédure pénale*, n° 102 et 126; J. BROUCHOT, « La chambre d'accusation », *J.C.P.*, 1959.I.1485 n° 20 et s.; J. BROUCHOT, « La Chambre d'accusation », *Rev. sc. crim.*, 1959, p. 327; LOUIS LAMBERT, *Précis de police judiciaire*, 1959, p. 171 et s., 215 et s.

degré dont on a pu dire qu'elle était autrefois « une juridiction occulte se déterminant sur pièces, travaillant en vase clos, sans contact avec les parties tenues à l'écart de son activité, dont elle ne recevait aucun éclaircissement et dont elle ignorait les réactions les mieux fondées »¹, le Code de procédure pénale a organisé une procédure typiquement contradictoire.

Si cette extension était logique, elle ne manquait cependant pas d'audace car si les lois de 1897 et de 1921 avaient introduit des éléments de procédure contradictoire au cours de l'information du juge d'instruction, rien n'avait été modifié à la procédure archaïque de la Chambre des mises en accusation, juridiction qui avait perdu au contraire toute autonomie effective pour devenir quasi-fantomatique. C'est donc un des mérites du nouveau Code que d'avoir opéré une harmonisation nécessaire, dans un sens libéral.

Cette harmonisation laisse cependant subsister certaines différences, aussi paraît-il souhaitable de suivre l'ordre du Code de procédure pénale lui-même pour examiner comment il s'est efforcé d'organiser une procédure d'instruction largement contradictoire, devant la juridiction d'instruction du premier degré d'abord, puis devant celle du second degré, en réussissant d'ailleurs mieux ici que là.

I. — La juridiction d'instruction du premier degré

6. Si le juge d'instruction constitue, comme le Code de procédure pénale le souligne, une juridiction (la juridiction d'instruction du premier degré), il est aussi (et peut-être avant tout) le « magistrat instructeur », celui à qui la loi a confié le soin du travail préliminaire qui doit conduire à la « manifestation de la vérité » (art. 81) et dont l'activité permettra soit d'éviter la comparaison inutile et fâcheuse d'un suspect devant une juridiction de jugement, soit au contraire de fournir à cette juridiction de jugement les éléments essentiels de sa conviction. Le juge d'instruction a pour mission de faire éclater la vérité aussi bien sur les faits dont il est saisi que sur la personnalité de leurs auteurs, aussi bien sur les aspects favorables à l'inculpé que sur ceux qui lui sont défavorables ; c'est dans ce but que le juge est investi de nombreux et puissants pouvoirs, qu'il utilise lui-même ou qu'il peut déléguer à certains auxiliaires. Telle étant la mission du juge d'instruction, on conçoit qu'une procédure contradictoire soit de nature à en faciliter l'accomplissement. Néanmoins une telle procédure sera moins facile à organiser en ce qui concerne la conduite de l'instruction par le juge qu'en ce qui concerne le règlement par ses soins du contentieux de l'instruction, la nature juridictionnelle de ses pouvoirs en ce dernier domaine devant faciliter l'aménagement d'un certain équilibre entre les parties en cause².

1. BROUSSE, « La Chambre d'accusation », *Rev. sc. crim.*, 1959, p. 327, n° 2.

2. On rappellera que le projet de révision du Code d'instruction criminelle élaboré par la commission présidée par Donnedieu de Vabres confiait la conduite de l'instruction au procureur de la République et ne laissait au « juge de l'instruction » que les attributions contentieuses.

A. — La conduite de l'instruction

7. On remarquera tout d'abord que le ministère public bénéficie d'une situation privilégiée en ce qui concerne la saisine et le dessaisissement du juge d'instruction. S'il s'agit d'ouvrir une information auprès d'un tribunal correctionnel pourvu d'un seul juge d'instruction, le procureur de la République et la partie civile se trouvent placés à égalité¹ sauf si l'infraction est une contravention (auquel cas la voie de l'information n'est ouverte qu'au ministère public, art. 44 et 79 C. proc. pén.). Mais s'il existe plusieurs juges d'instruction auprès du tribunal, la désignation du juge saisi aura lieu par décision du président (ou du magistrat délégué par lui) sur proposition concrète du procureur de la République (art. 83 et R. 28 C. proc. pén.), sans que la partie civile soit admise à faire, de son côté, une proposition.

Plus sensible est encore l'inégalité en ce qui concerne le dessaisissement du juge désigné. L'article 84 du Code de procédure pénale dans son état primitif (L. 31 déc. 1957) permettait à l'inculpé et à la partie civile, aussi bien qu'au procureur de la République, d'adresser au président du tribunal une requête en dessaisissement et de faire éventuellement appel de la décision rendue sur ce point. Le texte définitif (Ord. 23 déc. 1958) n'autorise plus le requête en dessaisissement que de la part du procureur de la République ; il est vrai que celui-ci peut agir à la demande de l'inculpé ou de la partie civile aussi bien que spontanément, mais il lui appartient désormais, avant de présenter une telle requête, de vérifier si ce dessaisissement paraît justifié par « l'intérêt d'une bonne administration de la justice » ; dans la négative il ne donnera pas suite à la demande des parties². On peut donc constater que la procédure contradictoire envisagée pour le dessaisissement du juge d'instruction a été finalement abandonnée.

Par contre un embryon de procédure contradictoire existe dans le fait que l'inculpé a reçu le droit d'orienter l'action du juge d'instruction, et dans la possibilité donnée aux diverses parties d'assister à certains actes d'instruction.

8. 1° La possibilité de demander des actes d'instruction est, à vrai dire, inégalement partagée.

Le procureur de la République peut, « à toute époque de l'information requérir du magistrat instructeur tous actes qui lui paraissent utiles à la manifestation de la vérité ». Si le juge d'instruction ne croit pas devoir procéder aux actes requis, il est tenu de rendre une ordonnance de refus motivée (art. 82, al. 3) que le procureur pourra frapper d'appel, permettant ainsi à la Chambre d'accusation d'apprécier plus favorablement sa demande et d'imposer ainsi au juge l'accomplissement de l'acte en question (à moins

1. Il en est ainsi depuis que la Cour de cassation a décidé que la constitution de partie civile obligeait le juge à ouvrir une information en dépit des réquisitions contraires du parquet (Crim., 8 déc. 1906, S., 1907.1.377, note Demogue, D., 1907.1.207) ; l'article 86 du Code de procédure pénale a repris la restriction introduite par la loi du 2 juillet 1931 dans l'article 70 du Code d'instruction criminelle (ouverture possible de l'information contre X et non contre la personne visée par la plainte).

2. La décision du président du tribunal est désormais sans appel (art. 84, al. 2 nouveau).

que la Chambre d'accusation n'y procède elle-même ou ne confie ce soin à un autre juge d'instruction).

L'inculpé est moins bien partagé. Il ne peut solliciter avec une garantie analogue qu'une mesure d'expertise (art. 156, al. 3) ou un examen médical ou médico-psychologique (art. 81, al. 6). Pour le reste (témoins à entendre, perquisitions à effectuer, constatations sur place, vérifications diverses, etc.) il est toujours réduit à une simple suggestion verbale ou écrite, que le juge est libre d'ignorer.

Quant à la partie civile, sa situation est encore un peu moins favorable, car elle ne peut critiquer que le refus opposé à la demande d'expertise qu'elle a pu formuler.

2° La possibilité d'assister à certains actes d'instruction n'est pas donnée non plus de façon égale à toutes les parties en cause.

9. Il y a tout d'abord un acte d'instruction auquel aucune des parties ne peut participer, c'est l'audition des témoins. Les témoins doivent être entendus « hors de la présence de l'inculpé » (art. 102, id. art. 73 C. instr. crim.), et on peut penser que le procureur de la République est également exclu, quoiqu'il ait été jugé autrefois que sa présence ne rendait pas nulle la déposition. On peut noter cependant que, désormais, les témoins sont cités à la requête du juge (art. 101) et non plus à celle du procureur de la République (art. 72 C. instr. crim.); ce qui atténue la supériorité qui lui était donnée sur les autres parties.

10. a) Par contre, toutes les parties pourront, sur un pied d'égalité, prendre connaissance ultérieurement de la déposition des témoins, à raison du très large accès au dossier qui leur est ouvert par la loi. Le procureur de la République peut en requérir la communication à tout moment, à charge de le restituer dans les 24 heures (art. 82, al. 2); la défense peut en prendre connaissance sur place la veille de chaque interrogatoire ou confrontation de l'inculpé (art. 118, al. 3), et le conseil de la partie civile jouit du même droit la veille de l'audition de celle-ci (*ibid.*).

11. b) C'est précisément à l'occasion des interrogatoires, auditions de la partie civile, confrontations des témoins avec celle-ci ou avec l'inculpé, que le Code de procédure pénale, perfectionnant les solutions de la loi de 1897, s'est efforcé d'organiser les garanties d'une procédure contradictoire. Au cours de ces actes d'instruction, l'inculpé et la partie civile peuvent être assistés respectivement de leur conseil, convoqué par lettre recommandée adressée l'avant-veille (art. 118, al. 1 et 2). Mais le procureur de la République a reçu de son côté de l'article 119 le droit d'assister à ces mêmes actes (il doit alors, s'il a fait connaître son intention au juge d'instruction, être averti, par simple note, au plus tard l'avant-veille, à peine d'une amende de 1.000 francs prononcée contre le greffier). L'article 120 insiste sur la stricte égalité de traitement du procureur et des conseils au cours de ces actes d'instruction : ils ne peuvent prendre la parole que pour poser des questions après y avoir été autorisés par le juge d'instruction, sauf à faire consigner au procès-verbal le texte des questions que le juge ne leur aura pas permis de poser (on est encore loin d'un système de *cross-examination*).

12. c) L'égalité de droits des parties est moins bien organisée en ce qui concerne les transports sur les lieux et les perquisitions. Si le juge d'instruction est obligé de prévenir le procureur avant d'y procéder (art. 92 et s.), il n'est pas tenu d'en aviser l'inculpé ni la partie civile. Le procureur de la République peut assister à ces diverses opérations, l'inculpé ne peut assister au contraire qu'aux perquisitions qui ont lieu chez lui (art. 95) et la partie civile n'est admise à aucune. Il est vrai que si des objets ou documents ont été saisis, où que ce soit, les scellés ne peuvent être ouverts et les documents dépouillés qu'en présence de l'inculpé, assisté de son conseil (art. 97, al. 3) alors que la présence du ministère public n'est pas requise.

13. d) Enfin, il convient d'examiner de près la nouvelle réglementation de la procédure d'expertise. Le texte primitif du Code de procédure pénale (art. 159, al. 4 à 8) avait accordé à l'inculpé le droit de faire désigner par le juge d'instruction, en cas de recours à l'expertise, un expert de son choix qui eut procédé aux opérations d'expertise conjointement avec l'expert choisi par le juge. L'ordonnance du 23 décembre 1958 a renoncé à cette solution; elle a abrogé les dispositions en question et s'est contentée de prévoir que toute expertise devait en principe être confiée à deux experts (art. 156, al. 2 nouveau) choisis, l'un et l'autre, par le juge¹.

Par contre, la nouvelle rédaction a maintenu le droit ouvert au ministère public, à l'inculpé et à la partie civile de solliciter une expertise qui ne peut être refusée que par ordonnance motivée (art. 156, al. 1 et 3). Ni les unes, ni les autres des parties ne peuvent protester contre la décision du juge nommant des experts (art. 159, al. 2), mais cette décision doit néanmoins être notifiée à chacune d'elle en précisant les noms et qualités des experts et le libellé de leur mission (art. 159, al. 1), ce qui leur permet, aux unes comme aux autres, de présenter sur le choix ou sur la mission des experts des observations gracieuses, dont le juge tiendra le compte qu'il jugera bon.

Au cours de l'expertise, toutes les parties (en y comprenant le ministère public) peuvent demander qu'il soit prescrit aux experts d'effectuer certaines recherches ou d'entendre certaines personnes (art. 165), mais le juge d'instruction est libre de prendre à cet égard la décision qu'il juge utile (les experts travaillent sous son contrôle : art. 156, al. 2, 161, al. 3). S'il y a des questions à lui poser, l'inculpé ne peut être interrogé, en principe, que par le juge d'instruction lui-même procédant en présence des experts, après convocation du conseil et éventuellement du procureur de la République (art. 164, al. 2).

Lorsque le rapport est déposé, les parties sont convoquées pour recevoir connaissance des conclusions, en présence de leurs conseils et du procureur de la République s'il en a exprimé l'intention; les uns et les autres peuvent formuler des déclarations et disposent d'un délai (fixé par le juge) pour présenter des observations ou déposer des demandes, notamment aux fins de complément d'expertise ou aux fins de contre-expertise (art. 167, al. 1^{er}). De telles demandes ne peuvent être repoussées que de façon expresse, par

1. Il a été suggéré (STEFANI et LEVASSEUR, *Suppl. au Précis de procédure pénale*, n° 709) que la dualité des experts permettrait cependant à la défense de formuler des propositions officieuses.

voie d'ordonnance motivée, susceptible d'appel par la partie intéressée et par le ministère public.

14. La comparaison de cette réglementation de l'expertise avec l'état de droit antérieur fait donc apparaître un effort considérable pour rendre contradictoire sinon l'expertise elle-même, du moins le contentieux auquel celle-ci peut donner lieu. Une procédure contradictoire ne peut, en effet, être facilement organisée qu'en ce qui concerne les attributions juridictionnelles du juge d'instruction : c'est pourquoi le contrôle des parties sur la conduite de l'information s'exerce généralement d'une façon indirecte et prend l'apparence formelle d'un recours dirigé non pas contre l'exercice des pouvoirs d'instruction mais contre l'exercice des pouvoirs de juridiction (parce que l'on a amené le juge à répondre expressément par une ordonnance de refus aux suggestions des parties qu'il n'accepte pas de suivre).

B. — *Le contentieux de l'instruction*

15. L'instruction préparatoire peut soulever, au cours de son déroulement, de multiples incidents contentieux ; elle donne lieu, d'autre part, au moment de sa clôture à une décision de règlement. Dans toutes les hypothèses, le Code de procédure pénale s'est efforcé de donner un caractère contradictoire à toutes les décisions juridictionnelles du juge d'instruction.

1° Les parties peuvent faire connaître leur sentiment sur la plupart des problèmes juridiques que le juge d'instruction est appelé à trancher au cours de l'information. Il en est ainsi de la recevabilité d'une constitution de partie civile (art. 87, al. 2), de la compétence du juge saisi (art. 90 et 186, al. 3), des demandes en restitution formulées par une partie en cause ou par un tiers (art. 99, al. 2 et 4).

Des demandes en annulation d'un acte d'instruction peuvent être présentées à la Chambre d'accusation soit par le juge d'instruction soit par le procureur de la République (art. 171), mais ce droit n'est pas reconnu à l'inculpé ni à la partie civile. Si l'initiative vient du juge, il doit s'enquérir de l'opinion du ministère public, et aviser les parties (art. 171, al. 1) ; au contraire cette formalité n'est pas prévue lorsque l'initiative vient du procureur (art. 171, al. 2).

L'article 183, alinéa 1^{er} prescrit de notifier aux conseils de l'inculpé et de la partie civile toutes les ordonnances juridictionnelles. En outre le procureur doit signifier à l'inculpé ou à la partie civile toutes celles de ces ordonnances contre lesquelles un droit d'appel leur est ouvert (art. 183, al. 3). A l'inverse, une innovation intéressante consiste à aviser le procureur de la République de toute ordonnance non-conforme à ses réquisitions (art. 183, al. 4). Ainsi se manifeste le souci d'un heureux équilibre dans les droits et prérogatives des diverses parties et la situation du ministère public se trouve rapprochée de celle de l'inculpé et de la partie civile.

16. 2° Un souci analogue se manifeste en ce qui concerne les décisions qui interviennent sur la détention de l'inculpé.

La liberté provisoire peut être sollicitée par lui-même (art. 141) ou proposée par le procureur de la République (art. 140, al. 2) ; de toute façon le

juge d'instruction ne prend une décision sur ce point, même lorsqu'il agit d'office, qu'après avoir pris l'avis du ministère public (art. 140, al. 1^{er}). La partie civile elle-même est invitée à faire connaître son sentiment sur la mesure sollicitée par l'inculpé. A vrai dire, elle n'est pas considérée comme une véritable partie à l'incident contentieux sur la liberté provisoire (puisque'elle n'a plus le droit, depuis la loi du 26 juillet 1955, de faire appel de la décision qui sera rendue sur cet incident), mais celle-ci peut avoir une influence sur ses intérêts civils ; le juge d'instruction la consulte donc et ne peut statuer sur la demande moins de 48 heures après l'avis qu'il a adressé à la partie civile par lettre recommandée, afin de laisser à celle-ci le temps de faire parvenir ses observations.

La prolongation de la détention préventive au delà d'un délai de deux mois ne peut résulter que d'une ordonnance spécialement motivée du juge d'instruction ; celle-ci est prise à la suite de réquisitions du ministère public (art. 139) et l'inculpé peut l'attaquer par la voie de l'appel (art. 186, al. 1^{er}) ; cette fois la partie civile n'est pas consultée.

17. 3° Enfin les parties peuvent faire connaître leur sentiment en ce qui concerne le règlement de l'instruction. A vrai dire, si le ministère public est appelé à formuler à ce sujet des réquisitions expresses (art. 175), l'inculpé et la partie civile n'ont que la ressource d'adresser au juge d'instruction des notes écrites exposant leur point de vue sur les différentes questions de fait (suffisance de charges, actes d'instruction supplémentaires) ou de droit (prescription, amnistie, chose jugée, interprétation du texte d'incrimination, etc.) que l'espèce leur paraît soulever. Au surplus, le juge n'est pas tenu, dans son ordonnance, de répondre à l'argumentation que les parties ont pu exposer.

Les parties peuvent exercer certains recours lorsque l'ordonnance de clôture a été rendue contrairement à leurs prétentions ainsi exposées. C'est ainsi que la partie civile peut interjeter appel des ordonnances de non-lieu (art. 186, al. 2). Par contre l'inculpé ne peut pas faire appel des ordonnances de renvoi. Pour justifier ce déséquilibre, on a fait valoir que si la Chambre d'accusation confirmait l'ordonnance, le prévenu se présenterait devant le tribunal avec un préjugé assez défavorable¹. C'est là un risque certain, mais qu'il appartient à l'intéressé d'assumer ; certes, l'insuffisance des charges, la nécessité d'un supplément d'information, l'irrégularité de la procédure, l'irrecevabilité des poursuites, l'extinction de l'action publique, pourront être développées devant la juridiction de jugement, mais ceci implique une comparution en audience publique que la personne poursuivie peut, à juste titre, désirer éviter. La jurisprudence refuse d'autre part à l'inculpé le droit de faire appel de l'ordonnance de non-lieu rendue au profit d'un co-inculpé.

De toute façon, les ordonnances de règlement ayant un caractère juridictionnel sont signifiées aux conseils de l'inculpé et de la partie civile ; elles sont également notifiées à l'inculpé lui-même, quoiqu'il n'en puisse pas faire appel ; et les ordonnances de renvoi ou de transmission des pièces

1. V. les discussions au Colloque du xx^e anniversaire de la *Revue de Science criminelle* le 21 avril 1956 (*Rev. sc. crim.*, 1957, p. 106 et s.).

au procureur général le sont de même à la partie civile quoiqu'elle ne puisse pas non plus les attaquer.

18. Ainsi donc le Code de procédure pénale associe les parties à la conduite du procès pénal un peu plus largement que ne le faisait la législation antérieure ; encore le texte définitif marque-t-il un certain recul par rapport à la loi du 31 décembre 1957 en réduisant les prérogatives de l'inculpé dans la désignation des experts¹. Il n'en reste pas moins que le ministère public, demandeur principal au procès, bénéficie encore de nombreux droits qui ne sont pas reconnus avec la même ampleur à la partie civile, demandeur secondaire, et surtout, ce qui est plus grave, à l'inculpé, défendeur de ce même procès et adversaire direct du procureur de la République, non plus qu'à son conseil. L'équilibre est donc loin d'être réalisé : l'inculpé ne peut protester contre le fait que les suggestions qu'il formule touchant la conduite de l'instruction sont ignorées par le juge ; il ne peut assister aux constatations faites sur place, ni demander l'annulation d'un acte irrégulier ; il ne peut attaquer l'ordonnance de règlement en quelque sens qu'elle soit rendue, ni les ordonnances concernant ses co-inculpés (même lorsque la décision prise à leur égard implique un préjugé défavorable à son système propre de défense).

L'effet de certaines de ces inégalités pourra peut-être se trouver atténué si le procès pénal est porté par l'une ou l'autre des parties devant la juridiction d'instruction du second degré. Contrairement à ce qui se passait autrefois, il est en effet certain que le Code de procédure pénale a voulu établir un équilibre assez strict dans les droits et prérogatives des parties lorsque le procès pénal est porté à l'audience de la Chambre d'accusation (conformément au principe du secret de l'instruction, cette audience continue d'ailleurs à se dérouler en Chambre du Conseil jusqu'à l'arrêt inclusivement, art. 199).

II. — La juridiction d'instruction du second degré

19. A vrai dire, ce ne sera qu'à partir du moment où la Chambre d'accusation aura été saisie que les parties se trouveront mises sur un pied de relative égalité. En ce qui concerne la saisine de cette juridiction le ministère public conserve une situation largement privilégiée (A) ; c'est seulement en ce qui concerne la procédure avant l'audience (B) et à l'audience (C), le prononcé et la signification de la décision (D) et, enfin, la conduite d'un éventuel supplément d'information (E) que cette seconde phase de la procédure d'instruction prend un aspect plus nettement contradictoire².

A. — La saisine de la Chambre d'accusation

20. Dans la plupart des cas, la Chambre d'accusation sera saisie par

1. On peut également signaler que l'ordonnance du 23 décembre 1958 a retiré à l'inculpé le droit de désigner un interprète de son choix, ce que l'article 102, alinéa 2 primitif l'autorisait à faire.

2. V. sur ces points les diverses études de M. Brouhot, précitées.

l'appel dirigé contre une ordonnance du juge d'instruction. L'article 185 a maintenu la solution de l'article 153 du Code d'instruction criminelle, et accordé au procureur de la République le droit d'interjeter appel de toute ordonnance du juge d'instruction. Au contraire, l'inculpé ne peut faire appel que des ordonnances prolongeant ou maintenant sa détention (art. 139, 141, 186), des ordonnances sur la recevabilité d'une constitution de partie civile (art. 87, 186), de celles relatives à la compétence du juge d'instruction (art. 186, al. 3), de celles refusant une expertise¹ ou refusant de faire droit aux demandes d'expertise complémentaire (art. 156, al. 3, 167, al. 2, 186, al. 3), et de celles relatives à la restitution des objets saisis (art. 99, al. 4). La partie civile peut faire appel des mêmes ordonnances (sauf celles relatives à la détention préventive ou celles refusant l'examen médical ou médico-psychologique de l'inculpé) et peut attaquer en outre les ordonnances de non-lieu ou de refus d'informer (art. 186, al. 2).

Il en résulte que seul le procureur peut interjeter appel des ordonnances de soit-communicé et des ordonnances de renvoi, des ordonnances qui refusent de procéder à un acte d'instruction qu'il proposait, de celles qui ordonnent la mise en liberté provisoire de l'inculpé, etc... Le point de savoir s'il peut attaquer la décision ordonnant une expertise est douteux². Ce déséquilibre frappant s'explique sans doute dans certains cas parce que la partie publique est la seule à qui la décision fasse grief (liberté provisoire, refus d'un acte d'instruction demandée). Dans d'autres cas il s'explique par le fait que le procureur de la République n'est pas seulement la partie demanderesse au procès pénal, mais doit également veiller au déroulement régulier et satisfaisant de la justice, à la défense des intérêts généraux de la société (et pas seulement à la satisfaction de la vindicte sociale) ; à certains égards il se trouve donc élevé au-dessus du procès engagé, et investi d'un droit de censure qui ne saurait appartenir aux autres parties (ce que confirme le droit d'appel autonome conféré au procureur général, art. 185, al. 3). Mais, dans de nombreux cas on peut s'étonner qu'au droit d'appel du procureur de la République ne corresponde pas un droit symétrique de l'inculpé (et parfois de la partie civile, dans la mesure où la décision prise peut affecter ses intérêts civils).

21. La Chambre d'accusation peut également être saisie directement, sans décision préalable de la juridiction du premier degré. Là encore on relève une inégalité entre les diverses parties³ : le procureur de la République

1. Le refus d'ordonner un examen médical ou médico-psychologique doit être assimilé au refus d'expertise. En ce sens, art. C. 170, al. 5.

2. L'article 159, alinéa 2 affirme que cette décision n'est pas susceptible d'appel. Il en est certainement ainsi même à l'égard du ministère public, lorsque l'expertise est ordonnée par la juridiction de jugement, hypothèse à laquelle l'article 159 s'applique également ; s'il s'agit d'une décision du juge d'instruction, laquelle constitue à n'en pas douter une ordonnance, les termes absolus de l'article 185, alinéa 1^{er} paraissent devoir prévaloir.

3. Le droit de saisir directement la Chambre d'accusation est également donné au juge d'instruction lui-même en vue du renvoi devant la Cour d'assises (art. 181) ou aux fins d'annulation de certains actes (art. 171, al. 1^{er}), et au président de la Chambre d'accusation pour statuer sur la détention préventive (art. 223). V. BROUHOT, *Rev. sc. crim.*, 1959, p. 334, n° 14.

peut saisir la Chambre d'accusation d'une demande d'annulation des actes de l'information (art. 171, al. 2) ; le procureur général peut la saisir, même après ordonnance de renvoi devenue définitive, pour faire substituer à la qualification adoptée une qualification supérieure (art. 195) ; il peut le faire également, après arrêt de non-lieu, pour provoquer la réouverture de l'information sur charges nouvelles (art. 196).

Au contraire l'inculpé ne peut saisir directement la Chambre d'accusation que si le juge d'instruction n'a pas statué en temps voulu sur sa demande de mise en liberté provisoire (art. 141, al. 5) ; il ne peut protester contre la qualification adoptée (s'il préférerait comparaître devant la Cour d'assises) qu'en soulevant l'incompétence du tribunal correctionnel devant celui-ci, sans pouvoir faire contrôler cette qualification par la Chambre d'accusation, ni directement (comme le procureur général), ni indirectement (puisqu'il ne peut faire appel de l'ordonnance de renvoi).

La partie civile ne peut jamais saisir la Chambre d'accusation *omisso medio*. Elle ne peut, à l'encontre du procureur général, faire examiner par celle-ci une demande de réouverture de l'information sur charges nouvelles ; l'article 190 a confirmé expressément la jurisprudence antérieure à ce sujet¹.

22. Cette inégalité dans le droit de saisir directement ou par voie d'appel la Chambre d'accusation risque d'avoir des conséquences plus ou moins fâcheuses selon l'étendue que l'on doit reconnaître à la saisine de cette juridiction. La règle de l'effet dévolutif de l'appel doit-elle jouer ici, ou la Chambre d'accusation est-elle saisie de l'ensemble du dossier et peut-elle faire porter son contrôle sur tous les aspects de l'instruction ? L'un des commentateurs les plus autorisés du Code nouveau² estime que « la Chambre d'accusation, de quelque manière et pour quelque cause qu'elle soit saisie, aura toujours le droit : 1° de procéder à un supplément d'information ; 2° d'examiner sa compétence et celle du juge d'instruction ; 3° de se prononcer sur la recevabilité des actions publique et civile, ainsi que sur celle des appels ou des requêtes qui la saisissent. Plus délicate est la question de savoir si, chaque fois qu'un dossier lui est soumis, elle peut vérifier la régularité de la procédure et s'emparer du fond de l'affaire, c'est-à-dire évoquer »³.

Si l'effet dévolutif de l'appel ne joue pas strictement, les parties qui n'avaient pas le droit d'interjeter appel d'une décision pourront néanmoins discuter celle-ci et en obtenir la réformation ; elles pourront même à l'occasion de l'appel du ministère public ou à l'occasion d'un appel formé par elles contre une autre ordonnance (liberté provisoire, compétence, refus d'expertise, etc.), remettre en question des décisions précédentes qu'elles n'avaient pu attaquer, solliciter des mesures d'instruction précédemment suggérées en vain au juge d'instruction, attirer l'attention sur l'irrégularité de certains actes de procédure, faire ressortir l'extinction de l'action publique que le

1. Ch. Réunies 29 janvier 1931, D., 1931.1.89, rapport Mornet, concl. Matter.

2. BROUCHOT, article précité, n° 18 et s., *Rev. sc. crim.*, 1959, p. 337. Comp. STÉFANI et LEVASSEUR, *op. cit.*, n° 751.

3. Sur ces derniers points voir : BROUCHOT, article précité n° 21. V. également BROUCHOT, *J.C.P.*, 1959.I.1485, n° 15-4 où l'auteur interprète le texte comme autorisant la vérification de la régularité de la procédure « dans tous les cas », contrairement à la jurisprudence antérieure.

juge d'instruction n'avait pas voulu reconnaître, etc. Ainsi se trouveraient sensiblement atténués les inconvénients résultant de l'inégalité établie entre les parties quant aux possibilités d'orienter l'action du juge d'instruction ou de critiquer ses décisions ou appréciations.

Ce palliatif serait d'autant plus efficace que la procédure devant la Chambre d'accusation a pris un caractère contradictoire, encore plus marqué peut-être que celle qui se déroule devant le juge d'instruction. « La procédure devant cette juridiction présentera donc désormais un caractère contradictoire. Sur ce point le Code de procédure pénale a rompu avec le passé »¹.

B. — La procédure avant l'audience

23. L'ancienne procédure était « expéditive, ultra-secrète et non contradictoire »² et la jurisprudence, loin d'atténuer ces caractères fâcheux, les avait au contraire accentués³.

Désormais, les parties ou leurs conseils sont tenus au courant des ordonnances rendues (art. 183) et peuvent donc s'informer des appels interjetés. Au surplus le procureur général, chargé de mettre rapidement l'affaire en état (art. 194), est tenu de faire connaître à chacune des parties la date à laquelle l'affaire sera appelée à l'audience, et ce par lettre recommandée adressée au moins 5 jours à l'avance, ou 48 heures en matière de détention préventive (art. 197, al. 1 et 2).

Dans ce délai toutes les parties ont la faculté de prendre par l'intermédiaire de leurs conseils connaissance du dossier comprenant notamment les réquisitions écrites du procureur général, au greffe de la Chambre d'accusation.

D'autre part, elles sont autorisées jusqu'au jour de l'audience à produire des mémoires écrits, qui sont déposés au greffe de la Chambre d'accusation et visés par le greffier. La rédaction primitive de l'article 198, alinéa 2 prévoyait que le greffier devait, dans les 24 heures de leur dépôt, faire tenir une copie de chacun de ces mémoires aux autres parties en cause, y compris le ministère public ; la rédaction de l'ordonnance du 23 décembre 1958 laisse à chacune des parties intéressées le soin de communiquer elles-mêmes une copie de leur mémoire au procureur général et aux autres parties. De toute façon, le souci de rendre cette procédure contradictoire ressort avec netteté.

24. Il a été observé⁴ que ces mémoires pourraient être rédigés sous forme de conclusions, obligeant alors la juridiction à répondre à chaque chef de celles-ci à peine de nullité. Cette précision est fort importante ; combinées avec une conception large de l'étendue de la saisine de la Chambre d'accusation⁵, elle permet à chacune des parties de soumettre à une décision juridictionnelle expresse toutes les questions qui n'avaient pu être présentées

1. BROUCHOT, article cité n° 15 *in fine* ; dans le même sens : LAMBERT, *op. cit.*, p. 218 ; VITU, *op. cit.*, p. 322.

2. *Ibid.*, n° 15.

3. BROUCHOT, *ibid.*, n° 15 et *J.C.P.*, 1959.I.1485, n° 8.

4. BROUCHOT, article précité n° 16, *Rev. sc. crim.*, 1959, p. 335.

5. *Supra*, n° 22.

au juge que sous forme de suggestions, et auxquelles celui-ci n'était pas tenu de répondre.

De façon, il est vrai assez indirecte, les parties acquièrent ainsi un droit de contrôle efficace sur la conduite de l'instruction, qui donnera plus d'intérêt et plus de poids aux *desiderata* qu'elles pourront adresser au juge d'instruction pendant le cours de l'information.

C. — La procédure à l'audience

25. Les règles concernant la procédure à l'audience constituent une véritable révolution dans l'histoire de cette juridiction. L'accès de la Chambre d'accusation est ouvert aux parties ; leurs conseils, s'ils en ont fait la demande, présentent, au même rang que le procureur général, des observations sommaires (art. 199, al. 2) ; la juridiction peut même ordonner, si elle l'estime opportun, la comparution personnelle des parties (art. 199, al. 3). La contradiction et l'oralité s'introduisent ainsi dans les débats de la Chambre d'accusation, contrairement à une tradition soigneusement maintenue par la jurisprudence mais devenue bien désuète¹.

Il est permis de penser que cette modification va transformer du tout au tout l'activité de la Chambre d'accusation, et donner à ses débats un caractère vivant et fécond, même si les « observations sommaires » ne dégènerent pas en plaidoiries. M. Besson a pu dire très justement, dans son rapport général de 1955 (n° 99) : « La contradiction ainsi instituée devant la Chambre d'accusation constitue l'innovation la plus considérable du projet ; elle doit permettre à cette juridiction d'exercer un contrôle rigoureux des procédures, et la possibilité pour les parties de se faire entendre par la voix de leur conseil est de nature à apporter l'assurance que seules des procédures complètes seront soumises aux juridictions de jugement ».

D. — La décision et ses suites

26. L'article 200 a pris soin de préciser que ni les parties ou leurs conseils, ni le greffier, ni même le procureur général ne pouvaient assister au délibéré de la Chambre d'accusation. Par là le Code de procédure pénale a entendu réagir contre le privilège que la jurisprudence avait curieusement reconnu au ministère public en refusant d'annuler les arrêts rendus à la suite d'un délibéré auquel il avait assisté² ; il rétablit ainsi l'égalité entre les adversaires à cet instant particulièrement important.

L'arrêt rendu par la Chambre d'accusation doit être porté à la connaissance des conseils des inculpés et des parties civiles, par lettre recommandée, dans les vingt-quatre heures (art. 217, al. 1) ; les parties elles-mêmes en sont avisées s'il s'agit d'une décision sur le règlement de l'instruction (art. 217, al. 2). D'autre part l'arrêt doit être signifié aux parties, à la requête du

1. La loi du 10 mars 1927 avait déjà adopté un système oral et contradictoire pour les débats de la Chambre d'accusation statuant en matière d'extradition.

2. Crim., 16 oct. 1925, *Bull.*, n° 275 ; Crim., 4 août 1938 *Bull.*, n° 198 ; Crim., 12 févr. 1958, *Bull.*, n° 146.

procureur général, dans les 24 heures, si celles-ci peuvent l'attaquer par un pourvoi en cassation (art. 217, al. 3)¹.

E. — Le supplément d'information ordonné par la Chambre d'accusation

27. Chacune des parties a reçu expressément, au même titre que le procureur général, le droit de solliciter (au besoin par voie de conclusions) « tout acte d'information supplémentaire » (que la Chambre d'accusation peut même ordonner d'office), et cela « dans tous les cas ». L'égalité juridique des parties est donc beaucoup mieux assurée ici que devant le juge d'instruction.

28. Si la juridiction se range à cet avis, elle ordonnera un supplément d'information, et il y sera procédé soit par l'un de ses membres, soit par un juge d'instruction qu'elle aura délégué à cette fin. Contrairement à ce qui se passait avant la loi du 28 octobre 1955 qui, brisant la jurisprudence antérieure², étendit la loi du 8 décembre 1897 à tous les suppléments d'information, cette instruction complémentaire devra se dérouler « conformément aux dispositions relatives à l'instruction préalable » (art. 205).

Les parties y jouiront donc des mêmes droits que devant le juge d'instruction. C'est ainsi que l'article 205, alinéa 2, prend soin de préciser que le procureur général pourra toujours requérir la communication de la procédure. Il pourra de même demander à assister aux interrogatoires de l'inculpé et aux auditions de la partie civile, accompagner le magistrat dans ses transports sur les lieux et perquisitions, etc. Inversement les parties jouiront des prérogatives qui leur sont reconnues ; c'est en matière d'interrogatoires, de confrontations et d'expertises que leur influence sur la conduite de l'instruction est précisément la plus développée³.

29. Dès que le supplément d'information a été mené à bien, la Chambre d'accusation ordonne que le dossier soit déposé au greffe. Les parties et leurs conseils en sont avisés immédiatement par lettre recommandée par les soins du procureur général (art. 208, al. 2). Pendant un délai d'au moins 5 jours (48 heures en matière de détention préventive), les conseils des parties peuvent prendre connaissance du dossier, déposer des mémoires, et la procédure avant l'audience, puis à l'audience, reprend sur le modèle contradictoire exposé ci-dessus (nos 23 à 26).

* * *

Ainsi donc, le second degré des juridictions d'instruction, dont la procédure paraissait particulièrement archaïque et devant lequel le rôle de l'inculpé et de la partie civile était particulièrement effacé, se trouve maintenant doté d'une procédure que l'on peut légitimement qualifier de contradictoire et dans laquelle les parties se trouvent placées sur un plan d'une

1. Sur le pourvoi en cassation contre les arrêts de la Chambre d'accusation, voir : art. 567 et s., c. proc. pén. ; STÉFANI et LEVASSEUR, *op. cit.*, suppl., n° 852.

2. Crim., 22 févr. 1956, *J.C.P.*, 1956.IV.49.

3. V. *supra*, nos 11 et 13.

remarquable égalité, compte tenu des intérêts qu'elles ont respectivement à défendre. Le ministère public ne jouit pas, au stade de la Chambre d'accusation, des multiples avantages qui continuent à lui assurer, au stade du juge d'instruction, une position nettement privilégiée.

Devant le premier degré de juridiction, en effet, si plusieurs réformes importantes attestent qu'un pas nouveau a été fait dans la voie d'une procédure contradictoire, il serait sans doute exagéré de prétendre qu'un tel objectif soit déjà atteint. Les parties peuvent trop rarement exiger une décision juridictionnelle sur les mesures qui leur paraissent opportunes ou sur les exceptions juridiques qu'elles soulèvent. Pourquoi ne pas leur ouvrir plus largement un tel droit, aussi largement (ou à peu près) qu'au ministère public, en leur accordant corrélativement le droit de faire appel des ordonnances rejetant leur demande ? Cela permettrait à la Chambre d'accusation d'exercer un contrôle plus étroit et plus rapide sur la façon dont le juge d'instruction conduit son instruction et résout les questions de fait et les questions de droit qu'elle comporte, ce qui paraît bien correspondre aux vœux des auteurs du Code de procédure pénale.

Il ne suffit pas d'avoir ouvert un peu plus largement qu'autrefois le droit d'appel des parties devant la Chambre d'accusation ; une réforme plus audacieuse eut été possible sans que cette intervention de la juridiction supérieure retardât sensiblement la marche de l'information, puisque le nouveau Code a eu l'heureuse inspiration de faire établir au moins une copie de toutes les pièces de la procédure d'instruction (art. 81, al. 2) en sorte que celle-ci peut se poursuivre pendant l'exercice des voies de recours, dont la célérité a d'autre part été très sagement assurée. L'article 187 pose d'ailleurs en principe cette continuation de la procédure.

Ces efforts en vue d'organiser la procédure d'instruction sur un plan contradictoire doivent en effet être encouragés ; les réformes apportées sont heureuses et n'ont jusqu'à présent soulevé, semble-t-il, aucune critique¹. Une procédure conforme à ce type apporte de très sérieuses garanties à la liberté individuelle ; tel était bien le but recherché ostensiblement par les auteurs du nouveau texte, aussi bien les membres de la Commission d'études pénales législatives que le Parlement, notamment les commissions des deux assemblées et leurs rapporteurs. Il semble que, sur ce point au moins, les progrès qu'ils escomptaient seront effectivement réalisés, et qu'il s'agira bien d'une « étape nouvelle dans l'affermissement des libertés publiques »².

1. V. cependant : MIMIN, *J.C.P.*, 1956.I.1324.

2. BESSON, *Rapport sur le projet de réforme de la procédure pénale* (Dalloz, 1956), n° 120.

Le secret de l'instruction et l'art. 11 du Code de Procédure pénale

par Jean LARGUIER

Professeur à la Faculté de droit et des Sciences Economiques
de l'Université de Grenoble.

Dans un alexandrin devenu proverbe, Destouches nous assure que l'art est plus difficile que la critique : nous pensons volontiers qu'en particulier l'art de faire les lois est plus malaisé que la critique des lois faites. Pourront, en tout cas, nous éclairer sur ce point ceux qui ont eu la chance, le mérite et l'honneur d'être tout à la fois les créateurs et les commentateurs de notre Code de procédure pénale, lequel pose un certain nombre de problèmes à ceux qui sont chargés de l'expliquer (ou de l'appliquer) et qui doivent, avant de songer à formuler la moindre réserve, se pénétrer de l'axiome rappelé plus haut...

L'article 11 de ce Code, qui fait l'objet essentiel de notre étude¹, figure assurément parmi les textes qui ont eu la singulière fortune de susciter, bien avant leur naissance officielle, des critiques — parfois acerbes — des controverses — parfois passionnées — et, çà et là, quelques louanges. Les lecteurs de la grande presse ont même pu penser que toute la réforme de la procédure pénale, et même toute la réforme judiciaire, étaient contenues dans les deux alinéas de ce modeste article — entré comme à regret dans ce Code comme timide article 10 *bis*, et ayant ensuite conquis place et autorité, devenu article 11, et repoussant ainsi d'un cran tous les articles postérieurs.

Cet article pose le principe du secret de la procédure d'enquête et d'instruction² : mais une remarque préalable doit être faite, tenant à l'ambiguïté

1. Nous n'entendons faire, dans cette étude, qu'une synthèse (relativement brève) de certaines des difficultés posées par l'article 11 du Code de procédure pénale. Qui voudra faire des recherches approfondies dans cette matière consultera avec grand profit le commentaire publié par M. l'Avocat général Granier dans le *Jurisclasser de Procédure pénale*, art. 11, sous le titre : *Le secret de l'information*. Nous renverrons à cette étude, le cas échéant, pour tel ou tel point particulier : mais nous y renvoyons ici pour le principe et en quelque sorte d'une manière permanente et sous-entendue. V. aussi du même auteur, « L'article 11 du Code de procédure pénale (Quelques réflexions sur le secret de l'information) », *J.C.P.*, 1958.I.1453. V. notre rapport au Colloque de St Cyr au Mont-d'Or, *Rev. sûreté nationale*, jan. 1959, p. 14. Adde : « La publicité de la Justice », article signé J. G., *Le Monde*, 7 mars 1959.

2. Rapp. L. 29 juill. 1881, art. 38, 39, 39 *bis*, 39 *ter* ; ord. 2 févr. 1945, art. 14, al. 4 ; L. 2 juill. 1931. V. Rapport GRANIER, *VII^e Congrès international de droit pénal*, Athènes, 1957 (Centre français de dr. comp.). V. Ph. MACAIGNE, *La presse et la publication des informations judiciaires*, Mémoire de l'Institut de criminologie de la Faculté de droit de Lille.

de cette formule du « secret de la procédure », et plus particulièrement du secret de l'instruction¹. Instruction secrète : cela peut signifier, selon les critères classiques de la procédure inquisitoriale pure, que l'inculpé, tout au long de cette phase préliminaire du procès pénal, ne sera pas tenu au courant des charges qui pèsent contre lui, non plus qu'il ne sera averti du cheminement de la procédure dans chacun des détours de celle-ci — ce qui est vrai pour l'inculpé pouvant l'être, le cas échéant, pour la partie civile. Ainsi entendu, le « secret de l'instruction » n'aurait aujourd'hui, en France, que peu de partisans.

Mais l'instruction peut aussi ne pas être secrète à l'égard de l'inculpé — à qui l'on va faire connaître, sinon la qualification, du moins les faits, objet de l'inculpation, à qui l'on fera savoir, par l'intermédiaire de son conseil, le dernier état de la procédure (et l'on pourra, *mutatis mutandis*, traiter à cet égard la partie civile comme l'inculpé) — tout en demeurant secrète à l'égard d'autres personnes, c'est-à-dire, en un mot, du public.

Le Code de procédure pénale, dans le dessein de mieux assurer le respect des droits de la défense, atténue certains des traits par lesquels la procédure d'instruction méritait son nom de procédure inquisitoriale — sans qu'il soit d'ailleurs certain que l'introduction d'une contradiction dans la procédure de la Chambre d'accusation, par exemple, soit, en définitive, une réforme dont la défense elle-même doive se féliciter.

Du moins le Code de procédure pénale reste-t-il fidèle au principe du secret de l'instruction qui, désormais, à la différence de ce qui se passait dans le Code d'instruction criminelle, fait l'objet d'une disposition de principe dont l'observation, d'ailleurs, n'est pas sanctionnée par la nullité de la procédure :

« Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète.

Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines de l'article 378 du Code pénal.

Ce texte consacre, comme la jurisprudence antérieure, la deuxième conception du secret que nous rappelions plus haut. Ce n'est pas à dire, cependant, que la première soit, quant au principe, entièrement rejetée par le Code. Sans doute les dispositions protectrices des intérêts de l'inculpé et de ceux de la partie civile sont-elles trop nombreuses pour qu'à l'égard de ceux-ci la procédure demeure totalement secrète : il suffit de citer, notamment, la mise à la disposition du conseil, vingt-quatre heures au plus tard avant chaque interrogatoire (art. 118, al. 3) — et non plus seulement la veille, ce qui pouvait être tout différent — du dossier de la procédure².

1. ROUX, *Cours de dr. crim. franç.*, t. II, p. 304. GRANIER, *op. cit.*, nos 11 et 12.

2. V. pour le conseil de la partie civile article 118, alinéa 3 *in fine*. V. aussi pour la communication des ordonnances juridictionnelles article 183 du Code de procédure pénale. V. pour une comparaison avec la procédure pénale soviétique, *Principes fondamentaux de la procédure pénale soviétique* (textes traduits par M. Bellon, juge au Tribunal de Grande Instance de la Seine). Spécialement l'article 15, alinéa 1^{er} et 16, alinéa 1^{er} du projet, selon lequel le défenseur (qui intervient à la fin de l'instruction), prend connaissance du dossier à ce moment (au moment de l'inculpation pour les mineurs).

Mais il faut observer que cette dernière règle ne joue, précisément, que si l'inculpé est assisté d'un conseil¹ : dans le cas contraire, la procédure demeure, car tel est au fond le principe, secrète. Même le tiers demandant au juge d'instruction la restitution d'un objet saisi « ne peut prétendre à la mise à sa disposition de la procédure » (art. 99, al. 5 C. proc. pén.). De la même manière, on observera que, devant la Chambre d'accusation, l'oralité et la contradiction sont, en partie, introduites dans la procédure² — et, à cet égard, certains aspects du secret de cette procédure pourront s'en trouver atténués. Mais le secret persiste cependant, ce qui est du reste logique puisque l'instruction n'est pas terminée³ : les débats se déroulent, et l'arrêt est rendu en Chambre du Conseil (art. 199 C. proc. pén.).

On ne peut donc prétendre que le Code de procédure pénale renforce le secret de l'instruction dans un sens contraire aux intérêts de la défense — inculpé ou partie civile : et l'article 11 lui-même ne fait, en première analyse, que donner vigueur légale à une jurisprudence depuis longtemps acquise. Ceci suffirait à montrer, s'il en était besoin, que le secret de l'instruction ne signifie pas qu'un voile rigoureusement opaque va recouvrir cette procédure, et que personne ne pourra rien savoir de ce qui se passe dans le cabinet d'instruction. Mais, même réserve faite de l'inculpé, de la partie civile et de leurs conseils, on perçoit la difficulté qu'il y a, en ces matières, à édicter une règle absolue. Le tracé de frontières est une tâche en général malaisée, difficile aussi en matière juridique : l'on sait que la matière du secret soulève nombre de délicats problèmes⁴. On s'explique alors aisément que l'article 11, tout en posant le principe du secret de l'instruction et de l'enquête, ait dû ouvrir la porte à deux exceptions, ou plutôt à deux groupes d'exceptions : principe et exceptions nous retiendront tour à tour.

* * *

Une lecture très attentive de l'article 11 — mêlée d'un soupçon d'exégèse — pourrait conduire à penser que ce texte pose en réalité deux règles qui ne se recouvrent pas absolument : l'article 11, alinéa 1, d'une part, dispose que la procédure (d'enquête et d'instruction) est secrète, objectivement. L'article 11, alinéa 2, d'autre part, dispose que, subjectivement, toute personne concourant à cette procédure est tenue au secret professionnel. L'on pourrait donc soutenir que des personnes, même ne concourant pas à cette procédure, donc ne tombant pas sous le coup de l'article 11, alinéa 2, seraient néanmoins tenues de respecter le secret de cette procédure — article 11, alinéa 1. Empressons-nous de dire que telle n'a pas été la pensée des rédacteurs de l'article 11⁵ — et du reste on serait fort gêné, dans beaucoup de cas, pour sanctionner positivement l'indiscrétion commise par une personne ne concourant pas à la procédure (il est vrai que l'on

1. Crim., 6 nov. 1952, *J.C.P.*, 1953.II.7357, note Chambon.

2. Art. 197, 198 C. proc. pén.

3. STÉFANI et LEVASSEUR, *Procédure pénale*, p. 370.

4. V. CHAVANNE, *Juriscl. pén.*, art. 378.

5. GRANIER, *op. cit.*, n° 20.

eût pu alors sanctionner la révélation par la nullité de l'acte révélé, dans les cas du moins où cette nullité eût été concevable).

Observons seulement d'une part que cette interprétation tendant à dissocier deux règles aurait en tout cas l'avantage de permettre de résoudre la difficulté concernant les avocats (v. *infra*), d'autre part que l'article 11 eût pu, dans l'autre interprétation — celle qu'il faut en définitive retenir — ne comporter, plus simplement, qu'un alinéa — et que son libellé conduit donc à penser que, dans l'esprit de ses rédacteurs, il est fondamental de marquer très nettement, dans une formule autonome, que le principe est le secret de l'enquête et de l'instruction.

Dès lors, la mise en œuvre de ce principe commande d'étudier, d'abord, ceux qui sont tenus de cette obligation au secret, puis de préciser, ensuite, en quoi consiste la violation de ce devoir.

A. — a) Certaines personnes concourent, de manière indiscutable, à la procédure d'instruction : elles sont, à ce titre, tenues au secret, et, puisque le secret imposé par l'article 11 est rattaché à la théorie générale du secret professionnel, ces personnes sont donc, toujours à ce titre, à ranger à côté de celles, toujours plus nombreuses, que lois et jurisprudence astreignent à l'obligation de discrétion pénalement sanctionnée — certaines d'entre ces personnes, d'ailleurs, étaient déjà tenues, d'autre part, au respect du secret professionnel.

Nous citerons à cet égard — en laissant de côté ce qui concerne l'enquête¹ — les magistrats chargés de l'instruction, les magistrats et officiers de police judiciaire délégués par ceux-là, les magistrats de la Chambre d'accusation, les magistrats chargés d'un supplément d'information, les magistrats du Parquet dans la mesure où ils concourent à l'instruction — par exemple en assistant aux interrogatoires. Concourent également à la procédure les greffiers, les huissiers, les experts, les interprètes, éventuellement les assistantes sociales chargées par le juge d'instruction de procéder à une enquête.

b) D'autres personnes ne concourent pas à la procédure à proprement parler : l'inculpé lui-même², la partie civile³, qu'elle soit personne physique ou morale, la personne civilement responsable, le témoin⁴, les journalistes qui se livrent à des « enquêtes » personnelles sur l'affaire en cours (sauf, pour ces derniers et dans cette hypothèse, à veiller à ne pas tomber sous le coup de l'article 227 nouveau C. pén.). Remarquons cependant que ces personnes pourraient éventuellement se rendre complices — par provocation notamment — d'une violation de secret commise par l'une de celles énumérées plus haut : elles deviendraient évidemment punissables à ce titre ; l'instruction générale pour l'application du Code de procédure pénale n'a nul besoin de préciser une solution semblable, qui résulte de principes si fermes

1. V. notre rapport, précité.

2. Instruction générale pour l'application du Code de procédure pénale, C. 22.

3. Sous réserve de l'interdiction des publications relatives aux constitutions de partie civile. Cf. Paris, 16 avril 1956, *J.C.P.*, 1956.II.9396, note Colombini.

4. Du moins le témoin des faits : V. GRANIER, *op. cit.*, n° 45 à 47.

que, dans l'évolution qui nous conduit à voir des circulaires prendre force légale, on ne saurait renverser ces principes par simple mention — *a fortiori* par absence de mention — dans un texte de ce genre.

c) Reste une catégorie de personnes au sujet de laquelle le doute a pu naître : les avocats de l'inculpé ou de la partie civile. Ceux-ci sont, on le sait, tenus au secret professionnel par application de l'article 378 du Code pénal. D'autre part, le décret du 10 avril 1954, article 41, interdit à l'avocat de porter atteinte au secret de l'instruction, notamment par la communication de renseignements extraits du dossier ou la publication de documents, pièces ou lettres intéressant l'information en cours. L'avocat, traditionnel auxiliaire de la justice, paraît « concourir » à la procédure : cette solution se justifie mieux chaque jour, au fur et à mesure que, peu à peu, le « procès de défense sociale » progresse, pour conduire à faire de l'avocat non plus le « défenseur » au sens classique du terme, mais le personnage objectif qui, le cas échéant, demandera à la juridiction de prononcer telle mesure à l'égard, sinon à l'encontre, de son client¹.

Qu'en est-il pour l'heure ? Le mot « concourir » n'a pas, à vrai dire, de sens juridique précis ; et, dans une analyse serrée, M. l'Avocat général Granier a pu montrer qu'à raisonner strictement, l'avocat ne *concourt* pas à la procédure². Cette solution ne signifie nullement, bien entendu que l'avocat puisse impunément révéler ce qu'il apprend au cours de l'information : l'article 378 du Code pénal et le décret de 1954 forment déjà un imposant rempart aux révélations que pourraient être tenté de faire, à des tiers, l'avocat de l'inculpé, ou celui de la partie civile.

Les rédacteurs de l'article 11, pourtant, ont considéré que l'avocat entrait dans le domaine d'application du texte : mais le recours aux travaux préparatoires, en cette matière, est plus décevant qu'instructif, tant les ambiguïtés sont grandes en ce propos, et singulières parfois les règles présentées comme étant de droit positif. L'instruction générale (C. 22), sans prendre très nettement parti sur le fondement de la solution, préconise en tout cas celle qui astreint l'avocat au respect du secret. Rappelons cependant que, du fait de l'une des exceptions prévues par le texte et sur laquelle nous reviendrons plus loin, le secret de l'instruction peut trouver une limite dans ce que l'article 11 alinéa 1^{er} appelle les « droits de la défense ».

B. — La violation de secret.

a) *Le secret.* La nature secrète de la chose à ne pas révéler peut dépendre, selon l'article 11, de deux critères qui, le plus souvent, se recouvrent — pas toujours cependant. Nous rappelons que nous laissons de côté l'enquête préliminaire et les actes concernant les crimes et délits flagrants, que le Code de procédure pénale range sous la rubrique « des enquêtes » dans son livre 1^{er}, titre 2, et qui tombent donc sous le champ de l'article 11 — sauf à remarquer que, pratiquement, le secret ne pourra être gardé totalement dans certains cas de flagrance, et que, même l'instruction ouverte, des faits peuvent être matériellement révélés au public, qui n'entreront pas dans le

1. V. H. FALCONETTI, « L'avocat est-il inadaptable ? » *Rev. sc. crim.*, 1957, p. 359.

2. GRANIER, *op. cit.*, n° 54, et article précité, *J.C.P.*, 1958.I.1453.

« secret » de l'article 11¹ : cela est si évident que l'on comprend mal les indignations et les sarcasmes qui, dans une certaine presse, ont servi à cet égard de commentaire à la réforme.

On peut, dans le cadre de l'instruction (comme on pourrait d'ailleurs le faire dans celui de l'enquête), distinguer deux sortes de secrets : le secret de l'acte d'instruction, et le secret du magistrat instructeur.

Tous les actes d'instruction doivent en principe demeurer secrets, au moins à l'égard des tiers : auditions de témoins, interrogatoires de l'inculpé, perquisitions, etc. — et cela, jusqu'à la clôture définitive de l'instruction. Il faut précisément rappeler à cet égard la différence profonde qui sépare le secret de l'article 378 du Code pénal de celui de l'article 11 du Code de procédure pénale, en dépit du renvoi fait par celui-ci à celui-là : le secret professionnel classique, dès lors qu'il existe, est définitif, et ne peut laisser place, en règle, à aucune révélation ; le secret de l'article 11, au contraire, est en quelque sorte provisoire, dans la mesure où la procédure d'instruction pourra être suivie de la procédure de jugement, publique en principe, et lors de laquelle certaines des choses jusque là secrètes pourront être révélées — devront l'être parfois — en public².

Remarquons d'autre part, à un point de vue plus spécial, que les articles 58 et 98 du Code de procédure pénale punissent de peines plus sévères que celles de l'article 378 du Code pénal³ toute communication ou divulgation, sans autorisation, d'un document provenant d'une perquisition, à une personne non qualifiée.

Mais l'on doit, à côté du secret de l'instruction ainsi entendu, et qui s'impose aux personnes énumérées plus haut, faire place au secret du magistrat instructeur — plus généralement au secret des personnes concourant à la procédure dont il s'agit. On peut, en effet, supposer qu'au cours d'un acte d'instruction, le juge d'instruction, par exemple, ou l'officier de police judiciaire agissant sur commission rogatoire, viennent à apprendre, dans l'exercice de leurs fonctions, un fait qui ne concerne pas directement la procédure, mais qui cependant n'a été révélé au magistrat ou à l'officier de police judiciaire qu'en raison directe des fonctions de ces derniers : un tel fait ne doit pas être révélé. Si, en effet, l'article 11 alinéa 2 ne vise pas « l'exercice des fonctions », il renvoie à l'article 378 qui, lui, vise l'état, la profession, les fonctions temporaires ou permanentes⁴.

b) Reste le problème — classique celui-ci — de la violation du secret en elle-même : on se bornera à rappeler, à cet égard (l'art. 11 renvoyant à l'art. 378 C. pén. non seulement pour les peines, mais pour les « conditions ») que la révélation est punissable même s'adressant à une seule personne, même si cette dernière est elle-même tenue au secret — sauf à renvoyer, pour les exceptions légales, à notre deuxième partie.

On rappellera, d'autre part, que le délit de l'article 378 est un délit inten-

1. GRANIER, *op. cit.*, n° 59.

2. GRANIER, *op. cit.*, n° 19.

3. Deux mois à deux ans d'emprisonnement, et 180.000 à 1.800.000 francs d'amende (au lieu de un mois à six mois et 50.000 à 300.000 fr.).

4. GRANIER, *op. cit.*, n° 70.

tionnel — cela a été dit pour l'article 11, lors des travaux préparatoires, mais dans une ambiance d'incertitude extrême¹ : ce qui signifie que la révélation n'est pas punissable pénalement si elle n'est en réalité qu'une négligence ou qu'une imprudence — c'est le cas, par exemple, du juge d'instruction qui égarerait un papier dont s'emparerait un journaliste (sauf à remarquer que, dans une matière aussi riche en nuances, les juridictions tiendraient compte de la qualité des prévenus pour apprécier l'élément moral de l'infraction, et estimeraient le cas échéant que telle faute « d'imprudence » émanant d'un tiers, mérite le nom de faute intentionnelle si elle est commise par un magistrat — le désir de nuire n'étant évidemment pas un élément de l'infraction, la frontière entre intention et imprudence pourrait être, en cas semblable, déplacée, pour une notion large de l'intention coupable).

Enfin, on sait que la révélation n'est punissable que si elle est suffisamment précise — marge d'appréciation laissée, ici encore, au juge : du moins cette règle permet-elle de décider, par exemple, et malgré l'extrême discrétion en principe imposée par l'article 11, qu'il n'y aurait pas délit de la part du magistrat instructeur qui, interrogé par des journalistes, dirait à ces derniers que l'instruction suit son cours ou qu'il est possible que des suspects soient arrêtés, ou bien que des renseignements intéressants ont été obtenus.

* *

Le texte primitif de l'article 11 n'exceptait du domaine du secret que « les cas où la loi en dispose autrement ». Certaines inquiétudes exprimées lors des débats parlementaires ont abouti à ajouter une deuxième exception : celle qui tient au respect des « droits de la défense ».

A. — La première exception constitue l'application du classique fait justificatif tiré de l'ordre ou de la permission de la loi : mais le fait que l'article 11 ait cru nécessaire de viser expressément cette cause de justification invite à se demander ce qu'il advient des autres faits justificatifs auxquels on pourrait être tenté de faire appel en notre matière.

a) *Ordre ou autorisation de la loi* : il va de soi que, dans le cadre même de l'instruction (comme dans celui de l'enquête : v. aussi art. 19 C. proc. pén.), pour les besoins de la procédure, les magistrats peuvent être appelés à révéler des choses en principe secrètes. Le juge d'instruction, par exemple, *peut* révéler à un témoin les faits nécessaires à la déposition de celui-ci ; il *doit* communiquer le dossier aux conseils des parties². Bien plus, le juge d'instruction peut, en vertu des articles 38, 39 *bis* et 39 *ter* de la loi du 29 juillet 1881, faire publier dans la presse tel ou tel fait, pour obtenir de plus amples renseignements — le juge d'instruction pouvant d'ailleurs déléguer ce pouvoir par commission rogatoire à un autre magistrat ou à un officier de la police judiciaire. Une circulaire de 1949 précisait que le procédé ne devait être utilisé que « pour les besoins de l'instruction », et non pour « rectifier des

1. GRANIER, *op. cit.*, n° 22 à 24.

2. V. pour les experts GRANIER, *op. cit.*, n° 86 à 90.

informations erronées publiées par la presse». L'instruction générale, tout en admettant comme solution naturelle (C. 22, al. 4) que le juge d'instruction conserve ces pouvoirs, précise (C. 23, al. 4) que le « procureur de la République peut, s'il l'estime nécessaire, fournir à la presse un communiqué écrit concernant les faits ayant motivé la poursuite dans le but (*sic*) notamment d'éviter des informations erronées. Il en réfère, le cas échéant, au procureur général ».

De même peut-il, ou doit-il être fait appel à un médecin : on sait déjà que la révélation n'échappe pas à la répression par cela seul qu'elle est faite à une personne d'autre part tenue au secret : si elle n'est pas punissable ici, c'est en vertu de l'ordre de la loi (art. 64, al. 5 C. proc. pén.), ou de la permission de la loi (art. 64, al. 4).

De même encore la communication des dossiers ou pièces de procédure demeure-t-elle possible¹.

Dans un ordre d'idées un peu différent, le contrôle exercé par le président de la Chambre d'accusation (art. 220 C. proc. pén.) suppose que les choses secrètes par elles-mêmes ne le sont pas à l'égard de tous. Plus généralement, on a vu plus haut que l'audience publique² pouvait être une cause légitime de révélation de choses demeurées secrètes pendant l'instruction. Il faut cependant observer que, même à ce stade de la procédure, le secret de l'instruction en principe écarté peut se voir remplacer par un secret professionnel en principe distinct, qui va s'opposer à la révélation à l'audience, par témoignage par exemple, de la chose apprise dans l'exercice de la profession de médecin par exemple³ : la technique de la substitution de secrets nous est aujourd'hui familière, et, ici, l'article 378 du Code pénal prend, en quelque sorte, le relais de l'article 11.

Mais, pendant l'instruction même, des problèmes pourront se poser, comme ils se posent précisément et plus généralement à propos de l'article 378 du Code pénal. On sait en effet que des conflits de devoirs peuvent naître, notamment, de la coexistence — au moins apparente — d'obligations contradictoires : obligation de se taire, d'un côté (art. 11 C. proc. pén. ou 378 C. pén.), obligation de parler d'autre part (art. 62, 63, al. 3 C. pén.) : le débat est vaste ici, débordant l'objet de notre étude. Rappelons que, pour l'heure, la Chambre criminelle de la Cour de cassation fait par exemple prévaloir le secret professionnel du médecin sur l'obligation de déposer pesant sur celui-ci en tant que témoin — alors cependant que l'article 378 paraît, à première vue du moins, admettre la révélation lorsque la loi ordonne ou autorise celle-ci.

Mais l'on peut, à notre sens, justifier la solution donnée par la Chambre criminelle en observant que l'article 378 vise les cas où des textes autorisent à parler les *personnes* mêmes en principe tenues au secret, ou ordonnent à *ces personnes* de parler, en tant que telles, médecins par exemple, pour la révélation d'avortement (autorisation de la loi) ou de certaines maladies contagieuses (ordre de la loi). L'obligation de révéler les crimes, de témoigner en faveur d'inculpés innocents, de déposer, vise le droit commun des

1. Art. R. 155 et s., D. 32 ; Instr. gén., C. 22, al. 3.

2. Le secret persisterait en effet au cas de huis clos : GRANIER, *op. cit.*, nos 113 et s.

3. V., pour les policiers, GRANIER, *op. cit.*, nos 103 à 107.

citoyens, d'où sont exclus (tant par leurs propres efforts que par ceux qui soutiennent ces derniers) les « professionnels » visés par l'article 378.

Ce n'est pas à dire cependant que le secret doive nécessairement s'imposer dans tous les cas, face à une obligation ou à une autorisation de parler¹. Les distinctions et les compartimentages qu'appelle irrésistiblement la notion de profession, c'est-à-dire de catégorie, conduisent à ne pouvoir admettre les mêmes solutions pour tous les secrets, c'est-à-dire pour toutes les professions. Il convient, dans chaque cas particulier, de s'interroger sur le vrai fondement de l'obligation au secret pour tracer les limites de ce dernier. La sauvegarde de la santé publique peut être préférée au souci de la bonne administration de la justice — et l'on admettra alors que le médecin appelé comme témoin refuse de déposer. Mais des secrets pouvant précisément être imposés en fonction d'une bonne administration de la justice (art. 11) seront plus aisément écartés s'ils se trouvent en conflit avec des obligations elles-mêmes destinées à assurer une meilleure justice. Il faut d'ailleurs observer que dans certains des cas où semblable conflit se présentera, il pourra suffire d'invoquer les droits de la défense (*v. infra*) pour que le secret de l'article 11 puisse être écarté.

b) La même remarque s'imposera à propos de ce fait justificatif mal défini qu'est l'état de nécessité, et dont on se demande s'il est de nature à justifier la révélation de secret faite dans l'intérêt de la « victime », du détenteur du secret, ou d'un tiers. En revanche, même compte tenu d'une certaine tendance actuelle des Chambres civiles de la Cour de cassation à se montrer moins intransigeantes sur le caractère absolu du secret professionnel, on doit continuer de dire que le consentement de la victime serait ici inopérant, de même que, sur le plan des éléments constitutifs de l'infraction, la volonté de la personne ne peut faire d'une chose secrète une chose pouvant être révélée, ni d'une chose pouvant être révélée une chose secrète. Nous tenons cependant à souligner que ces solutions, qui seront vraisemblablement admises, autorisent à douter du fondement principal assigné quasi-officiellement au secret de l'article 11 : l'instruction générale, en effet (C. 21, al. 2), assure que le secret « a plus particulièrement pour objet d'éviter que des soupçons viennent peser publiquement sur un innocent, auquel serait ainsi causé un préjudice injustifié et le plus souvent irréparable ». Formule pertinente, sans doute. Mais il importe de passer très vite du particulier au général : sinon, comme au temps où l'on fondait le secret du médecin sur l'intérêt exclusif du client, on pourrait autoriser l'intéressé principal (à moins de vouloir le protéger contre lui-même) à délier son avocat — voire le juge d'instruction — du secret. On dira donc, d'une part qu'il y a loin de notre situation à celle du contrat médical, et, d'autre part, que les intérêts de la personne poursuivie sont rarement seuls en cause : ainsi, sans aller jusqu'à un secret absolu, s'éloigne-t-on suffisamment d'un secret trop relatif. Et l'instruction générale peut alors, après avoir mis l'accent sur l'intérêt de l'innocent poursuivi (C. 21, al. 2), préciser (C. 22, al. 2) que le consentement du client ne peut autoriser le conseil à enfreindre la règle du

1. Comp. la solution proposée par M. Vouin, 5^e Congrès international de droit comparé, Bruxelles, 4-9 août 1958, Suppl. au n° 2 *Rev. sc. crim.*, 1958, p. 34.

secret. Ce défaut d'harmonie (au moins apparent) a pu choquer M^e Isorni, l'auteur principal, si l'on ose dire, de notre article 11, qui entendait, lors des discussions devant l'assemblée, prôner la possibilité pour le client de relever l'avocat du secret¹ : mais si l'on peut éprouver quelque scepticisme (ou quelque crainte) à l'égard de l'autorité des circulaires, doit-on pour autant considérer que les travaux préparatoires doivent s'interpréter « strictement », jusqu'à s'imposer à celles-ci ?

c) Reste un problème important, le plus délicat sans doute : on sait que, par un glissement insensible, et par l'assimilation de l'autorisation à l'ordre, et de l'usage à la loi, la simple autorisation de l'usage constitue parfois un fait justificatif, comme l'ordre de la loi. Or, en notre matière, il ne manquera pas d'être fait appel à cette cause de justification possible. Nous visons particulièrement « l'usage » qui fait que la presse écrite, la radio, la télévision, les actualités cinématographiques, dans le dessein, louable en soi, d'informer lecteurs, auditeurs et spectateurs, ne manquaient pas de tenir ceux-ci au courant du déroulement des enquêtes et instructions — allant parfois à la limite de la bienséance : on se rappelle peut-être cette émission de télévision qui, peu après un crime retentissant, avait permis de contempler sur le « petit écran » les visages des auteurs de ce crime ; ce fait, ajouté à quelques autres abus, est d'ailleurs à l'origine du vote, par les assemblées, de l'article 11 du Code de procédure pénale.

Dès lors, sera-t-on tenté de penser, la liberté d'information va désormais rencontrer un obstacle majeur : *contra legem*, l'usage ne peut prévaloir (formule rassurante, mais qui fait bon marché de ce que, précisément, l'usage justificatif a de contraire à la loi). Au moment où nous écrivons ces lignes, du reste, c'est-à-dire quelques jours après l'entrée en vigueur du Code de procédure pénale, les journaux quotidiens ne se font pas faute de se justifier auprès de ceux de leurs lecteurs qui s'estimeraient insuffisamment tenus au courant des contes bleus ou roses défrayant la chronique très contemporaine : « Le nouveau Code de procédure pénale, écrivent-ils en substance s'oppose à ce que des renseignements soient donnés à la presse ». Et ces journaux de manifester leur mécontentement : dans un article destiné à commenter la réforme de la Justice, un journaliste écrit en sous-titre² : « La réforme est satisfaisante... à trois articles près ». Cet optimisme est peut-être superficiel : mais l'on conçoit qu'un journaliste ne veuille pas infliger à ses lecteurs l'étude de détails trop techniques qui, pourtant, sont le vrai et seul problème en ces matières, tant les règles précises l'emportent en poids sur les variations les plus sonores concernant la liberté individuelle qui reviennent périodiquement dans les colonnes de nos grands quotidiens. Mais les trois articles qui, seuls, ne sont pas « satisfaisants », sont les articles 226 et 227 du Code pénal (de nature, eux aussi, à former obstacle à un certain genre d'information), et l'article 11 du Code de procédure pénale. Les attaques ont continué, toujours dans la presse, contre cet article, à croire, comme nous le disions en commençant, que la réforme de la procédure pénale tient dans cet article 11... Il n'y a certes rien de surprenant à voir la presse

1. *Le Monde*, 11 mars 1959, p. 5.

2. *Le Monde*, 3 mars 1959, p. 1.

se dresser contre l'entrave que constitue, pour elle, ce texte. Il est significatif de constater que, devant les assemblées même, il a été dit que le secret ne faisait « pas obstacle à la liberté de l'information par la presse, pas plus que n'y faisaient obstacle les principes généraux du secret de l'instruction affirmés par la Cour de cassation » — cette liberté, a-t-il été « précisé », ne devant pas franchir « certaines limites ». Il a été dit d'autre part que l'article 11, ne visant que les personnes concourant à la procédure, ne pouvait « porter aucune atteinte à la liberté de la presse » — ce qui, nous l'avons exposé plus haut, mériterait d'être au moins nuancé. Comme on est loin déjà, en tout cas, des préoccupations qui, précisément, avaient été à la source du vote de l'article 11 !

Certes, un usage¹ existait, avant le Code de procédure pénale, en ces matières — ou, sinon un usage, du moins une tolérance de la part du Parquet : mais la tolérance systématique du ministère public n'est-elle pas bien voisine, en fait (et l'usage est du fait), de la justification par l'usage ? Qu'en sera-t-il demain ? Les juristes très positivistes souhaiteront voir l'usage se briser. Ceux qui pensent que les mœurs s'imposent à la loi² jugeront que l'usage est trop ancré désormais, que le public formé à être informé retire presque un droit acquis de l'usage antérieur s'étant développé dans ce que l'on a appelé, dans une vue peut-être optimiste des choses, la « montée du pensant ».

Certes, la jurisprudence a été amenée, dans certaines hypothèses, à rejeter l'argument fondé par la défense sur cette « tolérance »³. Mais, *contra legem*, on voyait par exemple des journaux continuer à publier des informations relatives à des jugements rendus dans des affaires de mineurs, en désignant des mineurs par leurs initiales — alors que même cette publicité restreinte est interdite (Ord. 2 févr. 1945, art. 14), de même qu'il n'était pas exceptionnel de lire dans la presse des informations concernant des fugues de mineurs (indépendamment de toute demande et autorisation), à l'encontre des dispositions de l'article 39 *bis* de la loi du 29 juillet 1881.

L'on peut alors percevoir le véritable souci de certains journaux : l'article 11 leur apparaît comme une entrave à la liberté d'information, sans doute. Mais s'ils déplorent l'apparition de ce texte, ce n'est pas toujours, comme ils le prétendent, parce que la justice risque de fonctionner sous le boisseau, à l'abri du « contrôle de l'opinion publique »⁴ — qu'est-ce d'ailleurs que l'opinion publique — : c'est parce qu'une certaine « opinion publique », avide de faits divers criminels, ne sera plus, pour la presse, ou pour une certaine presse, une clientèle assidue (« il y a dans la vertu quelque chose de fade »⁵).

1. V. la lettre adressée par le Syndicat national des journalistes à M. le Garde des Sceaux, *Le Monde*, 4 mars 1959. Adde : « La loi et les mœurs », par M. GARÇON, *Le Monde*, 12 mars 1959.

2. M. GARÇON, article précité.

3. V. pour la publication de photos, Paris, 22 juill. 1953, *J.C.P.*, 1954.II.7926, note Combaldieu. V. dans d'autres domaines, mais à propos de la « tolérance » : des mœurs : Lyon, 22 mars 1956, *J.C.P.*, 1956.II.9656, note Colombini ; administrative : Trib. corr. Dreux, 8 juill. 1958, *J.C.P.*, 1958.II.10872, note Golléty.

4. Cf. : *Le Monde*, 3 mars 1959, p. 6 : « Communiqué des bureaux du syndicat national des journalistes judiciaires et de l'association de la presse judiciaire ».

5. Paul VALÉRY, *Variétés IV*, p. 181.

Peut-on, dès lors, critiquer sur ce terrain l'article 11 ? Il ne le semble pas. Et, toujours à ce point de vue, on souhaitera qu'aucun « usage » justificatif ne se crée, et que l'on ne se montre pas trop tolérant en cette matière.

Ceci ne signifie d'ailleurs pas que la presse soit entièrement muselée : les inquiétudes assez peu techniques qui se manifestent à ce sujet oublient que si certaines personnes sont tenues au secret, d'autres ne sont pas soumises à cette obligation de se taire. Sans doute, nous l'avons dit plus haut, le journaliste ne pourrait-il par exemple verser de l'argent à une personne tenue au secret pour obtenir des informations : sans commettre lui-même l'infraction, il se rendrait complice par provocation d'une violation de secret (sans préjudice, d'autre part, d'une éventuelle corruption de fonctionnaire). Mais il pourra s'efforcer d'obtenir des renseignements en restant en marge des cas de complicité et de tout autre infraction. Il pourra en tout cas obtenir des renseignements de ceux qui ne sont pas tenus au secret : inculpé, victime, témoins¹. Rappelons toutefois les dispositions de l'article 227 nouveau du Code pénal, qui réprime le fait de publier, avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, des commentaires tendant à exercer des pressions sur les déclarations de témoins ou sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement.

De même, et sous la même réserve, le journaliste pourra poursuivre son enquête personnelle², dès lors que l'on admet que l'enquête par elle-même, objectivement, n'a pas à être secrète, mais que ce sont telles ou telles personnes qui, subjectivement, sont tenues au secret. Remarquons cependant que le journaliste pourrait encourir à ce sujet, le cas échéant, une responsabilité civile, qu'il ne saurait écarter en invoquant l'immunité de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881, lequel ne concerne que les comptes rendus d'audience. Remarquons aussi que si le journaliste échappe ainsi à l'article 11, il pourra éventuellement ne pas échapper à l'article 111 du Code de procédure pénale qui oblige « toute personne qui déclare publiquement connaître les auteurs d'un crime ou d'un délit » à répondre aux questions posées à cet égard par le juge d'instruction — et le journaliste sera alors mal venu à se retrancher derrière on ne sait quel « secret professionnel », invoqué parfois en ces matières où le « professionnel » a au contraire pour raison d'être d'informer le public (il est vrai que ceux qui se veulent soumis au secret professionnel négligent souvent le double aspect d'un tel secret, droit, sans doute, mais aussi devoir : dans le dessein de voir ranger telle profession parmi celles, jugées nobles, où le secret est la règle, on rejetterait volontiers la moitié amère du secret — obligation — pour n'en garder que la moitié correspondant à une prérogative...).

L'article 11 n'est donc pas un obstacle brutal et aveugle dressé contre la liberté d'information : et dans la mesure où il constitue, en effet, une entrave à celle-ci, et pour le domaine où il joue, nous estimons qu'il se justifie parfaitement. Le recrutement et le sens du devoir des membres de la police constitueront une garantie suffisante en la matière, et l'expérience a montré

1. Le Ministre de la Justice a, en ce sens, distingué le secret de la procédure, du secret de l'affaire. V. *Le Monde*, 15-16 mars 1959, p. 11.

2. V. les déclarations faites par le Garde des Sceaux, citées *supra* note précédente.

que la presse, en cette matière précisément, faisait souvent plus de mal que de bien. N'oublions pas d'autre part qu'une autre porte s'ouvre sur ce secret, et qui peut être large : l'article 11 réserve en effet les « droits de la défense ».

B. — L'avocat, nous l'avons vu, est tenu au secret : mais ce secret n'existe à son égard que dans la mesure où il ne menace pas les droits de la défense — et l'expression, on le sait, vise aussi bien l'inculpé que la partie civile.

Il va de soi que l'avocat n'est pas tenu au secret à l'égard du client lui-même : mais cela n'évoque que les principes généraux du secret professionnel. D'autres solutions, en revanche, sont moins certaines, tant il est vrai que l'avocat, incarnant par principe les droits de la défense, sera peut-être tenté de penser, en n'importe quel propos, que ces droits justifient ses révélations : dans une matière aussi nuancée, il est fort malaisé de tracer des frontières nettes. Fixons du moins cette limite tenant au serment prêté par l'avocat de ne pas s'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités : avant d'en appeler à la *vox populi*, le défenseur jugeant par exemple, que telle détention préventive se prolonge à l'excès, devra user des voies de recours ouvertes par la loi.

Nous estimons dès lors qu'il n'y a pas lieu de s'indigner de ce que, désormais, les « conférences de presse » tenues par certains avocats — spécialement parisiens peut-être : mais n'est-il pas vrai qu'on légifère souvent pour Paris ? — soient condamnées — comme le sont celles tenues par des policiers ou des magistrats¹.

Rappelons d'ailleurs que les parties — inculpé et partie civile — ne sont pas tenues au secret : sans doute l'inculpé — supposons-le non-détenu — n'aura-t-il pas toujours le talent qu'il faudrait — même avec les conseils préalables de son avocat — pour discourir devant les journalistes rassemblés. Mais qui pourra dire en tout cas, si cet inculpé s'adresse à la presse, si l'avocat a donné à son client certaines directives ?

L'on serait alors tenté de conclure, pour plus de facilité, et comme il est d'usage à propos des textes nouveaux, que ceux-ci — comme les anciens du reste — valent surtout par l'usage que l'on en fait². Mais il convient d'être plus net. C'est une vieille règle d'interprétation qui veut que, hors le doute profitant à l'accusé, le doute bénéficie au principe. C'est là précisément l'un des intérêts fondamentaux qui s'attachent à la discrimination de la règle et des exceptions, et qui valent — pour qui du moins ne se résigne pas à la mort du Droit — que la règle soit conservée comme telle, même face à de nombreuses atteintes.

Dès lors, le principe, ici, est bien le secret : sans doute l'article 11, par souci d'élégance peut-être, commence-t-il par énumérer les exceptions, avant d'affirmer la règle. Mais l'on pensera que c'est précisément pour donner plus de force à celle-ci. Et puisque le temps est venu où, dans une évolution troublante, les circulaires s'imprègnent de vigueur légale, on ne peut mieux faire, pour conclure, que citer le texte de l'instruction générale³ affirmant qu'il « importe... que les dispositions de l'article 11 soient appliquées sans faiblesse »...

1. *Instr. génér.*, C. 23, al. 2.

2. *Instr. génér.*, C. 24, al. 3.

3. C. 23, al. 1.

La Chambre d'accusation¹

par Jean BROUCHOT
Président de Chambre à la Cour de cassation.

Introduction

1. Quitte à encourir le reproche d'appuyer pesamment sur une vérité première, nous soulignerons, une fois de plus, la place éminente que tient l'information dans l'ensemble de la procédure pénale. D'une part, c'est d'elle que dépend, dans une large proportion, la solution des affaires les plus graves. D'autre part, le magistrat chargé de la conduire est investi de pouvoirs considérables, qu'il peut exercer à l'égard de la personne et vis-à-vis des biens des individus soumis, ou susceptibles d'être soumis à sa juridiction. L'œuvre de ce magistrat — juge unique — quelles que soient sa conscience et ses capacités professionnelles, n'échappe pas au risque d'erreurs et d'imperfection, que comporte toute activité humaine. Il importe donc qu'en chaque matière, mais particulièrement en matière criminelle, où la Justice assume les plus lourdes responsabilités, l'information soit portée devant une juridiction supérieure, composée d'hommes d'expérience et de savoir, qui la contrôlent, en fait comme en droit et s'assurent de la légitimité de ses conclusions. Cette nécessité avait été sentie par les rédacteurs du Code d'instruction criminelle. Ils avaient créé, aux fins que nous venons d'indiquer, la « Chambre des mises en accusation ». Cette Chambre a reçu d'autres attributions. Nous les négligerons et nous consacrerons uniquement cette étude à son rôle de juridiction d'instruction².

2. Le Code d'instruction criminelle, conçu à peu près de toute pièce, sous le signe d'une rupture avec les usages de la justice pénale d'Ancien régime n'est pas — ses auteurs l'ont eux-mêmes reconnu — de la même

1. Cet article est une analyse du chapitre II du titre III du livre I^{er} du Code de procédure pénale (L. du 31 déc. 1957, *J. O.*, 8 janv. 1958). Il ne traite pas de la Chambre d'accusation militaire. Il y aura intérêt à consulter le magistral rapport de M. le Procureur général Besson, résumant les travaux de la Commission chargée de la préparation du projet de loi, ainsi que les travaux parlementaires, et notamment les rapports présentés au Conseil de la République par M. le Sénateur Charlet et à l'Assemblée nationale par M. le Député Isorni (*J. O.*, 1955-56, n° 506, n° 4255 ; 1956-7, n° 802, 6190).

2. Rappelons pour mémoire, que la Chambre des mises en accusation intervient et se prononce sur les demandes de réhabilitation judiciaire, de rectification du casier judiciaire, d'extradition, d'application des lois d'amnistie, etc.

qualité que les monuments législatifs contemporains. Le chapitre concernant la Chambre des mises en accusation est particulièrement mal venu. On peut lui reprocher surtout d'avoir fait de cette Chambre une juridiction occulte, se déterminant sur pièces, travaillant en vase clos, sans contact avec les parties, tenues à l'écart de son activité, dont elle ne recevait aucun éclaircissement et dont elle ignorait les réactions les mieux fondées. L'efficacité de son action s'en trouvait sérieusement compromise. En second lieu, les règles de procédure à observer étaient seulement esquissées. Enfin, les pouvoirs de la Chambre étaient définis avec une telle imprécision, que la jurisprudence a dû se substituer à la loi pour en fixer les limites. Cependant, lors de l'entrée en vigueur du Code d'instruction criminelle, la Chambre des mises en accusation se présentait sous la forme d'une juridiction autonome, au service de laquelle les magistrats qui la composaient étaient uniquement affectés. A ce point de vue, tout au moins, l'institution offrait de sérieuses garanties, à la condition toutefois qu'elle fut confiée à des mains expertes. Cette condition, paraît-il, ne fut pas toujours réalisée. Il pouvait être mis un terme à ces errements. Loin de s'y employer, les pouvoirs législatif et réglementaire semblent s'être acharnés à dissocier l'organisme lui-même. Une série de dispositions malencontreuses, inspirées par de sordides raisons budgétaires, a fait perdre toute cohésion à la Chambre d'accusation. Il serait fastidieux et inutile d'entrer dans les détails de cette lente mais sûre dégradation. Bornons-nous à rappeler que, dans le dernier état de la législation, il suffisait que cette Chambre comprenne trois magistrats de la Cour d'appel. Elle n'avait plus ni existence propre, ni fixité dans sa composition. Sauf à Paris, ses membres, choisis au hasard des circonstances, dans les autres Chambres de la Cour, étaient astreints à un service qui s'ajoutait épisodiquement à leur service habituel. Un tel système — tout permettait de le prévoir — n'a pas manqué de donner de piètres résultats. Comment pouvait-on espérer que des magistrats s'intéressent à une tâche reléguée au rang de besogne accessoire, et qu'ils l'accomplissent sérieusement ? Nous nous en voudrions de nous faire l'écho de rumeurs désobligeantes, concernant les conditions dans lesquelles certaines Chambres des mises en accusation remplissaient leur mission. Mais, ayant eu l'honneur d'appartenir pendant de longues années à la Chambre criminelle de la Cour de cassation, la mieux placée pour porter un jugement sur le fonctionnement de notre justice répressive, nous affirmons, sans crainte d'être démenti par nos anciens collègues, que trop souvent, les arrêts dont nous avons à connaître péchaient par leur insuffisance et que, dans leur ensemble, les Chambres des mises en accusation contrôlaient mal les informations, pour ne pas dire qu'elles ne les contrôlaient plus. Je m'empresse d'ajouter que cette critique sévère vise beaucoup moins les hommes que l'institution. C'est donc l'institution qu'il fallait réformer.

3. Sachons gré au législateur de 1957 de s'être attaché à ressusciter la Chambre des mises en accusation. Le chapitre qui lui est consacré, qu'une ordonnance du 23 décembre 1958 n'a amendé que sur des points de détail, porte témoignage de ce souci. Il contient, en effet, les modifications de texte les plus nombreuses et les plus importantes, ainsi que les innovations les plus remarquables du Code de procédure pénale.

C'est la physionomie nouvelle de la Chambre des mises en accusation, devenue la « Chambre d'accusation » que nous nous proposons de dessiner, en ses traits essentiels, au cours de la présente étude.

4. Nous noterons, en une remarque préliminaire, que les articles relatifs à cette juridiction ont été changés de place. Ils étaient insérés dans le titre du Code d'instruction criminelle qui traitait : « Des affaires soumises au jury », où ils n'avaient que faire. Ils ont été transférés dans le titre du Code de procédure pénale relatif aux juridictions d'instruction et sous la rubrique : « Juridiction d'instruction du second degré ». Il ne faut pas chercher l'origine de cette rectification nécessaire dans le seul désir du législateur de présenter son œuvre sur un plan plus logique et plus harmonieux. Ce dernier a voulu indiquer d'un mot, placé en vedette, et ainsi destiné à frapper l'esprit du lecteur, le véritable caractère et l'office primordial de la Chambre d'accusation. Nous apprenons, d'emblée, que celle-ci est, avant tout, une juridiction d'instruction, la juridiction supérieure d'instruction, qui exercera une vigilante surveillance sur toutes les informations. Elle sera, pour reprendre l'heureuse expression de M. Isorni, rapporteur de la loi devant l'Assemblée nationale, « La Cour d'appel de l'instruction ».

5. Une des premières préoccupations des auteurs du Code de procédure pénale a été de réviser la composition de la Chambre d'accusation et de remonter le courant qui l'avait entraînée dans la décrépitude.

Ces mêmes auteurs, frappés de l'isolement dans laquelle elle était confinée ont ouvert, tout au moins entr'ouvert, les portes de la Chambre d'accusation. Nous verrons que les parties seront désormais renseignées sur ce qui s'y passe et qu'elles auront même le droit d'y faire entendre leur voix.

Le nouveau Code pose, ensuite, les règles d'une procédure claire, sans simplifications excessives, rapide, sans être hâtive.

Il apporte d'utiles précisions sur les pouvoirs de la Chambre d'accusation, comblant ainsi une lacune, déjà signalée, du Code d'instruction criminelle.

Tenant compte, enfin, du rôle joué par la police judiciaire avant l'ouverture et au cours de l'information, le législateur a estimé que la Chambre d'accusation devait avoir un droit de regard sur les opérations de police et sur les officiers qui les mènent. Pour renforcer son autorité, la loi lui a accordé un certain pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires de police et le droit de leur infliger des sanctions, en cas de manquement à leurs devoirs, lorsqu'ils agissent en qualité d'officiers de police judiciaire.

C'est en suivant ces lignes directrices que nous tenterons l'analyse et la synthèse des dispositions contenues dans les articles 191 à 230 du Code de procédure pénale.

Répartition et composition des Chambres d'accusation. Pouvoirs propres du président

Tenue des audiences

6. La législation actuelle rétablit les conditions nécessaires au fonctionnement utile des Chambres d'accusation. Celles-ci seront des juridictions

indépendantes, leur composition sera suffisamment fixe, et leurs audiences seront assez fréquentes pour qu'on puisse les considérer comme des juridictions permanentes.

7. *Répartition des Chambres d'accusation.* — En premier lieu, les Chambres d'accusation seront indépendantes. En effet, l'article 190 du Code de procédure pénale édicte que chaque Cour d'appel comprendra au moins une Chambre d'accusation, distincte des autres Chambres de la Cour. Dans les grands ressorts, et notamment dans le ressort de Paris, il y aura lieu de créer plusieurs Chambres d'accusation.

8. *Composition de la Chambre d'accusation.* — En second lieu, les Chambres d'accusation auront une composition suffisamment fixe. En effet, aux termes du même article 190, chaque Chambre d'accusation sera constituée par un président de Chambre et par deux conseillers de la Cour d'appel. Sans doute, ces derniers pourront-ils être appelés, en cas de besoin, à assurer un service dans les autres Chambres de la Cour. Il n'en reste pas moins que, contrairement aux usages actuels, ce seront les mêmes magistrats qui, au moins pendant une année, siégeront à la Chambre d'accusation. Ils seront désignés, chaque année, pour la durée de l'année judiciaire suivante, par l'Assemblée générale de la Cour, réunie dans la première quinzaine du mois précédant la période des vacances. Mais, en outre, et c'est ce sur quoi il convient d'insister, le président sera attaché au service exclusif de la Chambre d'accusation. Placé à la tête de cette Chambre et y exerçant, par conséquent, les fonctions les plus importantes, il en constituera l'élément immuable. Cette spécialisation s'imposait d'autant plus que le Code de procédure pénale lui confère des pouvoirs propres, que le Code d'instruction criminelle n'avait pas songé à lui attribuer. Cependant, une disposition, ajoutée à l'article 191 par l'ordonnance du 23 décembre 1958, prévoit qu'un décret pourra prescrire au président de la Chambre d'accusation d'assurer le service d'une autre Chambre de la Cour à laquelle il appartient. Il est souhaitable qu'il soit très exceptionnellement fait usage de cette faculté. Sans quoi une des réformes les plus importantes et les plus fécondes du Code de procédure pénale serait réduite à néant¹.

9. *Pouvoirs propres du président de la Chambre d'accusation.* — Ces pouvoirs sont énumérés et définis par les articles 220 et suivants. Ils seront en principe exercés par le président en personne. Cependant, d'une part, l'article 219 prévoit qu'il pourra les déléguer en tout ou en partie, ou pour un temps limité, à l'un de ses assesseurs. Dans les grands ressorts, cette disposition permettra aux présidents de se faire aider dans leurs lourdes fonctions. D'autre part, le même article, en son second alinéa, avise au remplacement du président empêché. Dans cette conjoncture, ses pouvoirs propres seront transmis par l'Assemblée générale de la Cour d'appel, à un magistrat du siège qui pourrait, semble-t-il, ne pas appartenir à la Chambre d'accusation, ce qui serait assez anormal.

L'article 220 invite le président de la Chambre d'accusation à « s'assurer

1. Ce décret a été pris le 23 février 1959 (*J. O.*, 25 févr. 1959, p. 2329). Il ne paraît pas répondre au vœu que nous formulons.

du bon fonctionnement des cabinets d'instruction du ressort de la Cour d'appel», à la bonne exécution des Commissions rogatoires, et à « s'employer à ce que ces informations ne subissent aucun retard injustifié ».

Mais ce qui est encore plus digne de remarque, c'est que le président de la Chambre d'accusation est, en quelque sorte, constitué par le Code de procédure pénale gardien et protecteur de la liberté individuelle. C'est, à notre avis, à l'accomplissement de cette mission qu'il devra tout particulièrement appliquer ses efforts. Il possèdera tous les moyens nécessaires pour la mener à bonne fin. Il pourra aisément vérifier la situation des inculpés détenus préventivement, car il recevra trimestriellement un état spécial des affaires dans lesquelles ces inculpés ont été placés sous mandat par les juges d'instruction du ressort (art. 221). En outre, chaque fois qu'il le jugera nécessaire et, en tout cas, une fois par trimestre, il visitera les maisons d'arrêt afin de prendre contact avec les détenus en cours d'instruction (art. 222). Bien plus, s'il considère qu'un individu est abusivement détenu, il aura la faculté, exorbitante des principes jusqu'alors admis, de saisir la Chambre d'accusation, afin qu'il soit par elle statué sur l'opportunité du maintien en détention (art. 223). Ce droit, accordé au président, peut et doit être très efficace. Il est de nature à tenir en haleine les magistrats instructeurs, et à calmer les ardeurs de ceux d'entre eux qui n'auraient pas acquis un suffisant respect de la liberté d'autrui. Pour aboutir à ses fins, le législateur n'a pas hésité à faire échec à la règle traditionnelle, selon laquelle une juridiction ne peut se saisir elle-même ou être saisie par un de ses membres.

L'attribution de pouvoirs propres au président de la Chambre d'accusation a fait l'objet d'acribes critiques. On a même tenté de ridiculiser l'initiative prise par les auteurs du Code de procédure pénale. Nous ne pensons pas que ces sarcasmes soient justifiés.

Il ne faut pas oublier, tout d'abord, que ce Code, dans les chapitres précédant celui que nous analysons, a posé le principe tout nouveau de l'indépendance totale du juge d'instruction à l'égard du ministère public. Il suit de là que les juges d'instruction échapperont à la surveillance qu'exerçait sur eux le procureur général, en vertu des prescriptions du Code d'instruction criminelle. — Fallait-il leur laisser la bride sur le cou ? — Cela était inconcevable. On conviendra qu'il était alors tout naturel de substituer au procureur général, dans sa mission de contrôle, le président de la Chambre d'accusation, magistrat du siège d'un rang supérieur à celui des juges d'instruction dans la hiérarchie judiciaire.

Il ne faut pas non plus se méprendre sur le rôle qu'aura à jouer ce haut magistrat. Sur ce point particulier, les travaux parlementaires nous apportent d'utiles renseignements. Les dispositions de l'article 220 ont remplacé celles du projet de loi qui étaient conçues en ces termes : « Le président de la Chambre d'accusation surveille et contrôle le cours des informations suivies dans tous les cabinets d'instruction du ressort de la Cour d'appel ». Mais, le rapporteur du projet devant le Conseil de la République, M. le Sénateur Charlet, observa que ce texte était trop absolu, et manifesta la crainte qu'il n'autorisât une inadmissible intrusion du président de la Chambre d'accusation dans la conduite des informations. Les deux assemblées se sont ralliées à l'opinion de M. le Sénateur Charlet et ont voté le texte édulcoré

qu'il leur avait proposé. La volonté du législateur est donc bien claire : le président de la Chambre d'accusation devra se garder de s'immiscer dans les procédures et encore plus de tenter d'exercer une influence quelconque sur les décisions juridictionnelles que le juge d'instruction sera appelé à rendre dans le cours ou à la fin de son information. Sa qualité de président de la juridiction de second degré le lui interdit nécessairement. Il devra se borner à une surveillance administrative des cabinets d'instruction et, ainsi que le prescrit la loi, à stimuler le zèle des juges qui se montreraient négligents. L'état trimestriel des affaires en cours, auquel nous avons déjà fait allusion (art. 221), portant mention, pour chacune d'elles, de la date du dernier acte d'instruction effectué, permettra au président d'exercer facilement le seul contrôle autorisé par le Code.

Bien entendu, il n'est pas exclu que le président de la Chambre d'accusation puisse, tantôt aider de ses conseils, tantôt admonester, tantôt soutenir et défendre les magistrats qui constitueront son personnel particulier. Ce rôle tutélaire, il le jouera surtout à l'égard des jeunes juges, encore inexpérimentés. Il va de soi que le président devra faire preuve de mesure et de tact dans l'emploi de ses pouvoirs propres. Mais si les autorités dont dépendent les nominations s'efforcent de porter leur choix sur des hommes possédant les qualités requises pour remplir, comme il faudra, une fonction lourde de responsabilités, la réforme réalisée par le Code de procédure pénale ne manquera certainement pas d'être fertile en heureux résultats.

Indiquons, pour être complets, que c'est au président de la Chambre d'accusation qu'il appartiendra d'infliger une amende aux greffiers qui commettraient une irrégularité dans la délivrance ou l'exécution des mandats du juge d'instruction (art. 136 C. proc. pén.) ou qui négligeraient d'aviser le procureur de la République d'une ordonnance contraire à ses réquisitions (art. 183 C. proc. pén.).

Il a été insinué que la tâche incombant au président de la Chambre d'accusation sera si légère qu'un tel poste pourra être convoité comme une sinécure. L'objection n'a plus aucune valeur depuis que l'article 191 du Code de procédure pénale permet de confier au président de la Chambre d'accusation le service d'une autre Chambre (v. n° 8). Nous sommes d'ailleurs persuadés que si le président préside effectivement la Chambre d'accusation, c'est-à-dire s'il en assure la marche régulière, s'il prend personnellement connaissance des dossiers, s'il rédige les arrêts, et s'il use, comme il le devra, de ses pouvoirs propres, le travail ne lui fera pas défaut. Il risque plutôt d'être écrasé dans les ressorts où les cabinets d'instruction et les affaires qui y sont traitées atteignent un chiffre et sont d'une importance considérable.

10. *Remplacement des magistrats.* — Le Code de procédure pénale n'a rien prévu en ce qui concerne le remplacement des magistrats de la Chambre d'accusation, momentanément indisponibles ou empêchés. Il y a donc lieu de se référer aux solutions adoptées, en la matière, par la jurisprudence. En cas d'absence de l'un de ses membres, la Chambre d'accusation sera complétée par un magistrat appartenant à une autre Chambre de la Cour d'appel, ou, à défaut, par un avocat ou par un avoué, pris dans l'ordre d'inscription au tableau de leurs compagnies¹. Il y aura présomption que les magistrats

qui n'auront pas siégé se trouvaient légitimement empêchés¹. Enfin, dans les affaires où sont impliqués un ou plusieurs mineurs de dix-huit ans, l'un des magistrats de la Chambre d'accusation devra, à peine de nullité, être remplacé par le conseiller délégué à la protection de l'enfance².

Si l'un des membres de la Chambre d'accusation a procédé à une information supplémentaire, et s'il est sorti de la Chambre par l'effet du « roulement », il ne sera pas indispensable qu'il y revienne siéger pour participer à la décision à intervenir sur le fond. C'est, tout au moins, ce qui résulte d'arrêts récents de la Chambre criminelle³.

Les causes de récusation ou d'incompatibilité prévues par les articles 668 et s. du Code de procédure pénale s'appliqueront aux membres de la Chambre d'accusation.

Un magistrat ayant pris part à l'instruction d'une affaire, en première instance, pourrait-il, s'il devenait membre de la Cour, siéger à la Chambre d'accusation, saisie de cette même affaire ? — Nous pensons qu'il doit être répondu affirmativement à cette question, car l'article 49 du Code de procédure pénale interdit seulement au juge d'instruction de concourir au « jugement » des affaires qu'il a instruites. Or, la Chambre d'accusation n'est pas une juridiction de jugement. Cependant, il sera bon, en pratique, d'éviter de créer une telle situation. Ce qui est, en tout cas, évident, c'est qu'un juge d'instruction ne pourrait faire partie de la Chambre statuant sur l'appel interjeté contre une ordonnance dont il aurait été l'auteur.

11. *Ministère public et greffe.* — La Chambre d'accusation devra siéger en présence d'un représentant du ministère public, appartenant au Parquet de la Cour d'appel, c'est-à-dire, en présence du procureur général, d'un avocat général, ou d'un substitut (art. 192 C. proc. pén.). Cependant, il est admis que le représentant du ministère public pourra être absent, au moment du prononcé de l'arrêt, rendu à huis clos⁴. Le ministère public étant indivisible, son représentant, siégeant à l'audience de la Chambre d'accusation, pourra être autre que celui qui a signé les réquisitions écrites⁵.

La Chambre d'accusation est assistée d'un greffier, appartenant au greffe de la Cour d'appel (art. 192 C. proc. pén.).

12. *Réunion de la Chambre d'accusation et de la Chambre des appels correctionnels.* — Un décret du 6 juillet 1810 (art. 3) prévoit la réunion possible à raison de la gravité des circonstances, de la Chambre d'accusation et de la Chambre des appels correctionnels. Cette disposition réglementaire n'a pas, à notre connaissance, été abrogée. Elle n'est pas en tout cas comprise dans la liste des textes abrogés par la loi du 31 décembre 1957. Mais elle est d'une application si peu courante, que nous ne croyons pas devoir insister à son sujet⁶.

13. *Tenue des audiences.* — Nous avons, enfin, observé que la Chambre d'accusation pouvait être tenue pour une juridiction permanente. Cette

1. Crim., 13 août 1863, D., 1864.1.407.

2. Ord. du 2 févr. 1945, art. 23 ; Crim., 24 mars 1953, B., 112 ; 16 févr. 1954, B., 74.

3. Crim., 20 nov. 1952, B., 268 ; 23 janv. 1953, B., 121.

4. Crim., 9 nov. 1955, B., 478 ; 29 mai 1957, B., 458.

5. Crim., 7 janv. 1955, B., 2 ; 9 juin 1955, B., 291.

6. La question est traitée dans FAUSTIN-HÉLIE, *Instruction criminelle*, édition 1951, t. II, n° 3, p. 13.

1. Crim., 6 avril 1911, B. 195 ; 17 janv. 1956, B., 60.

opinion est fondée sur l'article 192 du Code de procédure pénale, qui édicte que la Chambre d'accusation devra siéger au moins une fois par semaine. En dehors de ces audiences régulières, elle pourra être convoquée par son président, soit d'office, soit à la requête du procureur général, chaque fois que l'exigeront les nécessités du service.

Procédure devant la Chambre d'accusation

14. *Saisine de la Chambre d'accusation.* — La Chambre d'accusation est saisie soit par l'ordonnance du juge d'instruction qui prescrit, en matière criminelle, la transmission au procureur général des pièces d'information, du procès-verbal constatant le corps du délit et de l'état des pièces à conviction (art. 180 C. proc. pén.), soit par l'appel d'une des parties (ministère public, inculpé ou partie civile) contre les ordonnances rendues par le magistrat instructeur (art. 185 et s. C. proc. pén.), soit par arrêt de renvoi de la Chambre criminelle après cassation ou règlement de juges, soit par requête du procureur de la République ou du juge d'instruction tendant à l'annulation d'un acte d'instruction dont ils ont découvert l'irrégularité (art. 171 C. proc. pén.), soit par réquisitions du procureur général usant des pouvoirs que lui confèrent les articles 195 et 196 du Code de procédure pénale : L'article 195 donne au procureur général, au vu de la notice des causes de police correctionnelle ou de simple police, le droit de dessaisir les juridictions déjà saisies et de déférer à la Chambre d'accusation les procédures dont ses auxiliaires n'auraient pas dirigé la marche avec une vigueur suffisante, ou dans lesquelles il serait à craindre que les juges ne montrassent quelque faiblesse. Il convient de remarquer que le procureur général ne pourra plus exercer ce droit lorsque les débats ont été ouverts devant la juridiction primitivement saisie. Aux termes de l'article 196, le procureur général pourra également saisir la Chambre d'accusation, lorsqu'après un arrêt de non-lieu rendu par cette juridiction, il estimera que la survenance de charges nouvelles justifie une reprise de la procédure (v. ci-dessous, n° 27).

Rappelons enfin, pour mémoire, que l'article 11 de la loi du 20 avril 1810 permettait aux Cours d'appel, toutes chambres réunies, d'enjoindre au procureur général, sur la dénonciation d'un de leurs membres, de mettre en mouvement l'action publique, afin de saisir la Chambre d'accusation. Ce texte, qui ne comportait d'ailleurs aucune sanction susceptible de vaincre la résistance du ministère public à l'ordre de la Cour, était tombé en désuétude. Il a été abrogé par une loi du 24 février 1934 (art. 3).

15. *Caractères généraux de la procédure devant la Chambre d'accusation.* — Le Code d'instruction criminelle avait institué une procédure expéditive, secrète et non contradictoire. La jurisprudence n'avait fait preuve d'aucun libéralisme en la matière. En effet, elle n'accordait aux parties qu'un minimum de droits. Par exemple, elle estimait qu'il n'était pas nécessaire de les avertir de la date de transmission des dossiers criminels, ordonnée par application de l'article 138 du Code d'instruction criminelle¹, de l'appel

1. Crim., 4 mai 1938, B., 128, *Rev. sc. crim.*, 1938, note Carrive.

interjeté par le ministère public contre une ordonnance de non-lieu¹, de la clôture d'un supplément d'information², du renvoi devant la Chambre des mises en accusation après règlement de juges³. La Chambre criminelle admettait encore que le procureur général pouvait faire le rapport prévu par l'article 217 du Code d'instruction criminelle avant l'expiration du délai, pourtant très bref, fixé par cet article, sans que les parties soient fondées à s'en plaindre⁴. Celles-ci pouvaient donc se trouver, et cela était très regrettable, dans la quasi-impossibilité d'exercer les droits qui leur étaient parcimonieusement concédés. Elles étaient seulement admises à déposer des mémoires et à consulter les procédures. Encore, la communication de celles-ci n'était-elle que facultative et la Chambre des mises en accusation pouvait-elle la refuser⁵.

Le Code de procédure pénale est en nette divergence avec la législation et les pratiques encore actuellement en vigueur.

Sans entraver la marche de la procédure, il fixe des délais qui permettront aux parties de prendre utilement connaissance des dossiers et de décider, après réflexion, si elles estiment utile de comparaître devant la Chambre d'accusation.

La procédure devant cette juridiction demeurera secrète, en ce sens qu'elle se déroulera entièrement à huis clos et que les arrêts eux-mêmes ne seront pas prononcés en audience publique. Il n'en pouvait être autrement puisque les rédacteurs du Code de procédure pénale ont, en termes formels, affirmé leur intention de maintenir le principe du secret de l'instruction (art. 11, al. 1). Néanmoins, et c'est là une importante innovation, la procédure ne se déroulera plus à l'insu des parties. Celles-ci, nous le verrons, seront avisées chaque fois qu'une décision a été prise, ou qu'a été accompli un acte important de nature à les intéresser. Par ailleurs, le droit pour elles de consulter les dossiers complets a été notablement étendu.

Enfin et surtout, alors que le ministère public détient seul aujourd'hui ce privilège, les parties pourront faire présenter, par leurs conseils, des observations devant la Chambre d'accusation, qui aura, en outre, la faculté d'ordonner leur comparution personnelle. La procédure devant cette juridiction présentera donc désormais un caractère contradictoire. Sur ce point, le Code de procédure pénale a rompu avec le passé.

16. *Détails de la procédure.* — Le Code règle minutieusement la procédure dont il devra être fait usage devant la Chambre d'accusation. D'une part, il innove, d'autre part, il rectifie ou précise la législation antérieure.

Le procureur général devra mettre l'affaire en état dans les deux jours de la réception des pièces, en matière de détention préventive, et dans les dix jours, en toute autre matière (art. 194 C. proc. pén.). A l'expiration de ces délais, qui ne paraissent pas prescrits à peine de nullité, l'affaire sera soumise à la Chambre d'accusation. Le dossier devra être complété par un réquisi-

1. Crim., 9 juill. 1904, 1905.1.341, note Leloir.

2. Crim., 9 mai 1940, B., 28 ; 19 juill. 1951, B., 224 ; 12 mars 1958, *J.C.P.*, 1958.II, 10.566.

3. Crim., 10 mars 1935, B., 57, S., 1936.1.233, note Roux.

4. Crim., 28 juin 1939, B., 139.

5. Crim., 25 sept. 1919, S., 1921.1.140.

toire au procureur général. Ce réquisitoire remplacera le rapport prévu par le Code d'instruction criminelle. Il pourra être rédigé et signé par le procureur général lui-même, par un avocat général ou par un substitut.

La date à laquelle l'affaire sera appelée à l'audience sera obligatoirement notifiée par lettre recommandée à chacune des parties, ainsi qu'à leurs conseils, à la diligence du procureur général, quarante-huit heures au moins avant l'audience, en matière de détention préventive, cinq jours au moins avant l'audience, en toute autre matière. Au cours de ces délais, le dossier, complété par le réquisitoire, sera mis à la disposition des parties au greffe où il aura été déposé, mais d'où il ne pourra être déplacé (art. 197, C. proc. pén.).

Aucun délai pour l'examen de l'affaire n'a été fixé par le Code de procédure pénale. Sur ce point, les dispositions du Code d'instruction criminelle ont été abrogées. En revanche, le nouveau Code prévoit un délai de rigueur, non pas pour l'examen de l'affaire, mais pour le prononcé de la décision, et seulement dans le cas où la Chambre d'accusation est saisie d'un appel interjeté contre une ordonnance maintenant un inculpé en état de détention préventive. Dans cette hypothèse, la Chambre devra statuer dans les quinze jours de l'appel, faute de quoi l'inculpé devra être remis d'office en liberté, à moins que des vérifications concernant sa demande aient été ordonnées (art. 194 C. proc. pén.).

Pendant le temps qui séparera le jour de la notification de la date d'audience, du jour de cette audience, les parties ou leurs conseils seront admis, comme ils l'ont toujours été, à produire des mémoires. Ceux-ci pourront être rédigés sous forme de conclusions. Il devra alors y être répondu à peine de nullité¹. Une simple requête, adressée au procureur général, ne saisira pas la Chambre d'accusation². Mémoires ou conclusions seront déposés au greffe et visés par le greffier, avec indication du jour et de l'heure du dépôt. L'article 198 alinéa 2 prévoyait que, par les soins du greffier, copie de ces documents serait remise au procureur général et notifiée aux parties adverses et à leurs conseils par lettre recommandée. Cette disposition a été supprimée par l'ordonnance du 23 décembre 1958 ; ce sont ces parties qui porteront leurs mémoires à la connaissance du ministère public et de parties adverses.

Les débats auront lieu en Chambre du conseil. Ils commenceront pas le rapport d'un conseiller. Ce rapport était prévu par le Code d'instruction criminelle. Il était devenu facultatif, depuis un décret du 18 novembre 1939³. Il sera de nouveau obligatoire. Il semble qu'il s'agisse d'un rapport écrit, car l'article 216 fait allusion à sa lecture. Le représentant du ministère public, ainsi que les conseils ou parties, qui en auront fait la demande, seront entendus en leurs observations sommaires. La Chambre pourra ordonner la comparaison personnelle des parties et recevoir leurs déclarations. Elle pourra également réclamer l'apport des pièces à conviction (art. 199).

Lorsque les débats seront terminés, le procureur général, les parties, leurs conseils et le greffier se retireront (art. 200 C. proc. pén.). La présence

1. Crim., 24 mars 1923, B., 204 ; 4 nov. 1933, B., 204 ; 24 juill. 1935, B., 102 ; 3 févr. 1949, B., 46.

2. Crim., 24 janv. 1918, B., 15.

3. Crim., 11 janv. 1939, B., 6.

au délibéré du procureur général et du greffier, qui était tolérée par la jurisprudence¹, sera, à l'avenir, une cause de nullité. L'article 200 dispose, en effet, en termes formels : « La Chambre d'accusation délibère, sans qu'en aucun cas le procureur général, les parties, leurs conseils ou le greffier puissent être présents ». Il est évident que la présence du procureur général au délibéré romprait l'égalité entre les droits du ministère public et ceux de la défense, qui constitue une des conceptions nouvelles essentielles du Code de procédure pénale.

Après la clôture des débats, le procureur général ne pourra plus prendre de réquisitions. Sans doute les parties ne pourront-elles, non plus, déposer un mémoire complémentaire, car les dispositions des articles 197 et 198 ne pourraient être respectées. En revanche, il ne semble pas qu'il soit interdit de produire des pièces jusqu'au prononcé de l'arrêt, à condition bien entendu, que ces pièces soient communiquées par les parties qui les produiront, aux autres parties à l'instance pénale.

Pouvoirs de la Chambre d'accusation

17. Il s'agit là d'une question extrêmement complexe. Les auteurs du Code de procédure pénale se sont efforcés de la clarifier. Ils y sont parvenus en partie et les textes promulgués sont en sensible progrès sur ceux du Code d'instruction criminelle. Il n'en reste pas moins que quelques problèmes demeurent encore pendants. Ils apparaîtront au cours de l'exposé qui va suivre.

La Chambre d'accusation pourra procéder à des actes d'information proprement dits. En outre, elle aura qualité pour prendre des décisions ; c'est sous ce double aspect qu'il convient d'examiner les pouvoirs dont elle est investie par la loi.

Pouvoirs de la Chambre d'accusation en ce qui concerne les actes d'information

18. La Chambre d'accusation, de quelque manière et pour quelque cause qu'elle soit saisie, aura toujours le droit : 1° de procéder à un supplément d'information ; 2° d'examiner sa compétence et celle du juge d'instruction ; 3° de se prononcer sur la recevabilité des actions publique et civile, ainsi que sur celle des appels ou des requêtes qui la saisiront.

Plus délicate est la question de savoir si, chaque fois qu'un dossier lui sera soumis, elle pourra vérifier la régularité de la procédure et s'emparer du fond de l'affaire, c'est-à-dire évoquer.

19. *Suppléments d'information.* — L'article 201, alinéa 1^{er} du Code de procédure pénale est catégorique : « Dans tous les cas, autrement dit, par quelque voie que lui parvienne le dossier d'instruction, la Chambre d'accusation aura le pouvoir d'ordonner un supplément d'information. Elle pourra prendre cette mesure, soit d'office, soit à la requête du ministère public ou d'une des parties.

1. Crim., 4 août 1938, B., 198 ; 12 févr. 1958, B., 146.

L'article 205 du Code de procédure pénale règle la procédure des suppléments d'information. Il prescrit qu'ils pourront être confiés, soit à un membre de la Chambre d'accusation, soit à un juge d'instruction délégué à cette fin. Au cours du supplément d'information, le procureur général pourra, à tout moment, requérir la communication de la procédure, mais devra la restituer dans les vingt-quatre heures (art. 205 C. proc. pén., al. 2). La disposition la plus remarquable de cet article est celle qui édicte que le supplément d'information sera conduit conformément aux règles relatives à l'instruction préalable (art. 114 à 121 C. proc. pén.) contenues dans la section intitulée : « Des interrogatoires et confrontations ». Or, dans cette section ont été insérées les dispositions de la loi du 8 décembre 1897, protectrices des droits de l'inculpé et de la défense, que jusqu'à une époque toute récente, la jurisprudence refusait d'appliquer aux suppléments d'information¹.

Cette jurisprudence avait d'ailleurs été condamnée par une loi du 28 octobre 1955, à l'esprit de laquelle s'est conformé l'article 205 du Code de procédure pénale.

Lorsque l'information supplémentaire sera terminée, le dossier complet sera déposé au greffe afin de permettre aux parties d'en prendre connaissance. Le procureur général avisera de ce dépôt, par lettre recommandée, les parties et leurs conseils (art. 208 C. proc. pén.). Le dossier restera déposé au greffe pendant quarante-huit heures, en matière de détention préventive, pendant cinq jours en toute autre matière. Il sera ensuite procédé, conformément aux articles 198 et 199 (art. 209 C. proc. pén.) c'est-à-dire suivant la procédure que nous avons décrite (n° 16).

20. *Examen des questions de compétence et de recevabilité.* — C'est à la lumière des principes généraux du droit, compte tenu de certaines dispositions du Code de procédure pénale, qu'il convient de traiter cette question que ce Code n'a pas spécialement envisagée.

Comme toute juridiction pénale, la Chambre d'accusation devra vérifier sa propre compétence, ainsi que celle du juge ayant instruit l'affaire qui lui aura été déférée. Plusieurs hypothèses sont à envisager :

I. — Une question de compétence a été posée au juge du premier degré, qui y a répondu par une ordonnance. La Chambre d'accusation est saisie d'un appel interjeté contre cette ordonnance.

A. — Par son ordonnance, le juge d'instruction s'est déclaré compétent.

Si la Chambre d'accusation confirme cette ordonnance. Celle-ci selon l'expression de l'article 208, alinéa 3 « sortira son plein et entier effet ». Il semble donc que le dossier devra être renvoyé au juge d'instruction.

Si au contraire, la Chambre d'accusation infirme, elle renverra les parties à se pourvoir, ainsi qu'il appartiendra.

B. — Le juge d'instruction s'est déclaré incompétent.

Si la Chambre d'accusation confirme, elle renverra les parties à se pourvoir.

Si elle infirme, elle renverra devant le juge d'instruction où elle évoquera.

1. Crim., 3 juin 1955, B., 75 ; 22 févr. 1956, J.C.P., 1956.IV.49.

II. — La Chambre d'accusation est saisie pour la première fois d'une question de compétence, ce qui est possible, puisque les règles de compétence sont d'ordre public.

A. — Si elle se déclare incompétente ou déclare le juge d'instruction incompétent, elle renverra les parties à se pourvoir.

B. — Si elle s'estime compétente, elle fera retour du dossier au juge, ou bien elle évoquera.

III. — La Chambre d'accusation pourra également se déclarer d'office incompétente, toujours pour la raison que les règles de compétence sont d'ordre public et renvoyer les parties à se pourvoir.

Reste à savoir ce que deviendra l'inculpé détenu, lorsque la Chambre d'accusation se déclarera incompétente. Elle pourra certainement ordonner sa mise en liberté, après avis du ministère public (art. 201, al. 2). Sera-t-elle dans l'obligation de prendre cette mesure ? La loi ne nous le dit pas.

La Chambre d'accusation devra examiner sa compétence au triple point de vue de la compétence *ratione materiae*, *ratione personae* et *ratione loci*. Les solutions que nous venons de proposer nous paraissent valables dans les trois hypothèses. Il est cependant admis qu'en cas d'incompétence *ratione loci*, la Chambre d'accusation pourra renvoyer une affaire devant le juge compétent, si celui-ci se trouve dans son ressort.

Il est bon de rappeler qu'une prorogation de compétence peut résulter de l'existence d'un lien de connexité ou d'indivisibilité entre les faits soumis à la Chambre d'accusation (art. 210) et d'autres faits. La connexité est définie par l'article 203 du Code de procédure pénale, qui ne traite pas plus de l'indivisibilité que ne le faisait le Code d'instruction criminelle¹.

La Chambre d'accusation pourra être appelée à statuer sur la recevabilité de l'action publique ou de l'action civile. Il ne nous paraît pas douteux qu'elle puisse se prononcer d'office, et pour la première fois en appel, sur la recevabilité de l'action publique, qui est d'ordre public. Cela est plus discuté, en ce qui concerne la recevabilité de l'action civile. La Chambre d'accusation pourra, à coup sûr, évoquer, si elle infirme une ordonnance d'irrecevabilité. Elle pourra aussi renvoyer l'affaire devant le juge d'instruction.

Enfin, lorsque la Chambre d'accusation sera saisie par l'appel d'une partie, elle vérifiera la régularité et la recevabilité de cet appel. Si elle le juge irrecevable ou irrégulier en la forme, elle renverra le dossier au juge d'instruction. Si elle estime l'appel recevable, elle jugera l'appel au fond, et pourra suivant les cas, régler la procédure si celle-ci est complète, évoquer, ou renvoyer devant le juge d'instruction.

21. *Pouvoirs de la Chambre d'accusation en ce qui concerne la régularité et le fond des procédures.* — Nous avons admis que la Chambre d'accusation, une fois saisie, pourra, sans restriction, prescrire un supplément d'information, parce que la loi l'y autorise expressément, et trancher les questions de compétence et de recevabilité, dans la mesure où celles-ci intéressent l'ordre

1. Sur cette question — qui sortirait du cadre de notre étude — v. FAUSTIN-HÉLIE, *Instruction criminelle*, t. II, édition 1951, nos 14-15, p. 23-24.

public. Mais nous ne croyons pas que les pouvoirs de cette juridiction seront aussi étendus, en ce qui concerne l'examen de la régularité des procédures et surtout son intervention dans le fond même des informations. En effet, l'alinéa 1^{er}, de l'article 207 du Code de procédure pénale dispose : « Lorsque la Chambre d'accusation a statué sur l'appel contre une ordonnance du juge d'instruction, en matière de détention préventive, le procureur général fait, sans délai, retour du dossier au juge d'instruction ». Ce texte n'est pas très explicite, mais il implique, à notre avis, que dans le cas particulier auquel il se réfère, la Chambre d'accusation devra se borner à rechercher si la décision qui lui est soumise est bien ou mal fondée. Il paraît lui être interdit de toucher au fond de l'information. Il est peut-être plus admissible qu'elle puisse jeter un regard sur les actes d'instruction, au point de vue de leur légalité, car l'alinéa 1^{er} de l'article 206 est impératif, lorsqu'il proclame que la Chambre d'accusation « examine la régularité des procédures qui lui sont déférées ». La jurisprudence sera sans doute appelée à résoudre ce problème délicat.

Sous cette réserve, voyons maintenant quel sera le rôle de la Chambre d'accusation sur les points qui retiennent notre attention.

22. La Chambre d'accusation pourra être amenée à se prononcer sur une question de nullité, lorsqu'elle en sera saisie par le procureur de la République ou par le juge d'instruction lui-même, en vertu de l'article 171 du Code de procédure pénale. En outre, dès qu'elle aura un dossier entre les mains, elle aura à vérifier la régularité de l'instruction dans son ensemble. C'est ce qui ressort sans ambiguïté, des termes de l'article 206, alinéa 1^{er}, précité. Le Code de procédure pénale n'a pas suivi la jurisprudence interprétative du Code d'instruction criminelle. En effet, la Cour de cassation avait tendance à restreindre le droit de contrôle de la Chambre des mises en accusation. C'est ainsi qu'elle lui interdisait de statuer sur une demande de nullité, ou de prononcer d'office une nullité, lorsqu'elle était saisie par une partie (autre que le ministère public) dont le droit d'appel était limité à certains chefs par l'article 135 du Code d'instruction criminelle¹.

La Chambre d'accusation pourra être appelée à examiner un acte de procédure isolé, par exemple une commission d'expert, une perquisition, la délivrance d'un mandat. Si elle découvre une irrégularité et si cette irrégularité consiste en une violation des dispositions du Code de procédure pénale autres que celles des articles 114 à 118, elle annulera l'acte vicié ; elle pourra, soit dire qu'il n'en sera pas tenu compte, soit ordonner une mesure pour y suppléer, soit évoquer, soit renvoyer le dossier au même juge d'instruction ou à un autre juge d'instruction (art. 206 C. proc. pén.). Si l'irrégularité consiste en une violation des articles 114 et 118, elle devra annuler l'acte illégal et toute la procédure subséquente. Elle pourra évoquer ou renvoyer devant le juge d'instruction qui a instruit l'affaire², ou devant un autre juge d'instruction (art. 206 C. proc. pén.), afin que soit recommencée cette procédure. Si elle évoque, la Chambre d'accusation pourra user des droits que lui confèrent les articles 201, 202 et 204 du Code de procédure pénale (v. nos 19-23).

1. Crim., 16 nov. 1950, B., 256, *J.C.P.*, 1951.II.6033 et la note ; 20 août 1955, B., 375.

2. Crim., 15 févr. 1913, B., 26 ; 1^{er} mai 1924, B., 182.

23. En dehors de la mission qui lui est confiée de statuer, sous le contrôle de la Cour de cassation, sur les questions de compétence, de recevabilité des actions et des appels, de régularité des procédures, la Chambre d'accusation sera chargée d'examiner celles-ci au fond et de les mettre en état d'être réglées, c'est-à-dire de réunir tous les éléments des inculpations ou accusations susceptibles d'être retenus. A cette fin, elle disposera de larges pouvoirs. Elle les tenait déjà des articles 231 et 235 du Code d'instruction criminelle. Mais ceux-ci étaient peu clairement rédigés et la Cour de cassation avait dû, dans de nombreux cas, préciser leur domaine d'application. Le Code de procédure pénale, ratifiant d'ailleurs la jurisprudence qui se montrait favorable à une extension des droits de la Chambre d'accusation, précise leur étendue dans ses articles 202 à 205¹.

Le nouveau Code se préoccupe de deux problèmes voisins, mais distincts, qu'il convient d'étudier séparément, comme l'a fait la loi elle-même, puisqu'elle les traite dans deux articles différents, le premier, dans l'article 202, le second, dans l'article 204.

L'article 202 définit les pouvoirs de la Chambre d'accusation à l'égard des individus déjà renvoyés devant elle ; ce n'est pas ce texte mais l'article 204 qui envisage la possibilité d'inculper des individus qui n'avaient pas été ou qui n'étaient plus impliqués dans les poursuites. L'objet de l'article 202 étant ainsi précisé, il résulte de ses termes que la Chambre d'accusation pourra retenir et qualifier tous les faits constitutifs d'une infraction pénale inclus dans le dossier de la procédure. La Chambre d'accusation ne pourra donc statuer sur des faits qui auraient été portés à sa connaissance par une autre voie que la procédure dont elle est saisie. En revanche, elle pourra extraire de celle-ci des faits que le juge d'instruction aurait omis de viser et de qualifier dans son ordonnance. Elle pourra également revenir sur des faits qui auraient été écartés par une ordonnance de non-lieu partiel. Mais si le non-lieu a été total et non frappé d'appel, elle ne pourra user de ses pouvoirs. On ne voit d'ailleurs pas comment elle pourrait dans ce cas avoir connaissance du dossier. Elle pourra, enfin, reprendre des faits qui auraient été disjointes d'une procédure criminelle et auraient fait l'objet d'un renvoi devant la juridiction correctionnelle ou de police, à condition, bien entendu, que ces juridictions n'aient pas encore statué au fond, sur lesdits faits. Observons que la Chambre d'accusation pourra agir d'office ou sur les réquisitions du procureur général pour l'application de l'article 202.

L'alinéa 2 de cet article édicte qu'elle pourra statuer sans ordonner un supplément d'information, si les chefs de poursuite ont été compris dans les inculpations faites par le juge d'instruction. Cette disposition n'est pas très claire. Elle s'appliquera sans nul doute à l'hypothèse où les faits repris ont fait l'objet d'un renvoi devant une juridiction de jugement. S'appliquera-t-elle au cas où ces faits ont fait l'objet d'un non-lieu ? Il y a bien eu alors inculpation en ce qui les concerne, et ce n'est que par la suite que le juge d'instruction a estimé cette inculpation insuffisamment fondée. Une chose est, en revanche, certaine, c'est que la Chambre d'accusation devra procéder

1. Crim., 28 mai 1892, B., 163, S., 1893.I.350, conclusions Baudouin ; 12 mai 1950, B., 150 ; 3 août 1950, B., 227 ; 28 nov. 1958, B., 883.

à une information complémentaire, quand les faits n'auront jamais fait l'objet d'une inculpation quelconque.

L'article 204 résoud la question de savoir si la Chambre d'accusation pourra procéder à de nouvelles inculpations de personnes, à l'occasion des faits dont elle a été ou dont elle s'est saisie. Ce pouvoir lui est conféré, sous cette seule réserve que ces personnes n'aient pas bénéficié d'une ordonnance de non-lieu devenue définitive.

A l'égard de ces nouveaux inculpés, il devra être procédé comme il est dit à l'article 205, c'est-à-dire conformément aux dispositions relatives à l'instruction préalable. Autrement dit, c'est une instruction nouvelle qu'ordonnera et conduira la Chambre d'accusation et on peut dire que, dans ce cas exceptionnel, elle mettra l'action publique en mouvement. Elle pourra déléguer un de ses membres ou un juge d'instruction pour procéder aux actes d'information. Mais il n'appartiendra qu'à elle de prendre les décisions juridictionnelles, spécialement en ce qui concerne la mise en liberté provisoire ou le maintien en détention. Il y aura lieu, sur ce point, de maintenir les principes adoptés par la jurisprudence¹.

Décisions de la Chambre d'accusation

24. La Chambre d'accusation statuera sur les appels formés par les parties contre les ordonnances du juge d'instruction. Elle rendra aussi des décisions qui termineront l'information.

25. *Décisions sur appel des ordonnances.* — La Chambre d'accusation pourra déclarer l'appel mal fondé et confirmer l'ordonnance attaquée, qui produira alors, nous l'avons déjà indiqué pour un cas particulier (v. n° 20), son plein et entier effet (art. 207 C. proc. pén.). Elle pourra, à l'inverse, déclarer l'appel fondé, et, par suite, infirmer l'ordonnance. Nous avons signalé les cas où elle pourra évoquer et conserver le dossier (v. n° 20).

26. *Clôture des informations.* — Lorsque l'information lui paraîtra complète ou lorsqu'elle l'aura complétée par une information supplémentaire, et, dans ce dernier cas, après que le procureur général aura donné avis aux parties et à leurs conseils du dépôt du dossier au greffe, la Chambre d'accusation prendra une décision sur la suite à donner à l'instruction. Elle appréciera les faits et de cette appréciation, tirera une conclusion. Elle pourra décider, soit qu'il n'y a lieu à suivre, soit qu'il y a lieu à renvoi de l'affaire et des inculpés devant une juridiction de jugement.

27. *Décisions de non-lieu.* — Si la Chambre d'accusation estime que les faits reprochés aux inculpés ne sont pas suffisamment établis, ou que les faits établis ne caractérisent pas les éléments constitutifs d'une infraction pénale, ou encore qu'il existe une cause de non-imputabilité, elle rendra un arrêt de non-lieu (art. 212 C. proc. pén.)² et ordonnera la mise en liberté

1. Crim., 12 févr. 1835, S., 1835.1.459; 8 avril 1892, B., 104; 14 déc. 1905, B., 553; 19 mai 1951, B., 139; 15 nov. 1951, B., 296, J.C.P., 1951.II.6593.

2. Crim., 23 déc. 1950, B., 265.

de l'inculpé. En raison des termes de l'article 212, qui ne contient aucune réserve, il ne semble pas que cette mise en liberté puisse être différée, même si le ministère public se pourvoit en cassation. L'arrêt de non-lieu ordonnera également la restitution des objets saisis. La Chambre d'accusation demeurera compétente, postérieurement à son arrêt, pour statuer éventuellement sur cette restitution, si celle-ci n'a pu être immédiatement ordonnée.

28. *Survenance de charges nouvelles.* — En principe, l'inculpé en faveur duquel est intervenu un arrêt de non-lieu ne pourra plus être poursuivi à raison du même fait; c'est une application des règles de l'autorité de la chose jugée et de la maxime *non bis in idem*¹. Mais cette autorité, que la loi attache à cette sorte d'arrêts ne se perpétue pas en cas de survenance de charges nouvelles (art. 188 C. proc. pén.). Ces indications concernent également les ordonnances de non-lieu du juge d'instruction.

L'article 189 du Code de procédure pénale, a pris soin de préciser ce qu'il faut entendre par « charges nouvelles ». Il dispose : « Sont considérées comme charges nouvelles, les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pas été soumis à l'examen du juge d'instruction, sont cependant de nature, soit à fortifier les charges qui auraient été trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité ». Ce texte, qui reproduit l'article 247 du Code d'instruction criminelle, laissera aux juridictions d'instruction une grande liberté d'appréciation. Il ne contient aucune énumération limitative. La jurisprudence instaurée en la matière demeurera valable².

La survenance de charges nouvelles n'autorisera la reprise des poursuites que dans les cas : 1° où l'ordonnance et l'arrêt seront motivés sur l'insuffisance des charges; 2° où les nouvelles charges modifieront les faits qui ont servi de base à une exception admise par l'arrêt. Mais la reprise des poursuites ne serait pas légitimée par la simple adoption d'une qualification nouvelle, fut-elle plus grave à raison de quelque circonstance accessoire, par exemple s'il s'agissait d'un enlèvement d'objets mobiliers, qualifiés de vol dans la première poursuite et de pillage dans la seconde³. Si le non-lieu a été fondé sur ce que le fait n'avait pas de caractère délictueux, les nouvelles charges n'auront aucun effet, lors même que cette appréciation serait erronée; il en sera de même, s'il a été fondé sur une exception; mais s'il est motivé par l'application de la prescription triennale du fait considéré comme délit, et que les charges nouvelles lui impriment le caractère d'un crime, la remise en mouvement de l'action publique sera justifiée⁴.

Les charges nouvelles pourront être recherchées par tout officier de police judiciaire, qui transmettra au procureur général les procès-verbaux, actes ou documents, d'où elles résulteraient.

Si le non-lieu émane de la Chambre d'accusation, le procureur général aura seul le pouvoir de requérir la réouverture de l'information. Si le non-lieu a été ordonné par le juge d'instruction, c'est le procureur de la République

1. FAUSTIN-HÉLIE, *Instruction criminelle*, t. II, édition 1951, nos 344 et s.

2. Crim., 1^{er} févr. 1877, B., 38; 12 mai 1950, B., 151.

3. Crim., 24 févr. 1874, B., 212.

4. Crim., 21 déc. 1850, B., 435.

qui aura qualité pour prendre toutes réquisitions utiles. En tout cas, le droit de demander la réouverture d'une information n'appartiendra pas à la partie civile. Cependant, si le ministère public agit, elle n'aura pas à se constituer à nouveau, car l'information réouverte n'est que la confirmation de l'information primitive (art. 190, C. proc. pén.)¹.

La Chambre d'accusation qui a rendu un arrêt de non-lieu dans une affaire déterminée sera seule compétente pour statuer sur les charges nouvelles relevées contre un prévenu qu'elle a antérieurement mis hors de cause². Il en sera ainsi dans le cas où l'affaire lui aura primitivement été déférée en vertu de l'article 180 du Code de procédure pénale, aussi bien que dans le cas où elle en aura été saisie par l'appel d'une des parties.

Si le non-lieu avait été rendu par un juge d'instruction, c'est à ce magistrat qu'il appartiendrait de connaître de nouvelles charges.

Quand la Chambre d'accusation sera compétente, elle sera saisie par un réquisitoire du procureur général. Au vu de ce réquisitoire, le président de la Chambre d'accusation, en attendant la réunion de cette juridiction, pourra décerner mandat de dépôt ou d'arrêt (art. 196 C. proc. pén.). La Chambre d'accusation procédera alors par elle-même, ou fera procéder par un de ses membres, ou par un juge d'instruction, à une information complémentaire conformément aux règles du Code de procédure pénale, information qui sera terminée par un nouvel arrêt de non-lieu ou par un arrêt de renvoi.

29. *Décisions de renvoi devant une juridiction de jugement. Désignation de la juridiction compétente.* — Si la Chambre d'accusation estime que les faits imputés à l'inculpé sont suffisamment établis, et caractérisent les éléments d'une infraction pénale, elle prononcera un arrêt de renvoi (art. 213 C. proc. pén.). Elle pourra ordonner le maintien en détention de l'inculpé, si l'infraction relevée à sa charge est passible d'une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à deux ans, ou si l'inculpé n'est pas domicilié en France, ou s'il a déjà subi des condamnations énumérées par l'article 138 du Code de procédure pénale (comparer cet art. et l'art. 213). Il va de soi, par conséquent, que si les faits ne constituent qu'une contravention, même punie d'emprisonnement, l'inculpé devra être mis en liberté.

Lorsque la Chambre d'accusation décidera de renvoyer les faits qui lui ont été soumis et les inculpés devant une juridiction de jugement, elle désignera cette juridiction. Si elle estime que le fait poursuivi présente les caractères d'une contravention ou d'un délit, elle prononcera le renvoi, dans le premier cas, devant le tribunal de police, dans le second cas devant le tribunal correctionnel, compétents *ratione loci* (art. 213 C. proc. pén.).

La décision de la Chambre d'accusation portant renvoi devant un tribunal correctionnel ou de police sera indicative, mais non attributive de juridiction³. La juridiction saisie, pourra donc se déclarer incompétente, s'il résulte de l'instruction faite à l'audience que le fait présente un autre caractère que celui qui lui a été attribué. Elle pourra aussi admettre

1. Chambres réunies, 29 janv. 1931, D., 1931.1.89, rapport et conclusions Mornet et Matter; Crim., 7 mai 1951, B., 128; 4 juill. 1951, B., 191; 17 juill. 1957, B., 550.

2. Crim., 23 févr. 1938, B., 49; 6 déc. 1945, B., 129.

3. Crim., 17 mars 1938, B., 83.

une qualification différente de celle résultant de l'arrêt de la Chambre d'accusation.

Lorsque les faits constituent un crime, et qu'il y a charges suffisantes pour justifier la mise en accusation, la Chambre d'accusation renverra l'inculpé devant la Cour d'assises de droit commun ou devant la Cour d'assises des mineurs, suivant l'âge de cet inculpé, devenu un accusé (art. 214 C. proc. pén., art. 9 de l'ord. du 2 févr. 1945)¹.

L'arrêt de mise en accusation portera renvoi devant la Cour d'assises du ressort, compétente *ratione loci*. Une exception à cette règle est cependant édictée par l'article 685 du Code de procédure pénale. Ce texte vise le cas où le crime est imputé à un magistrat ou à un des fonctionnaires désignés par l'article 679 du même Code. Le renvoi sera alors ordonné devant une Cour d'assises du ressort de la Cour d'appel, mais autre que celle dans la circonscription de laquelle l'accusé exerçait ses fonctions.

Les décisions de la Chambre d'accusation seront soumises au contrôle de la Cour de cassation, lorsque les pourvois formés contre elle seront recevables. Ce contrôle s'exercera dans les limites et conditions que nous aurons à préciser (v. n° 33).

Les arrêts de la Chambre d'accusation

30. *Forme et mentions des arrêts.* — L'article 216 du Code de procédure pénale prescrit cinq formalités distinctes : 1° la signature des arrêts par le président et par le greffier ; 2° la mention, à peine de nullité dans ces arrêts, tant des réquisitions du ministère public que du nom de chacun des juges ; 3° l'indication de la lecture du rapport ; 4° la mention du dépôt des pièces et des mémoires et 5° s'il y a lieu, la mention de l'audition des parties ou de leurs conseils.

Le première de ces formalités, c'est-à-dire la signature du président et du greffier, n'a pour objet que de constater l'existence de l'arrêt ; il s'ensuit que l'inobservation de cette prescription, qui existait déjà dans l'article 234 du Code d'instruction criminelle, ne pourra vicier l'arrêt que si la décision elle-même peut être mise en question². La seconde formalité, c'est-à-dire la mention des réquisitions du ministère public et des noms des juges est, en revanche, prescrite à peine de nullité. Cette double mention a pour but, en effet, de permettre à la Cour de cassation de vérifier la régularité de la composition de la Chambre d'accusation³. En ce qui concerne le ministère public, il suffira qu'il soit mentionné que les réquisitions ont été prises⁴. Il sera inutile de préciser si elles ont été écrites ou orales⁵ et encore moins d'en transcrire le contenu ou même d'en indiquer le sens⁶. La mention du nom des juges ne pourra être suppléée par leur signature au bas de

1. FAUSTIN-HÉLIE, *Instruction criminelle*, t. II, n° 324 et t. I, n° 581, édition 1951.

2. Crim., 20 août 1837, B., 253.

3. Crim., 7 juin 1951, B., 161.

4. Crim., 20 déc. 1955, B., 576.

5. Crim., 29 mai 1957, B., 455.

6. Crim., 19 janv. 1928, B., 27; 17 mars 1949, B., 102.

l'arrêt. Cette signature ne sera d'ailleurs pas exigée¹. L'arrêt devra encore constater, au besoin par un simple visa, que les pièces du dossier, et spécialement les mémoires des parties déposés dans les délais légaux, ont été portés à la connaissance des juges². La lecture de ces pièces par le greffier était prévue par le Code d'instruction criminelle ; elle n'était pas considérée comme prescrite à peine de nullité³. Il n'y est plus fait allusion dans le Code de procédure pénale. Mais celui-ci rend obligatoire la mention de la lecture du rapport, ce qui, nous l'avons dit, laisse supposer que ce rapport a été écrit. Cette mention, comme celle relative au rapport devant la juridiction répressive d'appel, ou devant une juridiction civile, est édictée, à notre avis, à peine de nullité. Enfin, si les parties ou leurs conseils ont été entendus, mention de leur audition devra être portée sur l'arrêt. Nous ne pensons pas que l'omission de cette dernière mention entraînerait nullité de l'arrêt.

31. *Dispositifs et motifs des arrêts.* — La Chambre d'accusation devra statuer sur tous les chefs dont elle sera saisie, aussi bien sur les réquisitions du ministère public, que sur les demandes ou exceptions présentées par l'inculpé ou par la partie civile. L'omission de statuer constituerait une cause de nullité de la décision⁴. La Cour de cassation se contente parfois d'une réponse implicite. Par exemple, elle estime que le fait de ne pas ordonner un supplément d'information répond suffisamment à la requête de la partie qui l'avait sollicité dans un mémoire ou dans des conclusions⁵. Il y a lieu d'ajouter que les motifs et les dispositifs des arrêts, faisant partie d'un même tout, s'éclairent et se complètent l'un par l'autre et que, par conséquent, une omission du dispositif pourra, à la rigueur, être réparée par les motifs. En revanche, la Chambre d'accusation ne pourra statuer que sur les demandes qui lui ont été soumises. Spécialement, il a été jugé qu'une Chambre des mises en accusation, saisie d'un appel de la partie civile, limité à une ordonnance de non-lieu sur une inculpation de recel, ne pouvait réformer une ordonnance d'incompétence, rendue dans la même affaire sur une inculpation de vol⁶. Il en sera évidemment de même pour la Chambre d'accusation.

Par conséquent, lorsqu'elle sera saisie par l'appel d'une des parties, la Chambre d'accusation devra statuer sur tous les chefs, mais seulement sur les chefs de cet appel⁷.

Lorsqu'elle rendra une décision terminant une information, elle devra examiner toutes les inculpations contenues dans celle-ci, et ce, à l'égard de chacun des inculpés. Elle statuera par un seul et même arrêt sur les inculpations connexes à l'inculpation principale ou qui en sont indivisibles (art. 210 C. proc. pén.). Elle recherchera d'abord si les faits imputés sont

1. Crim., 7 juin 1951, B., 161.

2. Crim., 23 juill. 1949, B., 190 ; 24 oct. 1952, B., 202 ; 18 mars 1954, B., 190 ; 16 janv. 1958, B., 58.

3. Crim., 28 nov. 1956, B., 785.

4. Crim., 7 sept. 1843, B., 234 ; 3 févr. 1949, B., 46.

5. Crim., 26 janv. 1954, B., 31.

6. Crim., 4 déc. 1956, B., 801, *J.C.P.*, 1957.II.9745, note Chambon.

7. 10 mai 1881, B., 69.

établis, ensuite, s'il existe des charges suffisantes contre les inculpés d'en être les auteurs (art. 211), ensuite si ces faits constituent une infraction définie par la loi pénale. Si l'une de ces conditions n'est pas réalisée, la décision sera une décision de non-lieu. Si, au contraire, ces conditions se trouvent réunies, la Chambre d'accusation qualifiera les faits, en visant l'article de loi qui prévoit l'infraction qu'ils lui paraîtront constituer. De cette qualification dépendra la désignation de la juridiction de jugement.

Il doit être admis que la Chambre d'accusation devra se prononcer sur les clauses de non-imputabilité, notamment sur l'état de prétendue démence de l'inculpé, mais qu'elle n'aura pas à connaître des excuses, qui ne peuvent être invoquées que devant les juridictions de jugement.

Enfin, la Chambre d'accusation devra liquider les dépens, chaque fois que son arrêt éteindra l'action dont elle aura à connaître. Dans le cas contraire, elle les réservera. Elle condamnera aux frais la partie qui succombera. Toutefois, la partie civile, même si elle est déboutée, pourra être déchargée de tout ou partie des frais, à condition que sa bonne foi résulte des motifs de la décision (art. 216 C. proc. pén.).

32. Les arrêts de la Chambre d'accusation devront être motivés¹. Cette règle est générale. Elle ne comporte d'exception qu'en ce qui concerne les arrêts qui ordonneront une mesure d'information,

Il devra être répondu aux réquisitions, mémoires et conclusions des parties, en fait et en droit, aussi bien pour les accueillir que pour les rejeter.

Les arrêts de non-lieu devront constater, soit que les faits imputés ne sont pas constants, soit qu'ils ne caractérisent pas une infraction, soit qu'il n'y a pas contre l'inculpé de charges suffisantes pour permettre de penser qu'il soit l'auteur² d'une infraction.

Les arrêts qui prononceront renvoi devant une juridiction de jugement devront s'expliquer sur les faits et sur leur preuve, sur le caractère suffisant des charges, et en droit, sur la qualification³. Mais nous observerons, d'une part, que la Chambre d'accusation ne pourrait retenir un même fait sous deux qualifications différentes, par exemple sous la qualification d'une infraction principale, et sous celle d'une circonstance aggravante⁴, et, d'autre part, qu'elle ne pourrait, sans excéder ses pouvoirs, affirmer la culpabilité d'un inculpé, que la juridiction de jugement est seule qualifiée pour reconnaître⁵.

Ces règles ont été spécialement rappelées en ce qui concerne les arrêts de renvoi devant la juridiction criminelle par l'article 215 du Code de procédure pénale. Les arrêts de mise en accusation devront comporter un exposé de fait très complet. Les lacunes qui seraient relevées dans cet exposé pourraient entraîner la nullité de l'arrêt⁶. En revanche, les erreurs matérielles qui s'y seraient glissées ne constitueraient pas un grief sérieux, au moins lorsqu'elles seraient de nature à pouvoir être rectifiées au cours des débats,

1. Loi du 20 avril 1810 ; Crim., 27 nov. 1931, B., 276.

2. Crim., 20 oct. 1838, B., 344 ; 22 déc. 1864, B., 299 ; 26 déc. 1867, B., 270.

3. Crim., 2 août 1938, B., 192.

4. Crim., 4 févr. 1954, B., 52.

5. Crim., 23 mars 1916, B., 67 ; 11 mai 1933, B., 105.

6. Crim., 1^{er} mars 1907, B., 102 ; 13 juin 1956, B., 466.

et lorsqu'elles ne créeront pas un doute, ni sur l'existence du fait, ni sur l'identité de l'accusé¹. L'article 215, dont les dispositions sont prescrites à peine de nullité, édicte également, d'une manière formelle, que les faits devront faire l'objet d'une qualification légale.

33. *Contrôle de la Cour de cassation.* — Lorsque les arrêts de la Chambre d'accusation pourront être frappés de pourvoi, dans quelle mesure le contrôle de cette haute juridiction s'exercera-t-il ?

En premier lieu, la Chambre criminelle censurera les irrégularités de forme dont pourront être entachés les arrêts des Chambres d'accusation.

Les constatations de celles-ci seront souveraines en ce qui concerne la matérialité des faits relevés à la charge du prévenu ou de l'accusé. Il en sera de même des appréciations relatives à la preuve de ces faits, à condition toutefois qu'elles ne contiennent ni illégalités, ni contradictions². Il sera également reconnu que la Chambre d'accusation se prononcera souverainement sur certaines causes de non-imputabilité, notamment sur l'état de démence de l'inculpé. Malgré certaines décisions contraires, nous estimons que la Cour de cassation devra conserver son contrôle sur d'autres causes de non-imputabilité, telles la force majeure ou la légitime défense³.

La déclaration de non-lieu n'échappera au contrôle de la Cour de cassation que lorsqu'elle s'expliquera nettement, pour effacer la criminalité, sur le fait et sur l'intention, et que, lorsqu'elle ne contiendra aucune contradiction entre le fait constaté et la dénégation de l'existence de charges suffisantes ou d'intention coupable⁴.

En revanche, il appartiendra à la Cour de cassation de vérifier si les faits retenus par la Chambre d'accusation constituent une infraction pénale et s'ils justifient ainsi la comparution de l'inculpé devant une juridiction de jugement, en second lieu si les qualifications données sont exactes et légalement établies⁵. Cependant, en matière criminelle, l'erreur sur la qualification ne sera pas une cause de nullité, à la condition toutefois que les faits retenus constituent une infraction punie de peines afflictives ou infamantes⁶.

34. *L'ordonnance de prise de corps.* — L'alinéa 2 de l'article 215 du Code de procédure pénale édicte que la Chambre d'accusation, lorsqu'elle prononcera la mise en accusation, décrètera l'ordonnance de prise de corps. Cette ordonnance fera partie de l'arrêt dont elle sera la conclusion. Il en résulte que l'exposé des faits, contenu dans les motifs de l'arrêt, n'aura pas à y être reproduit⁷. Cette ordonnance sera facultative, quand l'accusé sera un mineur de dix-huit ans (ord. 2 févr. 1945, art. 9). Elle n'aura pas à être décernée contre les individus renvoyés devant la Cour d'assises pour délits connexes à un crime⁸. C'est, aux termes du texte précité, dans l'ordonnance de prise de corps que devra être précisée l'identité de l'accusé. Cette

1. Crim., 8 févr. 1872, B., 30; 15 juill. 1882, B., 171; 14 févr. 1946, B., 55.

2. Crim., 31 mai 1949, B., 125; 31 oct. 1951, B., 277; 29 févr. 1956, B., 208.

3. Crim., 13 déc. 1902; FAUSTIN-HÉLIE, *Droit pénal*, t. II, édition 1953, n° 463 et s.

4. Crim., 26 déc. 1867, B., 270; 14 mai 1881, B., 225.

5. Crim., 15 sept. 1864, B., 231; 24 janv. 1918, B., 15; 5 janv. 1950, B., 1.

6. Crim., 11 janv. 1866, B., 10; 28 juill. 1949, B., 262.

7. Crim., 15 mai 1952, B., 125; 29 janv. 1958, B., 99.

8. Crim., 22 févr. 1951, B., 57.

ordonnance contiendra l'ordre de conduire l'accusé à la maison de justice établie près la Cour d'assises devant laquelle il sera renvoyé. Elle constituera un nouveau titre de détention qui se substituera aux mandats décernés par le juge d'instruction (v. art. 181 C. proc. pén.).

Notification des arrêts de la Chambre d'accusation

35. Le Code d'instruction criminelle n'indiquait pas les conditions dans lesquelles les arrêts de la Chambre d'accusation devaient être portés à la connaissance des parties. Il était d'autant plus nécessaire de combler cette lacune que ces arrêts ne seront pas rendus en audience publique. C'est ce qu'a fait l'article 217 du Code de procédure pénale.

Ce texte établit une distinction entre les arrêts susceptibles de pourvoi en cassation et ceux contre lesquels cette voie de recours ne pourra être exercée.

Il y aura lieu de se référer aux dispositions des articles 563 et suivants du Code de procédure pénale, pour déterminer les arrêts qui pourront être frappés d'un recours en cassation. Ces arrêts devront être *signifiés* aux inculpés et aux parties civiles, à la requête du procureur général, dans les vingt-quatre heures de leur prononcé. Cette signification qui devra être faite par huissier, aura pour but de faire courir les délais de pourvoi.

Les autres arrêts seront seulement *notifiés* par lettre recommandée, également dans les vingt-quatre heures de leur prononcé. Les arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police seront notifiés aux inculpés et aux parties civiles elles-mêmes.

Les arrêts de non-lieu seront notifiés aux inculpés eux-mêmes, afin de leur permettre, s'ils l'estiment utile, d'exercer, dans les délais légaux, l'action en réparation prévue par l'article 91 du Code de procédure pénale.

Les autres arrêts seront notifiés non pas aux parties elles-mêmes, mais à leurs conseils. La réserve faite par l'article 217 concernant le cas envisagé par l'article 196 ne paraît pas très claire.

La Chambre d'accusation et la police judiciaire

36. Nous avons indiqué, dans notre introduction (v. n° 5) que le Code de procédure pénale avait considérablement étendu les pouvoirs de la Chambre d'accusation à l'égard de la police judiciaire. A cette fin, ses auteurs ont dû prendre des dispositions contenant des prescriptions jusqu'alors inconnues. Les unes, très brèves, concernent le rôle de l'activité des officiers de police judiciaire, les autres, plus nombreuses, le pouvoir disciplinaire, dont la Chambre d'accusation est investie à leur encontre.

37. *Contrôle de la police judiciaire.* — Les officiers de police judiciaire sont des fonctionnaires administratifs. Jusqu'à ce jour, ils dépendaient presque exclusivement de leurs supérieurs hiérarchiques. Sans doute, les articles 279 et suivants du Code d'instruction criminelle autorisaient-ils

1. V. FAUSTIN-HÉLIE, *Instruction criminelle*, t. II, édition 1951, n° 362 et s., 366, 367.

les procureurs généraux à les surveiller et même à les déférer à la Chambre des mises en accusation et à requérir contre eux des sanctions, mais cette juridiction ne pouvait prendre que des mesures dérisoires. Les textes précités n'étaient d'ailleurs que très rarement appliqués.

Cependant, les officiers de police judiciaire sont de très importants auxiliaires de la justice. D'une part, ils participent, sous la direction du procureur de la République, à la recherche des infractions pénales et de leurs auteurs. Ils procèdent aux enquêtes que nécessite cette recherche. D'autre part, ils exécutent les décisions des juridictions d'instruction, ainsi que celles des juridictions de jugement.

Il était donc normal que le législateur songeât à placer la police judiciaire sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Ce principe est posé par l'article 13 et rappelé par l'article 224 du Code de procédure pénale. Mais il va de soi que ce contrôle eût été inefficace, si la Chambre d'accusation n'avait pas reçu les moyens de faire respecter ses décisions et ses observations.

38. *Pouvoir disciplinaire de la Chambre d'accusation.* — C'est pour cette raison que le Code de procédure pénale a soumis les officiers de police judiciaire au pouvoir disciplinaire de la Chambre d'accusation.

Il n'appartiendra pas à cette juridiction de se prononcer sur toutes les fautes que peut commettre un fonctionnaire de police; elle ne pourra retenir que celles se rattachant à l'exercice de ses fonctions de police judiciaire, telles qu'elles sont définies par la loi. C'est ce qui résulte implicitement, mais nécessairement, des articles 224 et 227 du Code de procédure pénale.

Lorsque des agissements remplissant cette condition sont imputables à un officier de police judiciaire, la Chambre d'accusation pourra être saisie par le procureur général. Elle pourra se saisir d'office, si elle connaît ou relève ces agissements au cours de l'examen d'une procédure qui lui est soumise (art. 225). Une fois saisie, la Chambre d'accusation procédera ou fera procéder à une enquête, au cours de laquelle l'officier de police judiciaire mis en cause pourra se faire assister d'un avocat. Il devra être entendu en ses explications, après avoir eu communication du dossier le concernant, constitué au parquet de la Cour d'appel. Il s'agit de son dossier spécial d'officier de police judiciaire et non du dossier général établi par le service administratif dont il dépend. La loi prévoit également l'audition du procureur général (art. 226 C. proc. pén.).

La Chambre d'accusation, si elle retient une faute à l'encontre de l'officier de police judiciaire traduit devant elle, disposera de sanctions qui lui seront propres et qui seront indépendantes des sanctions que pourraient infliger à ce fonctionnaire les juridictions disciplinaires administratives dont il est justiciable (art. 227 C. proc. pén.).

La Chambre d'accusation pourra se borner à adresser à l'officier de police judiciaire de simples observations. Elle pourra, dans les cas graves, lui interdire, soit temporairement, soit définitivement, l'exercice de ses fonctions d'officier de police judiciaire, ou de délégué du juge d'instruction, soit dans le ressort de la Cour d'appel, soit sur l'ensemble du territoire (art. 227 modifié par l'Ord. du 23 déc. 1958). Cette ordonnance rétablit sur ce point le texte du projet initial du gouvernement. Le Code de procédure

pénale n'autorisait la Chambre d'accusation à prononcer l'interdiction que dans les limites du ressort de la Cour d'appel. Une telle restriction risquait de rendre la mesure inefficace. Il eut suffi, en effet, de déplacer l'officier de police judiciaire et de l'affecter dans le ressort d'une autre Cour d'appel, pour qu'il échappe à la mesure prise contre lui.

Aucun recours n'est prévu contre les décisions prises par la Chambre d'accusation, en la matière. Ces décisions seront notifiées à la diligence du procureur général aux autorités dont dépend l'officier de police judiciaire disciplinairement frappé (art. 229).

L'article 228 envisage le cas où la Chambre d'accusation estimera que les faits reprochés à l'officier de police judiciaire constituent une infraction à la loi pénale. Dans cette hypothèse, elle prononcera une sanction disciplinaire et elle devra, *en outre*, transmettre le dossier au procureur général, à toutes fins qu'il appartiendra. C'est ce qui résulte tant des termes de l'article précité que des travaux préparatoires. Le Parlement a apporté sur ce point une précision utile qui ne se trouvait pas dans le projet de loi¹.

Signalons que l'article 230 édicte que les textes que nous venons d'analyser seront applicables aux chefs de district et aux agents techniques des Eaux et Forêts. Il semble qu'ils seront également applicables aux agents de la police judiciaire et aux fonctionnaires des différentes administrations qui en grand nombre, sont investies de certains pouvoirs de police judiciaire.

* * *

39. Le Code de procédure pénale est entré en vigueur le 1^{er} mars 1959. C'est donc à partir de cette date que les « Chambres d'accusation » ont commencé à fonctionner sous leur nouveau régime. A n'en pas douter, les textes, cela était inévitable, comportent encore quelques lacunes et quelques imperfections. Il appartiendra à la loi et à la jurisprudence de combler les unes et de réparer les autres. Malgré tout, nous pensons que les juridictions d'instruction du second degré, réorganisées et avec les moyens dont elles disposeront, seront en mesure de contribuer à une meilleure distribution de la justice pénale française. Souhaitons que cet espoir devienne une réalité. C'est ce que nous apprendront l'expérience et la pratique, dont le jeune Code commence à subir l'épreuve.

1. V. *Rapport à l'Assemblée Nationale*, p. 145.

La nouvelle compétence territoriale des Officiers de Police Judiciaire et ses conséquences

par Marcel LE CLÈRE

*Commissaire divisionnaire aux délégations judiciaires
de la Préfecture de police,
Professeur à l'Institut de Criminologie de l'Université de Paris.*

La compétence territoriale des officiers de police judiciaire est un problème majeur du droit pénal : non seulement elle commande en effet toute la validité de la procédure¹ mais elle est encore une des conditions de la protection de l'officier public contre l'outrage ; elle délimite son pouvoir coercitif ; elle concourt enfin au respect même des libertés publiques en posant des limites territoriales aux organes répressifs. Il a fallu cependant l'action désintéressée des commissaires de police de Paris, l'appui précieux de leur administration et l'avis favorable de la direction des affaires criminelles pour qu'un terme fut enfin mis en la matière à un errement centenaire et à une doctrine flottante.

On regrettera toutefois² que l'article 18 du nouveau Code de procédure pénale, destiné à fournir la solution, n'ait point trouvé une langue plus claire pour exprimer les principes de cette réforme dont nous efforcerons ici de délimiter exactement les contours. Ses imprécisions tiennent d'abord à certaines nécessités parlementaires du moment, mais spécialement aussi à la complexité de notre organisation policière, à l'inclusion ultime de la gendarmerie dans ce texte et, peut-être aussi, à l'absence, jusqu'à une date récente, de toute étude approfondie de ce problème. En effet, jusqu'à notre première étude³ qui demandait quelque peu présomptueusement de poser les limites du ressort de la Cour d'appel à la compétence des commissaires de police, nul gros répertoire, nul savant volume ne « perdait » par exemple une demi-page sur cette question. Depuis lors ont été publiés les articles si documentés de MM. Baudry, Patin et Caullet⁴ mais qui, se limitant à une glose, ne conduisaient point au *de lege ferenda*.

1. « Le procès-verbal dressé par un officier de police hors de sa compétence territoriale est nul et annule toute la procédure à laquelle il a servi de base ». Cass. crim., 27 février an VIII.

2. Cf. à ce sujet les pertinentes critiques de M. VITU dans *La Vie judiciaire*, 17-22 février 1958.

3. Le journal *Le commissaire de police*, sept. 1951.

4. *Revue de Science criminelle*, 1952, p. 251 et 1953, p. 123.

Ces deux derniers auteurs eurent cependant le grand mérite de dégager d'une multitude de textes contradictoires et parfois secrets¹ le principe fondamental emprunté à l'article 48 du Code d'instruction criminelle : *les officiers de police judiciaire ont compétence dans les limites territoriales où ils exercent leurs fonctions habituelles*. C'est aujourd'hui textuellement le premier alinéa du nouvel article 18. Il eût été souhaitable de s'en tenir là ajoutant ce seul correctif : « Si ces limites n'excèdent point le ressort d'un tribunal de grande instance, ils peuvent toutefois procéder, au cas de crime ou délit flagrant ainsi qu'au cas de Commission rogatoire expresse, à perquisitions et saisies dans le ressort des tribunaux limitrophes ».

Il ne convient pas en effet au législateur d'entrer dans le détail d'une organisation administrative sujette à de fluctuants et fréquents changements ; d'autre part, la compétence qui se trouve ainsi totalement restituée au domaine législatif dont elle ne devrait désormais plus sortir (nous en indiquerons tout à l'heure les moyens), eût correspondu enfin aux nécessités de l'action répressive mais évité les dangereuses interférences de personnes, services et territoires, limitant les risques à des opérations simples, toujours contrôlables par le juge et le justiciable.

Au lieu de cela, l'article 18 a voulu épuiser la nomenclature des officiers de police judiciaire et mesurer au mètre l'étendue des pouvoirs accordés. La faute, redisons-le, n'est point le fait des initiateurs de la réforme dont le premier texte ci-dessus était fort simple, mais peut-être accordait-on, comme l'a estimé le Sénat, cette extension à trop de catégories². Du texte actuel, nous retiendrons que la compétence des officiers de police judiciaire se présente sous un double aspect : la compétence *ordinaire* limitée aux lieux habituels de la fonction et une compétence *exceptionnelle* accordée pour certains d'entre eux³ sur les ressorts limitrophes.

En combinant les articles 16, 18 et 151 du nouveau Code, la compétence territoriale des officiers de police judiciaire apparaît désormais la suivante :

1° Les maires et leurs adjoints ont juridiction sur le seul territoire de leur commune, n'en pouvant sortir en aucun cas.

2° Les gendarmes départementaux, leurs gradés et leurs chefs de brigade ont compétence sur tout le canton⁴. Encore que le Code ne précise point cette unité administrative, le soin qu'il a eu, postérieurement à l'amendement relatif aux commissaires, d'accorder aux gendarmes compétence *exceptionnelle au cas d'urgence* sur toute l'étendue du ressort du tribunal de première instance (aujourd'hui grande instance) démontre assez que les

1. Deux décrets ne furent ainsi jamais publiés au *Journal officiel*.

2. Les sénateurs n'en voulaient doter que les commissaires des grandes villes ; les députés y inclurent tous les commissaires municipaux mais maintinrent l'exclusion des officiers de police, voulant limiter ce droit de suite aux opérations strictement nécessaires et à un personnel choisi et, par là, éviter des conflits entre les trois polices : Sûreté, Préfecture, Gendarmerie.

3. Une compétence « extraordinaire » sur tout le territoire national avait été concédée aux seuls commissaires de police, notamment au cas de fausse monnaie, par un décret-loi du 28 mars 1852 ; mais ce texte renvoyait à l'article 464 du Code d'instruction criminelle ; or, celui-ci n'a pas été maintenu par le nouveau code.

4. C'est l'assiette administrative la plus généralement adoptée par les arrêtés interministériels d'organisation.

auteurs de la rectification ont uniquement et rationnellement songé aux unités de la *gendarmerie départementale* ; les légions de gendarmerie mobile, ex-garde mobile, ne sont en effet rattachées à nul tribunal de grande instance, ce qui nous conduit déjà ici à refuser catégoriquement à leurs troupes la qualité d'officier de police judiciaire. On regrettera aussi que cette extension ait été introduite en dernière heure car rien ne justifie un traitement différent entre l'enquête du gendarme, celle de son officier ou du commissaire de police voisin : l'urgence est une notion identique pour tous¹ et pourquoi avoir accordé au premier (le moins qualifié par sa formation première) la possibilité de procéder à tous actes, alors qu'on limitait assez raisonnablement cette extension aux perquisitions et saisies pour les seconds ?

3° Les officiers de la gendarmerie départementale peuvent opérer *ordinairement* dans le cadre de leur circonscription territoriale : arrondissement pour les officiers subalternes, département pour les chefs d'escadron² encore qu'un capitaine délégué dans les fonctions de commandant de groupement acquiert *ipso facto* compétence ordinaire sur tout le département. En certains cas, communs aux commissaires de police (v. *infra*), ils reçoivent compétence exceptionnelle sur les arrondissements judiciaires limitrophes à leur propre circonscription.

Nous ouvrirons ici une parenthèse pour dénier la qualité d'officier de police judiciaire aux officiers de la gendarmerie mobile et de la garde républicaine de Paris. Chargés exclusivement du maintien de l'ordre, ils ne sauraient recevoir un pouvoir judiciaire traditionnellement refusé à la force armée. Ils furent formellement exclus de la liste des officiers de police judiciaire par l'ordonnance du 11 septembre 1945 qui a abrogé sur ce point une loi du 2 mai 1941 ; on ne saurait non plus admettre que les principes républicains soient contournés par le biais d'un changement d'appellation (la garde est devenue partie intégrante de la gendarmerie par un simple décret du 20 septembre 1954). Par ailleurs, un autre décret du 28 septembre 1957 vient justement *nonobstant toutes dispositions législatives contraires* leur accorder cette qualité pour le seul temps « où ils servent en Algérie » ; c'est bien reconnaître qu'ils ne l'ont pas, ce qu'exprime moins clairement un troisième décret, celui déjà cité du 22 août 1958 qui, modifiant l'article 114 du décret organique du 20 mai 1903, n'accorde que des attributions d'agents de police judiciaire (et non d'officiers de police judiciaire) aux militaires de la gendarmerie qui ne se trouvent point « dans le cadre d'une circonscription territoriale déterminée ». Il reste par contre certain que l'officier ou le militaire de la gendarmerie mobile muté dans une unité de gendarmerie départementale recouvre de par son grade ou son examen professionnel la qualité d'officier de police judiciaire qu'il ne pouvait valablement détenir dans son ancienne unité de maintien de l'ordre.

1. Cf. VITU, *loc. cit.* Un décret du 22 août 1958 la définit ainsi : La nécessité d'ouvrir ou poursuivre immédiatement une enquête ou de renforcer momentanément l'officier de police d'une brigade voisine.

2. Une nouvelle terminologie, là aussi, donne le titre de commandants de compagnie aux anciens commandants de section (arrondissement) et de commandants de groupement aux ex-commandants de compagnie, cette unité correspondant jusqu'à cette « réformette » au département (Décr. du 22 août 1958, art. 4).

4° Les fonctionnaires de police affectés à des services de police judiciaire¹ ont compétence ordinaire sur les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles. Il s'agit soit des commissaires municipaux : ville de Paris et villes de province, soit des commissaires des services spécialisés de la Sûreté Nationale ainsi que de leurs subordonnés dits officiers de police (nouvelle appellation des inspecteurs de police).

Selon leur assise territoriale et le critère d'exercice habituel, requis par l'article 18, sans qu'il soit donc désormais besoin de faire appel à la multitude de textes hétéroclites réglant antérieurement leur juridiction, nous distinguerons :

a) Les officiers de police attachés ou chefs d'un service local de sécurité publique (commissariat des villes de moins de 10.000 habitants) ont uniquement une compétence ordinaire, c'est-à-dire limitée à la (ou aux) commune(s) constituant la circonscription de police.

b) Les officiers de police des villes divisées en arrondissements² ont compétence sur toute la ville et les communes rattachées à la circonscription de police sans qu'il y ait à tenir compte d'une affectation particulière à tel ou tel arrondissement, simple décision intérieure du commissaire central alors que l'affectation à la circonscription fait l'objet d'un arrêté ministériel, seul véritable fondement de leur compétence. Ils ne peuvent par contre en aucun cas sortir de la circonscription urbaine de police (contrairement à l'opinion émise dubitativement par notre éminent collègue et ami Lambert dans son *Précis de procédure pénale*, 1959, comme nous le démontrerons plus loin).

c) Les commissaires-adjoints de la préfecture de police et les officiers de police de cette administration ont juridiction sur tout le département de la Seine, celui-ci formant une unique circonscription de police groupant les 81 communes du département³ depuis les décrets du 27 novembre 1927 (non publié au *J. O.* 1) et 25 juin 1934. Il n'y a point, ici non plus, à tenir compte de leur affectation particulière à telle « brigade territoriale » ou tel commissariat, l'arrêté préfectoral les affectant indistinctement à la direction de la police judiciaire et celle-ci les répartissant selon les besoins du service : c'est ainsi que, toutes les nuits et tous les dimanches, ils effectuent « ordinairement » des opérations sur tout le ressort. Par contre, ils ne sauraient exercer aucune perquisition ou saisie dans les ressorts limitrophes. A ce sujet, il convient d'observer que les commissaires-adjoints, cadre particulier à la préfecture de police, ne sont point des commissaires de police, fonction à laquelle ils accèdent après un examen professionnel qui leur est strictement réservé après 7 années de services effectifs.

1. La remarque précédente vaut pour la police : les fonctionnaires des services d'ordre (en uniforme), c'est-à-dire gardiens, officiers de paix et commandants ne peuvent exercer des attributions d'officier de police judiciaire ; ici aussi une dérogation temporaire vient d'être introduite en faveur des officiers de paix servant en Algérie (Décr. 8 sept. 1958), ce qui confirme le point de vue exposé.

2. Villes comptant au moins 40.000 habitants et placés sous l'autorité d'un *commissaire central* : il existe à l'heure actuelle 78 commissariats centraux subdivisés en 283 arrondissements confiés chacun à un commissaire subordonné au commissaire central.

3. Et coïncidant avec le ressort du Tribunal de grande instance de la Seine.

d) Les commissaires de police « municipaux » comprennent :

1° les commissaires de police de la préfecture de police qui, depuis le décret du 27 novembre 1927 leur conférant la qualité de « commissaire de police de la ville de Paris et du département de la Seine », ont compétence ordinaire sur tout ce ressort qui se trouve être en même temps celui du Tribunal de grande instance de la Seine ;

2° les commissaires de police « urbains » de la Sûreté Nationale, dits de « sécurité publique » ; leur juridiction ordinaire est discutée : est-elle limitée à leur circonscription de police¹ ou bien, faut-il l'étendre aussi, comme nous le pensons et démontrerons, à toute l'aire du tribunal de grande instance ? (V. *infra*).

Mais c'est très précisément pour ces deux catégories de commissaires qu'a été modifié l'article 18, paragraphe 3 ; c'est à eux et à eux seuls, à l'exclusion des officiers de police judiciaire qui leur sont subordonnés, que l'amendement Maupoil confère une compétence exceptionnelle sur les arrondissements judiciaires limitrophes au propre arrondissement de leur résidence à l'effet d'y procéder à perquisitions et saisies au cas de crime du délit flagrant ainsi que sur commission rogatoire le leur prescrivant formellement. Ce droit de suite répond à une nécessité : le pont de Saint-Cloud, par exemple, loin d'être un trait d'union, formait cloison entre Boulogne et Saint-Cloud tandis que le voleur à la tire surpris à Lyon mais domicilié au faubourg de Sathonay voyait son domicile, et partant ses larcins, protégé parce que relevant du lointain tribunal de Trévoux (bien mieux ! ce serait aujourd'hui Bourg-en-Bresse).

e) Le commissaire des Halles centrales de Paris a compétence non seulement sur le département de la Seine mais également sur les communes de Paray, Valenton, Villeneuve-le-Roi et Villeneuve-Saint-Georges ; il peut exiger en outre le relevé de tout compte bancaire des mandataires et intermédiaires de ce marché, ce qui lui donne en la matière une sorte de compétence nationale (décr., 11 mai 1954).

f) Les commissaires et officiers de police des services départementaux des renseignements généraux de la Sûreté Nationale exercent sur tout le territoire de leur département ; mais ils n'en sauraient sortir, le droit de suite ne visant « littéralement » que les commissaires municipaux.

g) Les commissaires et officiers de police des brigades mobiles de police judiciaire et des secteurs de surveillance du territoire ont juridiction sur toute l'étendue de leur ressort régional fixé notamment par les décrets du 11 mai 1946 et 11 janvier 1947. On est surpris à ce sujet que la circulaire d'application du nouveau Code ait exhumé dans son article C. 50 un texte du 27 janvier 1939 qui permettait au Ministre de l'Intérieur d'autoriser ces fonctionnaires à opérer hors de leur ressort habituel ; non seulement ce texte a été explicitement abrogé mais la doctrine a justement protesté

1. Unité administrative groupant plusieurs communes urbaines désignées par un arrêté ministériel du 2 décembre 1941 ; il existe ainsi actuellement 291 circonscriptions de Sécurité publique dont 78 commissariats centraux subdivisés en arrondissements. Cf. note 2, p. 356 et, plus généralement, sur toute l'organisation de la police et ses textes, notre ouvrage : *La police métropolitaine*, Paris, 1955.

dès l'origine contre le procédé subordonnant dans une affaire déterminée la compétence *ratione loci* ou *materiae* à une décision administrative, véritable confusion des pouvoirs et trop belle occasion à l'opinion publique de s'égarer en d'injurieuses suppositions.

h) Les commissaires et officiers de police des services centraux de la Sûreté Nationale paraissent avoir conservé la compétence nationale que leur avait accordé un décret du 9 avril 1935; bien que celui-ci ait été abrogé par celui du 7 juillet 1941, qui reprend d'ailleurs la même solution, et que le décret du 11 mai 1946 ne se soit point expressément prononcé, de nombreuses circulaires administratives ont confirmé cette juridiction et, lui donnant un caractère *ordinaire*, entrent dans le cadre même du principe posé par l'article 18 du nouveau Code.

* * *

Encore que les juges d'instruction et magistrats de parquet ne figurent plus « littéralement » parmi les officiers de police judiciaire, ils en exercent tous les pouvoirs et ont à juste titre bénéficié également d'une extension de compétence. Les articles 69 et 93 du nouveau Code leur accordent en effet le droit, « si les nécessités de l'information l'exigent », de se transporter dans les ressorts des tribunaux limitrophes et d'y procéder à tous actes d'instruction. A la différence des commissaires municipaux de leur ressort qui ne peuvent procéder qu'à perquisitions ou saisies (on a voulu, répétons-le, limiter sinon éviter différends, interférences ou rivalités entre les polices elles-mêmes ainsi qu'entre polices et gendarmerie), ces magistrats exerceront la plénitude de leurs pouvoirs; toutefois, ils doivent aviser *au préalable* le procureur du ressort dans lequel ils se transportent, exigence qui ne s'impose pas légalement aux autres officiers de police judiciaire censés avec quelque raison être pressés par les exigences de l'enquête et la rigueur des délais ou déjà délégués expressément par le juge d'instruction¹.

Il est encore intéressant de noter que le Code fait une place aux simples *agents de police judiciaire*; n'ayant point la qualité d'officiers, ils ne sont point entravés par le principe de la compétence et peuvent donc valablement recueillir *en tous lieux* les renseignements relatifs aux auteurs de crimes ou délits; avec le consentement exprès des intéressés, rien ne paraît leur interdire de procéder même hors ressort à une visite domiciliaire. Par contre, il semble qu'il faille leur dénier le droit de « rapporter » une contravention en dehors des lieux où ils exercent habituellement car leur rapport doit être confirmé devant un officier de police judiciaire qui ne saurait être que leur chef, celui-ci limité territorialement (cf. art. 21 C. proc. pén. et décr. déjà cité sur la gendarmerie, art. 126).

Si nous ajoutons que l'article 28 spécifie que la compétence territoriale et matérielle des fonctionnaires et agents auxquels des lois spéciales attri-

1. Toutefois, le droit de suite des commissaires « municipaux » a été subordonné à un avis préalable au parquet du lieu de transport et à l'autorité de police normalement compétente (décr. d'application : D. 12), simple disposition administrative qui lie le fonctionnaire mais dont l'omission par oubli ou impossibilité de joindre à temps le procureur de la République n'entacherait pas la procédure d'un vice radical.

buent certains pouvoirs de police judiciaire se trouve limitée par ces mêmes lois (agents des fraudes, des poids et mesures, etc.) nous en aurons terminé avec la nouvelle juridiction des magistrats et officiers de police judiciaire.

* * *

Cette nouvelle compétence territoriale ne laisse point cependant de poser quelques problèmes. En premier lieu, les commissaires municipaux de province¹ reçoivent-ils compétence *ordinaire* sur tout le ressort du tribunal de grande instance ? Le texte de l'article 18 est ambigu par suite des transmutations de l'amendement Maupoil; mais ayant eu à connaître de très près ses cheminements, je puis affirmer que telle était la volonté formelle des auteurs, des rapporteurs et du législateur : à l'instar de la gendarmerie et motif pris de la concentration démographique des périphéries urbaines qui ne sont point forcément englobées dans les circonscriptions de police, ils voulurent étendre à son arrondissement judiciaire la compétence du commissaire de police tout en laissant à l'administration le soin de lui imposer un service spécialement continu dans « la circonscription ou l'arrondissement urbains ». C'est ce que marquent les termes : « dans le ressort des tribunaux limitrophes à leur propre tribunal »².

Un argument indirect se peut encore tirer du contexte : l'alinéa 2 reconnaît aux simples gendarmes en cas d'urgence une compétence sur toute l'étendue du ressort du tribunal de première instance; il serait curieux qu'on ait songé à refuser aux commissaires la compétence si largement accordée à leurs auxiliaires³, compte tenu que la criminalité croît avec la densité de population et qu'il ne se trouve justement un commissaire que dans les villes d'au moins 10.000 habitants⁴.

L'alinéa 4, en établissant le parallélisme commissaire — officier confirme cette position puisque l'officier a toujours eu une compétence d'arrondissement. Enfin, le décret du 22 août 1958, déjà évoqué, a renforcé notre conviction en stipulant : « dans le cas où le territoire d'une compagnie de gendarmerie ne comprend qu'une partie du ressort d'un tribunal, l'extension de compétence de l'officier s'applique aux circonscriptions judiciaires limitrophes au ressort du tribunal »; on tient donc compte du tout : c'est exactement le cas de la circonscription de police qui, sauf à Paris, ne coïncide pratiquement jamais avec les limites du tribunal⁵.

* * *

1. Le ressort départemental de la préfecture de police résout la difficulté et ses commissaires exercent désormais un droit de suite sur tout le département de Seine-et-Oise, les tribunaux de Versailles, Pontoise et Corbeil jouxtant celui de la Seine.

2. S'agissant de crimes et délits, ce ne peut être le tribunal de police bien que le commissaire en soit le ministère public normal.

3. Le commissaire de police peut requérir la gendarmerie.

4. Le chiffre de la loi du 28 pluviôse a été relevé par nécessité budgétaire.

5. Si nous ne devions point être suivis dans notre raisonnement, on serait du moins conduit à reconnaître aux commissaires un droit de perquisition et saisie sur tout leur tribunal et sur les arrondissements limitrophes à celui-ci.

Plus importante nous paraît une deuxième conséquence de l'article 18 : la formalité désuète de la subdélégation reçoit son coup de grâce. Il est bon de redire que celle-ci n'a jamais été prévue par les textes : antique survivance de l'ordonnance criminelle de 1670 elle imposait d'inutiles, dilatoires et coûteux déplacements aux officiers de police judiciaire jusqu'à ce qu'un arrêt tout à la fois pesé et pragmatique de la Cour suprême (13 nov. 1952) vint préciser que la subdélégation ne s'imposait plus aux officiers de police judiciaire lorsque ceux-ci exercent aux termes de leur règlement particulier une compétence territoriale plus large que celle du juge mandant. Cette solution qui fit l'objet d'une circulaire de la chancellerie¹ et paraît cependant encore ignorée de trop nombreux services de police judiciaire, a été reprise par l'instruction générale relative au nouveau code (C. 50 et s.) : il n'est donc plus nécessaire d'aller préalablement à... Pontoise pour revenir ensuite opérer aux portes de la capitale. Il y a là progrès certain à mettre à l'actif de la jurisprudence récente.

Nous nous arrêtons encore sur deux derniers aspects de la compétence. Tout d'abord rien n'interdit désormais au ministre de l'Intérieur de donner compétence territoriale sur toute une Cour d'appel ou même sur toute la France, à un commissaire de police de la ville de Paris ou d'une ville de province : il suffira d'ordonner à celui-ci d'y exercer *habituellement* ses fonctions². Ce pourrait être très utile en matière de crimes de sang, de « gangs » et de trafic de stupéfiants dans lesquels la connaissance complète de l'affaire est un facteur incontestable de succès. Dans l'esprit même du nouveau code, on s'oriente ainsi sur une compétence liée non plus à l'officier de police lui-même mais à son service.

Ce sera donc désormais l'organisation administrative territoriale qui déterminera la compétence territoriale des officiers de police judiciaire sous la seule réserve qu'ils soient appelés à exercer véritablement leurs fonctions d'une manière habituelle sur telle ou telle aire. Ce respect facile de la loi évitera une multitude de textes d'application, une fastidieuse énumération dans nos codes tout en restituant définitivement au domaine législatif le principe de la compétence territoriale. Tout au plus serait-il souhaitable, pour éviter toute discussion et permettre aux tribunaux saisis d'un recours de trancher aisément, qu'à l'avenir les actes de nomination mentionnent que les intéressés auront à exercer leurs fonctions dans tel ou tel ressort judiciaire et soient enregistrés, comme le sont déjà les commissions de la gendarmerie, au greffe du tribunal³.

* * *

1. 4 septembre 1953 ; elle a été incluse dans l'Instruction générale du 28 février 1959.

2. Il y a des précédents : notamment sous le règne de Charles X un commissaire de Paris reçut juridiction sur la ville de Reims à l'occasion du sacre et en 1914 fut créé un commissariat spécial du « camp retranché de Paris ».

3. Il faudrait évoquer ici le cas des chefs de laboratoires de police scientifique : la mauvaise ponctuation de la loi du 27 novembre 1943 fait dépendre, semble-t-il, leur qualité d'O.P.J. d'une attribution expresse et personnelle tandis qu'elle leur fixe des ressorts territoriaux qui ne lient d'ailleurs point le choix des magistrats.

Il est aussi un cas non-tranché par les textes : faut-il désormais étendre la protection des articles 222 et 228 du Code pénal à tous les officiers de police judiciaire (il s'agit de l'outrage et de violence à magistrat) ? On sait qu'un arrêt, toutes chambres réunies, de la Cour de cassation en date du 2 mars 1838 (S., 1838.1.359) a reconnu la qualité de magistrat aux commissaires de police. Les inspecteurs, étant devenus officiers de police judiciaire, sont-ils par là même devenus des magistrats et bénéficient-ils de cette protection spéciale ? C'est en partant de la notion de compétence que nous nous efforcerons de répondre : le magistrat est d'abord celui qui « est investi du droit de juger ou requérir jugement »¹ ; le commissaire l'est puisque sa nomination lui donne *ipso facto* vocation de prendre des réquisitions devant le tribunal de police et l'alinéa 2 de l'article 228 fait claire allusion à ce caractère distinctif du magistrat lorsqu'il évoque spécialement la voie de fait à l'audience. Ne seront donc, nous semble-t-il, considérés comme magistrats que les commissaires de police et, pensons-nous, les officiers de police *chefs d'une circonscription* puisque ces derniers peuvent alors être appelés par le procureur général à exercer les fonctions de ministère public (art. 48 C. proc. pén.). Ne peut-on en déduire que, pour l'un et pour l'autre, leur qualité de magistrat se tire d'une compétence territoriale leur donnant vocation à siéger et « dire le droit » ? La question, à notre connaissance, n'a jamais été encore ni soulevée, ni tranchée ; elle sera appelée à l'être puisque le nouveau code a multiplié le nombre des officiers de police judiciaire en y appelant la plupart des anciens inspecteurs de police et maints gendarmes : elle méritait donc de figurer ici.

1. Cass. civ., 24 févr. 1953 et 22 avril 1958. D.L., 430.

CHRONIQUES

A. Chronique de Jurisprudence

I. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

par Alfred LÉGAL

Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Montpellier.

1. *L'application dans le temps des lois en matière de contrainte par corps.*

Par arrêt du 8 juillet 1958 (*Bull. crim.*, n° 528) la Cour de cassation se prononce sur le pourvoi formé contre une décision de la Cour d'Orléans, en date du 5 juillet 1957, aux termes de laquelle les magistrats d'appel, après avoir condamné l'auteur de délits commis en 1954 à une peine d'amende et à des réparations civiles, avaient fixé la durée de la contrainte par corps à deux ans. Or si ce taux était conforme au nouveau barème édicté par la loi du 9 février 1957 intervenue en cours de poursuites, il excédait en revanche le maximum de dix mois prévu par la loi du 14 avril 1952 antérieure aux délits.

Le pourvoi, dans ces conditions, faisait grief à l'arrêt attaqué de s'être référé au texte applicable au moment de la décision et non aux dispositions en vigueur au temps de l'acte qui, étant plus favorables, auraient seules dû être retenues. Ainsi l'intéressé entendait se prévaloir du principe de non-rétroactivité tel qu'il est posé en matière répressive par l'article 4 du Code pénal interdisant toute application à des faits antérieurs à sa promulgation d'une loi plus sévère que le texte qu'elle abroge.

La Chambre criminelle rejette le pourvoi. L'article 4, affirme-t-elle, ne concerne que les peines, il est étranger à la contrainte par corps qui revêt le caractère d'une mesure d'exécution forcée. Or les lois relatives à cette matière régissent les poursuites faites sous leur empire, encore que l'obligation dont l'exécution est poursuivie ait pris naissance sous la législation antérieure. C'est dire que ces lois entrent immédiatement en vigueur dès leur promulgation, sans qu'il y ait à rechercher si elles sont ou non, plus rigoureuses que les dispositions en vigueur au temps de l'acte, dont il convient de faire totalement abstraction.

L'analyse de la contrainte par corps que l'arrêt actuel met à la base de son raisonnement est, on le sait, consacrée par une jurisprudence constante. Malgré le caractère afflictif que présente en fait cette mesure, et dont la loi a tenu compte à certains égards, la Cour de cassation s'est toujours refusée à la considérer autrement que comme une simple épreuve de solvabilité, même depuis qu'en vertu de la loi de 1867 elle n'intervient plus en matière civile ou commerciale.

La Chambre criminelle est allée en ce sens jusqu'à décider que les dispositions de l'article 84, alinéa 3 du Code pénal assimilant pour l'application des peines les infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat à des infractions de droit commun, ne concernent pas la contrainte par corps, alors que la formule générale employée par ce texte pouvait donner à penser, au contraire, qu'il était de nature à englober une mesure qui, sans constituer à proprement parler une peine, se présente du moins comme un moyen auxiliaire tendant à assurer l'exacte application du châtement (v. notre *Chronique*, cette *Revue*, 1953, p. 87).

Cette conception devait également conduire les tribunaux, sur le terrain des conflits de loi dans le temps, à écarter les principes du droit pénal pour s'en référer uniquement aux dispositions générales de l'article 2 du Code civil. Mais, une fois éliminé en conséquence le critère tiré de la sévérité respective des textes en présence, encore fallait-il, à son défaut, préciser la circonstance qui devrait être retenue comme déterminante pour définir la sphère d'action propre de chacun de ces textes : la date du fait ou celle de la condamnation ?

La question a fourni matière à d'assez nombreuses décisions judiciaires (v. Roubier, *Les conflits de lois dans le temps*, t. II, p. 733 et s.). C'est ainsi tout d'abord qu'au début du XIX^e siècle, les tribunaux ont eu à se prononcer sur l'application des lois qui avaient successivement supprimé ou rétabli la contrainte par corps. Appelés à statuer pratiquement dans des affaires concernant des dettes commerciales ils avaient, en général, opté pour la loi en vigueur au temps de l'acte qui avait donné naissance à l'obligation. (v. en particulier, les arrêts de la Cour de cassation des 4 nivôse An IX, 21 germinal An X, 21 avril 1813 au S., *chron.*).

Mais plus tard des divergences s'accusèrent à la suite de réformes portant, non plus sur l'existence même de l'institution, mais sur ses conditions et sa portée d'application. Certaines juridictions persistèrent à faire prévaloir la loi régissant le contrat. Tel fut le cas pour la Cour de Paris dans divers arrêts (14 janv. 1809, 1^{er} oct. 1814, S., *chron.*), concernant les dispositions du Code de procédure civile prolongeant la durée de la contrainte et dans une décision du 18 avril 1834 (S., 1834.II.375) qui avait trait à une élévation du taux des créances assorties de cette mesure.

De telles solutions procèdent de cette considération que la contrainte par corps tient plus au fond qu'à la forme (C. Paris, 1^{er} oct. 1814) : que le mode d'exécution, intéressant avant tout la substance même des obligations contractées par les parties et intégré de ce chef dans leurs accords originaires, constitue pour elles un droit acquis qui ne saurait être remis en question par une loi ultérieure.

D'autres décisions se prononçaient cependant à la même époque pour l'entrée en vigueur immédiate de la loi nouvelle. La Cour de Toulouse, en particulier (13 févr. 1835, S., 1835.II.256), tranchait en ce sens la difficulté concernant les dettes sujettes à contrainte à propos de laquelle, l'année précédente, la Cour de Paris avait adopté l'opinion contraire. Son arrêt invoque à l'appui l'idée que la contrainte par corps ne tire pas son origine de la volonté des parties, mais émane directement de la loi, à qui seule appartient le pouvoir d'en modifier l'application. Tel était également le point de vue auquel se plaçait la Cour de cassation (Civ., 22 mars 1809, S., *chron.*) pour décider que la loi du 10 septembre 1807 étendant cette mesure aux étrangers était applicable dès sa promulgation au recouvrement de leurs dettes antérieures. La Chambre civile devait faire prévaloir encore le même principe, par un arrêt du 27 avril 1870 (D., 1870. I.258), en ce qui touche les dispositions de la loi de 1867 supprimant la contrainte par corps en matière civile et commerciale. Plus récemment la même chambre reconnaissait à la Régie le droit de recourir à la contrainte en vertu d'un texte nouveau, intervenu en cours de poursuite, qui l'autorisait désormais à exercer cette voie d'exécution nonobstant tout concordat (23 déc. 1914, S., 1917.I.85). C'est à cet arrêt que la Chambre criminelle emprunte la formule même par laquelle elle motive la présente décision.

La jurisprudence se trouve donc définitivement fixée par ces deux arrêts concordants. La solution de principe qu'ils consacrent avait reçu également l'adhésion de la doctrine. Il paraît bien effectivement que la contrainte par corps, même à supposer qu'elle intervienne, comme c'était le cas au début du XIX^e siècle, pour garantir le recouvrement d'obligations résultant d'opérations commerciales, est un mode d'exécution institué par la loi et non par la volonté des parties et que les intéressés ne sauraient dès lors se prévaloir d'aucun droit acquis au maintien du régime en vigueur lors de la conclusion de leurs accords. A plus forte raison doit-on en décider de même depuis que la contrainte

par corps sanctionne uniquement les dettes nées en dehors de toutes relations contractuelles d'une violation de la loi pénale.

Le problème que nous avons évoqué revêt un intérêt d'actualité en présence de la réforme récemment instaurée par le Code de procédure pénale qui, dans son article 749 est venu par préterition retirer à la partie civile la faculté de recourir à la contrainte.

L'application immédiate de ce texte aux poursuites en cours ne saurait faire difficulté. Mais s'impose-t-elle encore dans le cas où serait déjà intervenue une condamnation définitive ? C'est ce qu'avait admis un jugement du Tribunal civil de la Seine du 26 juillet 1867 (D., 1868.III.8) pour la réduction à deux ans de la contrainte par corps prévue par la réforme de 1867 dont il interprétait en ce sens l'article 19 déclarant en termes généraux ses dispositions applicables à tous les jugements aussi bien qu'à tous les cas de contrainte. Bien qu'aucune mesure transitoire du même ordre ne figure en la matière dans le nouveau Code de procédure pénale, les circulaires de la Chancellerie n'en ont pas moins donné aux Parquets des instructions en vue de la libération immédiate des détenus pour dettes à la requête de parties civiles.

S'il s'était agi d'une peine, c'est la solution contraire qui aurait certainement prévalu. Car il est de principe, en pareil cas, que la condamnation une fois passée en force de chose jugée doit être intégralement subie, même en présence d'une loi nouvelle supprimant l'incrimination ou atténuant la sanction. En décider autrement, ce serait prétendre revenir sur le passé pour réviser au nom de la loi nouvelle les conditions d'existence d'une situation juridique déjà constituée et donner au texte une portée non seulement immédiate, mais à proprement parler rétroactive, ce qui, en dépit de la terminologie courante, n'est, on le sait, jamais admissible.

Mais la question se présente sous un jour tout différent en ce qui touche la contrainte par corps. Pas plus que de la volonté des intéressés cette mesure ne tire son existence de l'autorité du juge. Elle est l'œuvre du législateur qui en fait une conséquence attachée de plein droit à la condamnation. A telle enseigne qu'elle est reconnue applicable même si les magistrats avaient omis de l'ordonner. Il résulte de là que le créancier ne peut valablement prétendre que la garantie d'exécution dont il bénéficiait du fait d'une condamnation, fût-elle irrévocable, constituait entre ses mains un droit acquis qui lui en assurerait pour l'avenir le maintien en dépit de toute modification législative.

2. La tolérance administrative peut-elle constituer une cause d'impunité ?

Il est de principe, on le sait, qu'une loi reste en vigueur aussi longtemps qu'elle n'a pas été abrogée explicitement ou implicitement par un texte législatif.

On en déduit pratiquement que l'auteur d'une infraction ne saurait, pour se soustraire à la sanction pénale, tirer argument de la désuétude, si prolongée soit-elle (Cass. crim., 4 févr. 1898, S., 1899.I.249, n. J.-A. Roux), et que, pas davantage, il ne peut se prévaloir à cet effet d'une tolérance administrative (v. en particulier, Cass. crim., 9 avril 1932, S., 1933.I.275 ; 18 juill. 1956, *Bull. crim.*, n° 547).

Un jugement du Tribunal de police de Saint-Affrique, du 27 décembre 1956 (D., 1958. 558 avec les obs. de M. Liotard), tendrait cependant à remettre en cause la portée absolue de cette dernière solution.

Un fabricant de lait en boîtes était poursuivi pour n'avoir pas apposé sur l'étiquette de ses produits la date de leur préparation conformément aux exigences d'un décret du 22 mars 1926 et d'un arrêté du 22 mars 1935. La matérialité des faits était établie. Mais le tribunal relève dans sa sentence qu'une circulaire ministérielle avait en la matière admis une tolérance qui dispensait les intéressés de satisfaire à ces prescriptions. Or, affirme le jugement, si sans doute une simple tolérance de fait n'est pas de nature à supprimer l'existence juridique de l'infraction, il en va autrement lorsque cette tolérance résulte d'une décision formelle de l'autorité qui a édicté l'acte réglementaire dont la violation est constatée et qui se trouvait par là même investie du pouvoir de le rapporter. La tolérance équivaut alors à une abrogation. Or tel était le cas pour la circulaire invoquée par le contrevenant. Le tribunal en conclut que, les poursuites manquant de base légale, une décision de relaxe s'imposait.

Il n'est pas douteux qu'un tel raisonnement était en soi dépourvu de valeur juridique. Ce qui est vrai de la loi, l'est aussi du règlement : un texte administratif demeure applicable tant qu'il n'a pas été régulièrement rapporté (v. p. ex. : Cass. crim., 4 janv. 1917, S., 1921.I.331 ; Cass. req., 28 juin 1921, S., 1922.I.205). Et s'il est exact que le

pouvoir d'intervenir à cette fin relève de l'autorité qui était compétente pour prendre la décision, encore faut-il que sa volonté de lui retirer effet se soit traduite par un acte de même nature et de même valeur ou d'un rang plus élevé dans la hiérarchie des actes administratifs; pas plus qu'un décret ne peut déroger à une loi l'Administration ne saurait sous forme de simple circulaire ou d'instructions de service tenir en échec des dispositions réglementaires. De telles mesures sont au regard des particuliers aussi inopérantes qu'une tolérance tacite résultant de l'attitude passive des agents d'exécution qui, pour une raison quelconque, se désintéresseraient pratiquement de l'application des textes en vigueur et négligeraient d'en poursuivre la violation.

C'est ce qu'a admis la Cour de cassation en déclarant justifiée les condamnations prononcées en dépit d'une circulaire dispensant certains employeurs de l'affiliation à la Caisse de congés payés dont un décret leur faisait une obligation (Cass. crim., 1^{er} juill. 1948, *Bull. crim.*, n° 180). Elle décidait dans le même sens qu'une tolérance expressément accordée dans un arrêté de voirie par un maire aux habitants d'un quartier ne pouvait avoir pour résultat de créer un droit à leur profit ni d'infirmier un arrêté préfectoral et n'était pas en conséquence, de nature à motiver légalement la relaxe des contrevenants (27 déc. 1924, *Bull. crim.*, n° 429).

Si critiquable qu'apparaisse sur le terrain des principes du droit la thèse avancée en la circonstance par le tribunal de police, elle ne répondait pas moins à des préoccupations d'équité fort compréhensibles. Les Services publics marquent à l'heure actuelle une propension de plus en plus envahissante à définir leurs rapports avec les intéressés par voie de circulaires. Et dans ces décisions, dont le rôle normal est de fournir des directives à leurs agents et qui à ce titre ne peuvent en principe être l'objet de la part des tiers d'un recours pour excès de pouvoir, ils prennent trop souvent de larges libertés avec les textes légaux ou réglementaires qu'ils ont charge d'appliquer, soit en formulant de leur propre initiative des exigences que ces textes ne comportaient pas, soit encore, comme c'était le cas dans l'espèce, en dispensant les administrés de leur observation. N'était-il pas injuste de faire grief au prévenu de s'être fié aux indications d'un document officiel émanant d'un organisme qualifié? Aussi l'attitude prise par le tribunal n'est-elle nullement à considérer comme l'expression isolée d'une tendance aberrante et partant négligeable. Un courant favorable à l'impunité se révèle dans diverses décisions récentes (v. les observations précitées de M. Liotard). Mais les juridictions qui dans des cas analogues ont prononcé la relaxe, la fondaient en général sur des motifs différents. Sans contester que l'intervention administrative n'avait pu avoir pour résultat de délier les assujettis de leurs obligations en effaçant l'illégalité de l'acte commis, elles admettaient le contrevenant à exciper d'une erreur qui en raison des circonstances où elle s'était produite devait être tenue pour exclusive de toute culpabilité subjective.

Cette manière de voir paraît se heurter de prime abord à une objection: Nul n'est censé ignorer la loi. Or ici l'erreur invoquée est une erreur de droit. Le moyen de défense ne devait-il pas de ce chef être rejeté comme irrecevable? On sait cependant qu'aujourd'hui se manifeste dans l'opinion juridique une tendance à tempérer la rigueur de la présomption traditionnelle (v. Françon dans le vol. collectif, *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, p. 268) (1). Elle conduit à reconnaître que l'erreur sera admise comme cause d'irresponsabilité toutes les fois qu'elle ne sera pas imputable à une faute de l'agent. Et cette circonstance sera appréciée par référence à la conduite qu'aurait observée un homme d'une diligence et d'une attention normales placé dans la même situation.

Partant de là, on conçoit qu'une simple tolérance de fait ne soit pas suffisante à elle seule pour exonérer le prévenu de toute sanction pénale, mais qu'une tolérance administrative formelle dont l'illégalité n'était pas manifeste puisse être utilement retenue à sa décharge.

C'est sur ce terrain que s'était placé effectivement le Tribunal correctionnel de Lille lorsque, par un jugement du 11 juin 1939 (inédit, rapporté dans la note de M. Liotard), il acquittait un commerçant convaincu d'avoir commis matériellement une fraude alimentaire, en constatant que, sur la foi d'une interprétation donnée par une circulaire administrative, il avait pu se méprendre quant à l'étendue de ses droits. S'inspirant des mêmes principes un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 29 décembre 1956 (*Rec. Droit pénal*, 1957, p. 36) prononçait également la relaxe d'un prévenu poursuivi

pour des faits d'exercice illégal de la pharmacie, alors qu'il n'avait agi qu'après avoir obtenu une autorisation du Service des fraudes et consulté en outre un laboratoire officiel de recherches et que ces diverses démarches permettaient de penser, déclarent les magistrats, qu'il n'avait pas sciemment enfreint la législation en vigueur. On rapprochera de cette décision l'arrêt par lequel la Cour de Pau (18 nov. 1953, D., 1954.229. — *Chron. de M. Huguency, cette Revue*, 1954, p. 370), fait bénéficier d'un acquittement une spécialiste de la gymnastique oculaire appelée à répondre d'un délit d'exercice illégal de la médecine, celle-ci ayant pris la précaution lors de son installation de solliciter un avis du conseil de l'Ordre qui l'avait assurée qu'elle ne serait pas inquiétée.

Toutefois, il faut le reconnaître, la conception à laquelle se rallient ces décisions n'est pas de nature à lever toute difficulté. Fondant l'impunité sur l'absence de culpabilité elle aboutit bien à justifier l'acquittement en matière de délits d'imprudence et à plus forte raison de délits intentionnels, comme l'exercice illégal de la médecine, dont un élément constitutif fait alors défaut. Mais il n'en est pas de même pour les infractions dites *matérielles* (parmi lesquelles figurent, on le sait, outre certains délits correctionnels, tels que les délits de chasse, la plupart des contraventions de police). Le principe est que ces infractions supposent uniquement la volonté d'accomplir l'acte incriminé, sans qu'il soit nécessaire d'établir à titre distinct la faute du contrevenant et sans que de son côté celui-ci soit admis à s'exonérer en prouvant l'inexistence de cette faute. C'est pourquoi, en la matière, affirme la Cour de cassation, la bonne foi ne saurait constituer une excuse. Cet axiome, proclamé à maintes reprises par la Chambre criminelle en présence d'une erreur de fait, a été appliqué également par elle à l'erreur de droit dans l'ordre d'hypothèses ici envisagées (Cass. crim., 9 avril 1932, *précité*, S., 1933.I.275).

Mais un tel principe n'est pas sans comporter lui-même, aux yeux de la jurisprudence, certaines atténuations. Elle reconnaît que l'erreur peut être une cause d'exonération lorsqu'elle se caractérise comme une erreur invincible, c'est-à-dire de telle nature que le prévenu s'était trouvé dans l'impossibilité absolue de la découvrir soit en se renseignant par lui-même, soit en s'informant auprès de tiers (v. notre *Chron.*, cette *Revue*, 1952, p. 247 et s.). Il y a là une notion qui, tendant à tenir compte d'un obstacle insurmontable à l'observation de la loi, est extrêmement voisine de celle de force majeure. La Cour de cassation fait même état expressément de l'idée de contrainte dans son arrêt du 26 janvier 1956 (*Bull. crim.*, n° 107, cette *Revue*, 1957, *Chron.*, p. 369) par lequel elle rejette le pourvoi formé contre une décision prononçant l'acquittement d'un employeur qui, ayant voulu satisfaire aux dispositions d'un décret en matière de congés payés, s'était heurté de la part de l'Administration à un refus catégorique fondé sur une interprétation erronée des textes. On constate que la Chambre criminelle adopte ici une solution opposée à celle qu'elle avait admise par arrêt antérieur du 1^{er} juillet 1948, *précité*, dans une affaire analogue, mais où le contrevenant s'était reposé sur les termes d'une circulaire, sans tenter aucune démarche positive pour se conformer à la loi.

En définitive l'évolution qui paraît se dessiner dans la jurisprudence permet d'introduire en la matière des distinctions judicieuses de nature à concilier les nécessités pratiques de la répression, que traduit la maxime traditionnelle, avec les considérations de justice individuelles et elle constitue une utile réaction contre l'arbitraire de certains errements administratifs.

3. *Le non-cumul des peines et l'ivresse au volant.*

Le fait par un individu de conduire un véhicule en état d'ivresse est désormais spécialement incriminé par l'article 1^{er} du nouveau Code de la route (Ord. du 15 déc. 1958), alors que, d'après le texte antérieur, cette ivresse au volant n'était l'objet d'aucune répression propre: le conducteur en pareil cas s'exposait uniquement à une suspension de permis par mesure administrative (art. 130). Mais dès avant la récente réforme, la Cour de cassation avait pratiquement comblé cette lacune. Renouant avec une ancienne jurisprudence, elle décidait qu'à défaut d'incrimination particulière, le fait était susceptible de tomber sous le coup de l'article 471-3^o du Code pénal frappant de peines de simple police tout conducteur qui ne respecterait pas l'obligation de se tenir en état de guider son véhicule (v., parmi les arrêts les plus récents, Cass. crim., 14 mai 1956, *Bull. crim.*, n° 372; 29 janv. 1957, *Bull. crim.*, n° 91; 16 janv. 1958, S., 1958.I.236). Mais, d'autre part, ce comportement anormal, étant donné la circonstance qui l'avait provoqué, apparaissait de nature à constituer une manifestation d'ivresse publique dans les termes de la loi du 1^{er} octobre 1917 (Décr. de codification du 8 févr. 1955, art. 65).

1. V. cette *Revue*, 1957, p. 247.

Dès lors la question se posait de savoir si les deux contraventions pouvaient être retenues concurremment à la charge du conducteur et quelle serait dans ce cas la peine applicable. Telle est la difficulté sur laquelle se prononce l'arrêt de la Chambre criminelle du 15 janvier 1958 (*Bull. crim.*, n° 60). La décision attaquée, ayant constaté que le prévenu conduisait sa voiture alors que, manifestement ivre, il était incapable de la diriger, l'avait reconnu coupable des deux infractions envisagées et lui avait infligé pour chacune une peine distincte. Le pourvoi soutenait que la sentence avait été rendue en violation de la règle *non bis in idem* du moment que les contraventions dont elle faisait état se trouvaient réalisées par un fait unique et comportaient les mêmes éléments constitutifs.

Mais dans son arrêt la Cour de cassation déclare que le tribunal avait fait une juste application de la loi, étant donné que la règle du non-cumul, aux termes de l'article 351 du Code d'instruction criminelle ne concerne pas les contraventions de simple police.

La portée ainsi attribuée en principe aux dispositions de l'article 351 ne prête à aucun doute. Ce texte (dont la formule a été transportée sans modification par l'ord. du 23 déc. 1958, dans l'art. 5 du C. pén.) ne visant que la pluralité de crimes ou de délits il est unanimement interprété comme excluant par là même le cas de contraventions multiples et qu'il n'est pas davantage applicable en cas de concours entre contravention et infraction plus grave.

L'ivresse publique n'échappe pas à cette règle (Cass. crim., 7 janv. 1876, S., 1876.I.389, 3^e esp.). Il n'en est autrement que lorsque, commise en état de récidive, elle devient passible de peines correctionnelles et se transforme de ce fait en délit (Cass. crim., 30 déc. 1922, *Bull. crim.*, n° 442).

Mais le pourvoi ne prétendait pas contester ces principes. Portant la discussion sur un autre terrain, il se bornait à invoquer qu'en dépit de la pluralité des qualifications, le tribunal se trouvait en présence d'un fait délictueux unique et que dès lors, en prononçant des condamnations multiples, il avait non pas violé les dispositions de l'article 351, qui supposent la concurrence de plusieurs infractions, mais bien méconnu cette règle supérieure d'équité qui interdit aux magistrats de sanctionner deux fois une même faute. Effectivement c'était là, en définitive, que se trouvait le véritable nœud de la difficulté.

Sans doute la doctrine analyse-t-elle en général des situations semblables comme donnant naissance à un concours. Faisant état de la notion de concours idéal elle estime qu'à la pluralité de lois violées répond une pluralité d'infractions. Il en résulte que, tout comme dans le cas de concours matériel, des incriminations distinctes doivent être retenues et, d'autre part, quant à la peine la règle du non-cumul sera observée. Seulement ici la portée de ce dernier principe n'est pas limitée par les termes de l'article 351. Il ne concerne pas exclusivement les crimes et les délits, mais s'étend aux contraventions. C'est qu'en effet précisément, abstraction faite de ce texte et au besoin à son défaut, la règle *non bis in idem* commande en toute hypothèse l'unité de châtiement.

On sait du reste que la Cour de cassation paraît peu favorable à ce concept même d'un concours qui se dégagerait de la simple analyse juridique en l'absence de tout support matériel. Si elle a pu parfois consacrer pratiquement certaines de ses conséquences, elle ne pose pas moins en principe qu'un même fait diversement qualifié ne saurait entraîner une double déclaration de culpabilité (v., en particulier, Cass. crim., 25 févr. 1921, S., 1923.I.89, n. J. A. Roux). Dans ces conditions on comprend qu'écartant en la matière toute idée de pluralité d'infractions, elle ait été conduite à affirmer de son côté que le cumul des peines consacré par l'article 351 en ce qui concerne les contraventions ne leur est applicable que tout autant que ces contraventions procèdent de faits distincts et que dans le cas contraire la règle *non bis in idem* est seule en cause et doit être respectée (v. Cass. crim., 2 mai 1873, S., 1873.I.342; 28 déc. 1872, S., 1873.I.143).

Dès lors, si, dans les circonstances de l'espèce, la Chambre criminelle se refuse à censurer la décision attaquée, c'est donc bien que, rejetant implicitement l'argumentation du pourvoi, elle admettait qu'à la double condamnation infligée répondait la dualité des faits commis.

La Cour de cassation s'était prononcée dans le même sens à propos d'une hypothèse voisine : celle d'un homicide provoqué par la violation des règlements (Cass. crim., 30 janv. 1937, S., 1939.I.193, n. A. Légal; cons. également cette *Revue*, 1958, *Chron.*, p. 390 et s.). Elle avait considéré qu'en pareil cas la contravention au Code de la route

commise par l'auteur de l'accident devait être l'objet d'une peine distincte de celle qui sanctionnait le délit de l'article 319 du Code pénal, estimant sans doute que la violation du règlement et la lésion corporelle qui en avait été la conséquence s'analysaient comme deux faits délictueux successifs, alors qu'à notre avis il s'agissait là, de la part de l'agent, d'un fait unique d'imprudence qui aurait été passible d'une répression propre s'il s'était produit isolément, en l'absence de toute suite préjudiciable, mais qui, étant donné son résultat, apparaissait comme l'élément constitutif d'une infraction plus complexe : ce qui permettait en l'occurrence de relever un concours idéal d'infractions, mais n'était pas de nature, faute de renouvellement de la volonté criminelle, à justifier une gémation des peines.

L'espèce actuelle pouvait se ramener également à un cas de concours idéal, mais d'un type différent : l'ivresse qui avait provoqué l'incapacité de conduire, ne constituait pas à elle seule un délit (Cass. crim., 6 nov. 1958, D., 1959.22) et n'était pas davantage un élément de la contravention envisagée, mais il se trouvait que le comportement par lequel elle s'était extériorisée lui conférait les caractères d'une manifestation d'ivresse punissable. Il s'agissait donc ici d'un seul et même résultat objectif, mais qui, à l'envisager sous ses divers aspects, en négligeant ou retenant tour à tour certaines des circonstances où il s'était produit, se trouvait avoir enfreint simultanément deux dispositions légales dont l'objet était différent : l'une ayant pour but de protéger la sécurité des tiers, l'autre de réprimer un scandale. Si ce pouvait être ici encore une raison de retenir une double qualification, ce n'en était pas une pour méconnaître l'unité de fait, en écartant l'application de la règle *non bis in idem*.

Un jugement du tribunal de police de Paris avait fort justement, croyons-nous, décidé en ce sens (26 juill. 1873, S., 1873.II.284) qu'un individu condamné pour tapage nocturne ne peut être l'objet d'une seconde condamnation pour ivresse publique, lorsque cet état d'ébriété ne s'est manifesté que par le tapage et que c'est dès lors par son effet seul qu'il est devenu une contravention. Et la Cour de cassation elle-même se plaçait à un point de vue semblable lorsque, par arrêt du 3 janvier 1953 (*Bull. crim.*, n° 12, cette *Revue*, 1953, *Chron.*, p. 655), elle affirmait qu'un attentat aux mœurs, bien que commis en public ne pouvait être légalement retenu de surcroît comme outrage à la pudeur.

Le problème cependant se présente sous un jour différent depuis qu'aux termes de la récente réforme du Code de la route (v. Larguier, *Le fondement de la répression de l'ivresse*, Dalloz, 1959, *Chron.*, p. 31 et s.), le fait de conduire en état d'ivresse constitue en soi un délit, indépendamment de tout comportement anormal. Nous ne croyons pas néanmoins que lorsqu'il se traduit par l'incapacité d'assurer correctement la marche du véhicule, les sanctions encourues puissent se cumuler. La loi en effet frappe par l'incrimination nouvelle l'acte d'imprudence qui consiste de la part du conducteur à se mettre au volant malgré une absorption exagérée d'alcool. L'incapacité de conduire n'est qu'une conséquence physiologique de cette imprudence, mais non un acte distinct impliquant une culpabilité propre. Et il faut en dire autant de la publicité qui accompagnerait cette manifestation d'ivresse : il ne s'agit là que d'un aspect accessoire de l'état d'ébriété punissable qui ne saurait être l'objet d'une répression indépendante. De telles solutions répondent d'ailleurs, croyons-nous, aux intentions de la loi. Il est permis d'estimer en effet qu'en frappant le fait d'ivresse à lui seul de peines correctionnelles, les auteurs du texte ont tenu compte des éventualités en question et jugé que ces peines substituées de la sorte aux peines de police constitueraient à elles seules le cas échéant une sanction suffisante.

II. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par Louis HUGUENY

Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

1. Détournement de deniers privés par un comptable public (1).

En souscrivant l'émission d'un mandat postal de 300.000 francs quelqu'un, au Cameroun, avait, pour en acquitter le prix, remis par erreur au receveur des postes une somme de 390.000 francs. Le receveur s'était aussitôt aperçu de l'erreur mais n'en avait pas moins conservé par devers lui les 90.000 francs reçus en trop.

L'indélicatesse dont il s'était rendu coupable était venue à la connaissance de la justice et il avait été poursuivi correctionnellement à la fois pour vol, en vertu des articles 379 et 401 du Code pénal, et pour détournement de deniers privés par un comptable public, en application des articles 169 et suivants qui abaissent la peine au rang de peine correctionnelle lorsque les valeurs détournées n'excèdent pas 100.000 francs, ce qui était justement le cas.

La Cour d'appel de Yaoundé l'avait relaxé du chef de vol : elle n'avait fait en cela que se conformer à une jurisprudence bien établie d'après laquelle la remise de la chose exclut la soustraction, même lorsqu'elle est faite par erreur (v., sur cette jurisprudence : Garçon, *C. pén. annoté*, 2^e éd., sous l'art. 379, n^{os} 133 à 152).

Mais elle avait eu le tort de croire qu'il échappait également aux articles 169 et suivants, parce que la somme excédentaire de 90.000 francs ne lui avait pas été remise par l'expéditeur du mandat postal au titre de l'un quelconque des contrats énumérés à l'article 408 du Code pénal ; qu'il n'en avait reçu que la simple détention et non la possession ; et qu'ainsi il n'y avait pas détournement au sens de l'article 169.

La Chambre criminelle (23 oct. 1958, *Bull. crim.*, n^o 650) a cassé l'arrêt de Yaoundé : « attendu que les contrats dont l'article 408 prévoit la violation sont d'ordre privé et découlent de la seule volonté des parties ; qu'au contraire les détournements réprimés par l'article 169 portent sur des objets ou deniers qui sont entre les mains des personnes visées non par suite d'une remise volontaire, mais en vertu de leurs fonctions, par la volonté de la loi ; qu'ainsi les deux infractions, bien qu'impliquant l'une et l'autre l'existence d'un détournement frauduleux, sont essentiellement différentes et que l'article 169 trouve son application lorsque le prévenu s'approprie indûment une somme qu'il a reçue ou prise en charge en vertu de ses fonctions de dépositaire ou de comptable public, sans qu'il y ait lieu d'examiner si, à raison des mêmes faits, une violation a été commise au préjudice d'un particulier d'un des contrats énumérés à l'article 408 ».

C'est déjà un sujet d'étonnement, pour ne pas dire un scandale, de voir chez nous celui qui s'approprie de mauvaise foi ce qui lui a été remis par erreur échapper à toutes sanctions pénales, à celles du vol comme à celles de l'abus de confiance (v. à ce sujet les pénétrantes observations de notre regretté collègue Donnedieu de Vabres, dans cette *Revue*, 1941, p. 204-205). Le scandale se fût aggravé si la Cour suprême n'avait justement refusé au comptable public le bénéfice de l'impunité accordé au simple particulier.

2. Outrage envers un directeur d'abattoir considéré comme citoyen chargé d'un ministère de service public.

Rejetant un pourvoi formé contre un arrêt d'Aix, la Chambre criminelle a jugé que « le directeur d'un abattoir communal public, responsable de l'administration et du

fonctionnement de cet établissement en conformité des règlements qui le régissent et à qui il incombe, notamment, de veiller au contrôle de la qualité des viandes et de garantir la salubrité publique en s'opposant à tout ce qui serait de nature à y porter atteinte, se trouve par là même investi d'une portion de l'autorité publique et doit être considéré comme chargé d'un ministère de service public et protégé à ce titre par l'article 224 du Code pénal (il faudrait dire aujourd'hui par l'art. R 40, n^o 2, qui a fait tomber au rang de contravention de 5^e classe l'outrage commis envers tout citoyen chargé d'un ministère de service public).

C'est une solution qu'avait autrefois déjà consacrée un jugement du Tribunal de Bauge du 20 juin 1898 (cité par Garçon, *op. cit.*, sous les art. 222 à 225, n^o 665).

Objectera-t-on que cet arrêt s'accorde mal avec un autre arrêt de la Chambre criminelle qui, le 13 novembre 1957, pour soustraire aux peines de la concussion le préposé à la surveillance d'un abattoir municipal, a déclaré qu'il ne pouvait être considéré comme le détenteur d'une partie de l'autorité publique (v. sur cet arrêt nos obs. dans cette *Revue*, 1958, p. 631) ?

Nous répondons que c'était là un motif superfétatoire et auquel la Cour n'avait sans doute pas prêté grande attention. Il y avait en la circonstance une autre raison, celle-là péremptoire, d'écarter les peines de la concussion : on ne pouvait reprocher au directeur de l'abattoir d'avoir accordé une remise de droits que sa fonction ne l'habilitait pas à percevoir.

3. Usurpation du titre d'architecte.

Les architectes ne sont pas les moins ardents à défendre contre les usurpations leur titre professionnel (v., à propos d'un architecte paysagiste, nos obs. dans cette *Revue*, 1952, p. 205).

Une demoiselle, élève à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, s'intitulait sur les plans qu'elle était appelée à dresser : architecte élève à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts. Dans sa correspondance, elle écrivait en abrégé : Architecte E.B.A.

Un professeur au collège technique de Nîmes, qui était un collègue de son père (collégialité ne veut pas dire toujours amitié), l'a fait poursuivre pour usurpation de titre professionnel.

Le Tribunal correctionnel de Nîmes (6 nov. 1958, *Rec. de dr. pén.*, 1959, p. 18) l'a relaxée.

Il a estimé que « le fait par une personne de se qualifier d'architecte élève implique... qu'elle n'a pas encore terminé les études par elle entreprises et que par suite elle n'a ni le diplôme ni le titre d'architecte ».

Et il résultait au surplus d'une lettre du Conseil régional de l'Ordre des architectes que le port du titre « architecte élève à l'Ecole des Beaux-Arts » est conforme à un vieil usage pour les élèves de cette école.

Objectera-t-on que la coutume est impuissante à déroger à la loi ? Lorsque l'application de la loi prête au doute, il n'est pas défendu de faire appel à la coutume pour l'interpréter, au moins pour l'interpréter en un sens favorable au prévenu.

4. Outrage aux mœurs par voie de livre illustré.

L'article 125, alinéa 2, du décret-loi du 29 juillet 1939, aujourd'hui devenu l'article 289, alinéa 2, du Code pénal, spécifie que, dans l'hypothèse où l'infraction aura été commise par la voie du livre, la poursuite ne pourra être exercée qu'après avis d'une commission spéciale. Cette disposition s'applique-t-elle même aux livres illustrés ?

La Chambre criminelle (3 mars 1955, avec nos obs. dans cette *Revue*, 1955, p. 525) avait déjà jugé qu'elle ne leur est pas applicable. Et c'est ce qu'elle vient de reconnaître à nouveau (26 nov. 1958, *Bull. crim.*, n^o 697 ; D., 59.35 ; *Rec. de dr. pén.*, 1959, p. 21) en rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris.

La solution, en la circonstance, se justifiait d'autant mieux qu'il ne s'agissait pas d'images insérées dans un texte mais d'un ouvrage matériellement constitué, sous chemise amovible unique, de deux parties distinctes et non reliées ensemble, d'une part, un texte, et, d'autre part, des dessins séparés du texte et séparés les uns des autres et se présentant chacun sous la forme d'une image pouvant être examinée séparément.

(1) V. *infra*, p. 377.

5. Exposition sur la voie publique de publications dangereuses pour la jeunesse.

La loi du 16 juillet 1949, sur les publications destinées à la jeunesse, dans son article 14, alinéa 2, défend, sous menace de peines, d'exposer sur la voie publique les publications frappées d'interdiction par arrêté du ministre de l'Intérieur comme présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime.

Un libraire, qui n'était qu'un libraire d'occasion, était, en vertu de cette disposition, poursuivi devant la Cour de Paris pour avoir, devant son éventaire, placé dans une caisse trois livres interdits : *Sang sur la jungle*, *Sang sur le Mexique* et *Mariages à crédit*.

Pour se disculper, il faisait valoir d'abord qu'aux termes de l'article 14, alinéa 4, de la loi, la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence est habilitée à signaler les publications qui lui paraîtraient justifier l'interdiction; qu'en l'espèce l'interdiction avait été prononcée par le ministre sans consultation préalable de la commission et qu'il fallait en conséquence la tenir pour illégale. La Cour lui a répondu que le ministre peut prendre l'arrêté d'interdiction *proprio motu*; que les juges ont seulement le pouvoir d'apprécier si l'interdiction est justifiée et qu'en la circonstance elle leur paraissait pleinement justifiée.

Il soutenait ensuite qu'il n'y avait pas exposition parce que les livres incriminés n'étaient pas mis en vue pour attirer le regard : ils étaient dans une caisse, mélangés à d'autres livres et ce n'était qu'après avoir laborieusement fouillé dans cette caisse qu'on avait chance de les découvrir. La Cour lui a répliqué que le terme *exposition* doit s'entendre du fait de placer un ouvrage de telle façon qu'il soit livré aux libres investigations du public et que rien n'empêchait un mineur de fouiller librement dans la caisse.

Il excipait enfin de sa bonne foi : libraire d'occasion, il n'avait pas en mains la liste des centaines de livres interdits, liste qu'aujourd'hui le syndicat des bouquinistes prend soin de diffuser parmi ses membres. Ce moyen de défense, comme il était à prévoir, n'a pas eu plus de succès que les précédents. La Cour a condamné le prévenu à 8.000 fr. d'amende et a ordonné la saisie et la destruction des ouvrages formant l'objet de la poursuite.

6. Opposition collective à l'établissement de l'assiette de l'impôt.

Un inspecteur central et un contrôleur des contributions indirectes s'étaient présentés dans une boucherie pour vérifier les livres d'abattoir et de prise en charge des animaux vivants et pour examiner les viandes afin de s'assurer qu'elles étaient estampillées. En l'absence du boucher, sa femme avait refusé de présenter les registres et de faire visiter le frigidaire, et, comme l'inspecteur y était tout de même entré, elle avait cherché à l'y enfermer. Le boucher, averti de la venue des agents du fisc, avait alerté sept amis qui avaient fait irruption dans le magasin et engagé avec les contrôleurs une discussion animée. Aucune violence n'avait été exercée, aucune menace proférée. Mais les contrôleurs, estimant que la présence de ces gens les empêchait de remplir leur mission, s'étaient retirés et bornés à dresser procès-verbal.

Les sept intervenants ont été, comme bien d'autres avant eux (v. nos obs., dans cette *Revue*, 1958, p. 100, 393 et 851), poursuivis, par application de l'article 1769, alinéa 4, du Code général des impôts, pour opposition collective à l'assiette de l'impôt.

La Cour de Colmar les avait relaxés. Rapprochant le délit en question d'autres délits plus ou moins analogues, le refus collectif de l'impôt (art. 1839 C. gén. imp.), la démission collective des fonctionnaires publics (art. 126 C. pén.), elle avait considéré que « la notion d'opposition collective implique une pluralité au moins virtuelle d'oppositions; qu'une seule opposition, même appuyée par plusieurs individus, voire par un grand nombre, ne peut faire figure d'opposition collective; qu'elle ne prendrait ce caractère que si ces individus entendaient s'opposer également à d'autres contrôles, de sorte que leur manifestation s'inscrivit dans un mouvement d'ensemble de résistance aux travaux des agents du fisc ».

C'était une interprétation originale, assurément ingénieuse, mais qui ne manquait pas de hardiesse. Elle n'a pas trouvé grâce devant la Cour suprême qui a cassé l'arrêt de Colmar en déclarant qu'il suffit, pour rendre applicable l'article 1769, alinéa 4, qu'il y ait réunion de plusieurs personnes dont la présence à l'occasion d'un contrôle

n'a pas d'autre but que de créer obstacle à l'accomplissement de ce contrôle » (Cass. crim., 26 nov. 1958).

7. La notion d'ivresse manifeste.

Un automobiliste qui roulait à une allure très modérée avait, par inattention, heurté et renversé un piéton. Une analyse pratiquée après l'accident avait révélé une teneur de 1 gr. 97 d'alcool dans le sang. L'expert en avait conclu qu'il était en état d'ivresse. Et la Cour de Paris, au vu de ce rapport, avait, par application de l'article 65 du décret du 8 février 1955, condamné le prévenu pour ivresse publique sans constater le moins du monde qu'il avait eu en public un comportement dénotant un état d'ivresse évident, d'ivresse manifeste, pour employer les termes du décret.

La Chambre criminelle (6 nov. 1958, *Bull. crim.*, n° 670) a cassé cet arrêt qui avait eu le tort de confondre ivresse dangereuse et ivresse scandaleuse (v. à ce sujet la chronique de M. Larguier, *Le fondement de la répression de l'ivresse*, D., 59, p. 31 et s.).

8. La notion de gibier.

Un marchand de produits agricoles, qui faisait également commerce d'oiseaux, avait, en période de fermeture de la chasse, exposé dans une vitrine de son magasin trois marmottes vivantes. Un client en avait acheté une. Le marchand et le client avaient été tous deux poursuivis en vertu de l'article 372 du Code rural, l'un pour avoir vendu, l'autre pour avoir acheté du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise.

Le Tribunal correctionnel de Bonneville les avait relaxés l'un et l'autre. La Cour de Chambéry (22 mai 1958, D., 59,22, avec la note de M. Marcel Bouché) a confirmé le jugement vis-à-vis de l'acheteur. Elle a estimé qu'aux yeux de l'acheteur cette marmotte exposée vivante dans la vitrine d'un commerçant patenté se présentait comme un animal d'élevage et que, si jamais elle avait eu le caractère de gibier, elle l'avait, en face de lui, perdu. Mais elle a condamné le marchand qui tenait la marmotte d'un individu non-identifié rencontré sur le marché de Chamonix. En vain avait-il soutenu que la marmotte n'est pas un gibier. La Cour lui a répondu que : « l'article 372 du Code rural s'applique à toute espèce de gibier, qu'il soit mort ou vivant; que par le mot *gibier* on désigne tout animal sans maître susceptible de faire l'objet d'une chasse et propre à l'alimentation; que la marmotte, qui ne figure pas parmi les espèces habituellement reconnues impropres à la consommation, telles que blaireaux, fouines, loups, putois, martres et renards, doit être considérée comme gibier ».

M. Bouché, tout en approuvant l'arrêt, critique la place faite dans les motifs à la notion de comestibilité. Si, dit-il, la notion de comestibilité devait intervenir dans la définition du gibier, il faudrait en conclure logiquement mais paradoxalement que les animaux non comestibles, comme le renard, ne peuvent faire l'objet d'un acte de chasse. C'est une critique à laquelle nous avons peine à souscrire. Comme l'a très bien montré M. Gabolde (« Les notions de gibier en droit pénal français », *Mélanges Magnol*, p. 167 et s.), il n'y a pas une notion unique, mais plusieurs notions de gibier suivant le point de vue auquel on se place. Et il ne nous paraît pas du tout déraisonnable, mais tout à fait conforme à la tradition et au bon sens de faire appel à la comestibilité quand il s'agit de savoir si l'article 372 du Code rural est applicable à la marmotte, dont la chair, nous dit M. Gabolde (*loc. cit.*, p. 182), est « mangée par les montagnards fraîche ou fumée et la graisse employée par les montagnards à la façon du beurre ».

9. Exercice illégal de la médecine par traitement inédit du cancer.

Un homme, qui se paraît indûment du titre de docteur en médecine et de professeur de biologie alors qu'il ne possédait que la première partie du baccalauréat, traitait en particulier le cancer par une méthode de son invention. Et cette thérapeutique avait donné, dans un cas au moins, des résultats si encourageants qu'un maître du barreau, au nom du droit à la vie, avait demandé, par la voie d'une procédure de référé, qu'il fût permis au guérisseur, déjà aux prises avec la justice, de poursuivre sous contrôle médical un traitement par lui commencé. La demande avait été jugée recevable mais rejetée au fond (v. sur cette curieuse procédure : la note de MM. Cosnard et Bouzat, sous Paris, 4 juin 1958, S., 1958.J.8).

Le guérisseur, que le Tribunal correctionnel de la Seine avait condamné pour exercice

illégal de la médecine, a vu le jugement confirmé par la Cour de Paris (28 oct. 1958, *Rec. de dr. pén.*, 1959, p. 13).

En vain s'est-il, après d'autres, retranché derrière l'article 63, alinéa 2, du Code pénal qui impose, sous menace de peines, l'obligation de porter secours aux personnes en péril. La Cour, suivant une formule de style, lui a répondu qu'il n'était aucunement prouvé que les malades qu'il avait illégalement traités eussent été abandonnés par la médecine régulière et que, l'eussent-ils été, cela ne l'eût en aucune façon autorisé à leur donner des soins.

Et c'est en vain encore qu'il s'est accroché à l'article 28 du décret du 28 novembre 1955 sur la déontologie médicale qui fait obligation aux médecins d'assurer aux malades tous les soins médicaux désirables, personnellement ou avec l'aide de tiers qualifiés. La Cour a repoussé la prétention par lui émise de se ranger parmi ces tiers qualifiés : par tiers qualifiés, il ne faut entendre, a-t-elle dit, que « les spécialistes qui, pourvus du diplôme de docteur en médecine, se font agréer par le Conseil départemental pour pouvoir exercer une spécialité déterminée ».

Cette condamnation n'est pas faite pour surprendre. Elle n'en pose pas moins à nouveau, dans des circonstances particulièrement émouvantes, ce problème des guérisseurs que, dans un livre récent, M^e Alec Mellor nous invite si chaleureusement à « repenser ».

III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

1. Causalité indirecte en matière de blessures par imprudence.

Un arrêt de la Chambre criminelle (30 nov. 1958, *Bull. crim.*, n° 661) témoigne une fois de plus de l'élasticité du lien de causalité en matière de délits d'imprudence (v. à ce sujet nos obs. dans cette *Revue*, 1957, p. 375 et les renvois, et aussi *supra*, p. 121).

Une société de construction avait mis, pour les besoins du service, une camionnette à la disposition exclusive d'un artisan qui travaillait sur un de ses chantiers. Un menuisier, qui, depuis peu, travaillait sur le même chantier, a, un jour, pour aller plus vite déjeuner à son domicile, demandé à l'artisan de lui prêter le véhicule. L'artisan a satisfait à la demande sans prendre la précaution, commandée par la prudence, de vérifier si le menuisier, qu'il ne connaissait encore guère, était titulaire du permis de conduire et s'il avait les capacités nécessaires pour tenir le volant sur une route passante et dangereuse.

Le menuisier, dépourvu de permis de conduire, a, par maladresse, provoqué un accident d'où sont résultées des blessures. L'artisan, qui lui avait charitablement prêté la voiture, a été condamné par la Cour d'Aix pour blessures par imprudence. Et la Chambre criminelle, au rapport de M. le Conseiller Rolland, a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt d'Aix.

2. Blessures par imprudence suivies d'incapacité partielle de travail.

Une ordonnance du 4 octobre 1945, modifiant l'article 320 du Code pénal, n'avait laissé aux blessures par imprudence le caractère de délit correctionnel qu'à la condition qu'elles entraînent une incapacité de travail personnel de plus de six jours. Cette incapacité de plus de six jours devait-elle s'entendre d'une incapacité totale et absolue ? Ou bien suffisait-il, pour faire monter l'infraction au rang de contravention de simple police à celui de délit correctionnel, même de l'incapacité la plus légère, à la seule condition qu'elle se fût prolongée pendant plus de six jours ?

Le Tribunal correctionnel de la Seine (15 déc. 1958, *Gaz. Pal.*, 21-24 févr. 1959) s'était prononcé dans ce dernier sens. C'est une interprétation qui s'appuyait sur la jurisprudence de la Cour de cassation (v. Cass. crim., 9 déc. 1948 et nos obs. dans cette *Revue*, 1949, p. 344) mais qui avait l'inconvénient de rendre à peu près illusoire, en matière de blessures par imprudence, la compétence octroyée au tribunal de simple police. L'ordonnance du 23 décembre 1958 a porté, dans l'article 320 nouveau, de six jours à trois mois la limite au-dessus de laquelle les blessures par imprudence passent au rang de délit. Et voici que l'Instruction générale prise pour l'application du Code de procédure pénale (*J. off.*, 11 mars 1959), rejetant, comme « contraire à la volonté évidente du législateur », l'interprétation qu'à la suite de la Cour suprême avaient adoptée la plupart des tribunaux, spécifie que cette limite de trois mois doit d'entendre d'une incapacité absolue et non pas d'une simple incapacité partielle : ce qui étend fort loin et même, au dire de certains, trop loin (v. les craintes manifestées, *Gaz. Pal.*, 18-20 mars) la compétence du tribunal de simple police en matière de blessures par imprudence.

3. Publicité en matière d'outrage à la pudeur.

La Cour suprême a eu l'occasion de rappeler, une fois de plus, aux juges l'importance de la condition de publicité en matière d'outrage à la pudeur.

La Cour de Paris, pour condamner un prévenu en vertu de l'article 330 du Code pénal, s'était bornée à énoncer « qu'il avait exhibé ses parties sexuelles en un lieu accessible aux regards du public en présence de la jeune Jacqueline D..., témoin involontaire ».

La Chambre criminelle (25 nov. 1958, *Bull. crim.*, n° 692, D., 59.54) a jugé que cette double énonciation ne suffisait pas à justifier sa décision. Les juges n'avaient pas dit dans quelles circonstances cet unique témoin involontaire avait assisté aux faits et s'étaient contentés d'affirmer qu'il y avait publicité sans expliquer en quoi elle consistait. Elle a cassé l'arrêt de Paris qui ne la mettait pas en mesure d'exercer son contrôle.

4. Autorité de fait considérée comme circonstance aggravante en matière de viol.

L'article 333 du Code pénal, qui, en matière de viol et d'attentats à la pudeur, aggrave la peine lorsque le coupable est de la classe des personnes qui ont autorité sur la victime, s'entend de l'autorité de fait aussi bien que de l'autorité de droit. Et c'est ainsi que, maintes fois déjà, il en a été fait application à celui qui, vivant en concubinage avec la mère, commet un viol ou un attentat à la pudeur sur la fille mineure qui habite également avec lui (v. nos obs. dans cette *Revue*, 1956, p. 843 et les renvois).

Un arrêt de la Chambre criminelle du 14 octobre 1958 (*Bull. crim.*, n° 620) nous en offre, en matière de viol, un nouvel exemple.

5. Prétendue violation du secret professionnel.

La notion de secret professionnel est une notion si fuyante qu'il est facile d'en faire abus, et, quoique le secret médical soit aujourd'hui volontiers considéré comme absolu, il y a tout de même à son application des limites qu'imposent le bon sens et l'équité.

Une dame, qui remplissait auprès d'une société les fonctions d'auxiliaire médicale, ayant été congédiée, avait assigné la société devant la juridiction prud'homale en indemnité de congédiement. La société, en réponse, l'avait mise en demeure de justifier de l'activité qu'elle soutenait avoir exercée à son service. Et la dame, pour convaincre la juridiction prud'homale du bien-fondé de sa demande, s'était trouvée obligée de produire les doubles des enquêtes par elle effectuées dont les originaux étaient aux mains de la société.

La société, en réplique, l'a fait poursuivre en correctionnelle pour violation du secret professionnel.

La Cour de Paris (21 oct. 1958, *Rec. de dr. pén.*, 1959, p. 12), comme le Tribunal de la Seine, l'a relaxée. Elle en a donné pour raisons : que la communication incriminée n'avait été faite qu'à des membres du barreau, tenus eux-mêmes au secret professionnel ; qu'aucune divulgation en audience publique n'avait été envisagée ; que la prévenue n'avait fait qu'user de son droit de défense ; que les secrets qu'on lui reprochait d'avoir violés étaient des secrets dont la société était, comme elle, dépositaire et qu'au surplus aucune des personnes mentionnées dans les pièces produites n'avait porté plainte.

IV. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES BIENS

par Pierre BOUZAT

*Doyen honoraire de la Faculté de droit et des sciences économiques de Rennes,
Secrétaire général de l'Association internationale de droit pénal.*

1. Vol. Soustraction frauduleuse. Détournement de deniers privés par un comptable public (1).

Nous avons déjà exposé plusieurs fois dans cette *Chronique* (v. en particulier cette *Revue*, 1957, p. 142) que la Cour de Cassation décide que le fait, par une personne, de conserver une chose qui lui a été remise par erreur, ne constitue pas un vol, puisque, cette personne ayant ainsi reçu la pleine possession de la chose, ne saurait être prévenue de l'avoir soustraite. La jurisprudence assimile donc la remise faite par erreur à la remise volontaire (*Crim.*, 2 déc. 1871, D.P., 71.I.353 ; 2 févr. 1912, *Bull.*, n° 64 ; 15 mars 1917, S., 1920.I.234 ; 22 janv. 1948, D., 1948.143, *J.C.P.*, 1948.II.4345, note J. Pierrard ; S., 1949.I.149, note P. Lemerrier et notre *Chronique* dans cette *Revue*, 1955, p. 527).

Appliquant à nouveau cette jurisprudence, la Chambre criminelle, dans un arrêt du 23 octobre 1958 (*Gaz. Pal.*, 14 janv. 1959) décide la relaxe d'un receveur des Postes qui, ayant reçu une somme de 390.000 francs d'un client pour la souscription d'un mandat postal de 300.000 francs, avait conservé par devers lui la différence de 90.000 francs, bien qu'il se soit aperçu aussitôt de l'erreur commise. « En effet, déclare la Cour, aux termes de l'article 379, la soustraction constitue l'un des éléments essentiels du vol ; ce terme de soustraction implique l'existence d'une appréhension qui doit être le fait du coupable et opérée contre le gré ou à l'insu du propriétaire ; l'article précité n'est donc pas applicable à celui à qui, comme en l'espèce, la chose ou les fonds litigieux ont été remis par erreur, et qui les retient ensuite dans une pensée de fraude, quand bien même il aurait découvert l'erreur dès l'instant où elle a été commise ».

Cette décision est bien conforme aux principes de la Cour suprême relatifs à la non-existence de la soustraction frauduleuse en cas de remise par erreur. On doit se rappeler qu'il ne faut pas donner une valeur absolue à ces principes ; dans un nombre toujours plus grand d'hypothèses, la Cour de Cassation prononce des décisions de condamnation en déclarant que la détention purement matérielle ou provisoire, non accompagnée de la remise de la possession n'est pas exclusive de l'appréhension qui caractérise un des éléments du délit de vol. Nous ne pouvons que renvoyer sur ce point à une *Chronique* précédente (v. cette *Revue*, 1957, p. 142).

Le receveur des Postes indélicat avait été poursuivi, non seulement pour vol, mais aussi pour détournement de deniers privés par un comptable public en application des articles 169 et suivants du Code pénal. Pour ce second chef, la Cour d'appel l'avait acquitté comme elle l'avait fait pour celui de vol. Son arrêt se bornait à constater que la somme excédentaire de 90.000 francs versée par erreur au receveur ne lui avait pas été remise par l'expéditeur du mandat postal au titre de l'un quelconque des contrats énumérés à l'article 408 du Code pénal ; que le prévenu n'en avait reçu que la simple détention et non la possession ; qu'ainsi il n'y avait pas eu détournement au sens de l'article 169 du Code pénal.

Nous ne voyons pas du tout pourquoi la Cour de Yaoundé avait mis ainsi l'article 169 sous la dépendance de l'article 408, car cet article 169 punit « tout percepteur,

(1) V. *supra*, p. 370.

tout commis à une perception, dépositaire ou comptable public, qui aura détourné ou soustrait des deniers publics ou privés... qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions ». Il ne vise donc nullement l'existence d'un des contrats mentionnés par l'article 408. C'est ce que relève à juste titre la Chambre criminelle lorsqu'elle déclare que « les contrats dont l'article 408 prévoit la violation sont d'ordre privé et dérivent de la seule volonté des parties ; qu'au contraire les détournements réprimés par l'article 169 portent sur des objets ou deniers qui sont venus entre les mains des personnes visées, non par suite d'une remise volontaire, mais en vertu de leurs fonctions, par la volonté de la loi ; qu'ainsi les deux infractions, bien qu'impliquant l'une et l'autre l'existence d'un détournement frauduleux, sont essentiellement différentes et que l'article 169 trouve son application lorsque le prévenu s'approprie indûment une somme qu'il a reçue ou prise en charge en vertu de ses fonctions de dépositaire ou de comptable public, sans qu'il y ait lieu d'examiner si, à l'occasion des mêmes faits, une violation a été commise, au préjudice d'un particulier, d'un des contrats énoncés à l'article 408 ».

2. Emission de chèque postal sans provision.

Nous avons déjà exposé dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1950, p. 58 ; 1952, p. 263 ; 1958, p. 404) que la loi du 17 novembre 1941 (validée et modifiée par la loi du 18 août 1948) décide, dans son article 6, que le chèque postal n'est pas soumis aux dispositions concernant le chèque bancaire, à l'exception des dispositions pénales qui répriment les délits en matière de chèques, et qui lui sont de plein droit applicables. En conséquence, le fait de remettre un chèque postal sans provision constitue le délit d'émission de chèques sans provision, puni, par l'article 66 du décret-loi du 30 octobre 1935 sur les chèques, des peines de l'escroquerie.

Les recueils récents nous apportent deux décisions relatives à l'émission de chèques sans provision par le moyen d'un chèque postal.

I. — Avant d'exposer la première, rappelons que nous avons précisé dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1958, p. 404) que le tireur d'un chèque postal peut soit le remettre au bénéficiaire, soit l'adresser au centre de chèques postaux, et nous avons alors expliqué que l'on pouvait se demander si, dans le second cas, il y avait émission de chèques sans provision lorsque la provision était inexistante, insuffisante ou non disponible. Certains penchent pour la solution négative. En effet : a) L'article 172 du Code des postes, s'il prévoit que les dispositions pénales qui répriment l'émission de chèques sans provision sont de plein droit applicables au chèque postal, ne vise que le chèque postal présenté au centre de chèques par le bénéficiaire. b) L'article 19 du décret du 17 novembre 1941, modifié par le décret du 12 novembre 1956, pose en principe que le chèque postal adressé au centre de chèques postaux par le tireur qui n'a pas été suivi d'effet pour une cause quelconque, ne peut donner lieu à protêt, et lui est renvoyé ou rendu. c) Le Ministre des Finances, dans une réponse à une question écrite (question n° 13.266, *J. O.*, 26 avril 1950, *Ass. Nat.*, p. 2949), indique que le chèque adressé directement au centre de chèques postaux par le tireur lui est retourné s'il n'y a pas provision ; que, dans ce cas, le chèque postal ne peut être assimilé à un chèque bancaire et que ces deux faits expliquent qu'il ne puisse y avoir de poursuites pénales. d) L'article 172 du Code des postes (rédaction de la loi du 28 nov. 1955) décide que : 1° un certificat de non-paiement sera établi — lorsque le bénéficiaire n'y aura pas renoncé — dans le cas où le chèque postal est présenté au paiement par le bénéficiaire (§ 2) ; 2° que deux copies de ce certificat seront adressées par le centre au greffier du tribunal de commerce ou du tribunal civil statuant commercialement, dont l'une est destinée au parquet.

Nous avons exposé enfin qu'un arrêt de la Cour de Douai du 25 septembre 1957 s'était rangé à la solution négative qui semble imposée par les textes ; ce qui ne nous empêche pas, du point de vue de la politique criminelle, d'avoir une préférence pour la solution inverse (v. cette *Revue*, 1958, p. 405).

Se rangeant à la jurisprudence de la Cour de Douai le Tribunal correctionnel de Béthune, dans un jugement du 28 novembre 1958 (*Gaz. Pal.*, 25 févr. 1959) a relaxé un prévenu au motif qu'il n'était pas établi que le chèque était arrivé au centre de chèques postaux par l'intermédiaire du bénéficiaire. « Attendu en effet », déclare le tribunal, « qu'un ordre de virement transmis par le titulaire d'un compte à son centre

de chèques postaux ne constitue pas un paiement par chèque ; que, dès lors, il n'y a pas lieu de faire jouer les règles légales qui sanctionnent l'émission de chèque sans provision ».

II. — C'est au contraire une décision sévère qu'a rendue la Cour de Cassation dans un arrêt du 14 octobre 1958 (D., 1959.I.5). On se rappellera que la loi de 1941, si elle a assimilé, au point de vue de la répression pénale, le chèque postal au chèque bancaire a cependant donné, dans son article 6, un délai de quatre jours au tireur pour compléter la provision avant qu'il puisse être poursuivi (v. C. Pau, 23 nov. 1949, *Gaz. Pal.*, 1950.I.13 ; Trib. corr. Seine, 6 nov. 1951, D., 1952. Somm. 25 ; — M. Rousselet et M. Patin, *Droit pénal spécial*, 7^e éd., n° 863, p. 587 ; G. Le Poittevin, *Dictionnaire-formulaire des parquets*, 8^e éd., par Antonin Besson, R. Combaldieu et J. Siméon, t. I, V^o Chèque, n° 7, p. 886).

Non sans quelque logique, un prévenu arguait pour sa défense, en se basant sur cet article 6 que l'émission d'un chèque postal sans provision préalable ne pouvait être punissable qu'autant que ce chèque n'avait pas été payé dans les quatre jours suivant la réception dudit chèque par le centre des chèques postaux et qu'en l'espèce une condamnation ne pouvait être prononcée sans qu'il ait été constaté que les chèques émis sans provision préalable n'avaient pas été couverts dans les quatre jours suivant leur réception par le centre de chèques postaux.

La Chambre criminelle répond d'une manière péremptoire qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 18 août 1948 modifiant la loi du 17 novembre 1941, le chèque postal est soumis à la législation concernant le chèque bancaire en ce qui touche les dispositions pénales et qu'il en résulte que le délit d'émission de mauvaise foi de chèque postal sans provision est constitué lorsqu'il n'y a pas de provision préalable et disponible lors de l'émission du chèque.

Nous ne pouvons qu'approuver cette sévérité, car nous avons déjà dit bien des fois dans cette *Chronique* même (v. notamment cette *Revue*, 1958, p. 403 et 405), combien il était nécessaire d'assurer par des sanctions inexorables l'approvisionnement des chèques.

3. Chantage. Immunité de l'article 380 du Code pénal.

On sait que l'immunité prévue par l'article 380 du Code pénal en faveur des époux, si elle concerne spécialement le vol, a été étendue par la jurisprudence à d'autres délits portant atteinte à la propriété, pourvu qu'ils n'atteignent pas les droits de tiers.

La raison en est que son fondement repose sur des notions de convenance qui s'opposeraient à des poursuites dans le cadre familial chaque fois que seules des questions d'ordre pécuniaire privé sont en jeu.

Et nous avons déjà eu l'occasion de commenter cette extension de l'article 380 dans différentes de nos *Chroniques* (ainsi en matière d'escroquerie sous Trib. corr. Seine 27 déc. 1946, v. cette *Revue*, 1947, p. 232 ; en matière de recel sous Trib. corr. Alès, 24 janv. 1958, v. cette *Revue*, 1958, p. 861). La jurisprudence a, par contre, refusé d'étendre le bénéfice de l'immunité pour d'autres infractions telles que le faux en écriture (Cass. crim., 21 mars 1873, *Bull.*, n° 75) et l'émission de chèques sans provision (Trib. corr. Nice, 13 avril 1953, D., 1953.347), pour la raison qu'il s'agissait d'infractions préjudiciant plus à la chose publique qu'à des intérêts particuliers. La Cour suprême a refusé de l'étendre également à l'abus de blanc-seing (Crim., 19 nov. 1948, *J.C.P.*, 1949.II.4730, obs. J. B.), pour la raison que cette infraction peut compromettre non seulement les intérêts patrimoniaux mais encore la personne du signataire.

En définitive, comme le dit excellemment M. Pageaud dans sa note au *J.C.P.*, 1959.II.10973 sous un arrêt de la Cour de Chambéry du 16 octobre 1958 « le bénéfice de l'immunité ne peut être invoqué que pour les délits présentant le double caractère, d'abord de ne porter atteinte qu'à la propriété et non pas à la personne physique ou à la réputation (l'art. 380 se situe dans le chapitre des crimes et délits contre les propriétés), ensuite de ne pas léser les droits des tiers (le désir d'éviter le scandale de poursuites dans le cadre de la famille ne peut conduire à interdire ces poursuites lorsque l'infraction retentit sur des étrangers puisque, précisément alors, elle perd ce caractère purement familial qui rendait sa répression inopportune) ».

Le Tribunal correctionnel de Thonon, dans un jugement du 17 avril 1958, avait cru devoir écarter l'immunité prévue par l'article 380 du Code pénal en matière de chantage,

au motif qu'un tel délit risquait de compromettre, non seulement la fortune de la victime mais aussi sa personne, menacée dans son honneur par des révélations diffamatoires.

La Cour de Chambéry dans l'arrêt précité a infirmé ce jugement parce qu'elle a estimé que s'il était bien vrai que la menace exercée pouvait produire une pression d'ordre moral, il n'en restait pas moins que le but recherché par le maître-chanteur était que la victime consentit à des sacrifices pécuniaires.

La menace, déclare la Cour, n'est qu'un moyen pour y parvenir comme le sont les manœuvres de l'escroquerie, ou les violences du vol qualifié ; dès lors, le caractère moral de cette contrainte ne saurait modifier la nature essentiellement patrimoniale du délit et lui enlever le caractère d'une « soustraction » au sens de l'article 380 du Code pénal ; les raisons qui ont incité le législateur à écarter, dans l'intérêt de la paix des familles, la compétence de la juridiction répressive pour les délits patrimoniaux commis au préjudice de proches parents afin de ne pas aggraver des dissensions familiaux susceptibles d'apaisement, comme c'est le cas en l'espèce, conservant toute leur valeur en ce qui concerne le chantage.

Certes, le chantage est bien une infraction contre la propriété, mais le raisonnement de la Cour de Chambéry ne nous convainc pas absolument, car, comme le dit fort bien M. Pageaud, « Il peut apparaître difficile de faire totalement abstraction du caractère particulier d'une menace qui, pour n'être qu'un moyen de réaliser l'extorsion, n'en joue pas moins un rôle déterminant, et dont l'effet est d'autant plus contraignant qu'elle tend à mettre en cause l'honneur de la victime ou même de tiers visés pour l'atteindre plus sûrement ».

4. Détournement de marchandises warrantées.

Un viticulteur d'Algérie avait vendu en mai 1957 la totalité de sa récolte future et avait reçu à la signature du contrat un acompte de 1.500.000 francs, le solde devant être payé après le 15 novembre 1957. Puis, toujours à la signature du contrat, il avait souscrit un warrant en garantie de la livraison intégrale de la récolte. Il perçut par la suite plusieurs acomptes de l'acheteur. Mais il ne livra qu'une partie de la récolte. Poursuivi de ce fait en détournement de marchandise warrantée, il a été acquitté par jugement du Tribunal correctionnel de Mascara du 22 mai 1958 (*Gaz. Pal.*, 24 janv. 1959).

Le tribunal base sa décision essentiellement sur le fait que selon l'opinion dominante en doctrine et en jurisprudence, la loi du 30 mai 1906 sur les warrants agricoles doit être interprétée restrictivement et que le warrantage doit être considéré comme aménagé uniquement en vue de permettre à l'agriculteur de se faire consentir du crédit.

Or, le tribunal rappelant que le même jour ont eu lieu : la signature du contrat de vente, le versement de l'acompte de 1.500.000 francs et la création du warrant, déduit du rapprochement de ces faits qu'il n'y a pas eu d'avance d'argent à titre de crédit mais uniquement versement d'acompte.

Dans ces conditions déclare-t-il, aucune valeur ne peut être reconnue au warrant et il échet de l'annuler. Conclusion : puisqu'il n'y a pas eu de constitution valable de gage, il ne peut y avoir délit de détournement de gage.

Ce raisonnement est ingénieux et a le grand mérite d'être conforme au grand principe général de l'interprétation restrictive de la loi pénale, principe d'aucuns auraient parfois une fâcheuse tendance à oublier. Mais il ne nous convainc pas entièrement. En effet, il s'agissait de la vente d'une chose qui n'existait pas encore et qui, par conséquent, ne pouvait pas être transférée. Le viticulteur vendeur restait donc débiteur de la livraison et c'est cette dette qui était garantie par le warrant. Il paraît incontestable que, d'une certaine manière, l'acheteur qui avait payé tout de suite le viticulteur lui avait fait crédit en jouant le rôle d'une caisse de crédit agricole. On pouvait donc soutenir légitimement que le warrant avait joué un rôle de titre de crédit.

5. Contrefaçon de dessins et modèles.

Nous avons exposé dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1958, p. 111) qu'avec juste raison, les différentes juridictions cernent le plus qu'elles le peuvent les contrefacteurs de dessins et modèles en matière de couture et nous avons ajouté que leur rigueur est tout à fait justifiée, car les aigrefins, nombreux en la matière, causent à notre industrie de la couture un tort considérable.

La rigueur de la répression est d'autant plus grande que, comme nous l'avons exposé à propos d'un jugement du Tribunal correctionnel de Nice (v. cette *Chronique* dans cette *Revue*, 1958, p. 865), en matière de contrefaçon, la mauvaise foi du prévenu se présume quand la matérialité des faits est établie.

La jurisprudence est constante sur ce point (v. *Crim.*, 1^{er} mai 1940, D.A., 1941.J.116 ; 6 oct. 1955, *Rec. dr. pén.*, 1955.366 ; 28 févr. 1956, *Rec. dr. pén.*, 1956.151 ; 23 juill. 1956, *Rec. dr. pén.*, 1957.58). Et la Chambre criminelle a décidé (20 mars 1944, *J.C.P.*, 1944. II.2731) que la bonne foi ne peut résulter que des circonstances de la cause qui établissent, avec le maximum de certitude, que le prévenu n'a pu avoir connaissance du délit qu'il commettait involontairement, soit parce qu'il croyait avoir le droit de reproduire l'œuvre, soit pour tout autre motif excluant sa volonté de nuire (par exemple, pour un aveugle analphabète, v. *Crim.*, 23 juill. 1956, précité).

La Chambre criminelle, dans un arrêt du 10 décembre 1958 (*Rec. dr. pén.*, 1959, p. 25) fait application de cette jurisprudence sévère, dans une affaire de contrefaçon de modèles de couture où des nommés G... et M... avaient vendu à des couturières de province des modèles exclusifs de grandes maisons de couture.

La Cour de Paris, dans un arrêt du 18 mars 1957, avait relaxé les intermédiaires G... et M..., motif de ce qu'ils avaient protesté de leur bonne foi, et qu'au résultat de l'examen des éléments de la cause, un doute sérieux existait sur le point de savoir s'ils connaissaient le caractère réel de contrefaçon de certains croquis ou toiles pour lesquels ils avaient servi d'intermédiaires.

Elle avait également relaxé les couturières de province, motif de ce que, si elles étaient certainement informées du caractère exclusif des droits des maisons de couture sur les modèles créés par elles, l'information et les débats à l'audience n'avaient pas apporté la preuve qu'en l'espèce elles aient acquis des modèles sachant qu'ils étaient copiés sur ceux des couturiers, qu'au contraire les assurances qui leur étaient données que les toiles et croquis à elles livrés étaient seulement inspirés des nouveautés présentées pour la saison par les couturiers initiateurs de la mode, le fait que ces toiles et croquis leur étaient adressés par une société qui ne donnait pas l'impression de cacher son activité pouvaient d'autant plus surprendre leur bonne foi qu'une comparaison détaillée entre le modèle original et le modèle contrefait était nécessaire pour reconnaître une copie parfois seulement partielle, souvent dissimulée.

Il nous semble que la mauvaise foi des intermédiaires n'était guère douteuse ; au contraire, il est parfaitement possible que les couturières de province aient été de bonne foi. Quoi qu'il en soit, la Cour suprême a infirmé dans sa totalité l'arrêt de la Cour de Paris, déclarant simplement et catégoriquement que tant les couturières de province que les intermédiaires avaient la charge de justifier de leur bonne foi.

6. Contrefaçon. Apposition frauduleuse de marques de fabriques.

Un chimiste S... avait mis en vente des parfums fabriqués par lui et contenus dans des flacons portant des étiquettes sur lesquelles étaient inscrites les mentions A-73, A-29 ou C-91 ; il était indiqué aux acheteurs, soit oralement, soit par la remise d'un tableau de concordance que les parfums portant ces étiquettes, étaient similaires ou analogues à ceux portant les marques régulièrement déposées « Ma Griffes » par la Maison Carven (étiquette A-73), « Carnet de bal » par la Maison Revillon (étiquette A-29), « Arpège » par la Maison Lanvin (étiquette C-91).

La Cour de Paris, dans un arrêt du 31 mai 1956 confirmant un jugement du Tribunal de la Seine avait relaxé le prévenu du délit de contrefaçon. Elle estimait que les éléments de ce délit prévu par l'article 7, § 2, de la loi du 23 juin 1857 n'étaient pas établis. L'usurpation des marques déposées n'ayant pas eu lieu sous une forme matérielle et par la mise sous les yeux du public des signes permettant de les distinguer.

Il est incontestable que le prévenu s'était borné à désigner les parfums fabriqués et vendus par des symboles et à indiquer verbalement aux clients que ces symboles correspondaient à certaines marques de parfums et il n'y avait pas en fait matériel d'apposition de la marque contrefaite sur le produit.

Il n'en reste pas moins que le prévenu avait remis des tableaux de concordance qui donnaient le moyen de traduire le symbole désignant le produit dont il vendait le similaire. Aussi les fabricants des parfums imités demandèrent la cassation de l'arrêt de la Cour de Paris. Pour eux, la contrefaçon par référence orale tombe sous les prévisions de l'article 7 de la loi du 23 juin 1857, dès lors que la propriété d'une marque est

absolue et confère à celui qui en est investi une action contre tous ceux qui y portent atteinte, sous quelque mode et de quelque manière que ce soit.

La Chambre criminelle (6 nov. 1958, *Gaz. Pal.*, 14 févr. 1959) a confirmé l'arrêt de la Cour de Paris. Elle déclare en termes catégoriques que le délit prévu par l'article 7, § 2, de la loi du 23 juin 1857 est constitué par la contrefaçon ou l'apposition frauduleuse sur un produit de l'élément matériel, déposé comme marque, faisant corps avec le produit ou son emballage, et permettant de distinguer ce produit, apposition qui n'avait pas eu lieu en l'espèce.

Pour la Cour suprême, les indications données si elles pouvaient éventuellement constituer des faits de concurrence déloyale, n'étaient pas de nature à créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur sur l'identité du produit.

Cet arrêt s'accorde parfaitement avec un arrêt de la Chambre commerciale du 22 février 1955 (*Gaz. Pal. T. Q.*, 1951-1955, V° *Propriété industr. et com.*, n° 145, *Bull.*, 1955.3.57, *Ann. propr. industr.*, 1956.89) relatif à la vente d'essences permettant de fabriquer des imitations de tel ou tel parfum de marque. Mais, il pourra paraître, non sans quelques raisons, indulgent à certains. Et en tout cas, il nous semble marquer un revirement de jurisprudence car il a été jugé par la Chambre commerciale et par la Chambre criminelle elle-même, que la propriété de la marque déposée est absolue et confère à celui qui en est investi une action contre tous ceux qui y portent atteinte « sous quelque mode et de quelque manière que ce soit » (v. *Crim.*, 12 juin 1956, *Gaz. Pal.*, 1956.2.86, *Bull.*, 1956.3.148, D., 1956.681, *J.C.P.*, 1956.9484, note A. Chavanne, *Ann. propr. industr.*, 1956.81, note P. Mathély; 8 févr. 1956, *Gaz. Pal.*, 1956.2.T., V° *Propriété industr.*, n° 28 bis, *Bull.*, 1956.250).

7. Jeux de hasard et loteries.

Nous avons commenté dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1953, p. 106 ; 1954, p. 772 et 1958, p. 865) plusieurs décisions qui montrent combien est sévère la jurisprudence en matière de jeux de hasard et de loterie. Nous avons approuvé en principe cette rigueur, mais à la condition qu'elle ne sanctionnât que les concours par lesquels les journalistes ou autres exploitent, dans un but de lucre, le goût du public pour les profits aléatoires.

La Cour de Grenoble dans un arrêt du 29 novembre 1957, s'était montrée plus indulgente et avait relaxé deux dirigeants d'une société vendant au détail une marque de café qui avait organisé un concours ouvert aux acheteurs de paquets de café auxquels était remis gratuitement une feuille sur laquelle ils devaient, tout d'abord, reconstituer une tête de nègre au moyen de quarante images correspondant à l'acquisition de 20 paquets de 250 gr. chacun, et répondre ensuite, à cinq questions relatives aux pays producteurs de café, aux raisons du choix du café de marque Genty, et au choix du lieu de séjour personnel de trois semaines (réponses permettant de dresser une liste-type), enfin, dans une cinquième et dernière question, de préciser le rang obtenu dans cette liste-type par quatre pays nommément désignés, cette réponse décidant, par comparaison avec la liste-type, du classement définitif du concurrent.

La Cour de Grenoble tout en reconnaissant que les questions posées n'éliminaient pas complètement le hasard en raison de leur nature avait cependant relaxé les prévenus au double motif que le concours proposé était organisé de telle manière qu'il permettait aux participants éventuels de se livrer à un jeu mettant à l'épreuve leur capacité et leur habileté, mais ne leur assurait pas automatiquement un droit à une prime quelconque et que les paquets de café étaient vendus à leur prix habituel et normal et que les feuilles de concours étant distribuées gratuitement, les participants n'avaient pas à fournir de mise.

La Chambre criminelle dans un arrêt du 8 octobre 1958 (*Rec. dr. pén.*, 1958, p. 353) infirme l'arrêt de Grenoble en déclarant que la loi du 18 avril 1924 qui a modifié l'article 2 de la loi du 21 mai 1836, a eu pour objet, ainsi que l'indique son titre, la répression de tous les concours ouverts au public, et dont la solution est réglée par une part de hasard, et que de l'ensemble des dispositions contenues à l'article 2 précité, il résulte que sont réputées loteries et interdites comme telles, toutes opérations offertes au public, sous quelque dénomination que ce soit, pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait dû, même partiellement au hasard, que ces dispositions n'exigent pas qu'il y ait risque de perte pour l'acheteur de la marchandise bénéficiaire de la prime, l'emploi de la voie du sort dans l'opération envisagée étant prohibé, abstraction faite de ses résultats.

Et la Cour suprême conclut que la Cour de Grenoble ayant constaté expressément que le hasard jouait un rôle dans la détermination du résultat, ne pouvait déclarer que les sanctions légales n'étaient pas encourues.

Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit dans cette *Chronique* lors de notre dernier commentaire d'une affaire similaire (v. cette *Revue*, 1958, p. 865) à savoir qu'il paraît maintenant bien établi que pour éviter une condamnation, il faut que le concours ne laisse aucune part au hasard ou tout au moins ne lui laisse qu'une part tout à fait minime (v. *Trib. corr. Seine*, 15 déc. 1952, D., 1953.364, *Gaz. Pal.*, 1953.1290, *J.C.P.*, 1953.7658, note H. Delpech, et la note de notre excellent collègue J.-D. Bredin sous C. Paris, 19 déc. 1957, D., 1958, p. 230). Encore est-il que devant les termes catégoriques de la Cour suprême, on peut se demander si elle ne trouverait pas un délit même dans les affaires où le hasard ne garde qu'une influence minime, mais garde une influence tout de même.

8. Usage frauduleux des biens ou du crédit d'une société.

Un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 14 novembre 1958 prononce une condamnation dans un cas, assez inédit nous semble-t-il, d'usage frauduleux des biens ou du crédit d'une société.

Il s'agissait d'administrateurs qui, poursuivis par le ministère public pour des infractions dont certaines, telle la présentation de bilans inexacts ou incomplets, étaient susceptibles de nuire à l'ensemble des actionnaires de la société qu'ils administraient, n'avaient rien trouvé de mieux que de faire payer par la société tous les frais afférents à leur défense en justice.

Ils ont été très justement condamnés. On sait (v. Rousselet, Patin et Goyet, *Droit pénal spécial*, 7^e éd., n° 996) que les éléments de l'infraction sont les suivants :

a) Il faut en premier lieu qu'un usage contraire à l'intérêt social ait été fait des biens ou du crédit de la société. C'était bien le cas en l'espèce, puisque les poursuites exercées par le ministère public étaient motivées par des infractions susceptibles de nuire à l'ensemble des actionnaires.

b) Il faut en deuxième lieu que le gérant ou l'administrateur ait agi dans un intérêt personnel. C'était bien le cas en l'espèce aussi, puisque les poursuites étaient dirigées, non contre la société, mais contre les administrateurs eux-mêmes, qui, nous venons de le dire, avaient commis des infractions susceptibles de nuire à l'ensemble des actionnaires. Le jugement déclare fort justement que les intérêts des administrateurs en la circonstance, loin de se confondre avec l'intérêt social, en étaient, dès l'origine, distincts sinon opposés.

c) Il faut en troisième lieu que le mandataire social ait agi de mauvaise foi. La mauvaise foi, en l'espèce, ne faisait aucun doute. Cependant les administrateurs excipaient pour échapper à la sanction pénale, du mandat qui leur avait été donné par des assemblées générales approuvant la passation en frais généraux des dépenses nécessitées par leur défense en justice.

Le Tribunal de la Seine répond fort justement qu'une assemblée générale d'actionnaires ne peut pas donner à ses administrateurs le mandat d'accomplir une action illégale ; qu'une telle convention, aux termes du droit commun, serait nulle comme ayant une cause immorale ou illicite, à plus forte raison les actionnaires ne peuvent-ils imposer à leurs mandataires d'un délit. En décider autrement serait permettre à tout conseil d'administration possédant la majorité des actions, de commettre des infractions sans craindre de sanctions pénales puisqu'il suffirait d'invoquer une décision de l'assemblée générale préalablement provoquée.

9. Vente avec primes ou timbres-primes.

Nous avons exposé dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1958, p. 414) que, pendant longtemps, les ventes avec primes ou timbres-primes ne furent l'objet d'aucune mesure législative restrictive, mais que cette pratique ayant été vivement accusée d'entraîner la hausse des prix (ce qui était souvent vrai puisque d'une part, les acquéreurs ne connaissaient pas exactement la valeur de leurs achats et que d'autre part les détaillants récupéreraient sur leurs clients la valeur des primes ou timbres-primes qu'ils avaient achetés à leurs fournisseurs), la loi du 20 mars 1951, complétée par le décret d'applica-

tion du 19 septembre 1951, est venue interdire : 1° les ventes avec distribution de coupons primes, timbres-primes, bons, tickets, vignettes ou autres primes de dénomination quelconque donnant droit à une prime dont la remise est différée par rapport à l'achat ; 2° les ventes avec primes en nature consistant en produits différents de ceux qui font l'objet de la vente réalisée.

Ces textes ont donné lieu à d'abondantes décisions manifestant, les unes des tendances sévères pour les commerçants, les autres des tendances indulgentes.

La douzième Chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine a rendu le 16 décembre 1958 deux décisions, dont l'une fait une application indulgente, et l'autre une application sévère des textes.

Dans la première (inédite), le tribunal a estimé qu'il pouvait relaxer un fabricant de plaques minéralogiques en relief pour automobiles qui remettait un « carnet de fidélité » aux garagistes s'adressant à lui et donnait gratuitement une treizième plaque à ceux qui en avaient vendu douze. Les juges ont estimé qu'un tel système ne s'opposait nullement au vœu du législateur, désireux de supprimer des pratiques commerciales empêchant les acquéreurs de connaître exactement la valeur de leurs achats.

Dans la seconde, le tribunal a en revanche condamné à 500.000 francs d'amende le directeur d'une firme de torréfaction de cafés qui offrait aux clients des verres, assiettes, couverts, nappes et serviettes de table contre remise d'un certain nombre de sacs en papier ayant contenu ses cafés.

Ce second jugement du Tribunal de la Seine (*Gaz. Pal.*, 21 févr. 1959) est très longuement et très soigneusement motivé. Il appelle cependant quelques réserves.

On sait que l'article 3 de la loi de 1951 apporte une exception à l'interdiction du système de vente avec primes, lorsque les primes consistant en objets de faible valeur marqués de manière indélébile et apparente, conçus spécialement pour la publicité et que le décret d'application du 19 septembre 1951 précise que la valeur desdits objets répondant à ces conditions, ne devra, en aucun cas, être supérieure à 15 % de la valeur de l'objet vendu ou du service rendu.

En ce qui concerne la valeur des objets, il était plaidé que chaque prime, prise individuellement, représentait moins de 10 % de la valeur de l'achat, ce qui n'était pas contesté. Le tribunal répond qu'elles ne peuvent être considérées comme de menus objets de faible valeur, puisque la réunion d'un certain nombre de bons, peut permettre la remise d'un service de table de 44 pièces, d'un service de verres ou de nappes avec leurs serviettes ; que chaque article pris isolément est une partie du service ; que cette pratique qui a l'apparence de la légalité, alors qu'en fait, elle est inspirée par le dessein de tourner la loi, constitue, au contraire, à l'égard du consommateur alléché par le désir de se procurer le service, l'offre fallacieuse qui a pour effet de l'entraîner automatiquement à multiplier ses achats, dans des limites qui dépassent ses ressources et même ses besoins, jusqu'à ce qu'il ait réuni l'ensemble des pièces du service.

On peut éprouver les plus grands doutes sur cette argumentation, car si la délivrance d'un objet lors de chaque vente était légale, il paraît difficile d'admettre que la répétition du nombre des ventes puisse la rendre illégale. Pour qu'il en fût ainsi, il eût fallu que la loi ait prévu un délit d'habitude ce qui n'était pas le cas. La Cour de Poitiers dans son arrêt précité du 28 février 1957 avait statué en sens contraire du Tribunal de la Seine.

On remarquera aussi que, dans son attendu, le tribunal parle de l'apparence de la légalité. Voilà une référence à une notion bien dangereuse. Quand est-ce que l'apparence de la légalité ne concorde plus avec la légalité tout court ? Gardons-nous de creuser ce délicat problème !

En ce qui concerne le fait que les objets remis en cadeau, dans les cas où cette remise est possible, doivent être marqués d'une manière indélébile et apparente d'une part, et conçu plus spécialement pour la publicité d'autre part. Le tribunal relève comme nouvel élément de condamnation que la mention portée sur les objets de lingerie pouvait s'effacer après un ou plusieurs lessivages ou pouvait être dissimulée par un ourlet, du fait qu'elle était apposée sur la lisière ; que pour la vaisselle et la verrerie, si la marque « cafés Gilbert » y était apposée d'une manière indélébile, elle n'était pas apparente puisqu'extérieurement, rien ne distinguait l'assiette ou le verre remis en prime, d'une assiette ou d'un verre d'un service vendu dans un magasin quelconque ; que lorsqu'ils étaient placés dans leur position normale, il fallait les retourner pour lire la marque « cafés Gilbert » discrètement apposée au-dessous, sous la forme d'un petit rond iden-

tique à celui apposé par les fabricants de vaisselle ; que ces objets disposés et utilisés normalement, n'étaient nullement, par eux-mêmes évocateurs des « cafés Gilbert » et ne pouvaient, en conséquence, être considérés comme un moyen de publicité pour la personne non avertie, alors que les objets spécialement conçus pour la publicité doivent avoir pour effet, d'attirer tout particulièrement l'attention du public en général sur le produit dont le fabricant recherche la vente et sur le nom ou la raison sociale de celui qui le distribue.

On peut se demander si le tribunal n'ajoute pas des exigences à celles prévues par la loi. La Cour de Poitiers, dans l'arrêt précité, s'était montrée indulgente au sujet d'assiettes qui étaient marquées en-dessous et dont on ne pouvait voir la marque sans les retourner.

Et s'il nous est permis de finir sur un discret aperçu de politique criminelle, on peut se demander si une interprétation aussi sévère de la loi de 1951 est absolument équitable à une époque où les grandes entreprises commerciales font une publicité énorme, tant dans la presse que dans la radio dite « périphérique » et que cette publicité parfaitement licite et admise obtient des consommateurs des achats sans doute beaucoup plus considérables que ne le ferait le système des ventes avec primes. Comme toujours, il nous semble qu'il y ait une question de juste mesure à considérer.

V. PROCÉDURE CRIMINELLE

par Jean ROBERT

Conseiller à la Cour de cassation.

1. Réparations civiles. Nécessité d'un préjudice direct et personnel.

Il est certain — cette tendance a été maintes fois dénoncée ici — que les juridictions répressives ont vu apparaître depuis quelques années une quantité invraisemblable de syndicats, d'associations et de particuliers qui, se proclamant lésés par une infraction, viennent au secours du ministère public, se substituent bruyamment à son action (ou à sa prétendue inaction), et se constituent partie civile à tout propos. Est-ce la simplicité de la procédure pénale et la rapidité présumée de la décision qui les attirent ? Est-ce la publicité organisée autour du procès pénal, dont le faste va rejaillir sur ces soutiens de l'ordre public et sur leurs mandataires ? En tout cas, le devoir des tribunaux est de rappeler le principe que seul un dommage personnel et résultant directement de l'infraction autorise la saisine de la juridiction répressive pour la réparation civile de ce dommage. A plusieurs reprises, ces mois derniers, la Chambre criminelle a fait barrage contre cette prolifération de parties civiles, qui méconnaissaient la portée des articles 1^{er} et 3 du Code d'instruction criminelle, alors en vigueur.

A. — La « Fédération départementale des chasseurs de la Nièvre » avait cité directement un cultivateur pour divagation de chien. Le tribunal correctionnel, puis la Cour d'appel l'ont déboutée, en disant qu'elle n'avait aucune qualité pour exercer de telles poursuites. Tenace, la Fédération s'est pourvue en cassation, mais la Chambre criminelle a déclaré ce pourvoi irrecevable (Crim., 5 mars 1958, *Bull.*, 214). Si en effet les sociétés départementales de chasse ont pour objet, aux termes de la loi du 28 juin 1941, la répression du braconnage, la constitution et l'aménagement des réserves de chasse, la protection et la reproduction du gibier, ce texte n'emporte pas pour autant dérogation à la règle que pour agir devant les tribunaux répressifs, il est nécessaire de justifier d'un préjudice direct et d'un droit actuel ; ce qui n'apparaissait pas en l'espèce, sur une simple divagation de chien. Cette jurisprudence s'est confirmée dans un autre arrêt du 28 juillet 1958 (*Bull.*, n° 580), qui concernait la même Fédération et la même infraction.

B. — La « Fédération nationale des syndicats de fabricants de boissons gazeuses, entrepositaires de bières, marchands d'eaux minérales et d'acide carbonique de France et d'outre-mer » avait cité directement un de ses adhérents devant le tribunal de simple police pour non-consignation d'emballages (contravention prévue par l'art. 1^{er} de la loi du 13 janv. 1938). A juste titre, le juge de simple police et, sur appel, le tribunal correctionnel, ont fait observer à cette ombrageuse fédération que l'infraction ne lui causait aucun préjudice personnel, et que le ministère public avait compétence exclusive pour la poursuite. La Chambre criminelle n'a pu qu'approuver cette manière de voir (Crim., 30 avril 1958, *Bull.*, n° 367).

C. — Après la Chambre régionale des huissiers qui ressentait l'affront fait à l'un de ses membres (Cass., 9 janv. 1958, *Bull.*, n° 46, cité dans cette *Chronique*, cette *Revue*, 1958, p. 638), c'est le Syndicat national des contributions indirectes qui s'est déclaré solidaire d'un inspecteur outragé par des poujadistes à l'occasion d'un contrôle fiscal. Comme pour la Chambre des huissiers, la Chambre criminelle a déclaré l'action du syndicat irrecevable : l'outrage portait préjudice à la personne outragée et aux intérêts généraux de la société, mais non pas à la profession que ce syndicat représentait (Cass., 13 mai 1958, *Bull.*, n° 375).

D. — Un garagiste avait déréglé son appareil distributeur d'essence : par ce moyen il parvenait à tromper ses clients sur la quantité d'essence qu'il leur livrait. On le poursuivit et on le condamna pour fraude commerciale. Mais, tenant que ce procédé déloyal était de nature à compromettre l'essor du tourisme, l'Union Nationale des Associations du Tourisme, dite U.N.A.T., se constitua partie civile et obtint des dommages-intérêts. Le condamné se pourvut en cassation. Comme il était décédé quelques jours après son pourvoi, l'action publique fut déclarée éteinte. Cependant la Chambre criminelle, soulevant d'office le moyen, a décidé que l'irrecevabilité de l'action civile était d'ordre public, et elle a cassé l'arrêt de la Cour d'appel sur les intérêts civils, en constatant que l'infraction consistait en une tromperie commise par le garagiste au préjudice des clients et que l'U.N.A.T. ne justifiait, de toute évidence, d'aucun dommage résultant directement de l'infraction poursuivie (Cass., 24 juill. 1958, *Bull.*, n° 568).

E. — La nécessité de barrer la route aux parties civiles abusives s'est encore exprimée à l'occasion d'un arrêt du 15 octobre 1958 (*Bull.*, n° 623). Dans une poursuite pour blessures involontaires, la compagnie d'assurances qui garantissait à la victime, son assuré, le remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques en cas d'accident, s'était constituée partie civile au motif que son contrat était une assurance de dommages et non de personne, et qu'il emportait au profit de l'assureur subrogation dans les droits et actions de l'assuré contre l'auteur du dommage. Après la Cour d'appel de Colmar, la Chambre criminelle a rappelé que seul un intérêt direct et personnel peut servir de base à l'action civile devant les juridictions répressives, et qu'il faut justifier d'une lésion personnelle causée par le délit. En l'espèce, la cause juridique du paiement des frais médicaux et pharmaceutiques était le contrat qui liait la compagnie d'assurances à l'assuré, et non pas le délit retenu à la charge du prévenu.

F. — Une situation semblable en droit a fait l'objet d'un arrêt de la Chambre criminelle du 8 juillet 1958 (*Bull.*, n° 523). La Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône était assurée contre le vol auprès de la Compagnie « La Foncière » : ayant été victime d'un audacieux cambriolage, elle se fit régler par celle-ci les 852.000 francs qui lui avaient été dérobés. Quand les auteurs du vol furent retrouvés et déferés à la Cour d'assises, la Compagnie « La Foncière » se constitua partie civile pour demander le remboursement de la somme qu'elle avait payée à son assuré, et la Cour d'assises fit droit à la demande, qui était présentée sur le fondement de la clause habituelle de subrogation. La Chambre criminelle a cassé cet arrêt, en observant, comme dans l'espèce précédente, que le dommage subi par la compagnie d'assurances prenait sa source, non dans le crime de vol qualifié reproché aux accusés, mais dans le contrat d'assurances intervenu entre elle et la victime. L'action en remboursement ne pouvait donc pas être portée devant le juge pénal.

G. — Enfin, dans le même esprit, citons l'arrêt du 26 novembre 1958 (*Bull.*, n° 694) rendu dans une poursuite pour défaut de permis de construire. Un sieur A... avait surélevé un mur sans y avoir été préalablement autorisé. Les voisins, les époux M..., qui souffraient d'une privation d'air et de lumière par suite de cette surélévation, se constituèrent partie civile pour demander, outre des dommages-intérêts, la démolition du mur litigieux. Ils soutenaient que le préjudice subi par eux était la conséquence directe de cette construction irrégulière, et, disaient-ils, si le permis de construire avait été sollicité, ou bien l'Administration l'aurait refusé, ou bien elle aurait limité la surélévation à de raisonnables proportions. La Cour d'appel avait justement décidé que les dispositions édictées par le Code de l'urbanisme avaient pour objet l'intérêt général, et non les intérêts privés. Or, on ne pouvait pas dire, — même si le dommage subi par les époux M..., était bien né à l'occasion du délit retenu à la charge du prévenu —, qu'il était la conséquence directe de cette infraction, laquelle consistait seulement à n'avoir pas demandé un permis avant d'entreprendre une construction. Il appartenait donc aux époux M..., de rechercher devant d'autres juridictions que la juridiction répressive, la réparation du dommage qu'ils subissaient.

Rappelons que le nouvel article 2 du Code de procédure pénale a consacré cette règle à laquelle la Chambre criminelle s'est si fermement attachée. Alors que l'ancien article 1^{er} du Code d'instruction criminelle donnait l'exercice de l'action civile à « tous ceux qui ont souffert du dommage causé par une infraction », l'article 2, § 1^{er} nouveau, énonce : « L'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à tous ceux qui ont personnellement souffert du dommage

directement causé par l'infraction ». Souhaitons que cette disposition mette un terme définitif aux constitutions de parties civiles aberrantes : en matière civile, le juge pénal doit rester un juge d'exception.

2. Prescription. Délit commis à l'étranger par un Français.

Un sieur D..., ressortissant français résidant en Suisse, avait commis dans ce pays entre 1945 et 1948, les crimes de faux et usage de faux, et les délits, connexes à ces crimes, d'escroquerie, d'abus de confiance et de banqueroute simple. La justice helvétique avait ouvert une information : D..., placé sous mandat de dépôt, fut mis en liberté provisoire ; il se réfugia alors en France. La Cour d'assises de Genève le condamna par défaut à quatre années de réclusion, en retenant toutes les infractions visées à la prévention. Ayant appris que le condamné était fixé en France — pour d'autres motifs judiciaires —, le Gouvernement fédéral dénonça officiellement au Gouvernement français, le 16 juin 1952, l'ensemble des faits qui avaient entraîné la poursuite et la condamnation. Une information fut alors ouverte au Parquet de Versailles (réquisitoire introductif du 7 juillet 1952), et, par arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris, D... fut renvoyé devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise pour les crimes de faux et usage de faux et pour les trois délits qui y étaient connexes. Il forma pourvoi contre cet arrêt et fit soutenir que les délits connexes aux crimes étaient prescrits, parce que les autorités judiciaires françaises avaient ouvert l'information plus de trois années après les faits délictueux.

La Chambre criminelle n'a pas admis cette thèse (Crim., 6 mars 1958, *Bull.*, n° 232). Alors d'ailleurs que D..., ne justifiait pas qu'il eût, depuis son retour en France, subi ou prescrit la peine infligée par la Cour d'assises de Genève ou qu'il en eût été gracié, l'information ouverte par le Parquet de Versailles avait bien été diligentée régulièrement. En effet l'escroquerie, l'abus de confiance et la banqueroute simple, avaient été « en temps de droit », dit la Cour de cassation, « poursuivis et sanctionnés par les autorités judiciaires helvétiques ».

L'arrêt est intéressant, parce qu'il répond à une question qui préoccupe souvent les magistrats recevant, par l'intermédiaire de la Chancellerie, une dénonciation officielle d'un gouvernement étranger. Pour apprécier si les faits sont prescrits, ils inclinent parfois à considérer seulement, d'une part la date des faits, et d'autre part la date à laquelle les pièces leur parviennent. Ne tenant compte que des actes d'instruction et de poursuite en France, ils déniaient, pour le calcul de la prescription, toute valeur aux actes de procédure accomplis par les autorités étrangères. La Chambre criminelle leur rappelle que la prescription n'est pas acquise à l'inculpé si les faits commis à l'étranger ont été « en temps de droit » poursuivis et jugés par les tribunaux étrangers. « Temps de droit », la formule est prudente. S'agit-il du « temps de droit » étranger, ou du « temps » tel qu'il est fixé par notre Code ? Si l'on adopte la première hypothèse, on risque dans certains cas d'aggraver singulièrement la situation de l'inculpé, Français rentré en France et jugé désormais par un tribunal français. Imaginons par exemple que le pays dans lequel les infractions ont été commises ait édicté des délais de prescription plus longs que ceux de notre Code, ou même qu'il n'en ait édicté aucun, et supposons que les faits ont bien été poursuivis à l'étranger, mais après un délai qui dépasse nos délais de prescription. Si notre Français vient se réfugier en France, et que le gouvernement étranger dénonce officiellement les faits, la dénonciation sera régulière en ce sens que la prescription n'est pas acquise à l'étranger, puisque par définition la poursuite et la sanction à l'étranger seront intervenues « dans le temps de droit ». Il sera cependant choquant de faire condamner ce Français par un tribunal français, dans des conditions de procédure plus sévères que si les faits avaient été commis en France, alors que le trouble social dans notre pays est moindre. Si au contraire l'on se rallie à la seconde hypothèse, d'autres difficultés surgissent. Dans certains pays, les délais de prescription de l'action publique sont plus courts qu'en France. Supposons maintenant un gouvernement étranger qui a laissé prescrire son action publique, soit qu'il eût été incapable d'exercer à temps cette action, soit qu'il s'en fût abstenu volontairement. Ne va-t-il pas être tenté, au moins dans le premier cas, de faire naître en France des poursuites pour lesquelles il s'est trouvé forclos chez lui ? Il lui suffira d'utiliser le biais de la dénonciation officielle avant que le délai de la prescription française soit écoulé. Et la « partie offensée » à qui on a refusé justice dans le pays, lieu de l'infraction ? Certes, aussi bien dans l'ancien article 5 du Code d'instruction

criminelle que dans l'article 692 nouveau, on prévoit que les poursuites en France ne pourront pas avoir lieu si l'inculpé a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, s'il a subi ou prescrit sa peine. Mais si la condamnation n'est pas définitive, ou si les poursuites n'ont pas été conduites à leur terme, ou si elles n'ont pas eu lieu ? En matière d'extradition, l'article 5-5° de la loi du 10 mars 1927 exige que la prescription ne soit acquise ni d'après les lois de l'Etat requérant, ni d'après celles de l'Etat requis. C'est fort légitime. Il est douteux qu'on puisse transposer d'autorité une telle règle dans la matière qui nous occupe, et obliger le juge français à vérifier que dans aucun des deux pays la prescription de l'action n'est acquise au moment de la dénonciation ou de la plainte de la partie offensée.

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la condition du retour de l'inculpé en France, qui figurait au dernier alinéa de l'article 5 du Code d'instruction criminelle, n'est même plus exigée pour la poursuite en France.

3. Transaction en cours d'instance. Validité. Effets sur l'action civile.

La victime d'un accident d'automobile avait signé, au cours de l'instance correctionnelle, une transaction que la compagnie d'assurances lui avait soumise au nom de l'auteur de l'accident, son assuré. On connaît le luxe de formules par lesquelles ce genre de négociations se caractérise et qui interdisent de revenir, en quoi que ce soit, sur les modalités de l'accord. La perspective d'une indemnisation immédiate et sans procès est envisagée avec faveur par la victime, mais celle-ci n'est pas sans s'exposer, dans cette précipitation, à une méconnaissance de ses intérêts. Si exceptionnellement la transaction apparaît, par la suite, plus avantageuse que la victime de l'accident ne le pensait (parce que les blessures se sont consolidées plus vite et mieux qu'on ne le croyait à l'époque de l'accord), il arrive aussi que des lésions d'une gravité insoupçonnée se révèlent après cet accord. La tentation est forte pour l'accidenté de chercher alors par tous moyens à remettre en cause la transaction intervenue trop tôt.

Dans l'espèce soumise à la Chambre criminelle (Cass., 25 mars 1958, *Bull.*, n° 301), un sieur H..., victime d'un accident de la route, s'était constitué partie civile contre l'auteur de cet accident. Une transaction était intervenue en cours d'instance ; puis, les lésions s'étant considérablement aggravées, H... reprit son action et demanda au tribunal correctionnel la réparation intégrale de son dommage. La Cour d'appel le débouta en considérant que par la transaction, l'action civile était éteinte. Cet arrêt a été cassé, car la transaction était nulle, faute d'avoir été déposée au greffe et enregistrée.

On sait qu'aux termes des articles 646 et 704 du Code général des impôts, les accords intervenus en cours d'instance donnent lieu à la perception de droits et qu'ils doivent faire l'objet d'un acte dans tous les cas. Cet acte est déposé au greffe du tribunal dans un délai de vingt jours, et soumis à l'enregistrement dans le mois de sa date : le tout est prescrit à peine de nullité absolue. Cette disposition fiscale a été, à coup sûr, prise d'abord dans l'intérêt du Trésor : il convient que les parties n'échappent pas, grâce à un accord non enregistré, les droits que l'Etat aurait perçus si les condamnations avaient été prononcées par jugement. Mais en exigeant, à peine de nullité absolue, la formalité d'un écrit, soumis à l'enregistrement, la loi a voulu aussi attirer l'attention de ceux qui s'engagent, peut-être imprudemment, et qui renoncent à s'en rapporter à une décision judiciaire présumée équitable. Le législateur a pensé que la solennité de l'acte incitera peut-être le créancier du dommage à ne pas accepter, sans réfléchir, tout ce qui lui est proposé sous la forme d'un règlement sans délai.

C'est pourquoi la Cour suprême a cassé la décision qui, tout en reconnaissant que la transaction n'avait été ni déposée, ni enregistrée dans les délais de la loi, l'avait déclarée bonne et valable.

4. Effets de la maxime « *Electa una via* ».

Il semble bien que l'exception tirée de la maxime *Electa una via* est invoquée à tout propos, et très souvent hors de propos, devant les juridictions correctionnelles. La Chambre criminelle a eu plusieurs fois l'occasion d'en rappeler les conditions d'application, dans des procédures suivies contre des prévenus en état de faillite ou de règlement judiciaire.

Ces prévenus entendaient repousser l'action de leurs créanciers, parties civiles, en

soutenant que ceux-ci, ayant produit à la faillite, avaient épuisé leurs voies de recours contre leur débiteur et qu'ils ne pouvaient plus l'assigner au pénal. Or la production à une faillite ne peut pas être assimilée à une action en justice : elle est une mesure conservatoire qui ne saurait priver la victime d'une infraction, du droit de se constituer partie civile. Tel était le cas de l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale, dite U.R.S.S.A.F. qui, tout en produisant à la faillite d'un de ses débiteurs, l'avait justement déteré au tribunal correctionnel pour détournement de précomptes et non paiement de cotisations (Crim., 12 mars 1958, *Bull.*, n° 242). Tel était aussi le cas d'un commerçant qui avait remis à un sieur F..., des marchandises en dépôt et une somme importante à titre de mandat. F..., fut admis au bénéfice de la liquidation judiciaire (régime antérieur au décret du 20 mai 1955). Le commerçant introduisit alors une double action. Au tribunal de commerce, il revendiqua la propriété des marchandises déposées et, comme créancier chirographaire, il produisit à la liquidation pour le montant de la somme détournée. Du côté pénal, il se constitua partie civile pour réclamer des dommages-intérêts en contre-partie de la valeur des marchandises détournées et en réparation d'un préjudice commercial. La Cour d'appel, statuant au pénal, estima que les demandes qui tendaient devant le tribunal de commerce à la restitution des marchandises et des sommes détournées, avaient le même objet que celles que le commerçant lui présentait. Il y avait donc lieu, selon elle, à l'application de la règle *Electa una via* et elle déclara irrecevable la constitution de partie civile du commerçant. Cet arrêt a été cassé (Cass., 25 mars 1958, *Bull.*, n° 299). En effet l'action en revendication devant la juridiction commerciale était fondée sur un droit de propriété, alors que l'action portée devant le tribunal correctionnel tendait, elle, à réparer le préjudice causé par l'abus de confiance ; en outre, la production à la liquidation judiciaire n'est pas une action en justice. Il ne pouvait donc pas y avoir lieu à l'application de la maxime *Electa una via*.

B. Chronique législative

par P.-A. PAGEAUD et R. VOUIN

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1^{er} oct. au 31 déc. 1958)

Le dernier trimestre de l'année 1958 a été marqué, dans l'ordre de la législation pénale, par la publication simultanée du Code de procédure pénale et d'un certain nombre d'ordonnances intéressant le droit pénal général ou spécial. Il n'était pas possible de donner à tous ces textes, dans le cadre de cette chronique, le commentaire qu'ils auraient mérité. L'essentiel en est cependant recensé ci-dessous et, d'autre part, comme nous l'avons signalé en tête de ce numéro, cette Revue consacre au Code de procédure pénale une série d'études destinées à en éclairer le contenu et les principaux aspects.

PREMIÈRE PARTIE

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

1. Administration pénitentiaire.

Pris en application de l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958, le décret n° 58-1204 du 12 décembre 1958 (*J. O.*, 13 déc., p. 11199) établit le statut spécial des fonctionnaires des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire qui sont répartis en six corps. Les *surveillants*, associés aux tâches de rééducation, sont recrutés par un concours donnant accès à un stage de deux ans notamment à l'École nationale pénitentiaire. Inscrit sur une liste d'aptitude, et après un examen professionnel, le surveillant peut être nommé *surveillant-chef adjoint*. Quant aux *éducateurs*, plus spécialement chargés de l'observation et de la rééducation des détenus en vue de leur reclassement social, ils sont nommés, après un examen psychologique, sur concours, comportant en particulier une épreuve de criminologie et l'étude d'un dossier de délinquant, ouvert aux jeunes gens possédant le baccalauréat ou un diplôme équivalent et ils effectuent une année de stage. L'accès aux fonctions de *sous-directeur* et de *directeur* est réservé essentiellement aux greffiers comptables, aux économistes, aux éducateurs et aux surveillants-chefs inscrits sur une liste d'aptitude et après un concours et un stage de deux ans. L'avancement se fait alors au choix, par inscription à un tableau.

Le texte prévoit encore les sanctions disciplinaires, allant jusqu'à la révocation avec suspension du droit à pension, qui peuvent être prononcées par le Ministre de la Justice et même sans consultation du conseil de discipline dans le cas d'actes collectifs d'indiscipline caractérisée ou de cessation concertée du service, si ces faits sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public (art. 51).

2. Affichage des jugements.

La peine complémentaire facultative de l'affichage du jugement de condamnation, aux frais du condamné, est maintenant prévue par des dispositions particulières du Code pénal qui en fixent la durée maximum, lorsque celle-ci n'est pas précisée par la décision, à deux mois en matière correctionnelle (art. 50-1) et à quinze jours en matière

de police (art. 471), la suppression, la lacération ou la dissimulation de l'affiche constituant, lorsque les faits sont volontaires, un délit. Ces modifications du Code pénal sont apportées par les *ordonnances* nos 58-1297 et 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11758 et 11761).

3. Amendes.

L'*ordonnance* n° 58-1297 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11758), modifiant certaines peines en vue d'élever la compétence des tribunaux de police élève le taux de l'amende de police à 200.000 francs au lieu de 36.000 francs, une 5^e classe de contraventions étant créée (v. *infra*, n° 6).

4. Confiscation.

La peine de la confiscation est désormais limitée aux biens présents et ne saurait plus atteindre les biens à venir. Ainsi en dispose le nouvel article 37 du Code pénal dans la rédaction qui lui est donnée par l'*ordonnance* n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761) et cette restriction s'applique également à la répression des infractions en matière économique.

5. Confusion des peines.

Le principe de la confusion des peines, autrefois posé par l'article 351, § 4, du Code d'instruction criminelle, se trouve maintenant précisé par l'article 5 du Code pénal, mais il est ajouté au texte initial que lorsqu'une peine principale fait l'objet d'une remise gracieuse, il y a lieu de tenir compte, pour l'application de la confusion, de la peine résultant de la commutation et non de la peine prononcée (*ordonnance* n° 58-1296 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11752). Cette disposition est de nature à atténuer les inconvénients et les difficultés signalées dans cette *Revue* à l'occasion d'un arrêt de la Chambre criminelle du 3 juin 1957 (*Rev.*, 1957, p. 576, étude de M. L. Damour, conseiller à la Cour de cassation; v. également, sur cette même question de l'incidence de la grâce sur la confusion des peines : *Rev.*, 1957, p. 871, obs. M. A. Légal; p. 886, obs. M. M. Patin; *Rev.*, 1947, p. 643, obs. M. R. Tunc; 1948, p. 540, obs. M. M. Patin; 1955, p. 615, obs. M. A. Légal).

6. Contraventions de 5^e classe.

Le décret n° 58-1303 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11772) institue une deuxième partie du Code pénal (Règlements d'administration publique et décrets en Conseil d'Etat) dont le livre IV est relatif aux contraventions de police et aux peines. L'innovation principale consiste en la création d'une 5^e classe de contraventions, punies de peines d'emprisonnement de dix jours à un mois et de 40.000 à 100.000 francs d'amende, les maxima étant doublés en cas de récidive, qui comprend notamment les anciens délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil (anciens art. 192 à 195 C. pén.) ou encore les anciens délits tendant à empêcher ou à détruire la preuve de l'état civil d'un enfant (art. 346 à 348 anciens C. pén.), certains anciens délits concernant la législation sur les inhumations (art. 358 ancien), auxquels s'ajoutent les blessures involontaires ayant entraîné une incapacité de travail inférieure ou égale à trois mois, les coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité de travail inférieure ou égale à huit jours, sans préméditation, guet-apens ou port d'arme, les outrages à citoyen chargé d'un ministère de service public et encore les anciens délits prévus par les articles 445 et suivants du Code pénal (destruction d'arbres) ou par les articles 453 et 454 (fait de tuer sans nécessité des animaux domestiques).

La liste de ces nouvelles contraventions se trouve comprise dans l'article R 40 du Code pénal et elles obéissent à un régime particulier, en ce sens que, pour elles, le sursis est possible (art. 473 C. pén.), la récidive n'est plus locale (art. 474 C. pén.) et la solidarité applicable (art. 55 C. pén.). D'autre part, commises par un mineur de dix-huit ans, elles relèvent de la compétence du tribunal pour enfants et non pas du tribunal de police (art. 1^{er}, *ordonnance* du 2 févr. 1945 modifié par l'*ordonnance* n° 58-1300 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11768), et elles figurent sur le bulletin n° 1 du casier judiciaire délivré aux magistrats (art. 763 et 774 C. proc. pén.).

7. Education surveillée.

En application du décret n° 58-309 du 21 mars 1958, un arrêté du 22 octobre 1958 (*J. O.*, 26 oct., p. 9776) fixe l'organisation et le programme du concours institué pour assurer le recrutement d'élèves éducateurs des services extérieurs de l'Education surveillée.

8. Emprisonnement.

Modifiant les articles 40 et 465 du Code pénal, l'*ordonnance* n° 58-1297 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11758) fixe le minimum légal de l'emprisonnement en matière correctionnelle à plus de deux mois au lieu de onze jours, tandis que, parallèlement le maximum de l'emprisonnement en matière de contraventions passe de dix jours à deux mois. Ce réajustement était nécessaire en raison de la création d'une 5^e classe de contraventions (v. *supra*, n° 6).

9. Grâce.

A. — L'exercice du droit de grâce est réglementé par l'*ordonnance* n° 58-1271 du 22 décembre 1958 (*J. O.*, 22 déc., p. 11557). Le recours est instruit par le Ministre de la Justice, le Conseil supérieur étant consulté seulement sur les recours concernant l'exécution de la peine capitale, mais ayant la possibilité, dans les autres cas, de déléguer l'un de ses membres pour prendre connaissance des dossiers sur lesquels l'attention du Président de la République lui paraît devoir être appelée. Par ailleurs, le Président de la République peut décider de consulter, pour avis, le Conseil supérieur. Enfin, le décret est signé par le Président de la République et contresigné par le Premier Ministre, par le Ministre de la Justice et, le cas échéant, par le Ministre qui a procédé à l'instruction du recours.

B. — L'article 5 nouveau du Code pénal règle l'incidence d'une grâce sur le jeu de la confusion des peines (v. *supra*, n° 5).

10. Interdiction des droits de l'article 42.

La peine de l'interdiction facultative des droits de l'article 42 du Code pénal est étendue au délit de *chantage* (art. 400, § 2, modifié par l'*ordonnance* n° 58-1298 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11761) et à la *banqueroute frauduleuse*, qui devient un délit (v. *infra*, n° 28) (art. 402 C. pén. modifié par l'*ordonnance* n° 58-1299 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11765).

11. Interdiction de séjour.

A. — Les faux en écriture privée, de commerce ou de banque et l'usage de ces faux étant devenus des délits (v. *infra*, n° 12), ces infractions sont ajoutées à la liste de l'article 44 du Code pénal et peuvent dès lors emporter interdiction de séjour (*ordonnance* n° 58-1298 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11761).

B. — L'acquisition, la cession, la détention irrégulière d'armes, de même que le dépôt ou le port d'armes prohibées emportent également interdiction de séjour facultative (art. 44-6° C. pén. modifié par l'art. 3 de l'*ordonnance* 58-317 du 7 oct. 1958, *J. O.*, 8 oct., p. 9215).

C. — Par ailleurs, le décret du 16 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 44, 46, 47, 48 et 50 du Code pénal est abrogé (décret n° 58-1303 du 23 déc. 1958, art. 3; *J. O.*, 24 déc., p. 11772).

12. Interdiction de l'exercice de la profession.

A. — La condamnation pour faux en écriture privée, de commerce ou de banque entraîne l'interdiction de l'exercice de la profession de banquier (art. 1^{er}, loi du 19 juill. 1930 modifié par l'art. 39 de l'*ordonnance* 58-1298 du 22 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11761) et l'application de l'article 1^{er} de la loi du 30 août 1947 sur l'assainissement des professions commerciales et industrielles (art. 41 de l'*ordonnance* 58-1298 précitée).

B. — Dans le cas où la peine prononcée est supérieure à trois mois d'emprisonnement sans sursis, certaines infractions en matière de registre de commerce entraînent également

l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou industrielle (art. 1^{er}, loi du 30 août 1947 modifié par l'ordonnance 58-1352 du 27 déc. 1958 (*J. O.*, 29 déc.).

C. — L'article 34 de l'ordonnance 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761) frappe de l'interdiction d'exploiter les hôtels, maisons meublées, pensions, clubs, dancings et autres établissements analogues, les individus condamnés pour *crime de droit commun* ou pour *proxénétisme*, et si le condamné exploitait un tel établissement au moment de la condamnation, il ne peut être employé à quelque titre que ce soit, même au service de celui auquel il aurait vendu, loué ou par qui il ferait gérer le fonds, ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint, même séparé.

D. — L'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761) crée une nouvelle peine complémentaire facultative sanctionnant les délits d'outrage aux *bonnes mœurs* visés à l'article 283 du Code pénal : l'interdiction d'exercer des fonctions de direction de toute entreprise d'impression, d'édition ou de groupage et de distribution de journaux et de publications périodiques, directement ou par personne interposée, en droit ou en fait. La durée maximum de l'interdiction est fixée à six mois. En cas de récidive, cette même mesure est applicable, mais elle devient obligatoire pour une durée de six mois minimum. Toute infraction à ces interdictions constitue un délit (art. 283 et 287 nouveaux C. pén.).

13. Interdiction légale.

Le nouvel article 29 du Code pénal (ordonnance n° 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11761) précise que l'interdiction légale ne produit pas ses effets pendant la *libération conditionnelle*, et l'on comprend cette exclusion puisque, précisément, dans cette hypothèse, le condamné a recouvré une certaine liberté d'une part et que, d'autre part, il est assisté.

14. Peine de mort.

Les modalités de rédaction et la publicité du *procès-verbal de l'exécution* ainsi que sa transcription sont désormais prévues par l'article 15 du Code pénal, qui interdit en outre de publier tout autre document que ce *procès-verbal* ainsi que toute information sur une grâce éventuelle (ordonnance n° 58-1296 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11752).

Par ailleurs, l'*exécution* se fait dans un établissement figurant sur une liste dressée par le Ministre de la Justice, mais non plus désigné par l'arrêt de condamnation (art. 26 nouveau C. pén. ; ordonnance n° 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11760).

Enfin, le supplice particulier réservé au *parricide* qui devait être conduit sur le lieu de son exécution « en chemise, nu pieds, et la tête couverte d'un voile noir » est aboli, l'article 13 du Code pénal étant abrogé (art. 43, ordonnance n° 58-1298 précitée).

15. Récidive.

La règle demeure, en matière de contraventions, que la récidive est locale, c'est-à-dire que la deuxième contravention doit avoir été commise dans le ressort du même tribunal qui a été appelé à connaître de la première. Cependant, aux termes de l'article 474 nouveau du Code pénal (ordonnance n° 58-1297 du 23 déc. 1958, *J. O.*, 23 déc., p. 11758), il n'en est plus ainsi en ce qui concerne les contraventions passibles d'une peine supérieure à dix jours d'emprisonnement ou supérieure à 40.000 francs d'amende. Pour ces infractions, qui constituent, on le sait une 5^e classe de contraventions, la récidive est *indépendante du lieu de la commission*, mais elle reste limitée dans le délai d'un an. Une seconde exception est prévue par l'article L 22 du Code de la route et est relative aux contraventions en matière de police de la circulation (v. *infra*, n° 32).

16. Relégation.

Deux modifications sont apportées à la loi du 27 mai 1885 par l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761) :

Tout d'abord, le *faux en écriture privée*, de *banque* ou de *commerce* (ou l'*usage*) est ajouté à la liste des délits spécifiés de l'article 4-2^o susceptibles d'entraîner la relégation.

D'autre part, la relégation est encourue du fait de deux condamnations à l'emprisonnement, quelqu'en soit la durée, pour l'un des faits de *proxénétisme* prévus aux articles 334, 334-1 et 335 du Code pénal (art. 4-6^o nouveau).

17. Solidarité.

Le principe de la solidarité entre les condamnés pour un même crime ou délit, destiné à assurer le paiement des amendes, des restitutions des dommages-intérêts et des frais, est étendu aux *contraventions* passibles d'un emprisonnement supérieur à dix jours ou d'une amende supérieure à 40.000 francs (art. 55 nouveau C. pén., tel que modifié par l'ordonnance n° 58-1297 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11758).

18. Sursis.

De même, le *sursis simple* est applicable en matière de police, si la condamnation intervenue est supérieure à dix jours d'emprisonnement ou à 40.000 francs d'amende. On remarquera qu'ici le sursis est lié au quantum de la peine prononcée et non pas à celui de la peine encourue (art. 473 nouveau C. pén., modifié par l'ordonnance n° 58-1297 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11758). D'autre part, ces contraventions n'admettent pas le sursis avec mise à l'épreuve, nouvelle institution créée par le Code de procédure pénale (art. 738 à 747).

Il convient d'ajouter que désormais, les dispositions de la loi du 26 mars 1891 se trouvent comprises dans le *Code de procédure pénale*, qui traite, par conséquent, du sursis dans ses articles 734 à 737.

19. Travaux forcés.

L'article 5 de la loi du 30 mai 1854 disposait que les peines des travaux forcés à perpétuité ou à temps ne pouvaient être prononcées contre les individus âgés de soixante ans au moment du jugement et devaient alors être remplacées par celle de la réclusion soit à perpétuité, soit à temps selon la durée de la peine remplacée.

Ces dispositions, inchangées, sont maintenant contenues dans l'article 72 du Code pénal (ordonnance n° 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11761).

II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

20. Abandon d'enfants.

Des individus avaient compris tout le profit qu'ils pouvaient tirer du fait qu'alors que certains parents étaient disposés à abandonner leur enfant, d'autres, qui n'en avaient pas, voulaient en adopter, et ils offraient leur entremise rémunérée dans cette sorte de marché clandestin tout à fait scandaleux, quand ils ne faisaient pas pression pour provoquer des abandons. De tels agissements sont désormais réprimés et constituent un délit puni de dix jours à six mois d'emprisonnement et de 50.000 à 1.000.000 de francs d'amende (art. 353-1 C. pén. ; ordonnance n° 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11761).

Sont ainsi prohibés :

1^o le fait de provoquer, dans un esprit de lucre, les parents ou l'un d'eux, à abandonner un enfant né ou à naître ;

2^o le fait de faire souscrire par les futurs parents un acte par lequel ils s'engageraient à abandonner l'enfant à naître, la tentative étant également réprimée ;

3^o la simple détention d'un acte constatant cet engagement d'abandon, ou l'*usage* d'un tel acte ;

4^o l'entremise, dans un esprit de lucre, pour faire recueillir ou adopter un enfant (ou la tentative).

21. Abandon de famille.

L'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761) intègre dans le Code pénal, les dispositions de la loi du 23 juillet 1942 sur l'abandon de famille. C'est ainsi que l'article 375-1 traite de l'abandon de foyer, de l'abandon de la femme enceinte et de l'abandon réalisé par des mauvais traitements, des exemples pernicieux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, un défaut de soins ou un manque de direction compromettant la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant. L'abandon pécuniaire est prévu par l'article 375-2. Dans ces diverses hypothèses, la déchéance

facultative de la puissance paternelle est désormais prévue par un article 4 bis de la loi du 24 juillet 1889 modifié par l'article 38 de l'ordonnance n° 58-1298 précitée. Deux modifications concernent l'abandon pécuniaire : l'emprisonnement obligatoire en cas de récidive (art. 2, § 3, loi du 23 juill. 1942) étant supprimé, de même que l'obligation de déposer le titre de la pension et les actes de poursuites ou d'exécution, à l'appui de la plainte (art. 3, § 3, loi du 23 juill. 1942).

22. Administration de substance nuisible.

Ce délit était naguère compris dans l'article 317, où l'on pouvait soutenir qu'il n'avait que faire puisque cet article traitait essentiellement de l'avortement. Il est maintenant prévu par l'article 318 du Code pénal qui comprend les trois derniers anciens paragraphes de l'article 317. Il ne s'agit donc que d'une modification de forme, mais elle est rationnelle (ordonnance n° 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc. 1958, p. 11761).

23. Agents d'affaires.

A. — L'article 1^{er} de la loi n° 51-636 du 24 mai 1951 interdisant aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir de certains titres devient l'article 264 du Code pénal (ordonnance n° 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11761).

B. — Les agences de transactions immobilières font l'objet d'une réglementation particulière destinée à prévenir, par la menace d'une sanction pénale, certains usages tout à fait abusifs (ordonnance n° 58-1229 du 16 déc. 1958 ; *J. O.*, 17 déc., p. 11344). Est interdite, en particulier, la perception de dépôts, cautionnement ou droit d'inscription de quelque nature que ce soit à l'occasion des opérations de vente, d'achat, d'échange, de location ou de sous-location d'appartements ou de logements à usage principal d'habitation. De même, il est précisé que la perception de toute somme représentant des frais quelconques ne pourra intervenir que lorsque la vente, l'achat, l'échange, la location ou la sous-location aura été effectivement conclue. — Outre les peines d'emprisonnement et d'amende, le tribunal saisi des infractions à ces dispositions a la faculté de prononcer la fermeture provisoire ou définitive de l'établissement.

24. Animaux (Protection des).

Les anciens délits prévus par les articles 453 et 454 du Code pénal deviennent des contraventions de la 5^e classe (art. R 40. Décret n° 58-1303 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11772), et les incriminations sont simplifiées :

1^o Le fait de tuer sans nécessité des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs ou des poissons est puni de la même peine, quel que soit le lieu où il a été commis, alors qu'autrefois il convenait de distinguer selon qu'il avait été réalisé dans un lieu dont le maître de l'animal était propriétaire, locataire ou fermier, ou bien dans un lieu dont le coupable était lui-même propriétaire, locataire ou fermier, ou enfin dans tout autre lieu, les peines étant alors différentes.

2^o Est également supprimée la circonstance aggravante tirée de la violation de clôture qui imposait le maximum de la peine.

On remarquera que l'empoisonnement des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs ou des poissons demeure un délit, l'article 452 étant maintenu.

25. Arbres et récoltes (Protection des).

L'abatage, la mutilation, le fait de couper ou d'écorcer de manière à le faire périr un arbre appartenant à autrui, la destruction de greffes, le fait de couper des fourrages ou des grains appartenant à autrui constituent des contraventions de la 5^e classe. On reconnaît là les anciens délits prévus par les articles 445 et suivants du Code pénal. Mais le nouvel article R.40 a aussi simplifié, en supprimant des distinctions désuètes pour soumettre tous ces faits à la même peine.

26. Armes et munitions.

Le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, des armes et des munitions a été profondément modifié par l'ordonnance n° 58-917 du 7 octobre 1958 (*J. O.*, 8 oct., p. 9215) qui se montre beaucoup plus sévère.

Ainsi, en principe, l'acquisition ou la détention d'armes ou munitions de la 4^e catégorie est interdite tout comme celle de la 1^{re} catégorie et un délai de trois mois est accordé, pour s'en défaire, à celui qui en deviendrait possesseur par voie successorale ou testamentaire. De même, le transfert d'armes et munitions de la 4^e catégorie d'un particulier à un autre n'est autorisé que dans le cas où celui à qui l'arme est transférée est autorisé régulièrement à la détenir (art. 15 et 16 nouveaux), la cession de telles armes ou munitions non destinées au commerce étant interdite, sauf autorisation préalable dont les modalités seront fixées par un décret (art. 17 nouveau) et toute acquisition, cession ou détention irrégulières est punie d'une peine d'un an à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 36.000 à 360.000 francs, outre la confiscation, ce qui représente une aggravation sensible de la répression. Une nouvelle circonstance aggravante est prévue, dans le cas où le délinquant a déjà été condamné à l'emprisonnement pour crime ou délit, la peine encourue étant alors de deux ans à cinq ans d'emprisonnement et l'interdiction de séjour devenant possible (art. 28).

La même circonstance aggravante joue également dans le cas de condamnation pour dépôt d'armes de 1^{re}, 4^e ou 6^e catégorie et entraîne une peine de trois à dix ans d'emprisonnement et, facultativement, l'interdiction de séjour (art. 31).

La même tendance à la sévérité, rendue nécessaire par les circonstances et les nécessités d'assurer l'ordre public et de protéger les personnes, se retrouve naturellement dans la répression du port ou du transport d'armes. Par exemple, s'il s'agit d'armes de la 4^e ou de la 6^e catégorie, des circonstances aggravantes sont prévues dont l'effet est de porter la peine à un maximum de cinq ans d'emprisonnement et qui sont constituées soit par une condamnation antérieure à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit, soit par un transport d'armes par plusieurs personnes, soit enfin par le fait que deux ou plusieurs individus ont été trouvés ensemble porteurs d'armes. Si tout ou partie des armes, appartient à la 1^{re} catégorie (armes de guerre), le maximum de la peine s'élève même à dix ans. Enfin, dans tous les cas de port d'arme prohibée, l'interdiction de séjour peut être prononcée.

La circonstance aggravante de récidive, déjà prévue, subsiste, sa conséquence étant de porter au double le maximum de la peine, mais le texte précise que cette cause d'aggravation ne peut se cumuler avec les nouvelles circonstances aggravantes prévues, qui s'appliqueront donc seules (art. 35).

Enfin, l'acquisition, la détention, le port illégitime de substances explosives ou d'engins ou machines fabriquées à l'aide de ces substances sont réprimées selon les dispositions applicables aux armes de 1^{re} catégorie (art. 38).

En définitive, les dispositions pratiques les plus importantes de cette réforme concernent le contrôle des armes de la 4^e catégorie qui, comprenant notamment les revolvers de 12 mm. et les pistolets automatiques de 7,65 ordinaires, dont le canon est d'une longueur inférieure à 11 cm., constituent, en fait, et l'expérience l'a prouvé surabondamment, des instruments extrêmement dangereux entre les mains de tueurs.

27. Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

A. — Une incrimination nouvelle est ajoutée à l'article 81-1^o du Code pénal par l'ordonnance n° 58-1298 du 24 déc. 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761). Il s'agit de la détention consciente et sans qualité d'un objet ou d'un document réputé secret de la défense nationale ou même pouvant conduire à la découverte d'un tel secret.

B. — Le texte, en outre, précise que celui qui s'assure la possession d'un secret de la défense nationale, fait constitutif d'une infraction déjà existante, doit être sans qualité, mais cette précision était évidente.

C. — L'article 84, § 4, stipule, on le sait que, pour l'application des peines, les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat seront considérés comme des crimes et délits de droit commun et il s'agit là d'une assimilation très partielle ne touchant que l'exécution des peines, de sorte que cette fiction n'atteint pas le caractère réel de l'infraction qui reste politique par nature (Cass. crim., 17 juin 1953, D., 1953.622, note P.-A. Pageaud). Cependant, l'ordonnance n° 58-1298 précitée complétant cet

article 84, § 4, ajoute que dès la *détention préventive*, le régime applicable doit être celui du droit commun.

28. Banqueroutes.

Une ordonnance n° 58-1299 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 1765) réforme l'aspect des délits de banqueroute et des autres infractions en matière de faillite.

En la forme, les articles 1 à 181 du décret n° 55-583 du 20 mai 1955 sont incorporés au *Code de commerce* et deviennent les articles 437 à 614 et 614-1, 614-2 et 614-3 de ce code, dans un livre III traitant « des faillites et règlements judiciaires, de la réhabilitation et des banqueroutes et autres infractions en matière de faillites » ; un titre III nouveau traitant spécialement « des banqueroutes et autres infractions en matière de faillites » en deux chapitres comprenant les articles 614-4 à 614-26.

Au fond, la principale réforme, assez opportune, dans l'intérêt même de la répression, a consisté à transformer la *banqueroute frauduleuse*, crime autrefois puni des travaux forcés à temps, en un simple *délit* puni d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de l'interdiction facultative des droits de l'article 42 du Code pénal (art. 402 nouveau C. pén.), le texte prévoyant, par ailleurs que les complices des délits de banqueroutes, qu'elle soit simple ou frauduleuse, encourent les mêmes peines, même s'ils ne sont pas commerçants (art. 403 nouveau) et que les agents de change ou courtiers seront toujours punis des peines de la banqueroute frauduleuse (art. 404 nouveau).

Les cas de *banqueroute frauduleuse* restent les mêmes (art. 614-11 C. com.).

En ce qui concerne la *banqueroute simple*, les cinq cas *obligatoires* de l'ancien article 585 du Code de commerce sont maintenus, mais deux nouveaux s'y ajoutent : 1° le fait de n'avoir tenu aucune comptabilité ; 2° l'exercice de la profession en dépit d'une interdiction légale. Quant aux cas de banqueroute simple *facultative*, on peut noter quelques modifications par rapport à l'article 586 du Code de commerce ancien : d'abord, le cas où aucune comptabilité n'a été tenue étant devenu un cas de banqueroute simple *obligatoire*, la seule comptabilité incomplète ou irrégulière constitue un cas de banqueroute facultative. — Le défaut de déclaration au greffe dans les quinze jours de la cessation des paiements reste prévu, mais le texte admet la possibilité d'excuses légitimes. Enfin, le texte ancien prévoyait comme un cas de banqueroute simple facultative l'hypothèse d'une infraction aux articles 18 et 19 de la loi du 18 mars 1919 relative au registre de commerce. Ces articles 18 et 19 ont été abrogés mais remplacés par des obligations analogues par l'ordonnance n° 58-1352 du 27 déc. 1958 (*v. infra*, n° 12) dont la défaillance n'entraîne plus cependant la banqueroute facultative, à défaut de référence.

Enfin, les autres délits en matière de faillite, commis par des tiers, naguère définis par les articles 593 et suivants du Code de commerce et par les articles 2 à 5 du décret-loi du 8 août 1935 en ce qui concerne les mandataires sociaux sont énumérés dans les articles 614-15 et suivants du Code de commerce. Si les incriminations restent identiques, les peines sont dans l'ensemble aggravées :

1° Les conjoint, descendants ou ascendants, alliés qui détournent, divertissent ou recèlent des effets de la faillite sont punis non plus des peines du vol, mais de celles prévues à l'article 406, § 1^{er}, du Code pénal. Ce changement de pénalité de référence consacre ici une diminution importante de la peine d'emprisonnement encourue.

2° En revanche les peines qui frappent les syndics ou administrateurs au règlement judiciaire qui se rendent coupables de malversation sont notablement aggravées puisqu'ils encourent non plus celles prévues par l'article 406 mais celles de l'article 408, § 2, dont le maximum est dix années d'emprisonnement et 18 millions d'amende.

3° Une aggravation semblable est encore consacrée en ce qui concerne le délit commis par les créanciers qui se feraient stipuler des avantages particuliers à l'occasion de votes dans les délibérations de la masse puisque le nouveau texte renvoie, pour la peine, à l'article 406, § 1^{er}, dont le maximum est de deux ans d'emprisonnement alors que ce délit était puni d'un emprisonnement maximum de un an par l'ancien article 597 du Code de commerce.

4° Aucune modification notable n'est apportée aux délits commis par les mandataires sociaux anciennement prévus par les articles 2 à 5 du décret-loi du 8 août 1935, ni à la répression (art. 614-15 à 614-18 C. com.). Toutefois, le défaut de déclaration au greffe dans les quinze jours de la cessation des paiements est maintenant considéré comme un cas de banqueroute simple facultative par l'article 614-7 et le cas de banqueroute

pour infraction aux articles 18 et 19 de la loi du 18 mars 1919 sur le registre de commerce est ici également supprimé.

29. Blessures involontaires.

A. — Jusqu'alors les blessures involontaires constituaient soit un délit, soit une contravention selon que l'incapacité de travail personnel qui en résultait atteignait ou non six jours (art. 320 et 483 C. pén.) ; mais cette distinction établie par une ordonnance du 4 octobre 1945 s'était révélée, en pratique, assez vaine, le seuil admis étant trop bas et il était bien rare qu'un certificat médical ne constate pas une incapacité d'au moins six jours, si bien que les tribunaux de police correctionnels restèrent saisis, comme par le passé, de nombreuses affaires de cette nature, absorbant de nombreuses audiences.

L'ordonnance n° 58-1297 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11758) et le décret n° 58-1303 du même jour (*J. O.*, 24 déc., p. 11772) réalisent une heureuse réforme en augmentant sensiblement la durée de l'incapacité de travail personnel nécessaire pour que le fait constitue un délit. Désormais, seules les blessures involontaires ayant entraîné une incapacité *supérieure à trois mois* constituent un *délit* relevant du tribunal de police correctionnelle (art. 320 nouveau). Si l'incapacité est égale ou inférieure à trois mois, le fait constitue une contravention de la 5^e classe soumise, on le sait, à un régime particulier (art. R 40) mais justiciable des tribunaux de police.

B. — L'ordonnance n° 58-1216 du 15 décembre 1958 (*J. O.*, 16 déc. 1958, p. 11280) publiant le Code de la route prévoit certaines infractions qui, en outre, jouent le rôle de *circonstances aggravantes* des délits d'homicide ou de blessures involontaires. On trouvera l'analyse de ces dispositions nouvelles, *infra*, n° 32).

30. Chasse.

La plupart des infractions en matière de chasse (art. 365 et s. C. rural) deviennent des *contraventions*, mais l'amende de composition ne leur est pas applicable (ordonnance n° 58-1297 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11758).

31. Chemin de fer.

De même les infractions à la police des chemins de fer, sauf celles relatives à l'intégrité des voies ferrées et de leur accessoire et celles concernant la circulation des trains deviennent des *contraventions* (art. 26, décret n° 58-1303 du 28 déc. 1958).

32. Circulation routière.

A. — Divers textes réglementaires ont été publiés durant ce trimestre, d'importance très inégale dont on ne trouvera ici que le rappel succinct, un développement plus considérable étant réservé aux dispositions nouvelles du Code de la route également publié. C'est ainsi qu'un *arrêté* du 13 novembre 1958 (*J. O.*, 22 nov., p. 10507) modifie celui du 16 juillet 1954 en ce qui touche aux *plaques d'immatriculation des véhicules automobiles* destinés à la vente et à l'essai ou à l'étude ou encore sortant de l'usine ou du magasin et conduits par l'acheteur au lieu de sa résidence. De même, en application de la loi du 26 juillet 1957 tendant à organiser et généraliser l'enseignement du Code de la route (*Rev.*, 1958, p. 122, n° 5) est intervenu le décret portant règlement d'administration publique qu'annonçait cette loi (*décret* n° 58-1155 du 28 novembre 1958 ; *J. O.*, 3 déc., p. 10833) aux termes duquel *l'enseignement des règles de la sécurité relatives à la circulation routière* est *obligatoire* dans les établissements d'enseignements publics ou privés dont une liste est donnée, un brevet scolaire pouvant être délivré pour sanctionner la réussite à un examen spécial. Un *arrêté* du 19 décembre 1958 (*J. O.*, 20 déc., p. 11476) réglemente les conditions de la *présignalisation des véhicules* stationnant sur la chaussée et dont le poids total en charge excède 3.500 kilos. — Un autre *arrêté*, du même jour, publié au même *Journal officiel* (p. 11477) énumère les *aménagement*s extérieurs et intérieurs imposés dans un but de *sécurité*, et qui devront intervenir dans des délais précisés, sur les *véhicules automobiles* et leurs remorques.

B. — L'ordonnance n° 58-1216 du 15 décembre 1958 et le décret n° 58-1217 du même jour, publiés au *Journal officiel* du 16 décembre 1958 (p. 11280 et 11305) disposent sur la police de la circulation routière.

Ces textes, d'une importance pratique qu'il est inutile de souligner, rassemblent enfin, dans un véritable *Code de la route* les diverses dispositions relatives à la circulation routière. De ce point de vue purement formel le *Code de la route* du 15 décembre 1958 comprend deux parties, l'une *législatives* (art. L 1 à L 29) et l'autre *réglementaire* (art. R 1 à R 247). Cette deuxième partie est essentiellement constituée par les 231 articles du décret n° 54-724 du 10 juillet 1954 modifié (à l'exception des art. 130 à 136 qui sont abrogés), auxquels s'ajoutent ceux, nouveaux, concernant la *répression*, naguère assurée seulement par la loi du 30 mai 1851 ou les articles 471-15°, 475-3° et 475-4° du Code pénal. Quant à la première partie, entièrement tirée de l'ordonnance du 15 décembre 1958, elle définit un certain nombre d'infractions et pose des principes nouveaux.

L'exceptionnel intérêt pratique de cette législation qui innove sur plusieurs points fondamentaux conduit à entreprendre l'analyse systématique du texte, tout particulièrement en ce qui concerne la partie législative.

A. — Les incriminations.

1) *La conduite en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique.* — Depuis longtemps déjà on pouvait s'étonner à juste titre que le fait de conduire un véhicule en état d'ivresse ne soit pas spécialement et sévèrement sanctionné étant donné le danger que de tels excès, malheureusement assez fréquents, présente pour les usagers de la route. Sans doute les tribunaux tentaient bien de réprimer ces écarts mais il s'agissait d'une répression fort timide puisque l'on ne pouvait faire appel qu'aux articles 475 paragraphe 3 et 476 du Code pénal (Cass. crim., 16 janv. 1958, *Rec. dr. pén.*, 1958.101 ; — même sens Cass. crim., 14 mai 1956, *Bull. crim.*, n° 372 ; 29 janv. 1957, *Bull. crim.*, n° 91).

Désormais le fait de conduire ou de tenter de conduire un véhicule en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique constitue un *délit* puni d'un mois à un an d'emprisonnement et de 50.000 à 500.000 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines (art. L 1).

Le même fait constitue également une *circonstance aggravante* des délits de *blessures involontaires* ou d'*homicide involontaire* prévus par les articles 319 et 320 du Code pénal, les peines devant alors être portées au double. Il constitue encore une *circonstance aggravante* de la *contravention de blessures involontaires*, prévue par l'article R 40 du Code pénal, rappelons-le lorsque l'incapacité de travail n'est pas supérieure à trois mois. Dans ce cas, en effet, la conduite en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique a pour effet de transformer ladite contravention en un *délit*, les peines de l'article 320 du Code pénal étant alors toujours applicables (art. L 3).

Enfin, le tribunal saisi peut, comme il sera précisé plus loin, prononcer la suspension ou l'annulation du permis de conduire ou encore interdire la délivrance d'un permis pendant un délai de six ans (art. L 14 à L 16).

On remarquera que le texte ne réprime pas la seule conduite en état d'ivresse, mais atteint encore l'imprudent qui conduit *sous l'empire d'un état alcoolique* qui est, en effet, aussi dangereux, car l'attention et les réflexes normaux sont déjà notablement diminués par l'absorption d'une quantité d'alcool cependant insuffisante pour déterminer l'ivresse apparente. Cette question de la notion de l'état alcoolique avait été étudiée dès juin 1955 lors des Journées de Défense sociale de Montpellier dont on trouvera le compte rendu, qui nous dispense de plus amples commentaires, dans la *Revue* de l'année 1955 (p. 724 et s. et p. 739). Il convient simplement d'ajouter que la preuve de l'état alcoolique devra être recherchée à partir de l'analyse du sang, au moyen de prélèvements et d'examens effectués dans les conditions de la loi du 15 avril 1954 ; des décrets des 8 février 1955 (art. 88) et 18 juin 1955 et des arrêtés des 21 et 23 novembre 1955 et 2 février 1957 (sur ces questions, se reporter à l'étude de M. Filliol *in Revue*, 1954, p. 713 ; voir également *Revue*, 1955, p. 724 et s. et *J.C.P.*, 1955.I.1219, *chronique* de M. E. Merle).

2) *Le délit de fuite.* — I. — L'article L 2 du Code de la route reprend le texte de la loi du 17 juillet 1906 réprimant le délit de fuite et cette loi est en conséquence abrogée. Les peines sont cependant aggravées. Ce sont, en effet, les mêmes que celles prévues pour sanctionner la conduite en état d'ivresse.

D'autre part, comme par le passé, le délit de fuite joue le rôle de circonstance aggravante des *délits* de *blessures involontaires* ou d'*homicide involontaire*, les peines encourues étant portées au double.

Comme la conduite en état d'ivresse, le délit de fuite expose son auteur à la suspension, à l'annulation ou à l'interdiction de la délivrance d'un permis.

II. — L'article L 3 du Code de la route fait jouer au délit de fuite le même rôle de circonstance aggravante de la *contravention de blessures involontaires* déjà signalé en ce qui concerne la conduite en état d'ivresse : celui qui omet sciemment de s'arrêter alors qu'il vient de causer ou d'occasionner un accident corporel encourt toujours les peines de l'article 320 du Code pénal, quelle que soit la durée de l'incapacité de travail.

3) *Le refus d'obtempérer.* — Le refus d'obtempérer, autrefois prévu par l'article 10 de la loi du 30 mai 1851 et qui constituait une simple contravention est maintenant défini d'une façon plus précise par l'article L 4 du Code de la route et devient un *délit* puni de dix jours à trois mois d'emprisonnement et de 50.000 à 300.000 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines.

Ce délit suppose un refus conscient d'obtempérer à une sommation de s'arrêter émanant d'un fonctionnaire ou d'un agent chargé de constater les infractions et le texte prend soin d'ajouter que l'agent ou le fonctionnaire doit être muni des insignes extérieurs et apparents de sa qualité ; mais le délit est encore constitué par le refus, après s'être arrêté, de se soumettre à toutes les vérifications prescrites concernant non seulement le véhicule, mais même la personne.

4) *Entrave à la circulation.* — Il s'agissait jusqu'à présent, selon les cas, d'un *crime* prévu par la loi du 12 janvier 1943, ou d'une *contravention* définie par l'article 471-4° du Code pénal et ces deux extrêmes rendaient, en fait, la répression assez difficile.

L'*embarras de la voie publique* est devenu une *contravention* de la 4^e classe (art. R 38 du C. pén.) pouvant donc exposer son auteur à huit jours d'emprisonnement. Quant à l'*entrave volontaire* (ou la tentative), réalisée par un moyen quelconque, elle devient un *délit* (art. L 7 du C. de la route) et l'infraction est réalisée indépendamment du résultat produit, pourvu que son auteur ait eu l'intention de gêner la circulation. La loi du 12 janvier 1943 est donc abrogée.

Par ailleurs, l'article R 236 du Code de la route prévoit une autre contravention punie d'une peine d'amende et caractérisée par le refus d'obéir aux injonctions adressées en vue de l'enlèvement d'un objet ou d'un dispositif placé sur une voie ouverte à la circulation ou à ses abords immédiats et de nature à apporter un trouble à la circulation.

5) *Infractions aux règles concernant les véhicules ou leurs conditions de circulation.* — Reprenant les dispositions de l'article 7 de la loi du 30 mai 1851, l'article L 8 du Code de la route réprime le fait de laisser circuler un véhicule sans être muni des plaques d'immatriculation exigées par les règlements, mais il s'agit maintenant d'un *délit*.

De même, les prescriptions de l'article 8 de la loi du 30 mai 1851 (usage d'une plaque ou d'une inscription fautive ; circulation avec un véhicule sans plaque ou inscription et fausses déclarations) sont passées dans l'article L 9-1° et 2° du Code de la route et constituent des délits, ainsi que le fait de mettre en circulation un véhicule à moteur ou remorqué muni d'une plaque ou d'une inscription ne correspondant pas à la qualité de ce véhicule ou à celle de l'utilisateur. Dans tous ces cas, le tribunal a la faculté de prononcer la confiscation du véhicule.

Parallèlement, le fait de mettre en circulation un véhicule à moteur ou remorqué sans être titulaire des autorisations ou pièces administratives exigées, ou de faire usage d'autorisations ou de pièces administratives périmées ou annulées constitue également un *délit* (art. L 10). S'il s'agit d'autorisations ou de pièces administratives fausses ou altérées, les peines prévues sont plus graves, allant jusqu'à un maximum de cinq ans d'emprisonnement.

Enfin, le défaut de permis de conduire (sauf le cas où l'intéressé justifie qu'il apprend à conduire) est sanctionné également de peines correctionnelles (art. L 12).

6) *Infractions aux règles concernant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique.* — Outre le délit d'entrave à la circulation déjà mentionné, le Code de la route réprime par des peines correctionnelles, les manquements aux règlements concernant les barrières de dégel et les passages sur les ponts (art. L 6) et l'organisation des courses de véhicules à moteur sans autorisation (art. L 5). On sait, en effet que le déroulement des épreuves sportives sur la voie publique est réglementé par le décret du 18 octobre 1955 et divers arrêtés postérieurs (notamment ceux des 30 mars 1956, 7 avril 1956 et 29 mai 1957).

Telles apparaissent les infractions désormais prévues dans la première partie, dite

législative, du Code de la route. Le mérite du nouveau texte est, à cet égard, d'avoir rassemblé dans un ordre logique, des dispositions qui faisaient l'objet de lois particulières. Les praticiens s'en réjouiront. Par ailleurs, il est certain que le législateur a entendu se montrer sévère, puisque, ou bien il a aggravé les peines déjà prévues, ou bien il a érigé en délits des faits constitutifs jusqu'alors de simples contraventions.

Ce même désir de sévérité, auquel se joint le souci d'écartier de leur activité néfaste, des individus qui présentent un danger pour autrui, transparait encore dans d'autres dispositions plus générales.

B. — Dispositions générales.

1) *Pouvoir du tribunal en ce qui concerne le permis de conduire.* — La plus importante de ces dispositions, à cet égard, est celle qui donne le pouvoir aux *juridictions répressives* saisies de prononcer la *suspension* ou l'*annulation* du permis de conduire ou encore l'*interdiction* de la délivrance du permis de conduire, ces peines complémentaires facultatives pouvant être déclarées exécutoires par provision à titre de mesures de protection (art. L 13).

Ainsi se trouve réalisé le retrait judiciaire du permis, depuis longtemps réclamé avec instance par certains, mais qui avait aussi soulevé de sérieuses oppositions. Il convient d'ajouter que le *préfet*, de son côté, conserve le droit de prononcer la suspension ou l'interdiction de la délivrance du permis pendant un certain délai, sauf s'il s'agit d'un brevet délivré par l'autorité militaire, étant entendu que, dans le cas où le même conducteur se verrait successivement frappé à la fois par le préfet puis par le tribunal, qui ont une compétence concurrente, la durée de la mesure administrative prise à son encontre s'imputerait sur celle de la mesure prononcée par les magistrats (art. L 18).

La *suspension* du permis est encourue dans les hypothèses limitativement énumérées par l'article L 14 qui comprennent essentiellement la conduite en état d'ivresse, le délit de fuite, l'omission de s'arrêter dans le cas d'accident corporel, le refus d'obtempérer, les infractions aux règlements sur les barrières de dégel et les passages sur les ponts, l'entrave à la circulation, les délits déjà analysés en matière de plaques et d'inscriptions, d'autorisations et de pièces administratives, la conduite sans permis valable, les infractions d'homicide et de blessures involontaires (le terme général « infraction paraissant comprendre la simple contravention), ainsi que les contraventions à la législation ou à la réglementation sur la police de la circulation à déterminer par un règlement d'administration publique, mais provisoirement énumérées par l'arrêté interministériel du 23 juillet 1954 qui reste en vigueur (art. L 4).

L'*annulation* ne peut être prononcée que dans le cas où le titulaire du permis fait l'objet d'une condamnation pour les *délits* d'homicide ou de blessures involontaires (ici la contravention est exclue, le texte ne visant que les articles 319 et 320) et le tribunal doit encore constater que l'intéressé ne possède plus les aptitudes physiques ou les connaissances nécessaires pour la conduite du véhicule (art. L 15).

Enfin, lorsque le conducteur n'est pas titulaire du permis de conduire exigé et fait l'objet d'une condamnation susceptible de motiver la suspension ou l'annulation du permis, cette mesure, évidemment impossible à son encontre, est remplacée par l'*interdiction d'obtenir la délivrance d'un permis de conduire*.

En principe, la durée maximum de la suspension ou le délai pendant lequel le conducteur dont le permis est annulé ou qui fait l'objet d'une interdiction d'obtenir la délivrance d'un permis ne peut en solliciter un, est fixé à trois ans. Cependant ce délai est porté au double dans le cas de récidive ou si la décision constate le délit de fuite ou la conduite en état d'ivresse (L 17). D'autre part, l'interdiction d'obtenir la délivrance d'un permis, si le tribunal constate, en outre, les *délits* d'homicide ou blessures involontaires et l'annulation du permis emportent, pour le condamné qui veut solliciter un permis à l'expiration du délai, l'obligation de se soumettre préalablement, à ses frais, à un examen médical et psychotechnique reconnaissant son aptitude (L 15 et L 16).

L'article L 19 prévoit, enfin, des sanctions pénales destinées à assurer l'efficacité des décisions portant suspension, annulation ou interdiction d'obtenir la délivrance d'un permis, frappant de peines correctionnelles le refus de remettre à l'autorité le permis suspendu ou annulé, la fausse déclaration effectuée pour tenter d'obtenir un permis, ou encore, tout simplement, le fait de continuer à conduire en dépit de la mesure intervenue.

Ces dispositions concernant le permis de conduire étant désormais comprises dans la première partie du Code de la route, les articles 130 à 136 du décret du 10 juillet 1954 modifiés par celui du 28 août 1957 qui annonçait déjà l'esprit de la réforme, sont abrogés (art. 2 décr. 58-1217 du 15 déc. 1958).

2) *Compétence.* — L'article L 23 précise que toutes les infractions en matière de circulation sont portées devant les tribunaux de l'ordre judiciaire. Le décret-loi du 28 décembre 1926 avait déjà affirmé le même principe, abrogeant implicitement l'article 17 de la loi du 30 mai 1851 qui réservait au tribunal administratif la connaissance de certaines contraventions. D'ailleurs la loi du 30 mai 1851 est entièrement abrogée par l'ordonnance du 15 décembre 1958 (art. 2) de même que l'article 1^{er} du décret du 28 décembre 1926, en tant qu'il concerne la police de la circulation.

3) *Responsabilité.* — Si, naturellement, le conducteur du véhicule est responsable pénalement des infractions par lui commises dans la conduite, l'article L 21 ajoute que, cependant, lorsqu'il a agi en qualité de préposé, le tribunal pourra (il ne s'agit donc que d'une simple faculté) compte tenu des circonstances et des conditions de travail, décider que le paiement des amendes et des frais de justice seront, totalement ou pour partie, à la charge du commettant.

Ainsi, sans doute, la responsabilité pénale reste personnelle, en ce sens que la condamnation qui implique la reconnaissance d'une faute, frappe d'abord l'auteur de l'infraction, mais, sur le plan de l'exécution, le commettant peut se trouver substitué à son préposé pour le paiement. Une disposition analogue, mais non rigoureusement identique, car plus rigide, existait déjà dans l'article 13 de la loi du 30 mai 1851 affirmant la responsabilité de plein droit du commettant en ce qui concernait le paiement des amendes, des dommages intérêts et des frais de réparation. Désormais cette substitution n'est que facultative et peut n'être que partielle, mais elle joue aussi pour les frais de justice.

4) *Récidive.* — On sait qu'en général, la récidive, en matière de contraventions, est locale, la 2^e contravention devant avoir été commise dans le ressort du tribunal qui a jugé la première. Une telle exigence, assez étroite, conduisait pratiquement à éliminer l'application de cette cause d'aggravation de la peine en ce qui concernait les contraventions à la police de la circulation qui peuvent être commises successivement par le même automobiliste dans des lieux fort éloignés les uns des autres, les longs déplacements devenant de plus en plus fréquents en raison des progrès réalisés par l'industrie automobile et de l'évolution des mœurs.

Aussi, pour remédier à cette situation qui permettait à des conducteurs d'autant plus dangereux qu'ils étaient résolument imprudents et se moquaient des prescriptions réglementaires, d'échapper pourtant à l'aggravation normale de la peine que devait leur valoir leur méconnaissance persistante des règlements, l'article L 22 du Code de la route stipule que la récidive des contraventions en matière de police de la circulation routière est indépendante du lieu où la première contravention a été commise. La seule difficulté qui subsiste est relative à la preuve de cette récidive maintenant étendue. Le texte laisse à un règlement d'administration publique le soin de la résoudre.

5) *Amendes forfaitaires.* — Déjà le règlement immédiat de l'amende entre les mains de certains agents verbalisateurs était prévu par l'article 7 du décret-loi du 28 décembre 1926 et la liste des agents habilités était fournie par les décrets des 30 septembre 1928 (agents de la police spéciale de la route), 6 décembre 1928 (gendarmerie), 18 janvier 1946 (gardiens de la paix de la police régionale spécialement désignés) et 17 mars 1949 (gardiens de la paix ; fonctionnaires des C.R.S. et de la Préfecture de police spécialement désignés).

Cette procédure rapide et simple est reprise dans l'article L 27 du Code de la route. Elle est applicable aux contraventions à la législation et à la réglementation routière passibles d'une amende dont le montant maximum n'excède pas celui prévu pour les contraventions de 2^e classe (4.000 fr.) et à condition que l'agent verbalisateur soit habilité. En attendant un règlement d'administration publique qui déterminera les catégories d'agents compétents, ceux actuellement habilités conservent leur compétence (art. 5, décret du 15 déc. 1958).

Toutefois, comme par le passé, le paiement de l'amende forfaitaire, dont l'effet est d'éteindre l'action publique, est exclu si la contravention expose son auteur à d'autres sanctions qu'une sanction pécuniaire ou à la réparation de dommages causés aux personnes ou aux biens, ou encore aux peines qui s'attachent à la récidive. Le nouveau texte exclut encore du cadre de cette procédure sommaire le cas où le même individu est l'objet à la fois de plus de deux contraventions.

Il se peut, et c'est même le cas général, qu'à l'instant où il constate la contravention,

l'agent ignore la qualité de récidiviste du contrevenant. Dans cette hypothèse, le versement de l'amende forfaitaire reste valable, mais il n'éteint pas l'action publique et l'intéressé peut être poursuivi ultérieurement devant le tribunal de police (art. L 27).

Quant au tarif servant au calcul des amendes forfaitaires, c'est celui applicable aux amendes de composition prévu naguère par les articles 166 à 171 du Code d'instruction criminelle. Le taux en était fixé depuis la dernière modification (décret du 29 mars 1957) à 900 francs ou 2.700 francs selon que la contravention était passible d'une amende dont le montant maximum n'excédait pas ou excédait 1.800 francs. Actuellement, le nouveau Code de procédure pénale ne fixe plus le taux de ces amendes de composition, mais laisse ce soin à un règlement d'administration publique (art. 524).

6) *Mesures conservatoires.* — a) L'article 20 de la loi du 30 mai 1851 et l'article 7 de la loi du 28 décembre 1926 prévoyaient que les personnes non domiciliées en France à l'encontre desquelles il était relevé une infraction à la police de la circulation devaient consigner une somme ou fournir caution, la voiture pouvant être mise sous séquestre à défaut de ces versements, et cette procédure était destinée exclusivement à assurer le recouvrement éventuel par le Trésor des sanctions pécuniaires encourues ou des dommages causés au domaine public. Ce sont des dispositions semblables que contient l'article L 26 du Code de la route. Si l'auteur de l'infraction ne peut justifier d'un domicile ou d'un emploi sur le territoire français, ou d'une caution agréée par l'administration, le véhicule ayant servi à commettre l'infraction pourra être retenu jusqu'à ce qu'ait été versée à un comptable du Trésor une consignation dont le montant est fixé par le Procureur de la République (c'était le maire qui arbitrait le montant de la consignation dans le système de la loi de 1851). Dans le cas où aucune garantie n'est fournie, le véhicule pourra être mis en fourrière aux frais de l'auteur de l'infraction. Cette procédure est évidemment sans objet si le contrevenant verse immédiatement l'amende forfaitaire.

b) Par ailleurs, les véhicules dont la circulation, le stationnement ou l'abandon compromettent la sécurité des autres usagers, la conservation des voies ou leurs utilisations normales pourront être saisis, mis en fourrière ou retirés de la circulation (art. L 25), selon des conditions qui seront précisées par un règlement d'administration publique dont, par avance, l'article R 242 assortit les dispositions d'une amende de simple police.

C. — Dispositions réglementaires.

La deuxième partie du Code de la route est constituée par des règlements d'administration publique et des décrets en Conseil d'Etat. Elle comprend, ainsi qu'il a déjà été dit, les 231 articles du décret du 10 juillet 1954 modifiés (à l'exception des art. 130 à 136) qui forment le livre I, auxquels s'ajoutent les articles 232 à 247 apportés par le décret 58-1217 du 15 décembre 1958, constituant le livre II qui traite spécialement des contraventions de police en matière de circulation routière. Ces dernières dispositions, bien que nouvelles, n'appellent pas de développements particuliers. Elles sanctionnent par des peines de police les divers manquements aux prescriptions réglementaires contenues dans le livre I^{er}, concernant, par exemple, le sens imposé à la circulation, la vitesse, les croisements et dépassements, les intersections de routes et la priorité de passage, l'usage de dispositifs d'éclairage et de signalisation et le stationnement (R 232) ou encore les devoirs du piéton (art. R 237), les dommages involontaires causés à la voie publique (art. R 235) ou les infractions aux règles concernant les véhicules et leur équipement (art. R 238 à R 240) et aux règles relatives aux conditions administratives de circulation (art. R 241).

Une création nouvelle mérite cependant une mention spéciale : *Penseignement de la conduite des véhicules* à moteur a préoccupé les auteurs du décret. Non sans raison. Car enfin, de bonnes habitudes enseignées à l'apprenti conducteur peuvent lui éviter non seulement des infractions, mais des accidents. Or les conseils donnés sont à la mesure de la valeur de celui qui se charge d'enseigner. Il y avait donc intérêt à tenter d'écarter de la profession de moniteur quelques indésirables n'offrant pas les garanties de compétence requises. A cet effet, les articles R 243 et suivants subordonnent l'exercice de cette activité à l'obtention d'un certificat d'aptitude professionnelle et pédagogique délivré par une commission départementale, qui devra s'ajouter à la possession d'un permis de conduire non annulé. En outre, l'exercice de la profession de moniteur est encore interdite dans le cas de certaines condamnations, notamment pour délits

d'homicide ou blessures involontaires, de conduite en état d'ivresse, de délit de fuite ou de refus d'obtempérer. Enfin, l'exploitation d'un établissement de conduite des véhicules à moteur suppose l'agrément du préfet, donné après avis consultatif de la commission départementale.

Les infractions à ces dispositions constituent un délit puni d'une peine d'amende, la privation du droit d'enseigner, à titre temporaire ou définitif, et la confiscation du matériel ayant servi à la pratique illégale de l'enseignement pouvant, également, être prononcée (art. L 29) mais des dispositions transitoires sont prévues pour les moniteurs exerçant depuis deux ans.

On notera que si général que se présente le Code de la route, l'article 3 du décret-loi du 28 décembre 1926 reste en vigueur qui prohibe les usurpations et les dégradations des voies publiques. C'est l'article 4 du décret n° 58-1217 du 15 décembre 1958 qui prévoit la sanction qui est une amende de police.

Enfin le nouveau Code de la route est applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ainsi que dans les départements algériens et dans ceux des Oasis et de la Saoura (art. 6 et 7 de l'ordonnance n° 58-1216 du 15 déc. 1958; art. 5 et 6 du décret n° 58-1217 du 15 déc. 1958).

33. Coups et blessures volontaires.

A. — Les incriminations de coups à enfants prévues par l'article 312 du Code pénal qui comprenaient également la privation de soins et d'aliments, sont étendues à toutes les violences ou voies de fait, à l'exclusion des violences légères (ordonnance n° 58-1298 du 23 déc. 1958; J. O., 24 déc., p. 11761).

B. — Jusqu'à présent le Code pénal distinguait d'une part la *contravention* de violence légère (art. 483-1^o) d'autre part les *délits* de coups et blessures volontaires réprimés différemment selon que l'incapacité de travail qui en était résulté était supérieure à vingt jours (art. 309, § 1^{er}) ou inférieure à cette durée (art. 311), la préméditation ou le guet-apens étant considérés comme des circonstances aggravantes (art. 311, § 2). Enfin, dans les cas plus graves, l'infraction devenait un *crime* (art. 309, §§ 3 et 4).

Désormais c'est un autre classement (sauf en ce qui concerne le *crime* qui reste inchangé) que proposent les nouveaux articles 309, 311, 475 R. 40 et R 38 du Code pénal dans la rédaction qui leur est donnée par l'ordonnance 58-1297 du 23 décembre 1958 (J. O., 24 déc., p. 11758) et le décret 58-1303 du même jour (J. O., 23 déc., p. 11772), et dont l'effet sera de dégager le rôle des tribunaux correctionnels d'un certain nombre d'affaires de cette nature au profit des tribunaux de police.

1^o A la base, reste la *contravention de violence légère* (R 38), caractérisée même si la personne n'est pas matériellement atteinte (Cass. crim., 5 juin 1958; Bull. crim., n° 439) et qui comprend les agressions mineures telles que bousculades ou autres voies de fait tout à fait bénignes.

2^o Mais, innovation, les coups et blessures volontaires ayant entraîné une *incapacité de travail inférieure ou égale à huit jours*, pourvu qu'ils aient été portés sans préméditation ni guet-apens et qu'il n'y ait pas de port d'arme, constituent maintenant une *contravention* de la 5^e classe (R 40).

3^o L'infraction ainsi définie par l'article R 40, commise en *récidive* devient alors un *délit* puni de un à six mois d'emprisonnement et de 50.000 à 500.000 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines (art. 475). On rappellera que dans cette hypothèse, la récidive est indépendante du lieu où la première contravention a été commise (art. 474).

4^o Lorsque les coups ou les violences, bien que n'ayant pas entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours, ont eu lieu avec *préméditation*, *guet-apens* ou *port d'arme*, il s'agit d'un *délit* puni de deux mois à cinq ans d'emprisonnement et de 50.000 à un million d'amende (art. 311).

5^o Enfin, si l'*incapacité de travail est supérieure à huit jours* le *délit* est réprimé par les mêmes peines qui frappent le délinquant dans le cas précédent, mais il est prévu par l'article 309, § 1^{er}.

Ces modifications peuvent rendre plus difficile à maintenir la jurisprudence ancienne qui considérait comme des violences graves justiciables de l'article 311, des gestes agressifs, causant une émotion sérieuse à la victime sans l'atteindre directement (v. Trib. corr. Chatelleraut, 12 déc. 1950, J.C.P., 1951.II.6050, obs. P.-A. Pageaud et les réf.), tant le délit paraît maintenant, plus qu'avant, lié par les textes à une incapacité de

travail. Il est vrai que souvent, dans ces hypothèses, on pourra relever le port d'arme, la préméditation ou le guet-apens, circonstances qui permettent l'application de l'article 311 nouveau.

34. Débauche (Provocation à la).

L'article R 26-8° du Code pénal réprime, comme une contravention de la 1^{re} classe punie d'une amende de 300 à 2.000 francs toute attitude sur la voie publique de nature à provoquer la débauche. Cette incrimination nouvelle sera peut-être de nature à atteindre le manège des prostituées qui se livrent à ce que l'on appelait le racolage passif et que la jurisprudence refusait de sanctionner (Trib. corr. Seine, 28 juin 1948, *Gaz. Pal.*, 1948.2.71 ; 5 sept. 1953, *D.*, 1953.674 ; 13 juin 1949, *Gaz. Pal.*, 1949.2.137 ; Cass. crim., 12 juin 1958, *Bull. crim.*, 463. V. aussi l'étude de M. R. Combaldieu in *Rev.*, 1950.385 et la note de M. R. Vouin au *D.*, 1950.502). Bien qu'il s'agisse d'une infraction mineure, elle est cependant susceptible de donner lieu à des appréciations parfois délicates. On remarquera, dans le même temps que le racolage, naguère délit est devenu une contravention (v. *infra*, n° 61).

35. Documents délivrés par l'autorité publique (Protection).

A. — La contrefaçon, la falsification ou l'altération des certificats, livrets, cartes, bulletins, récépissés, passeports, laissez-passer ou, d'une manière générale, de tous les documents délivrés par les administrations publiques en vue de constater un droit, une identité ou une qualité ou d'accorder une autorisation, constituent un délit et la tentative est également réprimée, de même que l'usage de ces documents contrefaits, falsifiés ou altérés (art. 153 C. pén. *Ordonnance* n° 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc. p. 11761). Cette infraction comprend notamment les anciennes fraudes en matière de carte d'identité de Français (art. 7 et 8 de la loi du 27 oct. 1940) ou d'étrangers (art. 20 de l'ordonnance du 2 nov. 1945).

B. — Le simple usage d'un document délivré par l'autorité publique, alors que les mentions invoquées sont devenues incomplètes ou inexactes est encore réprimé (art. 153), mais il est inutile d'ajouter que l'auteur, pour être punissable, doit avoir su que les mentions invoquées étaient inexactes ou incomplètes.

C. — Enfin, les fraudes et manœuvres employées pour se faire irrégulièrement délivrer un document par l'administration constituent également un délit. Sont ainsi réprimées les fausses déclarations, la prise d'un faux nom ou d'une fausse qualité, le fait de fournir de faux renseignements, de faux certificats ou de fausses attestations ; et l'usage d'un document authentique, mais obtenu dans ces conditions ou établi sous un autre nom que le sien tombe également sous le coup de la loi pénale (art. 154).

D. — Le texte atteint sévèrement (un à quatre ans d'emprisonnement ; 150.000 à 1.500.000 fr. d'amende) le fonctionnaire qui délivre ou fait délivrer le document à une personne qu'il sait n'y avoir pas droit.

36. Droit du travail.

Une ordonnance n° 58-1310 du 23 décembre 1958 et un décret n° 58-1314 du même jour, publiés au *Journal officiel* du 25 décembre 1958 (p. 11810 et 11812) disposent sur les conditions de travail dans les transports routiers publics et privés, les obligations devant être définies par un règlement d'administration publique à intervenir, mais d'ores et déjà, le texte prévoit que les infractions à ce règlement futur constitueront des contraventions, le refus de se soumettre aux contrôles ou de présenter les documents étant puni de peines correctionnelles. Ces mesures sont destinées à assurer la sécurité de la circulation routière, de graves accidents s'étant produits ces dernières années, causés par l'état de fatigue extrême de chauffeurs routiers épuisés par un surmenage qui devait inévitablement conduire à une défaillance.

37. Elections.

L'ordonnance n° 58-945 du 13 oct. 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale (*J. O.*, 14 oct., p. 9358) fixe les conditions de la propagande électorale (affiches et prospectus) et toute infraction à ces dispositions constitue un délit. Le décret n° 58-1021 du 30 octobre 1958 (*J. O.*, 31 oct.) prévoit les modalités d'application.

38. Embarras de la voie publique.

L'embarras de la voie publique, naguère contravention de la 1^{re} classe (art. 471-4°) est devenu une contravention de la 4^e classe (art. R 38-11° C. pén. ; décret n° 58-1303 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11772).

39. Entrave à la circulation.

Voir *supra*, n° 32, A, § 4.

40. Etat civil.

A. — Les anciens délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil prévus par les articles 192 à 195 du Code pénal (inscription des actes sur des feuilles volantes ; omission de s'assurer de l'existence des consentements requis pour la validité d'un mariage ; réception d'un acte de mariage concernant une femme ayant déjà été mariée avant l'expiration du délai prévu par l'art. 228 C. civ.) deviennent des contraventions de la 5^e classe (art. R 40 C. pén. ; décret n° 58-1303 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11772).

B. — De même, deviennent des contraventions de la 5^e classe, les anciens délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant (art. 346 à 348 anciens C. pén.). Il s'agit de la non-déclaration de la naissance ; de la non-remise à l'officier de l'état civil d'un nouveau-né trouvé, et du dépôt dans un hospice d'un enfant de moins de sept ans confié. Mais l'enlèvement, le recel ou la suppression d'enfants (art. 346) ou l'exposition et le délaissement (art. 349 à 353) restent des délits ou des crimes.

41. Etrangers.

L'omission de solliciter la délivrance d'une carte de séjour et le séjour sans carte ou avec une carte non-valable autrefois prévue par l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 constituent maintenant des contraventions de la 5^e classe (*ordonnance* n° 58-1297 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11758 ; décret n° 58-1303 du 23 déc. 1958, art. 27 ; *J. O.*, 24 déc. 1958, p. 11772).

42. Evasions.

Le nouveau régime de l'exécution des peines d'emprisonnement et notamment la faculté de placements à l'extérieur, la possibilité de mise en semi-liberté ou d'accorder des permissions (art. 722 et 723 C. proc. pén.) imposait une révision de l'article 245 du Code pénal réprimant l'évasion. Cette adaptation est réalisée par l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761) ; et le délit est caractérisé dans les cas où le détenu est employé à l'extérieur de l'établissement ; dans l'hypothèse où il est soumis au régime de la semi-liberté ou encore s'il est bénéficiaire d'une permission de sortie. L'évasion d'un détenu employé à l'extérieur de l'établissement était déjà réprimée par la loi du 21 juillet 1942 qui est, en conséquence abrogée, puisque l'article 245 prévoit maintenant cette situation.

43. Exercice illégal de la profession.

L'exercice illégal de la profession de sage-femme ou d'infirmière, de masseur ou d'assistante sociale deviennent des contraventions de la 5^e classe (*ordonnance* 58-1927 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11758 ; décret 58-1303 du 23 déc. 1958, art. 16 à 22 ; *J. O.*, 24 déc. p. 11772).

44. Fabrications de conserves.

L'ordonnance 58-1357 du 27 décembre 1958 (*J. O.*, 30 déc. p. 12031) se substitue au décret du 15 mai 1940 et dispose sur le contrôle de la fabrication des conserves et semi-conserves de poissons, crustacés et autres animaux marins. Le texte précise les droits des agents de contrôle et réprime l'opposition à l'exercice de leur fonction ainsi que l'entrave à l'exécution de leurs décisions.

45. *Faux.*

Les crimes de *faux en écriture privée, de commerce et de banque*, deviennent des délits punis d'un à cinq ans d'emprisonnement et de 100.000 à 12.000.000 de francs d'amende, les peines de l'interdiction de séjour et de la privation des droits de l'article 42 étant facultatives. Cette correctionnalisation légale entérine une pratique judiciaire constante mais difficile à réaliser et est de nature à faciliter grandement la répression maintenant plus mesurée.

Naturellement, l'*usage* de ces faux constitue également un délit.

Outre ces importantes modifications réalisées par l'*ordonnance* 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc. p. 11761) qui reprend en conséquence la rédaction des articles 147 150 et 151 du Code pénal, on rappellera d'autre part que ces nouveaux délits sont compris dans la liste des délits spécifiés pouvant conduire à la relégation (v. *supra*, n° 10) et que la condamnation pour faux en écriture privée de commerce ou de banque entraîne l'interdiction d'exercer la profession de banquier et l'application de la loi du 30 août 1947 sur l'assainissement des professions commerciales ou industrielles (v. *supra*, n° 12).

46. *Faux témoignage.*

Il était discuté sur le point de savoir si le faux témoignage commis devant les *tribunaux administratifs* était punissable. La jurisprudence paraissait ne pas l'admettre (Trib. corr. Limoges, 6 mars 1901, D., 1902.2.134; Agen, Ch. acc., 2 févr. 1956; *Rép. Commaillé*, 1956.11.20225), mais la doctrine critiquait cette tendance (Garçon, *C. pén. ann.*, art. 361, n° 139). Désormais, le domaine d'application du faux témoignage est formellement étendu aux dépositions effectuées devant les tribunaux administratifs, l'article 363 du Code pénal ayant été modifié en ce sens par l'*ordonnance* 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc. p. 11761), et il s'agit d'une extension tout à fait normale, le fait en lui-même étant aussi grave quelle que soit la nature de la juridiction devant laquelle il se produit.

47. *Fuite* (Délit de).

Voit *supra*, n° 32, A, § 2.

48. *Gaz* (stockage souterrain).

L'*ordonnance* 58-1132 du 25 novembre 1958 (*J. O.*, 28 nov., p. 10658) règlemente les travaux de recherches et le stockage souterrain de gaz qui sont soumis à un régime d'autorisations préalables et à certaines conditions. Les infractions constituent des contraventions de police (art. 12).

49. *Inhumations.*

L'inhumation sans autorisation et les infractions aux lois et règlements sur les inhumations précipitées qui constituaient des délits prévus par l'article 358 du Code pénal, deviennent des contraventions de la 5^e classe (R. 40 du C. pén., *décret* 58-1303 du 23 déc. 1958, *J. O.*, 24 déc. p. 11772). Cependant le recel de cadavres et la violation de sépulture restent des délits (art. 359 et 360 C. pén.).

50. *Justice* (Protection de l'œuvre de).

Deux nouveaux délits sont créés par l'*ordonnance* 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc. p. 11761).

A. — L'*atteinte à l'autorité de la justice* est réprimé par l'article 226 du Code pénal. Ce nouveau délit est caractérisé par le fait de tenter, par actes, paroles ou écrits, mais *publiquement*, de jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance. Une telle disposition sera de nature à mettre un frein à des excès intolérables, mais il est certain que son application demandera beaucoup de mesure, car il conviendra de tenir d'abord présent à l'esprit le principe de la liberté d'expression et le droit de critique nécessaire. Le texte situe hors du champ du délit les commentaires purement techniques (constitués essentiellement sans doute par les notes et observations publiées dans les

revues spécialisées) ainsi que les faits commis dans le but d'amener la révision d'une condamnation, la fin justifiant, là encore, les moyens.

Dans le cas où le délit est commis par la voie de la presse, les responsabilités successives mises en cause sont les mêmes qu'en matière d'outrages aux bonnes mœurs, c'est-à-dire que l'on doit rechercher d'abord les gérants ou éditeurs, l'auteur de l'article n'étant retenu à titre principal, qu'à leur défaut, mais pouvant l'être en même temps que l'éditeur ou le gérant, au titre de la complicité. A défaut du gérant ou de l'éditeur, et de l'auteur, l'imprimeur ou le distributeur est exposé aux poursuites.

B. — Un autre délit est également prévu par l'article 227 du Code pénal, sorte d'*entrave à l'exercice de la justice*. En effet, il est interdit de publier, avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, des commentaires tendant à exercer des pressions sur les déclarations des témoins ou sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement.

L'interprète peut hésiter devant ce texte dont la portée demanderait à être précisée, car tout commentaire exerce nécessairement une influence sur le lecteur qui sera peut-être témoin ou juré. Dans quelle mesure cette influence devient-elle une *pression* suffisante pour être susceptible d'entraîner une modification dans ses déclarations ou dans son jugement ? Il y a là une question à laquelle il paraît bien difficile de répondre d'une manière générale. On peut seulement remarquer que le terme choisi évoque une idée de *contrainte* qu'il sera malaisé de définir, et sur laquelle des discussions ne manqueront pas de s'instaurer encore que le texte, plus large qu'il n'y paraît au premier abord, admet l'existence du délit même si le commentaire ne fait que *tendre* à exercer une telle pression.

Quoiqu'il en soit, les peines qui sanctionnent cette infraction sont les mêmes que pour la précédente, et les mêmes exceptions sont prévues.

51. *Monnaie* (Protection de la).

La souscription, l'émission ou la mise en circulation de moyens de paiement ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les signes monétaires ayant cours légal constituent un délit (art. 136 nouveau du C. pén.; *ordonnance* 58-1298 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc. p. 11761) tandis que, nouvelle *contravention* de la 2^e classe, l'acceptation, la détention ou l'utilisation de tels moyens de paiement est punie d'une amende de 2.000 à 40.000 francs (art. R 30 C. pén., *décret* 58-1303 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11772).

52. *Outrages.*

A. — L'*outrage* dirigé contre un *commandant de la force publique*, naguère mentionné dans l'article 225 est maintenant compris dans l'article 224 du Code pénal (*ordonnance* 58-1297 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc. p. 11758), avec les outrages aux officiers ministériels ou aux agents dépositaires de la force publique, et, pour maintenir à cette infraction le rang de *délit*, les peines qui étaient de six jours à un mois d'emprisonnement et de 50.000 à 180.000 francs d'amende, sont aggravées, l'emprisonnement allant de 15 jours à trois mois et l'amende de 50.000 à 300.000 francs.

B. — L'*outrage* dirigé contre un *citoyen chargé d'un ministère de service public*, autrefois délit prévu par l'article 224, devient une *contravention* de la 5^e classe (art. R 50 C. pén., *décret* 58-1303 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11772). Ce n'est qu'en cas de récidive que l'infraction redevient un délit (art. 475 nouveau C. pén., *ordonnance* 58-1297 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc. 1958, p. 11758).

53. *Outrages aux bonnes mœurs.*

Modifiant les articles 283 et 287 du Code pénal, l'*ordonnance* 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc. p. 11761) a créé une nouvelle peine complémentaire sanctionnant les délits d'outrages aux bonnes mœurs dont il a déjà été rendu compte (v. *supra*, n° 12, D.).

Par ailleurs, le nouvel article 289 consacre une restriction importante apportée à la nécessité d'obtenir, préalablement à toute poursuite, l'*avis de la Commission du livre*. Cette formalité n'est nécessaire, précise le texte, que si le livre en cause porte le nom de l'auteur et indique l'éditeur, et s'il a fait l'objet d'un dépôt légal. On peut craindre cependant que les vérifications utiles notamment pour déterminer si le nom de l'auteur et celui de l'éditeur qui se trouvent mentionnés ne sont pas des mentions de fantaisies ne prennent encore beaucoup de temps.

C'est une double extension du *droit de saisie* que permet l'article 290 nouveau. Désormais ce droit est étendu au bénéfice des officiers de police judiciaire, avant toute poursuite, aux livres eux-mêmes, naguère exclus, s'ils ne portent pas le nom de l'auteur et l'indication de l'imprimeur et s'ils n'ont pas fait l'objet du dépôt légal. De toute manière, en cas de flagrant délit, les livres peuvent, maintenant toujours être saisis, en double exemplaire, même s'ils n'ont pas été exposés au regard du public.

Enfin, les décisions judiciaires intervenues en matière d'outrages aux bonnes mœurs commis par la voie du livre ou de la presse, ainsi que les poursuites (mais pour les livres seulement) doivent être portées à la connaissance des organismes professionnels compétents qui pourront en informer tout intéressé (art. 289 nouveau), et le Procureur de la République, d'autre part, doit notifier au Ministre de l'Information toute condamnation intervenue du chef d'outrages aux bonnes mœurs commise par la voie du journal ou d'un périodique, l'auteur devant être exclu de la société corporative et ne devant être admis dans aucune autre (*ordonnance* 58-1298 du 23 déc. 1958, art. 40 modifiant l'art. 6 de la loi du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux).

54. Pêche.

En application du décret 58-874 du 16 septembre 1958, un *arrêté* du 17 novembre 1958 (*J. O.*, 29 nov. p. 10709) énumère les conditions à remplir pour avoir le droit de pêcher à la ligne flottante les dimanches et jours fériés dans les cours d'eau de la deuxième catégorie en période d'interdiction générale. Le texte prévoit notamment le paiement d'une taxe spéciale dite « du dimanche » et stipule que le poisson pêché ne peut être ni colporté ni vendu.

55. Port illégal d'insignes.

Le port public d'insignes, rubans ou rosettes présentant avec les décorations conférées par l'Etat une ressemblance de nature à causer une méprise dans l'esprit du public est une contravention de la 5^e classe (art. R 40 C. pén., *décret* 58-1303 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11772). Il s'agit d'une nouvelle infraction, car jusqu'à présent une disposition analogue n'existait que pour les costumes (art. 260 et 479-1^o C. pén., ce dernier article étant devenu l'art. R 34). Quant au port illégal de décorations, il n'était réprimé que par l'article 259 du Code pénal et, s'il s'agissait de décorations étrangères, par le décret du 13 juin 1953. L'incrimination actuelle est beaucoup plus large.

56. Produits industriels.

Une *ordonnance* n^o 58-1331 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 26 déc.), abrogeant la loi du 29 juillet 1943 qui avait le même objet, expose les conditions de constatation de poursuite et de répression des infractions en matière de répartition des produits industriels et de l'énergie. Les infractions prévues comprennent notamment les vols, le trafic, la falsification, la contrefaçon et d'une manière générale, toutes les irrégularités concernant les titres ou autorisations de répartition et la répression est assurée par des peines correctionnelles, la fermeture de l'établissement étant possible. Il est stipulé, quant à la poursuite, que la procédure du flagrant délit est applicable et que les procès-verbaux doivent être transmis au Procureur de la République dans les 4 jours à peine de nullité. Enfin, une possibilité de transaction est offerte à l'intéressé jusqu'au jugement sur le fond.

57. Protection d'installations vitales.

Des obligations particulières, assorties de sanctions pénales en cas de manquement, sont imposées à ceux qui possèdent ou dirigent des installations d'importance vitale qui, pour cette raison requièrent des mesures de protection (*ordonnance* 58-1371 du 29 déc. 1958 ; *J. O.*, 31 déc., p. 12064).

58. Proxénéisme.

A. — Les peines qui frappent les proxénètes sont augmentées, le délit simple étant puni de 6 mois à 3 ans d'emprisonnement et d'une amende de un million à 10 millions et le délit aggravé, outre la peine d'emprisonnement, d'une amende de 2 à 25 millions

(art. 334 et 334-1^o C. pén., *ordonnance* 58-1298 du 23 déc. 1958 ; *J. O.*, 24 déc., p. 11761) ; par ailleurs une condamnation entraîne l'interdiction d'exploiter les hôtels, maisons meublées, pensions, etc. (v. *supra*, n^o 12 C.) et deux condamnations à l'emprisonnement peuvent conduire à la relégation (v. *supra*, n^o 16). Enfin, dans le cas de gérance d'un établissement de prostitution ou de tolérance habituelle de prostituées dans un hôtel où elles se livrent à la prostitution, l'article 335 nouveau ajoute la peine complémentaire obligatoire de la confiscation des biens mobiliers ayant servi, directement ou indirectement à commettre l'infraction, à quelque personne qu'ils appartiennent.

B. — L'incrimination d'un cas de proxénéisme prévu par l'article 334 se trouve modifié dans le sens d'une simplification radicale. On sait que le fait de vivre sciemment avec une prostituée constituait un délit à la condition que toutefois le prévenu ne justifie pas de ressources suffisantes pour lui permettre de subvenir seul à sa propre subsistance. Or cette dernière restriction s'avérait particulièrement favorable aux proxénètes qui, en pratique, parvenaient souvent à persuader le tribunal, non seulement d'un emploi mais de ressources personnelles. Cette difficulté n'existera plus pour la raison très simple que le délit est maintenant constitué par le seul fait de vivre sciemment avec une prostituée sans que les magistrats puissent tenir compte de l'importance des ressources personnelles. Il est certain qu'ainsi le caractère du délit se trouve profondément modifié, car enfin ce qui était réprimé naguère, même au travers d'une présomption admettant la preuve contraire, c'était encore, dans cette hypothèse, le partage des produits de la prostitution, l'homme qui vit avec une prostituée étant réputé bénéficier, d'une manière ou d'une autre, des gains professionnels de celle-ci. Maintenant l'infraction devient tout à fait différente puisque le seul fait de vivre sciemment avec une prostituée constitue le délit que l'on peut imaginer commis, à l'extrême par un homme personnellement très riche.

59. Publications destinées à la jeunesse.

On sait qu'aux termes de l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949, le fait de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs de 18 ans des publications licencieuses ou pornographiques ou faisant une trop grande part au crime constitue un délit, de même d'ailleurs que la simple exposition de ces publications à la vue du public, la liste des publications ainsi frappées résultant d'arrêtés du Ministre de l'Intérieur.

Ces deux infractions demeurent dans la rédaction actuelle de l'article 14, telle qu'elle se présente après les modifications que lui apporte l'article 42 de l'*ordonnance* 58-1298 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11761). Tout au plus peut-on noter en ce qui concerne le délit d'exposition, une rédaction plus extensive, le texte nouveau la réprimant « en quelque lieu que ce soit ». De même encore sont toujours réprimées la publicité apparente relative à ces publications interdites ainsi que la vente ou l'offre couplée avec d'autres publications destinées aux enfants ou adolescents.

Mais, en vue d'assurer d'une manière plus efficace encore la protection morale de la jeunesse et le respect de ces dispositions légales, l'*ordonnance* du 23 décembre 1958 prévoit deux nouveaux délits et une mesure préventive, également assortie de sanction pénale :

a) Aucune publication ne peut faire état de ce qu'elle n'a pas été l'objet d'une interdiction, ou comporter une mention de nature à faire croire qu'elle bénéficie d'une autorisation des pouvoirs publics. En cas d'infraction, la saisie des publications illégalement exposées et du matériel de publicité en faveur de ces publications est possible avant toute poursuite par tout officier de police judiciaire et la confiscation obligatoire.

b) Toute manœuvre pour éluder ou tenter d'éluder l'application des interdictions décidées par le Ministre de l'Intérieur constitue également un délit qui peut entraîner, outre les peines principales, l'interdiction de la publication du périodique et même la fermeture totale ou partielle de l'entreprise d'édition, ces deux mesures intervenant à titre temporaire ou définitif. Ainsi seront rendues vaines des pratiques assez fréquentes telles que, par exemple le changement de titre de la publication interdite ou la présentation sous forme de numéro spécial, de supplément, etc.

c) Enfin, dans l'hypothèse où trois publications éditées par le même éditeur auraient été frappées, en un an, d'une interdiction, cet éditeur ayant fait la preuve qu'il constituait un danger sérieux, est soumis à une mesure de contrôle particulière : toute livraison ou mise en vente de publications analogues du même éditeur est interdite avant

l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt au Ministère de la justice de trois exemplaires de ces publications, le fait de mettre la publication dans le commerce avant l'expiration du délai ou de ne pas effectuer le dépôt prescrit constituant à la charge de l'éditeur ou du directeur de la publication, un délit.

En ce qui concerne les responsabilités encourues à l'occasion de ces trois nouveaux délits, le texte consacre les principes de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse : c'est le directeur de la publication ou l'éditeur qui doit être poursuivi en qualité d'auteur principal ; à son défaut, l'auteur et, enfin, à défaut de l'auteur, l'imprimeur ou les distributeurs, l'auteur, lorsqu'il n'est pas poursuivi comme auteur principal pouvant l'être au titre de la complicité.

60. *Publicité commerciale, industrielle ou financière.*

Deux articles du Code pénal, les articles 262 et 263, répriment, sous les mêmes peines correctionnelles admettant une récidive particulière, le fait par les fondateurs, directeurs, gérants de sociétés ou d'établissements à objet commercial industriel ou financier de faire ou simplement de laisser figurer, dans toute publicité, le nom d'un membre du Gouvernement, d'un parlementaire, d'un membre du Conseil économique (art. 262), d'un ancien membre du gouvernement, d'un fonctionnaire ou ancien fonctionnaire, d'un magistrat ou ancien magistrat ou d'un membre de la Légion d'honneur (art. 263) avec la mention de sa qualité. Le délit est encore constitué par l'usage de cette publicité que pourraient faire les banquiers ou démarcheurs ; mais, à lire le texte, on pourrait comprendre qu'ils ne seraient atteints que dans les cas prévus par l'article 263, la disposition qui les concerne, comprise dans cet article, visant « l'usage des publicités prévues ci-dessus ». Il serait cependant rationnel d'étendre la référence à l'article 262, mais il aurait été plus clair et très facile de le mentionner expressément en comprenant dans le même article le délit de publicité (art. 262) et dans le suivant (art. 263) le délit d'usage de ladite publicité.

L'explication de cette présentation sous deux articles différents de ce qui constitue en réalité un même délit est simple : l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (J. O., 24 déc., p. 11767) ne fait qu'incorporer dans le Code pénal, sans modification importante, deux dispositions naguère prévues d'une part par la loi du 6 janvier 1950 et d'autre part par la loi du 11 janvier 1936, mais on pouvait considérer, précisément que c'était l'occasion de les rassembler en un texte unique, aucune raison particulière ne paraissant commander de maintenir une distinction purement formelle.

61. *Racolage public.*

Anciennement sanctionné par l'application de l'article 471-15° du Code pénal en cas de violation d'un arrêté municipal réglementant l'activité des prostituées, le racolage public devint, par l'effet du décret-loi du 29 novembre 1939 (art. 13 et 14) une contravention de la 3^e classe spécialement réprimée ; puis la loi du 13 avril 1946 en fit un délit et même un délit grave puisque le maximum de l'emprisonnement prévu était de cinq ans. Voilà que, maintenant, le décret 58-1303 du 23 décembre 1958 (J. O., 24 déc., p. 11772) en fait une contravention de 4^e classe (art. R 38) punie d'une amende de 6.000 à 40.000 francs et, facultativement d'une peine d'emprisonnement maximum de huit jours. C'est que l'expérience prouvait que des peines sévères étaient rarement prononcées et il y avait tout de même quelque excès à prévoir, pour sanctionner cette infraction, des peines beaucoup plus élevées que celles qui frappaient par exemple l'outrage public à la pudeur (maximum deux ans d'emprisonnement) ou le proxénétisme (même maximum).

La définition du délit reste celle adoptée par l'article 3 de la loi du 13 avril 1946 qui est abrogé (ordonnance n° 58-1297 du 23 déc. 1958 ; J. O., 24 déc., p. 11758), mais la tentative n'est plus réprimée puisqu'il s'agit d'une contravention.

Il convient enfin de rappeler ici, en liaison avec la nouvelle contravention de racolage public, l'existence déjà signalée, d'une autre contravention réprimant toute attitude sur la voie publique de nature à provoquer à la débauche (v. *supra*, n° 35).

62. *Ravitaillement et santé de la Nation.*

La loi du 4 octobre 1946 relative à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation est abrogée par l'article 43 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (J. O., 24 déc., p. 11761).

63. *Registre de commerce.*

L'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 (J. O., 29 déc.) réprime le défaut d'immatriculation, de mentions complémentaires, de rectifications ou de radiation au registre de commerce dans les quinze jours de l'ordonnance du juge enjoignant la formalité. Il s'agit d'une contravention de 5^e classe, l'infraction devenant un délit passible d'emprisonnement en cas de récidive. Naguère, l'amende était prononcée par le tribunal de commerce (art. 18, loi du 18 mars 1919). Par ailleurs, les indications inexactes ou incomplètes données de mauvaise foi constituent un délit, comme par le passé (ancien art. 19 de la loi du 18 mars 1919). Enfin, l'une de ces condamnations, si la peine est supérieure à trois mois d'emprisonnement sans sursis entraîne l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou industrielle (art. 1^{er}-9^o, loi du 30 août 1947, modifié).

Un décret n° 58-1355 du même jour, publié au même *Journal officiel* traite d'ailleurs de l'inscription au registre de commerce et des effets de cette inscription, et dans un article 21, impose, à peine d'une amende de simple police, la mention dans les correspondances commerciales du numéro d'immatriculation, reprenant les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juin 1923.

64. *Registre des logeurs et aubergistes.*

Les logeurs et aubergistes, logeurs ou loueurs de maisons garnies étaient astreints d'inscrire sur un registre spécial qui devait être présenté aux autorités qualifiées, les personnes qui passaient la nuit dans leurs maisons et ce, sous peine d'une amende de simple police (art. 475 C. pén.) et sous peine également de se voir déclarer civilement responsable des crimes ou délits qui auraient pu être commis pendant son séjour par un individu non régulièrement inscrit (art. 73 C. pén.).

Désormais, d'une part, le fait d'inscrire sciemment sous un faux nom les personnes logées ou d'omettre, de connivence avec elles, de les inscrire, constitue un délit prévu par l'article 155 nouveau du Code pénal (ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 ; J. O., 24 déc., p. 11765). D'autre part, le défaut d'inscription, simple négligence, reste une contravention prévue par l'article R 30 (décret n° 58-1303 du 23 déc. 1958 ; J. O., 24 déc., p. 11772), mais le texte exige, à la différence de l'ancien, que l'inscription soit faite dès l'arrivée et pour toute personne passant même seulement une partie de la nuit, la date de sortie devant être ajoutée lors du départ, l'article 73 du Code pénal pouvant naturellement continuer à recevoir application, le cas échéant.

65. *Routes nationales.*

Une ordonnance n° 58-1311 du 23 décembre 1958 (J. O., 25 déc., p. 11810) réprime les infractions aux dispositions réglementaires relatives aux servitudes grevant les terrains nécessaires aux routes nationales et aux autoroutes. Les peines sont celles prévues aux articles 103 et 104 du Code de l'urbanisme. Ces dispositions réglementaires sont contenues dans un décret n° 58-1316 du même jour publié au même *Journal officiel* (p. 11820).

66. *Santé publique.*

A. — L'ordonnance n° 58-1199 du 11 décembre 1958 (J. O., 12 déc., p. 11170) relative à la coordination des établissements de soins comportant hospitalisation, ajoute au Livre VII du Code de la santé publique un titre 1 bis comprenant notamment un article L 734-3 qui impose la déclaration préalable au Ministre de la Santé publique de toute création ou extension d'établissement privé comportant hospitalisation auxquelles le ministre peut d'ailleurs s'opposer. L'article 734-4 punit d'une amende correctionnelle l'ouverture ou l'extension de l'établissement sans déclaration préalable ou malgré une opposition, la fermeture de l'établissement ou de la partie de l'établissement en cause devant être en outre ordonnée. En cas de récidive, une peine d'emprisonnement est prévue et le minimum, comme le maximum, des amendes sont doublés.

B. — La distribution publique ou privée d'eau en vue de l'alimentation humaine est réglementée par l'ordonnance n° 58-1265 du 20 décembre 1958 (J. O., 21 déc., p. 11487) modifiant le Livre 1^{er} du titre 1^{er} du chapitre II du Code de la Santé publique et les infractions à cette réglementation constituent des délits.

67. *Sécurité sociale.*

A. — Le décret n° 58-962 du 27 septembre 1958 (*J. O.*, 16 oct. 1958, p. 9469) portant révision du Code de la sécurité sociale augmente le taux de nombreuses amendes (art. L 170, L 188, L 409, L 410, L 411, L 413, L 504, L 505, L 507, L 508, L 557, L 558, L 560, L 632, L 680 et L 701); d'autre part il confirme, sans aucune modification, le texte des articles 170-1 et 170-2, tel qu'il résultait de la rédaction de la loi du 17 février 1958 (*Revue*, 1958, p. 645, n° 9) relatif aux délits commis par les démarcheurs.

B. — Hors le cas de récidive, la rétention induite, par l'employeur, des contributions ouvrières aux assurances sociales précomptées sur les salaires devient une contravention (décret n° 58-1303 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11772).

III. — PROCÉDURE PÉNALE

68. *Code de procédure pénale.*

L'ordonnance n° 58-1296 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc. 1958, p. 11711) présente le complément du Code de procédure pénale, à partir du Livre II, dont le début, d'ailleurs modifié sur certains points par cette ordonnance avait été déjà publié par la loi 5-1426 du 31 décembre 1957 (*Revue*, 1958, p. 649, n° 57). Ce code comporte cinq parties : la PREMIÈRE contient les dispositions législatives qui comprennent notamment maintenant les règles concernant l'exécution des peines privatives de liberté (art. 717 et s.), la libération conditionnelle autrefois prévue par la loi du 14 août 1885, le décret du 1^{er} avril 1952 et l'arrêté du 11 janvier 1951 ainsi que par la loi du 6 juillet 1942 en ce qui concerne les relégués (art. 729 et s.), le sursis naguère prévu par la loi du 26 mars 1891 (art. 734 et s.), le sursis avec mise à l'épreuve, institution nouvelle et originale (art. 738 et s.) et la contrainte par corps autrefois prévue par la loi du 22 juillet 1867 et la loi du 30 décembre 1928, art. 19 (art. 749 et s.). La DEUXIÈME PARTIE comprend les règlements d'administration publique et les décrets en Conseil d'Etat. La TROISIÈME PARTIE contient les décrets, et actuellement le décret n° 58-1304 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11776) relatif à l'application du titre préliminaire du Livre I^{er} (art. D 1 à D 42). La QUATRIÈME PARTIE est relative aux arrêtés et comprend pour le moment les articles A 1 à A 38 ayant trait également au titre préliminaire et au Livre I^{er} du Code (*J. O.*, 24 déc. 1958, p. 11781). Une instruction générale pour l'application du Code constitue enfin la CINQUIÈME PARTIE de celui-ci.

Sur les dispositions de droit pénal général comprises dans le Code de procédure pénale, cf. *infra*, n° 83.

69. *Compétence.*

A. — L'article 31 de l'ordonnance n° 58-1297 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11758) abroge toutes dispositions dérogatoires au droit commun et donnant exceptionnellement compétence aux tribunaux correctionnels pour connaître de contraventions de police. Ainsi se trouve supprimée une extension de compétence qui n'avait, en effet, plus sa raison d'être. Sont, en conséquence, soumises au tribunal de police certaines infractions en matière de mines et de carrières (loi du 21 avril 1810, art. 95) ou encore prévues par le Code du travail (art. 99 a, § 3, Livre I^{er}; art. 161 et 163, Livre II) par exemple. Il est cependant inutile d'ajouter que le tribunal correctionnel reste compétent pour juger une contravention connexe à un délit (art. 382 et 407 du C. proc. pén.) ou encore une infraction qui lui a été déférée comme constituant un délit, mais qui, à l'issue des débats, n'apparaît plus constituer qu'une contravention (art. 466 C. proc. pén.).

B. — La compétence des tribunaux de police se trouve élargie du fait de la création déjà signalée d'une 5^e classe de contraventions (v. *supra*, n° 6).

C. — Modifiant l'article 132 du Code des eaux et forêts, l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1296 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11757) étend l'application de l'article 687 du Code de procédure pénale aux crimes ou délits commis dans leur circonscription par les ingénieurs des eaux et forêts, dans ou hors l'exercice de leurs fonctions et par les agents techniques et les chefs de districts, mais à la condition, pour ceux-ci,

qu'ils aient été commis dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire. Dans ces hypothèses, donc, le Procureur de la République compétent doit saisir la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui, procédant comme en matière de règlement de juges, désignera le juge d'instruction ou la juridiction de jugement qui sera appelée à connaître de l'affaire.

70. *Douanes.*

L'ordonnance n° 58-1238 du 17 décembre 1958 (*J. O.*, 18 déc., p. 11375) apporte quelques modifications au Code des douanes qui intéressent la procédure pénale.

C'est ainsi que les *procès-verbaux* peuvent désormais être rédigés au lieu du dépôt des objets saisis, au lieu de la constatation de l'infraction ou encore au siège de la brigade de gendarmerie ou au bureau d'un fonctionnaire des finances ou à la mairie (art. 324 nouveau). De même, en cas d'infractions flagrantes, la saisie est possible en tous lieux (art. 332). Par ailleurs, la compétence du tribunal correctionnel est affirmée pour connaître de toutes les questions douanières soulevées par voie d'exception (art. 357), et, enfin, en cas de jugement par défaut, l'aliénation des objets confisqués est possible si l'exécution provisoire a été prévue (art. 390).

71. *Immunité parlementaire.*

L'article 26 de la Constitution de la V^e République (*loi du 4 oct. 1958; J. O.*, 5 oct., p. 9151) dispose en matière d'immunité parlementaire.

Tout d'abord cette immunité ne joue pas en cas de flagrant délit, non plus que pour les contraventions de police. Mais, hors ces hypothèses, pendant la durée des sessions, la poursuite ou l'arrestation d'un parlementaire ne peut intervenir qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie. Hors session, si la poursuite est possible, l'arrestation est subordonnée à l'autorisation du bureau de l'Assemblée, sauf arrestation en exécution d'une condamnation définitive ou à la suite d'une poursuite déjà autorisée. Enfin, l'Assemblée peut toujours requérir la suspension de la poursuite ou de la détention d'un de ses membres.

Le texte proclame, d'autre part l'immunité qui protège le parlementaire à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

On reconnaît là les dispositions essentielles déjà en vigueur sous le régime de la loi du 27 octobre 1946 (art. 22) modifiée par celle du 7 décembre 1954.

72. *Ministère public.*

A. — Les règles relatives à la discipline des magistrats du Parquet sont précisées par les articles 59 et suivants de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (*J. O.*, 23 déc., p. 11554). Aucune sanction ne peut être prononcée sans l'avis préalable d'une commission de discipline du Parquet présidée par le Procureur général de la Cour de cassation qui a la faculté de faire procéder à une enquête et cite le magistrat en cause à comparaître pour fournir ses explications après avoir eu connaissance du dossier, un membre de ladite commission étant chargé de faire un rapport. Lorsque le Garde des Sceaux entend prendre une sanction plus grave que celle proposée par la commission, il doit saisir à nouveau la commission de son projet motivé et celle-ci émet un nouvel avis.

B. — Le Procureur de la République près un tribunal de grande instance peut, en toute matière, occuper le siège du ministère public devant les tribunaux d'instance de son ressort. Ce principe posé par l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire (*J. O.*, 23 déc.), donne vocation au procureur de la République qui occupe normalement les fonctions de ministère public près le tribunal correctionnel, à remplir éventuellement, si besoin est, ces mêmes fonctions devant les divers tribunaux de police de son ressort.

73. *Police.*

Une ordonnance n° 58-1309 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 25 déc., p. 11810) précise les conditions de l'emploi des armes et de l'établissement de barrages de circulation par la police, mais il s'agit de dispositions temporaires, liées à la répression des infractions commises en vue d'apporter une aide aux rebelles des départements algériens.

74. *Pouvoirs spéciaux.*

Tandis qu'une *ordonnance* n° 58-915 du 7 octobre 1958 (*J. O.*, 8 oct., p. 9214) abroge l'article 6 de la loi 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, une autre *ordonnance* n° 58-921 du 8 octobre 1958 relative à la répression des infractions commises en vue d'apporter une aide aux rebelles des départements algériens (*J. O.*, 9 oct. 1958, p. 9231; *Rect. J. O.*, 10 oct., p. 9263) attribue compétence facultative aux tribunaux militaires pour connaître des faits postérieurs au 30 octobre 1954 commis dans cette intention lorsqu'ils constituent des crimes ou délits énumérés au texte. La procédure suppose une revendication par les autorités militaires et un avis conforme du Procureur de la République ou du Procureur Général.

Par ailleurs, une *ordonnance* n° 58-916 du 7 octobre 1958 (*J. O.*, 8 oct., p. 9214) prévoit les mesures qui peuvent être prises à l'encontre des personnes dangereuses pour la sécurité publique en raison, justement, de l'aide qu'elles apportent aux rebelles. Elles peuvent faire l'objet d'un arrêté décidant à leur égard soit une mesure d'éloignement, soit l'obligation de résider dans une localité spécialement désignée, soit encore un internement administratif. En contre-partie de ces pouvoirs tout à fait exceptionnels donnés à l'autorité administrative, le texte prévoit l'institution d'une commission de vérification des mesures de sécurité publique composée en majorité de magistrats de l'ordre judiciaire qui doit être saisie, pour avis, de toutes les décisions prises, ainsi que des requêtes pouvant émaner des intéressés. Cette commission doit également visiter périodiquement les centres de résidence surveillée.

La composition et le fonctionnement de cette commission de vérification sont précisés par un *décret* n° 58-918 du 7 octobre 1958 publié au *Journal officiel* du 8 octobre (p. 9218). Un magistrat en assure obligatoirement la présidence, et, sur les six autres membres qui la composent, se trouvent quatre Juges au Tribunal de la Seine.

75. *Procès-verbaux.*

Les procès-verbaux établis par les gardes particuliers des fédérations départementales des chasseurs commissionnés en qualité d'agents techniques des eaux et forêts chargés spécialement de la police de la chasse, ceux établis par les gardes-pêche commissionnés et enfin ceux dressés par les administrateurs de l'inscription maritime, les officiers maritimes, les commandants de bâtiments de l'Etat et les inspecteurs de la pêche maritime sont dispensés de l'affirmation (*ordonnance* n° 58-1312 du 23 déc. 1958, *J. O.*, 25 déc., p. 11811).

76. *Proxénéisme (Lutte contre le).*

Le *décret* n° 58-1039 du 31 octobre 1958 (*J. O.*, 4 nov. 1958, p. 10642), institue, au ministère de l'Intérieur un *Office central* chargé de lutter contre le proxénéisme et d'une manière plus générale de rassembler tous les renseignements utiles de nature à faciliter la recherche du trafic des « êtres humains ».

Il s'agit donc d'un service de police qui doit être en contact avec les autres services de police et de gendarmerie français, mais aussi avec les organismes similaires existants dans les autres pays. Cet office central, en cas d'arrestation ou d'inculpation reçoit, à titre de documentation, deux fiches dactyloscopiques, deux fiches anthropométriques, une notice individuelle et deux jeux de photographies. Il correspond directement avec les offices centraux des autres Etats et avec l'Office international de police criminelle.

IV. — DROIT PÉNAL DE L'ENFANCE

77. *Excuse de minorité.*

Voir *infra*, n° 80.

78. *Juridictions.*

L'organisation des juridictions pour enfants, autrefois prévue par l'ordonnance du 2 février 1945 fait maintenant l'objet d'un texte spécial qui reprend d'ailleurs, d'une manière générale, les principes déjà établis. Il s'agit de l'*ordonnance* n° 1274 du 22 décembre 1958 (*J. O.*, 23 déc., p. 11558).

Il existe un tribunal pour enfants et un ou plusieurs juges pour enfants par tribunal de grande instance figurant sur une liste fixée par décret. Le juge des enfants est nommé pour trois ans parmi les magistrats du tribunal de grande instance. Il peut être momentanément remplacé par un magistrat désigné par le tribunal. Sa compétence s'étend non seulement au ressort du tribunal mais encore aux ressorts limitrophes désignés par décrets (v. *décret* n° 58-1287 du 22 déc. 1958; *J. O.*, 23 déc., p. 11607). Un ministère public désigné par le Procureur général et un juge d'instruction désigné par le Premier Président, sur proposition du Procureur général, sont spécialement chargés des affaires concernant les mineurs.

Quant au Tribunal pour enfants, il est composé du juge des enfants, président, et de deux assesseurs, ces derniers nommés pour trois ans par le Garde des Sceaux et prêtant serment avant d'entrer en fonction.

L'appel des décisions du Tribunal pour enfants est porté devant une chambre spéciale de la Cour d'appel si celle-ci comporte plusieurs chambres et à une audience spéciale s'il n'existe qu'une chambre.

Enfin, un conseiller, « délégué à la protection de l'enfance » et désigné pour trois ans préside cette chambre spéciale ou, du moins, doit être rapporteur. Il siège également comme membre de la Chambre d'accusation lorsqu'un mineur est en cause (art. 23 de l'*ordonnance* du 2 févr. 1945 modifié par l'*ordonnance* 58-1300 du 23 déc. 1958; *J. O.*, 24 déc., p. 11768). Comme en première instance, un magistrat est spécialement désigné par le Procureur général pour suivre, au Parquet, les affaires de mineurs.

79. *Procédure.*

L'*ordonnance* n° 58-1300 du 23 décembre 1958 (*J. O.*, 24 déc., p. 11768) apporte quelques modifications importantes à celle du 2 février 1945, en ce qui touche à la procédure.

Le Code pénal admet, maintenant, une nouvelle série de contraventions, dites de 5^e classe, et nous avons déjà mentionné qu'elles obéissaient à un régime assez particulier (v. *supra*, n° 6) qui les rapproche des délits. Ce même aspect exceptionnel se retrouve en ce qui concerne la compétence, lorsque de telles contraventions ont été commises par des mineurs. Alors que le principe demeure, de la compétence générale des tribunaux de police pour juger des contraventions commises par les mineurs, les contraventions de 5^e classe sont cependant, déferées aux juridictions pour enfants (art. 1^{er} et 21 nouveaux), et si, en conséquence, elles avaient fait l'objet d'une information, le juge d'instruction devra renvoyer l'intéressé soit devant le juge des enfants, soit devant le tribunal pour enfants (art. 9 nouveau), à supposer les charges suffisantes, étant ajouté, d'autre part, que, par rapport à ces contraventions, l'*excuse atténuante de minorité* produira le même effet qu'en matière de délit (art. 66 C. pén. modifié).

Une autre modification essentielle concerne la juridiction compétente pour statuer sur l'appel des décisions des tribunaux de police. Jusqu'à présent, c'était le Tribunal pour enfants qui jouait le rôle de juge d'appel. Désormais, ce rôle est dévolu à la *Cour d'Appel*. Cette réforme s'imposait, le Code de procédure pénale prévoyant d'une manière générale que l'appel des jugements de police serait porté devant la Cour d'appel (art. 547) et aucun motif particulier n'imposant une dérogation en ce qui concerne les mineurs, d'autant que, précisément, le Tribunal pour enfant est appelé à connaître lui-même de certaines contraventions, comme on vient de le voir.

À l'audience du Tribunal pour enfants, il peut être décidé, dans l'intérêt du mineur, que celui-ci sera dispensé de comparaître; mais la mesure, naguère prise par le tribunal, le sera, maintenant, par le Président (art. 13, § 2 nouveau), et, pouvoir nouveau, ce magistrat a encore la faculté d'ordonner que les témoins se retirent après leur déposition (art. 14).

Devant la *Cour d'assises des mineurs*, si l'accusé a moins de dix-huit ans, le texte actuel de l'article 20, § 11, impose formellement, à peine de nullité, l'obligation de poser deux questions: d'abord celle de savoir s'il y a lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale; puis, celle de savoir s'il y a lieu de l'exclure du bénéfice de l'*excuse atténuante de minorité*.

Enfin, alors que les dispositions anciennes relatives aux attributions des délégués à la liberté surveillée prévoyaient essentiellement une mission de surveillance, l'article 25 nouveau de l'ordonnance de 1945 ne vise plus qu'une mission de rééducation changement de terme qui traduit, en effet, plus exactement, l'œuvre que l'on attend de ces collaborateurs du juge des enfants.

80. *Protection de l'enfance en danger.*

Bien que strictement, elle ne concerne pas le droit pénal, il nous paraît impossible de ne pas rendre compte de l'ordonnance n° 58-1301 du 23 décembre 1958 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger (*J. O.*, 24 déc., p. 11770), tant les dispositions qu'elle contient répondent à des préoccupations maintes fois exprimées dans cette *Revue* (v. notamment le compte rendu des VI^e Journées de Défense sociale de Grenoble des 5 et 6 juin 1958, précisément consacrées à ce problème ; *Revue*, 1958, p. 805 et s.).

Jusqu'à présent, hors les cas de *déchéance* ou de *retrait* de la *puissance paternelle* prévus par la loi du 24 juillet 1889, les magistrats, pour venir au secours d'enfants en danger, ne disposaient que de textes épars, organisant des procédures différentes et peu adaptées, et seulement susceptibles d'application dans des hypothèses assez précises. Il s'agissait, principalement, des procédures de *correction paternelle* (art. 375 à 382 C. civ.), et du *retrait de droit de garde* prévues par la loi du 19 avril 1898 dans le cas d'un *délit* ou d'un *crime commis par ou sur un enfant*, ou encore des mesures de placement des *mineurs vagabonds* (décret-loi du 30 oct. 1935) ou des *mineures* se livrant à la *prostitution* (loi du 11 avril 1908), l'*assistance éducative* (art. 2-7° de la loi du 24 juill. 1889) permettant enfin, dans les hypothèses moins graves, de contrôler et d'aider à la fois les parents déficients et l'enfant menacé.

Il y avait là un ensemble lourd, présentant inévitablement des lacunes, et manquant d'unité, étant ajouté que, selon les cas, les mesures nécessaires devaient être prises tantôt par le tribunal civil, tantôt par le président du tribunal à moins que ce ne soit par le juge d'instruction ou le juge des enfants, cette dispersion des compétences achevant de rendre difficile une intervention cependant urgente et nécessaire.

Désormais tous les textes auxquels il vient d'être fait allusion sont abrogés et il leur est substitué un *système de mesures éducatives unique* comportant donc la même procédure, et de la seule compétence de celui qui avait vocation naturelle : le *juge des enfants* (art. 375 nouveau, C. civ.). Les magistrats se féliciteront donc d'abord d'une telle simplification qui s'imposait pour assurer une œuvre efficace.

Donc, selon le texte, sur ce point encore fort opportun car il ne limite pas dans un cadre par trop étroit le principe de l'intervention, dès que « la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation d'un mineur » est compromise, et la minorité s'étend ici jusqu'à vingt et un ans, le *juge des enfants* peut se saisir d'office, ou être saisi par le père ou la mère (même non titulaire du droit de garde, sauf le cas de *déchéance*), le gardien, le Procureur de la République, ou l'enfant lui-même. Avant de décider, il lui faudra s'informer et, le plus souvent, pourvoir au plus urgent, c'est-à-dire au sort immédiat du mineur.

A cette fin, le juge des enfants dispose de pouvoirs très étendus, mais, en contre-partie, les mesures provisoires qu'il sera amené à prendre ainsi sur le champ, *exécutoires par provision*, et non susceptibles de voies de recours, sont modifiables ou rapportables à tout moment d'office ou sur demande. Ainsi est consacré un système suffisamment souple pour s'adapter aux situations les plus diverses. Dans le cadre de ces mesures provisoires, qui interviennent par voie d'ordonnances à notifier aux parents ou au gardien dans les 48 heures au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le juge des enfants peut confier l'enfant à celui des parents qui n'a pas le droit de garde, à un autre parent, à un tiers, comme il peut aussi le remettre à un centre d'observation ou d'accueil, ou à un établissement approprié ou enfin au Service d'aide sociale à l'enfance ; il peut encore et de plus, faire suivre le mineur et sa famille par un service d'observation ou de rééducation (art. 376 nouveau C. civ.).

Dans le cas d'urgence, et très provisoirement, puisqu'il doit saisir les juges des enfants dans les trois jours, le Procureur de la République a vocation pour prendre les mêmes mesures, mais ce pouvoir exceptionnel ne lui est reconnu que dans le cas de fugue du mineur. En effet, le texte précise que seul le procureur du lieu où le mineur a été trouvé est compétent pour intervenir de cette manière (art. 377).

Le problème à la fois délicat et urgent du placement provisoire de l'enfant étant ainsi résolu, le juge des enfants devra réunir les éléments lui permettant de prendre une décision mieux éclairée. Dans ce but, il entendra la famille ou le gardien, fera procéder à une enquête sociale, et aux divers examens tant médicaux que psychiatriques ou psychologiques qui s'avèrent nécessaires et aux observations sur le comportement du mineur qui pourra subir également un examen d'orientation professionnelle.

Une fois en possession d'informations qu'il estime complètes, et après communication du dossier au Procureur de la République, le juge des enfants convoquera le mineur et ses parents ou gardiens dix jours avant l'audience, par lettre recommandée avec accusé de réception et avisera le conseil s'il y a lieu, car l'assistance d'un avocat est prévue (art. 377-1°).

L'audience se déroule en chambre du conseil ; elle est contradictoire en ce sens que le mineur, ses parents, les gardiens et, d'une manière générale, toute personne utile, sont entendues. Selon le vœu de la loi, le juge des enfants doit tenter de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure qu'il envisage.

Cette mesure est décidée par jugement en Chambre du conseil et, exécutoire par provision, elle doit être notifiée dans les 48 heures aux parents ou gardiens toujours dans les mêmes formes, appel pouvant en être relevé par le mineur, les gardiens, les parents ou le Procureur de la République, soit par déclaration au greffe, soit par une lettre recommandée adressée au greffier, dans les dix jours de la notification ou, pour le mineur, du jour où il a eu connaissance de la décision, l'appel étant porté devant la Chambre des mineurs de la Cour d'appel qui statuera en chambre du conseil, les parties entendues ou du moins appelées.

Quelle que soit la solution finalement adoptée (remise aux parents ou gardiens, à un autre parent ou à un tiers, à un établissement d'enseignement, d'éducation ou de rééducation, à un établissement sanitaire de prévention, de soins ou de cure, ou au Service de l'aide sociale à l'enfance), elle présente toujours, comme la décision provisoire, la particularité de pouvoir être modifiée à tout moment par le magistrat qui a statué primitivement qui peut, d'ailleurs, déléguer sa compétence au juge des enfants du domicile ou de la résidence de l'enfant, des gardiens ou des parents, le droit d'appel étant reconnu contre la décision modificative qui doit donc être notifiée.

Tels apparaissent les traits essentiels d'une réforme dont le mérite principal est de réduire au maximum les formalités, d'unifier en un ensemble logique les dispositions visant à la protection de l'enfance et de l'adolescence de confier cette mission au seul juge des enfants et de prévoir, sagement, que les diverses mesures décidées ne seront jamais irrémédiables, mais, au contraire, pourront être révisées à tout moment. Reste à souhaiter, mais c'est une autre question, que le juge des enfants puisse pratiquement trouver, lorsqu'il en est besoin, une place disponible pour le mineur en cause dans l'établissement qui lui conviendrait.

V. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

81. *Extradition.*

La ratification de la convention d'extradition conclue entre la France et la République fédérale allemande le 29 novembre 1951 est autorisée par l'ordonnance n° 58-1237 du 17 décembre 1958 (*J. O.*, 18 déc., p. 11375), mais le texte n'en est pas encore publié.

DEUXIÈME PARTIE

82. *Code de procédure pénale et droit pénal général.*

La promulgation et la mise en vigueur d'un nouveau Code de procédure pénale (*supra*, n° 68), substitué à l'ancien Code d'instruction criminelle, intéresse essentiellement la procédure criminelle, c'est-à-dire le droit des formes de la répression. On aurait tort, cependant, de croire que l'événement laisse indifférent le fond du droit criminel ou droit pénal proprement dit.

D'une part, on a pu voir dans la première partie de cette *Chronique* de combien de réformes particulières les ordonnances ont complété le remplacement du Code de 1808 par celui de 1958.

D'autre part, il vaut d'être remarqué que la règle du non-cumul des peines est désormais énoncée à l'article 5 du Code pénal, avec cette précision que « lorsqu'une peine principale fait l'objet d'une remise gracieuse, il y a lieu de tenir compte, pour l'application de la confusion des peines, de la peine résultant de la commutation et non de la peine initialement prononcée » (ordonnance n° 58-1296 du 23 déc. 1958, art. 2).

Enfin, et surtout, le Livre V du Code de procédure pénale, sous l'intitulé « Des procédures d'exécution », traite d'un bon nombre d'institutions étudiées le plus souvent dans la partie « Droit pénal » des ouvrages de droit pénal et de procédure pénale. L'exécution des peines privatives de liberté y est envisagée avec celle de la détention préventive (art. 714 et s.). La libération conditionnelle y prend place par abrogation du titre 1^{er} de la loi du 14 août 1885 (art. 729 et s.), tout comme le sursis, qui se dédouble en sursis simple et sursis avec mise à l'épreuve, cesse d'être régi par la loi du 26 mars 1891 (art. 734 et s.), et la contrainte par corps par celle du 22 juillet 1867 (art. 749 et s.), mais sans que l'article 52 du Code pénal ait été abrogé, semble-t-il. Déjà compris auparavant dans les dispositions du Code d'instruction criminelle, la prescription de la peine, le casier judiciaire et la réhabilitation font l'objet, avec un article de principe sur les frais de justice, des derniers titres du nouveau code (art. 763 et s.).

Peut-être aurait-il mieux valu compléter nos deux codes répressifs d'un troisième, consacré à l'exécution des sentences et des peines ou mesures de sûreté, sous le nom, par exemple, de *Code pénitentiaire* (sans parler d'un *Code de l'enfance délinquante* dont l'ordonnance du 2 févr. 1945, encore modifiée récemment — *supra*, n° 78 — ne tient lieu que très imparfaitement).

Ne soyons pas surpris, en tout cas, de voir le sursis ou le casier judiciaire présentés comme des « procédures d'exécution ». Mieux vaut noter une fois encore que le droit des formes et le fond du droit sont étroitement unis, en matière pénale, au point que le législateur, comme le professeur, ne peut traiter de l'un sans toucher à l'autre.

Robert VOÛN,
Professeur à la Faculté de droit
et des sciences économiques
de Bordeaux.

C. Chronique pénitentiaire

par Pierre CANNAT

Premier Président de la Cour d'appel de Monaco.
Secrétaire général de la Société générale des prisons et de législation criminelle.

I. — LES RÉFORMES INTRODUITES EN MATIÈRE PÉNITENTIAIRE PAR LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

La date du 23 décembre 1958 est celle d'un jour faste pour la réforme des prisons. Le Code de procédure pénale sanctionne, en effet, l'essentiel de ce qui avait été empiriquement introduit depuis 1945 dans le système pénitentiaire français et, allant au-delà, trace en quelques secteurs des routes nouvelles où pourra se poursuivre la transformation de l'exécution des peines privatives de liberté.

Dans beaucoup d'autres domaines le règlement d'administration publique en préparation confirmera ce qui a été laissé de côté comme ne relevant pas de la loi, et ouvrira encore des perspectives d'avenir.

Les principales réformes survenues devront faire l'objet de commentaires quand elles auront été mieux éclairées par le règlement d'administration publique. D'ores et déjà cependant il est possible de dresser un premier bilan approximatif (1).

Le Code nouveau consacre à l'exécution des peines les titres II et III du livre V, c'est-à-dire les articles 714 à 733. Mais on trouve ailleurs des dispositions diverses qui doivent être signalées. Nous suivrons donc aujourd'hui l'ordre des articles sans égard pour l'importance relative des questions.

Les articles 186, 503, 547, 577 permettent au détenu de signer à la prison sa déclaration d'appel ou de pourvoi en cassation, à charge pour le surveillant-chef de transmettre la pièce au greffe. Cela évitera des extractions.

L'article 222 (2) oblige le Président de la chambre d'accusation à visiter au moins une fois par trimestre les maisons d'arrêt du ressort de la Cour d'appel, afin d'y vérifier la situation des inculpés en état de détention préventive.

Les articles 382 paragraphe 2, 663 et 664 donnent compétence au parquet et aux juridictions d'instruction et de jugement du lieu de détention pour connaître de toutes les infractions imputées au détenu, quand le lieu de détention est au siège de la juridiction ayant prononcé la condamnation, définitive ou non. Dans le cas contraire, on procèdera comme en matière de suspicion, mais à la demande du Ministère public seulement.

Les articles 416 et 712 rendent possible, quand un prévenu ne peut, en raison de son état de santé, comparaître devant le tribunal, l'audition de l'intéressé à la maison d'arrêt par un magistrat commis à cet effet (accompagné du greffier) et prévoient également mais en toutes hypothèses l'audition d'un détenu par un juge du tribunal de grande instance le plus proche du lieu de détention.

L'article 708 paragraphe 2 stipule que le délai d'appel accordé au Procureur général

(1) Nous remercions M. Perdriau, sous-directeur de l'Administration pénitentiaire de nous avoir facilité l'établissement de ce bilan qui, sans lui, eut certainement été incomplet.

(2) Modification introduite par la loi du 31 décembre 1957.

par les articles 505 et 548 ne fait point obstacle à l'exécution de la peine (ce qui permettra notamment le transfert du condamné en maison centrale).

Les articles 711 et 712 ont trait à la procédure à suivre pour le règlement des incidents relatifs à l'exécution de la sentence pénale.

L'article 714 maintient le principe du placement en maison d'arrêt des inculpés, prévenus et accusés soumis à la détention préventive et détermine l'emplacement géographique de ces établissements. La formule employée est très souple puisqu'un décret désignera les tribunaux et les cours qui ne comporteront pas de maison d'arrêt.

L'article 715 précise quelles autorités judiciaires peuvent donner des ordres dans les maisons d'arrêt, soit pour l'instruction, soit pour le jugement. Le Procureur général et ses substituts sont désormais investis de ce pouvoir.

L'article 716 paragraphe 1^{er} consacre l'emploi de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit à l'égard des inculpés, prévenus et accusés soumis à la détention préventive. Toutefois, il justifie les dérogations fondées sur l'architecture de la prison, l'encombrement temporaire et les nécessités de l'organisation du travail. Donc *statu quo* de fait. Mais les maisons de justice sont supprimées.

L'article 716 paragraphe 2 rappelle qu'inculpé, prévenus et accusés doivent bénéficier pour l'exercice de leur défense de toutes communications et de toutes facilités compatibles avec les exigences de la discipline et de la sécurité.

L'article 717 fixe un certain nombre de positions juridiquement nouvelles :

1° suppression des maisons de force ;

2° affectation des maisons centrales aux condamnés aux travaux forcés, à la réclusion et à l'emprisonnement correctionnel de longue durée (c'est la peine unique de l'échelon de l'exécution) ;

3° répartition de tous les établissements pénitentiaires en deux catégories seulement : maisons d'arrêt et de correction d'une part, et maisons centrales de l'autre ;

4° définition du condamné à une longue peine : c'est celui auquel il reste à subir une peine d'une durée supérieure à un an, ou plusieurs peines dont le total est supérieur à un an, après le moment où sa condamnation, ou la dernière de ses condamnations, est devenue définitive (1).

Les condamnés à l'emprisonnement de police demeureront dans un quartier distinct de la maison d'arrêt et le jumelage arrêt-correction est maintenu.

Le sort des relégués est résolu de façon très imprécise par le dernier alinéa de l'article. On peut placer ces multirécidivistes pratiquement où l'on veut (maison de correction, maison centrale ou établissement créé à leur intention). Il fallait qu'il en soit ainsi, en l'état des recherches en cours sur les méthodes les plus aptes à favoriser leur reclassement et des types humains extrêmement différents recouverts sous le vocable « relégué ».

L'article 718 pose les règles présidant à la répartition des condamnés dans les établissements. Les éléments de décision sont la catégorie pénale, l'âge, l'état de santé et la personnalité. Les facteurs criminologiques sont donc pris en considération tout autant que le facteur pénal.

Le même texte sanctionne l'existence de prisons-écoles pour les jeunes jusqu'à 28 ans, de prisons-asiles pour les condamnés séniles ou inaptes au travail, et d'établissements pénitentiaires appropriés pour les malades et les psychopathes.

Le critère pour les prisons-écoles s'entend de l'âge à l'époque de l'expiration de la peine. Rien, en fait, de neuf, sauf quant à la limite de 28 ans substituée à celle de 25 ans utilisée en pratique.

L'article 719 définit le régime d'exécution des peines en maison de correction (isolement de jour et de nuit) et en maison centrale (isolement seulement de nuit, après une éventuelle période d'observation en cellule). Les dérogations prévues par l'article 716 paragraphe 1^{er} pour les maisons d'arrêt sont également admises ici, en sorte que le texte nouveau couvre à la fois le régime appliqué dans les maisons centrales dites réformées et dans les autres.

L'article 720 paragraphe 1^{er} impose l'obligation au travail à tous les condamnés de droit commun.

Le 2^e alinéa esquisse le mode de répartition du produit du travail et fait une place toute nouvelle à la réparation due à la victime.

(1) Pratiquement, l'administration usait de ce critère, car il eut été absurde de transférer en maison centrale un condamné à une peine supérieure à un an et un jour, auquel il ne serait resté à subir que quelques semaines de détention.

L'article 721 est le texte fondamental créant le juge de l'application des peines (1). Il en sera désigné un (pour trois ans et par arrêté pris après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature) dans les tribunaux dont la liste sera établie par décret.

Il apparaît d'ores et déjà que ce magistrat aura des attributions non seulement en matière d'exécution des peines privatives de liberté (art. 722), mais aussi de probation, de libération conditionnelle, d'interdiction de séjour et également en matière post-pénale où il succèdera au président du Comité d'assistance aux libérés.

C'est peut-être la plus grande réforme intervenue dans l'exécution des peines depuis le début du siècle. On peut y voir la poutre maîtresse de tout l'édifice nouveau. Au surplus, le Code va, ici, bien au-delà de tout ce qui avait été tenté dans ces douze dernières années et qui avait servi à préparer le terrain.

Notons d'ores et déjà que selon l'article 722, si le juge de l'application des peines reçoit les attributions du juge de « l'exécution des peines » empiriquement créées dans les maisons centrales de réforme (admission aux différentes étapes du régime progressif) et celles du président du Comité post-pénal (propositions à la libération conditionnelle), il est supplémentairement chargé d'accorder les placements à l'extérieur, la semi-liberté et même les permissions de sortie qui dépendaient du préfet.

L'article 723 définit ces trois dernières situations. Il ne paraît pas qu'on puisse voir dans la permission de sortie une dérogation au principe général de la continuité des peines, puisque le temps d'absence s'impute sur la durée de la peine.

L'article 724, relatif aux formalités de l'écrout, ne s'écarte que par sa rédaction de l'ancien article 608 du Code d'instruction criminelle.

De même, l'article 725, concernant la détention arbitraire, qui reproduit avec quelques variantes l'ancien article 609 du Code d'instruction criminelle.

L'article 726 reprend les dispositions de l'ancien article 614 du Code d'instruction criminelle, relatif à la rébellion des détenus, mais substitue à la mise aux fers, l'emploi de moyens de coercition non précisés.

L'article 727 règle d'abord la visite des établissements pénitentiaires par les magistrats et ne reproduit pas les mentions des anciens articles 611, 612 et 613 du Code d'instruction criminelle concernant les préfets, commissaires de police et maires. Par contre, il vise naturellement le juge de l'application des peines.

Le 2^e alinéa maintient l'existence de principe des commissions de surveillance et le 3^e celle des visiteurs de prison.

L'article 728 doit être marqué d'une pierre blanche, car il témoigne d'une politique désormais bien arrêtée. Le régime des prisons pour peine sera institué en vue de favoriser l'amendement des condamnés et de préparer leur reclassement social.

Il est laissé à un décret le soin de déterminer l'organisation et le régime intérieur des établissements, précaution nécessaire en raison des variations fréquentes qu'organisation et régime sont appelés à connaître en fonction des époques et aussi de l'évolution de la science pénitentiaire.

Les articles 729 à 733 groupent tout ce qui concerne la libération conditionnelle ; se substituant donc à la fois à la loi du 14 août 1885 (titre 1^{er}) et à celle du 6 juillet 1942 (art. 3 et 4) concernant les relégués.

L'article 729 vise les conditions d'octroi. On y trouve une innovation : la libération conditionnelle ouverte aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité, le temps d'épreuve étant de quinze années. Voilà qui va changer l'attitude des perpétuels, trop axés jusqu'ici sur une décision de grâce accordant la commutation.

Le sort des relégués est profondément modifié : plus de libération conditionnelle possible avant l'expiration de la peine principale, par une sorte de suspension de la relégation. Plus de délai minimum uniforme de trois ans. Le temps d'épreuve est désormais de quatre ans plus long que celui correspondant à la peine temporelle principale, si cette peine est correctionnelle et de six ans plus long si cette peine est criminelle. Plus d'interdiction de séjour.

L'article 730 organise la procédure.

Le droit d'accorder la libération continue à appartenir au pouvoir exécutif (Garde des Sceaux). On n'a donc pas retenu l'idée d'un prononcé judiciaire.

Les avis portés au dossier sont ceux prévus aux anciens textes, sauf qu'il n'est plus demandé celui de la commission de surveillance, auquel est substitué celui du juge de l'application des peines.

(1) V. le prochain numéro de cette *Revue*.

Le Comité consultatif institué au ministère de la Justice reçoit confirmation légale.

L'article 731 prévoit que des mesures d'assistance et de contrôle, ainsi que des conditions particulières peuvent assortir la faveur accordée, que ces mesures sont mises en œuvre sous la direction ou la surveillance des Comités jadis appelés d'assistance aux libérés, avec le concours des sociétés de patronage. C'est désormais le juge de l'application des peines qui préside le Comité et non plus le président du tribunal. Pour le reste le code renvoie à un décret.

L'article 732 contient deux modifications par rapport au régime antérieur de la libération conditionnelle.

1° Pendant toute la durée de la liberté conditionnelle les dispositions de l'arrêté d'origine peuvent être modifiées (par le Garde des Sceaux) sur proposition du juge de l'application des peines et après avis du Comité consultatif.

2° Et surtout la durée de la liberté conditionnelle n'est plus, aussi étroitement qu'avant, liée au temps de peine restant à subir. Si elle ne peut être inférieure à ce temps, elle peut par contre le dépasser d'une année.

Mais à l'inverse le délai de surveillance est réduit pour les relégués à cinq à dix ans au lieu de vingt. Enfin, les condamnés à perpétuité sont assimilés à cet égard aux relégués.

L'article 733 a trait à la révocation. On y rencontre également deux innovations :

— l'arrestation provisoire, qui relevait jusqu'ici du Parquet ou du préfet, ne peut plus être ordonnée que par le juge de l'application des peines, le ministère public entendu ;

— le temps de détention à effectuer après révocation pourra ne porter que sur partie de celui restant à courir à l'époque de l'élargissement conditionnel.

Bien que les articles 738 à 747 organisant le sursis avec mise à l'épreuve (probation) ne contiennent aucune disposition apparente ayant une incidence directement pénitentiaire, on peut admettre d'ores et déjà que le contrôle des sursitaires relèvera — sous la direction du juge de l'application des peines — d'un personnel dépendant de l'Administration pénitentiaire et qu'il y a donc là matière à une extension des attributions de celle-ci, dont le rôle déborde désormais singulièrement les hauts murs des prisons.

Enfin, on doit citer comme texte modifiant le régime pénitentiaire les dispositions du titre VI (article 749 à 762), sur la contrainte par corps, laquelle ne peut plus jouer au profit des particuliers.

En vertu notamment des articles 758 et 761, le contraignable est soumis au régime des condamnés, sauf l'obligation au travail, et s'il est normalement placé dans un quartier spécial de la maison d'arrêt, il peut toutefois être maintenu en maison centrale, s'il achevait d'y purger une peine.

Quoiqu'il ne s'agisse plus d'une réforme introduite par le Code de procédure pénale, nous estimons indispensable de signaler la modification portée à l'article 245 du Code pénal par l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958 (3).

II. — L'ARRESTATION PROVISOIRE DU RELÉGUÉ LIBÉRÉ CONDITIONNELLEMENT

Les statistiques de l'Administration pénitentiaire (les rapports annuels sont tous concordants) mettent en évidence que, pratiquement, les seuls libérés conditionnels à l'égard desquels intervient une mesure de révocation sont les relégués ayant bénéficié de l'article 3 de la loi du 6 juillet 1942 (1).

L'expérience montre qu'on ne peut maintenir en liberté ces multirécidivistes qu'en les enchaînant à des contraintes beaucoup plus sévères que celles imposées aux libérés conditionnels ordinaires : ceux de la loi du 1^{er} août 1885 (2). Il faut pour eux, non seulement une surveillance constante, étroite, vigilante, mais des moyens de pression propres à les ramener dans le droit chemin dès qu'ils commencent à s'en écarter ; en somme une intervention avant que le glissement les conduise à la récidive.

(1) Ce texte vient d'être abrogé par l'ordonnance n° 58.1296 modifiant le Code de procédure pénale. La libération conditionnelle est désormais accordée aux relégués en vertu de l'article 729 de ce Code. Mais cela ne change rien aux observations qui suivent.

(2) Également abrogée et remplacée par les articles 729 à 733 du Code de procédure pénale.

(3) Evasion d'un détenu bénéficiant du régime de semi-liberté, d'une permission de sortie, ou travaillant à l'extérieur.

Une partie du rôle du magistrat chargé d'un Centre de triage consiste précisément à convoquer les sujets dont le comportement répréhensible lui a été signalé et à menacer de sévir si l'attitude ne change pas (ivrognerie, absence au travail, déplacements non autorisés, fréquentation de prostituées ou de milieux louches, etc.).

Mais, en définitive, la seule arme du magistrat, c'est la proposition de révocation fondée sur l'inconduite ou l'infraction aux dispositions de l'arrêté de libération. On comprend qu'il ne s'agisse là que de l'*ultimum remedium*, car la mesure aura de graves conséquences et équivaudra à un retour en relégation, pour une période que l'on pouvait évaluer à trois ou quatre ans, et qui maintenant pourra être fixée par l'arrêté de révocation.

Plusieurs années de privation de liberté peut-être, sans qu'il y ait eu commission d'un nouveau délit ! On peut estimer que c'est dur...

C'est pourquoi les magistrats des divers centres ont songé à utiliser une autre arme plus facile à manier, moins propre à écraser les relégués et dont l'efficacité s'est partout révélée excellente. Il s'agit de l'arrestation provisoire prévue par l'article 4 de la loi du 14 août 1885 (1) et maintenant formellement applicable aux relégués selon l'alinéa 2 de l'article 733.

Ce texte n'avait pas été fait pour l'usage auquel on le destine présentement. Il avait pour objet d'éviter la fuite du libéré conditionnel sous le coup d'une proposition de révocation. Mais il prévoit bien l'arrestation avant tout nouveau délit, donc l'acte arbitraire ne trouvant sa justification que dans la situation juridique du libéré conditionnel qui était — rappelons-le — un condamné exécutant sa peine en liberté (chaque jour de liberté conditionnelle comptant pour un jour de peine). Il ne devrait choquer personne que le simple manquement aux obligations, qui sont la contre-partie de l'énorme privilège dont jouit le libéré conditionnel, autorise le Chef du Parquet à renvoyer l'intéressé en prison par mesure provisionnelle. Rien ne permet d'assimiler la liberté conditionnelle à la liberté pure et simple dont jouit tout citoyen et qui, elle, ne sera jamais assez protégée.

Et cependant aussi bien dans le commentaire que Le Poittevin donne de la loi de 1885, que dans les instructions ministérielles (2), il était recommandé la plus extrême prudence, en sorte qu'en pratique les Parquets ne faisaient presque jamais usage de la faculté qui leur était conférée et que nous avons vu des Chefs de Parquet de très grande valeur ignorer totalement ce droit dont on les avait investis.

Comment le magistrat (toujours du siège) chargé du Centre de triage souhaitait-il qu'on puisse agir dans ce domaine ?

I. — Quand un relégué ne tient pas compte de ses observations réitérées, il désire le faire provisoirement arrêter ce qui, tout à la fois, constitue un rappel énergique vis-à-vis de l'intéressé et conduit à de salutaires réflexions les autres relégués libérés conditionnellement.

Mais pour cela il devait convaincre le Procureur de la nécessité de l'arrestation (laissons de côté l'hypothèse purement théorique d'un recours à l'autorité administrative), ce qui n'allait pas toujours seul. Or, lui, magistrat du centre, a la responsabilité morale de tout ce qui peut advenir par suite du placement en liberté des relégués. C'est lui seul qui a pris la décision de proposer la libération conditionnelle. Il ne l'a fait souvent qu'après de graves hésitations. Il apprend postérieurement qu'un délit se prépare ; il se sent engagé en conscience à ce qu'il ne soit pas commis ; et cependant ce n'était pas lui qui remettait d'urgence en prison le relégué impénitent. Sans le Parquet, il ne pouvait rien.

Il était assez extraordinaire que ce magistrat n'ait pas le droit de défaire sur le champ ce qu'il avait eu, en fait, le pouvoir de faire et à quoi le Parquet local était resté étranger (3). Voilà une première difficulté. Les magistrats des centres de triage réclamaient ce droit. On peut, en effet, se demander s'ils ne participaient pas de « l'autorité judiciaire » visée à l'article 4 dès lors que des instructions de la Chancellerie — mais rien d'autre — leur avaient conféré en totalité d'autres pouvoirs, tel celui de placer en semi-

(1) Dont il semblait difficile de contester l'applicabilité aux relégués libérés conditionnellement en vertu de la loi du 6 juillet 1942.

(2) Circulaire du 25 juin 1953, n° 117.

(3) C'est le parquet du lieu de condamnation qui est consulté dans la procédure d'instruction des dossiers de libération conditionnelle et non pas celui de la résidence.

liberté. Il y a là une matière qui devrait trouver sa solution dans la loi, la situation empirique dans laquelle se trouve placé d'une façon générale le magistrat de l'exécution des peines ne pouvant pas se perpétuer sans danger.

Or, cette difficulté vient d'être résolue par l'article 733, § 2, qui, non seulement donne au juge de l'application des peines le droit d'ordonner l'arrestation provisoire, mais retire ce droit au Parquet et à l'autorité administrative. Il suffit, pour l'avenir, que le magistrat chargé du centre de triage soit celui de l'application des peines.

II. — Une fois le relégué inquiétant placé sous verrou, l'autorité qui a pris l'initiative de l'arrestation doit saisir immédiatement de ce fait la Chancellerie. Cela signifie-t-il qu'elle soit tenue de conclure à la révocation ? Nous ne le pensons pas.

N'oublions pas qu'une quelconque proposition de révocation parvenant au bureau de l'application des peines déclenche une information, au cours de laquelle sera recueilli l'avis du juge de l'application des peines (art. 733 nouveau, § 1^{er}).

Si le juge donne cet avis sur le champ, au moment où il informe de l'arrestation, il ne pourra le faire que dans un sens défavorable à l'intéressé. On ne le voit guère, en effet, aviser de l'arrestation et conclure en même temps à la non-révocation. Il se déjugerait d'une façon fâcheuse.

Par contre, on peut très bien admettre que quelques semaines après cette arrestation (le temps de recevoir la demande d'avis de la Chancellerie et d'enquêter) le juge, compte tenu des engagements pris par l'intéressé, de son attitude repentante et d'autres éléments, tel l'éloignement de la tierce personne indésirable ou la fermeture de tel café... conclut à la non-révocation. Il ne se déjuge pas. Il apprécie en fonction d'éléments nouveaux.

Rien dans le texte récent n'oblige le juge, ni à se prononcer sur le champ, ni à conclure dans le sens d'une révocation. Donc le procédé susmentionné serait probablement légal.

Or, ce procédé présenterait pour le magistrat chargé du centre un intérêt immense. Il lui permettrait de ne plus se contenter de menacer, sans toutefois en arriver à briser définitivement une liberté conditionnelle chèrement acquise. Quelques semaines de détention portent conseil et la perspective d'une révocation aidant, on voit le relégué le plus insoumis s'assouplir et reconsidérer la valeur d'une liberté qui ne lui semble jamais aussi belle que lorsqu'il est en prison !

En contre-partie des promesses reçues, le juge donnerait un avis défavorable à la révocation, et la Chancellerie ne saurait alors se montrer plus exigeante que lui.

Et voilà l'homme repartant d'un meilleur pied...

C'est si vrai qu'on pourrait citer — à Lille notamment — le cas de relégués tenant toujours bon après cinq ans et plus de liberté conditionnelle, qui n'ont dû leur salut qu'à cette arrestation provisoire dont on avait usé à leur égard avec beaucoup de perspicacité à une époque — proche de l'élargissement conditionnel — où leur avenir paraissait compromis. Cela ne juge-t-il pas un système ?

III. — Une dernière question peut se poser. La levée d'érou mettant fin à l'arrestation provisoire devrait-elle intervenir dès que le juge a conclu à la non-révocation ou bien seulement quand la Chancellerie l'informe de la décision de non-révocation ?

En faveur de la seconde alternative, on pourrait soutenir que jusqu'à la décision de la Chancellerie le juge ignore si son avis sera suivi et s'il ne devra pas faire alors rechercher par la gendarmerie le relégué préalablement libéré, mais aussitôt en fuite. L'hypothèse est vraisemblable mais purement théorique. Au surplus, si elle se réalise, qui pourrait en faire reproche au magistrat ?

Ne pourrait-on pas au contraire lui faire grief d'avoir maintenu sous les verrous (peut-être longtemps s'il doit attendre la décision administrative) un sujet arrêté par lui à titre provisoire, sans commission d'un nouveau délit, alors qu'il avait — par son avis défavorable à la révocation — reconnu que la détention n'était plus utile ?

Libre de faire procéder de son seul chef à l'arrestation, il doit être libre de remettre en liberté, quand bon lui semble, car s'il peut le plus, il peut aussi le moins.

La meilleure qualité des institutions juridiques c'est leur souplesse. Un système ne vaut rien, est inefficace et tombe dès lors en désuétude s'il a la raideur d'un corset de fer. Le juge de l'application des peines hésitera à se servir de l'article 733, § 2, s'il a le sentiment de créer un état quasi-immuable, et dès lors il restera démuné d'armes valables, tout en demeurant investi de lourdes responsabilités.

Si au contraire ce juge sait que la décision d'arrestation ne le lie pas et qu'il peut rendre plus tard la liberté, il usera de la faculté que lui accorde la loi et contribuera

ainsi au reclassement de certains multirécidivistes. Son rôle aura été dès lors, non seulement répressif, mais préventif et curatif, c'est-à-dire tout bonnement humain (1).

III. — OERMINGEN, PRISON OUVERTE

La prison-école d'Oermingen (2) était jusqu'à ces dernières années ceinturée par une double haie de fils de fer barbelés où passait un chemin de ronde. Au cours de ces trois dernières années cette muraille a été progressivement abattue, en sorte qu'actuellement il n'en subsiste plus rien sur toute la façade, tandis que les autres côtés du quadrilatère ne sont isolés de l'extérieur que par une légère clôture aussi facile à franchir que celle de n'importe quel jardin.

Nous avons pu constater l'été dernier que l'établissement est devenu intégralement une prison ouverte, ce qui n'empêche pas — malgré d'inévitables fugues de temps à autre — d'y maintenir sous un régime d'apprentissage et d'éducation près de deux cents jeunes gens.

Un pas est ainsi fait que l'on n'aurait pas osé envisager lors de l'ouverture, en septembre 1947.

IV. — LE RÉGIME D'ENSISHEIM

On sait que les maisons centrales de réforme utilisent un régime progressif à quatre échelons (encellulement, régime quasi-auburnien, régime adouci par la réunion diurne en groupe hors du travail, semi-liberté) sans parler de l'étape terminale, la libération conditionnelle.

La bonne attitude d'un certain nombre de criminels récidivistes avait conduit, une dizaine d'années après l'ouverture de l'établissement, à admettre assez largement à la semi-liberté des sujets encore éloignés de toute possibilité de libération conditionnelle. Il en est résulté un découragement profond chez ces prisonniers tenus à demeurer trop longtemps dans la situation difficile de semi-liberté, et des récidives assez retentissantes parmi les semi-libérés.

Cette initiative malheureuse a démontré que le périlleux équilibre de la semi-liberté ne pouvait pas être maintenu trop longtemps sans aggraver fâcheusement les chances de rechute, la tentation de jouir de la liberté complète devenant de plus en plus forte et finissant par l'emporter sur les facultés de résistance des sujets.

C'est pourquoi il a été créé à Ensisheim, où le problème se pose avec plus d'acuité qu'ailleurs puisqu'il s'agit d'une maison de récidivistes, une étape intermédiaire entre la troisième et la quatrième phase. Elle est constituée par un chantier extérieur surveillé où les détenus de la troisième phase ayant mérité leur passage à la quatrième séjournent tant qu'il leur reste à subir plus de deux ans.

Par ailleurs, grâce à la création de salles du soir pour les activités diverses et d'un pont couvert entre le bâtiment cellulaire nocturne et celui où sont ces salles, tous les détenus volontaires pour ces activités (50 % environ) peuvent jusqu'à 22 heures faire partie des clubs dirigés par les éducateurs.

Au mois de juillet dernier, le nombre des libérés depuis l'ouverture de la maison était de 224 et celui des récidivistes 27, d'où un pourcentage de rechute de 12 %.

(1) Postérieurement à la rédaction de ces observations le *Journal officiel* du 11 mars 1959 a publié l'instruction générale pour l'application du Code de procédure pénale, et notamment ses articles C. 937 à C. 953 concernant la révocation de la libération conditionnelle.

Le mécanisme retenu par l'Administration pénitentiaire, sans peut-être nous satisfaire tout à fait, autant que celui que nous suggérons, présente cependant une souplesse suffisante : l'arrêté de révocation indiquera la durée de la réincarcération, qui naturellement sera celle proposée par le juge de l'application des peines. L'arrestation provisoire pourra donc n'être qu'une « semonce ».

(2) Son existence est désormais rendue légale par l'article 718, § 2 du Code de procédure pénale.

V. — LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE DES DÉTENUS FUTURS SOLDATS

Des détenus astreints dès leur élargissement aux obligations du service militaire actif on ne peut exiger, pour la constitution des dossiers de libération conditionnelle, la production d'un certificat ordinaire de travail ou d'hébergement. C'est pourquoi l'instruction générale du 25 juin 1953 (art. 143) substituée à ce certificat une pièce attestant que l'intéressé devra rejoindre immédiatement telle formation désignée.

Une circulaire du 8 février 1958 prise en accord avec le secrétaire d'Etat aux Forces armées (Terre), substituée à cette pièce une attestation délivrée par le commandant de l'organisme de recrutement sur les contrôles duquel figure le détenu, précisant que l'intéressé sera incorporé dès sa sortie de prison.

Aussitôt qu'il aura été informé de l'admission au bénéfice de la libération conditionnelle, le chef de l'établissement pénitentiaire en avisera le commandant de l'organisme de recrutement qui aura délivré l'attestation. Celui-ci fera alors parvenir, pour remise à son titulaire, un ordre d'appel sous les drapeaux indiquant l'unité d'affectation et la date d'incorporation qui, par hypothèse, coïncidera avec celle de libération.

Par ce moyen, on évitera désormais qu'en cas de rejet de la proposition de libération conditionnelle, le condamné ne se voit ultérieurement affecté, à l'époque de sa libération définitive — c'est-à-dire souvent longtemps après — à une unité ne correspondant plus à sa bonne conduite et à sa meilleure moralité. La circulaire paraît donc viser le cas de sujets versés d'office aux compagnies disciplinaires, insusceptibles d'en être dispensés en raison de leur attitude à l'époque de la proposition de libération conditionnelle et cependant dignes de l'être en fin de peine.

* * *

On ne peut qu'approuver et souligner à cette occasion la très large et très belle compréhension de l'armée en tout ce qui touche aux libérés. Elle fut pour nous pendant plus de dix ans, d'abord (avouons-le), un sujet d'étonnement, puis d'admiration.

Ne pourrait-on pas quelque jour profiter de ses excellentes dispositions pour essayer de résoudre le cas si fâcheux des incorporations dès la sortie de la prison-école d'Oermingen ?

Là, pendant un à deux ans en moyenne, on s'est efforcé — généralement avec succès — d'apprendre un métier au jeune dévoyé; on l'a conduit (à grands frais) au C.A.P., on lui a montré qu'il pouvait désormais vivre et faire vivre par son travail; on lui a donné le goût de ce travail, un commencement d'orgueil et d'amour pour sa spécialité.

Il faudrait qu'il puisse alors en utilisant dans la vie libre les connaissances acquises, vérifier qu'il est mieux armé que par le passé, atteindre à la dextérité et à la rapidité d'exécution que les employeurs exigent de leurs ouvriers, muer en somme l'élève en un professionnel.

Or, généralement qu'arrive-t-il ? Dès sa sortie le condamné est appelé au régiment où pendant un temps égal à celui passé à Oermingen, il va oublier tout ce qu'on lui a enseigné si coûteusement. Comment espérer qu'une fois rendu à la vie civile il demandera le pain quotidien au métier appris puis perdu de vue ? Tout aura été brisé dans l'intervalle. Il n'aura plus ni la capacité, ni surtout le goût, de se refaire tourneur, soudeur ou plâtrier. Il trouvera dans les professions provisoires et dangereuses des « sans métier » de quoi satisfaire à moindre effort ses besoins immédiats. Autrement dit, il sacrifiera l'avenir au présent, ce contre quoi on avait lutté à Oermingen et le voilà aussi désarmé qu'avant son délit.

On objectera que la situation est la même pour la plupart des jeunes soldats, que le service militaire est un handicap commun à l'orée de la vie. Nous répondrons que les dangers qu'il comporte dans ce domaine sont singulièrement accrus quand il s'agit de recrues ayant déjà fait la preuve de leur fragilité sociale, de leur manque de volonté, de leur nocuité en puissance.

On objectera encore que l'on ne peut pas, cependant, dispenser d'un devoir national ceux-là même qui se seront antérieurement mal conduits.

Soit. Mais une solution nous paraît possible par l'usage du sursis à l'incorporation. Si le libéré de la prison-école, astreint aux obligations militaires, se trouvait *ipso-facto* placé en sursis pendant un an et si par ailleurs l'organisme post-pénal local était habilité à le suivre et à s'assurer qu'il vit du métier appris à Oermingen, on pourrait moins

craindre de la coupure militaire. L'intéressé aurait connu son milieu professionnel, se serait peut-être attaché à un patron, aurait acquis la vitesse d'exécution indispensable, aurait vérifié que ses connaissances techniques lui assurent un salaire satisfaisant. On aurait alors plus de chances de le voir revenir plus tard à son métier.

Dira-t-on que le sursis est une faveur dont le condamné n'est pas digne ? Ne voit-on pas que la position de sursitaire offre autant d'inconvénients que d'avantages pour qui y est admis d'office, sans l'avoir demandée ?

On peut objecter encore que pendant l'année de sursis le libéré d'Oermingen risque fort de nouer quelque relation féminine solide, matrimoniale ou non. Mais, justement c'est peut-être sa meilleure chance. La fille ou la femme qui se sera liée à lui quand il vivait de son métier peut être présumée supérieure à celle qui l'acceptera redevenu manœuvre ou « combinard ». Supplémentairement, elle le stabilisera à son retour à la vie civile.

Il ne semble pas très difficile d'obtenir une modification législative (ou peut-être même simplement réglementaire) des conditions de sursis à l'incorporation (1). Mais il faudrait davantage :

Il conviendrait que la libération d'Oermingen soit toujours conditionnelle, fonction d'une bonne tenue pendant environ un an, afin que le contrôle et l'assistance du Comité post-pénal soient imposés aux anciens délinquants. Or, en l'état, la longueur des peines ne le permet pas. Une peine moyenne de deux ans (correspondant on le voit à une assez grosse affaire), une fois amenuisée de la prévention et du temps en attente de transfert, laisse tout juste ce qui est indispensable pour l'apprentissage et à la rigueur pour un essai de quelques mois en semi-liberté à Maxeville.

Il faudrait, soit une peine de durée relativement indéterminée (par exemple en l'espèce 18 mois à 4 ans, selon le comportement pénal et post-pénal), soit une sorte de « doublage » généralisé pour tous les condamnés à l'emprisonnement... Quiconque aurait été, pour des faits de droit commun, condamné à une peine d'emprisonnement supérieure à une année, serait astreint à un temps égal de fréquentation du Comité post-pénal sans que ce temps puisse par exemple excéder cinq ans.

La vieille interdiction de séjour, si mal « fagotée » encore dans sa robe nouvelle, si mal nommée aussi, pourrait ouvrir des perspectives intéressantes le jour qu'on en ferait un usage raisonnable, c'est-à-dire dans l'intérêt commun du délinquant et de la Société. Disons-nous un usage de « défense sociale nouvelle » (2).

VI. — CRÉATION D'UN CENTRE DE CURE ANTI-ALCOOLIQUE AUX PRISONS DE LYON

On sait l'intérêt que suscite de plus en plus le traitement des alcooliques par des cures de désintoxication et les essais que l'Administration pénitentiaire a tentés au cours de ces dernières années en faveur des détenus dont l'éthylisme est souvent la raison profonde du comportement délictuel (3).

Soucieuse d'amplifier ses expériences, et dans l'impossibilité cependant d'en étendre le champ sur un grand nombre d'établissements (4), l'Administration vient de créer aux prisons de Lyon un centre spécialisé d'une quinzaine de places susceptibles de recevoir des buveurs en provenance d'autres prisons.

L'instruction qui préside à cette création est du 27 mai 1958. Elle est adressée aux directeurs régionaux et les invite à proposer pour suivre la cure les détenus dont les

(1) Nous reconnaissons que le problème algérien rend, pour le moment, peu opportune l'initiative d'une telle proposition.

(2) Le problème ci-dessus soulevé vient de trouver une solution législative au moins partielle dans l'article 732, § 2 du Code de procédure pénale qui permet d'imposer au libéré conditionnel des mesures d'assistance pendant une durée de temps dépassant d'une année la date d'expiration de la peine.

(3) V. notamment BADONNEL, « Les dispensaires d'hygiène mentale et les cures de désintoxication alcoolique » dans la *Revue Pénitencière*, n° 1 de 1958, p. 25.

(4) Il faut cependant citer le service créé aux Baumettes, à Marseille, par le docteur Merland.

antécédents laissent redouter qu'ils reprennent à leur sortie de prison leurs habitudes d'intempérance. Mais la réunion des deux conditions suivantes est imposée :

- 1° l'acceptation des intéressés ;
- 2° leur prochaine libération, définitive ou conditionnelle.

En ce qui concerne les libérés définitifs, les chefs d'établissement doivent constituer environ trois mois avant la sortie, un dossier comprenant :

- l'engagement écrit du détenu de se soumettre à la cure immédiatement avant sa libération ;
- un certificat du médecin de l'établissement attestant que le requérant paraît en état de supporter le traitement ;
- les renseignements d'ordre médical prévus à la notice de propositions d'admission (que nous reproduisons en annexe I) et qui seront placés dans une enveloppe cachetée à l'adresse du médecin du centre ;
- une enquête sociale au moins sommaire sur les conditions prévues pour le reclassement du sujet ;
- une fiche sociale conforme au modèle (v. annexe I) placée dans une enveloppe cachetée à l'adresse de l'assistante médico-sociale du Centre ;
- un relevé de la situation pénale et, s'il y a lieu, des condamnations antérieures.

Pour les libérés conditionnels, l'engagement, le certificat médical et l'enquête sociale seront joints au dossier de proposition de libération conditionnelle (partie adressée au préfet). La décision de libération sera prise à terme minimum de trois mois.

Le dossier des « définitifs » et les décisions concernant les « conditionnels » seront portés à la connaissance du médecin du Centre de Lyon, par les services de l'Administration centrale.

Postérieurement à leur sortie du centre les comités d'assistance aux libérés contrôleront l'attitude des anciens détenus traités et en informeront le chef du centre.

A cette circulaire, est encore annexée (v. annexe III) une note de documentation dressée par le médecin du Centre de Lyon.

Cette nouvelle initiative est excellente. Mais il est à craindre que rares soient les détenus qui se soumettront à la cure, à moins qu'un intérêt étranger à toutes préoccupations thérapeutiques les pousse à vouloir aller à Lyon. Cependant, le scepticisme est en tout cela de mauvais aloi. Quinze places c'est peu. Pourquoi, alors, ne seraient-elles pas constamment occupées ? Dans ce domaine, l'essentiel est d'aller constamment de l'avant et d'offrir aux délinquants des chances sérieuses de remonter la pente. S'ils ne les saisissent pas, c'est tant pis pour eux et... pour nous.

ANNEXE I

PROPOSITION MÉDICALE
POUR CURE DE DÉSINTOXICATION

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Motivation officielle de la demande de cure :

Motivations officieuses probables ou certaines :

Degré de conscience que le détenu a de son alcoolisme, voire de sa déchéance :

A quoi attribue-t-il son alcoolisation ?

A-t-il subi antérieurement des cures de désintoxication ?

Où (hôpital général ou hôpital psychiatrique) ?

suivant quelle méthode ? (apomorphine ou Espéral)

A-t-il fait des séjours dans un service de neuropsychiatrie ?

Dans ce cas, au bout de combien de temps et dans quelles circonstances la rechute s'est-elle produite ?

Son état somatique lui permet-il de subir une cure ? Signaler en particulier les antécédents cardiovasculaires (*hyper T. A.*, *cardiopathie*) pulmonaires (*asthmes*, *emphysème*), neurologiques (*comitialité*).

Modalités de son intoxication :

— abus continus ou intermittents ; existence d'épisodes aigus (*ivresse — delirium*).— quantité et qualité des boissons alcoolisées choisies (*vin*, *bière*, *apéritifs*, *digestifs*).

— corrélations entre son intoxication et sa délinquance.

— corrélations entre son intoxication et sa situation pénitentiaire.

ANNEXE II

FICHE SOCIALE POUR CURE DE DÉSINTOXICATION

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

SITUATION FAMILIALE (rayer la mention inutile) { Célibataire.
Marié.
Veuf.
Séparé.
Divorcé.

CONJOINT. { âge :
profession :
adresse :

ENFANTS :

FILIAION

PÈRE { âge :
profession :
adresse :

MÈRE { âge :
profession :
adresse :

COLLATÉRAUX

FRÈRES { Nom :
âge :
profession :
adresse :

SŒURS { Nom :
âge :
profession :
adresse :

Personnes s'intéressant au détenu et susceptibles de l'aider après la cure.....

Le détenu a-t-il des nouvelles de sa famille ?

Possibilité de reprendre la vie familiale à sa libération.

ANNEXE III

NOTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES CURES DE DÉSINTOXICATION ÉTHYLIQUE DES DÉTENUS

GÉNÉRALITÉS

Il faut retenir en premier lieu deux principes :

1° La cure de désintoxication ne doit pas être instituée en début de détention ;

2° Il faut qu'en fin de cure, le sujet soit en liberté ou en semi-liberté.

La méthode mise en œuvre pour ces traitements n'est pas simple, mécanique, comme certains actes de chirurgie courante. La fragilité des résultats nécessite de grandes précautions dans le choix des détenus, dans les circonstances mêmes du traitement, et surtout dans la post-cure.

CHOIX DES CANDIDATS

Avant de laisser entrevoir la possibilité d'un traitement, il faut avoir bien évalué le fond du sujet envisagé. Le désir de se faire soigner doit venir de lui-même, sincèrement, il ne doit pas être en effet guidé par l'espoir d'un avantage immédiat facilité par la rédaction d'un bon rapport, ou par le simple espoir de changer de prison, ou encore de faciliter la plaidoirie de son avocat ou la présentation de son recours en grâce. Cette sincérité ne peut exister que si le détenu se rend suffisamment compte de la déchéance que lui a apporté l'alcool. Si cette conscience de son propre mal n'existe pas, il n'y a guère de chance de guérison. L'alcoolique doit être entouré non plus de ses anciens compagnons de boisson, mais d'amitiés solides, souples et efficaces. Il faut donc renouer (quand cela est possible) les liens familiaux et amicaux ou en créer de nouveaux avant même de songer à une cure. Il faut s'inquiéter de savoir si le détenu n'a pas bénéficié de cures antérieures ; certains passent sous silence les tentatives de sauvetages précédentes ; ces cas-là sont malheureusement en général des contre-indications, à moins qu'il ne soit prouvé que la cure précédente avait été faite dans de mauvaises conditions et que les conditions actuelles sont très différentes et beaucoup plus constructives.

Naturellement les candidats à une cure de dégoût sont examinés par le médecin de la prison. Une enquête sociale, lorsque cela est possible, sur le milieu de la vie du détenu et sur les possibilités de reclassement, permettra aussi d'évaluer les chances de réussite.

CE QU'IL FAUT DIRE ET NE PAS DIRE

Il ne faut pas lier la cure à une promesse d'élargissement ou à une amélioration quelconque dans la situation du détenu. Le recrutement des candidats serait faussé dès le départ. Mieux vaut expliquer individuellement ou collectivement en quoi consiste la cure, son déroulement, le lourd engagement qu'elle entraîne, mais aussi l'entraide promise lors de la post-cure.

LES GRANDS PRINCIPES DE LA CURE

D'une durée de cinq à six semaines, la cure se décompose en trois périodes :

1. Durant la première, d'une semaine environ, le sujet est soumis à un traitement vitaminique et hépatique qui tend à améliorer son état général ;

2. Puis il prend chaque matin des cachets d'Espéral (ou Antabuse) ; ceux-ci se prescrivent à des doses variant entre 0 gr. 25 à 1 gr. Dès la 2^e prise, on fait absorber du vin assez fort en degré (13 à 14°), 1/4 de litre environ. Dans les minutes et les heures

qui suivent se déroule « la réaction », sous surveillance médicale attentive : maux de tête, nausées, vomissements, palpitations, oppressions, etc.

Ces « réactions » sont reproduites d'abord quotidiennement ; le sujet étant de plus en plus sensibilisé à l'alcool, elles se déclenchent (si tout marche bien) avec des doses décroissantes de vin.

3. Vers la fin de la cure on ne déclenche les réactions que deux fois par semaine. Cette méthode à l'Espéral est la plus employée, mais elle n'est pas applicable à un certain nombre de sujets : ceux atteints de *maladies de cœur*, ou d'une *grosse hypertension* ; les *asthmatiques* et *emphysémateux* ; les grands nerveux du type *épileptique* ou ceux qui ont eu autrefois des *attaques et des paralysies*. On a recours alors à une *méthode plus ancienne*, dite à l'apomorphine ; elle consiste à faire une injection d'apomorphine presque en même temps que l'ingestion de boisson alcoolisée ; le patient est pris de vomissements. Ce traitement est plus compliqué (piqûres) et plus fragile. En effet, il faut prendre soin de donner au patient *plusieurs sortes de boissons alcoolisées* car il risque de n'être dégoûté que des alcools qu'il aura pris pendant la cure.

LA POST-CURE

La prise de cachets d'Espéral devra être poursuivie pendant des mois ou des années. De même devra être maintenue indéfiniment la *consigne d'une abstinence alcoolique absolue* : aucune boisson alcoolisée (vin, bière, cidre, apéritif ou digestif), ni d'eau rougie, entre les repas ni pendant les repas.

Ces obligations rigoureuses n'ont des chances d'être observées que si le sujet est bien entouré :

- il devra être vu périodiquement par un médecin spécialiste ou au courant des cures de désintoxication ; pour les cas de cure à l'apomorphine, ce dernier fera de temps en temps des injections de rappel ;
- il devra rencontrer encouragements et compréhension au lieu de son hébergement (centre d'accueil, pension de famille, foyer familial...), et de son travail ;
- il devra trouver des *lieux de détente qui remplacent le bistrot* ; cette condition est, on le devine, la plus difficile à réaliser. Il aura quelque chance d'y arriver en adhérant au mouvement anti-alcoolique du lieu, le plus actif (selon le cas, ce sera la Croix Bleue, la Croix d'Or, AIDES, etc.).

REMARQUES IMPORTANTES

La cure de désintoxication n'est pas un traitement simple ; ses résultats, fragiles, nécessitent de grandes précautions dans le choix des détenus, dans les circonstances mêmes du traitement et surtout dans la post-cure.

Pendant la cure, l'attitude des surveillants, des autres détenus, le régime alimentaire, les boissons vendues en cantine, le travail, les distractions, les liaisons avec l'extérieur (assistante sociale, visiteurs, courrier) sont autant de facteurs qui peuvent contribuer à la réussite ou à l'échec du traitement.

La cure a d'autant plus de chance de réussir que le candidat désire la subir sincèrement et qu'il a conscience de sa déchéance due à l'alcool.

D. Chronique de criminologie

par Jean PINATEL

Inspecteur Général de l'Administration
Secrétaire Général de la Société Internationale de Criminologie.

LA PENSÉE CRIMINOLOGIQUE D'EMILE DURKHEIM ET SA CONTROVERSE AVEC GABRIEL TARDE

L'année 1958 a été celle du centenaire de la naissance du sociologue Emile Durkheim (1858-1917). Né à Epinal d'une famille israélite qui le destinait à être rabbin, il s'orienta vers l'Ecole normale et fit une carrière universitaire classique qui le conduisit à l'Université de Bordeaux, tout d'abord, à la Sorbonne, ensuite. Très patriote, meurtri par la défaite de 1870, ce grand universitaire a vu dans la sociologie une discipline qui devait contribuer à la reconstitution de la France. La guerre de 1914 l'affecta dans sa chair puisqu'il perdit un fils en 1916. Dès lors, il se dévoua sans repos au service d'œuvres patriotiques, pour mourir de surmenage et de chagrin à la veille de la victoire (1).

Emile Durkheim s'intéressa accessoirement à la criminologie. On sait qu'il étudia, toutefois, un problème voisin de la criminalité, le suicide. C'est à propos du suicide qu'il dégagait le concept de l'anomie qui exprime le rapport plus ou moins constant qui s'établit entre la fréquence du suicide et l'action régulatrice de la société. L'existence d'une fonction régulatrice spontanée de la société sur un phénomène social était ainsi mise en évidence et, dès lors, la voie était ouverte à l'étude des interactions entre les phénomènes sociaux et la culture dans laquelle ils se développent. C'est ainsi que la sociologie contemporaine a, en particulier aux Etats-Unis, insisté sur la situation conflictuelle favorable à la délinquance, résultant du fait que les membres de la société américaine ne partagent pas les mêmes valeurs, n'obéissent pas aux mêmes normes du comportement. Les études de A. M. Rose sur la désorganisation sociale et de M. Th. Sellin sur le conflit de culture constituent des exemples de ce mouvement d'idées en criminologie.

Mais il n'en reste pas moins qu'Emile Durkheim avait parfaitement individualisé la criminologie en tant que science autonome. Dans ses *Règles de la méthode sociologique*, il constate « l'existence d'un certain nombre d'actes qui présentent tous ce caractère extérieur que, une fois accomplis, ils déterminent de la part de la société cette réaction particulière qu'on nomme la peine » ; il en fait donc un groupe *sui generis* auquel il impose une rubrique commune : « nous appelons — écrit-il — crime tout acte puni et nous faisons du crime ainsi défini l'objet d'une science spéciale la criminologie » (2).

Cette prise de position l'entraîne à critiquer Garfalo qui, au lieu de grouper tous les actes punis sous la même rubrique, a fait entre eux un triage. Pour constituer la notion sociologique du crime « il ne compare pas — affirme Durkheim — indistinctement tous

(1) La revue américaine *The Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science*, mai-juin 1958, vient de publier une excellente étude en l'honneur d'Emile Durkheim dans sa rubrique *Pionniers in Criminology — XVI — Emile Durkheim*, par Walter A. LUNDEN, p. 2 et s.

(2) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, P.U.F., 13^e éd., 1956, p. 35.

les actes qui, dans les différents types sociaux, ont été réprimés par des peines régulières, mais seulement certains d'entre eux, à savoir ceux qui offensent la partie moyenne et immuable du sens moral. Quant aux sentiments moraux qui ont disparu dans la suite de l'évolution, ils ne lui paraissent pas fondés dans la nature des choses pour cette raison qu'ils n'ont pas réussi à se maintenir ; par suite les actes qui ont été réputés criminels parce qu'ils les violaient, lui semblent n'avoir dû cette dénomination qu'à des circonstances accidentelles et plus ou moins pathologiques. Mais c'est en vertu d'une conception toute personnelle de la moralité qu'il procède à cette élimination » (1).

Partant de là, Durkheim souligne que « les actes taxés crimes par les sociétés primitives, et qui ont perdu cette qualification, sont réellement criminels par rapport à ces sociétés, tout comme ceux que nous continuons à réprimer aujourd'hui ». Il ajoute que même si ces actes « auraient indûment revêtu le caractère criminologique, néanmoins ils ne devraient pas être séparés radicalement des autres ; car les formes morbides d'un phénomène ne sont pas d'une autre nature que les formes normales » pour conclure que la forme de Garofalo « ne convient ni aux crimes religieux, ni aux crimes contre l'étiquette, le cérémonial, la tradition, etc. qui, s'ils ont disparu de nos Codes modernes, remplissent, au contraire, presque tout le droit pénal des sociétés antérieures » (2).

Il ne saurait être question de discuter ici, dans le détail, la position de Durkheim sur la définition sociologique du crime (3). Il suffira de constater qu'avec le recul du temps on peut avancer que lorsque Durkheim proclamait que le crime « libère les états vigoureux et définit de la conscience collective », il n'était pas fondamentalement aussi éloigné de Garofalo qu'il le croyait lui-même. Il se trouvait, en réalité, beaucoup plus éloigné d'un autre grand criminologue et sociologue français de cette époque : Gabriel Tarde (1843-1904), dont le centenaire de la naissance a été célébré il y a déjà cinq ans.

Né à Sarlat, magistrat de carrière, appelé à la tête du service des statistiques au Ministère de la Justice, fondateur avec Lacassagne des *Archives d'anthropologie criminelle*, Gabriel Tarde a été avant tout et surtout un criminologue qui, chemin faisant, a fait œuvre de sociologue, de psychologue et de philosophe. Ayant toute sa vie travaillé en franc-tireur, en marge de l'Université, tout en remplissant scrupuleusement ses fonctions judiciaires et administratives, ce n'est que peu de temps avant sa mort que le Collège de France et l'Académie des sciences morales et politiques lui ont ouvert leurs portes (4). Moraliste, il a vivement reproché à Garofalo d'exclure de parti-pris les idées de droit et de devoir « comme si — s'écrie-t-il — l'idée du crime n'impliquait pas essentiellement, naturellement, celle d'un droit ou d'un devoir violé, et non pas seulement d'un sentiment violé, et comme si ce sentiment même était autre chose qu'une foi accumulée et consolidée au droit et au devoir ». Mais, après cette critique de principe, le voici qui, en fait, reprend la thèse de Garofalo et l'amplifie en observant que l'individu pourvu des sentiments de sympathie et de justice « les a toujours exercés en faveur des seules personnes regardées par lui comme ses *semblables*, et que le cercle de ceux-ci, d'abord réduit au groupe étroit d'une famille ou d'une tribu, s'est élargi par degrés au point d'embrasser l'humanité toute entière » (5).

On mesure, à la lumière de cette discussion sur la définition du crime combien la pensée de Gabriel Tarde, souple, nuancée, subtile s'opposait à celle de Durkheim toute tendue vers la systématisation.

Cette opposition, qui reflète la différence de leurs personnalités et de leurs formations, les a conduits à engager une vive controverse sur la nature du crime. Cette controverse mérite aujourd'hui d'être évoquée, non pas seulement pour unir dans un même hommage ces deux maîtres de la pensée française, mais parce qu'elle éclaire les problèmes fondamentaux de la criminologie et de la sociologie.

On s'efforcera donc, dans les développements qui vont suivre de dégager, dans une première partie, les aspects criminologiques de leur controverse et, dans une deuxième partie, la signification qu'elle revêt sur le terrain sociologique.

(1) *Ibid.*, p. 39.

(2) *Ibid.*, p. 41.

(3) V. dans cette *Revue*, notre *Chronique* : « La définition criminologique du crime et le caractère scientifique de la criminologie », 1957, p. 192 et s.

(4) Sur la vie et l'œuvre de Gabriel Tarde, v. A. LACASSAGNE, *Archives d'Anthropologie Criminelle*, 1904, p. 501 et s.

(5) G. TARDE, *La Philosophie Pénale*, Lyon, Paris, Stock et Masson, 1890, p. 71.

I

La nature du crime ne pose pas, constate Durkheim de problème aux criminologistes qui sont unanimes à reconnaître sa morbidité, son caractère pathologique. Mais, pour lui au contraire, le crime est un phénomène de sociologie normale, d'où il ne suit pas, bien entendu, que le criminel soit un individu normalement constitué au point de vue biologique et psychologique ; les deux questions étant indépendantes.

Telle est la thèse « en apparence assez paradoxale » (1) et opposée aux idées courantes que Gabriel Tarde a vivement combattue. Dans un article intitulé « Criminalité et santé sociale », publié dans la *Revue philosophique* de février 1895, il constate que Durkheim avait eu le mérite d'exprimer « avec beaucoup d'originalité une impression très banale, qui se traduit tous les jours par l'indulgence croissante des juges et des jurés, par le relâchement des fibres de l'indignation et du mépris public en présence de certains attentats ». Et Tarde ajoute : « Si cet éternement de la répression pénale et sociale n'avait pour cause qu'un sentiment croissant de la complicité de tous, plus ou moins, dans le crime d'un seul, je serais embarrassé pour le combattre ; mais il se fonde aussi sur l'idée chaque jour plus accréditée, que le crime contemporain est lié à la civilisation contemporaine comme le *verso* au *recto*, qu'il en fait « partie intégrante ». J'ai donc bien peur pour M. Durkheim qu'il ne se trouve d'accord ici avec le sens commun si méprisé par lui ».

Mais, pour Tarde, le mérite de Durkheim est de nous avoir rendu « le grand service de nous obliger à poser franchement, à regarder en face ce problème capital : est-il vrai que, à *quelque chose crime soit bon*, comme *malheur*, et que son extirpation ne soit pas plus désirable que possible ? » (2).

L'examen rigoureux de ce problème peut être repris aujourd'hui en envisageant successivement le principe et les conséquences de la thèse de Durkheim.

A. — Le principe sur lequel est basée la thèse de Durkheim a pour fondement sa classification des faits sociaux. Parmi eux, en effet, il distingue deux variétés distinctes de phénomènes qui, doivent être désignées par des termes différents. « Nous appellerons normaux — écrit-il — les faits qui présentent les formes les plus générales et nous donnerons aux autres le nom de morbides ou pathologiques », car ils sont une exception dans le temps et dans l'espace. Il s'ensuit qu'un « fait social est normal pour un type social déterminé, considéré à une phase déterminée de son développement, quand il se produit dans la moyenne des sociétés de cette espèce, considérées à la phase correspondante de leur évolution » (3).

Or, le crime s'observe dans les sociétés de tous les types : c'est donc un phénomène de normalité sociale. L'évolution qui fait passer les sociétés des types inférieurs aux plus élevés ne tend pas à lui faire perdre ce caractère puisqu'aussi bien il existe un mouvement d'augmentation de criminalité à l'époque contemporaine.

Cette déduction et la définition dont elle procède sont jugées erronées par Tarde. Pour lui, le crime n'est pas un phénomène de normalité sociale pour la simple raison qu'il contredit le principe d'adaptation, fondement de la lutte pour la vie ; le normal devant être défini comme ce qui est adapté au triomphe dans la lutte. Or le crime comme la maladie, s'il peut permettre de vivre hors du combat, ne permet pas d'y triompher.

Le fait que Durkheim soit conduit à faire certaines concessions à la thèse de l'anormalité sociale en admettant qu'il peut arriver que le crime lui-même ait des formes anormales, c'est ce qui arrive quand il atteint un taux exagéré, n'infléchit pas l'opposition de son contempneur.

Au crime, précise Tarde, s'applique la théorie pasteurienne de la maladie : c'est le conflit entre la grande légion des honnêtes gens et le petit bataillon des criminels, conflit qui pour être permanent et universel, n'en est pas moins ressenti par les deux groupes comme un état pathologique.

Aujourd'hui, les partisans les plus déclarés de Durkheim n'évoquent qu'avec embarras sa thèse sur la normalité sociale du crime. « En empruntant ces termes au langage

(1) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, op. cit., p. 66.

(2) G. TARDE, « Criminalité et santé sociale » in *Etudes de Psychologie sociale*, Paris, Giard et Brière, 1898, p. 136 et s. et notamment p. 138 et 139.

(3) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, op. cit., p. 56 et s. et notamment p. 64.

philosophique traditionnel pour les prendre dans un sens tout différent, Durkheim risquait une dangereuse confusion qui, hélas, n'a pas tardé à se produire » note M. Denis Szabo (1). Il est clair, en effet, que Durkheim a confondu deux notions ainsi que l'a souligné Enrico Ferri : la constance du crime, phénomène statistique déjà mis en lumière par Quetelet et sa prétendue normalité. Ce sont là, au contraire, deux notions qui peuvent et doivent être distinguées.

B. — Les conséquences que Durkheim a déduites de son principe sont nombreuses. Elles sont toutes dominées par cette idée que le crime, parce qu'il est un phénomène normal, est un facteur de la santé publique, une partie intégrante de toute société saine.

A cette rigueur logique, Tarde avait beau jeu d'opposer tout simplement les faits. Outre le mal direct que produit le crime, il faut lui imputer, non pas seulement ce mal indirect et visible des prisons à construire et à entretenir, de la justice criminelle à faire fonctionner, mais encore, et surtout, bien d'autres maux indirects (insécurité publique, méfiance, etc.). Mais il faut faire abstraction de cette objection préliminaire et dirimante pour entrer dans le détail des conséquences de la thèse de Durkheim :

a) Le crime est partie intégrante de toute société saine, car pour que, dans une société donnée, il puisse disparaître, il faudrait — précise-t-il — que les sentiments qu'il blesse se retrouvaient dans toutes les consciences individuelles sans exception et avec le degré de force nécessaire pour contenir les sentiments contraires. Mais, si la conscience collective se fortifie à ce point, elle deviendra aussi plus sensible, plus exigeante et réagira contre les moindres écarts. Ainsi, par exemple, si le vol disparaît, la simple indécatesse sera punie. Dans une société de saints les fautes vénielles deviendront des crimes, car il y aura toujours des fautes, au moins vénielles, étant donné qu'il n'est pas possible de concevoir une société où les individus ne divergeraient plus ou moins du type collectif.

A ce tableau affligeant d'une société composée de saints, Tarde ne manque pas d'opposer une vision plus réjouissante.

Si, observe-t-il, à la suite d'une réforme du système judiciaire et pénitentiaire et de mesures préventives, le crime disparaissait, il serait possible alors que les réformes sociales les plus hardies aient lieu sans effusion de sang. Des formes nouvelles de l'art, plus pures et plus exquises, apparaîtraient dont aujourd'hui, nos crimes et nos délits, nos immoralités et nos vices, nous privent. Mais, ajoute-t-il aussitôt, pour qui connaît les progrès de l'indulgence des juges et des jurés, le développement de la correctionnalisation et des acquittements, ce n'est pas l'excès de scrupules de la conscience publique timorée, ni la tendance irrésistible à des pénalités pour des vétilles, qui est le péril de l'heure présente.

b) Le crime, affirme encore Durkheim, n'est pas seulement nécessaire, il est utile. C'est, qu'en effet, pour que les transformations de la morale et du droit soient possibles, il faut que les sentiments collectifs ne soient pas réfractaires au changement, par conséquent, n'aient qu'une énergie modérée. Or, pour que l'originalité de l'idéaliste qui rêve de dépasser son siècle puisse se manifester, il faut que celle du criminel, qui est au-dessous de son temps, soit possible. Il faut observer encore que, dans certains cas, le crime prépare directement ces changements. Il n'est souvent, en effet, qu'une anticipation de la morale à venir et le cas de Socrate se reproduit périodiquement dans l'histoire.

A cette affirmation Tarde réplique qu'il n'y a pas le moindre rapport entre les causes du crime et les causes du génie et on ne voit pas comment la sécurité plus grande procurée aux existences et aux propriétés par la suppression des meurtriers et des voleurs serait de nature à entraver le travail génial des inventeurs. Cela est vrai aussi bien pour le crime ordinaire que pour le crime impuni et impoursuivi qui, lui, joue dans l'histoire un rôle considérable. La distinction du bien et du mal serait abolie si l'on ne séparait pas fermement les conquérants des apôtres, ces derniers étant les seuls véritables agents du perfectionnement humain. « L'homme qui veut étudier le vol ne peut le faire que s'il estime que le vol est réellement une faute » a déclaré de nos jours, M. E. de Greeff (2), confirmant ainsi les vues de Tarde.

(1) D. SZABO, « La sociologie dans l'étude du comportement criminel », *Revue de l'Action populaire*, n° 115, févr. 1958.

(2) E. DE GREEFF, « Criminogénèse », *Rapport général au II^e Congrès International de Criminologie*, Paris, 1950. Actes, t. VI, p. 272.

c) Cependant, Durkheim ne s'arrête pas en chemin, et poursuivant son raisonnement, le criminel ne lui apparaît plus comme un être radicalement insociable, comme une sorte d'élément parasitaire, de corps étranger et inassimilable, introduit au sein de la société ; c'est, proclame-t-il, un agent régulier de toute vie sociale. Il en résulte qu'il n'y a pas lieu de se féliciter quand il arrive au crime de descendre trop sensiblement au-dessous du niveau ordinaire, c'est là, en effet, l'indice de quelque perturbation sociale : jamais le chiffre des coups et blessures ne tombe aussi bas qu'en temps de disette.

Sur ce point encore Tarde répond et il le fait en soulignant que la criminalité européenne de nos jours devient plus professionnelle et se localise davantage. Le criminel se glisse comme un intrus dans la société, c'est essentiellement un parasite du travail. Il faut toujours s'alarmer lorsque la criminalité pousse avec rapidité. « Plus une collectivité a de tenue morale — a écrit de nos jours M. E. de Greeff — plus elle inhibe les processus criminogènes chez chacun de ses membres » (1).

d) Enfin, Durkheim évoque la théorie de la peine qui, estime-t-il, est à renouveler. Si, en effet, le crime est une maladie, la peine en est le remède ; mais si le crime n'a rien de morbide, elle ne saurait avoir pour fonction de guérir et sa vraie fonction doit être cherchée ailleurs (2). Cette observation permet à Tarde d'en finir, rapidement en soulignant qu'il est contradictoire de concilier la nécessité et la légitimité de la peine avec la nécessité et la légitimité du crime.

Ainsi, du principe contestable qu'il avait posé, Durkheim ne pouvait tirer que des conséquences également contestables.

II

Sur le terrain criminologique la controverse qui opposa Durkheim à Tarde paraît rétrospectivement tourner à l'avantage de ce dernier. C'est là une simple constatation de fait dont la signification doit être recherchée dans le domaine de la sociologie.

Dans cette perspective sociologique, en effet, leurs idées générales se sont révélées encore diamétralement divergentes tant en ce qui concerne la conception que la méthode de cette science.

A. — La *conception* d'une science résulte de la définition de son objet et de la détermination de sa nature. Or, sur ces deux points Durkheim et Tarde étaient en désaccord formel.

a) En ce qui concerne l'objet de la sociologie tous deux admettent, certes, qu'il est constitué par le fait social. Mais ils le définissent en termes différents.

Durkheim déclare qu'« un fait social se reconnaît au pouvoir de coercition externe qu'il exerce ou est susceptible d'exercer sur les individus ; et la présence de ce pouvoir se reconnaît à son tour soit à l'existence de quelque sanction déterminée, soit à la résistance que le fait oppose à toute entreprise individuelle qui tend à lui faire violence ». On peut également, selon lui « le définir aussi par la diffusion qu'il présente à l'intérieur du groupe », étant précisé « qu'il existe indépendamment des formes individuelles qu'il prend en se diffusant ». En un mot, « Est fait social toute manière de faire, fixée ou non, susceptible d'exercer sur l'individu une contrainte extérieure, ou bien encore, qui est générale dans l'étendue d'une société donnée tout en ayant une existence propre, indépendante de ses manifestations individuelles » (3).

A l'inverse, pour Tarde, le fait social élémentaire est « la communication ou la modification d'un état de conscience par l'action d'un être conscient sur un autre ». Mais quelle est la nature de cette action ? Elle est d'ordre imitatif car « le caractère commun des actes sociaux, en effet, c'est d'être imitatifs ». La preuve en est donnée par le fait « qu'une chose sociale quelconque, un mot d'une langue, un rite d'une religion, un secret de métier, un procédé d'art, un article de loi, une maxime morale, se transmet et passe, non pas du groupe social pris collectivement à l'individu, mais bien d'un individu-parent, maître, ami, voisin, camarade — à un autre individu, et que, dans ce passage d'un esprit dans un autre esprit, elle se réfracte. L'ensemble de ces réfractions, à partir d'une impulsion initiale due à un inventeur, à un découvreur, à un innovateur ou modifica-

(1) *Ibid.*, p. 301.

(2) Sur les lois de l'évolution pénale dégagées par Durkheim, v. J. PINATEL, *Traité élémentaire de science pénitentiaire et de défense sociale*, Paris, Sirey, 1950, p. XXXV et s.

(3) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, p. 3 et s. et notamment p. 14.

teur quelconque, anonyme ou illustre, est toute la réalité d'une chose sociale à un moment donné ; réalité qui va changeant comme toute réalité, par nuances insensibles, ce qui n'empêche pas que de ces variantes individuelles ne se dégage une résultante collective, presque constante, qui frappe tout d'abord le regard et donne lieu à l'illusion ontologique de E. Durkheim. Car, il n'y a pas à en douter, c'est une véritable ontologie scolastique que le savant écrivain entreprend de substituer en sociologie à la psychologie qu'il combat » (1).

De même la proposition de Durkheim que « le fait social se reconnaît au pouvoir de coercition qu'il exerce ou est susceptible d'exercer sur les individus » est combattu par Tarde avec vigueur. « A ce compte — écrit-il avec ironie — il n'y aurait rien de plus social que le rapport établi entre vainqueurs et vaincus par la prise d'assaut d'une forteresse ». Mais surtout, il oppose à la notion de contrainte sociale dans l'éducation, une idée que les psychologues modernes ont redécouverte et baptisée du nom d'ambivalence affective de l'enfant. « Le gamin rebelle que vous punissez — déclare-t-il — reste attaché de cœur, malgré lui, à sa famille, à ses maîtres parfois, à la société où il est né et hors de laquelle l'idée de vivre l'épouvanterait. Il est pareil à l'engagé volontaire qui, tout volontaire qu'il est, ne laisse pas de se faire condamner parfois à la salle de police. Le fond du fond, c'est la sociabilité humaine, innée chez l'enfant le plus réfractaire. Quand, par hasard, elle manque à un enfant, il est inutile de le corriger, son éducation est impossible » (2). Également il constate que, s'il est permis à la rigueur de parler de contrainte pour les menés dans les phénomènes de foule, c'est une contradiction dans les termes d'appliquer cette expression aux meneurs.

Contre le caractère extérieur des faits sociaux, Tarde s'élève, par ailleurs, avec force. Il souligne que si l'on peut dire « ma langue, mon droit, mon métier, ma religion, existaient avant moi, et existent en dehors de moi », c'est simplement parce que, à défaut de moi, les choses sociales « ont pour réalité leur présence dans la conscience ou la mémoire de tous les autres associés » (3).

b) Ces définitions opposées de l'objet de la sociologie reflètent, en définitive, les divergences de Durkheim et de Tarde sur la nature de cette science.

Dans la préface à la première édition de ses *Règles de la méthode sociologique*, Durkheim insiste sur le fait que son propos est de « traiter les faits sociaux scientifiquement ». Pour cela, comme les spiritualistes qui séparent « le règne psychologique du règne biologique », il sépare, lui, le règne psychologique du règne social. Il veut « étendre à la conduite humaine le rationalisme scientifique, en faisant voir que, considérée dans le passé, elle est réductible à des rapports de cause à effet qu'une opération non moins rationnelle peut transformer en règles d'action pour l'avenir » (4). Dès lors, son positivisme n'est qu'une conséquence de ce rationalisme.

Mais pour Tarde, au contraire, « toutes les sciences se sont donné rendez-vous en sociologie », dont les études exigent le concours, non seulement des historiens, des philosophes, de moralistes, des lettrés, mais aussi des naturalistes, des anthropologistes, des médecins. La sociologie n'a donc pas à se constituer « par soi et pour soi ». S'il est naturel « qu'une science en voie de croissance cherche à voler de ses propres ailes et à se faire son domaine à part », il n'en reste pas moins qu'il est stérile de méconnaître « la solidarité des diverses sciences et par suite l'unité profonde de la réalité universelle » (5).

B. — Sur le plan de la méthode de la sociologie l'opposition de Durkheim et de Tarde n'est qu'une conséquence de leur divergence sur la conception de cette discipline.

Chez Durkheim, en effet, la méthode de la sociologie découle du postulat que pour qu'il y ait fait social, il faut que plusieurs individus « aient mêlé leur action et que cette combinaison ait dégagé quelque produit nouveau ». Cette synthèse ayant lieu en dehors de chacun de nous (puisque'il y a pluralité des consciences) a nécessairement pour effet de fixer, d'instituer hors de nous certaines façons d'agir et certains jugements « qui ne dépendent pas de chaque volonté particulière prise à part ». Il en arrive ainsi, avec l'idée de spécificité du fait social, à affirmer l'existence d'une conscience collective qui

(1) G. TARDE, « Les deux éléments de la sociologie », in *Etudes de Psychologie sociale*, op. cit., p. 63 et s. et notamment p. 65 et 67.

(2) *Ibid.*, p. 71-72.

(3) *Ibid.*, p. 73.

(4) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, préface à la 1^{re} édition.

(5) G. TARDE, *Les deux éléments de la sociologie*, op. cit., p. 63.

est, par rapport au psychisme individuel « une individualité psychique d'un genre nouveau » (1).

L'observation des faits sociaux repose sur un principe fondamental, à savoir qu'il faut les considérer « comme des choses », c'est-à-dire « observer vis-à-vis d'eux une certaine attitude mentale » ou mieux encore « en abordant l'étude en prenant pour principe qu'on ignore absolument ce qu'ils sont, et que leurs propriétés caractéristiques, comme les causes inconnues dont elles dépendent, ne peuvent être découvertes par l'inspection même la plus attentive ». Il faudra donc pour le sociologue s'efforcer de considérer les faits sociaux « par un côté où ils se présentent isolés de leurs manifestations individuelles » (2).

Les faits sociaux ainsi étudiés doivent être classés en types, puis expliqués à partir des faits sociaux antécédents et non des « états de la conscience individuelle ». Il faut constater d'ailleurs que les faits de morphologie sociale constituant le « substrat » social, jouent dans cette explication un rôle prépondérant. « L'origine première de tout processus social de quelque importance doit être recherchée dans la constitution du milieu social interne » (3).

Mais pour Tarde la méthode de Durkheim repose sur une illusion. Elle réside dans cette croyance que la rencontre sociale des moi différents fait éclore un nous « qui serait quelque chose de supra-psychologique, de non-psychologique essentiellement, qui existerait indépendamment de toutes les consciences individuelles ». En réalité « l'individuel écarté, le social n'est rien ». Il s'ensuit qu'on ne peut éviter de recourir à l'explication psychique en sociologie, que la cause déterminante du réseau de nos chemins de fer, par exemple, ne doit pas être recherchée dans le réseau des routes et dans le service des malles-postes qui existaient antérieurement, mais dans les états de conscience de Papin, de Watt, de Stephenson (4). Il ne faut pas non plus abuser du milieu, ce *factotum* de la sociologie, tant il est vrai que « chacun de ceux qui sont actionnés et impressionnés par le milieu, fait partie du milieu qui actionne et impressionne ses semblables » (5).

Ainsi l'opposition de Tarde et de Durkheim est-elle totale au regard de l'orientation générale de la sociologie. Alors que le premier a ouvert la voie à la psychologie sociale, à l'étude des rapports sociaux et des formes de sociabilité, le second a permis le développement de l'étude des groupes sociaux et des institutions. Le niveau d'approche auquel ils se sont situés n'étant pas le même, il n'y a rien d'étonnant à ce que leurs idées générales aient été tellement divergentes. Il en résulte que l'application en criminologie des idées générales qu'ils professaient, devait nécessairement aboutir à faire éclater au grand jour les conséquences de leur différence de perspective.

La conclusion qui se dégage de cet aperçu de la pensée criminologique d'Emile Durkheim et de sa controverse avec Gabriel Tarde se situe tout naturellement, sur le plan de l'actualité, dans la ligne des rapports respectifs des sciences de l'homme et de la criminologie (6).

Très récemment nos Facultés des lettres ont voulu se dénommer désormais « Facultés des lettres et des sciences humaines ». Cette initiative consacre dans l'ordre universitaire la promotion de la psychologie et de la sociologie au rang de sciences de l'homme. Parallèlement nos Facultés de droit ont pris le nom de « Facultés de droit et des sciences économiques », voulant ainsi affirmer que l'économie politique était, elle aussi, devenue une science de l'homme. Il est heureux que nos Facultés de médecine n'aient pas désiré s'adjoindre le qualificatif de « Facultés de pathologie humaine » et que nos Facultés des sciences n'aient pas décidé de s'appeler « Facultés des sciences et d'anthropologie », car l'histoire naturelle de l'homme et la psycho-physiologie relèvent de leurs attributions. C'est, qu'en effet, les sciences de l'homme ne peuvent être données en apanage à aucune de nos écoles. La biologie, la psychiatrie, l'économie politique, le droit envisagé non en tant que technique d'exégèse législative mais dans la perspective historique et comparative sont, au même titre que la psychologie et la sociologie, des sciences de l'homme.

(1) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, op. cit., p. 103.

(2) *Ibid.*, en particulier, p. 15 et s.

(3) *Ibid.*, en particulier, p. 76 et s. et 89 et s.

(4) G. TARDE, *Les deux éléments de la sociologie*, notamment p. 78.

(5) *Ibid.*, p. 79.

(6) V. notre *Chronique*, « Les données du problème de l'enseignement de la criminologie », cette *Revue*, 1957, p. 411 et s.

Aussi bien, la prétention de monopoliser dans telle Faculté l'étude des sciences de l'homme est, non seulement excessive, elle est radicalement fautive.

La fausseté de cette prétention est attestée par la création et la multiplication d'Instituts, comme ceux par exemple, de démographie ou du travail, qui réunissent des enseignements éparpillés dans plusieurs Facultés. De plus en plus, la solidarité des diverses sciences de l'homme se fait sentir, ainsi que la nécessité d'une synthèse à partir d'une approche multidisciplinaire. On s'aperçoit de la sorte qu'à mesure que les sciences de l'homme se technifient et se spécialisent, un mouvement inverse va se développer qui tend à les rapprocher, à les coordonner. Dans cette perspective, il n'y a plus d'opposition entre la pensée de Durkheim et celle de Tarde. Le premier a été l'avant-garde de la division du travail scientifique, tandis que le second a été le pionnier de sa réunification.

Lorsqu'on passe du plan des sciences de l'homme en général à celui de la criminologie en particulier, on s'aperçoit que, si les conceptions de Tarde nous semblent plus actuelles que celles du Durkheim, c'est que notre discipline a déjà dépassé le stade de la division du travail scientifique pour accéder à celui du travail multidisciplinaire en équipe effectué dans une direction synthétique. A vrai dire, s'il en est ainsi, si la criminologie se révèle comme une science de l'homme déjà en voie d'organisation, c'est parce qu'elle répond à des besoins et exigences pratiques découlant de l'évolution de la politique de défense sociale. L'histoire des sciences enregistrera sans doute ce fait comme un des paradoxes d'une époque, où l'Université ne parvient pas à se libérer de cadres traditionnels, alors que l'action pratique lui indique déjà la voie à suivre.

E. Chronique de police

par Jean SUSINI

Commissaire principal à la Sûreté Nationale

VERS LA RÉNOVATION DE LA POLICE (Art. 81 du nouveau C. proc. pén.)

1. L'alinéa 5 de l'article 81 du Code de procédure pénale (loi 57-1426 du 31 déc. 1957) (1) dispose que le juge d'instruction peut demander à la police d'effectuer une « enquête sur la *personnalité* des inculpés, ainsi que sur leur situation matérielle, familiale ou sociale... ». Désormais c'est par le code lui-même que la police est invitée à s'adapter à l'évolution du droit criminel. Il est tout à fait dans la ligne d'une chronique de police de s'interroger sur la portée d'un tel événement.

2. Il est capital d'attirer l'attention sur le fait que ce genre d'enquête doit faire l'objet d'une mise au point préalable. Car il ne faut pas que son exécution soit abandonnée à l'empirisme ou à l'opinion personnelle. Il faut y voir la conséquence, au niveau de la police, d'une évolution imposée par le mouvement de défense sociale dans l'esprit du droit pénal. Et ce triomphe repose sur les progrès de la criminologie. Il faut en conséquence s'organiser en fonction de l'esprit dont cet alinéa 5 n'est qu'un très bref mais combien explicite message.

3. En prévoyant l'éventualité d'un recours à la technique policière le nouveau code lui marque sa confiance. Car lui demander une enquête qui n'est plus criminalistique, c'est faire appel à son objectivité et à celles de ses capacités pratiques encore inexploitées. Il est donc essentiel de tout faire pour qu'elle réponde à la perfection à cette invitation que la loi lui fait d'évoluer vers l'idéal de *Police sociale* qu'elle porte en elle et dont de tous côtés on attend avec impatience la concrétisation. Ainsi le grand courant qui a métamorphosé le droit des mineurs atteint enfin celui des adultes. Un esprit social nouveau s'infiltré dans la lettre même de nos institutions. Déjà en ce qui concerne la protection de l'enfance et de l'adolescence la police a pris conscience de ses devoirs et de ses moyens. Il est à souhaiter que les structures administratives lui permettent enfin de se déployer dans ce domaine où elle est moralement et techniquement prête à collaborer avec toutes les autorités compétentes.

4. L'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante organise dans son article 8 un véritable examen de la personnalité et de la situation de l'enfant. Le juge des enfants « recueille des renseignements par les moyens d'information ordinaires et par une enquête sociale sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur sa fréquentation scolaire, son attitude à l'école, sur les conditions dans lesquelles il a vécu et a été élevé... ».

La police s'est déjà adaptée, le plus souvent par l'engagement personnel de certains de ses membres, à cet esprit nouveau. L'article 81 en imposant une enquête dont on peut dire qu'elle devra être *criminologique* nous permettra sans doute d'activer cette évolution. Entre l'ordonnance de 1945 et l'article 81 existe un lien profond. Le même

(1) Ordonnance n° 58-1296 du 23 déc. 1958.

esprit et le recours à d'identiques techniques y sont impliqués. Les notions de traitement et de reclassement en sont la toile de fond commune. On peut donc dire que l'alinéa 5 ouvre la voie à d'immenses progrès qui ne manqueront pas d'entraîner la police. Il est donc nécessaire, après en avoir souligné la grande importance, d'en examiner l'aspect pratique.

5. Dans cette *Revue* (1954, n° 3, p. 587) nous avons naguère analysé la notice individuelle de renseignements que la police joint à ses dossiers. Il s'agit d'un portrait où depuis longtemps le criminologique déborde le criminalistique. Car, outre le signalement et l'identification civile on y observe l'esquisse d'une identification sociale, d'un portrait socio-moral. Nous avons souligné que « dès le moment où l'on se met en devoir de remplir cette notice (on est conduit à) oublier l'esprit de construction de la preuve, de détacher l'homme des faits qui l'accablent, de le reprendre techniquement dans une toute autre perspective... ».

Et dans nos conclusions nous ajoutons que « l'esprit dans lequel on doit remplir cette notice doit faire l'objet d'une attention toute spéciale... il s'agit d'une *collaboration d'un type nouveau...* ». « Il s'agit d'éclairer la justice sur la *personne* du délinquant... ». Nous entendons par là qu'il fallait réagir contre la routine qui empêchait à ce genre d'enquête de se développer vers le destin social que sa forme pourtant annonçait. L'essentiel est aujourd'hui d'aller jusqu'au bout et de faire sa place à la *nouvelle police scientifique* qui nous est demandée.

6. Quel est le cadre juridique de l'enquête prévue par l'article 81 ? Les articles 151 et 152 le décrivent. L'essentiel en est l'interdiction faite à l'officier de police judiciaire de procéder aux interrogatoires et aux confrontations de l'inculpé. Il est possible que le fait de naître sous la forme d'un acte d'instruction gêne considérablement l'épanouissement de cette nouvelle enquête. Car les techniques qu'elle devra mettre en œuvre n'ont encore jamais prévu une enquête sur une personnalité inexorablement absente ! Il y a peut-être quelque paradoxe à demander une enquête sur la personnalité d'une personne que l'on n'a pas le droit de rencontrer ! Sans doute cela découle-t-il, géométriquement, de la notion d'inculpation. Pourquoi ne pas distinguer entre les éléments criminalistiques et les éléments criminologiques qui ne jouent pas le même rôle dans les procès. Agissant en vertu de l'article 81 le policier peut fort bien apporter des éléments favorables à une défense dont le rôle n'est pas nécessairement d'arracher des acquittements sans lendemain. En somme c'est en fonction de l'usage qui sera fait du dossier de personnalité qu'il conviendra de revoir ce cadre juridique. Si l'évolution suit son cours et si la justice des adultes parvient à se dédramatiser, les garanties de la défense ne s'exprimeront sans doute plus de la même façon. Et le juge d'instruction pourra agir comme le juge des enfants. Le service de police chargé de l'enquête prévue à l'article 81 pourrait alors disposer de la liberté nécessaire à la qualité et à la technique de sa nouvelle mission qu'aucun esprit répressif ne doit dénaturer.

7. Pour des raisons multiples donc, l'exécution de cette enquête doit faire l'objet d'une étude préalable. Raisons juridiques, administratives et techniques. Ce serait déborder le cadre de cette chronique que d'en faire l'examen exhaustif. Il nous paraît essentiel avant tout que les choses ne prennent pas un mauvais départ. En conséquence les premières enquêtes de ce genre devront être réservées à un personnel qui aura reçu une formation spécifique. Il faut donc créer, au sein de la police, sur la base de la formation classique et de l'expérience authentique du métier, dont justement il est question d'employer rationnellement les richesses inutilisées, une *branche spécialisée*. Un service pilote devrait être de toute urgence organisé afin que les premiers pas qui seront faits dans cette nouvelle voie s'en aillent sans encombre sur la route d'une évolution qui ne manquera pas de retentir à travers toute la dimension policière. Ceci permettrait de former avec soin et de contrôler le personnel engagé dans cette mission. Dans le cadre d'un tel service on pourrait confronter les suggestions scientifiques et les données relevant du cadre de leur application. Un stade expérimental pourrait ainsi se développer dans la technique policière où le contrôle des résultats de l'expérience pourrait servir à l'élaboration de formules de plus en plus efficaces. Dans un tel service on pourrait étudier aussi le type d'enquêtes répondant le mieux aux besoins de la justice des mineurs. Dans le cadre des rapports avec l'autorité judiciaire, des relations dépouillées de tout esprit répressif pourraient enfin se structurer. Et un tel service pourrait être amené à intervenir également dans les cas de *flagrant délit* ou d'*enquête préliminaire* si le besoin

s'en fait sentir. Car les données utiles au dossier de personnalité doivent être recueillies dès que possible, à la faveur de toutes les circonstances où le droit ne s'y oppose pas.

8. Les cadres juridique et administratif ayant été évoqués, tout naturellement l'aspect technique requiert à son tour des éclaircissements. Rappelons d'abord que la police est souvent consultée sur la *réputation* et la *moralité*, en dehors de toute préoccupation pénale. Elle est en quelque sorte le plus ancien service d'observation des comportements. Le fait qu'elle s'en tienne avant tout aux objets discernables *publiquement* est précieux. Car l'extériorité d'une conduite s'évalue mieux à travers son étalage authentique. Le critère de l'adaptation est approximatif. Mais les caractéristiques que trace dans l'espace social la conduite permanente d'un individu sont fort utiles à connaître si l'on veut réellement élaborer un traitement qui ne soit pas artificiel. Il y a dans ce que la police peut détecter et connaître un ensemble original qui s'incorporera très bien aux autres éléments du dossier de personnalité. Il faut ajouter à cela que les moyens d'exploration dont elle dispose sont très nombreux. Elle est à même, si on la forme convenablement, de réussir dans la réalité concrète bien des déchiffrements utiles à la connaissance de la *personnalité* et des *situations*. Les moyens de la police étant ce qu'ils sont, le problème qui se pose est de savoir les mettre en œuvre dans le cadre de ce que l'on appelle les *concepts opérationnels* élaborés pour fixer scientifiquement l'objet particulier qu'est la « personnalité ». Il est probable qu'il sera nécessaire, notamment en raison du cadre juridique où elle opère, de lui forger des concepts opérationnels spécifiques. C'est pourquoi l'enquête prévue à l'article 81 devra faire l'objet d'une confrontation où les points de vue des spécialistes des sciences humaines s'adapteront aux données pratiques du problème à résoudre. Toutefois on peut déjà souligner que puisque le terme de *personnalité* est inscrit dans le code c'est que son acception scientifique est en quelque sorte officialisée. Etant donné le rôle joué par cette notion dans la psychologie moderne (1), la première précaution à prendre est de la définir clairement dans une perspective pratique. Pour cela le meilleur moyen est de demander à la *criminologie* de fournir les éléments de base de l'enquête. En effet, cette science est tout naturellement, par son objet même, la seule apte à fournir à la police les bases scientifiques sur le fond desquelles son action pourra se rénover. Il est impensable que la formation des personnels chargés de lutter contre la criminalité ne repose pas avant tout sur une science dont l'objet est justement consacré au *phénomène criminel*. En ce qui concerne donc le contenu de l'enquête prévue à l'article 81 c'est à la criminologie qu'il faut s'adresser si l'on veut œuvrer sérieusement. La notion de personnalité y a subi les accommodations nécessaires à son emploi dans l'étude des délinquants. D'autre part cette science qui envisage tous les processus du phénomène criminel et tous les problèmes du traitement et du reclassement est en mesure de mettre au point une *formule d'enquête* et un *programme de formation de base* qui correspondra à l'ensemble des besoins auxquels devra répondre le dossier de personnalité. La criminologie moderne se développe autour de cette notion de personnalité. Elle en a déterminé les approches multiples. Et on y parle beaucoup du diagnostic de personnalité (cette *Revue* : 1952, Chronique de J. Pinatel, p. 636 ; 1956, p. 149, *ibidem*, « Les aspects anatomiques et physiques de la personne du criminel »). En sorte qu'on ne peut rêver d'une meilleure mise au point que celle provenant d'une science spécialisée dans le phénomène criminel et qui organise l'action synchronisée de toutes les sciences humaines et sociales dans le cadre de l'étude d'un objet unique. Seule la criminologie est en mesure de définir la place de la police dans l'équipe criminologique qui peu à peu s'installe à travers nos institutions pénales et pénitentiaires trop longtemps cloisonnées. Cette attitude qui est celle qu'engendre toute application scientifique relève d'une formation de base achevée. — Cela veut dire d'une formation ayant largement dépassé la servilité scolaire pour atteindre à l'autonomie technique. Ceci nous situe au plan même de la dignité technique. Mais cela implique une relation permanente entre la fonction renouvelée et la science en marche. En ce sens la formation est sans cesse en marche. Un service d'interpénétration entre la recherche scientifique criminologique et la fonction renouvelée de police est donc indispensable. Sinon l'harmonie entre la fonction et l'état de la pensée scientifique risquera d'être détruite. Et l'on verra encore la fonction

(1) J. FILLoux, *La personnalité*, Presses Universitaires, Paris, 1957 ; H. J. EYSENCK, *Les dimensions de la personnalité*, Presses Universitaires, Paris, 1950 ; R. B. CATTELL, *La personnalité*, 2 tomes, Presses Universitaires, Paris, 1956.

publique tourner en rond sur elle-même, utilisant les concepts scientifiques comme des objets de droit, comme des institutions juridiques —. Une fois de plus l'attitude dogmatique conduira aux excès bien connus de l'immobilisme conceptuel qui est à la base des grands malentendus entre la police et l'opinion publique et scientifique.

Cette relativité des connaissances scientifiques à l'aide desquelles et pour lesquelles le schéma de personnalité est élaboré ne doit pas conduire à un *pessimisme* inhibant. Mais bien au contraire à poser avec netteté le problème des relations entre les sciences humaines et les fonctions qui opèrent sur l'homme. La formation n'est donc pas suffisante, l'article 81 exige aussi une tenue à jour permanente du savoir et un système de perfectionnement judicieusement organisé.

Il faut que la connaissance de la personnalité soit toute autre chose qu'un pur formalisme, il faut soigneusement définir et creuser la contribution de la police à ce que déjà au I^{er} Congrès international de criminologie à Rome en 1938 on appelait « décomposition analytique de la personnalité ». Mais il convient avec énergie d'interdire toute démarche non réfléchie, non étudiée, de *refuser de livrer l'exécution de l'article 81* à la simple expérience quotidienne, au fameux savoir inorganisé, à la bonne volonté non systématisée d'enquêteurs non formés pour une telle tâche. Sinon cela conduira à l'échec et la Société ne tirera pas tout le bénéfice qu'elle est en droit d'attendre de cette réforme. Une collaboration scientifique ne peut pas se faire par voie d'autorité et selon une simple relation d'extériorité. Il faut quelque chose de plus et ce quelque chose hante déjà la vraie police qui se dessine à travers les crises mêmes que subit la fonction toute entière. La vraie police sociale qui s'amorcera dans une police des mineurs enfin moderne, affrontera la crise évidente des fonctions d'autorité avec toutes les chances de succès. Mais ce que nous voulions souligner avec force, pour que le départ soit bon, c'est la nécessité de prendre des précautions immédiates afin que les dispositions de l'article 81 entraînent réellement la police française dans le sillage des audacieuses innovations qui transforment notre perspective judiciaire et pénitentiaire. Et ceci est bien plus important que la scolastique à l'œuvre dans les impasses de la criminalistique encore située au niveau d'une politique criminelle périmée où la police n'arrive pas à trouver sa dignité technique. La police est une réalité positive, donc notre critique concerne seulement une certaine attitude essentiellement archaïque et transitoire qui habite encore ses structures. Dans le cadre permanent de la fonction de police d'autres perspectives appuyées enfin sur la nouvelle culture, sur celle de notre temps, viendront progressivement remplacer le vieux conceptualisme périmé qui domine la formation actuelle. Et automatiquement ce nouvel esprit permettra à de nouvelles attitudes techniques de germer sans conflit dans le même cadre traditionnel ou réformé. De toutes façons les précautions que nous visons pour l'immédiat sont : rigoureuse organisation scientifique de l'attitude de la police, neutralité éclairée par les sciences humaines (c'est ainsi que les sciences de l'homme sont désignées de nos jours : Faculté des Lettres et des Sciences humaines), d'où recrutement hétérogène (1) destiné à briser la rigidité et l'archaïsme juridique, perpétuelle mise à jour des schémas scientifiques opératoires, donc participation à la relation fondamentale entre la fonction publique et la recherche scientifique. Cette inter-relation doit justement ouvrir la voie aux applications que seule le manque de formation retarde dans les régions où l'administration active opère avec le droit pour seul bagage culturel.

9. Quelques exemples pourront donner une idée de l'originalité de la contribution d'une telle police spécialisée à l'élaboration du dossier de personnalité que le juge d'instruction présentera à la justice. Rappelons d'abord que le visage que dessinera cette synthèse n'est nullement destiné à servir le *point de vue exclusif de l'accusation*. Sur ce point, la police, agissant en vertu de l'article 81, et le juge d'instruction mandant, se trouveront jouir de la même indépendance. L'action, dans sa matérialité, ne sera pas en cause. Mais au juge de la sentence le dossier de personnalité révélera un certain visage de l'inculpé. Peu importe si ce visage désarme la sévérité répressive et encourage l'imagination d'un traitement. Avant d'évoquer quelques modèles de données que la police pourra recueillir, il faut signaler que son habitude d'explorer les milieux les plus divers, de manipuler les témoignages les plus empressés ou les plus réticents, lui servira grande-

(1) C'est-à-dire faisant un aussi large appel aux sciences humaines qu'à la simple formation juridique.

ment en l'occasion. On peut distinguer deux sortes d'explorations : la première se déroulant à travers tous les milieux utiles, la seconde (si le cadre juridique le permet, donc interdite avec l'article 152 en cas d'action en vertu de l'article 81) au moyen d'une *interview* avec le sujet en cause. L'exploration à travers tous les milieux intéressés, les divers espaces sociaux, les environnements lâches ou noués à l'individu en cause, permettra d'y retracer non seulement son histoire chronologique mais aussi celle de son comportement. Cela permettra d'enchaîner avec continuité les étapes vécues. En outre le passage au crible des traces éventuelles de ce comportement dans la mémoire et dans les sentiments de ceux qui l'ont connu, subi ou rencontré, donnera une sorte de négatif de son caractère. De tels événements, en se situant dans la matière même des entourage dont l'action est loin d'être passive, éclaireront sur le degré d'extériorisation sociale des traits de caractère que l'examen plus intime du psychologue pourra mettre en évidence. Ce retour systématique à travers le passé, même au moyen de mémoires neutres ou empressées, permettra de détecter des faits et des gestes oubliés. Et certains de ces faits pourront mettre en cause, *scientifiquement*, des tiers enfouis dans l'anonymat des circonstances ou dans l'impénétrabilité des facteurs mésologiques. L'histoire et les caractéristiques de cette personnalité pourront même, si possible, être recherchées dans les milieux *clandestins* ou *marginaux* ; ceci notamment en cas de délinquants professionnels ou habituels. Car les traces de la vie d'une personne dans la matière plus ou moins neutre des entourage se situent bien au point de contact des conditions, stimuli ou facteurs « situationnels » et des tendances réactionnelles. Si les mécanismes psychiques, les traits de caractère, les processus réactionnels qu'étudie la psychologie ne sont pas des choses imaginaires, ces traces doivent confirmer le schéma de personnalité que dégagera l'examen médico-psychologique. Bien sûr, la formation criminologique de base, en laquelle vient se fondre une solide propédeutique des sciences humaines et sociales est la condition indispensable du succès d'une telle enquête. Car aucun fait, aucune donnée ne traîne banalement sur un sol imaginaire s'étalant à travers une vaste mémoire, curieusement collective et paradoxalement neutre, où le chercheur se promènerait librement. Ce sont ses connaissances de base qui lui feront reconnaître des faits significatifs, avoir l'intuition de certaines articulations à préciser, et qu'un enquêteur non averti ne remarquerait pas. Et puisque nous sommes toujours sur le plan de la recherche de la personnalité à travers les traces qu'elle a imprimées hors d'elle, on peut admettre que cette démarche systématisée dévoilera les grandes habitudes, les divertissements de base, les grands événements de la vie du sujet. On en connaîtra ce qu'en a retenu le milieu. On pourra même découvrir à cette distance (et ceci aura une certaine valeur concrète) ses grands ressentiments fondamentaux, s'il les a manifestés, même s'il est clair qu'ils ont pris la forme de « rationalisations ». Car ce que livre l'entourage, même déformé, permet de contrôler l'adaptabilité de celui qui a, par son comportement, engendré telles conclusions à son endroit. Il ne s'agira pas ici de jugement de valeur à redresser, mais de réalités ressenties à recueillir. Il peut paraître bien difficile d'aller si loin dans la compréhension descriptive d'un *absent*. Mais les entourage où l'on peut poursuivre son image contiennent de nombreux éléments généralement inexploités. C'est ainsi qu'en explorant la famille on peut se faire une opinion sur l'horizon temporel de l'engagement dans la durée d'un homme. Cela peut sembler théorique. Mais si l'on pense à se mettre en quête de détails révélateurs de certaines espérances lointaines, de projets dont l'échéance éloignée détermine cependant les gestes du présent, on pourra fournir à l'examen scientifique ultérieur de précieuses indications de base. A partir du groupe familial il est possible de se faire également une idée de la largeur de l'espace social envisagé par le sujet. On peut y déterminer la tendance ascensionnelle ou la résignation sous le poids des dépendances. On le voit, la préparation du contenu de cette enquête promet d'être délicate. Mais il en peut sortir un instrument de travail très commode. Les quelques remarques ci-dessus ne font qu'indiquer la route à suivre. Parmi les objectifs qui devront être atteints figurera la « personnalité de base », ce concept psychosociologique très commode pour détecter les conflits de culture et les niveaux d'intégration au groupe. En effet, les caractéristiques de son comportement permettront de savoir si la personnalité étudiée est ou non en accord avec le conditionnement culturel local. C'est dans cette personnalité de base qu'en principe se reflètent les grandes habitudes morales ou sociales du groupe. Toutes ces considérations ont pour but de situer l'optique scientifique à utiliser dans une enquête qui, si elle doit atteindre la réalité concrète,

n'en doit pas moins éviter de sombrer dans la banalité préscientifique des portraits flottant dans le vide des conventions.

Un autre secteur devrait être exploré : celui des antécédents judiciaires en général ; procès civils, différends en justice de paix, poursuites en simple police. Et cela quel que soit le rôle joué par le sujet. Qu'il ait été victime ou auteur, peu importe. Quant au passé pénal il conviendrait de le reconstituer avec le plus possible de réalisme. Les archives de la police, même administratives, devraient être consultées (et améliorées).

Un point délicat mérite d'être soulevé. La connaissance scientifique exige-t-elle d'être informée de ce que la police peut connaître dans les secteurs les plus *confidentiels*. Le portrait d'un individu où manqueraient systématiquement des informations relatives à sa vie sentimentale sera-t-il authentique et utilisable ? Mais certaines révélations peuvent nuire à des tiers, voire à la famille ou au sujet lui-même. Et pourtant certains faits ont autant d'importance que certains tests dits de personnalité. La révélation de tels détails non criminalistiquement nécessaires devrait pouvoir n'être faite qu'aux juges et à la défense, jamais à la partie civile, *jamais au public*.

Nous ne pouvons pas passer en revue ici tous les domaines et toutes les articulations où l'exploration policière spécialisée pourrait glaner de riches détails indispensables à ce portrait dont dépendra la justice rationnelle de demain. Ce que l'on peut dire, c'est que si l'on veut que la police assume avec efficacité la mission que l'article 81 peut lui confier, il ne faudra pas hésiter à lui demander de recueillir tout ce qu'elle pourra atteindre. Mais il aura été préalablement nécessaire de lui forger une optique spécialisée reposant sur un conceptualisme scientifique dont bien sûr on devra connaître toute la relativité. Le portrait cliniquement réalisé par l'examen médico-psychologique et social (1) devra exprimer toute la singularité de l'individu en cause. Par conséquent si l'on ne veut pas sombrer dans une typologie facile ou dans une fausse ressemblance, il conviendra de mettre à profit les données irréversibles de connaissance qui appartiennent en propre à la police.

Pour en finir nous évoquerons le cas particulier des *constatations* en cas de crime. Toute la police scientifique y est invitée à se mettre à l'œuvre. Pourquoi ne pas mettre également en branle le service de police spécialisé dans l'enquête prévue à l'article 81. Puisque la police est alors légalement en action, pourquoi ne pas en profiter ? Et demander à ceux qui ont appris à déchiffrer les comportements et à analyser criminologiquement les faits, de commencer aussitôt un travail qui leur sera sans doute demandé ultérieurement lorsque les données de comportement, d'attitudes et de « situation » se seront dissoutes et auront été perdues pour tout le monde. L'enquête classique gravite toujours autour de l'intention, de la préméditation, des complicités et des mobiles. Elle entame donc, à partir du présent, le passé immédiat. Elle s'engage donc *techniquement* dans l'étude de la *situation pré-criminelle*. Parallèlement le service spécialisé dont nous réclamons la création pourrait se trouver en mesure de remonter vers le passé le plus éloigné après avoir pris son départ dans l'incomparable laboratoire ou poste d'observation criminologique qu'est tout de même le lieu des constatations et le début d'une enquête où la criminalistique se concentre seulement sur son problème. Il pourrait, partant de ses bases criminologiques, détecter les éléments significatifs du comportement de l'auteur, de son attitude et de son caractère. Il pourrait classer provisoirement la personnalité du délinquant dans l'un des groupes qui servent d'hypothèses de travail à la criminologie. En sorte qu'il lui appartiendrait automatiquement de rechercher si des tableaux cliniques comme celui du délinquant professionnel ne sont pas applicables dans le cas en cause ; notamment détecter le phénomène dit de « maturation criminelle ». Car une telle personnalité se déchiffre à l'aide d'éléments dégagés par la criminologie (cette *Revue*, J. Pinatel, 1957, p. 913). Il pourrait désintriquer certaines articulations et s'approcher méthodiquement du nœud du problème du passage à l'acte. Il pourrait opérer la reconstitution des gestes sur place. Et profitant de l'opération chirurgicale sociale qu'est l'enquête spontanée sur flagrant délit rassembler une bonne quantité de données à organiser par la suite. Les policiers qui procèdent à de telles constatations regrettent qu'on ne puisse pas enregistrer les paroles spontanées, filmer les attitudes et scènes du temps de *crise*. Il est donc souhaitable que cette *police scientifique nouvelle* soit alertée en cas de crime, quoique ses objectifs soient absolument dis-

tinets de ceux de la criminalistique. Il lui sera parfois possible dans de tels cas de rencontrer le délinquant et de l'observer. Une telle recherche pourra s'orienter vers les milieux criminels, vers la criminalité organisée, bâtissant enfin peu à peu la sociologie criminelle qui ne sera jamais élaborée théoriquement. De tels observateurs, à la fois policiers et spécialistes d'une branche nouvelle, seraient de précieux auxiliaires de la justice. Ainsi c'est un vaste et passionnant champ d'exploration qui s'ouvre pour la police française à travers l'alinéa 5 de l'article 81. Les autres éléments à recueillir pourront notamment comprendre les rubriques traditionnelles : famille d'origine, famille propre, étapes de vie successives, milieu socio-économique, culturel... Et bien d'autres que l'on pourra concevoir. Il appartient aux criminologues authentiques de forger en collaboration avec les policiers la forme, l'esprit et le contenu de cette enquête.

10. On voit donc que l'article 81 invite la police non seulement à s'adapter à l'esprit nouveau du droit pénal dominé par le mouvement de défense sociale mais aussi à modifier la formation de ses personnels, surtout de ses cadres, en incorporant à ses programmes un enseignement supérieur de criminologie. Car il n'est pas possible de voir clairement à quoi répondent les notions de *personnalité* et de *situation* si l'on n'a pas reçu d'abord une telle formation de base. Encore moins de les manipuler sur le terrain pratique puisqu'on ne saura pas exactement l'usage qui en sera fait. En outre, l'habitude scientifique de se dépouiller des préjugés, de savoir utiliser des concepts apparemment jargonesques mais infiniment plus positifs que les mots de tous les jours qui n'atteignent qu'un ordre de réalité banale où ne règne que la Sagesse des Nations, inculquera au policier l'esprit de *neutralité technique* et lui donnera le secret du *recul scientifique* en face des passions, ce qui permet de mieux les contrôler. Et ce faisant naîtra sans doute la *déontologie policière* qui sera la grande conquête de la police future. C'est pourquoi l'alinéa 5 de l'article 81 mérite d'être appliqué avec prudence, soin et enthousiasme.

(1) L'examen médico-psychologique et social des délinquants, 1^{er} Congrès international de criminologie, Paris, 1951.

F. Chronique de défense sociale

LA DÉFENSE SOCIALE ET LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

par J.-B. HERZOG

*Substitut du procureur de la République près le Tribunal de la Seine,
Secrétaire général de l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris.*

Le droit pénal français a franchi, au mois de décembre 1958, une étape de sa lente mais inéluctable évolution. Je n'ai pas l'intention d'étudier, dans la présente chronique, les multiples institutions nouvelles dont les ordonnances gouvernementales ont doté la justice répressive française. Du moins n'entre-t-il pas dans mon propos d'en analyser les mécanismes techniques qui sont et seront exposés, dans cette *Revue*, par les spécialistes les plus autorisés de la science pénale. Mais, prises dans leur ensemble, les réformes intervenues donnent au droit français une orientation nouvelle dont j'ai pensé qu'il pouvait ne pas être sans intérêt de souligner l'originalité. On parle beaucoup, et peut-être trop, en France, du renouveau nécessaire depuis quelques mois. S'il est cependant un domaine dans lequel les anciens errements ont reçu les meilleurs correctifs, sans doute est-ce celui de la justice répressive. Certes, toutes les réformes auxquelles ont procédé les ordonnances de 1958 ne sont pas d'égale valeur. Des contradictions subsistent ou apparaissent dans le système de lutte contre la criminalité. Mais il n'est point besoin d'être peintre pour savoir que les ombres ont, au moins, le mérite de faire ressortir les lumières. Et s'il n'est pas douteux que les nouvelles dispositions du Code pénal, des lois pénales, et surtout du Code de procédure pénale, projettent un jour nouveau sur le droit français, ne convient-il pas que s'en félicitent les pénalistes dont les efforts ont tendu, au sein du mouvement de défense sociale, à promouvoir la réforme des institutions pénales et pénitentiaires, et n'est-il pas juste qu'ils sachent gré à M. le Procureur général Besson et à ses compagnons de travail de l'œuvre accomplie par la Commission d'études pénales législatives ?

Car, en droit comme en toute autre matière, il n'y a pas de révolution. Il n'y a que des évolutions. Et l'évolution des institutions pénales et pénitentiaires françaises s'est depuis plusieurs années, inexorablement poursuivie au travers d'inévitables sinuosités. Il est bon de rappeler que l'Administration pénitentiaire a entrepris, depuis 1945, une tâche féconde qui trouve sa consécration dans le Code de procédure pénale et dans ses substantiels décrets d'application. On ne peut pas ignorer que, non seulement l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante, mais encore et surtout les lois du 24 décembre 1953 sur le trafic et l'usage des stupéfiants, du 15 avril 1954 sur les alcooliques dangereux pour autrui, du 3 juillet 1954 sur les récidivistes et du 18 mars 1955 sur l'interdiction de séjour ont engagé la législation française sur la voie du progrès. Mais il semble que le Parlement de la IV^e République a eu surtout le mérite de donner à cette évolution un caractère irréversible par le vote de la loi du 31 décembre 1957. On peut lui rendre cet hommage sans encourir le reproche d'une arrière-pensée politique parce que tout laisse à penser qu'il n'en a pas eu conscience. En instituant, par l'article 81 du Code de procédure pénale, l'observation médico-psychologique et sociale au stade de l'information judiciaire, le législateur a suivi, de confiance, les suggestions de la Commission d'études pénales législatives. Il l'a fait, sans hésitation ni scrupule, puisque la lecture des débats parlementaires révèle que si le problème des pouvoirs de police

judiciaire des gardes champêtres a fait l'objet d'une discussion animée, celui de l'observation médico-psychologique et sociale n'a soulevé aucune controverse.

Et pourtant il est permis de penser que l'institution de l'observation médico-psychologique et sociale, dont il faut espérer que les magistrats instructeurs, utilement éclairés par les directives du décret d'application, comprendront la portée et mesureront l'importance, constitue l'une des innovations fondamentales du Code de procédure pénale. Mieux que toutes autres ou, plus exactement, avant toutes autres, les dispositions de l'article 81 traduisent l'esprit nouveau de la justice répressive. Elles expriment le réalisme et l'humanisme de la réforme pénale dans la mesure où elles substituent, à la notion abstraite du délit juridique, le concept concret de l'homme délinquant. En imposant, à propos d'un acte déterminé commis, dans des circonstances données, par un sujet personnalisé, la recherche des causes dont l'interférence a conduit à l'infraction, elles postulent les principes d'une individualisation pénale et pénitentiaire renouvelée. L'observation médico-psychologique et sociale ne peut pas être statique. Nécessairement conduite dans une perspective évolutive, elle ne peut pas se limiter à définir l'attitude du délinquant vis-à-vis de son délit au moment de son exécution. En permettant de comprendre le comportement passé de ce délinquant, elle doit fournir les indices de son comportement futur. Il faut se garder d'emprunter la terminologie médicale si l'on ne veut pas encourir le reproche de la trahison intellectuelle. Mais le juriste est un clerc qui doit trahir et comment ne pas admettre que l'observation médico-psychologique et sociale implique un diagnostic dont l'utilité réside dans le pronostic auquel il autorise et qu'il est vain de formuler un pronostic sans la garantie du traitement qui le justifie. On peut en conclure que le principe de l'observation médico-psychologique et sociale contient une idée force. L'institution a son dynamisme propre. Je ne suis pas éloigné de penser qu'elle commande, à elle seule, l'évolution des règles pénales et des pratiques pénitentiaires. Elle est du moins susceptible de le faire. J'en veux à la fois pour preuve les réformes qu'elle a déjà entraînées et celles dont elle dégage nécessairement la perspective.

A vrai dire, le juge serait digne de pitié s'il disposait des conclusions de l'observation médico-psychologique et sociale sans être à même d'en tirer les conséquences. L'éventail des sanctions dont il peut user doit être suffisamment large pour lui permettre d'appliquer à chaque délinquant un traitement pénitentiaire approprié. Il dépend de cette condition que l'institution de l'observation médico-psychologique et sociale accroisse les angoisses du juge en le livrant aux affres de l'impuissance ou apaise ses scrupules en lui conférant la quiétude de l'efficacité. La réforme pénale a beaucoup fait à cet égard si beaucoup demeure à réaliser pour la parfaire.

Le juriste et le logicien, dont la rencontre est moins rare qu'on ne l'a prétendu, s'accordent à homologuer le changement de nom auquel la loi du 31 décembre 1957 a procédé. Ils approuvent qu'en traitant avec minutie de l'exécution des peines et des mesures de sûreté, le Code de procédure pénale ait attesté de l'unité du procès répressif, et ait enjoint au juge de se préoccuper de la mise en œuvre de son jugement de condamnation. Dans cette perspective, c'est à peine s'ils s'étonnent de la réglementation, par le Code de procédure pénale, du sursis avec mise à l'épreuve. Le fait est cependant remarquable et vaut d'être noté.

Désormais, le choix du juge n'est plus limité entre la détention et une liberté sans contrôle ni soutien dont il sait que l'une et l'autre peuvent, pour des raisons diverses, être génératrices de récidives. La loi lui donne un moyen d'action sur le délinquant et ce moyen d'action peut être d'autant plus efficace qu'il astreint le condamné à cette assistance sociale qui est inséparable de la véritable sanction pénale.

L'institution de la *probation* (pourquoi, après tout, ne pas revendiquer le droit de la France sur une expression que la terminologie anglaise a empruntée au vieux français ?) vaut à la législation française un tel enrichissement que toutes critiques sur les modalités de son régime légal risquent d'apparaître comme des chicanes. Et pourtant... Le maintien, pendant la durée de l'épreuve impartie par le sursis, des peines accessoires ou complémentaires et des incapacités qu'elles entraînent, est difficilement explicable. Le pénaliste, qui demeure un juriste, n'a pas oublié la vérité de l'adage « donner et retenir ne vaut » et le juge, plus conscient que le législateur des réalités sociales dont il est moins éloigné, n'échappera pas au sentiment qu'il retire d'une main au délinquant la chance qu'il vient de lui accorder de l'autre. Cela est vrai. Mais peu importe ce vice caché. L'essentiel est que l'institution existe. La contradiction interne de son régime

apparaîtra nécessairement un jour ou l'autre et ce jour-là, quel qu'il soit, la nécessité fera la loi !

C'est une garantie de même nature qu'offre au juge l'article 722 du Code de procédure pénale. En énonçant le principe selon lequel la détention doit impliquer un traitement pénitentiaire, il lui donne l'assurance que l'observation médico-psychologique et sociale ne restera pas lettre morte. Les décrets d'application de l'article 722 ne font sans doute que légaliser les expériences pénitentiaires. Ils ont précisément le mérite de donner une base légale à la diversification des modes d'exécution de la peine privative de liberté. Le juge doit y trouver la garantie de l'efficacité réelle de sa décision. Il pourra regretter (non sans raison) que le choix entre les modes d'exécution de la peine lui échappe, mais son regret trouvera son apaisement dans l'action du juge de l'application des peines.

Car l'institution du juge de l'application des peines est, elle aussi, une des innovations du Code de procédure pénale dont il convient de se féliciter. La compétence de ce magistrat est plus large que les textes ne le font apparaître. Appelé à exercer son contrôle positif sur les détenus aussi bien que sur les libérés conditionnels, les interdits de séjour et les sursitaires soumis à épreuve, c'est en réalité la progression pénitentiaire dont il est chargé d'assurer le développement. Le Code de procédure pénale consacre à travers lui les notions complémentaires de traitement en détention et de traitement en liberté, de cure et de post-cure. Il faut en rendre grâce à ses auteurs !

Mais on peut penser (et espérer) que le Code de procédure pénale ne fait, à cet égard, qu'amorcer l'évolution. S'il est vrai que l'institution de l'observation médico-psychologique et sociale a sa dynamique propre, elle ne tardera pas à donner au législateur conscience de l'utilité de permettre au juge de s'extraire de l'option simpliste qui lui demeure ouverte en lui conférant le pouvoir de disposer de mesures spéciales applicables à certains délinquants.

Les réformes qui sont intervenues en ce sens ne sont pas négligeables. Qu'il le veuille ou non, le droit pénal français est cerné par les mesures de sûreté. Certaines d'entre elles sont déjà parvenues à pénétrer dans la place forte âprement défendue par les peines rétributives. A celles qui se camouflent si mal sous le nom de peines accessoires ou complémentaires, et à celles dont les lois de 1953, 1954 et 1955 ont consacré le véritable caractère, s'adjoignent les mesures de sûreté auxquelles les ordonnances de 1958 ont donné naissance. Au travers des conditions auxquelles le juge peut astreindre le bénéfice du sursis avec mise à l'épreuve, ne sont-ce pas de réelles mesures de sûreté qu'il est appelé à prendre à l'égard des sursitaires ? Telles qu'elles découlent des ordonnances récentes, la législation sur la circulation routière, avec le délit préventif de la conduite en état d'ivresse, et le retrait judiciaire du permis de conduire, la législation sur la prostitution et le proxénétisme et la réglementation des débits de boissons, tendent vers une interpénétration des peines et des mesures de sûreté. Il n'est pas jusqu'au statut pénal des vagabonds qui ne se trouve, en fait, plus encore qu'en droit (mais n'est-ce pas l'essentiel) profondément modifié par les dispositions prises pour doter de ressources financières suffisantes les institutions qui se préoccupent d'assurer leur hébergement.

Il n'y a, dans cette législation, qu'une ébauche ; le choix offert au juge demeure insuffisant. Mais il est incontestable que le Code de procédure pénale a donné un élan vital à la législation française. Qu'il s'agisse des délinquants anormaux mentaux, des jeunes adultes délinquants, des multirécidivistes délinquants d'habitude, la prise de conscience des données de leur observation médico-psychologique et sociale fera apparaître la nécessité de les soumettre à des statuts pénaux différenciés. Les projets de lois auxquels plusieurs associations scientifiques ont, depuis quelques années, consacré leurs travaux (et pourquoi ne pas évoquer tout particulièrement ceux qui ont été préparés par le Centre d'études de défense sociale de l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris, sous la présidence de M. Levasseur ?) s'inscriront bientôt dans une législation positive, désormais prête à les assimiler.

L'éclairage particulier que le Code de procédure pénale jette sur la notion de la personnalité des délinquants relègue les classifications des infractions dans une ombre propice aux désintégrations. A vrai dire, les classifications tendent à voler en éclats. Les quelques correctionnalisations législatives, auxquelles les ordonnances de décembre 1958 ont procédé, s'insèrent ainsi dans une ligne d'évolution progressive, même si elles répondent à des préoccupations immédiates qui lui sont étrangères. Si les correctionnalisations législatives sont dignes d'approbation dans la mesure où elles constituent une reconnaissance du caractère factice de la distinction entre les crimes et les délits, les

manipulations auxquelles la notion de contravention a donné lieu me paraissent difficiles à justifier. Je laisserai à d'autres le soin d'étudier le problème de savoir si le gouvernement tenait de l'article 92 de la Constitution le droit d'élever, par voie d'ordonnance, le montant des peines applicables aux contraventions de police. Ce n'est pas tant l'audace qui me heurte que l'absence de logique ! Comment le gouvernement n'a-t-il pas eu conscience que la contraventionnalisation de certains délits procédait d'une conception du procès répressif exactement opposée à celle dont il a consacré le principe et sanctionné les modalités dans le Code de procédure pénale ? En soumettant les coups et blessures volontaires au régime juridique des contraventions, lorsque leur victime n'a pas subi une incapacité de travail supérieure à 8 jours, le Code pénal en a soustrait les auteurs au contrôle de l'examen médico-psychologique et social. Cela est d'autant plus regrettable que l'étude des sciences de l'homme incite à penser que l'agressivité est, indépendamment de ses conséquences occasionnelles, révélatrice des tendances les plus profondes de la personnalité. La contraventionnalisation rompt ainsi une des mailles du filet que l'observation médico-psychologique et sociale doit permettre de tisser autour des actes délictuels, au travers des comportements anti-sociaux.

Mais j'aborde, par là, une autre des voies de prolongement de la réforme pénale, qui sera la plus sinieuse et la plus longue à parcourir. Le principe de l'observation médico-psychologique et sociale conduit de la notion du traitement à celle du dépistage. Il implique l'adhésion à un droit pénal de prévention. C'est une notion à laquelle la législation française n'est pas demeurée insensible. La loi sur les alcooliques dangereux pour autrui en a consacré dès 1954 la valeur légale. Mais c'est une étape fondamentale que la législation française a franchi dans cette voie en 1958. L'ordonnance du 23 décembre 1958 sur la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger, que le Parlement de la IV^e République gardera la responsabilité d'avoir inutilement conservée en projet dans ses cartons pendant de longues années, traduit la volonté d'étendre la mission sociale du juge de la répression vers la prévention des infractions.

Peut-être touche-t-on en cela à la plus importante des conséquences de la nouvelle orientation prise par la législation pénale. Loin de restreindre le rôle du juge répressif, la réforme pénale et pénitentiaire l'élargit et l'approfondit. C'est pourquoi la formation de ce juge prend une importance exceptionnelle, et pourquoi il faut beaucoup attendre du Centre d'études nationales judiciaires qui a été créé dans le cadre de la réforme du statut de la magistrature. Le criminaliste regrettera qu'aux examens écrits du concours d'entrée au Centre national d'études judiciaires, le droit pénal ait été mis en concurrence avec le droit public et relégué ainsi au rang d'une matière facultative, même si l'option ouverte laisse la décision au jury et non pas aux candidats. Mais il ne doute pas que le programme d'études et de stage de cette école permettra aux magistrats de demain d'être mieux informés des problèmes de la criminalité que les magistrats d'hier. Car c'est en définitive sur les magistrats que repose l'expérience ouverte par la réforme pénale et pénitentiaire. Il dépendra d'eux qu'elle soit stérilisée par un formalisme routinier ou qu'elle soit enrichie par un humanisme créateur. La voie de l'évolution est tracée. Elle sera d'autant plus rapidement parcourue que tous ceux qui l'emprunteront se persuaderont de la vérité que toute fin est un commencement.

Questions pratiques et pratique des Parquets

LE PROBLÈME DE LA TENTATIVE DE COMPLICITÉ OU LE HASARD PEUT-IL ÊTRE ARBITRE DE LA RÉPRESSION ?

Une récente affaire — dont nous ne connaissons et ne voulons ici rien connaître — vient, dans la presse quotidienne, de projeter une lumière crue sur une inconséquence ou, si l'on préfère, une lacune de notre législation pénale. Inconséquence ou lacune qui fera, sur l'unique plan des principes, l'objet de cette rapide esquisse et qui ne manquera sans doute pas de susciter par la suite de nombreux et substantiels commentaires. Inconséquence ou lacune, en tout cas, dont le lecteur — s'il ne se double pas d'un juriste — s'étonne et s'indigne même le plus souvent.

Comment est-il possible — s'interroge ce lecteur — qu'un individu qui, matériellement et intellectuellement, a accompli tout le rôle — à supposer, bien entendu, que ce dernier soit établi — qu'il s'était assigné pour promouvoir, en collaboration avec un tiers, un résultat criminel, puisse, en cas de défaillance de ce tiers pour quelque motif que ce soit, bénéficier de ce qui peut apparaître comme une scandaleuse impunité ?

Il y a là — il faut bien le reconnaître objectivement — une fissure de notre législation criminelle, qu'il est, sur le plan de la logique pure et de la morale sociale, difficile à justifier. Sans doute, sur le plan strictement juridique, ce résultat est-il cohérent dans une législation comme la nôtre, où la complicité trouve son fondement dans le système de la criminalité d'emprunt ; encore, convient-il de remarquer que ce système connaît, parmi les criminalistes, de nombreux et ardents détracteurs.

I. — La tentative de complicité en droit français

a) Sa non-punissabilité.

Quand l'exécution de l'infraction n'a pas lieu et n'est même pas commencée par suite du désistement ou d'un empêchement de l'auteur, il ne peut y avoir juridiquement complicité punissable par provocation ou aide dans la préparation, malgré l'intention criminelle persistante du complice et dont l'insuccès est imputable à des circonstances indépendantes de cette volonté : c'est ce qu'on exprime en disant que, s'il existe une complicité de tentative, il n'y a pas par contre, de tentative de complicité.

D'une façon séduisante certes, mais selon nous artificielle, Rossi disait : « Aucun raisonnement ne peut faire que ce qui n'est pas même commencé existe et il serait aussi inique que ridicule de déclarer un homme coupable d'un crime qui n'a pas eu d'existence ».

b) Son explication : la criminalité d'emprunt.

Le fondement de la complicité en droit français repose, on le sait, sur l'emprunt absolu de la criminalité de l'auteur : — le complice, en s'associant au délit d'autrui, fait sien ce délit, en accepte par avance les conséquences pénales comme suites de l'exécution à laquelle il s'est associé. Les actes matériels qu'il accomplit ne sont pas, par eux-mêmes délictueux ; ils ne le deviennent que par l'intention de leur auteur et par le lien qui les unit au délit d'autrui, dont ils facilitent l'exécution. Les complices ont donc à répondre du délit d'autrui, auquel ils ont participé, tel qu'il a été accompli par l'auteur. « Si donc,

l'auteur principal — écrit Garraud (*Droit pénal français*, tome III, p. 47) — après avoir préparé, avec son complice, tous les détails de l'infraction, au moment de l'exécution, s'arrête, cédant à un mouvement de repentir ou de crainte, ce désistement, auquel le complice n'a pris aucune part, qu'il regrette peut-être, lui profitera, puisqu'il n'y a pas d'infraction et qu'il ne peut y avoir de complice ». Voilà qui est cohérent sans doute sur la base de cette fiction juridique qu'est la criminalité d'emprunt, mais voilà aussi qui déconcerte le bon sens de celui qui ne s'embarrasse pas de raisonnement juridique !

c) *L'inconséquence logique de cette règle* : « le hasard devient l'arbitre de la répression ».

« Comment — écrivait déjà Garafalo (*Criminologie*, p. 354) — l'action ou l'omission d'un autre homme peut me rendre coupable ou innocent ! ».

Alors que le complice s'est définitivement « engagé » dans l'action criminelle, qu'il a, en ce qui le concerne, — et pour reprendre les expressions imagées de certains criminalistes en matière de tentative — « franchi le Rubicon du crime » ou « coupé les ponts derrière lui », comment admettre que la répression de cette complicité puisse désormais dépendre d'un fait ou d'un événement entièrement extérieur à lui, sur lequel il ne possède aucun pouvoir ? Et cependant, c'est cette circonstance qui va modifier du tout au tout, donner naissance ou annihiler complètement sa culpabilité ! Voici le hasard devenu arbitre de la répression. C'est ce que l'opinion publique, dans sa grande majorité, ne s'explique pas et admet difficilement : on la comprend sans peine. Est-il logiquement et moralement soutenable, en effet, que le provocateur ou instigateur d'un crime, véritable auteur intellectuel de ce crime, ne soit pas punissable, malgré sa volonté criminelle et les actes matériels qui la manifestent, si le crime n'est pas accompli par le provoqué, simple « auteur matériel ou instrument » de l'acte ?

d) *Cette lacune devrait être comblée par la loi.*

Pour si regrettable qu'elle soit, cette inconséquence existe ; il serait souhaitable, de lege ferenda qu'elle soit supprimée par la loi. Elle peut l'être — notons-le au passage — de deux façons :

1° *En transformant cette provocation, acte de complicité, en une infraction spéciale, punissable en elle-même et pour elle-même comme la loi l'a fait déjà pour d'autres provocations.* Sans doute, lorsqu'elle érige des provocations en infractions *sui generis*, la loi, le plus souvent réduit ou minimise la répression ; mais, une répression atténuée n'est-elle pas encore préférable à l'impunité ?

2° *En donnant à la complicité un fondement autre que la criminalité d'emprunt.*

On ne s'inquiètera pas des rapports respectifs de dépendance des complices à l'égard des auteurs, on frappera chacun comme auteur d'un délit spécial, devant avoir sa responsabilité propre ; en d'autres termes, le complice aura une *criminalité propre*.

La législation française, devant les inconvénients pratiques de la criminalité d'emprunt, a, on le sait, adopté ce point de vue dans la loi du 22 mai 1915 sur le recel de choses : cet acte, jadis fait de complicité, est devenu, depuis cette loi, un délit spécial, ce qui a permis une répression à la fois plus efficace et plus équitable.

L'acte de complicité obtiendrait ainsi son autonomie de délit antécédent ou concomitant, tout comme le recel qui, bien qu'érigé en délit spécial, n'en demeure pas moins un délit de conséquence.

II. — La tentative de complicité d'un crime peut-elle être qualifiée de tentative pure et simple d'un crime ?

Une observation préliminaire s'impose : la question ainsi posée revêt la forme d'un problème de qualification : l'acte retenu à la charge de l'agent peut-il être indifféremment qualifié tentative de complicité de crime ou tentative de crime ? Y aurait-il là une sorte de concours de qualification : la première, purement intellectuelle, ne tombant pas sous le coup de la loi, la deuxième si elle est caractérisée — étant, au contraire, punissable ? Cette question — ne l'oublions pas — le Ministère public et, après lui, le juge répressif doivent se la poser : tous deux ont, en effet, l'obligation d'envisager l'acte incriminé sous tous ses aspects juridiques, sous toutes les qualifications possibles.

Sans doute, fera-t-on observer que glisser du domaine de la complicité, où la question se situe tout naturellement de prime abord, au domaine différent de la tentative, peut apparaître comme une substitution quelque peu artificielle et même comme une absorp-

tion de la théorie de la complicité par celle de la tentative, aboutissant ainsi à un déplacement du problème.

Mais, une technique juridique — fut-elle discutable — dès l'instant qu'elle se met au service de la justice et de la protection sociale serait-elle blâmable ?

Au demeurant, il est opportun de constater que la notion de tentative peut recouvrir deux catégories d'hypothèses :

— celles où l'agent a résolu de parcourir lui-même toutes les phases de l'action criminelle qu'il entend accomplir ;

— et puis, celles où l'agent entend laisser une part d'action, et la plus décisive matériellement dans la production du résultat, à l'activité d'un facteur étranger : c'est cette deuxième hypothèse qui nous intéresse seule, en l'espèce.

Aussi bien, la seule question qui se pose est seulement de savoir si la tentative est ou non caractérisée.

Y a-t-il, peut-il y avoir tentative de crime ?

a) La conséquence du choix de cette qualification.

C'est essentiellement l'autonomie de cette nouvelle inculpation, qui va vivre désormais d'une vie propre et indépendante. La poursuite va se trouver libérée de ce support indispensable à l'existence de la complicité que constituait le fait principal punissable.

Se détachant de celui qui devait être l'auteur principal et qui ne l'a pas été, l'ex-complice, abandonnant son domaine habituel de la criminalité d'emprunt, qui emprisonne la poursuite dans l'attitude de l'auteur principal, part à la conquête de son autonomie et devient lui-même l'auteur principal d'une tentative.

La responsabilité de l'agent n'est plus dépendante de l'attitude de l'autre : « Chacun répond de son propre fait ».

Plus de fait principal imprimant un caractère délictueux au fait réputé accessoire : un seul fait, désormais, susceptible d'être incriminé en lui-même et pour lui-même.

b) Le terrain du problème se trouve « déplacé ».

La question, en effet, n'est plus de savoir désormais si la tentative de complicité est ou non punissable, la réponse semblant négative dans l'état actuel de la législation, de la jurisprudence et étant donné l'impératif de l'interprétation restrictive.

Mais la question qui se pose, sur ce nouveau terrain, est de savoir si les éléments constitutifs de la tentative se trouvent réunis.

1° Y a-t-il eu d'abord — et nous nous excusons de commencer par la traditionnelle deuxième condition qui ne soulève pas ici de vrai problème — *arrêt involontaire de la part de l'agent* ? Assurément oui, puisque si toutes les étapes de l'*iter criminis* n'ont pas été parcourues jusqu'à son terme, c'est bien évidemment en raison d'une circonstance tout à fait extérieure à la *volonté de l'agent*. Et il importe peu, on le sait, de savoir quelles circonstances ont empêché l'exécution de l'infraction ; à titre énonciatif, ce peut être l'intervention d'un tiers, la résistance de la victime, un simple cas fortuit ou le désistement d'un participant. Et n'est-il pas, à cet égard, piquant de constater que ce désistement du participant qui constituait, dans le cadre de la complicité, un obstacle insurmontable à la poursuite du complice, devient, au contraire, dans le cadre de la tentative, une condition de la répression ?

2° Les faits retenus entrent-ils sous la qualification d'*actes préparatoires* ou de *commencement d'exécution* ?

Question classique : dans le premier cas, on le sait, il n'y a pas tentative punissable ; dans le deuxième cas, il y a tentative.

Quels sont, sur le plan théorique, les éléments de solution de ce problème ? Traditionnellement, on le sait, deux théories ont apporté un critère différent de solution.

a) D'après la *théorie objective*, il n'y aurait pas tentative, si l'acte reproché n'entre pas dans les éléments constitutifs du crime ou du délit envisagé : dans l'homicide volontaire, s'il n'a pas essayé de tuer (à proprement parler) ; dans le vol, s'il n'a pas esquissé un acte de mainmise sur l'objet convoité. Cela est bien connu.

b) D'après la *théorie subjective*, au contraire, on s'attachera surtout à l'intention de l'auteur, dès l'instant que cette dernière s'est manifestée extérieurement par un ou des actes non équivoques tendant directement à l'infraction, encore que ces derniers n'entrent pas — comme l'exige l'autre théorie — dans les éléments constitutifs de l'infraction envisagée. C'est évidemment la théorie la plus répressive, celle qui permet de

« saisir » pénalement comme commencement d'exécution davantage d'actes litigieux. La plupart des auteurs l'ont adopté et elle a recueilli les faveurs de la jurisprudence. La Cour de cassation déclare que constitue un commencement d'exécution, tout acte qui « tend directement au délit, lorsqu'il a été accompli avec l'intention de le commettre » (Crim., 3 déc. 1927, B. 285 ; 4 juin 1920, B. 257). C'est ainsi, notamment, que la Chambre criminelle a jugé que le fait de pratiquer un trou dans un mur pour commettre un vol dans une maison constitue bien une tentative de vol manifestée par des actes extérieurs et un commencement d'exécution (Crim., 10 août 1906, D., 1906.1.392). Or, ce fait d'effectuer un trou dans un mur ne présente — en lui-même, et dégagé de toutes les circonstances adventives résultant de l'affaire — qu'un assez lointain rapport avec la mainmise sur l'objet convoité ; cet acte peut apparaître même, dans une certaine mesure, équivoque, puisqu'on peut, théoriquement du moins, concevoir que l'individu puisse l'effectuer aussi pour détériorer et dégrader l'immeuble de son ennemi.

S'il s'agit d'une tentative d'assassinat, va-t-il être nécessaire que l'agent ait commis un acte aussi précis que celui d'avoir tiré un coup de feu sur sa victime, qu'il aura raté ? Il ne le semble pas, à moins de professer la théorie objective et ses impératifs ; or, la Cour de cassation se rallie ouvertement à la théorie subjective, par conséquent à une conception assez large, en tout cas, souple, du commencement d'exécution.

L'escalade et l'effraction pourraient-ils, par exemple, constituer un commencement d'exécution de l'assassinat ? Bien que la question soit délicate, il semble bien que oui « à la condition que l'intention de l'agent de donner la mort soit établie en fait » (C. pén. ann. de Garçon mis à jour par MM. Rousselet, Patin et Ancel, p. 27, n° 75, qui admet cette opinion). En tout cas, il n'est pas nécessaire que le commencement d'exécution se soit manifesté par des coups ou des blessures (Cass., 26 mars 1812).

Donc, un acte isolé pourra être suffisant et suffira souvent pour caractériser la tentative, s'il est suffisamment net et univoque en lui-même, s'il tend directement à l'infraction, avec l'intention de la commettre.

Et si cet acte apparaît dans sa relation avec le résultat criminel recherché comme un acte trop lointain, comme une *causa remota* par opposition à la *causa proxima*, sa conjonction, sa combinaison, son interférence éventuelle avec un ou plusieurs autres faits relevés à l'encontre de l'auteur présumé, viendront, le cas échéant, caractériser le commencement d'exécution.

Ce sera donc une question d'espèce qui ne pourra se résoudre que par l'examen distinct de chaque cas particulier.

L'acte de l'ex-complice qui, à coup sûr, ne constitue pas une infraction consommée, va-t-il ainsi entrer dans la sphère du commencement d'exécution punissable ?

La remise aux mains d'un tiers des moyens d'action, assistance, provocation répondent, semble-t-il, à la notion de l'acte initial de la tentative ; ces faits-là, étant donné le procédé d'action voulu par l'agent, étaient bien les derniers qu'il se proposait quant à lui d'accomplir, ce sont eux qui ont terminé et consommé sa part d'intervention dans la production du résultat criminel.

Eux accomplis, l'agent n'a pas douté de la réussite complète du crime ; car, le tiers assisté ou provoqué pouvait et devait agir, le complice le savait, il le désirait, il le voulait et c'est pourquoi il avait entendu borner là son action personnelle ; tout autre acte ultérieur de sa part eut été superflu. La réalisation du crime par lui désiré et voulu était certaine, presque fatale ; pour lui, par conséquent, ces faits-là avaient toute la valeur d'une attaque effective, directe, immédiate même au droit de la victime. Dans la pensée de l'agent — et c'est à elle qu'il faut se référer, on le sait — la *provocation* ne constitue qu'une modalité particulière d'action, une espèce spéciale d'attaque. Les deux faits, certes, appartiennent à des procédés différents de tentative, mais, chacun, dans l'enchaînement des actes dont il fait partie, se trouve à même hauteur de l'exécution criminelle, c'est-à-dire, en réalité, au dernier stade de cette exécution, telle que le coupable l'a conçue, délibérée et résolue ; tous deux ont donc même valeur et ils sont bien l'un et l'autre, semble-t-il, des faits de tentative.

« Peu importe, en conséquence — écrit M. Gallet sur la *Tentative punissable* — que par repentir ou circonstances fortuites, le tiers provoqué ou assisté n'avance point de son côté dans la voie criminelle jusqu'à la hauteur du commencement d'exécution ; c'est là, pour le provocateur, effet de pur hasard, accidentel, absolument contraire à ses prévisions et sa volonté ; car, s'il choisit ce moyen détourné d'action, c'est qu'il l'a cru, non seulement bon, mais encore préférable à tous autres, plus infailliblement efficace ».

« Le résultat a révélé son erreur : celui auquel il avait confié l'exécution matérielle de ses desseins n'était point suffisamment perversi et au moment d'entamer cette exécution, il a tremblé et s'est repenti, ou bien il a été maladroit et a laissé échapper la victime, en un mot, il n'a pas été l'instrument docile, habile, efficace, sur lequel le complice avait compté. Encore une fois, circonstances accidentelles que tout cela et qui ne sauraient influencer en quoi que ce soit sur la culpabilité initiale et personnelle du provocateur ».

Mais, objectera-t-on, ces *actes* ne sont-ils pas d'un caractère vague et flottant ; leur signification, leur tendance criminelle ne reste-t-elle pas imprécise et douteuse ? N'est-ce pas la porte ouverte à l'arbitraire ?

Bien sûr le danger existe, il serait vain de le nier. Mais, pense-t-on qu'il disparaisse ou même soit atténué, parce qu'on aura subordonné la répression des actes de provocation ou d'assistance à la réalisation du fait principal lui-même, auquel ces actes avaient pour but de coopérer ? Ce serait, semble-t-il, une erreur de le croire et c'est la raison pour laquelle l'objection n'a rien de décisif. Quand « l'auteur principal » aura tiré un coup de feu sur la victime, ce n'est pas cela — si l'on veut bien y réfléchir — qui établira la culpabilité du provocateur. Incontestablement, ces faits-là sont plus probants, plus décisifs, mais pour la seule appréciation de la responsabilité personnelle de l'auteur principal ; ils l'établiront mieux que si, par exemple, ce dernier s'était borné pour tout acte à l'achat de l'arme ; mais, ils n'ont à l'égard du « complice » vrai ou prétendu, ni plus ni moins de valeur. Il reste à établir que le complice ou prétendu tel a prévu le crime que l'auteur principal se proposait de commettre et que le prévoyant, il a entendu s'y associer ; cela et cela seulement peut en faire un complice punissable. Ce que j'ai voulu moi, provocateur, ne préjuge en rien de ce qu'il a voulu, lui, qui devait agir ; il a « agi » de son côté et moi du mien. Son intention et son action ne prouvent point ma culpabilité, pas plus, d'ailleurs, que mon intention et mon action à moi ne prouvent la sienne. Reste, en effet, toujours à établir, la rencontre, la corrélation des intentions. Ainsi donc, l'accomplissement d'un fait criminel, réputé principal ne supprime pas, comme on le voit, pour les tiers, accusés de provocation ou d'assistance, tout danger d'arbitraire.

Provocation et assistance peuvent donc, semble-t-il, être considérés comme des faits principaux, en eux-mêmes et par eux seuls susceptibles de répression. Et cette répression n'appelle pas de disposition légale particulière, car ces faits entrent dans le domaine de la tentative et sont punissables comme tels.

Le fait de provoquer ou d'aider, c'est-à-dire de lancer, de mettre en mouvement, de promouvoir l'agent matériel, « l'instrument du crime », dans l'intention et la croyance que le résultat voulu ne manquerait pas certainement de se produire, voilà un fait qui vaut par lui seul et c'est un acte de tentative.

Conclusion

Le problème cependant reste posé : « La loi pénale permet-elle de libérer le complice du domaine de la criminalité d'emprunt qui emprisonne la poursuite dans les liens de l'attitude objective de l'auteur principal, pour lui restituer son autonomie et lui permettre ainsi de devenir lui-même auteur principal d'une tentative ? ».

D'arrière la question de pure qualification, se profile celle, plus grave, du domaine respectif de la complicité et de la tentative ; et, dominant le tout, le problème du choix entre deux tendances ; celle qui déclare : « chacun répond de son propre fait » ou celle qui se résout à admettre que « le hasard peut être l'arbitre de la répression ».

Le problème est délicat ; sa solution, difficile à prévoir.

La parole est aux tribunaux... et aux commentateurs.

R. COMBALDIEU.

INFORMATIONS

VI^e JOURNÉES FRANCO-BELGO-LUXEMBOURGEOISES
DE SCIENCE PÉNALE
(Paris, 7 et 8 novembre 1958)

I. — COMPTE-RENDU DES TRAVAUX

Ouvertes à la Cour de cassation, par M. le Premier Président Battestini, en présence de MM. les Ambassadeurs de Belgique et du Luxembourg, de MM. les Présidents Pernot et Cuyper, de M. Besson, procureur général à la Cour de cassation, de MM. Rousselet, premier président et Aydalot, procureur général à la Cour d'appel de Paris, les VI^e Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale se poursuivirent les 7 et 8 novembre 1958 au Centre français de droit comparé, sous la présidence de M. Patin, président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Une importante délégation belgo-luxembourgeoise conduite par MM. Salentiny et Collignon participait à ce colloque consacré à l'étude des problèmes particuliers que pose la répression des infractions involontaires.

Certes, la fréquence de ces infractions, leur accroissement continu, sur lequel le rapport de M. Herzog devait apporter, en ce qui concerne la délinquance en France, des précisions significatives eussent suffi à justifier l'actualité de cette étude. Son intérêt venait aussi de la confrontation des moyens que la législation des trois pays intéressés met à la disposition des autorités, judiciaires ou administratives, pour prévenir, enrayer ou réprimer la commission de ces actes.

Mais l'originalité du problème et sa difficulté procèdent aussi de la différence de caractère, — peut-être même de nature — que l'on peut découvrir entre cette catégorie d'infractions et celle des délits volontaires.

Si bien que le problème du fondement de la répression des infractions involontaires a, d'abord, longuement retenu l'attention des rapporteurs (1).

M. Jacques-Bernard Herzog, substitut du procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Seine, secrétaire général de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, évoque la complexité de ce problème et étudie les solutions nuancées qu'il est susceptible de recevoir.

C'est d'abord dans la notion de faute pénale que l'on est tenté de chercher le fondement de la répression des infractions involontaires. Mais les définitions qui nous ont été jusqu'ici proposées de la faute pénale comportent bien des inconvénients : si en effet la doctrine classique de la prévisibilité est juste, qui définit la faute d'inattention par une absence de volonté, il est facile d'objecter que la répression des infractions involontaires ne se justifie plus, car il n'est pas possible d'admettre que la menace d'une peine combatte l'inertie de la volonté qui serait précisément à l'origine de la faute pénale.

La pensée criminaliste a tendu alors à s'orienter vers une autre direction doctrinale. Constatant que la notion d'imprévisibilité négligeait la nature volontaire de l'acte en soulignant le caractère inintentionnel de ses effets, on a pu observer, avec

(1) Les textes des rapports ont été publiés *in extenso* dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1958-1959, n° 2, p. 79 et s.

M. Bekaert que l'infraction intentionnelle implique une unité de volonté portant à la fois sur l'acte commis et sur son résultat, alors que cette volonté, dans le cas de l'infraction involontaire, se trouve dissociée dans la mesure où elle est inhérente à l'acte, mais demeure étrangère à ses conséquences.

Cette interprétation, qui a le mérite d'approfondir la notion de faute pénale et qui sera évoquée plusieurs fois au cours des débats notamment par M. Pinatel, met elle aussi en évidence, l'illogisme du système répressif. En détachant l'acte de ses conséquences, elle souligne le caractère primitif du mécanisme, d'après lequel la loi pénale ne tient compte que du résultat matériel et proportionne la sanction, non pas à la gravité de la faute commise, mais à celle des dommages qui en résultent.

Développant cette observation, les théoriciens unitaristes contestent qu'il soit vérifié par l'analyse juridique, que la notion de faute exclue les conséquences de l'acte du domaine de la volonté : certaines fautes pénales sont commises délibérément alors que leur auteur est conscient de leurs conséquences probables ou possibles.

Il n'est cependant pas satisfaisant, pense M. Herzog, de fonder sur cette interprétation volontariste la répression des infractions involontaires. Si elles comportent une grande part de vérité, les conceptions unitaristes ne sont pas sans créer une fiction juridique qui ne rend pas compte, par exemple, de la notion de faute inconsciente. Il n'est pas contestable par ailleurs, que les infractions volontaires et les infractions involontaires n'ont pas la même intensité criminelle : elles ne placent pas la société dans le même état d'alerte.

Enfin, et c'est sans doute la constatation fondamentale, quelle que soit, en dernière analyse, la définition que l'on donne de la faute pénale, c'est toujours, à travers elle, un comportement social dangereux que l'on incrimine ; sans doute est-ce en cela que réside, le plus exactement, à la fois l'identité entre les infractions volontaires et les infractions involontaires, et le critère de leur exacte distinction. Le délit intentionnel et le délit non intentionnel se distinguent donc moins par leurs éléments juridiques que par le comportement de leur auteur. Les délinquants volontaires comme les délinquants involontaires créent un état de danger, mais ils ont une conscience différente de leur état dangereux. Le délinquant volontaire en a une conscience positive, en ce sens qu'il le reconnaît indépendamment des explications qu'il fournit pour l'expliquer et le justifier. Le délinquant involontaire, au contraire, cherche à se convaincre qu'il n'est pas dangereux.

Dès lors, le fondement logique de la répression des infractions involontaires devrait être moins recherché dans une définition de la faute pénale que dans une définition du comportement fautif.

Débordant l'explication psychanalytique des infractions involontaires définies par Alexander et Staul « comme des actions défectueuses provoquées par des tendances anti-sociales inconscientes » l'analyse des facteurs susceptibles de déterminer la conduite fautive incite à une recherche plus élargie. La diversité de ces facteurs (biologiques, psycho-pathologiques, affectifs) peut-elle conduire à des classifications susceptibles de servir de fondement à l'action répressive ? Les positivistes l'ont cru, et les catégories élaborées par l'un d'eux, Angiolini ont conduit récemment le professeur Altavilla à proposer une classification tripartite des délinquants involontaires qui comprendrait respectivement les sujets dont l'imprudence est une manifestation d'agressivité, ceux dont le comportement résulte d'une inaptitude quelconque, intellectuelle ou psycho-physiologique, les rendant incapables d'exercer une activité technique, et ceux qui sont fortuitement incités à violer une prescription juridique. Cette classification, qui a le défaut de ne pas isoler les facteurs affectifs et caractériels de la faute, a cependant le mérite de permettre à son auteur d'opérer une distinction tranchée entre la peine, la mesure de prévention sociale et la sanction civile.

La question qui se pose en effet est de savoir si, sur le fondement du comportement, peut être établi un mode de répression des infractions involontaires plus logique, plus réaliste, et plus efficace que le système articulé sur la notion de faute pénale.

Sur ce même problème du fondement de la répression des infractions involontaires et de ses rapports avec la notion du fondement classique de la peine, M. Robert Legros, conseiller à la Cour d'appel de Liège, professeur à l'Université libre de Bruxelles, prend une position plus tranchée.

Doit-on punir le simple défaut de prévoyance ou de précaution, ou seulement l'acte

intentionnel, frauduleux, immoral ? Est-il utile, « socialement rentable », de sanctionner pénalement les simples défaillances ? Il semble bien, selon le rapporteur, que l'évolution actuelle des idées ne permette plus aucun doute à cet égard. Le droit pénal perd de plus en plus son caractère essentiellement subjectif : il ne prend plus seulement en considération le délinquant comme tel, mais étudie, de manière objective, son comportement anti-social et la réaction sociale provoquée par l'infraction.

Car, note M. Legros, la conscience sociale réagit selon les résultats bien plus que selon l'intention. Or, il est nécessaire que la justice criminelle soit conforme à la conscience sociale, véritable état d'âme collectif, auquel on ne porte pas atteinte impunément et dont il convient d'assurer la défense.

Par ailleurs « le droit pénal n'est pas la morale ». Comme le disait le procureur général Bekaert, « c'est un dispositif de sécurité sociale. Dès lors qu'importe l'intention à côté des éléments objectifs ? Les progrès de la technique et ceux des sciences humaines doivent atténuer, dans l'esprit des juges, l'aspect purement moral du droit pénal et accentuer au contraire son but de sécurité ».

La prise en considération des éléments purement objectifs, notamment les circonstances aggravantes matérielles, voilà ce que la théorie traditionnelle n'explique pas et qui paraît cependant s'imposer avec force et nécessité, aucune législation n'ayant jamais pu faire abstraction, dans l'incrimination et dans l'appréciation des peines, des conséquences et circonstances matérielles de l'infraction.

En effet « la foule juge selon les résultats, le public se préoccupe de trouver des responsables : il exige des sanctions. Qu'on songe aux accidents de roulage : les conducteurs maladroits sont souvent l'objet de manifestations hostiles ; lors des catastrophes minières, de certains accidents graves du travail, les chefs d'entreprise, les ingénieurs doivent s'expliquer ».

Ainsi, pour M. Legros, ce qui compte c'est le fait, le résultat. Cette appréciation le conduit à envisager l'introduction d'une théorie du risque en droit pénal. « Risque social, inhérent à la faute même, à l'intention : celui qui conduit un véhicule en prenant un des risques, sait ou doit savoir qu'il peut mettre la vie d'autrui en danger. Ce n'est pas une injustice de lui imposer les conséquences de sa faute : c'est plutôt une faveur de lui compter seulement les résultats acquis ».

Par ailleurs, « le respect de la vie et de l'intégrité physique d'autrui est une valeur sociale éminente. Toute atteinte portée contre elle engendre une réaction sociale. Réaction saine et organique. Elan de protection des victimes. La sanction pénale s'y conforme normalement. Au reste, l'absence de sanction répressive en matière d'imprudence provoquerait souvent de violentes réactions : justice privée suppléante, autre danger social ».

Ainsi, pour reprendre certains points essentiels du programme minimum de la Société internationale de Défense sociale, approuvé lors du Congrès d'Anvers d'avril 1954, il convient « d'assurer d'abord le respect des valeurs humaines. Il est essentiel que la justice criminelle soit conforme à la conscience sociale et qu'elle fasse un large appel au sentiment qu'a chaque être humain de la responsabilité morale ». Le sentiment de justice, si profondément ancré au cœur des hommes, y gagnera sans doute. Car l'appréciation des fautes et des intentions est toujours délicate. Se soumettre à une règle objective, la même pour tous, donne satisfaction au sentiment d'égalité, au désir de protection et à la notion du juste ».

La répression pénale du délit d'imprudence s'intègre donc harmonieusement dans les conceptions modernes du droit pénal et se trouve conforme aux tendances objectivistes du droit actuel.

Abordant ensuite le problème de la répression des infractions involontaires, le rapporteur observe que, si le délit intentionnel contient à la fois volonté de l'acte et volonté du résultat, le délit d'imprudence par contre se caractérise par une volonté égale de l'acte (car seuls sont involontaires en réalité les délits justifiés), mais aussi par l'indifférence ou l'insouciance à l'égard du résultat (notion de risque pénal).

Or, il est certainement plus facile d'infléchir une volonté sans but. La peine a donc normalement un effet plus intimidant dans la matière des délits non intentionnels.

Les tribunaux ne doivent pas hésiter dès lors à faire preuve de sévérité. Les cas d'imprudence non suivis d'effets peuvent être utilement sanctionnés par la déchéance du droit de conduire ou le retrait du permis. Ces sanctions sont insuffisantes dans les cas graves d'homicide ou de blessures : sans prétendre « tarifier » les peines, on peut

penser qu'alors la peine sévère d'emprisonnement s'impose et souvent aussi la pratique du mandat d'arrêt.

La loi belge du 15 avril 1958 comporte des dispositions nouvelles destinées à améliorer la prévention et à faciliter l'élimination des conducteurs dangereux, notamment par l'institution de la déchéance du droit de conduire, même à titre définitif, en cas de récidive spéciale en matière d'infractions à la police du roulage.

L'essentiel, en effet, est que l'opinion publique sache que le délit d'imprudence caractérisée constitue une infraction grave et que le manquement à une obligation précise, loin de constituer une défaillance « involontaire » plus ou moins excusable, un aspect presque normal de la faiblesse humaine, doit être, au contraire, châtié de manière exemplaire.

Il est certain, conclut M. Legros, que dans ce domaine les tribunaux répressifs auront une influence sociale considérable, mais à la condition qu'on abandonne définitivement les doctrines périmées relatives à l'intention en matière pénale.

Or, sur ce même problème des modalités de la répression, M. Herzog pense que le système selon lequel la répression est conditionnée par la gravité du résultat est entaché d'un illogisme fondamental : si la répression des infractions involontaires ne peut avoir d'autre fondement valable qu'une action contre les causes de l'imprudence, n'est-ce pas le comportement du conducteur le plus dangereux que la justice a principalement intérêt à saisir, indépendamment des dommages résultant de la conduite fautive ?

De surcroît, l'arsenal des peines classiques, tel qu'il est généralement utilisé, se révèle inefficace ou contre-indiqué. L'emprisonnement en particulier, qui est nécessairement de courte durée, est trop bref pour pouvoir comporter le traitement pénitentiaire sans lequel la privation de liberté est actuellement vide de sens. D'autres modalités de restriction de la liberté, mieux adaptées à la nature des infractions considérées et à l'esprit des délinquants doivent retenir l'attention de la doctrine et du législateur : arrêts domiciliaires, prestations de services semblent pouvoir être d'un emploi efficace à l'égard de certains délinquants involontaires.

Par ailleurs, la prise de conscience de l'importance des situations dangereuses et des comportements imprudents dans l'étiologie de la délinquance involontaire et dans la détermination de sa répression a infléchi la doctrine vers deux conceptions différentes traduites en deux tendances législatives complémentaires.

La première conduit à envisager l'incrimination des « délits-obstacles », c'est-à-dire d'infractions, intentionnelles ou contraventionnelles qui tirent leur élément matériel d'une des circonstances dangereuses du comportement de l'agent, et dont l'incrimination sera susceptible de faire obstacle à la commission de délits non-intentionnels dommageables. On peut notamment envisager sous cet aspect le problème de l'assurance obligatoire. Mais c'est surtout sur le terrain préventif de la lutte contre les comportements dangereux que la doctrine et la loi tendent actuellement à se placer. Les mesures de sûreté qui prennent souvent le nom de peines complémentaires présentent dès lors un très vif intérêt. Tel, par exemple, le problème de la réglementation du permis de conduire, dont le retrait devrait, en règle générale, revêtir un caractère judiciaire. Car le juge a pour mission fondamentale d'établir sa décision sur une étude de la personnalité du délinquant et doit, dans cet esprit, procéder à une appréciation *in concreto* de la faute commise. C'est pourquoi non seulement nul n'est plus que lui, mais encore nul autre que lui, n'est qualifié pour imposer des mesures de sûreté aux individus qui enfreignent la loi pénale.

La considération de l'état dangereux peut enfin conduire le législateur à étendre son intervention du domaine de la mesure de sûreté post-délictuelle à celui de la mesure de défense sociale proprement dite. L'article 123 A du Code de la circulation de Cuba apparaît, à cet égard remarquable qui érige en « délits d'état dangereux en ce qui concerne l'activité spécifique de la conduite des véhicules » certains faits tels que ceux d'être atteint d'aliénation mentale, ou de maladie nerveuse, d'être alcoolique ou toxicomane, d'être privé du sens de la vue, de l'ouïe ou de l'aptitude physique nécessaire pour conduire des véhicules en raison de l'âge, de l'infirmité ou d'une incapacité fonctionnelle.

On ne saurait montrer trop de prudence en s'engageant dans la voie ouverte par ces dispositions législatives. Leur existence confirme tout au moins cette conclusion que la mise au point des méthodes implique une étude systématique et prolongée des facteurs du comportement imprudent et des moyens de le combattre.

Aussi les « Notes sur la psychologie de l'imprudence » présentées à ces mêmes Journées

par le Dr J. L. van Nypelseer, Assistant de l'Université libre de Bruxelles, ont-elles paru particulièrement opportunes.

L'imprudence, acceptation de risques excessifs, est un aspect important d'une propriété générale de l'activité psychique, la sensibilité au niveau de probabilité des événements. Le risque est en effet partie intégrante de notre activité quotidienne.

S'il est difficile de tracer la limite exacte de l'imprudence, du moins pouvons-nous étudier les facteurs qui peuvent favoriser l'acceptation de risques excessifs.

Le rapporteur analyse en premier lieu les facteurs communs à toutes les conduites inadéquates, qu'elles soient d'omission, d'erreur ou d'imprudence. Viennent d'abord les facteurs intellectuels : une évaluation fautive peut être due à l'ignorance, à un niveau intellectuel ne permettant pas l'utilisation des informations adéquates ; à la brièveté du temps de réflexion. Elle peut aussi être due au hasard dans certains cas : plus la complexité d'un problème fait appel à un niveau d'intégration élevé par rapport aux possibilités du sujet, plus la découverte de la solution correcte est précaire. A certains moments, les possibilités de l'organisme sont disponibles à un haut degré ; à d'autres, le niveau d'intégration baisse.

La vigilance correspond à la disponibilité de tous les éléments utiles à l'accomplissement de la tâche et à l'inhibition des autres. Si elle diminue, les chances d'évaluation fautive augmentent.

Elle est liée aussi à la valeur de l'activité : « importance du succès, ou danger de l'échec : par exemple, on a vu des soldats agir parfaitement pendant toute la durée d'une mission dangereuse, pour s'effondrer dans une névrose de guerre dès le retour à l'arrière, des éléments affectifs parasites étant libérés à ce moment ».

« Le degré de difficulté, de complexité, de continuité de la tâche importe : l'ennui, les tracasseries, les longs intervalles d'inactivité attentive favorisent l'irruption d'éléments parasites. L'automobiliste peut régler cette difficulté en agissant sur la vitesse ; dans certains cas rouler vite est sage. D'un autre côté, si la situation est trop difficile, si la maîtrise active paraît impossible, la désintégration sera favorisée ».

Des éléments affectifs peuvent être dominants au point d'empêcher ou de détruire une intégration adéquate en fonction de la situation présente : la peur, par exemple, ou la douleur, l'émotion.

Le rôle de la fatigue, ou de l'anxiété, celui des intoxications alcooliques ou des excitants parasites, bruits, etc... est complexe : l'influence de ces diverses conditions varie suivant la structure de la personnalité.

Si l'on envisage en second lieu l'imprudence dans son originalité, elle apparaît comme « une erreur d'évaluation pouvant avoir des conséquences néfastes et liée à des intérêts affectifs : l'acte imprudent a un but, que ce soit l'attrait de la vitesse ou le gain, et ce but prédomine sur la considération due à autrui, et souvent sur les intérêts généraux de celui qui le commet. Ce n'est que l'incertitude du résultat qui lui donne un caractère involontaire : le risque est accepté volontairement ».

« Cependant, et à juste titre, moralement et juridiquement, cet acte est jugé bien moins sévèrement que le délit correspondant commis volontairement. En effet, c'est dans les situations ambiguës que des éléments affectifs répudiés par la conscience trouvent le plus facilement leur expression. Ici, ils sont de deux ordres : agressivité vis-à-vis d'autrui et agressivité vis-à-vis de soi-même, les deux pouvant aller de pair. Ils sont fixés sous formes de traits de caractère permanents ou correspondant à la décharge de tensions momentanées et se manifestent plus ou moins aisément suivant la structure de la personnalité individuelle ».

L'acte imprudent peut avoir un caractère complètement involontaire : le danger n'est pas perçu consciemment, n'est réellement pas vu consciemment (scotomisation).

« Les formes de personnalité enclines à l'imprudence sont nombreuses : d'un côté certaines structures hystéroïdes, qui se défendent contre les sentiments par l'agir (décharge de tensions momentanées) ; de l'autre certains sujets adaptés agressivement dans la haine d'autrui, reprochant au monde entier la moindre frustration et se vengeant sur ce qui leur tombe sous la main, certains qui doivent sans cesse démontrer leurs capacités ou leur courage et aussi, des personnages indifférents à autrui, qui calculent les risques — pour eux... (types caractériels) etc... Si nous considérons l'automobile, pour ceux-ci on peut dire qu'ils conduisent comme ils vivent, mais il en est d'autres qui conduisent comme ils ne vivent pas, comme ils voudraient vivre ».

Il importe aussi de citer un syndrome caractériel, qu'on appelle souvent masochisme

oral (Bergler) qui se trouve chez le joueur et chez l'imprudent. Il correspond au besoin de tenter le sort, de s'affirmer contre le sort dangereux, et en fin de compte d'être sa victime. Ce genre de caractère ne se réforme pas par la sanction, il se proclame injuste victime et recommence.

L'imprudence correspond en général à un fléchissement du niveau d'intégration, parfois à son insuffisance ; elle exprime souvent des tensions affectives qui ne se déchargent qu'à cette occasion.

C'est pourquoi « les rapports entre l'imprudence et la sanction pénale ne peuvent être que complexes. D'un côté, il s'agit d'une évaluation de risques ; la menace de sanction pèse dans la balance et se trouve donc efficace ; qu'il s'agisse d'une imprudence avec conscience exacte du danger, due à l'esprit de lucre par exemple, ou que des facteurs inconscients soient en jeu. D'un autre côté, les anxieux peuvent être terrifiés par la perspective d'une sanction grave et voir leurs performances se détériorer : certains provoquent inconsciemment l'accident « pour en finir » comme Gribouille qui se plonge dans la mare pour se mettre à l'abri de la pluie. Le retrait définitif du permis de conduire peut aussi fasciner et être par exemple recherché d'une manière autopunitive comme la perte symbolique définitive de la virilité ».

« D'une manière générale, il semble que la sanction pénale ne peut être exclue. Quant aux mesures de « défense sociale » surtout à caractère définitif, il faut les envisager avec beaucoup de prudence. Dans l'état actuel des connaissances psychologiques, un spécialiste compétent peut souvent arriver à déceler les facteurs favorisant l'imprudence, à définir leur caractère temporaire ou de structure permanente, à les influencer dans un nombre de cas notable. Son intervention n'est-elle pas désirable ? »

Un dernier problème important concernant la répression des infractions involontaires préoccupe enfin les juristes : celui de l'intervention des parties civiles devant les juridictions répressives, dont le mécanisme fut exposé et les inconvénients excellemment mis en relief par M^e Jacques Hamelin, Avocat à la Cour d'appel de Paris.

Plus que d'autres délits en effet, les délits d'imprudence sont souvent générateurs de préjudice.

Or ce préjudice peut être garanti, en tout ou en partie, du fait notamment de l'existence de certains contrats ou de certaines dispositions législatives (police d'assurance, lois sur la sécurité sociale, sur le fonds de garantie automobile, sur les pensions d'invalidité de certains fonctionnaires ou agents de l'Etat).

Ainsi un grand nombre de procès concernant les délits d'imprudence prennent un caractère particulier et connaissent un rythme qui leur est propre. En dehors des victimes proprement dites, on voit se présenter à la barre des parties civiles d'un genre nouveau : ce sont ces collectivités, ces administrations qui, avec la froideur et la rigueur qui, souvent, les caractérisent, s'appliquent à fournir des comptes minutieux de frais, de rentes et de capital qu'elles ont été appelées ou qu'elles seront appelées à verser et dont elles demandent le remboursement. Du fait de leur présence à l'audience, et sous leur impulsion, le débat se transforme assez vite en un exposé et en une discussion de chiffres où le caractère pénal de l'instance s'estompe et où la personnalité du délinquant passe à l'arrière-plan : le véritable contradicteur de ces parties civiles d'un genre particulier, est moins l'inculpé lui-même que la compagnie d'assurance à laquelle il est affilié et qui défend ses propres intérêts. Ne glisse-t-on pas alors vers une véritable fiction judiciaire.

De plus, les difficultés de fixation ou de liquidation des indemnités ou des rentes allouées imposent souvent au procès pénal des remises dont les inconvénients sont des plus évidents. Les frais judiciaires en sont accrus, le rôle des audiences est inutilement encombré, les témoins, les experts, les avocats sont à diverses reprises dérangés sans utilité, dans la mémoire des uns et des autres les souvenirs pâlissent, les faits perdent de leur netteté, l'audience pénale de son caractère. La nature même des poursuites s'en trouve affectée. Il devient manifeste qu'il s'agit moins en réalité, de sanctionner un coupable et de le faire avec promptitude, à la faveur de la meilleure lumière et pour la plus forte exemplarité, que de statuer sur des intérêts civils qui, finalement, ont pris le pas sur les intérêts sociaux en cause dans un procès pénal.

En face de ce problème, certains juristes et praticiens n'hésitent pas à remettre en cause les principes qui, dans notre droit, consacrent largement pour la victime le droit de se constituer partie civile devant la juridiction répressive.

D'autant que, par l'intervention des syndicats, des groupements professionnels, des

associations, on assiste de plus en plus devant la juridiction répressive à une sorte d'« inflation de la notion de partie civile ». A la faveur de dispositions législatives particulières, des groupements collectifs que le délit n'a, en vérité, nullement atteints dans leur patrimoine, apparaissent à la barre pénale et, y jouant un rôle assez discutable, se substituent en quelque mesure au ministère public tout en donnant à la discussion une orientation nullement objective, mais au contraire intéressée, souvent tendancieuse, parfois passionnée.

Ces ambitions paraissent cependant aller à l'encontre du courant qu'a suivi jusqu'à ces derniers temps le législateur français, qui, depuis quelques années a ouvert, de plus en plus largement le prétoire pénal au détriment de la juridiction civile et quelquefois même de l'autorité du ministère public. Tout récemment encore, une loi du 31 décembre 1957 a donné à la victime d'un accident de la circulation le droit de se constituer partie civile même si la personne civilement responsable est l'Etat.

Tout en acceptant effectivement de repenser certaines des données juridiques qui règlementent, en droit français, la constitution de partie civile, il serait peut être sage de limiter quant à présent ses ambitions et de tenter de porter remède aux plus graves des excès et des inconvénients signalés. L'idée directrice sur ce point doit être que les constitutions de partie civile ne doivent pas avoir pour effet de retarder la solution du débat pénal. Ne pourrait-on pas concevoir une disposition légale qui proclamerait ce principe ? Le corollaire, en serait que si les parties civiles ou leurs subrogés sont, le jour de l'audience en mesure de faire valoir leurs droits, ceux-ci seront examinés. Au contraire s'il n'en est pas ainsi, il leur serait simplement, en tant que de besoin donné acte de leurs réserves de leur intention d'agir, et c'est alors par une procédure ultérieure qu'il serait statué à leur égard, compte tenu de la décision pénale intervenue.

« Il ne s'agit là » conclut le rapporteur, « que de suggestions rapidement énoncées et qui nécessiteraient d'être approfondies et mises au point pour que les inconvénients du système ne soient pas plus graves que les avantages qu'on voudrait juridiquement et judiciairement obtenir ».

Au cours des débats qui suivirent l'exposé de ces rapports (celui de M. Legros, empêché, ayant été présenté par M. le Premier Substitut de Cant, secrétaire général de l'Union belgo-luxembourgeoise de droit pénal), les inconvénients et les abus des constitutions de parties civiles devant les juridictions répressives furent à nouveau soulignés notamment par Mlle Campetra, représentant le ministère des Travaux publics, Mme Allers et M. Hennecart.

Cependant, les tribunaux militaires, souligne le colonel Gardon, qui ne connaissent que de la culpabilité et de l'application des peines, mais non des constitutions de parties civiles ignorent ces inconvénients. Peut-être y a-t-il là, en droit français, un utile précédent législatif. M. le Professeur Huguency observe par ailleurs que cet encombrement des juridictions pénales par les débats civils provient de la consécration, par la Chambre civile de la Cour de cassation, de l'unité des fautes civiles et pénales, principe aujourd'hui combattu par la jeune doctrine. Enfin, M. l'Avocat général Germain et M. l'Avocat général Granier déplorent qu'au cours de ces débats la personnalité du prévenu passe à l'arrière-plan et que des considérations pécuniaires déforment le caractère pénal du procès correctionnel.

Or, le procès pénal doit à l'évidence demeurer centré sur le prévenu, à l'égard duquel se pose toujours le difficile problème de la détermination des mesures éducatives ou répressives les mieux appropriées. Devant l'augmentation du nombre des infractions involontaires, qui témoigne trop souvent d'un véritable mépris de la vie d'autrui, M. le Professeur Philonenko et M. le Bâtonnier Collignon expriment leurs inquiétudes : un renforcement de ces mesures apparaît nécessaire. Les mesures d'intimidation peuvent se réaliser par les voies les plus classiques, soit au stade de l'information, par l'utilisation judiciaire, mais sans faiblesse, du mandat d'arrêt (M. Legros), encore que cette utilisation des mandats à des fins d'intimidation suscite quelque réserve (M. Versele), soit, au stade du jugement, par la condamnation à des peines fermes d'emprisonnement. Celles-ci conservent une valeur certaine, dont témoigne la fréquence des recours en grâce observés par M. le Conseiller Robert.

Encore faut-il que, pour être efficace, donc exemplaire, le prononcé d'une peine d'emprisonnement puisse, en cas d'infraction très grave, suivre de très près la commission de l'acte délictuel. Cette exigence, soulignée par M. l'Avocat général Van den Branden de Reth, est illustrée par l'exemple de la pratique suivie au Tribunal de Lille et qu'expose M. le Procureur Caleb.

Evoquant les doutes exprimés par M. Herzog, sur la valeur éducative de la peine d'emprisonnement, M. Dupreel expose l'expérience actuellement tentée à la prison de Malines, où les condamnés généralement primaires, à de courtes peines d'emprisonnement pour infractions involontaires sont isolés des autres détenus et soumis, sinon à un véritable traitement pénitentiaire, du moins à un régime spécial portant sur leur rééducation morale. Encore qu'il soit trop tôt pour en apprécier la valeur, cette expérience mérite d'être suivie avec intérêt.

Cependant, et sous réserve de l'application de modalités nouvelles des peines d'emprisonnement telles que les prestations en nature ou le week-end pénitentiaire, la valeur éducative ou intimidatrice de cette sanction apparaît à beaucoup très contestable.

Aussi accorde-t-on un grand intérêt à des mesures particulières telles que la déchéance du droit de conduire, le retrait du permis, l'immobilisation ou la confiscation du véhicule, l'interdiction d'exercer une profession ou d'exploiter une entreprise. M. le Doyen Bouzat souligne la valeur intimidatrice extrême, à répercussion collective, de la peine accessoire ou complémentaire de la confiscation du véhicule qui devrait sanctionner les cas les plus graves d'infraction intentionnelle. A cet égard, M. le Juge Carsau après avoir souligné qu'en de nombreux domaines, l'imprudence se trouvait codifiée par le législateur, souligne l'intérêt de la loi belge du 15 avril 1958 qui renforce la répression des infractions à la police du roulage, en multipliant les cas de déchéance et institue une sanction complémentaire, l'immobilisation temporaire du véhicule prononcée par le juge.

De même, le droit pénal luxembourgeois (M. le Conseiller Huss) comporte une mesure accessoire l'« interdiction de circuler », peine ou mesure administrative selon qu'elle est motivée par une faute du conducteur ou par son inaptitude physique.

Dans le même esprit, lorsque le délit révèle l'inaptitude de son auteur à exercer une profession déterminée, et s'il a été commis dans l'exercice de la profession, la loi néerlandaise permet au tribunal d'augmenter la peine d'un tiers et de prononcer le cas échéant l'interdiction de la profession (M. Screvens).

Mais des mesures de retrait, de suspension ou d'interdiction, peuvent être parfois peu efficaces (accident causé par un cycliste) ; elles peuvent aussi avoir des conséquences très graves, lorsque le véhicule est l'instrument de travail du délinquant. Ces conséquences si importantes retiennent l'attention de M. le Président Patin, et de M. l'Avocat général Granier : elles varient à l'extrême selon le type de chauffard auquel la mesure s'applique : ceux dont la conduite d'un véhicule constitue la profession (chauffeur) ceux pour lesquels elle sert dans l'exercice de la profession (médecin de campagne), ceux pour qui enfin elle ne constitue qu'un simple agrément. Les juristes doivent donc se garder de construire un type abstrait unique du conducteur, qui peut masquer l'aspect humain du problème répressif.

D'autres mesures peuvent être appliquées, présentant un caractère à la fois préventif et éducatif (M. le Premier Substitut de Cant) : nouvel examen de conduite, projection de films sur les accidents de la circulation, audition d'une intervention chirurgicale pratiquée sur une personne accidentée, etc.

L'évocation de ces mesures permet de souligner l'importance majeure que revêt le recours à la technique et, pour le juriste, le concours de l'expert : des examens psychotechniques approfondis devraient subordonner la délivrance du permis de conduire (M. le Conseiller Rolland) et, d'une manière générale, il serait souhaitable que le retrait ou le rétablissement de ce titre fut soumis à l'avis des experts (M. van Nypelseer).

L'importance des mesures préventives et éducatives est telle qu'elles forment, pour une large part, l'activité de la gendarmerie nationale (commandant Verdier) et celle de la police de la route (M. le représentant du Commissaire divisionnaire Chef de la Sûreté nationale). M. Ceccaldi, directeur de l'Éducation surveillée (France) confirme sur ce point, le rôle de la prévention auprès des enfants et des adolescents.

Étroitement lié à celui du choix des mesures, le problème du fondement et du caractère des infractions involontaires donna lieu à des appréciations diverses. Pour certains (M. Carsau) l'étude doctrinale de la nature de ces délits risque de ne conduire qu'à des conclusions stériles.

Avec M. Cornil, secrétaire général du Ministère de la Justice de Belgique, professeur à l'Université de Bruxelles, on peut aussi penser que le problème des infractions non intentionnelles doit être abordé sans idées doctrinales préconçues.

Dans cette perspective on peut également concevoir quelque inquiétude, sur les consé-

quences extrêmes de la théorie objectiviste du droit pénal avancée par M. le Conseiller Legros.

Le critère de la réaction de la « conscience sociale » davantage sensible à la vue du sang qu'à la recherche des causes, celui de la prise en considération du seul résultat, constituent-ils un progrès pour le droit pénal et une garantie pour les justiciables (M. Versele) ? Certes la répression doit être parfois efficace et sévère, mais elle doit être d'abord juste, frapper le délinquant et non le délit. Le prétexte de la conscience populaire est fallacieux. Les tribunaux doivent être indépendants des mouvements de la rue. Le progrès en droit pénal, loin de s'orienter vers l'objectivisme, doit tendre au contraire à refouler les infractions matérielles pour réserver une place de choix à l'élément intentionnel (M. le Conseiller Huss).

A vrai dire, les conditions requises pour la répression de ces infractions sont doubles : celle que soit la gravité du résultat, celui-ci ne devra jamais donner lieu à condamnation que s'il y a eu faute ou tout au moins élément « culpeux » (M. Cornil) ; à l'inverse, la faute ne sera réprimée que pour autant qu'il y a eu dommage, résultat (M. Screvens).

De plus, les caractères de ces infractions, qui peuvent au surplus varier à l'infini à l'intérieur d'une même catégorie (M. Fuster) sont essentiellement différents de ceux des infractions volontaires. En effet, observe M. Pinatel, la situation d'auteur et celle de victime sont extrêmement ambiguës et ambivalentes, le conducteur étant susceptible de devenir, selon les circonstances, auteur ou victime de l'accident. Or celui-ci bien souvent se produit pour des raisons étrangères à la personnalité de l'auteur. A l'inverse et dans d'autres cas, la commission d'une infraction involontaire révèle parfois une correspondance assez grande entre la responsabilité telle qu'elle est appréciée traditionnellement et l'état dangereux.

Si bien que d'une part on peut se demander si le problème des infractions involontaires entre vraiment dans le domaine de la criminologie ; que d'autre part on peut estimer que, la théorie générale classique concordant assez bien avec la notion d'état dangereux, la recherche d'une théorie nouvelle de la responsabilité n'apparaît pas justifiée.

Dans le désarroi provoqué par la croissance et la gravité des infractions involontaires, dans le double mouvement contradictoire d'indulgence ou d'extrême rigueur à l'égard de leurs auteurs, M. Marc Ancel voit une nouvelle manifestation de la crise du droit pénal contemporain. L'utilisation de techniques nouvelles et dangereuses (énergie atomique) pose sur le plan juridique le problème de la recherche de solutions nouvelles adaptées à l'évolution des faits : tel notamment par analogie avec les règles du droit civil, le problème d'une éventuelle présomption de responsabilité pénale, fondée sur le risque, de l'utilisateur de ces techniques dangereuses ; de même la recherche de sanctions nouvelles appropriées.

M. le Président Patin tire les conclusions de ce colloque : de nombreuses difficultés semblent provenir de ce que la société humaine évolue rapidement, tandis que ses cadres juridiques ne s'adaptent pas au même rythme.

La théorie nouvelle que vient d'esquisser M. Ancel, d'une présomption pénale de responsabilité mise à la charge de l'utilisateur des techniques dangereuses peut contribuer très efficacement à enrayer le danger.

Par ailleurs le droit pénal doit reposer toujours sur les notions de liberté, de justice et de responsabilité. L'adaptation des règles de droit aux situations nouvelles doit assurer le respect de ces principes.

Jean RIBETTES.

II. — OBSERVATIONS DU POINT DE VUE DU DROIT PÉNAL MILITAIRE

Nous avons eu la bonne fortune d'assister les 7 et 8 novembre 1958 aux travaux des « Journées franco-belgo-luxembourgeoises » consacrés au problème de la répression des infractions involontaires.

Si, après les remerciements officiels présentés au nom du Service de la Justice militaire et des magistrats militaires présents par le colonel Gardon, il est encore permis d'en exprimer aux organisateurs de ces « Journées » et en particulier à M. le Président Patin, ce seront les plus vifs et les plus sincères pour l'enrichissement intellectuel que nous leur devons.

Quatre rapports étudiant sous divers aspects le problème posé, ont été présentés et discutés. Les éminents rapporteurs nous permettront-ils d'exprimer non pas une critique

certes, mais un regret ? Celui qu'il n'ait pas été fait allusion à tout ce que le Droit et la vie militaires sont susceptibles d'apporter en cette matière.

Il est vrai que le problème de la répression des infractions involontaires a été posé en termes très généraux et dès lors on pouvait penser que son examen s'accommoderait mal de l'expérience acquise et des solutions particulières dégagées dans un domaine assez étroit à première vue. Le sujet cependant n'excluait pas *a priori* toute référence au Droit et à la vie militaire, dont la prise en considération n'aurait pas manqué d'apporter une contribution intéressante, si modeste qu'elle ait pu être, quelques pierres non dénuées de valeur, à cette construction, en tous points remarquable, répétons-le.

I. — Bien que le sujet proposé aux méditations des congressistes ait été très général, il s'est en fait limité — la discussion des rapports surtout l'a montré — au cas particulier, sans doute le plus important, le plus fréquent aussi, des accidents de la circulation.

Les infractions involontaires dont connaissent les tribunaux ordinaires sont toutes susceptibles d'être déferées aux tribunaux militaires ; mais le droit pénal militaire a les siennes propres également, le sommeil en faction par exemple ou l'insoumission. Elles présentent d'ailleurs cette particularité d'être réprimées sous la même qualification lorsqu'elles sont voulues, délibérées, accomplies sciemment et volontairement, en toute connaissance de cause et seule, la gravité de la peine infligée manifesterait la part prise chez l'auteur par la conscience et la volonté.

Si tout le monde ne conduit pas une automobile et si le conducteur n'utilise un véhicule motorisé que s'il le veut bien, on notera que la plupart des ressortissants mâles d'un pays effectuent par obligation leur service militaire et perçoivent une arme. Or les accidents par arme à feu sont extrêmement fréquents, surtout en période d'opérations militaires, au moins autant que les accidents de chasse et c'est là un aspect du problème qui mériterait examen, alors et surtout que le maniement et l'emploi de ces armes sont strictement réglementés et que la formation de leur utilisateur incombe exclusivement à l'armée.

A s'en tenir enfin aux seuls accidents de la circulation, il est bien certain que la motorisation de l'armée les a multipliés. Ils présentent cependant des caractères particuliers, dont il faudra tenir compte dans la répression, résultant de la qualité des auteurs et des conditions souvent hors de l'ordinaire dans lesquelles ils sont accomplis. Il n'est pas jusqu'à la répression elle-même qui ne s'effectue suivant des modalités différentes du droit commun comme également la réparation des dommages.

Le droit et la vie militaire offrent donc un champ d'études beaucoup plus vaste qu'il n'y paraît à première vue. Les quelques considérations qui suivent, au demeurant très sommaires, se proposent seulement de mieux le montrer, plus particulièrement en ce qui concerne les accidents de la circulation seulement.

II. — Le docteur van Nypelseer a conduit ses auditeurs dans les chemins tortueux, dans les profondeurs toujours sombres, souvent inquiétantes, parfois sinistres de l'inconscient et du subconscient.

A tort ou à raison nous pensons que les chauffeurs militaires du contingent — car c'est d'eux qu'il s'agit essentiellement — sont plus normaux en moyenne que les conducteurs civils, — pour autant que la notion d'individu normal ait un sens précis et concret et ne soit pas un point idéal entre deux extrêmes — plus aptes psychologiquement et physiologiquement en tous cas. Le futur conducteur civil d'un véhicule motorisé ne passe pas par les mains du psychiatre ; l'âge n'interdit pas la conduite et n'empêche pas en soi la délivrance du permis de conduire dans les pays où il est institué ; aucun examinateur ne sonde le psychisme des candidats ; des épreuves psychotechniques ne sont imposées dans aucun pays ; n'importe qui donc, ou presque, peut un jour se trouver très légalement au volant d'une auto. L'armée, elle, opère toute une série de filtres qui éliminent bon nombre de « candidats chauffards » = conseil de révision, passage dans les centres psychotechniques (centres de sélection du contingent) visites d'incorporation, décision des commissions de réforme, etc...

Les chauffeurs militaires se situent tous, en outre, à un stade bien défini de l'existence humaine l'époque des 20 ans. Ils ont donc tous l'âge minimum exigé par la législation, mais c'est aussi l'époque où, si les réflexes sont plus prompts qu'à 40 ou 60 ans, les têtes sont plus folles, deux facteurs qui vont jouer en sens inverse. Par ailleurs l'individu sous l'uniforme réagit autrement que dans la vie civile. En endossant la tenue militaire il a plus ou moins conscience de franchir le pas qui sépare l'adolescent de l'homme,

d'abandonner sa toge prétexte ; il prend davantage conscience de lui-même et tend à affirmer une personnalité encore imprécise jusque là. Cette évolution se précipite par la vie communautaire de l'armée. D'où le désir « d'épater les copains », de se donner un prestige particulier, voire une légende, qui sont à l'origine de beaucoup d'imprudences. Mais, à l'inverse, on notera les exigences d'une discipline stricte, la surveillance, sans équivalent dans la vie civile, d'un supérieur ou d'un chef de voiture, la crainte de perdre une situation privilégiée et d'encourir les sanctions variées dont la traduction devant le tribunal militaire n'est peut être pas la plus intimidante.

Nous ne sommes pas psychiatre et c'est sans doute ce que nous reprocherait le Dr van Nypelseer, mais nous ne croyons guère au complexe d'autopunition chez le chauffeur militaire qui trouve dans sa vie quotidienne d'autres occasions de dévouement. Le masochisme oral par contre tient à coup sûr une large place, nous venons d'en convenir. Mais il est d'autres facteurs à envisager plus importants peut-être encore.

Au cours de la discussion, M. l'Avocat général Granier a très justement et très heureusement substitué à la notion de « chauffard », globale, brutale et sans nuance, une intéressante classification des auteurs d'accidents. Il faut distinguer a-t-il dit, en examinant les mesures répressives, le chauffeur du dimanche, celui qui conduit pour son plaisir, du professionnel, routier ou chauffeur de taxi, et de celui qui conduit pour les besoins de sa profession, médecin ou voyageur de commerce.

Or le militaire forme une quatrième catégorie, proche, bien que distincte, de la deuxième. Le militaire ne choisit pas son affectation à une armée, à une arme ou service, à un corps, à une fonction, elle lui est imposée et par là il se distingue du professionnel qui a choisi son métier. Il ne conduit pas en vertu d'un contrat librement consenti et qu'il peut rompre ou aménager, mais en vertu d'une obligation qui lui est imposée et qui peut être invoquée à tout instant, sans considération de fatigue, d'horaire syndical ou d'obligation contractuelle, sans considération même de danger car c'est l'opération de guerre qui souvent requiert précisément son intervention. D'autre part l'armée forme elle-même ses chauffeurs et concrétise leur aptitude par un permis de conduire spécial, elle est donc juge et responsable d'une compétence technique que le civil acquiert à son gré. La simple mauvaise volonté dans l'acquisition de cette formation expose à des sanctions disciplinaires souvent graves. Le chauffeur militaire est donc bien loin du promeneur ou du voyageur de commerce. Ses obligations, les conditions de sa formation et de son emploi lui donnent alors une psychologie spéciale, psychologie dont il resterait, certes, beaucoup à dire, psychologie complexe comme l'ont suggéré les quelques réflexions ci-dessus, et dont on peut dire, en résumé, qu'à celle du conducteur ordinaire viennent s'ajouter d'importants facteurs favorisant l'imprudence, de non moins importants facteurs diminuant cette imprudence. Et s'ils s'insèrent pour la plupart dans les catégories décrites par le Dr van Nypelseer, ils n'en jouent pas moins d'une façon toute spéciale, soit par leur réunion ou leur concours, soit par leur intensité, soit par leur point d'application sur une catégorie bien particulière d'individus, dans des conditions en tout cas très différentes de la vie ordinaire.

III. — C'est probablement dans le domaine de la répression envisagée sous l'angle le plus étroit que le droit militaire aurait pu apporter aux travaux des « Journées franco-belgo-luxembourgeoises » sa contribution la plus originale.

Elle se situe en effet sur deux plans, le plan pénal et le plan disciplinaire. Même sur le seul plan pénal elle présente des particularités dignes d'être signalées.

1. Répression pénale

Parce que l'action pénale est dissociée de l'action en réparation du dommage, la répression devrait être rapide. Par malheur il en est tout autrement, et bien souvent les tribunaux militaires se trouvent saisis d'infractions commises plusieurs semaines voire plusieurs mois auparavant. Il ne faut pas incriminer ici les conditions de mise en mouvement et d'exercice de l'action pénale telles que le Code de justice militaire les a réglées : l'intervention obligatoire de l'autorité militaire ne suffit pas à expliquer ces retards, il s'en faut.

Une première cause de ce retard tient aux mutations du personnel, qu'elles soient prononcées pour raison disciplinaire à l'occasion de l'accident, ce qui reste rare, ou qu'elles soient le fait des servitudes de la vie militaire, ou enfin qu'elles s'expliquent par le retour à la vie civile. Il s'ensuit des dessaisissements de tribunal à tribunal, avec l'obligation de recommencer plusieurs fois certains actes, comme la première comparu-

tion, des recherches inutiles, toute une série de formalités qui retardent sans aucun profit et avec seulement les inconvénients, l'administration de la justice.

Plus redoutables encore, les errements fâcheux du commandement aux échelons inférieurs, contre lesquels il conviendrait de réagir. Les sanctions disciplinaires sont promptes et généreuses, mais le compte rendu de punition ne progresse jusqu'au commandant de région qu'avec une majestueuse lenteur; il redescend ensuite, sans hâte jusqu'au délinquant et ce n'est que lorsqu'il arrive au chef de corps avec la fatidique mention « à traduire devant le tribunal militaire » que celui-ci constitue le dossier pénal. Le dossier remonte à son tour les échelons de la hiérarchie et ne parvient au tribunal militaire que très tard, toujours trop tard.

On notera également que les ordres d'informer et les ordres de mise directe en jugement ne relèvent pratiquement jamais les contraventions au Code de la route, aux arrêtés municipaux et préfectoraux, sanctionnés d'ordinaire quand elles se présentent seules, sur le plan disciplinaire uniquement, et que l'on juge inutile de relever lorsqu'il y a délit d'homicide ou de blessures involontaires. L'amende de composition n'est jamais infligée non plus, la police routière préférant signaler l'infraction à l'autorité militaire qui punira. D'ailleurs l'amende de composition s'accorde mal souvent avec les servitudes imposées aux chauffeurs militaires.

Les juges militaires de leur côté se montrent peu répressifs, c'est un fait et leur attitude s'explique par plusieurs raisons.

Les poursuites sont tout d'abord trop systématiquement engagées, d'où une multitude d'acquittements. C'est que l'autorité militaire au moment de la mise en mouvement de l'action publique manque parfois encore des éléments d'appréciation suffisants. Elle ne veut surtout pas, en outre, encourir le reproche de couvrir les auteurs d'accidents et de ce fait préfère laisser aux tribunaux le soin d'apprécier les responsabilités. Inutile de souligner les inconvénients de cette attitude.

Les juges militaires en second lieu retiennent pour mitiger la peine les facteurs que nous avons déjà cités plus haut : danger de la mission, fatigue du conducteur, caractère impératif de ses obligations, absence de libre choix du chauffeur en ce qui concerne sa fonction, l'heure, le temps, et même le véhicule, bref tout ce qui se trouve imposé aux militaires et qu'il ne peut éluder sous peine de sanction.

Enfin les juges tiennent le plus grand compte des sanctions disciplinaires très variées et très lourdes souvent, de telle sorte que la gravité de l'infraction se manifeste moins dans la sanction pénale seule que dans le complexe sanction pénale-sanction disciplinaire.

Au total bien que disposant en droit des mêmes armes que les tribunaux ordinaires, les tribunaux militaires en usent moins rigoureusement à les considérer seules et la sanction pénale, essentielle en droit commun cède le pas à la sanction disciplinaire dont elle devient une sorte de complément.

2. Répression disciplinaire

C'est sans doute en effet dans le domaine de l'action disciplinaire que l'on trouvera la meilleure sanction des infractions en matière de circulation, le meilleur moyen de les prévenir aussi.

Elles sont rapides, immédiates, ces sanctions, intervenant aussitôt après l'accident et peut-être trop généreusement, trop systématiquement infligées.

Elles sont variées et par là susceptibles d'un dosage approprié. La prison régimentaire agrémentée du régime cellulaire, les arrêts simples ou de rigueur peuvent atteindre soixante jours : combien de « chauffards » sont-ils condamnés à deux mois de prison sans sursis ? L'autorité militaire a qualité pour retirer le permis de conduire qu'elle avait accordé, ce permis qui pouvait être transformé en permis civil. Il y a encore la cassation et la rétrogradation, le changement d'unité et surtout la perte des avantages que comportent les fonctions de chauffeur, mesures humiliantes s'il en fut, et qui touchent le délinquant dans son amour-propre comme dans ses avantages matériels (solde) et moraux (grade). Nous avons dit combien la vie du chauffeur militaire pouvait être rude; elle l'est moins toutefois que celle du soldat du rang car elle offre des avantages non négligeables à l'occasion. S'il fallait choisir entre la vie de chauffeur du colonel ou du général et celle du soldat qui marche sac au dos, se bat, s'expose à la mort, qui ne préférerait la première ?

Certes l'amende ne figure pas parmi les sanctions disciplinaires, mais d'une part

la discussion des rapports a montré combien les magistrats la jugeaient peu efficace et d'autre part les tribunaux militaires ont qualité pour en prononcer. Certes, encore la sanction disciplinaire ne figure pas au casier judiciaire, mais combien considèrent comme déshonorante une condamnation pour homicide involontaire ?

Le chauffeur militaire se moquerait éperdument de la mise en fourrière de son véhicule, la perte de sa « planque » le touchera bien autrement.

Il est bien évident aussi que lorsqu'un chauffeur militaire se trouve destitué de ses fonctions, la prévention des infractions en matière de circulation se trouve *ipso facto* réalisée au maximum en ce qui le concerne. Il s'en faut que tout accident même pénalement répréhensible aboutisse à cette mesure extrême. Elle reste cependant une éventualité, une menace non négligeable, qui jointe aux autres sanctions, apparaît comme de nature à inciter à la prudence. Les statistiques comparatives manquent qui diraient si les chauffeurs militaires compte tenu du kilométrage parcouru, des circonstances et de l'âge sont plus prudents que les civils. Il semble cependant, et le verdict des tribunaux militaires paraît le démontrer, que l'ensemble des facteurs divers intervenant dans cette catégorie de délinquance involontaire a pour résultante une tendance à la prudence et que l'on rencontrera moins que dans la vie civile la négligence coupable, la prise inconsiderée de risques exagérés, le masochisme oral.

Il n'est pas douteux (et la discussion des rapports a montré également que tel était bien le sentiment général), que les accidents seront moins fréquents lorsque chaque conducteur sera pénétré de ses devoirs, lorsque tous auront pleinement conscience que toute imprudence est une faute contre la morale sociale. L'armée ne néglige pas cet aspect de la formation de ses chauffeurs. Elle traduit aussi en actes positifs ces préoccupations si légitimes car ce n'est pas seulement, en effet, pour des raisons de hiérarchie ou de commandement qu'elle a institué les chefs de voiture ou les chefs de bord, ces anges gardiens du conducteur, qu'elle sait punir à l'occasion, mais d'abord et avant tout pour l'aider dans sa tâche, prévenir les fausses manœuvres et d'une façon générale lui interdire tout comportement générateur d'accident.

L'armée réprime donc les infractions en matière de circulation suivant des modalités différentes du droit commun. Elle dispose d'une gamme de sanctions diverses, qu'il ne saurait être question certes d'instituer, pour certaines, hors du milieu militaire, mais qui pourraient inspirer les auteurs et le législateur à la recherche d'une solution plus efficace que l'emprisonnement et l'amende.

Dans le domaine de la prévention, solutions originales encore, bien que hors du droit commun, mais qui concrétisent bien cet effort des autorités publiques en vue d'une diminution des risques, des accidents et des dommages.

IV. — Soulignant la prolifération des textes, donc leur enchevêtrement et leur complexité croissante, M^e Hamelin s'est élevé aussi, comme M. le Conseiller Legros, contre les constitutions de partie civile abusives et bien inattendues parfois. Les plus légitimes, ont-ils noté, présentent ce double inconvénient de retarder le procès pénal et de le personnaliser. Leurs critiques très pertinentes rejoignent les préoccupations de la magistrature qui souhaite une réforme hardie.

Le droit militaire avait trouvé une solution à notre avis satisfaisante à ce problème de la réparation des dommages.

Les tribunaux militaires tout d'abord ne connaissent pas de l'action civile : l'action pénale ne se trouve donc pas retardée et peut être exercée dans les moindres délais. Si, en fait, elle subit de très longs retards, c'est pour des raisons très différentes, auxquelles il a été fait allusion ci-dessus.

La réparation du dommage se trouvait assurée, jusqu'à la loi du 31 décembre 1957, de la façon suivante. A l'échelon Région militaire ont été créés, dans les états-majors, des bureaux (ou services) du contentieux et des réparations civiles. Un bureau fonctionne à l'échelon ministère. Le bureau régional reçoit les demandes d'indemnisation et les instruit. Il propose ensuite aux demandeurs une indemnité et quand celle-ci dépasse une certaine somme, la proposition est formulée par le Bureau des réparations civiles du Ministère. Si l'indemnité est acceptée, l'affaire est terminée. Dans le cas contraire, les requérants saisissent la juridiction administrative. L'ensemble de la procédure comprend donc une phase amiable, toujours, et une phase contentieuse, éventuellement.

En pratique, elle ne dépasse pas la phase amiable et tout le monde y trouve son intérêt : l'Etat calcule l'indemnité au plus juste suivant les règles de la jurisprudence administrative (non indemnisation du préjudice moral et du *pretium doloris* en particulier). Les

victimes ou leurs ayants cause sont indemnisées rapidement et à peu près sans frais, sans ce parasitisme des familles ou des groupements les plus divers.

Mais intervient alors la loi du 31 décembre 1957 qui donne compétence aux tribunaux de l'ordre judiciaire pour connaître de procès qui relevaient jusque-là des juridictions administratives.

Le service des réparations civiles n'a pas été supprimé, il continue à fonctionner comme par le passé, mais son intervention n'est plus obligatoire. Saisi par les victimes ou leurs ayants cause, il a toujours qualité pour proposer une indemnisation qui, si elle est acceptée termine l'affaire. En cas de refus, les juridictions judiciaires sont saisies.

Seulement, la réparation du dommage peut être immédiatement poursuivie devant les tribunaux judiciaires : la phase amiable, obligatoire, et qui permettait de régler bien des affaires, n'intervient plus nécessairement. En pratique, cependant il faut le reconnaître, le service des réparations civiles est toujours saisi comme par le passé.

On pouvait craindre qu'elle ne devienne inutile, cette phase amiable : les tribunaux de l'ordre judiciaire se montrent en effet plus généreux que l'Administration et par suite on devait redouter des refus plus fréquents de l'indemnisation proposée. Il n'en aura rien été, certes, mais parce que le service des réparations civiles s'est aligné sur la jurisprudence des tribunaux civils. Si donc la loi du 31 décembre 1957 n'a, ni en droit, ni en fait, rendu caduques les règles antérieurement suivies, sauf en ce qui concerne la juridiction compétente, c'est tout simplement parce que l'indemnisation s'opère désormais sur des bases plus larges. Mais c'est aux frais du contribuable.

Dans la perspective des travaux consacrés au problème de la répression des infractions non intentionnelles, on dira donc que l'armée avait institué, pour la réparation du dommage, une procédure simple, rapide, peu coûteuse, qui à la fois ménageait les deniers de l'Etat et satisfaisait les victimes ou leurs ayants-cause, comme le démontrait le très petit nombre de refus opposés aux offres des autorités militaires.

On dira également que la loi du 31 décembre 1957 ne constitue pas à cet égard un progrès dans la double mesure en particulier où la phase amiable n'est plus obligatoire et où celle-ci ne présente encore d'intérêt qu'au prix d'un accroissement sensible des indemnités, c'est-à-dire des dépenses de l'Etat.

Pour être complet il faudrait encore examiner un problème de pure technique juridique, celui de la compétence des juridictions et le problème de la faute.

Le premier sortirait du cadre de l'étude proposée aux congressistes des Journées franco-belgo-luxembourgeoises. Il n'est pas négligeable cependant car il existe un intérêt certain à être jugé par une juridiction plutôt que par une autre et qui prend sa source aussi bien dans la tournure d'esprit des juges que dans les avantages et les inconvénients de telle procédure.

En ce qui concerne le deuxième, tout a été dit, par M. J. B. Herzog et M. Legros en particulier, sur la faute pénale en cas d'accident de la circulation et la faute du chauffeur militaire ne diffère pas de celle du conducteur civil. La faute de l'insoumis, la faute de la sentinelle qui s'endort ont bien leur intérêt aussi, mais leur étude nous entraînerait trop loin. Nous dirons seulement que le droit militaire au sens large connaît aussi le délit obstacle, en matière d'insoumission par exemple et que la notion de comportement imprudent, substituée à celle de faute nous a paru particulièrement intéressante et assez large en tout cas pour s'appliquer très heureusement aux infractions involontaires spécifiquement militaires.

J. SIMONIN.

SESSION INTERNATIONALE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE L'INSTITUT DE SCIENCES CRIMINELLES ET PÉNITENTIAIRES DE STRASBOURG

(12-24 janvier 1959)

Ainsi que nous l'avons annoncé dans cette *Revue* (1958, p. 929), l'Institut de Sciences criminelles et pénitentiaires de Strasbourg, sous la haute autorité de son directeur, M. le Professeur Jacques Léauté, a organisé du 12 au 24 janvier 1959 une session internationale d'études consacrée au problème de la responsabilité pénale.

L'étude avait été divisée en trois parties.

Tout d'abord, MM. Lévy Brühl, professeur honoraire à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, directeur d'études à l'École des Hautes Etudes, Gaudemet, professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, M. l'Abbé Metz,

Directeur de l'Institut de droit canonique de Strasbourg, Jean Poirier, Maître de conférences à la Faculté des lettres de Lyon, de Soto, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques et politiques de Strasbourg, Villey, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques et politiques de Strasbourg.

Ainsi prirent la parole MM. Anzieu, Professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg, Baan, Professeur à la Faculté de droit de Groningue, Davidovitch, Secrétaire général du Centre de sociologie criminelle de l'Université de Paris, Gernet, Doyen honoraire de la Faculté des lettres et des sciences humaines d'Alger, Nelson, Professeur à l'Université d'Aarhus (Danemark), Pinatel, Inspecteur général de l'Administration, Rommeney, Professeur à l'Université libre de Berlin.

Enfin, clôturant le cycle d'études, MM. Ancel, Conseiller à la Cour de cassation, Andrejew, Professeur à la Faculté de droit de Varsovie, Bondue, Avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles, Professeur à la Faculté de droit de Louvain, Chazal, Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris, Constant, Président de l'École de Criminologie annexée à la Faculté de droit de Liège, Germain, Avocat général à la Cour de cassation, Gusdorf, Professeur à la Faculté des lettres et des sciences humaines de Strasbourg, Jeschek, Professeur à la Faculté de droit de Fribourg-en-Brisgau, Nuvolone, Professeur à l'Université de Paris, Pompe, Professeur à la Faculté de droit d'Utrecht, Sawicki, Doyen de la Faculté de droit de Varsovie, étudièrent les conceptions contemporaines de la responsabilité pénale tant sur le plan des idées que sur celui du droit positif des différents législations pénales.

Résumer un pareil cycle d'étude m'est à différents titres une véritable gageure. Il faudrait pouvoir traduire les réactions souvent très différentes des participants venus de Belgique, d'Allemagne, de Danemark, de Hollande, de Pologne, de Suisse, de Yougoslavie et de France.

Il est cependant indispensable de ne pas laisser sans écho de telles discussions et si nous ne pouvons en faire un compte rendu complet, nous voudrions tout au moins susciter chez le lecteur l'intérêt que mérite un tel problème, intérêt que chacun sent, même s'il ne l'exprime pas toujours.

* * *

En effet, le problème de la responsabilité humaine est un de ceux qui constituent la trame même de notre vie. Lié à celui de la liberté, il constitue un des obstacles auxquels se heurte l'homme qui cherche à se définir. Dans tous les domaines la responsabilité apparaît. Niée ou affirmée, elle est à la base même de nos rapports tant avec nos semblables qu'avec la divinité. Chacun la sent, la subit, la vit, même l'homme de la rue qui ne l'exprime pas, la proclame par ses actes. Mais chacun, à vouloir préciser cette notion, l'éclaire d'un jour différent. Selon une phrase d'Alexis Carrel, rappelée par M. Bondue, « chez l'homme, ce qui ne se mesure pas est plus important que ce qui se mesure ». En la transposant quelque peu, il est permis de dire que ce qui se définit le plus difficilement est souvent ce qui est essentiel. Les réalités les plus vivantes, sont celles qui résistent le mieux à la rigueur trop stricte, trop logique, trop simplificatrice de l'analyse et du raisonnement.

Il faut savoir, en ce domaine comme dans beaucoup de domaines humains, se contenter d'approximations, d'une connaissance intuitive qui nous renseigne mieux qu'un schéma. La réalité s'évanouit devant le scalpel.

Mais, pour multiplier ces « approximations » indispensables, force nous est d'utiliser nos moyens et nos méthodes. Obéissons donc, mais sans jamais oublier que la vie et la vérité sont au delà de nos connaissances.

I. — ÉTUDES HISTORIQUES

Nulla étude sérieuse ne peut être entreprise sans remonter à des sources historiques. Nous avons besoin de faire appel à toutes les disciplines pour « approcher » un problème. Les « antécédents » d'une institution ou d'un concept sont aussi indispensables pour les bien connaître qu'ils sont nécessaires pour connaître un prévenu. Pour le juriste, l'histoire est un véritable « droit comparé vertical », non moins utile que le « droit comparé horizontal » que permet l'actualité. Etalonner une institution par rapport à celles qui existent ailleurs à la même époque, c'est comparer un homme à ses contemporains.

Rechercher les tenants lointains, c'est déduire l'individu présent de ses ancêtres. Aucun des deux modes de connaissance ne doit exclure l'autre. Notre tendresse personnelle irait volontiers aux sources historiques, peut-être parce qu'elles ont payé d'un excessif mépris une excessive suprématie.

M. Jean Poirier, en tant que sociologue spécialiste des sociétés primitives, et M. Lévy-Brühl, l'éminent historien du droit, traitèrent, chacun en ce qui les concerne, de la responsabilité pénale dans les sociétés primitives. Pour eux la responsabilité du primitif est *objective*. Elle résulte d'un fait matériel. Tout acte qui produit un résultat mauvais apporte au groupe un trouble tel que la survie du clan est mise en question. Les garanties divines et humaines sont en danger. Il faut donc restaurer l'état d'équilibre antérieur et, pour cela, infliger à l'auteur du fait dommageable une peine qui répare sur le plan collectif, sans souci de l'individu. La responsabilité n'est pas « moralisée ». Dépourvue de tout élément subjectif, elle pèse sur l'auteur de l'acte sans avoir à rechercher s'il est ou non coupable. Ainsi frappe-t-on des groupes d'hommes, des animaux ou des choses et nous savons que les Grecs ont, parfois, condamné le bâton qui avait servi à frapper.

Il serait bien intéressant de suivre, avec M. Gaudemet, les méandres de l'idée de responsabilité pénale à travers l'Antiquité. Souvent informulée, nous croyons parfois la saisir à travers certains textes égyptiens, certaines dispositions du Code d'Hammourabi ou certaines prescriptions de la civilisation mosaïque. Les Grecs nous ont d'abord donné un homme, jouet des dieux, qui, incapable de leur résister, était cependant responsable sans qu'on puisse retenir contre lui une faute ou une culpabilité. Cependant Prométhée présageait déjà une responsabilité moderne. Puis, peu à peu, les tragiques grecs dessinèrent une responsabilité limitée, mais certaine. L'homme condamné ne pouvait pas échapper à son destin, mais acquerrait le privilège de fermer les yeux ou de regarder la mort en face. Il devenait alors responsable de son attitude.

Rome, en partie sous l'influence grecque, développe cette idée de responsabilité. La loi des XII Tables distingue déjà le majeur du mineur; distinction encore trop objective, que nous avons cependant maintenue dans notre droit moderne. Le droit classique fait dépendre la gravité de certaines infractions de l'intention de leur auteur. Les juristes prennent conscience de la responsabilité, mais sans en dégager une explication théorique. La religion romaine, particulièrement volontariste, créait un climat favorable au développement de la responsabilité. En Grèce les dieux commandaient; à Rome l'homme, en refusant un auspice défavorable, ou en accomplissant strictement son contrat avec les dieux, avait une certaine prise sur les événements et, par conséquent, une certaine responsabilité dans leur réalisation.

Avec les Pères de l'Eglise apparaît la notion nouvelle de responsabilité qu'exigeait la doctrine chrétienne: il n'y a de faute que s'il y a intelligence et volonté. Il ne restait plus qu'à lâcher de telles acquisitions pour obtenir les doctrines modernes.

Ainsi, c'est par de successives promotions que l'homme s'est acquis le redoutable honneur de se prétendre responsable.

M. l'Abbé Metz, et M. Michel Villey dont nous apprécions si souvent la haute valeur philosophique prirent en suite de M. Gaudemet cette notion de responsabilité déjà bien vivante. M. l'Abbé Metz d'abord, traitant de la responsabilité pénale et du christianisme, examina plus particulièrement le XII^e siècle et la 1^{re} moitié du XIII^e. Essentiellement romanistes, les canonistes de cette époque firent cependant progresser la notion de responsabilité. Grâce à eux on distingua le péché, faute morale, du délit justifiant une peine canonique. Ils n'admirent de faute que tout autant qu'il y a eu une volonté. Enfin, approfondissant la notion même de responsabilité, ils apparaissent comme les promoteurs de la plupart des causes justificatives modernes. Cependant, ils ne nous ont jamais donné une théorie générale de la responsabilité.

M. Villey signala ensuite l'apport de saint Thomas d'Aquin. Certes, ce sculpteur de la pensée classique ne donne pas une théorie de la responsabilité pénale, mais indirectement il en fournit tous les éléments. Pour lui, pas de responsabilité pénale sans responsabilité morale. Il ne reste donc qu'à préciser la notion thomiste de la responsabilité morale. C'est une notion particulièrement réaliste. Elle refuse d'isoler l'âme du corps, l'individu du groupe et la volonté de l'intelligence. L'homme, c'est tout cela; dissocié en ses divers éléments, il n'est plus homme. Comme le fait remarquer M. Villey, la notion de libre arbitre est peut-être née le jour où les philosophes modernes ont cru pouvoir distinguer ces divers éléments et surtout séparer l'âme et le corps. Ainsi nous trou-

vons chez saint-Thomas d'Aquin des vues que ne désavoueraient point les criminologues modernes, particulièrement sur les causes extérieures du comportement humain.

Enfin, M. de Soto acheva ce voyage dans le temps en traitant des philosophes précurseurs de la Révolution française. Pour ceux-ci, la responsabilité pénale n'apparaît que comme un souci secondaire. Leur pensée s'exerce surtout dans un sens politique. Toutefois les solutions qu'ils donnent à leurs problèmes supposent des principes qui nous amènent nécessairement à la conception volontariste classique de la responsabilité pénale.

M. le Secrétaire général, Paul Cornil, tira la conclusion de ce débat historique. Il souligna combien les primitifs en ne se limitant pas à la seule action de l'auteur de l'infraction, en niant le hasard, avaient une vue plus générale et plus large que nous de la responsabilité pénale. Si être responsable c'est « avoir à répondre de... », il faut reconnaître la nécessité d'aller au delà de la traditionnelle responsabilité morale. Une tendance se manifeste déjà à inclure la victime dans la responsabilité de l'acte délictuel. Ne faut-il pas y comprendre d'autres éléments qu'un primitif sentait mieux que nous ne les analysons ?

De telles idées, que M. Cornil lui-même qualifie d'ébauches, ne manqueront pas de soulever des controverses. Mais ne faut-il pas avoir le courage de repenser un problème qui est actuellement dans une impasse, surtout depuis que les jurisprudences belge et française assimilent les fautes pénale et civile ?

II. — L'APPORT DES SCIENCES MODERNES

Les temps actuels troublent l'harmonie de l'évolution historique. L'étude du passé dessine une courbe allant de la responsabilité objective à la responsabilité subjective. M. Cornil avait esquissé un « retour aux sources » qui marquait bien l'incertitude présente. Les commentateurs qui suivirent la confirmèrent.

M. Anzieu, traita le problème de la responsabilité et de la psychologie. Pour lui, l'homme s'explique par son enfance et l'enfance par l'éducation. Mais une telle explication est source d'erreurs dans sa traduction populaire. En réalité, ces éléments ne sont pas la seule cause des actes de l'adulte. En outre, la sanction a une valeur normative tant pour l'homme que pour l'enfant. M. Anzieu précisa, avec beaucoup de finesse, le moment où l'homme est responsable. La responsabilité ne naît pas du désir de mal faire. A ce compte qui de nous serait innocent ? Elle ne se traduit pas davantage dans l'acte qui n'est le plus souvent que la conséquence inéluctable des enchaînements antérieurs. La responsabilité se situe dans le fait de se placer volontairement dans une situation telle que l'infraction puisse normalement en naître.

Enfin, il mit les participants en garde contre le sentiment de culpabilité que peut manifester le délinquant; ce sentiment ne constitue par une preuve de responsabilité: on le trouve parfois chez des individus manifestement irresponsables.

M. Pinatel envisagea le problème de la responsabilité dans ses rapports avec la criminologie. Sur le plan théorique, les premiers criminologues nièrent la responsabilité et n'admirent que des déterminismes. Certes, ces déterminismes existent mais la position initiale, trop brutale, niait la réalité plus complexe ce qui devait susciter des réactions. Sur le plan pratique du traitement, la criminologie appliquée cherche à distinguer dans l'individu sa témibilité et ses possibilités d'adaptation au milieu. Cette notion est bien différente de la notion juridique de responsabilité pénale. M. Pinatel montre qu'en réalité, il s'agit là de deux aspects différents d'un même problème. Enfin, sur le plan social, trois propositions doivent être retenues; la nécessité de s'occuper de la personnalité même de l'individu, la réalité du sentiment de responsabilité et l'obligation devant laquelle nous nous trouvons de traiter ce problème de la responsabilité non seulement au stade du jugement, mais encore tout au long de la sanction. En conclusion, M. Pinatel estime que l'homme sort grandi de son épreuve de responsabilité.

M. Gernet, traita le thème « Responsabilité et Sociologie ». Il pose le principe de l'universalité de la notion de responsabilité. Sans doute nos ancêtres en condamnant des choses ou des animaux ont-ils paru nier l'idée même de responsabilité. A voir de plus près le problème, ils avaient bien une notion de responsabilité mais celle-ci s'attachait à la nature même de l'acte et se traduisait objectivement. Des moyens plus subtils permirent, tout en maintenant l'initiale notion de responsabilité, de l'assortir de sanctions subjectives.

Ainsi, des affirmations et des conclusions apparemment en contradiction avec celles de MM. Polrier et Levy-Brühl, peuvent-elles s'harmoniser sans trop de heurts.

Vinrent ensuite des études plus techniques.

M. Davidovitch montra, statistiques en main, que les tarifs de responsabilité établis par le Code ne correspondaient pas nécessairement aux tarifs adoptés par les juges qu'ils soient professionnels ou populaires. Selon lui, les réactions sont surtout vives contre les infractions portant atteinte aux biens.

M. Nelson, signala sur le plan psychopathique l'état des législations scandinaves, M. Baan, dit le but de la psychiatrie qui est de rendre à l'individu l'usage de sa responsabilité. Enfin M. Rommeney, indiqua quel était le droit positif allemand devant le problème soulevé par la délinquance sous l'influence de l'alcool. M. Simonin, professeur de la Faculté de médecine de Strasbourg, précisa à ce sujet combien il fallait interpréter avec prudence le dosage d'alcool dans le sang.

III. — LES CONCEPTIONS CONTEMPORAINES DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE

Nous sommes dans l'impossibilité de rappeler les études faites sur l'état actuel du droit des différents pays. Retenons-en que la notion de responsabilité est généralement admise comme base des législations pénales.

Il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler les diverses positions doctrinales prises par telle ou telle personnalité bien connue, ni même de préciser les solutions adoptées par les grandes écoles modernes. Tout particulièrement nous ne dirons rien de la communication de M. le Conseiller Marc Ancel. Une analyse très complète a paru dans cette *Revue* (1) ainsi que des débats qui ont suivi. Nous y renvoyons le lecteur.

M. Würtemberger s'attacha à définir l'école de la Défense sociale « ancienne » de von Liszt qui, dépouillant le droit pénal de tout fondement philosophico-métaphysique, s'attache à l'utilité et à l'efficacité. Ces idées semblent bien archaïques et particulièrement dangereuses. M. Villey a écrit, à ce sujet, quelques pages remarquables dans ses *Leçons d'histoire de la philosophie du droit* (2).

M. le Professeur Jean Constant fit aussi de l'Histoire des temps modernes en parlant de l'école franco-belge du milieu du XIX^e siècle et de ses représentants les plus éminents : Tarde, Quételet et Lacassagne.

M. Léauté exposa lui-même la théorie néo-classique tout en se défendant d'en approuver tous les éléments. Cette théorie garde des adeptes. Il faut surtout reconnaître que dans la masse des juristes pour lesquels le droit est une routine, le néo-classicisme est respecté sans être explicité.

M. Ancel, nous l'avons déjà dit, défendit les couleurs de la défense sociale nouvelle. Ainsi se trouvaient présentées les diverses doctrines juridiques sur la responsabilité pénale.

Nous ne voudrions cependant pas passer sous silence deux interventions qui éclairent le problème d'un jour nouveau.

M. Sawicki, se plaça sur le terrain du marxisme. L'évolution du droit pénal n'est pas identique dans tous les Etats marxistes. Il est largement tenu compte des particularismes et des considérations historiques justifient souvent le maintien des traditions. C'est ainsi que la Pologne applique toujours le Code de 1932 qui, sur le problème de la responsabilité, fait un compromis entre les théories néo-classiques et positivistes. S'il faut, cependant, dégager le sens d'une évolution, il semble que les thèses néo-classiques renaissent dans les pays marxistes. Le principe de la légalité en particulier tend à s'affirmer dans toute sa rigueur ; la responsabilité pré-délictuelle est absolument rejetée et comme le disait M. Sawicki : « La doctrine de l'homme dangereux est une doctrine dangereuse pour l'homme ». Le droit socialiste est ainsi apparu plus « conservateur » que les droits des pays occidentaux.

Avec M. Gusdorf, la responsabilité pénale est mise en présence des théories existentialistes. « Le magistrat, dit-il avec quelque ironie, juge sans comprendre et, au fond, il ne juge pas si mal que cela ». Ce qui importe en effet pour le juge, c'est que le prévenu soit la cause de l'acte et qu'il puisse payer. M. Gusdorf veut distinguer culpabilité et responsabilité. La culpabilité est une réalité humaine alors que la responsabilité n'est qu'un état de droit. En réalité, la responsabilité existe mais elle ne saurait être totale.

(1) 1959, p. 179.

(2) V. le compte-rendu de cet ouvrage dans cette *Revue*, 1957, p. 970.

Elle se situe entre l'affirmation et la négation absolues. Certes l'homme est déterminé, mais sa responsabilité consiste justement dans ce que tout individu peut ajouter ou retrancher à ce qui le détermine et dans le choix qu'il peut faire entre les divers courants qui le mènent.

* * *

Que conclure d'un tel débat ? L'importance des travaux ne permet pas de tirer un bilan immédiat des conclusions dégagées. A mesure que se poursuivaient les communications, se dévoilaient de nouveaux aspects, souvent contradictoires, de l'évolution. Un volume doit être publié à cet égard par l'Institut de Strasbourg. On trouvera, en attendant, un remarquable et très complet compte rendu par M. Franchimont, assistant à la Faculté de droit de Liège, dans les *Annales* de cette Faculté (1959, p. 59 à 90), où l'essentiel des communications se trouve rapporté.

Dès à présent, nous sommes cependant amenés à repenser le problème si tant est qu'un juriste, et plus encore un praticien du droit, puisse vivre sans sentir cette épine quotidienne qui ne lui laisse aucun répit.

Une première idée se dégage. Vrai ou faux dans son objectivité, le sentiment de responsabilité existe généralement à un point tel que nous le trouvons même chez ceux que nous estimons irresponsables. Une vue réaliste de l'homme doit donc en tenir compte : la personne humaine croit à sa responsabilité.

Une deuxième idée importante doit être admise : le sentiment de responsabilité sert très utilement à l'amendement de l'individu. Il convient donc de le développer tant sur le plan pénitentiaire post-délictuel, que sur le plan préventif pré-délictuel. Il faut lutter aussi contre tout ce qui tendrait à le détruire de façon générale.

Mais, ces données étant admises, les difficultés subsistent. De la responsabilité objective suggérée par M. Cornil à la responsabilité morale prônée par M. Pinatel, quel chemin à parcourir ! Pour l'un tout individu relève de la justice, pour l'autre la majorité des individus dépend des mesures de sûreté administratives.

En réalité, si nous acceptons de voir le problème avec un esprit neuf et sans idées préconçues, nous sommes obligés de constater que son importance n'est pas aussi grande qu'il paraît. Admettre la responsabilité pénale est peut-être une attitude qui permet au juge de se justifier à lui-même. Sans responsabilité, plus de condamnation. Malheureusement, bien souvent c'est un concept dans lequel la réalité nous oblige à faire rentrer, de gré ou de force, les impératifs les plus divers. La responsabilité civile nous en est un exemple quotidien avec ses cascades de fictions et de présomptions qui dissimulent les réalités sous des apparences archaïques. Nos tribunaux continuent cependant à lier responsabilité civile et responsabilité pénale. Que peut-il sortir de bon d'un aussi monstrueux mariage ? Rien, si nous considérons les théories.

Mais une certitude nous reste.

Tous ces jeux de l'esprit ne sont que des moyens au service du juge qui appliquera des notions juridiques à des réalités vivantes.

C'est donc au juge qu'il faut en arriver.

Là est le point essentiel. Le juge devra envisager et traiter humainement le justiciable. Aussi, est-ce dans la formation du juge que l'homme trouvera sa sauvegarde et son avenir. Comme l'a dit M. Gusdorf, dans un sens peut-être différent, « le juge, c'est l'homme de l'espérance ». D'ailleurs ne limitons pas à un concept trop classique la définition du juge. L'administrateur, le psychologue, le psychiatre sont des juges quand ils prennent des mesures de sûreté, de sauvegarde ou de sanction. Le même esprit doit les animer. Lorsque l'évolution de la procédure romaine transmit du préteur, aux fonctionnaires impériaux la charge des procès, aucune révolution n'en est résultée car, bien que passant de l'ordinaire à l'extraordinaire, les mêmes notions supérieures étaient admises par les anciens et par les nouveaux juges. Il n'y a de bouleversement qu'à la naissance d'une éthique différente. L'histoire nous en a donné quelques exemples.

Le problème de la responsabilité doit être étudié comme ce fut le cas à Strasbourg. Mais il ne faut jamais oublier que la responsabilité humaine, c'est, en définitive, le problème de la promotion de l'individu comme l'a dit M. Gaudemet. Cette promotion est entre les mains du juge.

Veillons attentivement à ce que nos juges, même s'ils ne portent pas la robe, respectent l'homme.

J. G.

II^e CYCLE D'ÉTUDE DES NATIONS UNIES POUR LA PRÉVENTION DU CRIME ET LE TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

(Tokio, 25 novembre-7 décembre 1957)

Nos lecteurs ont pu lire dans le n^o 3 de 1958 de cette Revue, p. 711, un compte rendu du II^e Cycle d'étude des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Nous sommes heureux de publier aujourd'hui le texte intégral des conclusions adoptées sur chacune des questions discutées.

I. — PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

1^o *Echange de renseignements.* — Si le problème de la prévention de la délinquance juvénile exige, de la part de chaque pays, des mesures d'ordre interne, il a été reconnu que l'on pouvait beaucoup faire, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de la région, pour faciliter les échanges de renseignements sur les données et les problèmes communs à plusieurs pays, ainsi que sur les solutions envisagées ou appliquées avec succès par divers pays.

2^o *Programmes d'ensemble.* — Dans chaque pays, il est nécessaire d'élaborer un programme national d'ensemble, qui devrait tenir compte de l'interdépendance des divers aspects du problème. Dans un programme équilibré, les divers éléments devraient être compatibles et complémentaires, et il faudrait veiller à éviter les risques de chevauchement ou de double emploi entre les organismes intéressés. Le programme ne devrait pas viser uniquement les zones urbaines, en raison de la nécessité de contenir l'exode rural et eu égard à l'interdépendance des problèmes urbains et des problèmes ruraux.

3^o *Nécessité d'une attitude réaliste.* — L'élaboration d'un programme national exige en premier lieu des recherches, tant sur le plan régional que sur le plan national, qui permettront de s'assurer que le programme répond exactement à la situation et aux besoins nationaux et locaux. Ces recherches, loin de représenter des dépenses superflues, sont une source d'économies; elles doivent être menées tant à longue échéance qu'à court terme; elles offrent, en outre, aux personnes qui s'occupent des problèmes sociaux en général, de la prévention de la délinquance juvénile et du traitement des mineurs délinquants, un utile moyen de communiquer entre elles.

4^o *Planification industrielle et économie adéquate.* — Les programmes de transformation sociale devraient comprendre la surveillance du développement des villes et de l'établissement des industries, et par suite, des mouvements de population. Ils devraient aussi tenir compte de l'importance des zones rurales, car on ne peut supposer que ces zones constituent nécessairement, pour la jeunesse et pour la famille, un milieu idéal. Il faut veiller à ce que les moyens d'information des masses n'aient pas un effet pernicieux ou corrupteur sur la jeunesse.

5^o *Influence éducative et culturelle et influences analogues.* — L'élaboration de ces programmes devrait permettre de reconnaître plus aisément aux influences éducative, culturelle et religieuse la place qui lui revient. Le programme éducatif, notamment, devrait être orienté vers des fins morales et sociales. Les participants se sont accordés à reconnaître que l'orientation professionnelle pouvait utilement contribuer à supprimer l'une des causes de la délinquance juvénile.

6^o *Transformation sociale et responsabilité sociale.* — Les participants ont estimé que, notamment en période de transformation sociale, l'enfant peut éprouver le besoin de se rattacher à un groupe social plus vaste que sa famille, mais il a été reconnu que son comportement à cet égard dépend en fait de sa vie familiale. Si la société veille, d'une façon générale, au bien-être de ses membres, elle ne doit donc pas supplanter la famille, mais contribuer à renforcer l'unité familiale, afin de pouvoir résoudre divers problèmes sociaux.

7^o *Rôle de la police.* — Les participants se sont accordés à reconnaître que la police pouvait jouer un rôle utile dans la prévention de la délinquance juvénile. Ils ont aussi reconnu que ce rôle dépendait des relations existant entre la police et le public et que la police pouvait favoriser ces relations en participant non seulement aux activités intéressant la jeunesse, mais aussi aux activités sociales et collectives générales.

8^o *Pré-délinquance.* — Aucun programme général de prévention de la délinquance juvénile ne pouvant pleinement atteindre l'objectif qu'il se propose, on devrait rechercher s'il est possible d'identifier les enfants pré-délinquants, notamment grâce aux méthodes de prévision. Il faudrait en même temps organiser des services, y compris des services hospitaliers, en vue de répondre aux besoins de chaque enfant.

II. — INTRODUCTION DU RÉGIME DE LA PROBATION DANS LE TRAITEMENT DES MINEURS DÉLINQUANTS

1^o *Introduction du régime de la probation.* — Il est souhaitable de créer un service de la probation ou de l'étendre s'il existe déjà, afin que tous les tribunaux qui connaissent un nombre suffisamment important de cas de délinquance juvénile puissent y recourir (au moins lors de la première infraction). Ces tribunaux doivent avoir une composition spéciale et être distincts des tribunaux ordinaires dont sont justiciables les délinquants adultes.

2^o *Sélection des délinquants à placer sous probation.* — Pour que le régime de la probation soit appliqué de façon rationnelle grâce à une sélection judicieuse des délinquants qui seront appelés à en bénéficier. Il doit exister un système d'enquête sociale atteignant les divers délinquants et appuyé par des services auxiliaires, tels que centres de classification et de diagnostic, et, le cas échéant, par des services permettant de procéder à des examens spéciaux.

3^o *Nécessité d'informer.* — a) les milieux gouvernementaux; b) les milieux judiciaires; c) le public.

Les efforts devraient porter dans ces trois directions. Ce sont les principaux partisans du système qui devraient informer les milieux gouvernementaux et judiciaires et mener des négociations avant que ce système puisse être appliqué. Le soin de continuer à informer le public incombera à tous les agents du service de la probation, dès que le système aura commencé à être appliqué.

4^o *Formation.* — Dès le départ, il convient de disposer d'un petit groupe d'agents ayant reçu la formation voulue et employés à plein temps. Si le pays intéressé ne dispose pas de ce personnel, il peut être utile d'envoyer des candidats capables de suivre des cours de formation dans d'autres pays, soit d'avoir recours aux services d'un expert originaire d'un pays où le régime de la probation fonctionne déjà de façon satisfaisante.

5^o *Financement.* — Les autorités intéressées devraient tenir compte :

- a) du fait que le fonctionnement efficace du service exige des fonds suffisants;
- b) du fait notamment que la rémunération des agents qualifiés doit être suffisante;
- c) du fait que le coût du service de la probation se trouvera dans une large mesure compensé par les économies qu'il permettra de réaliser dans d'autres secteurs;
- d) du fait que pour être pleinement efficace, le service de la probation, à mesure de son développement, exigera des services et installations auxiliaires.

6^o *Administration et organisation.* — Le service de la probation devrait être rattaché :

- a) soit au Ministère de la justice, s'il y en a un;
- b) soit au Ministère de la protection sociale ou à un organisme administratif analogue chargé des questions de service social. On peut faire valoir des arguments en faveur de chacune de ces deux solutions, mais l'essentiel est que le service de la probation soit géré dans un esprit de « protection sociale ». Il conviendrait également de ne pas négliger les relations de travail entre le service de la probation et les tribunaux qui ont recours à ce service.

7^o *Attributions du service de la probation.* — a) Le service de la probation doit en premier lieu veiller sur les personnes placées sous probation (et, le cas échéant, sur les mineurs que les tribunaux pour enfants mettent en surveillance en raison des soins ou de la protection que leur état demande).

b) Il sera souvent utile d'avoir recours au service de la probation pour la post-cure ou la mise en liberté conditionnelle des détenus, à leur sortie des centres de rééducation ou à la fin de leur traitement en établissement.

c) Il conviendrait également d'envisager la possibilité de recourir au service de la probation pour les enquêtes sociales destinées à permettre une sélection judicieuse des délinquants à placer sous probation. On devrait à cette fin faire appel également aux services spécialisés dont on dispose, notamment en vue de l'examen médical et psychiatrique des délinquants.

d) Les tâches énumérées ci-dessus sont les principales de celles dont un service de probation nouvellement créé devrait se charger, mais on peut y en ajouter d'autres à mesure que le service se développe.

e) Il faudrait veiller à ce que les agents de probation n'aient pas à s'occuper d'un trop grand nombre de cas. Pour que la probation réussisse, chaque agent devrait n'être chargé que d'un certain nombre de cas.

III. — TRAITE DES ÊTRES HUMAINS ET EXPLOITATION DE LA PROSTITUTION D'AUTRUI

1° *Définition de la prostitution.* — Aux fins de l'application de la loi en Asie et en Extrême-Orient, il faut entendre par « prostituée » toute personne de l'un ou de l'autre sexe qui fait exclusivement ou accessoirement métier de se livrer à des rapports sexuels normaux ou anormaux avec diverses personnes du même sexe ou du sexe opposé, moyennant rémunération, pécuniaire ou autre.

2° *Opinion publique.* — Il serait souhaitable que chaque pays cherche à abolir graduellement la prostitution, en gagnant l'opinion publique et en renforçant les mesures de prévention et les mesures de réadaptation sociale des prostituées.

3° *Amélioration des conditions de vie.* — Dans la mesure où le problème de la prostitution, dans les pays d'Asie et d'Extrême-Orient, est étroitement lié à l'ensemble du problème du niveau de vie général, des mesures tendant à élever le niveau de vie contribueront sensiblement à atténuer le problème de la prostitution.

4° *Condition de la femme et prostitution.* — Le problème de la prostitution est également étroitement lié à celui de la condition de la femme ; les programmes tendant à améliorer la condition de la femme pour la rendre semblable à celle de l'homme contribueront donc beaucoup à atténuer le problème de la prostitution.

5° *Éducation sexuelle.* — L'éducation sexuelle devrait être dispensée dans les écoles à l'intention des enfants, ainsi que dans les organisations de jeunes et d'adultes, afin de familiariser la population avec les principes d'hygiène morale et sociale.

6° *Services de consultation.* — Il serait souhaitable que chaque pays organise des services de consultation. Ces organismes peuvent guider les familles afin d'empêcher qu'elles ne se dissocient, et aider les familles désunies. Ils peuvent aussi servir de centres d'orientation pour les femmes qui sont en danger moral ou qui sont aux prises avec d'autres difficultés.

7° *Coordination des services.* — Il serait souhaitable que chaque pays cherche à coordonner l'action des organismes publics et privés et les encourage à s'employer notamment à combattre la prostitution et à assurer la réadaptation sociale des prostituées.

8° *Zones de prostitution.* — Si les zones urbaines offrent un terrain plus favorable à la prostitution, il ne faudrait pas négliger les zones rurales lorsque l'on étudie les causes de la prostitution, étant donné qu'un grand nombre de prostituées des villes sont originaires de villages. Il faudrait étudier de près les raisons pour lesquelles elles se déplacent vers les villes et également les éléments antisociaux qui favorisent la débauche dans les zones rurales.

9° *Bureau régional.* — Il est nécessaire de créer, pour la région de l'Asie et de l'Extrême-Orient, un bureau, qui serait chargé :

i) De fournir, sur la demande des gouvernements, une assistance technique en vue de la prévention et de la suppression de la traite des êtres humains, de la prévention de la prostitution et de la réadaptation sociale des prostituées.

ii) De rassembler et de communiquer aux gouvernements participants des renseignements sur les mesures législatives et administratives qui ont été prises ou que l'on envisage de prendre en la matière.

iii) D'amener une collaboration étroite entre les gouvernements participants et entre les organisations non-gouvernementales.

iv) D'amener une étroite collaboration entre les gouvernements participants pour ce qui est de l'arrestation et du châtement des personnes qui se livrent à la traite des êtres humains.

v) D'effectuer des recherches sur les causes de la prostitution et sur les méthodes

actuelles de prévention de la prostitution et de réadaptation sociale des prostituées, d'évaluer les résultats de ces recherches et de proposer des solutions en vue d'améliorer l'état de choses actuel.

vi) De trouver les moyens d'amener l'opinion à continuer à se préoccuper du problème.

IV. — INTÉGRATION DU TRAVAIL PÉNITENTIAIRE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

1° *Intégration du travail pénitentiaire.* — L'intégration du travail pénitentiaire dans l'économie nationale contribue beaucoup à la réadaptation sociale du détenu.

2° *Avantages des établissements ouverts.* — Les établissements ouverts et les établissements de sécurité minimum se prêtent particulièrement aux plans d'intégration en raison de leur coût peu élevé et des possibilités qu'ils offrent de réadapter le détenu dans une atmosphère normale. On estime que ces plans intégrés sont d'une très grande utilité pratique pour les détenus condamnés à des peines de courte durée. On pourrait également dans toute la mesure du possible étendre les programmes d'intégration aux établissements à sécurité moyenne et aux établissements pénitentiaires ordinaires.

3° *Priorité à donner à la réadaptation sociale des délinquants.* — Le but principal, qui est d'assurer la réadaptation sociale du détenu et de lui donner des habitudes de travail, ne devrait pas être subordonné aux exigences de l'économie nationale.

4° *Rémunération.* — La rémunération des détenus ne pose pas de difficultés particulières à l'heure actuelle dans les pays de la région. En cas de différend ultérieur sur des questions touchant la main-d'œuvre ou la sécurité sociale, l'administration pénitentiaire et les autres organisations intéressées devraient se consulter pour parvenir à une entente.

5° *Emploi.* — Toutes les catégories de détenus devraient pouvoir être affectées à l'exécution de plans intégrés, à condition que les intéressés, à la suite d'un examen approfondi, soient reconnus aptes aux tâches envisagées.

6° *Formation professionnelle.* — Lorsqu'elle élabore des programmes d'utilisation du travail pénitentiaire et de formation professionnelle des détenus, l'administration pénitentiaire devrait avoir présents à l'esprit les objectifs de l'économie nationale tout en continuant d'insister sur la réadaptation sociale des détenus. Il s'ensuit que l'on devrait former les détenus aux métiers et aux méthodes de production dont l'économie nationale a le plus besoin, après consultation des personnes chargées de la planification économique.

7° *Recherche.* — Dans le domaine de la recherche et de l'expérimentation visant au progrès de l'économie nationale, le travail pénitentiaire a un rôle important à jouer. A cette fin, l'administration pénitentiaire peut prendre l'initiative d'indiquer le rôle utile que le travail pénitentiaire pourrait jouer et de faire en sorte que l'on y ait davantage recours. A ce sujet, le Cycle d'études réaffirme que l'on ne doit pas prendre avantage du statut particulier des détenus pour les astreindre à des travaux préjudiciables à leur santé.

V. — MÉTHODES PERMETTANT D'APPLIQUER L'ENSEMBLE DE RÈGLES MINIMA POUR LE TRAITEMENT DES DÉTENU

1° *Méthodes permettant d'appliquer l'Ensemble des règles minima.* — a) L'application de l'Ensemble de règles minima n'exige pas de modifications législatives importantes. La plupart des modifications que demandent les règles peuvent être apportées par voie administrative ; des modifications seraient nécessaires dans les pays où, en raison de la législation actuelle les autorités pénitentiaires auraient des difficultés à pleinement appliquer les règles minima. Les autorités pénitentiaires devraient être consultées par le législateur avant que celui-ci n'élabore ou n'adopte des textes qui, par leur substance même, influeraient beaucoup sur le traitement des délinquants.

b) En utilisant les locaux existants, en recourant davantage à la libération conditionnelle et aux établissements ouverts, on pourrait surmonter la plupart des difficultés de construction, de logement et de locaux, sans avoir à encourir de lourdes dépenses pour la construction d'établissements pénitentiaires ordinaires.

2° *Classification.* — L'introduction de la classification et du traitement des détenus en fonction de leur personnalité requiert des crédits supplémentaires, mais jusqu'à

ce que les pays puissent disposer des fonds nécessaires, le recours aux ressources locales, ainsi qu'il est indiqué à l'alinéa b) du paragraphe 1^{er} ci-dessus, faciliterait considérablement la tâche. La pleine application des *règles minima* exigerait des crédits supplémentaires mais le manque de ressources ne devrait pas empêcher de commencer à les appliquer.

3° *Aptitude du personnel.* — La pleine application des *règles minima* dépend principalement de l'aptitude du personnel. C'est le personnel qui est le mieux en mesure de faire appliquer ces règles. Il est donc essentiel de recruter pour les services pénitentiaires des personnes ayant l'instruction voulue et choisies avec soin. Ces agents devraient recevoir une formation suffisante dans toutes les branches de leur spécialité et suivre des cours périodiques pour maintenir leurs connaissances au niveau voulu. Des établissements de formation devraient être prévus à cette fin. On devrait améliorer le statut du personnel pénitentiaire ainsi que ses conditions de vie, et lui fournir des logements convenables.

4° *Coopération du public.* — Il faudrait s'assurer la coopération du public en tenant en rapport avec la presse, la radio et la télévision locales et en recourant aux autres moyens d'information locaux. Il faudrait encourager des représentants de la presse à se rendre fréquemment dans les établissements. Les autorités locales, les travailleurs sociaux, les parlementaires, etc., devraient être également encouragés à se rendre dans les établissements locaux. Il y a quelques inconvénients à maintenir des contacts étroits et constants avec le public mais ils sont largement compensés par les avantages qu'on en retire.

Il y aurait avantage à ce que chaque établissement charge un fonctionnaire qualifié d'assurer la liaison avec la presse, afin de tenir la presse locale informée de toutes les activités de l'établissement pénitentiaire.

5° *Rémunération du personnel.* — Les organes législatifs devraient être instamment priés d'augmenter la rémunération des cadres et du personnel subalterne des établissements de rééducation sociale dans les pays où rien n'a encore été fait en ce sens.

LA RÉFORME PÉNALE EN U.R.S.S.

Le 14 février 1959 a paru un important décret du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. relatif aux modalités d'application des « Fondements de la législation pénale et de l'instruction criminelle » (1), ainsi que des lois concernant les délits politiques et militaires votés le 25 décembre 1958.

D'après ce décret, sans attendre la mise en concordance des Codes pénaux et d'instruction criminelle des Républiques fédérées, avec les actes législatifs énumérés, les dispositions qu'ils contiennent qui sont favorables aux inculpés, sont considérés comme étant entrées en vigueur le 25 décembre 1958.

Les conséquences les plus importantes de ce décret sont les suivantes :

1° La durée de la privation de liberté ne peut plus être supérieure à 15 ans pour les adultes, et à 10 ans pour les personnes qui ont commis des infractions alors qu'elles étaient âgées de moins de dix-huit ans. Auparavant cette peine pouvait aller dans les cas particulièrement graves jusqu'à 25 ans.

2° La peine de déportation et d'interdiction de séjour ne peut plus être supérieure à 5 ans pour les adultes. Elle est exclue à l'égard des personnes qui ont commis des infractions alors qu'elles étaient âgées de moins de dix-huit ans, ainsi qu'à l'égard des femmes enceintes et des femmes ayant à leur charge des enfants de moins de 8 ans. Auparavant cette peine pouvait être prononcée pour une durée de 10 ans.

3° Désormais la majorité pénale commence à 16 ans et dans certains cas particuliers à 14 ans (auparavant elle était de 14 à 12 ans).

4° Dès à présent les nouveaux délais concernant la prescription des poursuites pénales et l'exécution du jugement de condamnation sont applicables.

(1) V. la traduction de ces textes faite par M. Bellon, juge au Tribunal de Grande Instance de la Seine, et publiée à la *Documentation française*; V. également l'article publié dans cette *Revue*, 1959, p. 83.

5° Les peines infligées aux personnes condamnées pour les délits politiques et militaires, qui n'ont pas encore été purgées, doivent être mises en accord avec les dispositions nouvelles dans le cas où ces dernières sont favorables aux condamnés.

6° Entrent également en vigueur les dispositions concernant la défense : celle-ci voit, dans la nouvelle législation, ses droits sensiblement augmentés (1).

De plus, ce décret a une force rétroactive. De ce fait il constitue en même temps un acte d'amnistie à une échelle assez large. Il concerne tous les condamnés qui purgent les peines de privation de liberté, de déportation et d'interdiction de séjour dont la mesure dépasse celle fixée par les nouveaux « Fondements ».

L'amnistie est aussi particulièrement favorable à l'égard des jeunes délinquants, la politique pénale nouvelle les concernant étant particulièrement libérale.

M. F.

PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL DE PROPHYLAXIE CRIMINELLE (Paris, 27-30 septembre 1959)

Le premier Congrès international de prophylaxie criminelle (2) organisé par la Société internationale de prophylaxie sociale se tiendra à Paris du 27 au 30 septembre 1959 sous la présidence de M. Maurice Patin, président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Le thème central de cette réunion sera : « Les incidences du progrès technique sur la criminalité ».

En vue d'assurer une meilleure préparation scientifique du congrès diverses conférences traitant de certains aspects du thème général ont été données du 2 mars au 15 juin 1959 à l'École supérieure d'Anthropo-Biologie.

Les questions successivement traitées au cours du Congrès sont les suivantes :

I. — Les modifications créées par le progrès technique dans la structure des couches sociales.

II. — Le mode de production au stade actuel de l'industrialisation et de l'automatisation. Les problèmes sociaux, psychologiques et psychiatriques qui en résultent et leur incidence sur la criminalité.

1° Conditions de vie : a) travail, b) habitat, c) nutrition, d) loisirs.

2° Aspects économiques du progrès technique : changements de structure et leurs incidences sur la criminalité.

3° Aspects démographiques et écologiques : progrès technique, mobilité des populations et criminalité.

4° Les réactions de certaines peuplades à la technique.

5° Aspect publicitaire et commercial.

6° Besoins, besoins artificiels et capacité de consommation.

7° Progrès techniques et mœurs : a) information des masses ; b) stupéfiants, toxiques et alcools ; c) structure familiale ; d) sociabilité.

8° Progrès techniques et institutions : a) organisation judiciaire ; b) institutions pénitentiaires, pré et post-pénitentiaires ; c) formation des jeunes.

Pour chaque secteur considéré, envisager successivement :

A. — En quoi le progrès technique modifie le secteur considéré ?

B. — En quoi cette modification augmente et diminue la criminalité ?

C. — Données d'ordre statistique.

Sont invités à participer à ce colloque, non seulement les spécialistes des sciences de l'homme, mais aussi les magistrats, les avocats, les médecins, les membres du personnel de l'administration pénitentiaire, les assistants sociaux, les fonctionnaires de police, et tous ceux que leur fonction mettent en rapport avec des réalités sociales, tels que des représentants de l'enseignement, des éducateurs, des membres des groupements d'entraide et des associations familiales.

(1) V. cette *Revue*, 1959, *op. cit.*, p. 88.

(2) Les inscriptions et les demandes de renseignements devront être adressées au secrétaire de la Société internationale de prophylaxie sociale, M. V.-V. Stanciu, 7, avenue du Général Leclerc — Boulogne (Seine).

IX^e COURS INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE

(Copenhague, 7 au 17 octobre 1959)

Le IX^e Cours international de criminologie organisé par la Société internationale de criminologie aura lieu du 7 au 17 octobre 1959 à Copenhague sur l'invitation du gouvernement danois (1).

Ce cours sera consacré au traitement spécial appliqué aux délinquants d'habitude présentant des anomalies dont ni le psychisme ni l'intellect ne sont atteints. Il convient de souligner tout l'intérêt de cette étude effectuée au Danemark où l'expérience de Herstedvester (2) a permis de mieux connaître le problème. Parmi les thèmes qui seront étudiés signalons particulièrement : la peine examinée sous ses différents aspects, et l'utilisation d'un traitement moderne dans les différents établissements pénitentiaires anciens ou modernes. Des discussions en table ronde permettront des échanges de vues plus approfondis.

Ce cours s'adresse à toutes les personnes s'intéressant au droit pénal, à la criminologie, à la psychiatrie criminelle, à la psychologie criminelle et à l'assistance sociale. Le nombre des participants sera toutefois limité à une cinquantaine et la langue officielle sera l'anglais. Ce cours sera accompagné de la visite d'institutions où sont pratiqués les traitements en question.

(1) Pour tous renseignements s'adresser au docteur Stürup, Directeur de l'établissement pour psychopathes de Herstedvester, Glostrup (Danemark).

(2) V. cette *Revue*, 1958, p. 593.

Notes bibliographiques

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL, PROCÉDURE CRIMINELLE ET OUVRAGES AUXILIAIRES

Schuld und Sühne (Crime et châtement), par Paul Bockelmann, *Göttinger Universitätsreden*, fasc. 19, Göttingen, Vandenhoeck et Ruprecht, 1958, 32 pages.

On a dit qu'il est plus important de bien poser un problème que de le résoudre. Tout au contraire, M. Bockelmann, professeur de droit à l'Université de Göttingen, dans un discours prononcé en 1957 à l'occasion d'une solennité universitaire, s'est assigné pour tâche d'apporter à un problème rapidement esquissé une solution complète.

La question posée — illustrée par le titre flamboyant emprunté à Dostoïevsky — est simple : « Quoi qu'on fasse, observe M. Bockelmann, l'autorité de la loi positive, en dépit de ses prétendus fondements, est beaucoup trop faible pour servir de justification à un châtement du crime. Cette justification, il faut donc la découvrir ailleurs, dans un droit superpositif ».

En d'autres termes, d'où tenons-nous le droit de punir un crime ?

D'emblée, M. Bockelmann écarte tout appui sur les aspects théologiques du droit. Non pas qu'il soit agnostique. Il se défend même fortement de l'être. Mais, en tant que professeur de droit, les objections critiques lui paraissent trop nombreuses, tandis que, d'un autre côté le Décalogue ou le Sermon sur la Montagne par exemple, ne lui semblent pas assez explicites. Et puis, souligne-t-il, le juge, pour punir, ne peut se fier à ses seules convictions, il doit tenir compte de ce qui se passe dans la conscience de celui qu'il va punir.

Une solution pourrait être fournie par la Défense sociale. Si, au lieu de punir, nous cherchons à guérir, si le châtement est remplacé par une thérapeutique ou une rééducation sociale, alors, évidemment, le droit de « punir » est entièrement légitime.

Mais M. Bockelmann voit également de nombreuses objections à la Défense sociale. Elle négligerait, selon lui, l'espèce du criminel occasionnel, « qui n'a pas besoin d'être rééduqué ». D'autre part, il conviendrait de se demander « si la rééducation n'est pas pire, pour celui qui la subit, que la pire des peines » ! Enfin, objection capitale aux yeux de M. Bockelmann, la Défense sociale implique un idéal social dont le caractère est incertain.

Ainsi, par ce qu'il nomme des éliminations successives, M. Bockelmann en arrive à sa propre réponse.

Elle consiste dans la référence à une sorte d'intuition pratique. « En pratique, personne ne conteste que le bien et la justice existent, que nous sommes capables d'exercer un choix entre ce qui est permis et ce qui est défendu, et que tout manquement à ce qui est juste constitue une faute... Celui qui tend constamment vers le bien, ne saurait, à la longue, y manquer, nous en sommes convaincus... Sans cette conviction, l'éthique ne serait qu'un mensonge, la révélation qu'un leurre, et Dieu lui-même ne serait qu'un méchant et malin démiurge ». Tout cela ne pouvant être (*diese Voraussetzung kann doch wohl nicht gemacht werden*), M. Bockelmann conclut que dans l'immense majorité des cas le juge peut et doit châtier parce qu'il éprouve la nécessité de châtier. Quant aux cas douteux, exceptionnels, il faut, dit M. Bockelmann en citant des vers de Goethe, se résigner à les laisser impunis, non en raison d'une présumée innocence de l'accusé, mais à cause de l'impossibilité d'affirmer sa culpabilité.

Cette argumentation divinatoire, ce secours poétique au bon sens, c'est, certes, joliment dit.

Mais M. Bockelmann, désireux d'aboutir vite, s'est arrêté tôt. La véritable solution du problème est, à la fin de son discours, aussi lointaine qu'au début.

R. NEHER.

Die objektive Seite des Verbrechens (L'aspect objectif du crime), par Joachim Renneberg, Berlin, VEB Deutscher Zentralverlag, 1955, 57 pages.

Die Lehre vom Objekt des Verbrechens (La doctrine de l'objet du crime), par H. Gerats, Berlin, VEB Deutscher Zentralverlag, 1955, 32 pages.

Die Schuld als subjektive Seite der verbrecherischen Handlung (La culpabilité en tant qu'aspect subjectif de l'action criminelle), par John Lekschas, Berlin, VEB Deutscher Zentralverlag, 1955, 53 pages.

Il s'agit de trois cahiers publiés à Berlin-Est par le *Deutsches Institut für Rechtswissenschaft*, dans la *série de droit pénal*, collection dirigée par le professeur Gerats. Ils sont destinés à faire connaître « les problèmes importants du droit pénal de la République démocratique allemande ».

Le cahier n° 1, consacré à *L'aspect objectif du crime* est dû à la plume du Dr Renneberg, Dozent (chargé de cours). La matière est divisée en plusieurs chapitres : A. — L'aspect positif du crime en général ; B. — Les formes de l'acte criminel et ses dangers pour la société ; le lien de causalité entre ces formes et ces dangers ; C. — Les autres facteurs : méthodes employées et moyens mis en œuvre par le criminel ; les circonstances de temps et de lieu.

Le cahier n° 2, qui a pour auteur le professeur Gerats, traite de : *La doctrine de l'objet du crime*. Cette doctrine consiste essentiellement dans la distinction entre le *Gegenstand* du crime et son *Objekt*. Le *Gegenstand* est « une chose directement atteinte par l'acte criminel ». N'étant pas un « rapport social », le *Gegenstand* n'est pas à confondre avec l'*Objekt*. Seule la notion de ce dernier permet de comprendre le *Klassencharakter*, le caractère politique et social du crime. Mais le *Gegenstand* ne peut être dissocié de l'*Objekt* et il est, comme celui-ci, un élément indispensable d'une répression adéquate.

Le cahier n° 3 est l'œuvre du Dozent Dr. Lekschas. C'est le corollaire du cahier n° 2. L'auteur y étudie le concept et la nature de la faute, la culpabilité en tant qu'aspect subjectif, d'après le droit pénal en vigueur dans l'Allemagne de l'Est.

Telles sont les grandes lignes de ces brochures en ce qu'elles proposent un enseignement.

Mais les auteurs ont obéi à des préoccupations politiques et non pas didactiques. Sans doute, quand il est question du droit, la politique est souvent sous-jacente. Ici, elle est percutante.

« A notre droit pénal, celui de la force ouvrière et paysanne allemande — écrit le Dr. Renneberg — s'oppose le droit pénal terroriste, tendancieux et arbitraire que met en pratique les pays impérialistes et notamment l'Allemagne de l'Ouest ». Le professeur Gerats et le Dr. Lekschas reprennent, d'une façon stéréotypée, cette profession de foi.

De semblables « jugements de valeurs » entraînent, naturellement, une manière singulière de concevoir la criminalité.

Quelques exemples parmi beaucoup d'autres. Pour le professeur Gerats, « la Cour suprême de la République démocratique allemande eût commis une erreur de qualification si, en appréciant les agissements criminels de la bande Burianek, elle avait négligé la double circonstance que, d'une part, au moment de ces agissements, le Gouvernement de la République démocratique allemande avait entrepris de nouvelles démarches pour une solution pacifique de la question allemande, et que, d'autre part, dans le même temps, les commentants impérialistes s'efforçaient de saper précisément le pouvoir démocratique qui constitue la base de la lutte nationale pour une solution pacifique de la question allemande dans l'intérêt du peuple allemand. L'incendie d'une grange, au mois de janvier 1954, par un agent de la centrale impérialiste d'espionnage et de diversion, ne peut être apprécié exactement si l'on fait abstraction de la situation générale et historique de cette époque. En effet, c'était l'époque de la Conférence des ministres des Affaires étrangères, où le ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. avait réitéré et renouvelé ses efforts en vue d'amener une détente de la situation internationale et d'arriver rapidement à une unification pacifique de l'Allemagne. Le Gou-

vernement de la République démocratique allemande avait, à nouveau, entrepris des démarches analogues. Par contre, les bellicistes impérialistes avaient intérêt à lancer de nouvelles provocations pour empêcher la détente et affaiblir la position du camp de la paix mondiale. Dès lors qu'on apprécie ces circonstances, il découle de source que le crime (l'incendie d'une grange) compromettait les fondements économiques de la République démocratique allemande, mettait en danger sa sûreté extérieure et constituait un attentat contre la paix mondiale.

Faut-il rire ou pleurer ?

Pour le Dr. Lekschas, la Cour de Halle a bien fait de condamner « le criminel Horst Seppelt à une lourde peine de réclusion pour excitation au boycottage et à la haine entre les peuples, crime prévu par l'article 6 de la Constitution, attendu qu'à un moment où il convenait de mettre tout en œuvre pour favoriser le succès de la Conférence des Quatre Ministres des Affaires étrangères, à Berlin, ledit Horst Seppelt avait commis des crimes, revêtu de l'uniforme d'un membre de l'Armée rouge, et, par là-même, tenté de saboter cette conférence. C'est pourquoi sa culpabilité était particulièrement grave ».

N'insistons pas.

Par ailleurs, les trois brochures de la *Schriftenreihe Strafrecht* sont remplies d'attaques personnelles violentes contre des juristes de l'Allemagne de l'Ouest et surtout contre le professeur Welzel, de Bonn, auquel il est reproché d'être un ancien nazi et de « fourbir ses théories réactionnaires pour fournir des armes au Bundesgericht, successeur légal du Reichsgericht fasciste ». Assurément, le professeur Gerats ainsi que les docteurs Renneberg et Lekschas, qui sont Allemands et qui disent parler au nom de la force ouvrière et paysanne allemande, peuvent savoir ce que d'autres ignorent. Mais quand même, un traité de droit pénal ne devrait être ni un pamphlet, ni, encore moins, un acte d'accusation.

Il est vrai que les personnalités ainsi attaquées, et parmi elles le professeur Welzel, ont été, en quelque sorte, justifiées par avance, dans les brochures mêmes. Car dans l'avant-propos de la collection, le professeur Gerats déclarait que le Comité de rédaction, qu'il présidait et qu'il préside peut-être encore, serait reconnaissant aux juristes de l'Allemagne de l'Est comme à ceux de l'Allemagne de l'Ouest — sans aucune exclusive — de formuler toutes critiques et de suggérer toutes additions ou suppressions. Cette invitation, elle non plus, ne laisse pas d'être singulière en l'occurrence.

R. NEHER.

Il processo di formazione e l'interpretazione del diritto (Le processus de formation et l'interprétation du droit), par Giovanni Franchina, Gênes, Tipografia A. Pesce, 1956, 388 pages.

Destinée, visiblement, à préparer l'étude approfondie des problèmes que suscite l'interprétation du droit, l'analyse du « processus de formation » (p. 1-209) revêt sous la plume de l'auteur la forme d'un vaste et pénétrant exposé critique et constructif de la théorie générale du droit dans son ensemble. L'auteur y éclaire en particulier, d'un point de vue rapprochant le réalisme juridique et le matérialisme dialectique, les formes primaires et institutionnelles de vie juridique, en précisant, en particulier, le contenu et le fonctionnement de l'ordre juridique, contemplé dans ses éléments formels et substantiels, ainsi que les rapports de la technique juridique avec la philosophie, la politique et la morale.

Cette vue d'ensemble permet à M. Franchina de procéder, dans la deuxième partie de son livre, à une réélaboration complète de la théorie générale de l'interprétation et des techniques interprétatives. Des problèmes tels que les rapports entre l'interprétation extensive et l'analogie, les lacunes juridiques, l'interprétation authentique et bien d'autres encore, trouvent dans son livre une exposition critique et systématique de premier ordre. La rigueur scientifique du traitement des différentes matières porte la discussion des problèmes de l'interprétation juridique au niveau d'une rare élévation, tandis que le recours fréquent à des exemples tirés du droit positif permet au lecteur de suivre d'un regard familier jusqu'aux démonstrations les plus abstraites.

G. V.

Offene Tatbestände und Rechtspflichtmerkmale (Enumération incomplète des faits constitutifs du délit et caractéristiques des obligations légales), par Claus Roxin, Hambourg, Cram, de Gruyter & Co, 1959, 193 pages.

L'auteur nous présente un ouvrage consacré à des problèmes qui sont, en tant que tels, presque inconnus en France. Tandis que le droit pénal français est resté une matière liée étroitement aux besoins de la pratique, le droit pénal allemand a subi une évolution remarquable, notamment sous l'influence de la philosophie du droit. Aujourd'hui on se voit devant une telle complexité de théories qu'une vue sur l'ensemble de la doctrine est devenue très difficile. Comment donc rendre compte d'une thèse qui s'occupe de questions spéciales à cette pluralité de théories et qui suppose la connaissance de cette évolution ? Il est indispensable de procéder à une simplification et inévitable d'employer quelques expressions allemandes.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les problèmes posés par l'acte pénal et par la responsabilité pénale sont particulièrement discutés par les pénalistes allemands surtout en raison de la théorie de la structure de l'acte en fonction de son but (*finale Handlungslehre*) du professeur Welzel. Ses idées ont influencé la doctrine allemande d'une façon tout à fait extraordinaire. Elles l'ont forcée à repenser à nouveau les questions de l'acte pénal, de l'énoncé des éléments constitutifs d'une disposition légale (*Straftatbestand*), de la responsabilité, de l'erreur, etc. Tout ouvrage théorique traite de ces théories, ainsi la thèse de M. Roxin.

Les éléments constitutifs du délit « complets » (*offene Tatbestände*) et les caractéristiques des obligations légales (*Rechtspflichtmerkmale*) sont deux des innovations du professeur Welzel. Au lieu d'en chercher en vain une traduction, il nous semble plus utile d'expliquer de quoi il s'agit.

Depuis Beling, on distingue entre la conformité aux éléments constitutifs du délit (*Tatbestandmäßigkeit*) (l'acte pénal comporte tous les éléments constitutifs d'un délit prévu par la loi), l'illicéité (*Rechtswidrigkeit*) (il n'y a pas de faits justificatifs) et enfin la culpabilité (*Schuld*). D'après la théorie de M. Welzel, l'illicéité découle de la conformité aux éléments constitutifs du délit lorsque l'acte pénal n'est pas justifié. Le juge doit donc appliquer un procédé négatif afin de constater si l'acte est justifié ; d'où suit la règle que la conformité aux éléments constitutifs du délit indique l'illicéité. Au cours de ses recherches, M. Welzel a trouvé à côté de cette énumération complète des éléments constitutifs du délit (*geschlossene Tatbestände*) d'autres éléments constitutifs du délit qu'il appelle « incomplets » (*offene*). Ces derniers ne permettent pas, au juge, selon lui, d'appliquer un tel procédé négatif parce qu'ils ne décrivent pas complètement la conduite illicite. Ils contiennent des indices d'obligations légales (*Rechtspflichtmerkmale*) qui doivent être constatés positivement par le juge. Dans ces cas les éléments constitutifs du délit ne suffisent pas comme fondement de l'illicéité.

Il sera permis de donner deux exemples pour expliquer la nature des obligations légales. L'article 240 du Code pénal allemand punit sous l'inculpation de contrainte celui qui « aura illicitement, par la violence ou la menace d'un mal sérieux, contraint une personne à commettre une action, à la tolérer, à s'abstenir de sa commission ». Selon le paragraphe 2, « le fait est illicite lorsque l'usage de la violence ou la menace du mal est, eu égard au but envisagé, à considérer comme répréhensible ». Le professeur Welzel en conclut que le juge doit examiner la question de savoir si l'application de la violence ou la menace d'un mal sérieux accomplit les conditions du paragraphe 2. L'acte ne sera illicite que si ce fait est donné. D'un autre côté, l'article 113 du Code pénal allemand punit celui qui, « par violence ou menaces de violence, résiste à un fonctionnaire..., et agissant dans l'exercice légal de ses fonctions... » (1). M. Welzel déduit de l'indice « dans l'exercice légal de ses fonctions » qu'il ne fait pas partie des éléments constitutifs du délit parce qu'il ne décrit pas la conduite illicite. L'acte ne sera illicite qu'au cas où le juge constate que le fonctionnaire a agi légalement.

Cette distinction entre les éléments constitutifs du délit « complets » et « incomplets » n'est pas seulement théorique, car elle entraîne de graves conséquences en cas d'erreur. Pour les comprendre, nous sommes obligés de passer rapidement en revue la théorie dominante sur l'erreur. Il y a deux sortes d'erreurs : l'erreur de fait et l'erreur de droit. Tandis qu'il n'y a pas condamnation pour délit intentionnel en cas d'erreur de fait,

(1) Cité d'après *Les Codes pénaux européens*, tome I, Paris, Centre français de droit comparé, 1956, p. 35.

l'erreur de droit reste sans influence sur la responsabilité lorsque cette erreur eût été évitable ; l'inculpé ne sera acquitté que si l'erreur de droit était inévitable pour lui. Mais, pour obtenir ce résultat, l'accusé doit avoir fait en conscience tout son possible pour se rendre compte si l'acte envisagé n'était pas interdit. M. Welzel enseigne que l'erreur de fait s'étend seulement aux éléments constitutifs d'une disposition légale. Les caractéristiques des obligations légales — toujours selon M. Welzel — font partie de l'illicéité — par conséquent toute erreur les concernant est considérée comme une erreur de droit.

L'auteur du présent ouvrage, qui est écrit avec une clarté de style remarquable, combat la théorie de l'énumération incomplète des éléments constitutifs du délit et essaie de modifier celle des caractéristiques des obligations légales. Il constate notamment que la théorie de M. Welzel est contraire à l'évolution de la doctrine sur les éléments constitutifs du délit depuis Beling.

Beling a été le premier à distinguer clairement, au début de ce siècle, entre les éléments constitutifs du délit, l'illicéité et la culpabilité. L'évolution de la doctrine a ensuite modifié sa construction. Les éléments constitutifs du délit de Beling se composaient d'indices de nature objective et n'étaient pas susceptibles d'une appréciation du point de vue de leur valeur morale (*wertfrei*). Peu à peu on s'est aperçu que les éléments constitutifs du délit n'étaient pas susceptibles d'une appréciation morale, mais qu'ils n'étaient pas non plus seulement objectifs, car les indices de l'intention du délinquant y sont également mêlés. Tandis qu'on est d'accord sur ces points, on s'est séparé ensuite en ce qui concerne les conséquences de ces reconnaissances. Les uns sont arrivés à une identité des éléments constitutifs du délit et de l'illicéité, les autres, dont notamment M. Welzel, ont soutenu une différence nette entre les deux.

L'auteur, qui suit la théorie de l'identité des éléments constitutifs du délit et de l'illicéité, ne voit pas la nécessité d'une distinction entre les éléments constitutifs du délit « complets » et « incomplets ». Il constate notamment que tous les éléments constitutifs du délit ont la même structure : ils décrivent tous les actes qui pourront être licites ou illicites. Et c'est au juge d'examiner par un procédé négatif s'il y a des faits justificatifs. L'existence des éléments constitutifs du délit complets de M. Welzel naît d'un déplacement inutile de l'intérêt qui se porte du sujet de l'acte à son objet en examinant l'illicéité (p. 57). Ils représentent même une nette contradiction dans le système de M. Welzel : il est le créateur de la théorie du contenu illicite de l'acte pénal (*Handlungsunwert*), ce contenu illicite résultant avant tout de la volonté délictuelle de l'auteur. D'après cette théorie, les éléments constitutifs du délit complets eux-mêmes n'indiquent point l'illicéité, tandis que leur accomplissement devrait avoir un contenu illicite. La contradiction est évidente (p. 50). Cet argument est soutenu par une série d'autres réflexions bien fondées (p. 91-99). L'auteur conclut sa critique des éléments constitutifs du délit complets en remarquant qu'on ne peut infliger une peine de délit intentionnel qu'au cas où le délinquant a connu tous les éléments constitutifs d'une disposition et où il n'a pas présumé la présence de faits justificatifs (p. 132). Or il n'y a pas de place pour la construction des éléments constitutifs du délit complets dont l'accomplissement ne doit pas indiquer — selon M. Welzel — l'illicéité (p. 133).

L'auteur se tourne ensuite vers le problème le plus important posé par les caractéristiques des obligations légales, vers l'erreur. Après une longue explication des quatre théories actuellement en discussion, il oppose la solution donnée par M. Welzel et d'autres (ci-dessus) et celle qui domine actuellement la jurisprudence et une grande partie de la doctrine. Selon cette dernière théorie, on distingue également entre erreur de fait et erreur de droit ; mais en outre l'erreur sur les faits justificatifs — considérée par M. Welzel comme erreur de droit — est soumise à une différenciation. L'erreur qui concerne des suppositions de fait sera traitée comme une erreur de fait, et si elle est basée sur une méconnaissance de la justification elle-même, elle sera considérée comme une erreur de droit. Il est évident que les résultats des deux théories sont assez différents en ce qui concerne les faits justificatifs.

L'auteur rejette la théorie de M. Welzel selon laquelle une erreur sur les caractéristiques des obligations légales doit être traitée comme une erreur de droit. La rédaction fortuite de la loi — on pourrait ajouter ou enlever des caractéristiques des obligations légales aux dispositions légales sans changer leur sens — déterminerait la nature de l'erreur et ainsi les chances de l'inculpé (p. 130). Selon l'auteur, la construction de M. Welzel est injuste. Il préfère donc l'autre théorie plus différenciée, et c'est sur sa base qu'il trouve la solution au problème de l'erreur sur les caractéristiques des obliga-

tions légales. Après une longue enquête sur la nature de celles-ci, il arrive à la conclusion qu'elles contiennent à la fois des éléments de fait et des éléments d'illicéité (p. 86).

Les indices qui décrivent des faits seront mis parmi les éléments constitutifs du délit : une erreur sur eux sera classée comme erreur sur les faits constitutifs du délit, et les éléments de l'illicéité formelle seront classés comme illicéité ; une erreur les concernant sera considérée comme erreur de droit (p. 135). Cette solution a été trouvée la première fois par le professeur H. von Weber (p. 148), mais par un autre chemin.

Cette règle doit, selon l'auteur, s'appliquer également à la situation opposée, c'est-à-dire au délit impossible.

L'auteur voit enfin la solution de tous les problèmes de l'erreur, de la tentation, etc., dans la construction de faits constitutifs du délit dans leur ensemble (*Gesamtatbestand*) (le nom a été trouvé par le professeur Lang-Hinrichsen), c'est-à-dire dans l'identité des faits constitutifs du délit et de l'illicéité (p. 173 et s.).

On peut bien dire que ce livre marque un pas net vers une solution qui se tient entre les extrêmes et qui nous apparaît bien fondée et juste. Or la justice doit être le but de toutes les recherches juridiques, notamment de celles en matière pénale.

B. SCHLEGTENDAL.

La responsabilité pénale pour les actes non-intentionnels, par V.-G. Makachvili, Moscou, Editions juridiques, 1957, 211 pages.

Bien que l'auteur déclare modestement qu'il ne se propose pas d'examiner le problème de l'absence d'intention dans toute son ampleur, sa monographie constitue, cependant, une étude très approfondie et élargie de la question. Elle contient l'exposé critique des théories émises, non seulement par les juristes soviétiques, mais aussi par les juristes occidentaux et russes de l'époque prérévolutionnaire. Les positions défendues par l'auteur s'appuient sur des références multiples à la jurisprudence du Tribunal suprême de l'U.R.S.S.

La législation soviétique connaît deux formes d'absence d'intention : l'imprudence et la négligence. Quelques pénalistes soviétiques, impressionnés par une certaine similitude entre l'imprudence et l'intention éventuelle (M. Outevsky, Tcheltov) proposèrent d'introduire dans le nouveau Code pénal la division tripartite de la faute : l'intention directe, une catégorie englobant l'intention éventuelle et l'imprudence, catégorie qu'ils proposèrent d'intituler *zavedomost* (de l'adverbe *zavedomo* qui équivaut au français « sciemment »), et enfin la négligence. M. Makachvili combat énergiquement cette proposition en avançant des arguments trop connus des juristes occidentaux pour que nous soyons obligés de le répéter.

Par contre, nous rencontrons des traits d'originalité dans la solution de certaines questions concernant la négligence. Il s'agit surtout du critère objectif auquel les juristes soviétiques ont recours, ainsi que leurs collègues occidentaux. En Occident le critère objectif est le *pater familias*. Sous ce critère, dit M. Makachvili, se cache un propriétaire qui agit dans l'intérêt de la consolidation et de l'accroissement de sa propriété. Ce personnage, continue notre auteur, ne convient naturellement pas à la société socialiste et il propose de prendre comme critère l'homme soviétique. Mais cet homme soviétique ne sera pas l'homme moyen, dont la psychologie contient encore des vestiges du passé, mais un homme appartenant à l'avant-garde des travailleurs qui édifient le communisme (1).

La différence entre les critères occidental et soviétique est poussée encore plus loin : M. Makachvili et avec lui d'autres juristes voudraient qu'existent non pas un seul modèle mais plusieurs, pour chaque catégorie de professions. C'est seulement ce modèle différencié le plus possible qui permet d'arriver à une meilleure solution des cas judiciaires.

Cependant, dans l'idée des pénalistes soviétiques ce modèle différencié n'arrive pourtant pas à l'individualisation du cas concret dans la mesure où l'exige le droit pénal. Par conséquent, le recours au critère subjectif ne doit pas être exclu. Actuellement on est en U.R.S.S. à la recherche d'une formule qui pourrait combiner harmonieusement

(1) Il est extrêmement intéressant de savoir si le degré de prévoyance et de diligence de ce *homo sovieticus* est plus élevé que celui d'un *pater familias* occidental. Ce n'est que la comparaison de la jurisprudence soviétique avec celle des pays occidentaux qui peut donner, croyons-nous, la réponse à cette question délicate.

les deux critères permettant d'un côté de limiter le pouvoir discrétionnaire du juge et d'autre part de conserver le principe de l'individualisation de la personnalité.

La solution que propose M. Makachvili du problème posé est la suivante : le critère objectif permet au juge de constater si la personne donnée a agi comme un travailleur avancé appartenant à la catégorie correspondante, c'est-à-dire, s'il avait observé toutes les règles de prudence pour que le préjudice n'ait pas lieu ; quelles que soient les qualités, quelles que soient la perspicacité ou l'intelligence de cette personne, on ne peut exiger d'elle plus de précautions qu'on n'en exige du modèle de la catégorie à laquelle cette personne appartient (si le préjudice pourtant a lieu, il est considéré comme le résultat d'un cas fortuit). Mais pour que cette personne soit condamnée, on doit recourir encore au critère subjectif à qui l'auteur assigne un rôle correctif et subsidiaire. Il sert à établir si la personne en cause possédait la possibilité réelle d'observer les règles de prudence adoptées à cette occasion ou si l'état particulier, dans lequel elle s'est trouvée au moment de l'accomplissement de l'acte, ne lui avait pas permis de prendre davantage de précaution.

M. FRIDIEFF.

Medical Negligence (La négligence médicale), par P. C. Nathan, avec la collaboration de Anthony R. Barrowclough, Londres, Butterworth & Co (Publishers) Ltd, 1957, 218 pages.

L'auteur se propose de donner un aperçu de la législation relative à la négligence médicale des praticiens et des établissements de soins. Ce livre s'adresse à la fois aux juristes et aux médecins. Il commence par un recensement des espèces jugées en cette matière.

Etudiant d'abord la responsabilité par négligence, l'auteur définit cette dernière et considère que le « devoir de soins » est lié à la profession médicale, même en l'absence de tout contrat, les soins gratuits devant [toutefois faire l'objet d'interprétations d'espèce. En revanche, la fixation des critères de la négligence peut être délicate. Le « standard » des soins sur quoi se baser pour apprécier la négligence doit être cherché dans ce qui se fait pour la moyenne des praticiens. Quant à « l'obligation de soins », elle n'est pas prévue par la loi.

Parmi les espèces, l'auteur retient le retard de soins, l'erreur de diagnostic, l'insuffisance dans les explications données aux malades pour l'application du traitement, l'insuffisance des commentaires justificatifs d'une décision médicale, les affaires liées à des problèmes de piqûres ou d'anesthésie, la responsabilité des conduites chirurgicales, y compris les erreurs de technique (oublis de compresses ou de pinces), les brûlures.

Les établissements de soins sont tenus aux mêmes devoirs que le médecin, et peuvent faire l'objet de procès en manque de soins, communication d'infection, etc.

C'est au plaignant d'apporter la preuve de la négligence, mais cette dernière peut apparaître avec évidence et parler d'elle-même (*res ipsa loquitur*).

Un chapitre est consacré à la responsabilité des médecins et établissements à l'égard de leur personnel, un autre aux responsabilités liées à des problèmes d'inadéquation de mesures (par exemple affectations erronées dans un établissement).

Le consentement du malade au traitement ou à l'intervention est longuement traité. L'auteur recommande l'obtention du consentement oral, et mieux, écrit (en particulier en matière de convulsivo-thérapie). En matière d'interventions, des explications suffisantes doivent être données, mais les limites de l'intervention peuvent soulever des problèmes, en raison de circonstances imprévisibles. De plus, en Amérique et au Canada, la tendance est d'intervenir, même sans autorisation, si le médecin estime qu'il est en droit de le faire. Il peut arriver, en toute hypothèse, que le médecin soit amené à intervenir en dépit de l'opposition du conjoint, pour un malade (par exemple un malade mental) lui-même hors d'état de donner une autorisation valable. Toutefois, la décision du chirurgien peut être attaquée en justice. Quant à l'enfant, il pose des problèmes particuliers, le consentement de l'enfant, en dépit de sa minorité légale, pouvant être souhaitable dans certains cas.

L'ouvrage se termine par certains détails techniques relatifs aux actions engagées en justice.

J. D.

L'objection de conscience dans les idées et les institutions, par Claude Langlade-Demoyen, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1958, 321 pages.

En une sorte de manichéisme permanent, l'individu s'oppose à la société alors que la société ne pourrait exister sans l'individu, ni l'individu sans la société.

Et, depuis Antigone, l'anxiété nous poursuit de la nécessité de punir l'objection qui grandit l'homme mais menace la société. L'individu se dresse ainsi, au nom d'une justice que sa conscience lui révèle et qu'il veut défendre à l'encontre de tous.

L'auteur nous donne un excellent livre. Certes, le lecteur que je suis se prend parfois à suivre sa propre pensée et s'étonne que le chemin dans lequel il s'engage ne soit pas celui de l'auteur. Pourquoi ne pas avoir par exemple insisté sur une des plus étonnantes objections de conscience : celle des prophètes juifs, surtout de ceux qui, avant la captivité à Babylone, fustigeaient les vices au nom de Jehovah que leur conscience leur révélait ?

Mais ce sont là défauts mineurs. Le criminaliste retirera de cette étude le plus grand profit. L'honnête homme s'y enrichira. Notre société est faite d'ordre et de justice. L'homme isolé ne peut qu'avec la plus extrême précaution s'ériger en justicier. Ainsi que l'auteur nous le rappelle, la vie sociale suppose avant tout le respect du bien commun.

Et cependant, « l'objection a son domaine qui est celui du révolté, du réfractaire, du réprouvé, du condamné persuadé de la justice de sa cause et de son bon droit » (p. 297).

L'histoire nous révèle que les objections se sont institutionnalisées.

Citant Kulisher, l'auteur nous rappelle que « l'Etat est la dernière révolution qui a réussi ». L'objection ainsi devient l'ordre pour, à son tour, subir l'objection tant de ceux qui regrettent le passé que de ceux qui recherchent l'avenir. Le chrétien fut objecteur à Rome, le protestant à la Renaissance. En juin 1940 un soldat français fut aussi à la tête de l'objection de conscience nationale (p. 262).

Joseph GRANIER.

La fraude et le Code du vin, par D. Combes, Montpellier, Causse, Graille et Castelnaud, 1957, 197 pages.

M. Combes a écrit un ouvrage qui s'adresse essentiellement aux praticiens. Il ne s'en cache pas, car, dès l'avant-propos il nous dit vouloir adopter pour son étude sur les fraudes sur le vin le procédé utilisé dans le si connu fichier pénal de MM. Gollety, Liottard, Vassogne. Il la présente donc sous la forme d'un fichier, exposant d'une part les diverses infractions à la loi sur les fraudes de 1905 et au Code du vin et, d'autre part, les textes législatifs et les principales décisions de jurisprudence.

M. Combes est un spécialiste de la question puisqu'il est chef du contentieux de la C.G.V.M. (1) et de la Fédération nationale des producteurs de vins de consommation courante. Il faut lui savoir gré d'avoir patiemment réuni une abondante documentation, alors que jusqu'à présent il n'existait pas d'ouvrage d'ensemble traitant des fraudes sur le vin et les produits viticoles.

Dans une première partie, M. Combes dresse un tableau des fraudes sur le vin qui conduit à un reclassement logique des infractions en matière viticole. Travail important. On ne saurait méconnaître la nature juridique différente des infractions, sans amener de graves conséquences et des confusions administratives, judiciaires et professionnelles.

Une première catégorie de fraudes comprend les fraudes sur le produit « constatées et poursuivies comme en matière de fraudes et de falsifications selon la loi du 1^{er} août 1905 ». Ce sont : les tromperies et falsifications sur les plants de vigne, les moûts et les vins ; la détention sans motifs légitimes de vins impropres ou de mélanges de vins impropres. Ces infractions sont pénales, même si elles ont une incidence fiscale.

Dans une deuxième catégorie, l'auteur range les infractions poursuivies selon la loi du 6 mai 1909 et l'article 286 du Code du vin, dont il trouve la situation « singulière ». On trouve sous ce titre : a) les infractions concernant les déclarations de récoltes avec appellation d'origine ; leur caractère est mixte, pénal et fiscal ; b) les infractions à la législation des moûts concentrés ; leur nature est très délicate à définir. M. Combes ne pense pas qu'il s'agisse d'infractions purement fiscales, assorties de pénalités correctionnelles ; ce sont plutôt des infractions d'une nature *sui generis* car le produit des amendes qui les sanctionnent est affecté, non pas au Trésor, mais à la constitution d'un fonds de propagande pour la consommation du vin ; c) la pratique de prix illicites sur

(1) Compagnie générale des Vins du Midi.

le vin qui occupe une position intermédiaire entre les fraudes sur la qualité du produit et les fraudes dites fiscales. Le critère d'appréciation est la « culbute » réalisée lorsque le prix de vente est supérieur de 50 % au prix d'achat.

Enfin une troisième catégorie englobe les infractions « constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes ». Ce sont les infractions relatives à la circulation du vin, aux déclarations de récolte et de stocks, au statut des plantations, au statut économique du vin. Leur contentieux présente de nombreuses particularités, et si aucune transaction n'intervient à leur égard, l'action fiscale est portée devant le tribunal correctionnel.

L'auteur dégage d'intéressantes conclusions de cette première partie. En particulier, estimant que le contentieux des contributions indirectes s'adapte rapidement à la solvabilité des délinquants, il suggère un renforcement du système de « l'administrateur-juge » pour les infractions relatives aux plantations, aux déclarations de récolte et au statut économique du vin. Il souhaite une révision de la nature juridique, des modes de constatation et des modes de poursuite des infractions à la circulation des boissons alcooliques. Il demande une coordination de la brigade des vins (service de la répression des fraudes) et de plusieurs brigades mobiles des contributions indirectes. Sous l'angle contentieux, il estime désirable la création d'une nouvelle catégorie d'infractions mixtes afin que la circulation clandestine du vin ne puisse être soustraite comme une infraction « purement fiscale » à l'exercice de l'action civile des syndicats professionnels ; cette réforme, en sollicitant le concours des professionnels du vin, « atteindrait en souplesse », dit-il, « les pratiques frauduleuses de certaines régions ».

La deuxième partie de l'ouvrage de M. Combes est un formulaire alphabétique des fraudes sur le vin. Cette partie est de beaucoup la plus importante du point de vue quantitatif puisqu'elle s'étend de la page 37 à la page 190 (fin de l'ouvrage). Chaque rubrique est divisée en trois points : « Législation ; Discussion des textes ; Jurisprudence ». L'analyse des 24 rubriques dépasserait évidemment le cadre de ce compte-rendu. Elles sont, comme nous l'avons déjà noté, conçues pour faciliter la tâche du praticien et orienter ses recherches ; claires et ordonnées, elles doivent atteindre leur but. Leur classement est alphabétique : c'était probablement le meilleur, bien que certains penseront peut-être que la complexité de la matière et l'abondance des textes n'interdisaient pas un mode de classement plus logique.

Signalons une erreur dans la rubrique des « prix illicites » (p. 120) : « Les vignerons français producteurs de vins de consommation courante, résistent vigoureusement à une élévation du taux actuel de 50 % de la culbute qui aboutirait à faire payer leurs vins dans les restaurants (vins à consommer sur place) plus de 140 francs le litre ». Démonstration à la note 1 : « Le vin arrive à 60 francs le litre dans les chais du restaurateur. Marge de 50 % sur table : 120 francs ; en comptant le bouchage et l'étiquetage, on pourrait aller jusqu'à 140 francs, n'est-ce pas suffisant ? « Amplement certes... Dans la démonstration citée, la marge est de 100 % et non pas de 50 % ! tandis qu'avec la marge de 50 % indiquée, on arrive en réalité à un prix de vente de :

$$60 + 30 + 20 = 110 \text{ francs.}$$

Quoi qu'il en soit, cet ouvrage doit rendre d'importants services aux professionnels de la viticulture comme aux magistrats et aux avocats soucieux de connaissances exactes dans le domaine si délicat de la répression des fraudes viticoles.

Pierre BOUZAT.

L'expertise neuro-psychiatrique devant les juridictions criminelles (Procédure et techniques), par Hélène Riser, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1956, 227 pages.

Dans ce travail sont envisagées successivement :

1^o Les anomalies psychiques en tant que cause de non-imputabilité. L'article 64 du Code pénal, la circulaire Chaumié, sont discutés du point de vue juridique et médical, en particulier à propos de l'ivresse, dont on continue à penser qu'elle reste en dehors du problème de la démence médico-légale.

2^o Les règles générales de l'expertise. Ces données sont à réviser partiellement en vertu des modifications récentes de procédure. Mais nombre de problèmes restent actuels (en particulier pour ce qui concerne le refus du sujet de se soumettre à l'examen de l'expert).

3° Les opérations de l'expertise, avec les problèmes que posent les nouvelles investigations (ponction lombaire, narco-analyse, électro-encéphalographie, explorations complémentaires d'ordre psychologique ou psycho-chirurgical).

4° Les opérations consécutives à la rédaction du rapport.

Dans un appendice, l'auteur laisse entrevoir les modifications susceptibles de survenir dans l'expertise sous l'effet de la progression des idées en matière de défense sociale, et des projets de législation en instance à ce sujet.

J. D.

II. — SCIENCES CRIMINOLOGIQUES

Manuel de psychologie juridique, par Emilio Mira y Lopez, traduit par César Florès, Paris, Presses Universitaires de France, 1959, 313 pages.

La Bibliothèque de psychiatrie, publiée sous la direction du professeur Jean Delay, vient de s'enrichir d'un ouvrage particulièrement suggestif qui constituera sans aucun doute un des apports les plus notables de cette belle bibliothèque. Certes les doctrines, les positions et surtout peut-être la manière de les présenter de M. Mira y Lopez prêtent souvent à discussion. L'auteur ne résiste pas toujours suffisamment à la tentation d'une certaine ironie qui peut paraître parfois aussi négative que facile. Mais son étude, riche de documentation, incite à examiner sous une lumière neuve les problèmes qu'elle pose, et tous les juristes feront bien de les méditer.

L'auteur sent bien tout d'abord que l'idée d'appliquer la psychologie au droit demande quelques explications. Mais la psychologie moderne est utilisée aujourd'hui par la médecine, les sciences sociales, l'industrie, la pédagogie, l'art et la politique. Les phénomènes psychiques font en effet partie de notre expérience, et c'est comme tels que l'auteur veut les examiner dans le domaine particulier de la science du droit. M. Mira y Lopez ne cherche pas d'ailleurs à en déduire une philosophie générale. Il se fonde au contraire sur l'expérience et sur des critères de psychologie presque exclusivement biologiques. Il s'efforce avant tout de rechercher comment la psychologie pourrait être appliquée en vue d'un meilleur exercice du droit, et tout de suite il évoque par exemple la psychologie du témoignage, l'obtention des preuves du délit, la compréhension du délit en tant que découverte de sa motivation, le problème judiciaire posé par le délit et la réforme morale du délinquant en tant que l'on veut s'efforcer de prévenir une récidive ultérieure (p. 14).

A cet égard, M. Mira y Lopez étudie successivement la statique puis la dynamique de la personnalité. Il insiste à de nombreuses reprises sur les neuf facteurs essentiels qui lui paraissent déterminer la réaction de l'individu (la constitution corporelle, le tempérament, l'intelligence, le caractère, les expériences préalables de situations analogues, l'humeur, la situation extérieure, le type moyen de la réaction collective et le mode de perception subjectif de la situation). Par dynamique de la personnalité, il entend l'évolution de cette personnalité et son adaptation au milieu, dans les différents stades de ladite évolution. Il s'attache ensuite à l'étude de ce qu'il appelle la psychologie des attitudes morales. Il admet comme position de base l'amoralisme foncier de l'être humain ; le sens moral est pour lui acquis au fur et à mesure du contact de l'individu avec la réalité sociale. Les résultats de cette évolution s'intègrent pour chaque être humain dans une conception générale des attitudes morales : d'où l'on peut dégager une typologie de ces attitudes et un classement des délinquants en fonction des causes possibles du délit (p. 92).

S'il n'existe pas une notion innée de moralité, l'ordre social suppose la structuration de certains critères qui seront à l'origine de préceptes ou de règles de la morale sociale. On voit par là apparaître une psychogenèse des concepts de droit et de devoir (p. 95) sans aucun doute discutabile, mais présentée de façon intéressante et vivante. Ce qui conduit du reste M. Mira y Lopez à noter déjà ici les insuffisances de la justice pénale traditionnelle (p. 102).

La psychologie du délit conduit à essayer de le comprendre, c'est-à-dire de l'intégrer dans le courant général de la conduite de l'individu. Pour juger le délit, il convient donc de reconnaître et de saisir tous les facteurs déterminants de la réaction personnelle. Il convient par suite de ne pas envisager seulement l'acte matériel et ses résultats, ni même l'intention de l'agent, mais sa véritable motivation psychologique. Cette

motivation psychologique est elle-même le résultat d'un long processus qui constitue les phases intrapsychiques de l'action délictueuse et qui conduit à ce que l'auteur appelle la « frontière du délit » (p. 107). Le mode de réaction approprié sera donc celui que préconise la théorie psychagogique, qui vise à ramener le délinquant à une conduite normale. Ce chapitre est utilement complété par l'examen des motivations et des types délictueux.

Ces éléments ont été, selon l'auteur, trop souvent négligés. Ici apparaît de nouveau l'insuffisance psychologique du procès judiciaire civil et surtout pénal, où les documents et les éléments de conviction risquent sans cesse de n'être pas suffisamment mis en évidence ou d'être mal interprétés. Un chapitre très nourri sur la psychologie du témoignage, un autre relatif à « l'évidence du délit » (il s'agit ici d'un anglicisme évident), avec le problème soulevé par les techniques modernes de contrôle de la sincérité des déclarations, permet de situer plus exactement la psychologie judiciaire telle que conduisent à l'envisager les progrès de la science. L'auteur se demande ensuite s'il ne convient pas d'étudier les attitudes post-délictuelles afin de déceler l'état dangereux et de prévenir la récidive. Il passe en revue les tentatives récentes qui ont été faites en ce domaine (p. 184 et s.). Il se demande également si l'on peut dégager les règles générales de la thérapeutique du délinquant. Il distingue ici quatre problèmes principaux : la prophylaxie du délit, bien posée au départ (p. 210), mais dont les règles précises peuvent paraître à la fois décevantes parce qu'insuffisantes, et inquiétantes, dans la mesure où l'auteur réclame une censure littéraire, théâtrale et cinématographique absolue et la création d'un service social ayant un droit d'intervention dans la vie privée individuelle (p. 212-214) ; la thérapeutique du délinquant, qui suppose encore le dépistage du délinquant précoce ; le traitement des délinquants occasionnels, s'efforçant d'éviter qu'ils ne deviennent habituels ; le traitement, enfin, des récidivistes incorrigibles.

A tous ces moyens d'action, on peut ajouter l'organisation de services d'assistance et de réadaptation juridico-sociale envisagés comme un moyen de lutte contre la récidive. Mais il convient de tenir compte également des délits de groupe, c'est-à-dire des crimes commis en bandes et de la nécessité d'établir les normes d'une thérapeutique sociale des groupes.

L'auteur recherche ensuite les différents degrés de capacité et de responsabilité juridique et les diverses formes de la personnalité psychopathique. Certains cas intéressent d'ailleurs principalement le civiliste, voire même le notaire, lorsqu'il s'agit par exemple de la rédaction d'un acte, en particulier d'un testament. D'autres intéressent surtout le criminaliste et le juge pénal, et alors se pose la question de l'évaluation juridique de ces psychopathies et de la prévision possible des délits vers lesquels elles tendent.

Ce point d'aboutissement marque-t-il un retour vers Lombroso et une sorte de revanche de l'anthropologie sur la psychologie criminelle ? C'est la question que se pose M. Mira y Lopez en rappelant le *somatotype* de Sheldon, envisagé comme « expression quantitative des composantes primaires de la structure morphologique d'un individu » (p. 292). Le point d'aboutissement de l'auteur n'est donc pas moins déterministe au fond que son point de départ. Les motivations psychologiques sur lesquelles il insiste justement lui paraissent très largement conditionnées par des éléments dont il veut croire qu'il serait possible de les distinguer d'avance. On peut ici encore ne pas accepter toutes les conclusions, plus implicites qu'explicites d'ailleurs, de l'auteur. Mais on doit lui savoir gré de l'effort d'appréhension du problème qu'il a su faire pour poser dans toute sa complexité la question de savoir ce qu'il fallait entendre par cette *psychologie juridique*, dont l'intérêt a été sans aucun doute jusqu'à présent méconnu et dont l'utilisation, prudente sans doute, mais rationnelle, permettrait d'améliorer dans des conditions certaines l'administration d'une justice qu'elle contribuerait à rendre plus humaine. Le livre de M. Mira y Lopez pose, peut-on dire, à tous les juristes de véritables questions de conscience. Ce n'est pas un des moindres mérites de l'auteur, et l'on veut espérer que son appel sera entendu.

M. A.

Theoretical Criminology, par George B. Vold (University of Minnesota), New-York Oxford University Press, 1959, 334 pages.

Nous avons déjà signalé les nombreux ouvrages américains qui essaient actuellement sur le plan scientifique de mettre de l'ordre dans les études de criminologie poursuivies

aux Etats-Unis. Le premier problème auquel se heurtent les criminologues américains est de définir la notion même de criminologie ; et, en lisant leurs ouvrages, on peut s'apercevoir que peu à peu se précise une notion que l'on pourrait appeler « américaine » par rapport à la notion « européenne » de cette science.

Le professeur Vold s'y essaie à son tour, plus dans l'intérêt ou à l'intention des chercheurs qu'à celle des étudiants ; car il témoigne de son désir de voir organiser ici un programme systématique de recherches. A cet effet, il s'efforce de faire le point des études de criminologie scientifique en rejetant toutes les explications qui relèvent du domaine proprement philosophique ou métaphysique.

M. Vold note au départ la confusion des idées qui sont courantes en la matière. Les Américains se concentrent habituellement sur la notion de comportement, mais sans toujours bien distinguer le comportement comme tel, c'est-à-dire l'attitude de l'individu dans la Société ou dans le groupe social, et l'appréciation du comportement en tant que jugement de valeurs éthiques, sociales ou juridiques. Pour s'en tenir aux explications de nature proprement scientifique, et non démonologique, trois attitudes sont à son avis possibles. L'être humain doué de raison et maître de son destin, c'est-à-dire libre au sens traditionnel du mot, peut d'abord être considéré comme l'auteur de ses actes aussi bien que de la structure sociale ou intellectuelle qu'il se donne. On peut aussi regarder l'homme en tant que conditionné par son organisme et soumis dès lors comme tel à un déterminisme biologique. On peut enfin regarder l'individu comme soumis au groupe dans lequel il est placé et dont il est l'expression, le groupe devant ici s'entendre surtout du complexe d'idées, d'habitudes et de conceptions morales que les Américains appellent *culture* : on aboutit dans ce dernier cas à un déterminisme socio-culturel, pour lequel M. Vold professe à certains égards d'évidentes sympathies.

La première conception est la conception classique ou néo-classique. L'homme, toujours libre de choisir, est limité par un système éthico-juridique où la peine représente un mal plus grand que l'avantage que lui procurerait le délit. A l'inverse, le positivisme sous toutes ses différentes formes postule l'utilisation des méthodes des sciences de la nature appliquées au problème criminel.

M. Vold rappelle, un peu rapidement sans doute, mais avec beaucoup de netteté, les positions classiques, néo-classiques et positivistes qui sont toutes plus ou moins à l'origine des systèmes modernes. Il envisage ensuite une grande division. Il distingue, d'une part, les théories centrées sur les particularités ou les anomalies de l'individu et, d'autre part, les théories fondées sur les influences du groupe social : le crime est alors un aspect spécifique des *conflits de culture*. M. Vold retrace dans les grandes lignes ces différentes théories par une énumération qui ne prétend pas être complète et qui comprend d'inévitables lacunes. Il passe également en revue les théories qui se sont fondées sur les types physiques de délinquants, puis celles qui se sont attachées à l'étude de l'état mental du criminel, celles aussi qui prennent en considération les tares héréditaires ou les déficiences individuelles, jusqu'aux enquêtes plus récentes sur les rapports entre l'endocrinologie et la criminalité, et les recherches concernant la personnalité psychopathique, y compris la théorie freudienne de la criminalité. Il rappelle aussi les études entreprises sur les problèmes de personnalité reliés à l'alcoolisme, au vagabondage, à la pratique du jeu, à la prostitution, à l'usage des stupéfiants.

Mais ici nous touchons déjà à des questions relevant du milieu social. Les autres théories examinées ensuite par M. Vold s'attachent presque exclusivement à cet « environnement ». Les unes étudient la relation entre les conditions économiques et la criminalité, les autres voient dans la criminalité la conséquence d'un comportement social acquis de certains individus qui constituent en soi des hommes normaux. M. Vold note alors justement (p. 183) que cette théorie est celle qui s'éloigne le plus de l'explication bio-psychique du crime. A côté des modes de comportement inné ou héréditaire, il y a lieu de tenir compte des modes acquis dont certains peuvent être délictueux. De telles recherches remontent jusqu'à Aristote ; à une époque plus moderne, on a parlé, avec Tarde, de l'influence du milieu et de l'imitation avant d'aboutir avec Sutherland à la théorie de « l'association différencielle ».

Les criminologues américains tendent à accorder une attention particulière aux conflits entre différents groupes humains ou sociaux. Cette sociologie des conflits, que M. Vold rappelle avec beaucoup de précisions (p. 203 et s.), leur semble fournir l'explication de certains domaines de l'activité criminelle. L'individu est alors considéré comme le membre ou le produit de son groupe social ; mais ces groupes sociaux, surtout

dans une démocratie, sont en conflit constant les uns avec les autres. Ainsi se justifie la définition d'après laquelle, selon Sutherland encore, le crime est une « situation sociale ». Le crime prend d'ailleurs souvent l'aspect d'une véritable profession organisée. Il faut alors tenir compte des associations particulières créées en vue de certaines activités criminelles propres à assurer la domination du groupement. Ce sont les fameux *gangs* ou les *rackets* qui préoccupent à juste titre les criminologues américains. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que l'organisation socio-économique moderne s'étend à ceux-mêmes qui en sont les dirigeants ou qui occupent une position leur donnant l'occasion d'une activité illégale ou para-criminelle, à laquelle les criminologues américains ont donné l'appellation de *white collar crime*.

Devant tant de théories, rappelées encore une fois par M. Vold avec une netteté parfois élémentaire, mais souvent exemplaire, et sur la base même de ces théories, l'auteur en arrive à cette conclusion que des recherches criminologiques systématiques sont nécessaires. De nombreux problèmes restent à résoudre, des problèmes de méthodes et même de sémantique, car il s'agit de définir le crime et de se prononcer sur le point de savoir si la définition doit en être légale ou sociologique. Pour M. Vold, les recherches sur les types criminels individuels ne peuvent guère apporter que des compléments ou tout au plus des raffinements sur ce que l'on sait déjà. Au contraire, le problème social du crime et notamment le jeu des organisations criminelles ou des groupes socio-criminogènes constitue un champ immense où, à son avis, beaucoup reste à découvrir. L'étude en demandera même, affirme-t-il, une certaine hardiesse.

M. Vold souligne enfin l'interdépendance de la politique criminelle et de la théorie criminologique, c'est-à-dire de l'attitude communément adoptée à l'égard du crime et de l'explication que l'on peut donner du phénomène criminel. Le problème est, pour terminer, envisagé en fonction de la pénologie réhabilitative moderne. Cette étude, quoique un peu rapide, est infiniment suggestive et l'on souhaiterait que M. Vold, qui a manifestement beaucoup réfléchi à tous ces problèmes, puisse un jour compléter une étude dont nous croyons devoir signaler ici tout l'intérêt.

M. A.

The Offenders. Society and the Atrocious Crime (Les délinquants. La Société face au crime atroce), par Giles Playfair and Derrick Sington, Londres, Secker and Warburg, 1957, 278 pages.

En examinant quelques cas de criminels particulièrement abjects, les auteurs veulent démontrer que la peine de mort, pas plus que les peines d'emprisonnement de longue durée, ne trouvent de justification.

La partie descriptive de l'ouvrage est bonne. C'est de l'excellent journalisme. Le lecteur ne peut évoquer sans émotion les pages consacrées à Irma Grese, la jeune geôlière de Belsen, exécutée en 1945, et à Joseph Redenbauch, jeune garçon condamné à l'âge de dix-neuf ans à la prison à vie. Un malaise certain et une grande pitié s'élèvent de ces pages.

Mais on ne peut se satisfaire de l'examen de situations particulières, il faut toucher au fond du problème. La peine de mort a la vie dure et le livre de Giles Playfair et Derrick Sington ne lui fera perdre de partisans que parmi les cœurs sensibles.

Pierre CHABRAND.

Foul Deeds Will Rise (Et le mal surgira), par Richard Harrison, Londres, John Long, Ltd, 1958, 175 pages.

Le livre de Richard Harrison est un très bon recueil d'anecdotes sans doute choisies pour leur enseignement. Ce sont des faits divers à l'appui de quelques idées simples de l'auteur. La plupart du temps les criminels se font prendre en négligeant un détail. Le « criminel né » cher au Dr Lombroso est une vue sommaire des causes du comportement du délinquant. La police américaine est moins efficace que Scotland Yard. Il y a toujours de nombreux crimes impunis. A côté de ces thèmes illustrés d'exemples fort vivants le lecteur rencontrera des récits plus nouveaux concernant la pratique de l'appareil à détecter le mensonge ou le phénomène *Teddy boy*. Il lira avec plaisir aussi le portrait vigoureux de Jesse Woodson James, le Cartouche de la guerre de Sécession, véritable héros de Western.

Pierre CHABRAND.

The Psychology of Murder. A Study in Criminal Psychology (Psychologie du meurtre. Etude de psychologie criminelle), par Andreas Bjerre, traduit du suédois par E. Classen, Londres, Longmans, Green and Co. Ltd, 1927, 164 pages.

Dans cet ouvrage, déjà ancien, on trouve, posé en termes demeurés parfaitement modernes, le principe de l'examen de personnalité du délinquant.

Trois chapitres sont consacrés à l'illustration de la méthode de psychologie phénoménologique tenant compte des multiples expériences vécues du criminel pour la compréhension de son acte.

L'auteur donne une place de choix dans la motivation du crime à l'*auto-déception* (*self-deception*). Il cite ensuite l'*angoisse*, avec sentiment de dépression, de désespoir et d'abandon (nous dirions aujourd'hui de frustration), avec persistance de la dépendance à l'égard de la mère. Enfin, l'auteur consacre un chapitre à la dissimulation (*shaming*), le sujet soutenant la thèse de la non-culpabilité, par refus d'acceptation de l'acte, en s'accrochant à l'idée non pas, qu'il n'a pas commis le crime, mais qu'on n'a pas fait la preuve qu'il est le véritable criminel. Le criminel, dans ces cas, accepterait presque d'avouer son crime, dès lors qu'on ne pourrait pas faire la preuve que c'est lui qui est le coupable.

Cette notion, qui est liée en fait au mode d'appréciation de la culpabilité (par l'aveu ou par la preuve) pourrait surprendre si l'auteur n'attirait notre attention sur le fait que, trop souvent, nous jugeons le criminel en fonction de nous-mêmes, alors qu'il faut d'abord se pénétrer de l'idée qu'il s'agit d'un être à mentalité particulière, lequel nous considère, de son côté, en fonction de sa propre mentalité.

J. D.

The Mind of the Murderer (La mentalité du criminel), par W. Lindesay Neustatter, Londres, Christopher Johnson, 1957, 232 pages.

L'auteur, à l'occasion du nouvel *Homicide Act* de Grande-Bretagne, rapporte un certain nombre de cas de criminalités en en discutant la nature d'un point de vue à la fois psychiatrique et médico-légal. En rapportant la biographie de quelques criminels, avec les problèmes posés par leur structure mentale et les discussions auxquelles ils donnèrent lieu en cours d'instruction et de jugement, l'auteur tente de définir la position des intéressés dans la perspective de la nouvelle loi, en particulier pour ce qui est de la « responsabilité atténuée » (*diminished responsibility*). Sont successivement rapportés les cas d'un schizophrène, de deux « hystériques », d'un débile, d'un paranoïaque, d'un épileptique, de meurtres accomplis en établissement psychiatrique, ou dans des conditions particulières (rétractations, simulation de maladie mentale, mélancolie, sadisme, etc.).

Parmi les observations rapportées, on retiendra en particulier celle d'un jeune sujet, meurtrier de sa mère, dont on put établir que les faits avaient été en rapport avec un état d'anormalité (vérifiée expérimentalement par examen électro-encéphalographique) liée elle-même à une hypoglycémie transitoire.

Le livre se termine par le texte de l'*Homicide Bill*. L'auteur déclare dans son introduction qu'il espère voir le lecteur tirer de lui-même les conclusions de son ouvrage. Dans son avant-propos, Lord Pakenham le loue d'avoir su garder une sage mesure dans la présentation des cas pour lesquels, à l'occasion des jugements qui ont pu être prononcés, se trouve posé le problème éthique et psychosocial de la peine de mort.

J. D.

Le coupable est-il un malade ou un pécheur ? par le Groupe Lyonnais d'études médicales, Paris, Editions Spes, 1951, 231 pages.

Cet ouvrage s'inscrit dans la série des études publiées par le Groupe Lyonnais que dirige le Dr René Biot, et dont plusieurs volumes ont paru avant (et après) celui-ci. Il s'ouvre sur des remarques de Jean Guittou relatives à *Durée et culpabilité*, où l'auteur relève depuis la seconde guerre mondiale une reviviscence des problèmes de la faute et du péché. Pour comprendre le fautif, il faut admettre chez lui : 1° une part de culpabilité qui le dépasse dans la mesure où elle tient à son tempérament et à sa nature, 2° mais aussi une autre part, qu'il doit assumer, même si la faute est involontaire, car il en partage le risque avec l'ensemble du corps social, dont il ne peut se désolidariser, tant pour le présent que pour le passé et l'avenir. Le concept de responsabilité doit tenir compte de ces deux données apparemment paradoxales et contradictoires.

M. Robert Troude étudie, au point de vue *sociologique*, ce que représente la culpabilité au regard de la Société. L'idée de culpabilité n'est qu'un aspect de celle de responsabilité, dont il s'agit de faire le départ entre l'individu et le groupe, sans pour autant que le groupe assume toutes les responsabilités individuelles.

Pour M. Savey-Casard (*Le droit pénal et le sentiment de culpabilité*) le droit ne peut méconnaître la force du sentiment de culpabilité. Mais il doit l'interpréter en se tenant à égale distance de concepts de justice et de défense sociale trop strictement interprétés.

Le Dr Baruk (*Les méthodes scientifiques d'étude de la conscience morale en psychologie et en psychopathologie individuelle*) et le Dr Paul Abély (*Les sous-structures organiques qui conditionnent l'éclosion du sentiment de culpabilité*) étudient les côtés biologiques du problème, et les gauchissements que les troubles biologiques, hormonaux en particulier, peuvent imprimer au sentiment de culpabilité (considéré par P. Abély comme plus ou moins lié à la genèse de l'état anxieux).

Le Dr Berge (*Le sentiment de culpabilité chez l'enfant*) ramène avec les analystes le sentiment de culpabilité au « surmoi », mais ce sentiment lui-même paraît relever pour l'auteur de sentiments encore plus profonds, parmi lesquels, par exemple, le sentiment d'insécurité. On peut discuter de la question de savoir si le sentiment de culpabilité de l'adulte n'est pas de même nature, « imprégné de pensée magique, plus ou moins érotisé, « au surplus mêlé d'angoisse et de peur et d'un sentiment d'infériorité qui rappelle la « situation éternelle de l'enfant en face de la grande personne », et contre lequel l'éducation peut lutter.

Le Chanoine Masure (*Le problème social de la culpabilité et le sentiment religieux, esquisse des rapports entre biologie et théologie*) et l'abbé J. Rambaud (*Péché et rédemption*) tentent, le premier dans une perspective évolutive, le second par les ouvertures qu'implique le problème de la Rédemption, de mettre en lumière à la fois les différences et les liens entre les aspects biopsychiatriques et théologiques du sentiment de culpabilité.

Le Dr Biot s'efforce en fin d'ouvrage d'établir les domaines respectifs du médecin et du prêtre dans les conduites à tenir à l'égard du sentiment de culpabilité.

J. D.

Psychologie und Vernehmungstechnik bei Tatbestandsermittlungen (Psychologie et technique d'interrogatoire dans l'établissement des faits), par Albert Hellwig, 4^e édition, Stuttgart, Ferdinand Enke Verlag, 1951, 355 pages.

Dans cet ouvrage, réédition mise à jour de l'ouvrage paru pour la première fois en 1927, l'auteur étudie d'abord la psychologie des enquêteurs : policiers, juges, experts. Chaque interrogatoire est un travail psychique, aussi bien pour celui qui entend que pour celui qu'on entend. Il y a donc un contact nécessaire entre les partenaires. D'où l'importance de la personnalité de l'enquêteur, la nécessité du désir d'entrer en relation avec le prochain.

Il existe d'autre part une psychologie des « entendus ». Et, d'abord, de l'accusé, avec ses variations, ses dénégations, ses aveux, ses protestations d'innocence, comme aussi ses autoaccusations (dont on ne peut être dupe, au moins dans certains cas) ou ses rétractations.

Une part importante de l'ouvrage est consacrée à la psychologie du témoignage et des témoins (en fonction de l'âge et du sexe en particulier). L'erreur de bonne foi est souvent difficile à différencier du mensonge vrai. L'auteur rapporte des recherches expérimentales de psychologues (en particulier ceux de l'Ecole de Würzburg) sur les associations, le souvenir, l'estimation des mesures et du temps. Il existe une typologie du témoin. Avec Mönkemöller, l'auteur en décrit 23 types. Quinze pages sont consacrées au témoignage des enfants.

Passant à la technique proprement dite de l'interrogatoire, l'auteur distingue une partie générale, dans laquelle il passe en revue les buts, consacre un chapitre aux méthodes à réprouver, discute au passage les méthodes comme la narco-analyse, les méthodes graphiques d'enregistrement, la graphologie. Sont étudiés ensuite les divers modes d'approche pour l'interrogatoire en cours d'instruction, avec les procédés plus ou moins détournés (subterfuges, questions suggérées, etc.) dont la valeur est également critiquée. Une prudence encore plus grande, si possible, est nécessaire avec les jeunes.

Dans une partie spéciale, l'auteur arrête sur l'interrogatoire de l'accusé, en particulier lors des confrontations, et pour le diagnostic des faits. Face à l'accusé, le témoin, tenu de dire la vérité, pose ses problèmes.

Quelques pages sont consacrées pour finir au *procès-verbal* des interrogatoires, ainsi qu'à l'analyse critique des preuves tirées d'indices, analyse qui pose chaque fois un problème psychologique.

J. D.

Versuche zu einer geisteswissenschaftlich fundierten Psychiatrie (Recherches pour une psychiatrie basée sur une connaissance scientifique de l'esprit), par W. Wagner, Berlin, Göttingen, Heidelberg, Springer-Verlag, 1957, 64 pages.

Dans un avant-propos, le Dr H. Tellenrath présente cet ouvrage posthume et situe la pensée de l'auteur disparu au milieu des divers courants de la pensée psychiatrique et psycho-pathologique contemporaine, en particulier face au mouvement phénoménologique.

L'auteur discute d'abord le concept de maladie en matière de clinique psychiatrique. Il en montre l'obscurité et s'efforce de remonter au problème des bases et des causes, en tentant à titre d'exemple une approche scientifique de l'interprétation d'une phobie.

Dans un second chapitre (qui reproduit un article antérieurement paru) l'auteur se demande s'il existe un « facteur-schizophrénique ». Il rappelle les recherches biologiques effectuées à ce sujet, en particulier par Jatzkewitz. Il estime que le concept de schizophrénie ne fait que caractériser un groupe d'individus se comportant anormalement de façons diverses, et dont la connaissance doit être menée non pas selon les méthodes des sciences naturelles, biologiques ou psychologiques, mais seulement selon une orientation scientifique basée avant tout sur l'analyse ontologique de l'existence.

A l'occasion d'un cas, l'auteur étudie les modalités d'une telle approche.

Un chapitre terminal est consacré à la folie en captivité, dans ses rapports avec le nihilisme. La connaissance de la vie concentrationnaire permet d'éprouver le concept ci-dessus spécifié et de réviser les concepts traditionnels de la psychiatrie clinique. L'auteur discute un cas ayant évoqué la schizophrénie et s'en différenciant cependant en dépit de l'existence de symptômes s'apparentant à cette « affection » (autisme, gauchissement psychique, maniérisme, médiocrité du contact, etc.). Rapportant l'opinion d'autres auteurs (en particulier K. Schneider) sur les psychoses des criminels, l'auteur estime qu'il ne peut s'agir là, si l'on en tente une approche classique, que d'états particuliers, difficilement compréhensibles. En revanche, l'approche ontologique ouvre sur leur devenir des perspectives valables.

J. D.

Home Conditions. A Sociomedical Study of 1066 Hospitalized Patients with Skin and Venereal Diseases (Conditions de vie au foyer. Etude médico-sociale de 1066 hospitalisés pour affections cutanées et vénériennes), par Esbern Lomholt, Copenhagen, Rosenkilde and Bagger, 1958, 100 pages.

Après une bibliographie critique des travaux consacrés à l'étude de l'environnement et à la dissociation familiale dans leurs rapports avec la délinquance et la psychopathie, l'auteur donne le détail de recherches similaires menées pour les maladies cutanées et vénériennes à l'Hôpital Marselisborg de l'Université d'Aarhus, au Danemark, et relatives aux foyers dissociés, à la scolarité, aux troubles du comportement, à l'abus d'alcool, aux conditions socio-économiques, enfin à un certain nombre de situations biosociales ou conflictuelles. Bibliographie, appendices et tables; l'auteur conclut qu'il existe des facteurs médico-sociaux dans l'étiologie de certains groupes d'affections. Le fait paraît surtout se manifester chez l'enfant pour le « prurigo de Besnier » (*atopic dermatitis*).

J. D.

The Call Girl. A Social and Psychoanalytic Study (La « call girl ». Etude sociologique et psychanalytique), par Harold Greenwald, New-York, Ballantine Books Inc., 1958, 245 pages.

Le Dr Harold Greenwald est un psychanalyste et sans nul doute un excellent prosateur. Il donne dans son ouvrage le portrait de plusieurs *call girls*, toutes, il faut le dire, aussi sympathiques les unes que les autres. Mais l'amour du sujet n'est-il pas déjà sa connaissance ?

La *call girl*, qui existe sans doute dans tous les pays, est le fruit de la richesse et de la vie moderne qui ne laisse plus le temps de la séduction. Elle est certes une prostituée,

mais de luxe et qui tient aux apparences; la *call girl* doit être belle, mais aussi cultivée; savoir s'habiller est pour elle peut-être plus précieux que de savoir se déshabiller car ses clients sont des hommes du monde, riches mais exigeants quant au choix de leurs compagnes, qui devront aussi les accompagner aux dîners mondains et aux théâtres.

La *call girl* est un produit social indispensable, semble-t-il, à ceux qui veulent affirmer leur « standing ». Les plus chères sont les plus recherchées, et si telle femme est fière de son manteau de fourrure, tel homme est fier de pouvoir s'offrir telle *call girl* réputée pour le coût de son entretien.

Selon l'auteur du livre, la *call girl* est tellement entrée dans les mœurs, si l'on peut dire, que le fisc en tient compte au même titre que des repas d'affaires. A son client, à son concurrent on offre un bon dîner et une coûteuse *call girl* qui l'accompagne au théâtre si l'homme est sérieux, qui prolongera la rencontre s'il l'est moins.

Le Dr Greenwald a voulu savoir pourquoi les filles, parfois d'excellent milieu, devenaient *call girls*, et quelles étaient leurs chances de relèvement. Il a eu, semble-t-il, constamment à l'esprit le souci d'arracher ses clientes à la pente du vice. Il y a quelquefois réussi.

Le récit est riche de détails; il est sans fard, il est honnête parce que sincère. Il comporte aussi quelques pages sur les proxénètes et sur les clients des dames en question.

P. C.

Bericht über den XX^e Kongress der Deutschen Gesellschaft für Psychologie (comptes rendus du XX^e Congrès de la Société allemande de psychologie, Berlin, 26-29 septembre 1955), par Albert Wellek, Göttingen, Verlag für Psychologie. Dr C.-H. Hogrefe, 1956, 224 pages.

Cet ouvrage qui comporte les comptes rendus des travaux du XX^e Congrès de la Société allemande de psychologie qui s'est tenu à Berlin du 26 au 29 septembre 1955 comprend trois parties :

1° L'étude des problèmes de base et de recherche expérimentale (M. E. May, W. Metzger).

2° Les problèmes posés par la psychologie en profondeur et l'hygiène mentale (MM. R. Heiss, I.-H. Schluss, H. Thomae, A. Mitscherlich, A. Daumling).

3° Des études portant sur la caractérologie et le psychodiagnostic (MM. G.-W. Mühle, R. Kirchoff, H. Martin).

Enfin cet ouvrage comprend 39 communications portant sur des sujets divers.

J. D.

Behind Shocking Crime Headlines (Derrière les gros titres des crimes sensationnels), par Sidney Kobre, Tallahassee, Florida State University, 1957, 274 pages ronéotées et illustrées.

Dans *Behind Shocking Crime Headlines*, M. Sidney Kobre a présenté une si riche matière, a accumulé tant d'exemples, de citations de presse, de comptes rendus de procès, de statistiques, de digressions de toutes sortes, qu'il est malaisé de trouver un fil directeur.

Les premiers chapitres relatent des crimes révoltants commis par des aliénés ou des personnes souffrant de maladies mentales, et l'auteur se demande si des efforts suffisants sont déployés pour prévenir ces crimes et déceler d'avance le déséquilibre de leurs auteurs. Il n'apporte évidemment aucune solution aux problèmes qu'il soulève.

Une partie importante de l'ouvrage est consacrée aux méfaits et aux causes de la délinquance juvénile dont l'étendue s'accroît aux Etats-Unis d'une manière alarmante.

Enfin, la dernière partie étudie le système pénitentiaire, et M. Kobre en dénonce les lacunes sans suggérer de remèdes.

S'il faut admirer le travail très minutieux et très documenté auquel il s'est livré avec un zèle louable, M. Sidney Kobre aurait pu présenter son ouvrage avec une rigueur plus scientifique, et cerner les problèmes qui le préoccupent avec plus de précision.

R. M.

Murder with a Difference. The Cases of Haigh and Christie, par Molly Lefebure, Londres, Melbourne, Toronto, Heinemann, 1958, 251 pages.

Molly Lefebure a repris l'étude des deux caractères les plus étonnants de la chronique judiciaire de ces dernières années en Angleterre, Evans et Christie.

Evans, homme sans ami, solitaire dès l'enfance, intelligent avec un sens aigu de l'humour, cynique et paresseux. Christie, petit employé modèle, nerveux sans grande envergure. Deux créatures soudain portées vers le crime ; Evans buvant le sang de ses victimes, Christie avouant à la Cour que reconnaître de nombreux crimes lui était agréable. Deux hommes qui ont leurs petits côtés « bourgeois ». Evans se préoccupait avant son exécution de l'allure qu'aurait son mannequin au Musée de Mme Tussaud. Il conseillait la couleur de la cravate et voulait veiller au pli de son pantalon. Christie adorait les bêtes, les chats plus particulièrement.

Evans aimait la musique, ne craignait pas la mort et croyait à la réincarnation. Christie s'occupait beaucoup de lui-même, redoutait les douleurs et était toujours chez le médecin.

L'auteur a cherché jusque dans le détail à cerner le personnage de ces deux criminels ; y a-t-il réussi, nul ne peut le dire évidemment. Mais le lecteur peut attester de la quantité de renseignements recueillis et de l'intérêt soutenu de l'ouvrage.

P. C.

La mort est mon métier, par Robert Merle, Paris, Gallimard, 1952, 325 pages.

Der Tod ist mein Beruf, par Robert Merle, traduit du français par Curt Noch, Berlin, Aufbau-Verlag, 1957, 346 pages.

Il nous a paru que l'ouvrage de Robert Merle, quoiqu'il s'agisse d'un livre de caractère littéraire, ne devait pas laisser indifférent tous ceux qui s'intéressent à la criminologie et il devait être signalé ici. Indiquons tout de suite qu'une traduction allemande due à Curt Noch a paru il y a peu de temps à Berlin, ce qui vaut la peine d'être signalé.

Robert Merle raconte ce qu'il imagine avoir été la vie de l'officier SS qui dirigea le camp d'extermination d'Auschwitz. La base est historiquement vraie. Elle résulte du procès conduit en Pologne, après la fin de la guerre, au cours duquel l'ancien chef du camp fut condamné à mort. Tous les détails sont exacts. Les chiffres, les méthodes d'extermination, peuvent être vérifiées. C'est un fidèle et vivant miroir du procès.

L'intérêt du roman apparaît aussi lorsque l'auteur, auquel nous devons un livre puissant comme *Week-end à Zuydkoote*, cherche à pénétrer l'âme même de son personnage et se demande pourquoi il en est arrivé là.

Nous avons été nombreux à nous poser cette question. Les camps de concentration dont la cruelle inhumanité a rappelé au monde qu'il était encore bien proche de la barbarie, avaient à leurs têtes des hommes dont le comportement quotidien était normal. Comment de bons pères de famille, des maris attentionnés, des voisins aimables et estimés pouvaient-ils, dans la journée, vivre dans l'enfer des camps et cotoyer une mort et une souffrance qui ne semblaient pas les atteindre ?

Robert Merle nous en donne une explication subtile. Son héros subit à la fois les conséquences d'une extravagante éducation et de troubles nerveux mal définis. Dressé à obéir par un père dépourvu de tout jugement sain sur la hiérarchie des fautes, le futur directeur du camp est ainsi mis dans l'impossibilité d'apprécier la valeur morale d'un acte. Les événements s'ordonnent pour lui autour d'une absolue obéissance qui lui interdit toute humanité. Tuer, se marier, massacrer, avoir des enfants deviennent des actes dépourvus d'amour comme de haine, extérieurs à lui en quelque sorte, commandés par un impératif qu'il ne se reconnaît pas le droit de juger.

Si, dans le roman, apparaissent des personnages humains ils ne peuvent survivre à cet univers de mort et s'échappent par le suicide.

Une telle explication ne nous satisfait pas pleinement. Certes, le « dressage » subi explique souvent certains crimes. Nous avons vu des accusés auxquels étaient reprochés des tortures concentrationnaires répondre en un machinal et impeccable garde-à-vous : *Es war ein Befehl* (1). Mais est-ce là la seule motivation d'une incompréhensible criminalité ? Ne faut-il pas, chez beaucoup, chercher un sentiment plus humain de terreur devant une menace de départ sur le front russe, d'angoisse devant des sanctions très sévères ? N'y eut-il pas chez d'autres un certain sadisme réveillé par les circonstances terribles que traversa l'Allemagne de 1931 à 1945 ?

De toutes façons l'analyse psychologique d'un directeur de camp d'extermination mérite l'attention de tous ceux qui cherchent à expliquer un criminel. Que M. Merle en soit remercié.

J. G.

(1) C'était un ordre.

Enquête à Palerme, par Danilo Dolci, traduit de l'italien par Maria Brandon Albini, Paris, Julliard, 1957, 336 pages.

Depuis quelques années, l'attention du public français a été attirée sur Danilo Dolci qu'on appelle souvent le Gandhi italien. M. Dolci a été profondément ému par les conditions sociales dans lesquelles vivent les habitants de certaines parties de la Sicile, et il a consacré toute son activité à forcer les pouvoirs publics, par des moyens non agressifs mais fermes, à améliorer le sort de ces individus. *Enquête à Palerme* entre dans le cadre de son action.

Il s'agit d'une très sérieuse enquête sociologique qui utilise les résultats des entrevues accordées par les plus pauvres parmi les pauvres. Ce rapport poignant intéresse au plus haut point les criminologues, car il étale clairement de nombreuses causes de la criminalité. On a souvent l'impression que certains individus sans instruction, sans formation professionnelle, sans possibilité de se procurer du travail, n'ont d'autres moyens de trouver à manger pour eux et les leurs (ce désir de remplir leurs devoirs envers leur famille est frappant) que de recourir au crime. Tous ceux qui étudient les problèmes de la structure d'une société et surtout les problèmes humains — et ceux-ci sont certainement la base de toute étude de politique criminelle — liront cet ouvrage avec le plus grand intérêt.

Y. M.

Zur Psychologie der Einzeldelikte, III, *Der Betrug* (Psychologie des délits spécifiques, III, L'escroquerie), par Hans von Hentig, Tubingen, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), 1957, 221 pages.

L'auteur a publié en 1954 un premier volume (1), consacré au vol, à l'effraction, au brigandage. En 1956, a paru le second volume (2), consacré au meurtre. Il s'agit maintenant du troisième volume. Professeur de science criminelle à Bonn, l'auteur s'efforce d'abord à une enquête statistique, en montrant notamment que le nombre des délits d'escroquerie recensés est de beaucoup inférieur à leur nombre réel, en raison de la psychologie particulière des victimes dans bien des cas, avec, de la part de ces dernières, plus ou moins inconsciemment, une manière de complicité liée à la recherche de gains illicites ou abusifs.

À la base de tous les délits d'escroquerie, on trouve la tromperie (*Täuschung*), qu'il s'agisse d'*user ou d'abuser* de la compassion, du besoin qu'ont les gens de porter aide, ou encore de leur appât du gain, voire de leur soif de dévotion à l'égard d'un individu donné (par suggestibilité ou pour toute autre cause).

Cette tromperie peut s'exercer à titre individuel. Elle peut aussi mettre en jeu la collectivité tout entière : l'auteur cite à ce point de vue les faux « héros de guerre », qui ont pu abuser des masses de personnes de tout rang jusqu'à ce qu'elles soient démasquées.

Pour tromper le monde, il est nécessaire d'user de moyens, que l'auteur dénombre dans un chapitre spécial. Uniformes, appareils de vie luxueuse, positions de supériorité sociale, noms d'emprunt, sont monnaie courante chez l'escroc, ce qui conduit à étudier la personnalité de ce dernier. À ce titre, on doit retenir d'abord *l'art de la figuration*, qui rapproche l'intéressé de l'homme de théâtre. Comme lui, il joue « un rôle » mais il s'en sépare en ce sens qu'il y ajoute un contact plus immédiat avec les tiers, un plaisir particulier de tromperie, un art direct de la séduction, sans la rampe qui sépare l'acteur du spectateur. Ce qui explique peut-être que de mauvais acteurs ont pu être de bons escrocs.

À cet ensemble s'ajoute une certaine *hostilité à l'égard des hommes*. Les particularités sexuelles ne sont pas rares. Cette hostilité peut rendre compte de la fréquence des récidives.

Le sujet est d'autre part un *excité moteur*, avec besoin d'activité, de mouvement, de voyages ; autant d'aspects moteurs dont l'intelligence inventive, la richesse d'idées constitue une sorte de versant intellectuel.

Ses tendances à jouer surtout de la faiblesse psychique des autres, le détournent généralement de l'action corporelle directe, donc de l'acte homicide. En détention, elles

(1) V. cette *Revue*, 1955, p. 175.

(2) V. cette *Revue*, 1958, p. 511.

favorisent sa propension à l'évasion, comme aussi le maintien d'un certain rôle, qui lui sert à duper son monde (que ce soit en prison ou à l'asile).

Une mention doit être réservée aux partenaires et comparses. Il existe souvent une sorte de compérage, qui implique une diversité de structures des partenaires.

Quant aux victimes, elles méritent une étude particulière. Elles ont une structure mentale, où l'on rencontrerait volontiers la cupidité, mais aussi toute une série de manifestations psychiques, elles-mêmes en liaison avec un âge de prédilection (aux environs de la cinquantaine, les femmes se laissent abuser plus précocement). Il existe également un facteur ethnographique prédisposant (l'auteur fait allusion à ce qu'il appelle le « colonial », nous dirions le « villageois » dans la grande ville). Il y a enfin des victimes quasi-volontaires, et là réside une particularité du problème, qui oppose la victime de l'escroc à celle du voleur, dont il n'y a pas d'exemple qu'elle soit consentante au vol.

Quant aux « victimes muettes », elles semblent rappeler par leur état d'esprit celui des gens qui, une fois en voyage, vivent d'une sorte de vie neuve, plus ou moins éloignée du réel, et dans un monde d'illusions. L'illusion dissipée, une sorte d'indulgence persiste, qui fait que la victime garde encore un vague attachement pour le dupeur.

Pour terminer, l'auteur se livre à quelques estimations sur le gain réel que peuvent valoir à l'escroc ses divers genres d'activité.

J. D.

Der Sittlichkeitsverbrecher und seine strafrechtliche Behandlung (Le délinquant sexuel et son traitement pénal), par Max Rottenberg, Winterthur, Verlag P. G. Keller, 1957, 170 pages.

Le Dr Max Rottenberg essaie de distinguer le criminel de mœurs et le criminel sexuel. D'après lui commet un délit de mœurs chaque personne qui pèche contre les règles de la morale sexuelle. Quant au criminel sexuel, c'est celui qui commet une action punissable par excitation ou satisfaction de son instinct sexuel.

Après avoir décrit certains délits de mœurs et plus spécialement l'inceste et l'adultère, l'auteur examine les crimes sexuels et parle de manifestations sadiques, puis de manifestations masochistes, fétichistes. Parmi ces dernières, il classe la kleptomanie. Il décrit ensuite les tendances exhibitionnistes et homosexuelles.

C'est la deuxième partie de l'ouvrage qui serait la plus intéressante, car le Dr Rottenberg y étudie le traitement pénal des deux catégories de criminels indiquées ci-dessus et par suite les principales mesures susceptibles d'être appliquées.

Il insiste évidemment sur la psychothérapie, mais il décrit aussi la stérilisation, la castration et l'envisage comme mesure préventive.

Il termine son ouvrage en commentant la loi finnoise sur la castration du 17 février 1950.

J. F. M.

Die Sexualität des Heimkehrers (La sexualité du libéré), comptes rendus du 4^e Congrès de la Société allemande pour l'étude de la sexualité, tenu à Erlangen en 1956, Stuttgart, Ferdinand Enke Verlag, 1957, 99 pages.

Il s'agit d'un ensemble de rapports envisageant les divers aspects du problème posé par le retour des prisonniers de guerre. M. O. Spiel (Vienne) étudie la situation de déracinement (la cohésion comme base des relations interhumaines), dans ses rapports avec le besoin ou « instinct social », en s'appuyant sur les idées du sociologue allemand Max Adler. Pour ce dernier existerait une sorte d'*a priori social* lié à la connaissance de Soi. C'est en fonction de cette perspective que devraient être envisagés les troubles liés au déracinement.

M. H. W. Bansi (Hambourg) étudie la « clinique interne » du libéré, en fonction de l'ancienneté de la captivité. Il distingue ainsi quatre groupes de sujets, parmi ceux qui furent libérés dans les années d'après-guerre (hommes et femmes détenus durant la guerre). Il existait des troubles de la fonction hépatique. Les fonctions sexuelles semblaient peu touchées, du moins au point de vue gonadique. M. Erwin Stransky (Vienne) insiste sur la diversité dans la détermination des troubles sexuels. M. H. Kilian étudie les conditions de reprise de l'existence au foyer (mariage, travail), et rappelle les difficultés de la réinsertion sociale, avec fréquence des divorces. M. A. Mayer à ce sujet étudie en particulier les réactions de l'homme aux naissances illégitimes. La « femme du libéré » fait l'objet d'un rapport de M. E. Schaetzing.

Après des remarques de M. Michel (Dusseldorf) sur le *trauma* psychologique lié aux persécutions, un plan général d'hygiène mentale du libéré est développé par M. H. Hoff (Vienne), ainsi que des indications relatives à la thérapie des névroses sexuelles réactionnelles (Frankl et Roth). Des considérations sociologiques (MM. Ludwig de Bonn et Tschadek de Vienne) et des aperçus généraux relatifs l'un au problème génétique de l'homosexualité (M. Lang), l'autre sur les variations de la *libido* chez la femme (MM. Holl, Niedermeyer) terminent l'ouvrage.

J. D.

Die Homosexualität als biologisch-soziologische Zeitfrage (L'homosexualité comme question d'actualité biológico-sociologique), par Rudolf Klimmer, Kriminalistik, Hambourg, 1958, 259 pages.

Le Dr Klimmer, spécialiste des maladies nerveuses, a eu souvent, comme médecin consultant, comme expert près les tribunaux, comme médecin des prisons, à s'occuper des homosexuels. Il les a pris en pitié d'autant mieux que, s'il connaît toutes les théories émises sur l'origine de l'homosexualité, il n'aperçoit pas, pour sa part, sur le terrain de la médecine, le moyen de les délivrer du mal dont ils souffrent. Il ne voit qu'un moyen, sur le terrain du droit, de les soulager; c'est d'abroger cet exécrationnel paragraphe 175 du Code pénal allemand qui punit entre hommes l'homosexualité et qui, dit-il, rend la vie intenable à plus de deux millions d'Allemands exposés sans cesse aux menaces de chantage.

Le livre du Dr Klimmer est un livre fort savant comme en témoigne son imposante bibliographie. Il faut cependant avouer qu'il est assez déplaisant lorsque la plaidoirie tourne au panégyrique et que l'auteur n'échappe pas au reproche de légèreté lorsque, sans preuve, il affirme qu'il n'y a pas en France moins d'homosexuels qu'en Allemagne.

L. H.

Die Kriminalität der lesbischen Frau (La criminalité de la lesbienne), par Hans von Hentig, Ferdinand Enke Verlag, Stuttgart, 83 pages.

Quoique certains médecins prétendent que l'homosexualité féminine est aussi répandue ou même plus répandue que l'homosexualité masculine, les criminalistes ne lui ont jusqu'ici pas prêté grande attention. La raison en est sans doute qu'en beaucoup de pays elle n'est pas incriminée et que dans ceux, comme l'Etat de New-York, où elle est érigée en délit, il n'arrive à peu près jamais qu'elle donne lieu à condamnation.

M. Hans von Hentig n'en est pas moins persuadé que les criminalistes, aussi bien que les médecins, ont le devoir de s'en inquiéter, parce que la passion lesbienne a souvent conduit celles qui en sont atteintes à des crimes ou délits contre la vie, la propriété ou les mœurs.

C'est de ces crimes ou délits qu'il nous donne de nombreux exemples après avoir dépeint au physique et au moral ces femmes qui ont l'horreur et la haine de l'homme.

Son livre, puisé aux sources les plus diverses, témoigne d'autant d'érudition que de curiosité d'esprit.

L. H.

Die Homosexualität der Frau (L'homosexualité féminine), par Frank S. Caprio, Traduction allemande de F. Klinger, Rüschtikon-Zurich, Albert Müller Verlag, 1958, 316 pages.

Cet ouvrage très méthodique part d'une description des aspects de l'homosexualité féminine, puis envisage son évolution historique, depuis Sapho jusqu'au lesbianisme français, oriental et tropical. Il analyse ensuite plusieurs romans anglo-saxons, plus ou moins autobiographiques, consacrés à ce sujet, avant d'en arriver à l'étude de l'homosexualité féminine dans la société contemporaine; il présente rapidement quelques statistiques, dont celle de Kinsey, qui donne un chiffre de 19% de rapports homosexuels (sur 5.940 femmes interrogées). Les lesbiennes sont moins connues que les pédérastes, et ont moins souvent affaire à la justice. Pourtant, elles ont leurs lieux de rendez-vous, comme les hommes (parfois les mêmes). L'homosexualité féminine n'est généralement pas punie par la loi dans les pays européens, sauf l'Autriche, la Grèce, la Finlande et la Suisse. Aux Etats-Unis, la législation est complexe, mais pratiquement les femmes ne sont pas poursuivies. Cette indulgence de la loi serait peut-être liée à la négation incons-

ciente de l'amour féminin par l'homme. Pourtant, la séduction d'une fillette par une femme plus âgée pourrait, à juste titre, être considérée comme aussi punissable que celle d'un garçon par un homme.

L'homosexualité féminine est naturellement répandue chez les détenues et aussi chez les prostituées, où elle est très générale, et constitue une compensation à la frigidité et à la rancune contre le sexe masculin.

Les causes profondes du lesbianisme sont étudiées à la lumière de différentes théories : celles de Freud, de Stekel (bisexualité), d'Adler (protestation masculine), de Bergler (régression orale), de Ellis ; pour l'auteur, l'homosexualité féminine est toujours un symptôme et non une maladie en soi ; elle résulte d'une névrose profonde, à base de narcissisme et d'immaturité sexuelle. Evidemment, différentes causes accessoires peuvent intervenir : influence des parents, du milieu, influences sociales et culturelles, séductions, séduction, alcoolisme.

L'homosexualité peut rester latente ; la personnalité des lesbiennes est diverse ; elles peuvent présenter des traits sado-masochistes, des symptômes psycho-somatiques de culpabilité, des réactions névrotiques : l'auteur rapporte en détail plusieurs observations de lesbiennes et autobiographies, ainsi que des analyses de rêves (une seule patiente lui a apporté 966 rêves).

Quel traitement peut être proposé à l'homosexualité féminine ? Ce n'est évidemment pas la loi qui peut agir, mais d'abord les parents doivent éviter les fautes éducatives et ne pas réprimer brutalement des faits de cette nature s'ils les constatent chez leurs filles, d'autant plus que c'est souvent eux qui en sont responsables ; cet épisode peut être passager ; sinon, si l'enfant est homosexuelle à 100 %, c'est une malade qu'il faut soigner. La guérison est souvent possible, elle est liée à la conscience qu'a l'enfant d'avoir gardé l'amour de ses parents.

D'autre part, le comportement sexuel masculin, égoïste et brutal, est souvent à l'origine des tendances homosexuelles de la femme.

Les méthodes de choix pour le traitement sont la psychanalyse et la psychothérapie ; elles arrivent généralement à guérir celles qui veulent être guéries. La thérapeutique doit s'adresser à la structure de la personnalité, et non à l'homosexualité comme à une maladie en soi.

S. B.

Der homosexuelle Mann in der Welt (L'homosexuel dans le monde), par Hans Giese, Stuttgart, Ferdinand Enke Verlag, 1958, 251 pages.

L'auteur envisage l'homosexualité masculine d'un point de vue phénoménologique, sans en rechercher les causes profondes. Le matériel d'étude a consisté en observations personnelles, à l'occasion ou en dehors de consultations neuro-psychiatriques et en une enquête par questionnaire dans des cercles homosexuels (393 sujets).

Il étudie d'abord l'abstinence totale, qui est le résultat d'une attitude positive à l'égard de l'homosexualité, et peut aboutir à l'extase, et l'abstinence partielle, qui crée une situation conflictuelle avec de fréquents états dépressifs (par exemple, quand le sujet est marié et renie l'homosexualité).

Les homosexuels non-abstinents obéissent au contraire à des instincts destructeurs — il s'agit des homosexuels vrais et permanents et non de sujets qui ont pu avoir des relations homosexuelles par hasard —. Ils ne cherchent pas de rapports personnels avec leur partenaire et souffrent souvent d'un sentiment de solitude et d'abandon. Parallèlement à la progression de l'homosexualité, se développe une tendance à d'autres perversions sexuelles. Le séducteur est souvent attiré par l'homme ou l'adolescent normal. Chez celui qui est séduit, on voit parfois une influence négative.

L'enquête comportait des questions sur la fidélité, la cohabitation, la durée de la liaison. Les instincts constructifs, tendant à la fidélité et à la formation d'un foyer, s'opposent aux instincts de destruction qui compromettent la durée de la liaison et qu'on trouve toujours présents chez les homosexuels non-abstinents. Parmi les formes particulières de liaisons, l'auteur distingue les liaisons purement formelles, les liaisons de type finaliste qui suivent un plan rationnel et enfin, les liaisons pédagogiques (pédérastes).

L'homosexuel s'identifie à son corps propre, au préjudice de l'adaptation au monde, et ne peut sortir d'un cercle vicieux. La prééminence de son corps propre ou du corps masculin en général, est à la base de son désir de liaison ; cette prééminence constitue un symptôme esthétique-érotique. Les conditions de l'homosexuel dans le monde chan-

gent avec les époques. Par exemple, dans l'époque actuelle, la différence des sexes est moins tranchée qu'autrefois, au point qu'on peut se demander sur quels critères décider de l'homosexualité d'un sujet. Ceci se reflète dans l'opinion tant scientifique que publique, sur l'homosexualité et sur la politique sexuelle à appliquer. La question du style de l'expérience homosexuelle se repose ici, non plus du point de vue formel, mais par rapport à la maturité du sujet. Chez l'homosexuel non-abstinente, ou seulement partiellement abstinente, la structure première est détruite et n'est pas remplacée ; le comportement de l'homosexuel est entaché de fausseté, de « comme-si », de pseudologie. Le style de vie de l'homosexuel abstinente est tout différent ; il s'astreint aux lois officielles et offre sa vie sexuelle à Dieu, ce qui est plus facile dans certaines conditions culturelles, par exemple, celles qu'offre l'Eglise Catholique. Il peut s'orienter vers la paternité spirituelle.

Pour la thérapeutique, il est également capital de distinguer entre l'homosexualité par anomalie sexuelle et la perversion. L'homosexuel pervers, malgré son anormalité, a un comportement constructif. La thérapeutique habituelle (répression, traitement hormonal, castration, psychothérapie) n'a pas de résultats satisfaisants. Le médecin doit s'efforcer de comprendre les besoins propres de son patient, et utiliser toutes les méthodes connues pour l'amener soit à l'abstinence, soit à une liaison positive et confiante.

En appendice de l'ouvrage : les questions et les résultats de l'enquête.

S. B.

Marriage and the Unconscious (Le mariage et l'inconscient), par Edward F. Griffith, Londres, Secker and Warburg, 1957, 221 pages.

L'auteur sous-titre son livre par cette formule : « Comment les forces de l'inconscient apparentes du succès, finissent en conflits, malheurs et échecs ? Pour tous ceux qui considèrent la famille comme la base de notre civilisation, la question est évidemment vitale. »

Pourquoi est-ce que de si nombreux mariages, qui débutent avec toutes les chances apparentes du succès, finissent en conflits, malheurs et échecs ? Pour tous ceux qui considèrent la famille comme la base de notre civilisation, la question est évidemment vitale.

L'auteur de ce livre s'est spécialisé dans l'étude des différents aspects du mariage pendant plus de vingt ans ; il a tiré ses conclusions de plusieurs milliers de malades qu'il a eu l'occasion d'examiner dans sa clientèle privée comme dans le service de médecine psychologique de *Middlesex Hospital* à Londres.

Il étudie quatre cas de mésentente conjugale, dans le but d'apprécier les divers facteurs qui peuvent mener à l'échec dans le mariage :

Premier cas, une femme avait été mariée durant une quinzaine d'années ; elle avait eu plusieurs enfants, et sa vie paraissait être une réussite. Mais elle souffrait de dépression et de divers symptômes d'ordre fonctionnel.

Dans le deuxième cas, il s'agit d'une femme qui après quatre ans de mariage, n'avait qu'un enfant. Elle présentait un état de dépression chronique, paraissait « nerveuse ». Et l'interrogatoire permettait d'apprendre de graves difficultés d'ordre sexuel, en relation avec une ignorance totale de ces questions avant le mariage.

Le troisième cas est celui d'un couple qui dès les six premiers mois de mariage a rencontré de graves difficultés dans leurs relations sexuelles.

Le quatrième cas présente un couple dans la quarantaine, qui avait plusieurs enfants (dont l'aîné avait plus de vingt ans), et qui envisageait sérieusement de divorcer.

Le Dr Griffith étudie comment les manifestations les plus visibles, d'ordre à la fois physique et émotionnel, ont été influencées par les forces de l'inconscient. Il montre comment une compréhension de ces forces peut sauver un mariage qui est en danger. Il apporte une attention toute spéciale à la doctrine chrétienne du mariage, et en particulier aux propres paroles du Christ sur le mariage, l'adultère et le divorce.

Les derniers chapitres insistent sur le rôle de la Société dans ce domaine : elle peut aider à maintenir la famille comme l'unité sociale essentielle, en fournissant une éducation et une préparation au mariage plus adéquates, à la fois sur les plans physique et psychologique ; elle doit encore favoriser une approche positive des problèmes de réconciliation après le divorce et éventuellement modifier la manière dont ces cas sont traités en justice.

Médecin du service de médecine psychologique de *Middlesex Hospital* à Londres, le Dr Griffith s'est attaché surtout à l'étude de l'ensemble des problèmes posés par l'éducation sexuelle et la préparation au mariage. Il est membre fondateur du *Marriage Guidance Council*, créé en 1936.

Ce livre, facile à lire et compréhensible par tous, expose avec clarté des faits essentiels que chacun pressent sans les comprendre. Il semble pouvoir apporter une aide à tous ceux qui s'intéressent aux difficiles problèmes posés par le mariage.

A. M.

Breaking Patterns of Defeat. The Effective Readjustment of the Sick Personality (Comment briser les différentes causes d'échec. Le rétablissement de la personnalité malade), par Richard L. Jenkins, Philadelphie, Londres, Montréal, J. B. Lippincott Co, 1954, 270 pages.

L'auteur entreprend une étude systématique de la manière dont un individu est susceptible de transformer les faits de la vie de tous les jours en événements dépréciateurs de lui-même. Il envisage ensuite les mesures par lesquelles il peut être aidé à les comprendre et à les dépasser.

L'analyse porte d'abord sur le développement normal de la personnalité ; puis l'auteur établit une comparaison avec les différents types d'anomalies de la personnalité et s'attache à en rechercher la genèse : l'enfant rejeté, privé d'affection parentale qui sombre dans la haine et le désespoir ; les manifestations d'indépendance et la rébellion ; les raptus anxieux paroxystiques ; les conflits internes et leur évolution vers la névrose.

L'auteur fait alors une étude approfondie de la personnalité schizoïde et des manifestations autistiques qui mènent au repli sur soi et à l'isolement.

Il insiste sur la nécessaire sécurité qui doit exister dans les relations affectives entre l'enfant et ses parents, et il décrit à ce propos les motifs essentiels de rivalité.

Un chapitre est consacré à l'étude des facteurs qui mènent à la délinquance. Un long développement traite de la formation sexuelle du jeune, avec une étude particulière pour chaque sexe. Les perversions sexuelles sont passées en revue.

Les derniers chapitres orientent vers des éléments de psychothérapie et les efforts de réadaptation dans la vie.

Ce livre, écrit par un médecin psychiatre, présente l'intérêt d'intégrer des éléments de différentes écoles psychiatriques ; l'auteur y apporte en outre son expérience personnelle ; cet ouvrage apparaît comme susceptible d'apporter d'intéressantes notions à tous ceux qui s'intéressent à la genèse des névroses.

A. M.

III. — SCIENCE PÉNITENTIAIRE

Etudes pénitentiaires, Bulletin de la direction de l'Administration pénitentiaire, Bureau d'études et de documentation. Ministère de la Justice, 1^{re} année, n° 1 (oct. 1958), 84 pages.

Nous sommes particulièrement heureux de saluer et de signaler aux lecteurs de notre *Revue* la publication du premier numéro des *Etudes pénitentiaires* du Ministère de la Justice. Comme l'indique l'excellent avertissement qui est placé en tête de ce premier numéro, il ne s'agit pas là d'une nouvelle revue, mais d'un Bulletin qui se propose d'être semestriel et dans lequel pourraient trouver place des études sur le fonctionnement des services pénitentiaires et sur les problèmes que ces services ont quotidiennement à résoudre. Ce même avertissement souligne que c'est surtout un souci d'information et de documentation technique pour le personnel pénitentiaire qui a présidé à l'institution de ce nouveau recueil. L'Administration pénitentiaire a d'ailleurs récemment créé un Bureau d'études et de documentation qui se trouve ainsi tout naturellement chargé de préparer et de publier le nouveau bulletin.

Il était naturel que le premier numéro en fût consacré au Centre national d'orientation de Fresnes qui constitue une des réussites les plus certaines de notre Administration pénitentiaire et un modèle que beaucoup d'administrations étrangères se préoccupent aujourd'hui d'imiter. Dans la mesure où la peine privative de liberté se donne aujourd'hui pour objet essentiel la rééducation du condamné et sa réinsertion sociale, le traitement appliqué au condamné doit comporter des méthodes diversifiées en fonction

de la personnalité du délinquant. Pour connaître cette personnalité, une observation scientifique s'impose et c'est sur la base de cette observation scientifique que peut s'effectuer une répartition judicieuse des condamnés dans les différents établissements. Depuis sa création en 1950, le Centre national d'orientation n'a cessé de grandir en importance et en efficacité. Comme le remarque le premier numéro des *Etudes pénitentiaires*, le Centre national d'orientation apparaît comme la pièce essentielle de l'organisation nouvelle et son intervention constitue le point de départ des méthodes destinées à assurer un véritable traitement du condamné.

Après avoir rappelé ces principes sur le plan général de la politique pénitentiaire française, les auteurs de ce premier numéro exposent, avec beaucoup de précision et de netteté, l'équipement et les structures administratives du Centre national d'orientation, le fonctionnement du Centre et enfin la manière dont est réalisée l'observation systématique du détenu pendant la période de stage. En annexe figurent un plan du Centre national d'orientation, un fac-similé des indexes de préclassification, un tableau résumant les possibilités d'orientation, un tableau relatif à l'organisation des examens psychotechniques, puis un tableau résumant les possibilités d'orientation de la population pénale (qui mérite d'être consulté avec soin par les criminologues comme par les praticiens), un dossier type de personnalité et une note relative aux résultats des investigations cliniques pratiquées dans le service psychiatrique du Centre national d'orientation.

Grâce à ce premier numéro, les *Etudes pénitentiaires* permettent d'avoir, sur le Centre national d'orientation de Fresnes, une documentation de tout premier ordre qui se trouve être en même temps tout à fait à jour. On ne peut donc que se réjouir de voir le Bureau d'études et de documentation de l'Administration pénitentiaire appelé ainsi à nous donner, en principe deux fois par an, des informations sur la pratique pénitentiaire et sur la manière dont l'Administration entend résoudre les questions qui se posent devant elle. De ce premier numéro, on peut augurer que les documents qui nous seront ainsi fournis seront présentés avec une remarquable méthode et toute la rigueur scientifique nécessaire. De la lecture de ce fascicule se dégage aussi l'impression réconfortante que, plus que jamais, l'Administration pénitentiaire est animée de cet esprit à la fois social et humain dont, au lendemain de la Libération, M. Amor avait su la marquer. M. Robert Lhez se montre à cet égard, après M. Ch. Germain et M. Touren, son très digne continuateur et l'initiative qu'il a prise à la fois en créant le Bureau d'études et de documentation et en demandant à ce bureau de publier régulièrement ce nouveau bulletin doit lui attirer la reconnaissance de tous les criminalistes soucieux du progrès des institutions pénales et pénitentiaires.

M. A.

Federal Prisons, 1956. A report of the work of the Federal Bureau of Prisons (Un rapport sur les activités du Bureau Fédéral des Prisons durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1956), Washington, United States Department of Justice, 97 pages.

La livraison de *Federal Prisons* pour l'année 1956 présente un intérêt particulier. Précédant la partie purement statistique relative au mouvement de la population des prisons fédérales, un long commentaire passe en revue les principaux articles de foi de ce que l'on pourrait appeler le *credo* pénitentiaire des Etats-Unis. Ce qui nous est proposé là, c'est le schéma idéal, la « philosophie de base » (p. 12), la projection parfaite. En d'autres termes : ce que doit être la fonction de la peine au pays de Washington et de la Déclaration d'Indépendance. Et cette réaffirmation des principes n'a rien pour nous étonner, étant donné l'aveu très pessimiste par lequel débute le commentaire. Il y aurait là un phénomène compensatoire de type classique.

On constate en effet, en 1956 : 1^o la continuation (mais non l'accentuation) de la tendance ascendante, amorcée en 1950, dans le chiffre total de la population pénale fédérale : 20.209, contre 20.039 en 1955, et un peu moins de 17.000 en 1950 ; 2^o un changement notable dans la composition de cette population, dans le sens d'une forte tendance à l'aggravation des infractions et des peines correspondantes (1). Duré

(1) Il ne s'agit dans ce qui suit que des condamnés pour crimes et délits relevant des tribunaux fédéraux à l'exclusion des tribunaux d'Etats. Précisons aussitôt qu'au 31 décembre 1955, les prisons d'Etats abritaient, à elles seules, une population totale de 164.981 pensionnaires, ce qui représente une augmentation de 1,8 % par rapport au 31 décembre 1954. Les chiffres fournis par la présente revue ne remontent malheureusement pas au delà de cette date.

moyenne des peines en 1956 : 30,5 mois, contre 25 mois en 1953 (soit une augmentation de près de 20 %). Au 30 juin 1956, la durée moyenne des sentences frappant les prisonniers effectivement abrités par les quelques 30 Administrations pénitentiaires fédérales, atteint la valeur record de 5 années 5 mois. On compte, à cette même date, 6.705 peines de 5 ans et plus, contre 5.405 au 30 juin 1953. Parallèlement à cette tendance à l'aggravation des infractions et des peines, on constate l'augmentation du nombre des récidivistes. Parmi les condamnés à des peines de longue durée qui ont été accueillis en 1956, 63,5 % sont des récidivistes. Parmi ces derniers, notons l'importance croissante du vol d'autos avec franchissement de frontières d'Etats (l'infraction fédérale type). En général la proportion des vols d'autos ne cesse de croître (surtout parmi les jeunes). Pour l'année 1956 : 5.500 infractions, soit plus du quart de la population pénale totale. Le type du voleur d'auto est en train de cristalliser un ensemble de caractéristiques de violence, d'instabilité, de difficultés caractérielles, etc., qui pose de sérieux problèmes aux *planning-makers* des administrations.

Jeunes voleurs d'autos. — Globalement, un bon tiers de la population pénale fédérale de 1956 était âgée de 25 ans et moins. Près de la moitié de ces derniers avaient franchi des frontières étatiques avec des autos volées. Globalement encore, 18 % de la même population totale étaient âgés de 21 ans et moins. Or plus de la moitié de ces derniers avaient commis la même infraction.

Stupéfiants. — Le trafic et usage de stupéfiants se révèle en pleine ascendance. Au 30 juin 1956, on dénombrait 3.181 délinquants (contre 2.713 en 1953) soit 1/8^e environ de la population pénale fédérale totale.

La fonction reclassement social (le mot anglais « réhabilitation » comporte également le sens plus général de réinsertion dans la société). Le commentateur est fier de pouvoir affirmer que : « les 10 années 1947-1956 indiquent que 99,7 % de ceux qui pénètrent dans les prisons fédérales peuvent espérer retourner à la libre société, la plupart dans les limites des trois années ». La durée moyenne purgée effectivement par les sortants en 1956, a été seulement de 16,2 mois. Il est clair que la « libre société » peut avoir à souffrir de ces récupérés s'ils ne sont, pas plus qu'à leur entrée en prison, capables de faire des citoyens « normaux ». Dès lors la tâche essentielle de l'Administration est d'y pourvoir. A la base de la vie pénitentiaire on rencontre :

Le problème de la classification des entrants, essentiellement du ressort du Comité d'admission et de classification, composé de l'état-major de la prison et de l'officier de classification, sorte de clinicien chargé de démarrer et d'alimenter le très important dossier biographique individuel. Ce dernier officier joue, en outre, le rôle capital de l'assistant individuel permanent, chargé d'établir et proposer le plan de libération anticipée (1). Son titre exact est *Classification-Parole-Officer*.

Régimes de la délinquance juvénile. — Deux régimes spéciaux : le *Federal Juvenile Delinquency Act* (F.J.D.A.), 1938, destiné aux moins de 17 ans ; le *Youth Correction Act* (Y.C.A.), 1950, destiné facultativement aux 18 à 21 ans. Ce dernier régime qui offre au juge une alternative à la sentence ordinaire, est une combinaison de l'institution de redressement classique et du traitement communautaire. La durée de la sentence, indéterminée, est fixée par l'Administration, sous réserve d'une année de contrôle obligatoire après libération. Suit une description du traitement général, dont les principaux éléments et objectifs sont (pêle-mêle) : thérapie de groupe ; discussions de groupe ; établissement des programmes d'admission-orientation et d'éducation ; recherches sur les caractères et les vocations, par observation et tests ; évaluation de la personnalité, des aptitudes, des centres d'intérêt, des « potentialités » ; mise en place d'ateliers polyvalents destinés à l'« exploration pré-vocationnelle », et orientés sur un grand nombre de qualifications professionnelles.

On nous apprend que le système du Y.C.A., d'abord limité lors de sa fondation, en 1950, à la partie des U.S.A. située à l'Est du Mississippi, s'est révélé si efficace et bénéfique que la fin de l'année 1956 devait voir son extension à l'ensemble du pays.

Probation. — Son usage a connu une forte augmentation en 1956. 42,2 % du total des sentences rendues par les tribunaux fédéraux ont été des probationnaires (contre 34,5 en 1955).

Récidivisme. — En 1956, sur 10.161 prisonniers de tous âges reçus dans les institutions fédérales avec une sentence de un an et plus, 6.452 (soit 63,5 %) avaient purgé une peine précédente. Mais parmi ces récidivistes, 2.060 seulement (soit moins du 1/3) avaient

(1) Qu'il s'agisse de *Conditional Release* (Libération conditionnelle), ou de *Parole*.

séjourné précédemment dans une institution fédérale. En d'autres termes, la spécialisation dans l'infraction de type fédéral (drogue, immigration, vol d'auto avec franchissement de frontière étatique, etc.) est loin d'être la règle. A noter cependant les trois infractions de tête où le récidivisme a atteint, en 1956, de nouveaux « sommets » : vol postal (80 % de récidivistes) ; autos volées avec franchissement de frontière (79 %) ; faux (*Forgery*) (76,6 %). Il en va tout autrement pour : escroquerie (18,3 %) et fraude fiscale (26,9 %) qui, soit dit incidemment, impliquent plus de préméditation et portent sur des valeurs plus importantes.

Violation à libération surveillée (Parole Supervision) et à libération conditionnelle (Conditional Release). — En 1956, sur les 3.960 interruptions à libération surveillée, 816 (soit 20,6 %) ont eu pour cause une violation par le condamné (contre 20,3 % en 1955). Par contre les violations n'ont représenté que 19,9 % des interruptions à libération conditionnelle. Ce décalage, à première vue peu explicable, est probablement dû au fait que les temps de liberté surveillée étant par définition plus longs que les temps de libération conditionnelle, les occasions de violation sont aussi plus nombreuses (1).

Education, apprentissage, formation professionnelle, entretien. — Font la matière d'une minutieuse description (peut-être un peu idéale) que l'on ne saurait reprendre ici. Contentons-nous d'indiquer que l'ensemble des programmes éducationnels (allant des illettrés totaux aux candidats à la High-School, des délinquants dépourvus de toute profession jusqu'aux plus qualifiés) sont établis la plupart du temps sur la base d'une entente avec les établissements scolaires, universitaires, d'enseignement technique, ou industriels, locaux. Ce qui permet de maintenir le contact avec la vie nationale et son rythme quotidien. Bien entendu, nous ne serions pas aux Etats-Unis si un accent tout particulier n'était mis sur l'« éducation sociale » et le façonnement des attitudes, comportements, « ajustements sociaux », à l'aide des méthodes les plus modernes de la psychologie sociale en matière de « relations humaines ». Périodiquement tous les Cadres de l'Administration doivent participer à des stages de *training* où le point est fait sur le dernier état des méthodes et connaissances scientifiques.

Emploi intérieur et placement à la sortie. — Signalons que 40 % de la population totale des prisons fédérales sont employés à l'entretien et au fonctionnement des établissements (alimentation, entretien général, nettoyage et propreté, travail de bureau, etc.) ; 10 % aux travaux agricoles et travaux publics ; 20 % aux travaux des écoles de la formation, des divers ateliers de métiers ; 10 % enfin se révèlent incapables à tout emploi. Quant au placement, un corps d'« Officiers de placement » assure une prospection intensive à travers toute l'Union. En 1956, 1.466 sortants ont été placés dès leur libération. Parmi eux, la moitié a pu être placée dans la spécialité apprise en cours d'emprisonnement.

Nous ne pouvons qu'énumérer les principales rubriques qui occupent la suite du commentaire : Santé physique et mentale (pour qui soupçonne l'étendue des moyens financiers dont dispose l'administration pénitentiaire aux Etats-Unis, est-il besoin de préciser ce que doit être son appareil sanitaire ?) ; production industrielle et artisanale dans les prisons ; recherche médicale et pharmaceutique (très nombreux sujets volontaires pour l'expérimentation) ; problèmes du personnel, gardiens et « officiers de correctionnelle » ; organisation de la sécurité, etc. ; programmes et formation agricoles, fermes modèles ; inspection des prisons ; transports ; construction ; établissement des statistiques, etc.

Conclusion. — Le système pénitentiaire fédéral, tel qu'il vient de se dépeindre à nos yeux, est-il fonctionnel ? est-il efficace ? parvient-il à remplir l'ambitieux programme de sa *Basic Penal Philosophy* ? On a déjà mentionné la forte poussée du récidivisme, notamment sur le vol d'autos avec franchissement de frontières étatiques. Mais pour pouvoir affirmer qu'il s'agit là d'une augmentation absolue du vol d'autos en général, il faudrait disposer des chiffres de cette infraction commise sans franchissement de frontières (relevant des tribunaux et prisons d'Etats), chiffres que nous ne possédons pas. Il semble qu'en l'absence de données scientifiques sur la récidive, un test acceptable pourrait être fourni par l'évolution du taux des violations à libération surveillée et à libération conditionnelle, octroyées dans le cadre fédéral depuis 10 ans (fin de la

(1) Rappelons les deux régimes de libération anticipée : 1^o *Conditional Release*, dont la durée ne peut excéder le restant de peine à purger ; seule condition : ne pas « rechuter ». 2^o *Parole, Parolee*, dont la durée excède le plus souvent le restant de peine à purger. Contexte éducatif, de surveillance à comportement, d'assistance.

guerre). Or le tableau n° 8 (p. 55) fournit les données suivantes ; en ce qui concerne la liberté surveillée, pour les trois années 1946 à 1948, 15,7 % des interruptions, en moyenne, ont été dues à des violations (contre 20,9 % pour les trois années 1954 à 1956). En ce qui concerne la libération conditionnelle, et pour les mêmes époques comparées, on passe de 13,5 % à 18,8 %. En d'autres termes, soit : pour la libération surveillée, une augmentation des violations égale à 1/3 ; et pour la libération conditionnelle, une augmentation des violations comprise entre 1/3 et 1/2.

Tout en n'attachant qu'une signification relative à ce qui précède, du fait que les données générales restent affectées d'une certaine imprécision due, entre autres, au chevauchement des législations et systèmes pénitentiaires étatiques et fédéraux, nous serions, pour notre part, porté à conclure dans un sens pessimiste.

J. C. ECONOMO.

Federal Prisons, 1957. A report of the work of the Federal Bureau of Prisons (Un rapport sur les activités du Bureau Fédéral des Prisons durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1957), Washington, United States Department of Justice, 99 pages.

Dans le précédent compte rendu consacré à la livraison de 1956 (1), nous signalions :
1° La continuation de la tendance ascendante, amorcée en 1950, dans le chiffre total de la population pénale fédérale.

2° La tendance à l'aggravation des infractions et des peines correspondantes.

En 1957, les deux tendances ne sont nullement démenties. La durée des sentences s'accroît constamment. Plus de 1.700 prisonniers ont 5 ans et plus. Depuis 1949 la durée moyenne s'est accrue de 40 %. Ces longues peines sont cause de l'accroissement de la population pénale fédérale, et posent des problèmes pratiques.

Cette année, c'est le trafic et usage de stupéfiants qui révèle, de loin, la plus forte augmentation de la durée moyenne des peines. Ceci est dû à l'entrée en vigueur, le 18 juin 1956, du très sévère *Narcotic Control Act*, qui impose : une peine non inférieure à 10 années pour la seconde (et au delà) infraction, ou pour la première infraction s'il y a vente à des mineurs. Et dans ce dernier cas la présence de l'héroïne peut entraîner une peine à vie ou même la chaise électrique. En outre, la probation aussi bien que le bénéfice de la « parole » sont écartés. On compte, en fin juin 1957, 479 de ces exclus de tout espoir de libération anticipée. *Des peines de 10, 15, 20 années, pour infraction au Narcotic Act, deviennent communes dans certains districts.*

Quant au chiffre moyen de la population pénale enfermée dans les quelques 30 institutions fédérales, il continue sa progression et atteint, cette année, 20.332 contre 20.209 en 1956.

Jeunes délinquants. — Comme on le laissait prévoir en 1956, le régime (très « progressiste ») du *Y.C.A. (Youth Correction Act)*, applicable aux 18 à 22 ans, a vu son aire d'application étendue à la seconde moitié de l'Union (Ouest du Mississipi), à partir d'octobre 1956. Aussi le nombre des jeunes, bénéficiaires de ce système combiné de redressement classique et de traitement communautaire (avec sentences indéterminées) ne cesse-t-il de s'accroître.

Le nombre des moins de 17 ans comparus devant les Cours fédérales est passé de 2.518 en 1956 à 2.898 en 1957, soit un accroissement de 15 %. Comme les années précédentes, 1/3 environ des jeunes ont bénéficié de la probation ou d'un « sursis de poursuite », et 1/4 environ ont été confiés aux autorités locales ou étatiques, en vue de placement. Il y a là un usage en voie d'extension.

L'infraction de tête, pour les moins de 22 ans en général, demeure le vol d'auto avec franchissement de frontière d'Etats (l'infraction fédérale-type) = 82,6 % de tous les jeunes.

Les moins de 18 ans représentent, en 1957, 6,7 % de toutes les entrées, contre 5,5 % en 1956 et 4,3 % en 1955. Les 18 à 21 et les 22 à 24 marquent un léger recul, probablement dû à l'abaissement du taux de natalité au cours des années 1930. Les entrants âgés de 45 ans et au delà représentent 13,7 % en 1957, contre 10 % en 1954. Cet accroissement correspond sans doute à la proportion croissante des gens âgés dans la population globale.

La durée moyenne des peines effectivement purgées a connu l'accroissement suivant :

Année fiscale	Durée moyenne purgée (mois)	Sentence moyenne (mois)
1954	13,8	21,9
1955	14,4	23,2
1956	16,2	25,8
1957	17,2	27,3

Récidivisme. — Sa tendance, confirmée en 1957, à l'accroissement, indique que le « prisonnier fédéral type » prend chaque jour plus la figure d'un délinquant grave, endurci. En 1956, 63,5 % des condamnés à un an et plus, étaient récidivistes. En 1957, ils sont 65,5 %. C'est parmi les vols d'autos que la récidive est la plus prononcée : 79,8 %, suivis de près par les falsifications de chèques gouvernementaux (*forgery of Government checks*) = 78,2 %. Par contre la récidive n'est que de 12,9 % parmi les fraudeurs fiscaux.

Libération sur « Parole ». — En 1957, 3.475 prisonniers en ont bénéficié, ainsi que 951 jeunes délinquants. Ces chiffres sont équivalents, à un dixième près, à ceux de 1956.

Violations à « Parole ». — En 1957, par coïncidence, comme en 1956, exactement 3.960 libérations sur « parole » ont été interrompues avant terme. Mais alors qu'en 1956 les interruptions pour violation imputables aux sujets atteignaient 20,6 %, en 1957 le rapport a baissé légèrement = 19,8 %. Ceci marque une rupture dans la tendance à l'aggravation, constatée depuis 1946, et qui motivait la conclusion pessimiste de notre précédent compte-rendu.

J. C. ECONOMO.

De geschiedenis van het Nederlandse gevangeniswezen (Histoire de l'administration pénitentiaire hollandaise), par J. W. Eggink (Bibl. historique, n° 58), Assen, Van Gorcum & Co. N.V., 1958, 289 pages.

Le point de vue adopté dans cette thèse n'est pas exactement celui dont s'inspirait M. Hallema, en 1958 également, en écrivant l'histoire des prisons hollandaises (*'s Gravenhage, Staatsdrukkerij*). Car ce dernier auteur adopte un point de vue général, qui insère l'histoire pénitentiaire dans l'évolution de la justice criminelle, alors que M. Eggink s'en tient pratiquement aux aspects techniques du problème des prisons.

Peut-on y ajouter que l'auteur, dans l'ordonnance de ces aspects, semble s'en être remis au hasard. Il traite en effet successivement, sans qu'on y découvre un principe directeur, les questions relatives à l'organisation des établissements, à leur administration et inspection, au personnel pénitentiaire, aux finances et à la statistique, à l'organisation intérieure des prisons, à la surveillance et au transfèrement des détenus, à l'alimentation et à l'habillement, aux services médicaux et religieux, au régime journalier, à la discipline, au reclassement et à la libération anticipée, au travail et à la formation professionnelle, à l'enseignement scolaire, aux correspondances et visites, aux loisirs, au salaire et au pécule, à la cantine et à la pistole.

M. Eggink nous donne, sur chacun de ces multiples aspects, des indications très détaillées et classées par ordre chronologique, ainsi que de longues listes bibliographiques. Mais il abandonne à ses lecteurs le soin de faire la synthèse de ces divers aspects, synthèse indispensable pour comprendre comment la vie pénitentiaire reflète ou annonce la transformation progressive de la justice criminelle.

Presque exclusivement d'information et de documentation, l'ouvrage s'adresse donc plus spécialement aux techniciens pénitentiaires. Mais il intéresse un public bien plus étendu lorsqu'il retrace l'histoire générale de l'emprisonnement et lorsqu'il considère l'avenir de cette sanction.

Après avoir brièvement rappelé ce qu'était l'emprisonnement chez les Hébreux, chez les Égyptiens, chez les Grecs, chez les Romains et au cours du Moyen-âge, M. Eggink scinde l'histoire moins ancienne en trois phases.

— La première (1595 à 1810) s'ouvre sur le premier souci de l'homme détenu, souci qui se manifeste dans les *Rasp- et Spinhuyzen* d'Amsterdam, comme il se manifestait vers le même moment dans les *bridewellhouses* d'Angleterre.

— La deuxième (1810 à 1886) s'ouvre sur la période française. Elle se caractérise par une forte centralisation comme par une uniformisation, sous le signe de l'isolement cellulaire moralisant.

— La troisième (1886 à 1953) est la phase de l'individualisation des traitements, de la sélection des détenus et de la spécialisation des établissements. C'est également la

(1) V. *supra*, p. 509.

phase où le souci de la réinsertion sociale concrète prend le pas sur les considérations relatives à l'amendement moral.

L'auteur s'arrête à l'année 1953, point de départ d'une nouvelle évolution fort active qu'amorcent la loi du 21 décembre 1951 fixant les principes généraux de l'action pénitentiaire et l'arrêt du 23 mai 1953 fixant le règlement des prisons, asiles, et services de reclassement.

M. Eggink a donc apporté une contribution patiente à l'histoire technique des prisons hollandaises. Son étude l'amène à dire sa conviction que l'emprisonnement devrait bien souvent être remplacé par des sanctions plus nuancées, plutôt restrictives de liberté et accompagnées d'une action positive.

S. VERSELE.

A Tour through British Prisons To Day. Come to Prison. A Personal Report (Une tournée à travers les prisons d'aujourd'hui. Venez en prison. Un rapport personnel), par Sewell Stokes, Londres, New-York, Toronto, Longmans, Green and Co., 1957, 224 pages.

M. Sewell Stokes a un passé de *probation officer* et la curiosité de savoir ce que pouvaient bien devenir les gens dont il s'occupait. Aujourd'hui il est journaliste de talent et son livre porte cette empreinte de facilité. Mais il sait intéresser en promenant son lecteur dans plusieurs prisons anglaises de types fort différents et en lui faisant faire la connaissance de surveillants surpris au travail ou à l'entraînement.

Sans doute les pages qui retiendront le plus l'attention seront-elles celles consacrées à la prison de Dartmoor dont chacun a entendu parler comme d'une Centrale particulièrement dure. M. Sewell Stokes, repoussant l'image populaire et grandguignolesque, fait de ce bâtiment, qui appartient déjà à l'histoire, une peinture fort raisonnable. Une partie de l'ouvrage traite des prisons de femmes et des problèmes particuliers alors rencontrés. Si l'on note que la visite passe par une très célèbre prison sans barreau, on peut dire que M. Sewell Stokes a réussi à donner une idée exacte des différences qui séparent les établissements et permettent l'individualisation de la peine.

Pierre CHABRAND.

Prisons I have Known (Les prisons que j'ai connues), par Mary Size, Londres, George Allen and Unwin Ltd, 1957, 195 pages.

Mary Size entretient le lecteur d'une longue expérience acquise au contact de détenues pendant une période qui vit l'évolution rapide du régime pénitentier en Angleterre. A travers des anecdotes riches en enseignements, celle qui fut la directrice de la première prison sans barreau pour femmes découvre les raisons de ses succès et donne quelques conseils à ceux que pourrait tenter une semblable carrière.

Il semble qu'au fond la « recette » de l'auteur est de ne pas prendre les condamnées pour pire qu'elles ne sont et de s'efforcer de créer autour d'elles une ambiance claire aussi peu « administrative » que possible. Rétablir la confiance entre la Société et les détenues, maintenir les liens lorsqu'ils sont profitables, les rompre lorsqu'ils risquent de provoquer une nouvelle crise. Être aimé des détenues, les comprendre et les aider, sans faiblesse mais avec une rigueur toujours motivée par le souci du meilleur être.

Chacun lira avec intérêt l'ouvrage de Mary Size qui a aussi des idées originales sur l'organisation matérielle des centres de détention. Elle souhaite notamment la disparition des grandes centrales, aux innombrables couloirs froids et rectilignes. Sa faveur irait à des établissements moins fonctionnels, plus proches de vrais logis, et où ne serait hébergé qu'un petit nombre de condamnées vivant aux côtés des préposés à leur garde.

Pierre CHABRAND.

Reclassering in onze Samenleving. Voorlichten, rechtdoen, helpen (Le reclassement dans notre Société. Informer, juger, aider), par Gerrit Theo Kempe (Bibl. sociale), Arnhem, Van Loghum Slaterus, 1958, 352 pages.

Disons-le tout uniment : cet ouvrage appartient aux travaux de défense sociale nouvelle. Et peu me chaut que son auteur ait critiqué les thèses que d'aucuns tiendraient, à titre personnel, sur une abolition totale des peines, ou qu'il ait dénoncé les dangers des interventions *ante delictum* (p. 207 et 209). Car l'esprit de l'ouvrage est celui des

praticiens qui, à partir de leur « programme minimum de défense sociale », cherchent à jeter les fondements d'une « politique criminelle humaniste ».

Encore que l'Université d'Utrecht lui confiât l'enseignement de la psychologie et de la sociologie criminelles, M. Kempe n'a point voulu nous donner un traité. Son propos, nous dit-il, fut bien plutôt de nous livrer les observations que lui suggère sa participation à l'action que les Pays-Bas développent depuis des décennies pour la resocialisation des délinquants.

Quant à l'origine de cette action, l'auteur nous rappelle que c'est en 1823 que naquit la *Nederlandse Genootschap tot Zedelijke Verbetering der Gevangenen* (Association néerlandaise pour l'amendement moral des prisonniers), sous l'impulsion de H. W. Suringar, disciple de John Howard. Composée presque exclusivement de personnes favorisées par la fortune, l'association connut un grand succès de départ, bientôt suivi d'un déclin sensible.

Poursuivant des fins de « moralisation », la *Genootschap* soutint le principe de l'isolement cellulaire et s'opposa au principe de la libération anticipée. Mais elle se reprit bien vite pour soutenir les projets relatifs à la protection de l'enfance et à la condamnation conditionnelle des adultes. Son mérite essentiel fut cependant d'avoir pris l'initiative d'adresser aux juges et procureurs, qui ne demandaient rien de ce genre, des renseignements sur l'un ou l'autre prévenu dont le sort lui semblait plus digne d'intérêt.

Actuellement, cinq grands organismes privés se consacrent aux délinquants hollandais. Ils se subdivisent en sections locales, interviennent par des travailleurs sociaux qualifiés comme par des collaborateurs bénévoles et peuvent recevoir des subsides gouvernementaux importants au point de couvrir 80 à 90 % de leurs frais.

D'autre part, chaque arrondissement judiciaire est doté d'un *Reclasseringsraad* (Comité de reclassement), dont les membres sont désignés par la Couronne parmi des fonctionnaires spécialisés comme parmi les représentants des organismes privés. Ces comités établissent une très utile liaison entre les autorités judiciaires et les organismes privés et leurs membres, de plus, s'occupent plutôt personnellement des enquêtes de personnalité et de milieu. Enfin, l'ensemble de l'action est coordonné par un Conseil central, institué au sein du ministère de la Justice.

Dans l'appréciation critique de cette organisation, M. Kempe s'interroge surtout sur l'opportunité de réserver les enquêtes à un service autonome et sur la nécessité d'une meilleure qualification technique des équipes de traitement psycho-social.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, le professeur Kempe passe en revue les divers problèmes que pose la pratique hollandaise actuelle.

En ce qui concerne les *missions d'enquête*, accomplies à de nombreuses fins et au profit de la justice comme de l'administration, l'auteur en souligne l'importance déterminante et toutes les difficultés. Et c'est à bon droit qu'il leur assigne d'établir comment la vie des intéressés s'est développée jusqu'ici, comment la responsabilité des intéressés s'est structurée en fonction de ce passé réel, comment tel homme en est arrivé au délit (eu égard à son passé, à sa situation et à ses difficultés) et, enfin, comment il est possible d'intervenir dans chaque cas de manière à faire justice, à protéger la communauté et à donner à l'homme-délinquant les meilleures chances de s'épanouir et de se réaliser en s'insérant socialement (p. 97).

On appréciera particulièrement les pages dans lesquelles M. Kempe démontre que le rassemblement de faits objectifs n'a de sens que s'il aboutit à une présentation synthétique du problème et à un programme concret d'intervention (p. 104 et p. 106), que les experts et les enquêteurs doivent pouvoir bénéficier du secret professionnel (p. 112) et qu'un travail vraiment fructueux ne peut résulter que d'une collaboration sincère entre les enquêteurs, les experts et les magistrats.

En ce qui concerne l'*action pénitentiaire*, l'auteur en analyse excellemment les conditions, tant au bénéfice des détenus préventifs que des détenus condamnés ou internés en raison de leur état mental. Il consacre une attention particulière à l'assistance médico-psychologique, au travail, aux loisirs, à l'assistance religieuse et aux contacts avec les

gens « du dehors », exposant ce qui a été réalisé dans le cadre de la rénovation entreprise dès 1945.

Ici encore est-on frappé par la profondeur et la pertinence des observations de M. Kempe, notamment dans sa critique d'un recours trop rapide aux régimes de sécurité maximum et dans ses propositions relatives à la spécialisation des établissements, à la sélection des détenus, au travail pénitentiaire et aux exigences que pose le personnel des prisons et asiles.

En ce qui concerne l'assistance psycho-sociale des délinquants en liberté, l'auteur indique avec beaucoup de lucidité et de pénétration quels sont les besoins des intéressés, et quelles sont les difficultés qui surgissent tant de leur part que de la part des travailleurs sociaux. Et l'on peut dire vraiment remarquables, les pages consacrées à la relation interpersonnelle qui doit s'établir entre le travailleur et l'assisté, relation qui constitue l'essence de l'assistance et dont dépend en définitive toute chance de succès.

M. Kempe expose comment cette action est exercée par des travailleurs spécialisés, par des collaborateurs bénévoles et par les organismes qui s'occupent des alcooliques, des malades mentaux et des prostituées. Et il souligne avec force et de manière persuasive comment les juges et leurs collaborateurs, agissant dans les nouvelles perspectives humanistes de la justice criminelle, prennent réellement des engagements et des responsabilités de solidarité humaine (p. 205).

* * *

S'attachant ensuite à préciser ce qui devrait être réalisé pour que la *reclassering* atteigne pleinement ses buts, M. Kempe reprend successivement les trois grandes formes d'intervention.

Pour l'intervention d'information, il rappelle qu'elle consista originellement en la transmission spontanée, par des gens de cœur mais non qualifiés, d'indications incomplètes et en vue d'obtenir une « faveur » judiciaire, pour se transformer ensuite en des rapports fournissant le plus de renseignements possibles, de manière de mieux en mieux organisée, mais encore bien éloignée de ce qui les peut rendre vraiment utilisables.

Depuis 1945, ces rapports se fondent heureusement de plus en plus sur une conception existentielle de la responsabilité et sur des contacts réels entre l'enquêteur et l'intéressé. Ils cherchent de mieux en mieux à dégager les dangers de chaque cas, de même que les possibilités de revalorisation et de réinsertion sociale. Le chemin parcouru a donc connu les étapes de la générosité charitable, de l'information quantitative factorielle et de l'information criminologique, synthétique et qualitative.

Pour l'intervention pénitentiaire, M. Kempe analyse le rôle des visiteurs, des psychothérapeutes et des assistants sociaux. Son savoir et son expérience lui permettent d'exposer à ce sujet les très nombreuses difficultés qui doivent être surmontées.

Ses observations nous semblent particulièrement heureuses lorsqu'elles portent sur la mission déterminante et très délicate du psychologue et sur le caractère psychologique de l'intervention de ces collaborateurs que l'on appelle peut-être inexactement des assistants « sociaux ».

Et pour l'intervention non-pénitentiaire, envisagée dans les formes très diverses qu'elle peut prendre, l'auteur décrit la transformation de l'assistance morale vers une action psycho-sociale, par le chaînon de l'aide socio-économique, transformation qu'il est indispensable de parfaire. D'excellentes pages sont ainsi consacrées au *casework*, dont M. Kempe analyse, avec autant de finesse psychologique que de réalisme, les principes fondamentaux que sont l'acceptation du client et la liberté de celui-ci. Cette analyse le conduit à des observations très nuancées sur le sens de la liberté (p. 293), sur l'importance de la supervision (p. 301) et sur la maturité humaine qu'il faut pouvoir exiger du *caseworker*.

* * *

Dans une dernière partie, M. Kempe nous donne quelques réflexions sur la préparation, l'apprentissage et la formation définitive des travailleurs psycho-sociaux. Puis viennent des pages dont on ne peut assez dire les mérites, sur le sens de la *reclassering*. Car il s'agit de l'homme, nous dit l'auteur, de l'homme, ni plus, ni moins (p. 341). Nous n'ambitionnons pas de savoir pour savoir, ni de savoir pour orchestrer les choses

dans une perspective cybernétique. Nous voulons savoir pour pouvoir aider un homme en difficultés. Et la science et l'art ne trouvent leur pleine signification que s'ils s'éclairent de la sympathie. Car nous ne connaissons que dans la mesure où nous aimons (p. 350).

* * *

Encore qu'il ait été bien long, le chroniqueur a conscience qu'il n'a pas assez réussi à faire entrevoir toute l'importance et toute l'actualité d'un ouvrage dont il aimerait tant qu'il fût lu par tous ceux qui sont appelés à s'occuper de délinquants, à quelque titre que ce soit.

M. Kempe a vraiment « vécu » les situations qu'il décrit. Et il a vraiment « réfléchi » aux problèmes qu'il expose, en savant psychologue, en travailleur enragé et en homme de cœur. Ses vues personnelles sont pleines de nuances : ni optiques unilatérales, ni préjugés, ni illusions, ni surenchère. La perspective est réaliste et concrète, mais saturée de sensibilité, de dignité et de générosité.

Et de-ci de-là, un trait d'excellent humour, tel ce *sinterklazen* (p. 173) à propos de ces personnes qui aiment jouer au Père Noël, ou ce *korttaangebonden rechters* (p. 220) à propos de ces magistrats qu'un lien « trop court » enchaîne au juridicisme.

C'est donc avec enthousiasme que l'on fait compliment à M. Kempe d'un ouvrage de qualité, réellement enrichissant et qu'on regretterait de ne pas voir traduire pour qu'on en pût bénéficier aussi dans les pays où la langue néerlandaise est plus rarement connue.

S. VERSELE.

Rehabilitierung Straffälliger (Réhabilitation des condamnés), rapport de K. Peters, suivi de thèses et discussion, Tübingen, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), 1958, 70 pages.

Parmi les questions portées à l'ordre du jour du 42^e *Juristentag*, qui s'est tenu en 1957 à Düsseldorf, figurait celle de la réhabilitation des condamnés.

Le Dr Peters, professeur à Münster, chargé du rapport, avait pris le problème de très haut et présenté tout un bouquet de réformes, les unes concernant le droit matériel, d'autres, la procédure, quelques-unes, le casier judiciaire. Le président du groupe de travail, le Dr Rotberg, président de chambre au Tribunal fédéral de Karlsruhe, a prudemment aiguillé la discussion sur le terrain du casier judiciaire où le Dr Dünnebiel, procureur général à Brême, est venu très utilement faire le point. Après des débats au cours desquels un magistrat viennois, le Dr Malaniuk, a fourni de précieux renseignements sur le casier judiciaire en Autriche, le groupe de travail a, en bloc, approuvé les réformes proposées relativement au casier judiciaire mais refusé de suivre le Dr Peters qui prétendait interdire au ministère public d'interroger à l'audience les témoins sur leurs antécédents judiciaires.

L. H.

IV. — POLICE SCIENTIFIQUE ET CRIMINALISTIQUE

Vom Lügendetektor zur Kriminalgraphologie (Du *lie-detector* à la graphologie criminelle), par Philipp Huber, Hambourg, Kriminalistik, 1958, 76 pages.

Les sciences pénales donnent de plus en plus une place aux méthodes techniques et physiologiques d'instruction. S'il n'en faut point attendre des miracles, elles permettent, dit l'auteur de ce petit ouvrage fort clair et bien illustré, une meilleure connaissance de la psychologie du coupable et méritent ainsi de figurer dans toute étude criminologique sérieuse. Tour à tour sont décrits avec leur origine et leurs possibilités d'utilisation : le *lie-detector*, la narco-analyse, les tests de Rorschach, de Szondi, de Tsedek, le T.A.T. de Murray. Après une étude de la mimique, un dernier chapitre s'attache à la graphologie en tant qu'instrument de la prospection caractérologique et même comme méthode d'identification aux cas d'escroquerie, de falsification et de lettre anonyme. Des cas concrets terminent utilement ce travail intéressant, bien que bref.

M. LE CLÈRE.

Bekämpfung von Rauschgiftdelikten (La lutte contre la criminalité engendrée par les stupéfiants), Wiesbaden, Bundeskriminalamt, 1956, 200 pages.

Il s'agit d'études fort bien faites et abondamment illustrées consacrées à l'usage et au commerce de la drogue. On y trouve l'histoire, la pharmacologie, la psychopathologie de tous ces produits prétendus euphoriques, ainsi que la lutte menée tant par les polices allemandes que par les services internationaux contre ce fléau et la délinquance « périphérique » qu'il engendre.

M. LE CLÈRE.

Die kleine Polizeiverwendung (Les tâches de l'agent de police), par A. O. Fink, Kriminalistik, sans date, 196 pages et une annexe.

Le livre s'adresse à l'agent de police pour lui fournir certaines connaissances théoriques qui sont nécessaires pour remplir ses tâches, aussi bien exceptionnelles que quotidiennes. Ainsi on trouve des indications précises sur l'emploi des cartes et des méthodes modernes d'orientation, sur la tactique de la police et sur toutes les formes de l'utilisation de la police.

La quatrième partie de l'ouvrage contient des exemples servant à l'enseignement des matières concernant l'activité particulière de la police. Elles sont bien illustrées par les tableaux présentés dans l'annexe. En somme un livre bien utile à l'enseignement, soit des groupes, soit des agents individuels.

B. S.

Der Heimatschutz als polizeirechtliches Problem (La protection des monuments historiques, des sites et de la nature comme problème de police), par Karl Ebnöther, Zurich, Juris-Verlag, 1956, 115 pages.

L'auteur s'occupe dans sa thèse du conflit qui existe entre les intérêts de l'Etat et ceux du citoyen concernant la protection des monuments historiques, des sites et de la nature. Même dans un Etat aussi libéral que la Suisse, on ne peut se passer de telles mesures de protection. Les nouvelles tâches de la police n'ont plus le caractère classique de préservation pure contre les dangers dont elle était chargée autrefois. Ce sont plutôt des mesures qui servent à la protection générale du bien public. C'est donc dans la nature des choses que la police tente d'élargir ses compétences au détriment du citoyen et de ses droits individuels. L'intention de l'auteur est de restreindre ces tendances et de trouver un compromis dans ce conflit, tout en gardant les principes d'un Etat libéral et social.

Après avoir décrit l'histoire et les tâches classiques de la police, l'auteur définit le caractère juridique et technique de la protection des monuments historiques, des sites et de la nature, et il constate que cette protection culturelle des biens de la nation dépasse par son caractère même les limites étroites que l'Etat libéral avait attribuées à la police.

Une première grande partie de la thèse est consacrée à l'activité de la police en cette matière en tant qu'elle utilise ses mesures propres.

Dans la deuxième partie sont traitées les mesures les plus importantes qui puissent être prises en ce domaine, c'est-à-dire l'expropriation et la restriction de la propriété. En Suisse, toutes les mesures législatives concernant la protection des monuments historiques, des sites et de la nature sont soumises à la compétence des cantons. Par conséquent, les cantons réglementent aussi l'expropriation, qui entraîne obligatoirement un dédommagement. L'auteur constate que cette forme d'expropriation a cédé la place à la restriction de propriété, qui n'est jamais dédommée. Il considère cette évolution comme dangereuse du point de vue du principe de l'Etat libéral.

Le problème principal que posent les mesures prises en ce domaine réside donc dans la distinction entre l'expropriation et la restriction de propriété. L'auteur adopte la théorie dominante selon laquelle chaque mesure d'Etat est une expropriation portant atteinte à la substance même de la propriété.

Il critique la tendance actuelle, en Suisse, à régler les restrictions de propriété par voie d'ordonnance afin d'éviter le referendum, et il le combat au nom de la liberté démocratique.

Le projet de centraliser la matière de la protection des monuments historiques, des sites et de la nature est très énergiquement rejeté par l'auteur qui le déclare contraire au principe fédéral de la Suisse et au caractère de cette matière même.

L'auteur demande, comme conclusion de sa thèse, que tout domaine soit totalement soumis aux principes fondamentaux qui sont ceux de la Suisse, le libéralisme, le fédéralisme et la démocratie directe.

B. S.

Bekämpfung der Wirtschaftsdelikte (La lutte contre les délits économiques), Wiesbaden, Bundeskriminalamt, 1957, 264 pages.

Cet ouvrage est une excellente publication qui fait honneur non seulement aux rédacteurs des diverses études groupées sous ce titre, mais plus encore peut-être à la direction de la police fédérale, qui met ainsi de précieux instruments de travail à la disposition de son personnel. Sont évoqués (entre autres) : les délits économiques comme facteur de trouble dans l'économie des marchés, la banqueroute, la répression des délits économiques, les escroqueries à la construction, les prix illicites, la concurrence déloyale, les fraudes fiscales, etc. Des statistiques et des exemples vécus complètent cette excellente documentation.

M. LE CLÈRE.

The First Detectives (Les premiers détectives), par Belton Cobb, Londres, Faber and Faber, Ltd, 1957, 214 pages.

Les Anglais ont pour toutes leurs institutions un vif et respectueux attachement ; mais après la *Royal Navy*, c'est peut-être à la *Metropolitan Police* que va leur admiration la plus affectueuse. Du majestueux *bobby* au *superintendent* auréolé d'une mystérieuse omnipotence, en passant par le légendaire *detective* de Scotland Yard, la police métropolitaine tout entière jouit, aux yeux de ses concitoyens, d'un prestige sans réserve et d'une autorité indiscutée. Et cependant, au regard des nombreuses institutions plusieurs fois séculaires qui forment l'armature de la nation anglaise, la *Metropolitan Police* fait figure de benjamin puisque, née en 1829, elle n'est âgée que de cent trente ans.

M. Belton Cobb, dans *The First Detectives*, raconte d'une manière extrêmement vivante la naissance et l'enfance de cette force de police qui devait rapidement jouer un rôle prépondérant en Angleterre et servir de modèle à des organisations similaires dans le monde entier.

Quand, en dépit d'une opposition politique sérieuse, Sir Robert Peel, alors *Home Secretary*, décida la création d'une *Metropolitan Police*, Londres ne possédait pratiquement aucune arme pour lutter contre une criminalité chaque jour plus active et plus audacieuse. M. Cobb affirme qu'en 1829, environ 115.000 personnes, soit le dixième de la population de Londres, y compris vieillards, femmes et enfants, tiraient leur unique subsistance d'agissements « criminels, illicites ou immoraux ». Les forces de l'ordre étaient dérisoires. Quelques veilleurs de nuit, âgés et inefficaces, étaient chargés de donner l'alarme en cas de troubles ; chaque *magistrate* disposait d'un petit nombre de *runners* indépendants, chargés uniquement de la police de son tribunal ; enfin, les paroisses utilisaient les services bénévoles, à temps partiel, de quelques neuf cents *constables* (généralement les *bedeaux*), hommes aussi corrompus qu'incompétents.

Pour créer, former et diriger sa nouvelle force de police, Peel fit appel à un obscur officier d'infanterie et à un jeune avocat sans expérience. Le lieutenant-colonel Charles Rowan, âgé alors de quarante-sept ans, d'origine écossaise, avait commandé en second à Waterloo un régiment dont Wellington avait apprécié la discipline. Richard Mayne, un jeune Irlandais de trente-trois ans, inscrit au barreau de Londres, sacrifia — parce qu'il voulait se marier — un avenir brillant et lucratif, mais lointain et aléatoire, à la situation stable qu'on lui offrait. Ces deux hommes, si fondamentalement différents, opposés même par la culture, le tempérament, les opinions et les méthodes, formèrent paradoxalement une équipe harmonieuse, Rowan y apportant son énergie, son opiniâtreté et son sens de l'organisation, Mayne son intelligence, sa souplesse et sa vive imagination.

Il fallut partir de zéro, faire sortir du néant une force de police complète, indépendante disciplinée, honnête, courageuse et respectée ; il fallut la doter d'un statut, de règlements, définir ses fonctions, ses prérogatives. Le tout fut réalisé — véritable tour de force — en douze semaines ! Le grand problème fut celui des effectifs. Pour constituer ses cadres, Rowan s'adressa tout naturellement à l'armée, et les premiers *inspectors* et *sergeants* furent des officiers et des sous-officiers qui, s'ils ignoraient tout des devoirs d'un policier,

avaient l'habitude du commandement. Le recrutement des hommes fut beaucoup plus difficile. Bien que les candidats se soient présentés en petit nombre et sans empressement les deux *Joint Commissioners* avaient établi des conditions d'enrôlement d'une extrême sévérité — qui sont d'ailleurs encore en vigueur de nos jours. Malgré cela, sur les 2.800 premiers hommes qui furent engagés, 2.230 durent être révoqués très rapidement — dont 1.790 pour ivrognerie — et les autres pour des délits plus sérieux !

Les deux chefs avaient des conceptions diamétralement opposées du rôle de la police. Pour Rowan, ce rôle était uniquement préventif : des agents nombreux, vigilants et disciplinés devaient, par leur seule présence dans les rues de Londres, empêcher les infractions. Si un crime était néanmoins commis, et si son auteur n'était pas pris en flagrant délit, ou n'avait pas agi devant témoins, l'affaire était rapidement classée et de nouveaux efforts étaient faits pour renforcer la discipline, compléter l'entraînement et redoubler la vigilance. Mais Mayne avait compris que la découverte des criminels par des investigations et des raisonnements logiques, la recherche et l'interprétation des indices par des méthodes de détection étaient également essentielles : il acquit très vite la conviction qu'à côté des policiers assurant la prévention, un corps de spécialistes était nécessaire pour « détecter » les auteurs des crimes qui n'avaient pas pu être empêchés ; et il pensa que l'arrestation et le châtimement des malfaiteurs par ces méthodes auraient un considérable effet préventif. Si ce point de vue semble évident aujourd'hui, il fallut à Mayne, pour réaliser son ambition, treize années de patients efforts, au cours desquels des crimes retentissants demeurèrent impunis, faute de détectives capables de découvrir les coupables par des enquêtes scientifiquement conduites. M. Belton Cobb retrace ces affaires et montre comment les erreurs et les défaites — et même les rares succès dus à quelques hommes de valeur, dont Mayne fit plus tard ses « premiers détectives » — firent apparaître la nécessité de confier à un corps spécialisé les enquêtes longues et délicates que les agents de Rowan, aussi disciplinés et vigilants qu'ils aient pu être, étaient incapables de mener à bien. Mais il fallut qu'une autre institution nationale, l'influent *Times*, élevât la voix et préconisât la création d'un service d'investigations pour que le *Detective Department* vit finalement le jour en 1841.

L'ouvrage de M. Belton Cobb est d'un grand intérêt : l'auteur a compulsé les dossiers des tribunaux, lu les journaux de l'époque, consulté les documents et fouillé les archives : il a su tirer de ces matériaux un récit alerte, clair, plein d'humour : c'est l'œuvre d'un psychologue tout autant que d'un historien. Il faut souhaiter qu'elle soit prochainement traduite pour trouver en France la large audience qu'elle mérite.

R. M.

Great Moments in Detection (Les grands moments dans la découverte policière), par Julian Holland et David Cargill, Londres, Phoenix House, New York, Roy Publishers, 1959, 128 pages.

Il est intéressant de noter la floraison subite d'ouvrages historiques, ou simplement descriptifs, des faits criminels. On a l'impression que le public, fatigué des romans policiers par trop invraisemblables, cherche à connaître la réalité en ce domaine. De tels livres sont moins prenants que la fiction, mais ils ont l'avantage de montrer la vie réelle et les difficultés dans lesquelles se débattent les policiers. Ainsi que le disent très justement les auteurs, les vrais détectives n'ont que très rarement à leur disposition douze suspects réunis paisiblement autour d'une table de salle à manger et on ne voit pas souvent le criminel, subjugué par l'intelligence du détective, lui faire des aveux spontanés et complets.

Les cas rapportés dans le présent ouvrage sont bien choisis et décrits dans un style alerte et vigoureux. Nous en trouvons de tous les pays, telle une affaire résolue par Vidocq, une autre par les Pinkertons, une autre par la police montée du Canada. Il s'agit d'affaires classiques, mais généralement peu connues du grand public. Ceux qui s'intéressent à ces questions tireront un plaisir réel de cette lecture.

Y. M.

Murder on my Mind (Un assassinat m'obsède), par Fred Narborough, Londres, Allan Wingate, 1959, 172 pages.

M. Fred Narborough a brillamment gravi tous les grades de la police métropolitaine de Londres jusqu'à celui de *superintendent*, un des *big five* de Scotland Yard. Il retrace

dans ce mince volume les principales étapes de sa carrière, avec une modestie et une réserve qui font le plus grand honneur à l'homme, mais ne sont pas sans nuire au mémorialiste. Les amateurs de romans policiers trouveront peu passionnantes les enquêtes décrites par M. Narborough, et les juristes chercheront en vain dans ces pages d'intéressants problèmes de droit criminel. L'ouvrage offre un tableau sans grand relief d'une existence modeste de policier, avec ses dangers, ses déboires et ses satisfactions, et surtout avec son fastidieux travail d'investigations et d'enquêtes routinières, trop souvent entravées par les renseignements inexacts ou imaginaires qui foisonnent dès qu'un crime atteint la grande notoriété. Il est caractéristique que l'affaire à laquelle M. Narborough consacre la majeure partie de ses souvenirs soit un meurtre dont l'auteur est demeuré inconnu, malgré l'importance des moyens mis en œuvre par la police pour le découvrir. C'est ce crime impuni qui explique le titre de l'ouvrage.

R. M.

V. — DROIT PÉNAL COMPARÉ ET DROIT PÉNAL ÉTRANGER

Kenny's Outlines of Criminal Law, par J. W. Cecil Turner, 17^e éd., Londres, Cambridge University Press, 1958, 628 pages.

Nous avons signalé en son temps (cette *Revue*, 1952, p. 526), de manière toute spéciale, la seizième édition du Manuel classique de Kenny, publiée en 1952 par M. J. W. Cecil Turner. Il s'agissait alors, comme le sous-titre même de l'ouvrage l'indiquait, d'une édition « entièrement nouvelle », tenant compte des changements survenus depuis la quinzième édition, publiée en 1936, et incorporant dans l'ouvrage les apports nouveaux de la science pénale en général.

La seizième édition, sous sa forme renouvelée, a connu un succès comparable aux éditions précédentes et c'est ainsi que le professeur Turner a été amené à préparer une dix-septième édition qui affirme l'importance que ce manuel classique tient dans les études de droit criminel en Angleterre.

Il s'agit ici, non d'une refonte comme la précédente édition, mais essentiellement d'une mise à jour où l'on retrouvera d'ailleurs toutes les qualités de clarté et de méthode que nous nous étions plu à signaler dans la seizième édition. Celle-ci, comme il arrive généralement se trouve matériellement plus importante que la précédente, puisqu'elle comprend 628 pages alors que la seizième en comptait 576. Si l'ouvrage n'a pas été modifié dans sa substance, certaines parties du texte ont été néanmoins écrites de nouveau et M. Turner a pris soin de se référer à quatre cents nouveaux *cases*. Il a également tenu compte des modifications législatives nouvelles intervenues depuis 1952 et dont les deux principales sont le *Sexual Offences Act* de 1956 et surtout le *Homicide Act* de 1957, qui a introduit quelques modifications substantielles dans la répression du *murder* en Angleterre et même, comme nos lecteurs le savent déjà, dans la théorie générale de la responsabilité pénale en droit anglais. On trouvera donc dans la nouvelle édition toutes les précisions nécessaires à cet égard.

Afin de conserver à l'ouvrage son caractère de manuel, M. Turner a été amené à sacrifier l'appendice n° 1 de la seizième édition qui constituait une étude de Kenny intitulée *The Nature of a Crime*. Sur la même question figurent d'ailleurs, en tête même du premier chapitre, des développements clairs et substantiels.

La présentation de l'ouvrage est toujours aussi excellente que par le passé. La consultation en a été facilitée par le fait que, très logiquement, la table générale de matières a été portée avant la table des *cases* et la table des lois (*statutes*). Il est certain que cet ouvrage, ainsi mis à jour, continuera à rendre les remarquables services qu'ont déjà rendus les éditions précédentes.

M. A.

Inleiding tot het belgisch Strafrecht (Introduction au droit pénal belge), par Jan Rubrecht, Louvain Firma L. Wouters, 1958, 305 pages.

Depuis les manuels de M. Collin et de M. Simon, dont les dernières éditions remontent à 1948, la bibliographie belge de langue flamande, que nous sachions, ne s'est enrichie d'aucun ouvrage, sur les principes généraux du droit pénal. Le précis dans lequel M. Rubrecht vient de fixer son enseignement à l'Université de Louvain est donc fort

bien venu en Belgique. Et il le sera d'autant plus qu'il peut revendiquer une précision de termes et une pureté de langue auxquelles les auteurs flamands ne nous ont point accoutumés.

L'ouvrage expose les principes généraux du Code pénal de 1867, ainsi que des grands textes qui en ont assoupli la rigueur classique : la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles, la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance et la loi du 9 avril 1930 sur la défense sociale à l'égard des délinquants anormaux et des délinquants d'habitude.

A lire cet excellent enseignement d'un droit malheureusement « janséniste », on peut regretter que la Belgique ne connaisse pas encore son décret du 27 mars 1954, qui permette de dépasser les abstractions juridiques pour atteindre les réalités des hommes auxquels s'applique le droit pénal.

Tenu par ces limites impératives, M. Rubbrecht s'est donc gardé de toute incursion dans la criminologie, science du comportement réel à laquelle s'opposerait le droit pénal, science de la norme juridique (p. 12). Mais d'avoir appliqué le droit pénal comme magistrat de première instance devait nécessairement inciter l'auteur à laisser percer le regret, de manière la plus discrète d'ailleurs, qu'il y eût encore un si long chemin entre les structures du droit et les réalités biopsychologiques et sociales. On croit s'en apercevoir, par exemple, dans certaines observations relatives à la notion de culpabilité (p. 123), aux causes de justification (p. 136) ou au système du sursis simple (p. 234).

Il semble d'autre part utile de relever l'importance qu'un professeur à l'Université catholique de Louvain reconnaît à la fonction socio-pédagogique du droit pénal. Et on compare nécessairement ce point de vue à celui d'une « défense sociale élargie », que développait récemment M. Legros, professeur à l'Université libre de Bruxelles, conception dans laquelle la rétribution néo-classique cède le pas à une réaffirmation, par la sanction, des valeurs positives sur lesquelles s'organise la société (*Rev. int. déf. soc.*, 1955, p. 190).

Selon l'ordonnance classique, le précis traite successivement les problèmes que posent la loi, l'infraction et la sanction, après avoir brièvement exposé les questions relatives à la notion du droit pénal, à l'évolution historique de celui-ci et à ses rapports avec la morale, la sociologie et la criminologie.

On louera le professeur Rubbrecht d'un exposé parfaitement clair, d'un style remarquablement sûr, d'une ordonnance solide et d'une documentation abondante et très actuelle. Et on félicitera l'éditeur d'avoir imprimé et habillé l'ouvrage avec beaucoup d'élégance.

S. VERSELE.

Droit pénal hellénique (en grec), par Christos Constantaras, t. III (fasc. I^{er}, Tentative et participation ; fasc. II, Peines, mesures de sûreté, dommages-intérêts ; fasc. III, Evaluation des peines, cumul des délits, récidive, délinquance par habitude), Athènes, édition de l'auteur, 1953, 1955, 1956, p. 1-158, 1-175, 1-159.

Les tomes I-II de l'ouvrage ont paru en 1939 et en 1946, c'est-à-dire avant la mise en vigueur des nouveaux Codes pénaux (1951). L'auteur n'en avait pas moins tenu compte des projets, antérieurement élaborés du Code pénal ; son livre, qui veut avant tout être un exposé du droit hellénique positif, complété par les trois fascicules du tome III, conserve par conséquent entièrement son caractère d'actualité. Il est présentement le seul exposé systématique et complet de la partie générale du droit pénal grec.

Le tome III que nous avons sous les yeux, comprend les chapitres 42-56 de l'ouvrage. Le premier fascicule de ce tome est consacré à la tentative et à la participation au délit. L'analyse de ces notions est éclairée par une confrontation intelligente des doctrines élaborées au sujet de l'une et de l'autre de ces notions et par des recours fréquents aux applications jurisprudentielles. Le fascicule suivant est consacré aux sanctions pénales, dont la doctrine générale avait déjà été étudiée par l'auteur dans la partie introductive de son livre. M. Constantaras se penche à présent successivement sur chaque catégorie de sanctions, à commencer par la peine de mort. Il pense avec raison, au sujet de cette peine tant discutée, que la question n'est pas à trancher par des motifs théoriques ou philosophiques abstraits, mais en tenant compte des besoins particuliers et changeants de la répression pénale dans chaque pays. Il en vient ensuite aux peines préventives de liberté, à propos desquelles il fournit d'utiles renseignements sur le régime pénitentiaire grec ; il y traite également de la libération conditionnelle et des mesures sociales en

faveur du prisonnier libéré, de la grâce, de la conversion des peines et, enfin, des peines pécuniaires et des peines accessoires. Une attention particulière est accordée aux mesures de sûreté qui, on le sait, font désormais partie du droit pénal hellénique positif. Leur notion est soigneusement distinguée aussi bien par rapport aux peines proprement dites (appliquées *propter factum*) que des mesures de police préventives ; l'auteur admet néanmoins correctement que le principe de la légalité des peines et des délits s'y applique également (v. également à ce sujet les commentaires de A. Svolos et G. Vlachos, *La Constitution de la Grèce*, II, 1955, p. 98-107, que l'auteur semble ignorer). L'exposé se termine par deux paragraphes consacrés respectivement au traitement pénal et pénitentiaire des délinquants mineurs, ainsi qu'aux problèmes posés au sujet du dédommagement de la victime du délit, à la suite de l'abrogation de la loi de 1699-1918 (qui avait institué les *pecunia doloris*) et de la mise en vigueur des dispositions des articles 932 du Code civil et 68 § 2 du Code de procédure pénale.

Le livre de M. Constantaras est d'une lecture facile, son style est précis, son exposé permet au lecteur d'acquiescer une idée quasi-complète des grands problèmes du droit pénal actuel ; il offre également aux praticiens un instrument utile à leur travail d'application des nouveaux codes, dont les dispositions les plus neuves (mesures de sûreté, délinquants mineurs, imputabilité, etc.) se heurtent naturellement à des difficultés d'interprétation autant qu'à des obstacles d'ordre psychologique ou pratique.

G. VLACHOS.

Legal Sources and Bibliography of Bulgaria, par Ivan Sipkov, sous la direction de Vladimir Gsovski, Atlantic Books, Londres, Stevens et Sons Ltd, 1956, 199 pages.

Ce livre, qui fait suite à un vaste programme de documentation sur les pays de démocratie populaire, sous la direction de M. le Dr Vladimir Gsovski, spécialiste bien connu du droit soviétique, est dû à M. le Dr Ivan Sipkov, juriste bulgare très au courant des questions juridiques touchant à son pays tant dans la période d'avant-guerre que dans celle qui l'a suivi.

Une présentation de sources juridiques et d'une bibliographie juridique des susdits pays est d'un indéniable intérêt scientifique, car elle permet, en tant que guide dans le travail, d'étudier leur vie sociale, ses aspects et sa structure, à travers les textes positifs et leurs commentaires qui la reflètent éloquemment aux yeux de qui sait les lire et les comprendre. Une telle présentation est d'autant plus utile qu'elle vient combler un vide que l'on ne pouvait que déplorer jusqu'ici.

On sait que l'instauration de gouvernements socialistes dans les pays de l'Est et du Centre européen a provoqué de grands changements dans la législation de ces pays et que la nouvelle législation a été inspirée par le modèle soviétique. Mais on ignore, par contre, dans quelle mesure cette inspiration est une copie fidèle de ce modèle et à quel point elle s'en écarte, afin de mieux répondre aux besoins réels de chaque pays intéressé. Le livre de M. Sipkov et tous ceux qui font partie de cette même collection peuvent indiquer la voie pour trouver une réponse à cette importante question. En outre, ces pays sont assez mal connus en Occident, même en ce qui concerne leur législation et leur vie juridique antérieures à la révolution qu'ils ont subie. Aussi la présente collection n'omet-elle pas d'indiquer sommairement la législation de cette dernière période.

Les sources juridiques telles que lois, décrets, traités diplomatiques, comme leurs commentaires et autres textes juridiques, sont généralement suivies de la date et du lieu de leur publication. Quant à la liste bibliographique, elle est précédée d'une introduction indiquant les sources légales du pays dont il s'agit, l'historique de son système législatif antérieur et le passage au système législatif actuel. La bibliographie n'est pas limitée à la langue bulgare : elle comprend tout ce qui a été publié relativement au droit de ce pays, en anglais, en français, en allemand et en russe.

L'ouvrage se termine par une liste des principales lois et des principaux décrets promulgués depuis le 9 septembre 1944 jusqu'au 1^{er} janvier 1956, période qui représente la majeure partie de l'activité législative. Ces actes sont présentés suivant les matières.

Le livre de M. Sipkov est divisé en sept chapitres. Le premier donne un aperçu général du développement politique et législatif de l'Etat bulgare depuis sa fondation, au VII^e siècle, jusqu'à nos jours. Le chapitre II présente un tableau général et analytique des sources légales à travers toute l'histoire moderne de l'Etat bulgare, c'est-à-dire depuis l'année 1879 ; la portée et les fonctions des actes législatifs et exécutifs aussi

bien dans le passé que sous la République populaire actuelle sont également discutées dans le corps de ce chapitre. Le chapitre III indique les différentes publications de ces sources. Le signe DLC qui suit ces indications signifie que la publication se trouve dans la collection de la Bibliothèque du Congrès des U.S.A. Le chapitre IV donne un aperçu détaillé, dans l'ordre alphabétique, des principaux périodiques bulgares. Cet aperçu est suivi d'une liste complète des périodiques juridiques. Il contient également une bibliographie (livres, articles importants) du plus haut intérêt. Les chapitres V et VI sont consacrés aux monographies juridiques dont ils dressent une liste sélective. Les titres bulgares sont traduits, entre parenthèses, en anglais. Le chapitre VI présente une liste de livres publiés en anglais, en français, en allemand et en russe. L'auteur s'est efforcé de donner une liste aussi complète que possible d'ouvrages parus en anglais, alors que pour les autres langues il s'est contenté d'une liste sélective. Enfin, le chapitre VII donne une liste de principales lois et de principaux décrets en vigueur promulgués entre le 9 septembre 1944, date à laquelle le gouvernement actuel a pris le pouvoir, et le 1^{er} janvier 1956.

Il va sans dire que l'ouvrage de M. Sipkov, qui concerne l'ensemble du droit bulgare, peut avoir de l'intérêt pour l'étude du droit pénal de son pays, et ce d'une manière très complète, car, comme on le sait, l'étude de cette matière déborde le cadre strict des lois répressives et nécessite un examen attentif, sinon de toutes les autres, du moins d'une des plus importantes d'entre elles qu'est le droit constitutionnel.

K. STOYANOVITCH.

Guides for Sentencing (Indications pour le prononcé de la peine), publié par la *National Probation and Parole Association*, New-York, Carnegie Press, Inc., 1957, 99 pages.

Il est beaucoup plus facile de se prononcer sur la culpabilité de quelqu'un que de savoir quelle peine, pour le cas où sa culpabilité est établie, il convient de lui appliquer.

La procédure criminelle américaine pratique volontiers la « probation » en sorte que les deux décisions, sur la culpabilité et sur la peine, peuvent être séparées de plusieurs mois. Cette période d'observation est mise à profit par le *probation officer* pour suivre le coupable et en fin d'épreuve proposer à la Cour une condamnation adaptée au mieux à la personnalité de l'intéressé.

Le livre, présenté sous le patronage de l'Association pour la probation, veut être un guide utile au juge appelé à sanctionner la faute. Il rappelle au magistrat les différentes possibilités qui lui sont offertes par la loi en un éventail qui doit permettre une adaptation réelle de la peine au coupable. Le lecteur notera que l'individualisation de la peine peut être poussée très loin aux U.S.A.

L'ouvrage extrêmement intéressant comporte également l'étude d'un rapport type de *probation officer*, pièce de première importance sur laquelle se penche le juge pour mieux connaître le condamné et choisir quelle peine peut, compte tenu de sa personnalité et de son environnement, assurer au mieux la sanction de sa faute et son amendement.

Pierre CHABRAND.

From Arrest to Release (De l'arrestation à la levée d'écrou), par Marshall Houts, Springfield (Illinois), Charles C. Thomas, Publisher, 1958, 235 pages.

L'auteur qui a une longue expérience de la police et des tribunaux puisqu'il fut successivement avocat, agent du F.B.I. et juge, a écrit en vérité un livre de procédure.

Toutes les étapes de l'enquête de l'instruction du jugement et de l'exécution de la peine sont commentées.

Certes, pour un familier des institutions judiciaires et policières américaines, l'ouvrage paraîtra un peu bref malgré ses quelques deux cents pages. Mais pour les autres lecteurs il apparaîtra déjà très complet en tout cas très suffisant pour préciser toute une terminologie nouvelle. C'est un livre très bien fait, utile à tous et indispensable à ceux qui souhaitent avoir sous la main un guide et une très bonne introduction à une étude du système judiciaire américain. Il faut également souligner qu'il comporte un intéressant glossaire des mots les plus usités dans la terminologie juridique en matière criminelle.

P. C.

Tried par their Peers (Jugés par leurs pairs), par Rupert Furneaux, Londres, Cassel, 1959, 202 pages.

Le privilège des Lords d'être jugés par leurs pairs en matière criminelle constituait depuis longtemps un véritable anachronisme. C'était pour les pairs un fardeau et un danger plutôt qu'un avantage. Mais les Britanniques sont si profondément attachés à leurs institutions, même les plus archaïques, ils ont un tel respect pour leurs traditions, même les plus encombrantes, que la réforme qui s'imposait ne fut réalisée qu'en 1948 par le *Criminal Justice Act*. Le privilège aboli datait de 1215. C'était un des grands principes de la *Magna Charta* énoncé dans les termes suivants : « Aucun homme libre ne sera emprisonné ou exilé, ou en aucune façon détruit, si ce n'est par le jugement légal de ses pairs et la loi du pays ».

L'ouvrage de M. Rupert Furneaux retrace l'évolution historique et juridique de la notion de « jugement par ses pairs » avec toute la clarté que permet un problème aussi complexe où se reflètent les luttes entre le pouvoir du roi et celui des seigneurs, entre la justice et la raison d'Etat, entre la tradition et l'évolution des mœurs.

Le premier chapitre décrit cette évolution, et le second expose la procédure en usage devant la Chambre des Lords (procédure invariable depuis le Moyen âge jusqu'à nos jours) ; ils sont d'une lecture aussi attachante que le reste de l'ouvrage, qui relate de façon très vivante quelques-uns des grands procès criminels dont la Chambre des Lords a connu au cours des siècles.

Citons celui de la duchesse de Kingston, cause célèbre par le scandale qu'elle souleva dans la société londonienne et l'intérêt des problèmes qu'elle posait. L'accusée fut déclarée coupable de bigamie, en dépit du jugement d'un tribunal ecclésiastique qui la reconnaissait libre de tous liens matrimoniaux. Elle échappa cependant à l'exécution de la peine, car si elle n'était plus duchesse de Kingston, elle était comtesse de Bristol par son précédent mariage, et put invoquer l'immunité dont bénéficiaient en certains cas les pairs du royaume.

Le comte de Cardigan, qui fut plus tard le héros de la fameuse « charge de la Brigade Légère » en Crimée, avait été traduit devant ses pairs pour avoir blessé en duel un certain capitaine Tuckett. Il fut acquitté, l'accusation ayant omis d'établir que le Tuckett blessé par Cardigan était le Tuckett désigné dans l'indictment.

Un procès sensationnel fut celui du comte Ferrers, coupable d'avoir délibérément tué son intendant. Il plaida l'aliénation mentale et les Lords assistèrent à ce spectacle renversant d'un accusé interrogeant ses témoins — avec une grande adresse et une parfaite lucidité — pour leur faire dire qu'il était fou ! Sa défense fut rejetée ; 36 barons, 5 vicomtes, 56 comtes, 1 marquis, 15 ducs et le *Lord Privy Seal* déclarèrent à l'unanimité : « Coupable, sur mon honneur ». Le comte Ferrers sollicita la faveur d'être décapité, que le roi refusa, et le 5 mai 1760, le noble Lord fut conduit à l'échafaud dans son propre carrosse et pendu haut et court comme un vulgaire félon.

On ne saurait trop recommander l'ouvrage de M. Rupert Furneaux à tous ceux qu'intéressent l'histoire, le droit pénal et les causes célèbres.

R. M.

Richter, Staat und Gesellschaft in England (Le juge, l'Etat et la société en Angleterre), par Ernst J. Cohn, Karlsruhe, Verlag C. F. Müller, 1958, 52 pages.

Le juge anglais, — le vrai, celui qui siège aux Cours de comté ou, mieux encore, à la Haute Cour, — est un curieux personnage, très différent de ses collègues du continent. Ce n'est pas un fonctionnaire de métier. C'est un avocat chevronné, parfois un avocat célèbre, qui accède à la magistrature, souvent à l'âge où ailleurs les magistrats approchent de la retraite. Il n'a pas charge d'instruire, mais seulement d'arbitrer les procès. Quand il est appelé à juger en compagnie d'autres, il publie à part son opinion, même si elle s'oppose à celle de la majorité, qu'il ne craint pas, à l'occasion, de critiquer et même de critiquer verbalement. Il reçoit un traitement qu'envieraient nos pauvres juges s'ils ne savaient qu'aujourd'hui l'impôt progressif lui en retire la plus large part, et ce traitement, au lieu d'être pris sur le budget annuel, est prélevé sur un fonds de réserve où sont par ailleurs puisées les allocations au profit des membres de la famille royale...

C'est ce curieux personnage que nous présente, avec beaucoup de science et de finesse, le Dr Cohn, professeur honoraire à l'Université de Francfort et aujourd'hui avocat à Londres, dans une brochure tirée d'une conférence faite à Karlsruhe devant la Société d'études juridiques le 16 mai 1958.

L. H.

Strafgesetzbuch, accompagné des explications et des lois annexes les plus importantes, annoté par Dreher-Maassen, 3^e édition revue et corrigée, Munich et Berlin, Verlag C. H. Beck, 1959, 712 pages.

Les ouvrages usuels présentent l'avantage, quand ils sont bons, de pouvoir devenir meilleurs encore par leur réédition périodique. Nous avons dit (cette *Revue*, 1956, p. 398, 1957, p. 504) tout le bien que nous pensions des petites éditions commentées du Code pénal par Dreher-Maassen. Le livre a eu tant de succès que les éditeurs ont pu procéder à une nouvelle publication qui tient compte de l'intérêt porté par les lecteurs au commentaire présenté. Il a été entièrement remis à jour au mois de septembre 1958 et mentionne non seulement le droit et la jurisprudence les plus récents, mais aussi les travaux scientifiques de la Commission de révision du Code pénal.

Nous tenons à signaler particulièrement deux tables annexées à l'ouvrage et qui pourraient, surtout au moment où de nombreuses modifications interviennent en droit français, servir de modèle aux éditeurs de notre Code pénal. L'une donne la liste exacte des lois qui ont modifié le Code pénal, ainsi que les articles modifiés, l'autre la liste des articles modifiés avec l'indication exacte des lois d'amendement.

Y. M.

Die Regelung der Verjährung im Entwurf des Allgemeinen Teils eines Strafgesetzbuches (La réglementation de la prescription dans la partie générale du Projet de Code pénal), par Max Lorenz, Munich et Berlin, Verlag C. H. Beck, 1959, 30 pages.

Le Dr Max Lorenz, connu par ses savants travaux sur la prescription en matière pénale (signalés dans cette *Revue*, 1955, p. 601), a, dans une nouvelle brochure, passé au crible de la critique les dispositions du Projet de Code pénal de 1938 relatives à la prescription de l'action et à la prescription de la peine. Il reproche notamment au Projet d'avoir conçu la prescription comme une institution hybride tenant à la fois du droit matériel et de la procédure, de n'avoir pas allongé les délais et prévu de causes d'interruption pour la prescription de la peine et d'avoir écarté une institution qui lui est chère, une sorte de réhabilitation de droit, la prescription des suites de la peine.

L. H.

Das Verbrechen der Verschleppung nach geltendem deutschen Strafrecht (Le crime d'enlèvement d'après le droit pénal allemand en vigueur), par Johannes Burgstädter, Löningen (Otdb.), Druckerei. Frieds. Schmücker, 1958, 79 pages.

Pour faire échec aux menées des Etats totalitaires, la République de Bonn, prenant exemple sur une loi de Berlin-Ouest tendant à protéger la liberté personnelle, a introduit au Code pénal allemand un crime nouveau désigné sous le nom de *Verschleppung* (enlèvement). Le paragraphe 234a, al. 1^{er}, le définit : le crime de celui qui, par ruse, menace ou violence, conduit une personne dans une région située en dehors du territoire régi par la loi que voici, ou l'engage à s'y rendre, ou l'empêche d'en revenir, et par là l'expose à être poursuivie pour raisons politiques et à souffrir, au mépris des principes admis dans les Etats respectueux du droit, par le fait de mesures brutales ou arbitraires, un dommage corporel ou même la mort, à être privée de la liberté ou gravement lésée dans sa situation professionnelle ou économique. L'alinéa 2 prévoit qu'en cas de circonstances atténuantes, la peine ordinaire, qui est celle de la réclusion, sera remplacée par un emprisonnement d'au moins trois mois. L'alinéa 3, dérogeant au principe qui subordonne au commencement d'exécution l'entrée en scène de la loi pénale, punit d'emprisonnement, à titre de délit distinct, les actes préparatoires.

Dans une thèse soutenue devant la Haute Faculté de droit de l'Université de Fribourg en Suisse, M. J. Burgstädter, après avoir rangé ce crime nouveau parmi les crimes contre l'humanité, tels que le génocide, en précise avec soin, au vu de la jurisprudence et de la doctrine allemandes, les éléments et les sanctions. Quelques rapprochements avec la législation autrichienne et la législation suisse, quelques observations d'ordre criminologique et quelques décisions judiciaires inédites publiées en appendice ajoutent à l'intérêt du livre.

L. H.

Die strafrechtliche Problematik der körperlichen Zuchtigung (La correction corporelle envisagée du point de vue du droit pénal), par Heinrich Stettner, Berlin-Spandau, Hermann Luchterhand Verlag, 1958, 106 pages.

En Allemagne, où les châtiments corporels ont été supprimés dans les prisons comme dans les casernes, pédagogues et juristes continuent à discuter, les uns sur leur utilité, les autres sur leur légitimité dans leur application aux mineurs. Et les juristes, pour se prononcer, sont d'autant plus embarrassés que la jurisprudence, en la matière, reste flottante comme le montrent les intéressantes décisions rapportées en appendice au petit livre du Dr Stettner.

L'auteur, pour sa part, estime qu'en dehors du cas de légitime défense, les parents n'ont le droit d'user vis-à-vis de leurs enfants de châtiments corporels qu'en vertu du droit, doublé du devoir, d'éducation que leur confère l'article 6 de la loi constitutionnelle (*Grundgesetz*) : article 6 qui, à ses yeux, fait échec à l'article 2 de la même loi garantissant à tous, majeurs ou mineurs, l'intégrité corporelle, et, du même coup, au paragraphe 223 du Code pénal réprimant les lésions corporelles entendues au sens le plus large du mot.

Aux instituteurs, il n'accorde le droit de correction qu'en vertu d'une délégation, expresse ou tacite, des parents et, cela va de soi, dans les limites assignées au droit des parents : c'est-à-dire qu'à son avis ni la législation scolaire propre à chaque Etat, ni les traditions scolaires, ni les règlements particuliers de tel ou tel établissement, n'ont pouvoir de justifier le maître qui frappe un élève, comme cela se voit encore quelquefois en Allemagne, parce qu'il ne sait pas sa leçon ou pour inspirer à ses camarades, à leur entrée en classe, une crainte salutaire.

L. H.

Wehrstrafgesetz (Loi pénale militaire), par G. von Richthofen, Cologne-Berlin, Carl Heymanns Verlag, K. G., 1957, 89 pages.

En publiant, assortie de commentaires et surtout d'exemples concrets, la « loi pénale militaire » allemande du 30 mars 1957 qui remplacera désormais le Code de justice militaire de 1872, le conseiller supérieur du Gouvernement au Ministère de la défense, M. von Richthofen, s'est visiblement donné pour but d'éclairer à la fois les militaires allemands et leurs juges, d'orienter et de fixer la jurisprudence.

C'est un guide pratique du commandant d'unité, toujours embarrassé comme en France par les problèmes de droit, surtout lorsque, plus encore qu'en France, le disciplinaire et le judiciaire se trouvent étroitement imbriqués.

C'est aussi un guide du juge : les militaires allemands même pour les délits spécifiquement militaires relèvent, on le sait, des tribunaux ordinaires, et les juges civils ont le plus grand intérêt à savoir de façon très précise ce que l'armée attend d'eux.

M. le Conseiller von Richthofen apprend aussi aux uns et aux autres que tombe par exemple sous le coup de la loi et peut être frappé de cinq ans de prison et même de réclusion pour « traitement dégradant l'officier qui obligerait un soldat à proclamer à haute voix, au rassemblement : « Je suis la plus grande bourrique de la compagnie ». Se rendrait coupable d'abus d'autorité et pourrait se voir infliger deux ans de prison le supérieur disant à son subordonné « Auriez-vous l'amabilité de laver ce soir ma voiture personnelle ? »

Ces exemples surprendront le lecteur français, militaire ou juriste, s'il n'a pas compris l'esprit de la nouvelle armée allemande et noté sa volonté de rompre avec le passé. Cela seul suffirait à expliquer les dispositions de la nouvelle loi militaire allemande, si différente maintenant à bien des égards du Code de justice militaire français.

Essentiellement pratique, destiné à tous ceux sur qui repose le maintien de la discipline, clair, humoristique à l'occasion, très au fait des réalités quotidiennes, l'ouvrage du conseiller von Richthofen mériterait une plus large diffusion dans les milieux spécialisés français. Il offre beaucoup à glaner...

J. LARICH.

Bankgeheimnis und Bankauskunft (Le secret de banque et les renseignements donnés par les banques), par S. Sichtermann, Francfort-sur-le-Main, Fritz Knapp Verlag, 1957, 360 pages.

On pourrait se demander ce que ces quelques 360 pages sur le secret de banque apportent de nouveau. Le Dr Sichtermann nous en donne la réponse dans la préface

même : son but a été de rassembler dans son ouvrage la littérature existant en la matière, dispersée et quelquefois inaccessible, et d'y mettre de l'ordre. Seule cette intention peut expliquer le processus quelque peu étrange suivi par lui et incorporant complètement dans son ouvrage le livre d'un autre auteur. En ce qui concerne les aspects civils du secret de banque, en effet le Dr Sichtermann n'a eu qu'à mettre à jour la monographie du Dr Scheer, avocat à Francfort, publiée en 1931, et qu'on trouvera maintenant dans le présent ouvrage pages 82 à 163. L'évolution historique de la question d'autre part avait été étudiée par M. Schubert en 1929 dans son livre sur le secret de banque ; le Dr Sichtermann s'est appuyé sur les conclusions de celui-ci pour traiter, dans la deuxième section de son livre, de l'histoire du secret de banque.

Le lecteur intéressé n'y trouvera pas seulement une description vraiment complète de l'état actuel (1957) de ces questions en Allemagne ; la troisième partie du livre est consacrée à leur aperçu dans vingt-trois autres pays, notamment en Belgique, au Danemark, en Angleterre, en France, en Autriche, en Suède et en Suisse.

Le secret de banque possède deux caractères bien distincts : d'une part c'est le *devoir* de la banque de ne donner aucun renseignement concernant les affaires de ses clients, et d'autre part c'est son *droit* de refuser de procurer de tels renseignements (p. 29). Toute atteinte à ce secret entraîne en Allemagne une peine correctionnelle d'après une loi de 1939 (*Kreditwesengesetz*).

Le secret de banque est déterminé objectivement par le contexte des relations entre la banque et son client et subjectivement par la volonté du client. S'appuyant sur ces deux points, le Dr Scheer (p. 82-163) traite de toutes les questions de droit civil s'y rapportant, par exemple de son objet, de son contenu, de ses limites, de l'atteinte commise par la banque, des dommages-intérêts qui en résultent et enfin de la durée de l'obligation de garder le secret.

Le Dr Sichtermann donne ensuite une interprétation exacte et complète des dispositions de procédure permettant au banquier en sa qualité de témoin au cours d'un procès de refuser tous les renseignements concernant les affaires de ses clients.

Probablement plus que par tous les règlements spéciaux concernant en Allemagne ces différentes procédures, les lecteurs français seront intéressés par la question de savoir si le secret de banque existe aussi vis-à-vis du fisc. Jusqu'en 1919, le fisc n'a pas eu le droit de demander aux banques des renseignements sur les comptes de leurs clients. Puis le secret de banque a été supprimé, en ce secteur, et c'est l'état actuel de la législation, du moins en théorie. La pratique est tout à fait différente. On s'est bientôt aperçu que le respect du secret de banque est favorable au tout premier rang à l'accroissement des dépôts et au développement de la circulation des capitaux et des investissements, ce qui entraîne une évolution favorable à l'économie nationale. En conséquence le secret de banque a été pratiquement rétabli par une ordonnance de 1949 dont on trouvera le texte dans les pages 242 et suivantes du présent ouvrage.

En Allemagne, le Code de procédure pénale ne connaît pas le secret de banque, et l'auteur serait partisan d'une modification du code visant à ce que les banquiers, en tant que témoins, aient le droit de refuser toutes indications concernant les affaires bancaires de leur client inculqué pour une contravention ou pour un délit sans gravité (p. 253).

Dans une deuxième partie beaucoup plus courte, l'auteur s'occupe des conseils, recommandations et renseignements donnés par les banques. En cette matière, semble-t-il, la pratique est la même dans tous les pays.

La troisième partie est consacrée, ainsi qu'il a été dit plus haut, au droit étranger. Le lecteur y apprendra que la plupart des Etats reconnaissent le secret de banque dans le secteur du droit civil, mais qu'en droit public, notamment en matière d'impôts, le principe se trouve renversé. Il en est surtout ainsi en France (p. 310 et s.), tandis que la Suisse, l'Angleterre et maintenant la République fédérale d'Allemagne ont gardé ou réintroduit le secret de banque même en ce domaine.

Dans une quatrième partie enfin, M. Sichtermann énumère les contrats bilatéraux conclus entre l'Allemagne et d'autres Etats dans le but — fondé sur le principe de la réciprocité — d'éviter une double imposition des fortunes de leurs ressortissants respectifs transférées dans l'autre Etat. L'Allemagne de l'Ouest a conclu de semblables contrats avec la Finlande, l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche, la Suède et les Etats-Unis.

B. SCHLEGTENDAL.

Gesetz über Ordnungswidrigkeiten. Kommentar (Commentaire de la loi sur les atteintes à l'ordre), par Hans Eberhard Rotberg, 2^e édition, Berlin et Francfort, Verlag, Franz Vahlen GmbH, 1958, 343 pages.

Ce commentaire concerne la loi sur les atteintes à l'ordre dont le principe même est étranger au droit français. Le droit allemand distingue entre le droit pénal proprement dit, dont la fonction est de protéger les normes essentielles à la vie sociale, plus particulièrement les valeurs morales fondamentales, et les atteintes à l'ordre. Celles-ci ont simplement pour objet d'assurer le respect de la réglementation dont l'observation est indispensable à l'efficacité de l'Administration. Elles répriment le simple défaut de subordination, l'insuffisance d'attention prêtée aux règles administratives, l'inexactitude dans leur observation, sans prendre pour base la faute morale. Leurs sanctions sont des amendes administratives. Un même fait peut être, selon les circonstances, une infraction pénale ou une simple atteinte à l'ordre. L'une des originalités du droit allemand est de confier au législateur le soin de tracer la frontière entre droit pénal et sanctions administratives, à la différence de ce qui existait en France, par exemple, en matière d'infractions économiques où le choix de la voie pénale ou administrative était laissé à l'autorité administrative. La seconde originalité est d'avoir créé une sorte de Code des sanctions administratives, précisant leur domaine, la procédure à suivre et les modalités du contrôle judiciaire.

La deuxième édition du président Rotberg est d'un vif intérêt pour les pénalistes français. Commentaire minutieux et autorisé de chaque article de la loi de 1952, l'ouvrage contient de remarquables développements sur la notion d'atteinte à l'ordre, sa distinction de l'infraction pénale et l'articulation de la loi commentée avec la loi du 9 juillet 1954 sur le droit pénal économique, laquelle incrimine les comportements anti-économiques tantôt comme délits de droit pénal et tantôt comme atteintes à l'ordre. L'ouvrage est dédié au professeur Eberhard Schmidt, dont les travaux sur le droit pénal économique, et spécialement l'étude publiée en 1950, ont beaucoup contribué à l'évolution législative consacrée par les lois de 1952 et de 1954.

Jacques LÉAUTÉ.

Das hamburgische Strafrecht im 17. Jahrhundert (Le droit pénal hambourgeois au XVII^e siècle), par Claus Brahmst, Hambourg, Ludwig Appel Verlag, 1958, 272 pages.

Quoique les Archives de Hambourg aient beaucoup souffert, d'abord d'un grand incendie en 1842, et, plus récemment, de toutes les pertes résultant de la guerre, le livre du Dr Claus Brahmst, appelé à faire suite à une étude antérieure de la doctoresse Elsa Hennings sur le droit pénal de Hambourg aux XV^e et XVI^e siècles, est un ouvrage amplement documenté, solidement charpenté et du plus haut intérêt.

Après un coup d'œil jeté sur les sources, les statuts municipaux, objet de luttes continues entre les bourgeois et le conseil investi du pouvoir législatif, et le droit commun qui, de plus en plus, pénétrait le droit local, l'auteur nous présente, d'abord ce que les Allemands nomment le droit matériel : la théorie générale de l'infraction, avec les problèmes délicats touchant à la faute, à la tentative, à la complicité, au concours d'infractions et aux faits justificatifs ; le système des peines où l'on voit les maisons de travail timidement apparaître en face de supplices qui font frémir ; et les différents crimes et délits parmi lesquels la sorcellerie n'était pas moins sévèrement punie que l'assassinat ; — ensuite l'organisation judiciaire, où l'élément laïc était encore l'élément de base mais où le rôle des juristes allait en s'accroissant, et toute la procédure, tant ordinaire qu'extraordinaire, alors en voie de passer du système accusatoire au système inquisitoire.

Des appendices nous donnent : le texte ou le sommaire, en vieil allemand, de quelques jugements ; une bibliographie étendue un consciencieux dépouillement d'archives, et de curieux renseignements sur le travail noir (*Böhhhasentum*) d'où naissaient à l'époque tant de poursuites pénales contre ceux qui portaient atteinte aux privilèges des corporations et contre ceux aussi qui, impitoyablement, leur faisaient la chasse.

L. H.

Das materielle Strafrecht der Stadt Köln (Le droit pénal matériel de la ville de Cologne), par Hans Peter Korsch, Cologne, Verlag Der Löwe-, Dr Hans Reykers, 1958, 228 pages.

Cologne, qui est devenue au XIII^e siècle une ville libre et qui l'est demeurée jusqu'en 1794, a eu tout le temps de se forger, sous réserve du droit de haute justice conservé par son archevêque, un droit pénal autonome. C'est ce droit pénal que s'est appliqué, suivant sa propre expression, à « reconstruire », pour les XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, les trois siècles sur lesquels nous avons le plus de renseignements, H. P. Korsch à la lumière des archives historiques, extrêmement riches, de la cité.

Laisant de côté le droit pénal général aussi bien que la procédure, il a porté toute son attention sur le droit pénal spécial que, pour la commodité et la clarté de l'exposé, il nous présente dans un cadre emprunté au Code pénal allemand de 1871 mais qui, en réalité, contient beaucoup d'infractions qui n'ont pas dans ce code leur équivalent : des infractions qui, aujourd'hui, prendraient place dans un Code de justice militaire, dans un Code des boissons, dans un Code des impôts ou dans un Code de l'urbanisme, et aussi des infractions disparues, comme les délits somptuaires ou encore ce curieux délit qui consistait à intercéder pour un criminel.

Un précieux glossaire donne le sens de beaucoup de termes de vieil allemand qu'un Français surtout aurait peine à comprendre. Un index détaillé des sources, également relégué à la fin du livre, témoigne du soin et de la patience avec lesquels l'auteur a compulsé des milliers de pièces. Quelques reproductions de manuscrits et de gravures constituent l'illustration sévère qui convient à un livre savant.

L. H.

Il Codice penale italiano commentato articolo per articolo coi richiami alla più recente giurisprudenza (Le Code pénal italien commenté article par article avec référence à la toute dernière jurisprudence), présenté par les soins de Sofo Borghese, Milan, Casa editrice Dott. Francesco Vallardi, 1954, 1065 pages.

I quattro Codici (Les quatre Codes), présenté par les soins de Sofo Borghese, Milan, Pirola, 1958, 1485 pages.

M. Sofo Borghese, conseiller à la Cour d'appel de Milan, a publié voici quelques années un Code pénal annoté article par article destiné aux juristes et à tous ceux qui, même sans avoir de notions précises du droit, désirent prendre connaissance des lois pénales. L'intention de l'auteur a été de faire un ouvrage de vulgarisation qui, tout en se basant sur les textes du législateur, tienne compte de la pratique judiciaire, des études de doctrine les plus récentes et des théories scientifiques qui ont inspiré le législateur. Le commentaire est bref, évite de paraphraser le texte du Code, et se borne à l'interprétation des textes pouvant prêter à discussion.

L'auteur a voulu donner aux praticiens une illustration de la jurisprudence la plus récente, mais il s'est toutefois limité aux décisions les plus importantes et les plus intéressantes de la Cour de cassation. Lorsque le texte du Code est clair et n'est pas source de graves difficultés, l'auteur donne seulement l'interprétation unanimement admise. Mais l'ouvrage est enrichi de nombreux renvois aux autres articles du Code et aux lois spéciales ayant trait à la même question.

Encouragé par le succès de cet ouvrage l'auteur dirige maintenant aux éditions Pirola une collection de Codes analogues à nos petits Codes Dalloz, comportant en un volume de manuscrit et de format commodes le Code civil, le Code de procédure civile, le Code pénal, le Code de procédure pénale. Ces textes sont accompagnés de plusieurs index : analytique, alphabétique et général. Souhaitons que tous ces ouvrages soient régulièrement tenus à jour par des suppléments qui ajoutent à leur utilité pratique.

S. E. S.

Codice di procedura penale e leggi complementari (Code de procédure pénale et lois complémentaires), présenté par les soins de Gian Giacomo Traverso, Naples, Casa editrice Dott. Eugenio Jovene, 1958, 648 pages.

Les recueils de jurisprudence et les codes annotés se multiplient actuellement en Italie. Certains ont vu dans cette prolifération une diminution d'intérêt pour l'étude scientifique du droit et ne considèrent ces ouvrages que comme un genre mineur de la littérature juridique. D'autres, au contraire, ont pensé qu'il s'agissait là d'un signe de

maturité dans la manière d'affronter les problèmes d'interprétation du droit, la rédaction de brefs commentaires reposant sur un travail critique et sélectif des plus sérieux. Ce sont ces quelques considérations qu'expose M. Luigi Secco, conseiller à la Cour de cassation d'Italie, dans la préface qu'il consacre au Code de procédure pénale annoté par les soins de M. Gian Giacomo Traverso, ouvrage qui est actuellement à sa troisième édition. L'auteur a surtout retenu dans son commentaire les grands principes qui régissent la question de droit posée, en suivant, dans la mesure du possible, un ordre chronologique destiné à exposer l'évolution de la jurisprudence. Ce Code est complété par deux index l'un alphabétique et l'autre analytique.

S. E. S.

Manuale di diritto processuale penale italiano (Précis de droit procédural pénal italien), par Ottorino Vannini, Milan, Giuffrè, 1956, 504 pages.

Parmi les ouvrages qui ont trait à la procédure pénale italienne, le texte du regretté professeur de l'Université de Sienne se place au premier rang. L'utilité que tous lui ont reconnue a amené l'éditeur, après la mort de l'auteur, à en publier une nouvelle édition qui tient compte des modifications introduites, en 1955, dans le Code de procédure pénale, ainsi que de la jurisprudence la plus récente.

Comme le titre l'indique, cet ouvrage est en particulier destiné aux étudiants en droit, mais en fait il s'adresse également à tous ceux qui sont tenus à se familiariser avec l'esprit et la marche de la procédure pénale italienne. Aussi l'auteur ne s'est-il pas borné à exposer le droit procédural pénal actuel, il s'est attaché à résoudre, avec indépendance et sagacité, les questions les plus controversées que la loi laisse dans le domaine de la doctrine, à éclaircir les dispositions les plus obscures ou les plus complexes du Code à l'aide d'une saine interprétation. C'est par là surtout que juristes et praticiens lui ont accordé une audience particulière.

On peut se douter qu'un tel travail répond aux exigences d'une autre catégorie de lecteurs, ceux qui désirent élargir leurs idées par la connaissance de la législation italienne. Dans les institutions judiciaires, on voit se refléter d'une manière sensible les différences caractéristiques des mœurs d'un peuple. Bien que ces différences tendent aujourd'hui à s'effacer, il est intéressant d'en saisir dans leur originalité native ces physionomies, plus marquées souvent dans la sphère de la législation que dans celle de la vie politique.

Il est regrettable pourtant que ce maître du droit pénal soit resté ici sur le plan exclusivement juridique. Tous les problèmes philosophiques, éthiques ou criminologiques qui se rattachent au procès pénal demeurent étrangers à son ouvrage, par ailleurs si raisonné, si riche en réflexions critiques et en vues personnelles.

Sous la forme rationnelle du traité, l'auteur a embrassé heureusement en quatre-vingt-six paragraphes tout le système procédural pénal italien, matière aussi difficile qu'étendue.

Remarquons tout d'abord que M. Vannini, de même que d'autres juristes italiens (Manzini, Massari, Grisogni, Carnelutti, Ranieri, De Marsico) n'aborde l'étude du procès pénal qu'après avoir traité de l'action publique et de la juridiction. C'est sur ce point qu'on accuse le mieux la différence avec la doctrine allemande représentée par M. Peters, où, dans l'analyse du procès pénal, en tant que rapport juridique, la juridiction et l'action publique suivent le procès. Mais à la construction de notre savant auteur on pourrait reprocher que si l'on admet la conception du procès pénal comme exercice du pouvoir juridictionnel, conception qui ne fait pas l'ombre d'un doute, car elle est étroitement liée à la conception des pouvoirs essentiels de l'Etat, l'examen de la juridiction doit de toute évidence précéder l'action publique et le procès. Tel est d'ailleurs le point de vue du professeur Ranieri, que l'on trouve exposé avec une incontestable supériorité dans son manuel.

Cette réserve faite, hâtons-nous de le dire, la juridiction est ici l'objet d'une analyse aussi complète que satisfaisante. La notion de « juridiction » et, en conséquence, de « juridiction pénale », ainsi que ses caractères particuliers, est dégagée des principes mêmes qui consacrent et éclairent la fonction juridictionnelle. L'examen des règles sur l'exercice de l'action publique et de l'action civile est non moins approfondi et remarquable ; il s'accompagne d'une confrontation critique entre les conditions requises pour exercer l'action publique (*condizioni di procedibilità*) et les conditions essentielles pour exercer la répression pénale (*condizioni di punibilità*). Aux personnes du procès pénal

et aux actes de procédure est consacré un long chapitre, où ces deux sujets sont étudiés dans tous leurs détails et suivis d'observations critiques d'une importance manifeste. Le problème des nullités est exploré avec soin, en faisant les distinctions qui s'imposent entre les diverses sortes de nullités : absolues, relatives, générales et spéciales, et se termine par l'analyse comparative entre la nullité et l'inexistence d'un acte de procédure.

Dans le cadre de la procédure pénale on passe en revue successivement et on traite à fond de la procédure par ordonnance pénale (*procedimento per decreto penale*) et de la procédure de flagrant délit (*procedimento direttissimo*), de l'instruction « formelle » et de l'instruction « sommaire », la première effectuée par le juge d'instruction, à la requête du ministère public, la deuxième par le ministère public lui-même ou par le *pretore* (1), pour les infractions de sa compétence. Par la description de la procédure devant les diverses juridictions répressives, description faite avec autant de précision que de clarté, l'on peut se représenter comment fonctionne la justice pénale en Italie.

Signalons, enfin, pour terminer ce bref aperçu, les voies de recours dont sont susceptibles les jugements répressifs. Elles constituent le chapitre le plus riche de cet intéressant ouvrage : le sujet est envisagé sous toutes ses faces et dans tous ses développements, avec cette sûreté de logique et de principes qui ont valu à l'auteur, de son vivant, une juste réputation.

Giuseppe CRESCENZI.

Il nuovo codice di procedura penale (Le nouveau Code de procédure pénale), présenté par les soins de Tommaso Perseo, 2^e éd., Piacenza, *La nostra Tribuna*, 1955, 320 pages.

Voici la 2^e édition de ce Code de procédure pénale italien présenté par les soins de M. Tommaso Perseo, mis à jour au 18 juin 1955, annoté et accompagné d'un important index analytique et alphabétique. En appendice ce volume contient tous les textes législatifs concernant le casier judiciaire, la Cour constitutionnelle, la Cour d'assises, les tribunaux pour mineurs et les honoraires dus aux avocats et aux représentants légaux devant les différentes juridictions pénales.

S. E. S.

Prevenzione ed assicurazione degli infortuni sul lavoro (Prévention et assurance en matière d'accidents du travail), par Serge Getici, Imola, Coop. Tip. Edit. « Paolo Galeati », 1955, 155 pages.

L'ouvrage publié par la Fédération coopérative et mutuelle de Bologne, avec la collaboration de M. Serge Getici, est consacré pour sa plus grande partie à la publication du décret du 27 avril 1955 sur la prévention des accidents du travail.

Dans une seconde partie il traite de l'assurance obligatoire en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles et donne un certain nombre de décisions de jurisprudence en la matière.

M. L. R.

Rassegna di giurisprudenza sulle leggi doganali e leggi sul monopolio (Recueil de jurisprudence concernant les lois douanières et les lois sur les monopoles), présenté par les soins de Giuseppe Santaniello, Milan, Giuffrè, 1957, 286 pages.

L'ouvrage de M. Giuseppe Santaniello, qui prend place dans les Recueils de jurisprudence administrative et fiscale dirigés par MM. G. Zarobini, G. Pescatore, A. Torrente, est en quelques sorte un Code annoté de législation douanière et des lois sur les monopoles.

La première partie est consacrée à la loi douanière du 25 septembre 1940. La seconde partie traite de la législation sur les monopoles, et notamment de la loi du 17 juillet 1942 sur le monopole du sel et du tabac.

Les commentaires comportent une numérotation unique pour l'ensemble de l'ouvrage et forment en eux-mêmes un tout cohérent. Comme tous ceux de cette collection, ce livre est un remarquable instrument de travail pour ceux qui ont à étudier la législation italienne en la matière.

Sa présentation typographique allie les avantages d'un Code annoté et d'un commentaire jurisprudentiel et doctrinal.

M. L. R.

(1) Magistrat unique ayant fonction de juridiction répressive et de juridiction civile ; il remplit même les fonctions de ministère public.

L'acceleramento della colpa nell'infortunistica stradale (La preuve de la faute en matière d'accident de la circulation routière), par Enrico Scarpinato, Città di Castello, Rome, *Istituto italiano edizioni giuridiche*, 1956, 46 pages.

Comme l'auteur le précise dans son *Introduction*, il est toujours très difficile pour les magistrats qui ont à statuer en matière pénale d'établir avec certitude les fautes dans les accidents de la circulation.

Le Dr Enrico Scarpinato examine d'abord cette notion de faute, qui est notamment conditionnée par la question suivante : le fait dommageable, pouvait-il être prévu et évité ? Il distingue ensuite les éléments subjectifs (négligence, imprudence, impéritie, inobservation de lois et règlements, conscience de l'acte, etc.) et l'élément objectif (manière de conduire, circonstances matérielles de l'accident, action des tiers, faute de la victime, etc.).

Dans une quatrième partie il envisage les circonstances qui peuvent exonérer l'auteur de l'accident de sa responsabilité : le cas fortuit, la force majeure, l'état de nécessité, la contrainte physique et psychologique.

Quand tous les éléments précités sont réunis, il appartient alors au juge d'établir avec certitude la faute.

L'auteur ne pouvait évidemment pas, dans les quelques dizaines de pages de son ouvrage, examiner en détail la totalité des problèmes que pose le sujet qu'il a abordé. Il était, toutefois, intéressant et utile d'en poser les grandes lignes.

M. L. R.

VI. — ENFANCE DÉLINQUANTE

... *Aber Ihr klagt uns an. Ein Jugendrichter erzählt* (... Mais vous nous accusez. Un juge des enfants raconte), par Karl Holzschuh, Francfort-sur-le-Main, Societäts-Verlag, 1957, 222 pages.

Le nom de M. Holzschuh ne nous était pas inconnu, nous l'avions souvent trouvé cité dans les débats concernant la criminalité ou le traitement des mineurs et ce que nous savions de lui nous semblait attachant. M. Holzschuh vient de faire paraître un ouvrage intitulé : ... *Mais vous nous accusez. Un juge des enfants raconte*. Ce livre, en effet, n'a aucunement la prétention d'être scientifique, il ne veut ni construire de théorie, ni donner de statistiques. Il s'agit simplement des expériences d'un homme qui croit dans le bien, qui veut aider la jeunesse et qui ose choisir des voies nouvelles. Nous avons été frappés une fois de plus par le fait que, pour être un novateur, trois qualités sont nécessaires : la foi, l'indépendance d'esprit et une certaine naïveté. Le livre de M. Holzschuh nous a profondément ému, car il est écrit avec le cœur, et même s'il ne cherche pas à être scientifique, on retrouve à travers les simples histoires les grandes lignes de certaines conceptions philosophiques et de certaines conceptions du monde qui aident à le construire.

La loi allemande sur les tribunaux pour enfants a donné beaucoup de nouvelles possibilités aux magistrats. Mais encore faut-il qu'elle trouve les hommes ayant le courage, l'initiative et suffisamment de psychologie pour utiliser ces possibilités. M. Holzschuh en est. L'ouvrage se compose d'une série de cas, les premiers pris dans l'histoire, les autres parmi les affaires jugées par l'auteur lui-même. Le style est simple, les cas sont exposés clairement, et le tout est illuminé par un optimisme, un amour du prochain et une compréhension du jeune qui lui donnent un grand charme. Ce n'est que presque par hasard que l'auteur donne quelques vues générales sur sa conception de la vie et qu'il aborde les questions profondes. Une de ces idées néanmoins le domine. Même s'il l'ignore lui-même, M. Holzschuh est certainement un partisan de la défense sociale nouvelle : il cherche à trouver la mesure la mieux adaptée à chaque mineur qui a failli, et nous en donnons comme preuve l'histoire charmante qui lui a valu son nom de « juge au chocolat ». Une jeune fille ayant commis un vol, poussée par son désir d'acheter du chocolat, il lui imposa de porter toutes les semaines de cette friandise aux orphelins de la ville.

On serait tenté de faire de très nombreuses citations pour donner une idée de la richesse de cet ouvrage. Nous n'en avons hélas pas la place, mais en voici quelques exemples : « C'est un chemin immense qui a été parcouru des formes primitives de

L'application du droit de l'homme, que nous pourrions caractériser comme la période de la vengeance, jusqu'aux premières maisons de travail d'Amsterdam de l'année 1596, qui ne voulaient plus venger le mal, mais forcer au bien » (p. 16). Rappelons l'inscription appliquée à la façade de ces prisons que cite l'auteur : « N'aie pas peur, je ne venge pas le mal, mais je force au bien. Ma main est dure, mais mon cœur est plein d'amour » (p. 32). « Le fait que les jeunes parents doivent éduquer leurs enfants sans connaître de l'éducation des enfants plus que ce qu'ils ont vécu eux-mêmes dans la maison de leurs parents ne suffit plus de nos jours. En contraste avec les générations antérieures, le monde à l'entour change si incroyablement vite dans ses principes que la reprise des vieux principes d'éducation qui ont fait leurs preuves ne peut pas toujours, dans chaque cas, avoir de l'effet. Ceci s'applique aussi naturellement à la juridiction pour mineurs » (p. 14).

Nous voudrions donner encore certaines réflexions ayant plus spécialement trait à la rééducation des mineurs. Nos lecteurs savent qu'il existe en Allemagne le *Week-End-Arrest*, c'est-à-dire une mesure de rééducation qui s'applique les jours fériés. Elle permet ainsi de ne pas arracher les jeunes à leur milieu et à leur travail. Mais M. Holzschuh n'a-t-il pas raison quand il pose la question de savoir si « on n'enlève pas ce qui reste de réfléchi, de vénérable et de sain dans notre pays tourmenté en faisant du jour du seigneur un jour de châtement » ?

Une des idées préférées de l'auteur serait d'utiliser la sanction comme un moyen de réparation surtout. Il nous semble utile d'appliquer son principe : « Quiconque détruit doit reconstruire » (p. 122). Il est certainement juste aussi de dire que la peur et la crainte sont les plus mauvais éducateurs (p. 123), et nous avons été frappé par la remarque suivante : « Je crois que la jeunesse d'aujourd'hui n'est ni meilleure ni plus mauvaise que la jeunesse de tous les âges, mais elle est plus en péril, et cela n'est pas de sa faute. D'où la société prend-elle le courage d'exercer la loi du talion, lorsqu'elle est incapable d'éliminer les incitations au crime ? » (p. 145).

Il est fort intéressant de noter que l'ouvrage de M. Holzschuh a donné lieu à de grandes controverses. Ainsi dans trois numéros successifs de la revue *Recht der Jugend* (1958, p. 296 et s., p. 339 et s.; 1959, p. 27 et s.), de nombreux juristes allemands ont pris position. Certains se reconnaissent les adeptes enthousiastes de M. Holzschuh, d'autres par contre invoquent — et il fallait s'y attendre — la tradition, le droit des parents qu'il ne faut pas enfreindre, et au fond la peur des responsabilités : il faut rester dans la protection de la loi. D'autres encore tiennent essentiellement, même pour les mineurs, à l'idée de rétribution.

Nous recommandons chaudement la lecture de cet ouvrage d'un homme qui, dans son genre, est un pionnier.

Y. M.

Der Verteidiger in Jugendsachen (Le défenseur dans les affaires de mineurs), par Wolf-Gunther Cohnitz, Berlin, Hermann Luchterhand Verlag, 1957, 88 pages.

L'extension de la compétence des tribunaux pour enfants aux adolescents de 18 à 21 ans par la loi allemande de 1953 a accru d'une manière importante le nombre d'affaires soumises à ces juridictions car c'est dans cette classe d'âge que le chiffre de la criminalité est le plus élevé.

L'auteur constate que les avocats seront ainsi conduits à plaider de plus en plus devant les juridictions pour enfants. Ils doivent donc connaître la législation spéciale à cette matière.

L'auteur se propose de réunir dans cette petite brochure de la collection *Jugend im Blickpunkt* les différents textes épars concernant la matière et de mettre ainsi à la disposition des praticiens un instrument de travail qui leur fasse connaître rapidement l'esprit de la procédure devant les juridictions pour enfants et leur montre comment ils peuvent s'insérer dans l'équipe de travail des autres spécialistes de l'enfance délinquante.

Ce guide ne peut en aucune façon remplacer un commentaire de la loi, comme le précise l'auteur.

Un premier chapitre est consacré à cette question si brûlante de savoir si la collaboration d'un défenseur est souhaitable dans les affaires de mineurs. Qu'il s'agisse des cas où les moyens de preuve sont difficiles à rassembler ou qu'il s'agisse au contraire des cas où la preuve n'offre aucune difficulté, l'auteur montre par des exemples bien choisis que l'assistance d'un avocat est utile et ne saurait être remplacée par l'assistance par exemple d'un représentant des services sociaux auprès des tribunaux.

Un deuxième chapitre analyse les textes légaux concernant le rôle de l'avocat notamment en ce qui concerne le droit de chaque inculpé à être défendu et la défense d'office, le choix d'un défenseur, la sanction pénale des obligations qui lui incombent et son droit aux honoraires.

Un troisième chapitre, le plus intéressant à notre avis pour le lecteur étranger, est consacré à la tâche du défenseur dans les affaires de mineurs.

Selon l'auteur, le défenseur ne doit pas nécessairement viser à l'acquiescement de son jeune client ou à obtenir pour lui une atténuation de peines. S'il s'aperçoit qu'il est en danger et qu'il a besoin d'une action éducative d'assez longue durée, il doit essayer d'obtenir une issue à son procès qui ouvre à l'avenir de son client les meilleures possibilités.

L'avocat doit s'insérer dans ce *team* des spécialistes de la rééducation que constituent les services auxiliaires du juge des enfants et le juge lui-même, et rechercher avec eux des éléments de décision.

Écrit pour des praticiens du barreau allemand ce livre n'est pas dépourvu d'intérêt pour un Français. L'auteur, qui est lui-même avocat, aborde les questions avec un esprit qui l'honore et qui est celui de beaucoup de ses collègues du Barreau français dont les juges des enfants ont pu apprécier la compréhension pour les problèmes de l'enfance délinquante et en danger moral.

L. JOSEPH.

Das neue Jugendschutzgesetz (La nouvelle loi de protection de la jeunesse de 1957), par A. Lange, Hamm (Westf.), Hoheneck Verlag, 1958, 31 pages.

L'auteur donne dans ce petit opuscule un commentaire pratique de la loi du 27 juillet 1957, qui a modifié la loi du 4 décembre 1951, pour la protection de la jeunesse dans les lieux publics.

Après avoir reproduit le texte complet de la loi, l'auteur traite d'abord de la nécessité d'une telle loi, dont l'opportunité a été contestée dans le public qui y voyait une atteinte aux droits des parents à l'éducation de leurs enfants.

Une loi de protection de l'enfance se justifie cependant par l'augmentation dans le monde moderne des dangers qui menacent les jeunes et par le fait que les parents et les éducateurs n'ont souvent pas une conscience suffisante de ces sources de danger. Le public n'a pas, de son côté, un sens suffisant de ses responsabilités en la matière. La loi a un caractère éducatif en ce sens qu'elle vise à écarter dans toute la mesure du possible les différentes sources de danger et non à punir les jeunes qui s'y exposent. Elle s'adresse donc moins à la jeunesse qu'aux adultes.

Les modifications essentielles que le texte nouveau apporte consistent dans l'élévation de l'âge de protection de 16 à 18 ans, dans une protection accrue contre les dangers résultant de l'usage de l'alcool, des séances de danse publique, du film et des machines à sous, et dans une transformation des prescriptions pénales existantes.

L'auteur passe en revue les différents points en s'attachant à démontrer comment la loi a le souci de tenir compte des enseignements de la sociologie et de la psychologie dans le système de protection qu'elle institue.

Il termine en affirmant la nécessité d'éclairer l'opinion grâce au concours de propagandistes bénévoles, notamment dans les milieux du travail où les jeunes se trouvent exposés à ces dangers croissants.

L. JOSEPH.

Rechtsprechung zum Jugendgerichtsgesetz (Jurisprudence relative à la loi sur les tribunaux pour mineurs), par Dallinger-Lackner, Munich et Berlin, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1958, 48 pages.

Ce petit opuscule de 48 pages contient un très grand nombre de commentaires assez brefs sur les décisions rendues par les tribunaux pour enfants allemands au cours de l'année 1953. Tous ces jugements ont été rendus avant les remaniements apportés à la loi des juridictions des mineurs : leur étude présente tout de même de nombreux intérêts. Le lecteur aura intérêt à jeter un coup d'œil sur les décisions rendues notamment au sujet de l'application des sentences indéterminées, de la durée de la décision, des modifications de cette dernière, de la responsabilité des enfants.

J. F. M.

Wehrstrafrecht des Jugendgerichtsgesetzes. Kommentar (Le droit pénal militaire de la loi sur les tribunaux pour mineurs. Commentaires), par Dallinger-Lackner, Munich et Berlin, Verlag G. H. Beck, 1958, 46 pages.

Ce petit opuscule de 46 pages contient le texte littéral de l'article 1^{er} de la loi introductive du droit pénal militaire du 30 mars 1957 et de l'ordonnance d'exécution de l'assistance éducative par les chefs disciplinaires, ainsi que de nombreux commentaires.

Ces commentaires traitent longuement de la mesure d'assistance éducative qui est ordonnée par le juge à l'égard des jeunes militaires et qui est appliquée par les chefs militaires. De nombreuses explications sont fournies sur l'exécution de cette mesure et l'organisation de la surveillance.

J. F. M.

Der Helfer im Jugendschutz (Le bénévole dans la protection de la jeunesse), par Friedegard Baumann, Hamm (Westf.), Hoheneck Verlag, G.M.B.H., 1958, 15 pages.

Dans cette petite brochure l'auteur reprend l'idée, déjà exprimée par le Dr Lange dans le petit ouvrage que nous commentons par ailleurs (*supra*, p. 535), de la collaboration nécessaire pour le succès de la nouvelle loi sur la protection de la jeunesse dans les lieux publics de tous ceux, hommes et femmes, qui se sentent une responsabilité à l'égard de la jeune génération.

L'expérience, d'après l'auteur, prouve que sans la collaboration d'aides bénévoles une loi aussi importante pour la protection de la jeunesse reste lettre morte. L'auteur montre comment ils peuvent collaborer à l'application de la loi. Les conseils que l'auteur donne se situent à un niveau très pratique.

Un exemple de ces conseils : si vous rencontrez dans un lieu réputé dangereux un jeune, vous lui adressez la parole, vous l'éloignez de cet endroit, éventuellement ou vous le ramenez chez lui. S'il refuse de partir vous avertissez l'Office de la jeunesse ou la police.

C'est un ouvrage très élémentaire, à la portée des bénévoles de l'action sociale.

L. J.

Father Flanagan of Boys Town, par Fulton Oursler et Will Oursler, *A Cedar Book*, Kingswood (Surrey), *The World's Work* (1913) Ltd, 1958, 336 pages.

Tous ceux qui s'intéressent à la question de la rééducation et de la resocialisation des jeunes connaissent le nom du Père Flanagan, qui a d'ailleurs été le héros d'un film et de nombreux articles. Son *Boys Town*, sa « ville des garçons » a servi de modèle à de nombreuses entreprises du même genre et reste un exemple de ce que la foi et le dévouement d'un seul individu peuvent réaliser.

On sait que la ville des garçons a été créée au début du siècle tout d'abord comme foyer pour quelques garçons sans foyer, puis s'est développée en une ville réelle où des milliers de garçons ont trouvé l'amour et les soins dont ils avaient besoin. L'histoire de cette entreprise, qui est une des grandes et belles aventures de l'humanité, est racontée de façon vivante et humaine par les auteurs. Nous recommandons très sincèrement la lecture de ce livre.

Y. M.

Keep Them out of Prison (Préservez-les de la prison), par R. A. F. Cooks, London, Jarrolds, 1958, 191 pages.

M. Cooks est un de ces nombreux citoyens britanniques qui, après une carrière au service du bien public, se consacrent à la rééducation des délinquants, de leur propre initiative et sans s'insérer dans le cadre d'une quelconque organisation.

M. Cooks a acheté une maison vaste et bien située et en a fait un hôtel pour jeunes libérés sur parole. Là, dans une ambiance aussi saine que possible, le garçon trouve après son travail un peu de repos et surtout le cadre d'une vie que chacun voudrait familiale. Les expériences tentées, loyalement racontées, ne sont pas toutes des succès. Chacune cependant comporte quelques enseignements sur la manière de réussir avec des jeunes que la Société a plus ou moins rejetés, à moins qu'eux-mêmes ne l'aient fuie. Le lecteur se plaira à remarquer l'affectueuse fermeté de M. et Mme Cooks et sans doute verra-t-il dans leurs qualités morales l'explication de leur étonnante réussite.

P. CHABRAND.

The Circle of Guilt (Le cercle vicieux de la culpabilité), par Frederic Wertham, Londres, Dennis Dobson, 1958, 211 pages.

Il s'agit du livre écrit par un psychiatre et consacré au cas de Frank Santa, jeune Porto-Ricain qui, à New-York, abattit sans motif apparent un jeune blanc.

Le Dr Wertham, désigné pour examiner le jeune criminel, fait part aux lecteurs de ses constatations et leur révèle peu à peu le monde difficile des minorités raciales et la solitude terrible des jeunes garçons qui se sentent très vite au ban de la Société blanche, la seule riche, la seule puissante. L'isolement, les complexes d'infériorité, le besoin de s'affirmer, amènent l'enfant à faire partie du « gang » où les jeunes mauvais garçons se retrouvent « entre gens qui se comprennent » sans avoir à beaucoup parler, et trouvent des camarades à défaut d'amis. Et, au-dessus de ce jeune, désespéré plus que dévoyé, une Société qui se complait dans l'analyse, une presse stupide, qui dépeint et sans doute donne à ces garçons une personnalité qu'ils finissent par adopter, heureux de s'attacher un nom, de se rendre redoutables, satisfaits de recueillir les regards, de devenir des êtres dont on parle.

Le rôle de la presse, du spectacle, la part faite au sadisme, au *Superman*, cet être de race blanche, invulnérable, tous ces facteurs sont très bien notés. Le livre du Dr Wertham est convaincant et peut passer, sans doute, pour un des deux ou trois meilleurs ouvrages consacrés à la psychologie de l'enfant de couleur à la recherche de sa personnalité, qui à travers le gang essaie de vivre, après s'être vu fermer, à cause de sa race ou de sa classe, les débouchés vastes d'une profession qui satisfasse à ses goûts.

Pierre CHABRAND.

Teddy Boys' Picnic (Pique-nique de *Teddy boys*), par Elizabeth Stucley, Londres, Anthony Blond, 1958, 207 pages.

Chacun s'intéresse aujourd'hui aux *Teddy boys* britanniques, que veut nous présenter sous leur meilleur côté M^{me} Elizabeth Stucley, qui a découvert que ce qui manquait à ces enfants, aux filles et aux garçons, c'était en premier lieu une famille. Les quelques exemples qu'elle nous donne sont très remarquables à ce point de vue. Par elle nous pouvons suivre, dans leur retour à la vie normale, quelques garçons et filles qui étaient abandonnés à eux-mêmes, faibles et rêveurs.

L'expérience est valable sans doute pour la moyenne des cas, mais on aurait aimé une recherche plus poussée des causes du malaise qui s'empare des jeunes de quinze ans ; la lente désagrégation de l'autorité familiale ne doit pas en être la seule. De même, la solution apportée par M^{me} Elizabeth Stucley, pour être bonne, ne pourrait pas être d'application générale.

Mais le livre est intéressant et les récits ne sont pas sans humour, tel celui de la découverte par les garçons d'un « monstre préhistorique ». Il révèle à chaque pas chez son auteur le sens profond de la psychologie de l'adolescent et à ce titre mérite l'attention.

P. CHABRAND.

El menor ante el derecho penal, Thèse présentée par Luis Eduardo Suarez S. devant la Faculté de droit de Bogota, Bogota, *Pontificia Universidad Católica Javeriana*, 1958, 82 pages.

Après quelques commentaires généraux sur l'évolution de la délinquance juvénile à travers le temps et l'espace, et sur les facteurs influents de cette délinquance, l'auteur énumère les différents aspects de ce problème aux points de vue pénal, social, scientifique et administratif.

Si nous regrettons que l'auteur ait limité son étude de notre système français de protection de l'enfance au 27 juillet 1942, et ignore les réalisations de l'Education surveillée, nous retiendrons toutefois de cet ouvrage un commentaire intéressant de la loi colombienne 83 de 1946 : la *Ley organica de la defensa del menor*.

Ce texte institue un juge des enfants dans chaque département et ce magistrat est assisté d'un psychiatre, d'un *promotor curador de menores* (sorte de Ministère public, avocat des mineurs), d'un secrétaire, d'un officier de statistiques, d'un écrivain (*escribiente*) et d'un délégué à l'étude et à la surveillance.

Le magistrat est doté de pouvoirs très larges non seulement à l'égard des mineurs, mais encore à l'égard des parents défaillants contre lesquels il peut prononcer une amende ou le retrait des droits de la puissance paternelle. Il est aussi compétent pour connaître

des litiges concernant les pensions alimentaires, la garde des mineurs, la recherche de paternité.

L'auteur regrette que rien n'ait été encore fait dans son pays pour créer un corps de magistrats spécialisés et d'éducateurs qualifiés. Il met tous ses espoirs dans le secrétariat des affaires sociales récemment créé.

J. FABRE DE MORLHON.

Das italienische Jugendstrafrecht und Jugendfürsorgerecht (Le droit pénal des mineurs et le droit de l'assistance à l'enfance en Italie), par Gerhard Luther, Bonn, Ludwig Röhrscheid Verlag, 1958, 137 pages.

Il s'agit, dans la série de recherches de droit comparé des Editions Röhrscheid de Bonn, d'une étude très documentée sur l'état actuel du droit de l'enfance en Italie.

Après avoir passé en revue les différentes causes de la criminalité juvénile et relevé les causes propres à ce pays (situation désavantagée de l'enfant illégitime et adultérin, fougue du tempérament italien), l'auteur donne des indications statistiques qui font ressortir une augmentation du chiffre de la délinquance juvénile (23.258 mineurs délinquants en 1953, 24.080 en 1954).

Le système judiciaire italien, tel qu'il apparaît après la réforme de 1956, est exposé en détail. Nous relèverons l'étude des *centro di rieducazione* fonctionnant auprès de chaque tribunal civil, groupant dans un même ensemble centre d'observation, centre de rééducation, maison de correction et quartier spécial de détention et d'observation de mineurs.

On sait que ce système avait servi de modèle dans notre pays aux rédacteurs de la loi de 1942 qui ne put jamais être appliquée faute d'équipement. L'auteur note qu'en Italie aussi, par manque de moyens, ces centres n'ont pas pu être créés sauf dans de petits ressorts et que, pour cette raison autant qu'à la suite de l'évolution des idées qui fait actuellement préférer aux grands ensembles les petits établissements, la loi de 1956 a précisé que ces établissements pourraient être dissociés. Toutefois les juridictions de première instance et d'appel et le parquet des mineurs ont leur siège au centre d'observation.

La partie consacrée aux attributions des juridictions pour enfants en matière d'assistance éducative et de droit civil mérite aussi de retenir notre attention.

La refonte de la loi italienne intervenue en 1956 a mis précisément l'accent sur le rôle de prévention du juge des enfants. L'article 25 de la loi est à comparer avec l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-1301 du 23 décembre 1958 qui vient apporter chez nous une solution à la situation souvent signalée de l'enfance en danger moral.

Le tribunal pour enfants italien est habilité à prendre une mesure d'assistance éducative lorsqu'un mineur de dix-huit ans montre des signes visibles de défauts de conduite et de caractère, après une étude de sa personnalité diligentée par l'un des juges du tribunal désigné par le président. La mesure peut être un placement en internat ou une cure en milieu libre confiée au service social qui assure l'exécution d'un plan de rééducation dressé par le tribunal, sans que l'accord du mineur soit nécessaire comme c'est le cas dans la probation anglo-saxonne. Ce système se rapproche plus de notre nouveau sursis avec mise à l'épreuve que de celui de la liberté surveillée.

Le droit italien confère en outre aux juridictions pour enfants une compétence légale dans divers domaines du droit civil qui ne se retrouve pas — ou pas encore — dans notre droit, encore que les juges des enfants soient chez nous dans bien des cas chargés dans la pratique d'attributions civiles touchant aux problèmes de l'enfance (cf. les recommandations de la circulaire du Ministère de la Justice du 2 août 1951): légitimation et adoption, retrait des droits de la puissance paternelle, transfert à la mère des droits de la puissance paternelle sur l'enfant naturel reconnu par le père quand ce dernier est incapable de les exercer, administration des biens de l'enfant quand ces biens sont mis en danger, etc.

Nous ne pouvons que renvoyer nos lecteurs aux chapitres sur la police des mineurs, les centres d'observation, la détention préventive, le caractère éducatif de la peine. Il y trouvera maints sujets de réflexion et de comparaisons utiles avec nos propres institutions.

L. JOSEPH.